ÉCOLE DOCTORALE *« VILLE ET ENVIRONNEMENT »*

Thèse
Pour obtenir le grade de
Docteur de l'Université Paris Est
Discipline : Sociologie
Présentée et soutenue publiquement par

NICOLAS OPPENCHAIM

Mobilité quotidienne, socialisation et ségrégation : une analyse à partir des manières d'habiter des adolescents de Zones Urbaines Sensibles

Thèse dirigée par Francis Godard et Marie-Hélène Massot

Jury :

Jean-Yves AUTHIER, examinateur, professeur à l'Université Lumière Lyon II
Francis GODARD, co-directeur de thèse, professeur à l'Université Paris Est
Michel KOKOREFF, rapporteur, professeur à l'Université Nancy II
Marie-Hélène MASSOT, co-directrice de thèse, directrice de recherche à l'INRETS
Marco OBERTI, examinateur, professeur à Sciences Po
Joël ZAFFRAN, rapporteur, professeur à l'Université Bordeaux II

ÉCOLE DOCTORALE *« VILLE ET ENVIRONNEMENT »*

Thèse

Pour obtenir le grade de

Docteur de l'Université Paris Est

Discipline : Sociologie

Présentée et soutenue publiquement par

NICOLAS OPPENCHAIM

Mobilité quotidienne, socialisation et ségrégation : une analyse à partir des manières d'habiter des adolescents de Zones Urbaines Sensibles

Thèse dirigée par Francis Godard et Marie-Hélène Massot

Jury :

Jean-Yves AUTHIER, examinateur, professeur à l'Université Lumière Lyon II

Francis GODARD, co-directeur de thèse, professeur à l'Université Paris Est

Michel KOKOREFF, rapporteur, professeur à l'Université Nancy II

Marie-Hélène MASSOT, co-directrice de thèse, directrice de recherche à l'INRETS

Marco OBERTI, examinateur, professeur à Sciences Po

Joël ZAFFRAN, rapporteur, professeur à l'Université Bordeaux II

À Lucas et à sa maman

Remerciements

Si la thèse est un travail solitaire, souvent douloureux mais toujours enrichissant, elle est également le fruit d'un ensemble de soutiens matériels, intellectuels et affectifs sans qui elle n'aurait pas vu le jour.

Cette thèse n'a été possible qu'avec l'aide constante de Marie-Hélène Massot, qui outre son suivi inestimable, a su aux moments opportuns me redonner confiance ou au contraire me bousculer. Francis Godard m'a également guidé grâce à ses conseils précieux. Je le remercie vivement du crédit qu'il a su m'accorder tout au long de ce travail.

Les membres du laboratoire Ville Mobilité Transport m'ont apporté un soutien constant. Certains ont réussi à me remettre le pied à l'étrier dans des moments de doute, d'autres m'ont initié à des méthodes de recherche, beaucoup ont relu des passages de cette thèse et m'ont aidé grâce à leurs conseils à sortir d'impasses théoriques, méthodologiques ou rédactionnelles. Je remercie tout particulièrement Gwendal, les deux Laurent, Julian, Leslie, les deux Benjamin, Anne, Emre, les deux Sandrine, Serge, Carolina, les deux Marianne, Miguel, Florent, Olivier, Walid, Thierno, les deux Caroline, Fréderic et tant d'autres qui ont contribué à faire des quatre années passées dans le laboratoire un moment inoubliable….

D'autres chercheurs ont pris le temps de me faire profiter de leur savoir ou de bases de données indispensables à la construction de ce travail. Qu'ils en soient ici chaleureusement remerciés : Daniel Cefaï, Renaud Epstein, Carole Gayet-Viaud, Edmond Preteceille, Didier Lapeyronnie, Luca Pattaroni et Mathieu Delage. Je remercie également chaleureusement les membres du jury qui ont accepté de prendre le temps de lire et d'évaluer ce travail.

J'adresse mes remerciements à tous les adolescents qui ont accepté de me dévoiler une partie de leur vie. J'espère que ce travail sera fidèle à leurs propos et qu'ils auront la chance de réaliser les rêves qui les habitent. La mise en contact avec ces adolescents n'a été possible que grâce à l'aide et à la patience d'un grand nombre de personnes que je remercie du fond du cœur. Je souhaite être à la hauteur de la confiance qu'ils m'ont accordée : Ali, Jean-Marc, Hamid, Madou, Martine Roc, Elsa, Arno, Damien, Arlette Wegel, Virginie Schachtel, Loïc, Olga, Delphine, Yves, Manu, Claire, Anne, Marie-Noëlle, Elisabeth et Jean-Luc Garcia.

Je remercie les photographes professionnels qui ont accepté de collaborer avec moi afin de monter des projets dans des établissements scolaires sur la mobilité des adolescents : Raphaël Dallaporta, Laurent Chemin et Philippe Fabian. Ces projets n'ont pu voir le jour que grâce à l'appui financier du Conseil Général de Seine-Saint-Denis, du rectorat et du laboratoire LVMT.

Le soutien constant de mes proches a été essentiel pour mener à bien ce travail. Cette thèse leur doit beaucoup : mes parents, mes grands-parents, ma sœur, Elizabeth, Annie, Erwan et Edouard.

Enfin, je dédie cette thèse à Cécile qui enchante mon quotidien, me soutient et partage mes joies, mes peines et mes rêves. La naissance de Lucas il y a quelques jours est le fruit de ce bonheur. J'espère qu'il pourra un jour être fier des quatre années que son papa a consacrées à ce travail.

Sommaire

REMERCIEMENTS 7
SOMMAIRE 9
INTRODUCTION GENERALE 13

PARTIE I – FONDEMENTS THEORIQUES, CONCEPTS ET METHODES 25

CHAPITRE 1 : LES LIENS DYNAMIQUES ENTRE MOBILITE ET SOCIALISATION A L'ADOLESCENCE 27
I. Le rôle des mobilités quotidiennes dans les processus d'individualisation et de subjectivation 30
II. Les mobilités quotidiennes comme support de l'expérimentation des espaces publics urbains . 35
III. Une socialisation à la mobilité 50

CHAPITRE 2 : MOBILITE ET SEGREGATION 53
I. Fragmentation urbaine et ségrégation 55
II. Les externalités négatives de la ségrégation résidentielle 58
III. Différenciations sociales, mobilités et manières d'habiter 65
IV. Mobilité et dé-ségrégation 76

CHAPITRE 3 : MOBILITE ET SOCIOLOGIE 87
I. Une sociologie des mobilités ? 89
II. La mobilité comme accessibilité 100
III. Les dispositions à la mobilité 105
IV. La mobilité comme épreuve 113

CHAPITRE 4 : LES PRATIQUES DE MOBILITE DES ADOLESCENTS DE ZUS : QUESTIONS DE METHODES 123
I. Les méthodes habituellement employées pour étudier les mobilités quotidiennes 125
II. Travailler avec des adolescents nécessite-t-il une méthodologie spécifique ? 135
III. Quatre matériaux de recherche 152
IV. L'articulation de nos différents matériaux et la construction d'une typologie des manières d'habiter 191
V. Des méthodes de recherche complémentaires négligées ? 203

PARTIE II – RESULTATS DE RECHERCHE 205

CHAPITRE 5 : CADRAGE STATISTIQUE DU POTENTIEL ET DES PRATIQUES DE MOBILITE DES ADOLESCENTS DE ZUS 207
I. L'environnement social et géographique des adolescents de ZUS : un moindre potentiel de mobilité ? 210
II. Peu de déplacements accompagnés en voiture, mais un usage précoce des transports en commun 219
III. Un programme d'activités spécifique 232
IV. Des activités concentrées autour du domicile 237
V. Des sorties autonomes aussi fréquentes que les autres adolescents de catégories populaires et moyennes 243
VI. Un effet très différent de la montée en âge selon le sexe 245

CHAPITRE 6 : SEPT DIMENSIONS QUI STRUCTURENT LES MANIERES D'HABITER DES ADOLESCENTS DE ZUS 257
I. L'ancrage dans le quartier de résidence 259
II. Les souhaits de mobilité résidentielle future 264
III. La mobilité en transports en commun, son apprentissage et son contrôle par les parents 266
IV. Le rapport aux différents transports en commun 272
V. Les lieux fréquentés et les représentations de l'espace urbain 277
VI. La cohabitation avec des inconnus d'une autre origine sociale et résidentielle 285
VII. La fréquentation des espaces d'interaction sociale sur Internet 290

CHAPITRE 7 : LES MANIERES D'HABITER CARACTERISEES PAR UNE FORTE IDENTITE TERRITORIALE 297
I. Les adolescents du quartier 299
II. Les filles de bonne famille 351
III. Les guerrières 367

CHAPITRE 8 : LES MANIERES D'HABITER CARACTERISEES PAR UNE PRESENCE EPISODIQUE DANS LE QUARTIER 387
I. Les flâneurs 389
II. Les passionnés 421

CHAPITRE 9 : LES MANIERES D'HABITER DES ADOLESCENTS QUI REJETTENT LEUR QUARTIER 437
I. Les flâneurs exclusifs 439
II. Les encadrés à faible mobilité 456

CHAPITRE 10 : DYNAMIQUES DES SITUATIONS ET CHEMINEMENTS D'UNE MANIERE D'HABITER A UNE AUTRE 475
I. L'appartenance conjointe à deux types 477
II. Le passage d'un type à un autre 498

CONCLUSION GENERALE 523
ANNEXES 535
BIBLIOGRAPHIE 557
LISTE DES FIGURES 587
LISTE DES TABLEAUX 588
TABLE DES MATIERES 591

Introduction générale

« *Outre les transports et les communications, c'est la ségrégation elle-même qui tend à faciliter la mobilité des individus. Les processus de ségrégation instaurent des distances morales qui font de la ville une mosaïque de petits mondes qui se touchent sans s'interpénétrer. Cela donne aux individus la possibilité de passer facilement et rapidement d'un milieu moral à un autre et encourage cette expérience fascinante, mais dangereuse, qui consiste à vivre dans plusieurs mondes différents, certes contigus, mais, par ailleurs, bien distincts. Tout cela tend à donner à la vie urbaine un aspect superficiel et contingent, à multiplier et diversifier les types individuels, à compliquer les relations sociales, et cela introduit en même temps un élément de hasard et d'aventure qui ajoute à l'excitation de la vie urbaine et lui donne un attrait particulier aux yeux de tempéraments jeunes et fougueux* » (Park, [1925] 2005, p. 125).

1. Généalogie d'une recherche

L'objectif général de cette thèse est de mieux cerner les liens dynamiques entre pratiques de mobilité quotidienne et socialisation des adolescents de zones urbaines sensibles (ZUS) franciliennes. Le choix d'un objet d'étude en sociologie n'est jamais anodin, et renvoie sans aucun doute à une sensibilité personnelle du chercheur. Néanmoins, le hasard a joué un rôle non négligeable dans la construction de ce sujet de thèse.

C'est après avoir suivi les cours d'Isaac Joseph en licence à l'Université de Nanterre que nous avons choisi de nous spécialiser en sociologie urbaine. A cette époque, comme de nombreux étudiants, nous n'avions cependant pas de projet de recherche précis en tête. Quelques années plus tard, un ami, Erwan Lemener, réveilla cet intérêt en nous proposant de travailler avec lui sur le projet de rénovation du Forum des Halles qui venait de débuter. Il souhaitait étudier la manière dont la présence des personnes sans domicile fixe dans ce secteur allait être traitée. Après quelques pérégrinations dans le quartier, un premier constat s'imposa à nous. Comment ne pas remarquer la foule de jeunes regroupés à cet endroit le mercredi après-midi et le week-end ? Une partie d'entre eux arborait des signes distinctifs, notamment vestimentaires, les rattachant à la catégorie, approximative et floue, des « *jeunes de banlieue* ». Leur présence, nettement visible, battait en brèche deux idées reçues. Elle allait tout d'abord à l'encontre des essais scientifiques postulant qu'ils étaient immobiles et assignés à résidence (Donzelot, 2006, p. 20)[1]. Ces jeunes ne

1 « *Pour preuve de ce confinement, on prendra le caractère international du spectacle de l'immobilité volontaire qu'offrent les quartiers défavorisés. Les études les plus savantes démontrent la très faible mobilité des habitants de ces quartiers relativement à ceux des classes moyennes (...) D'une manière générale, les images associées à ces quartiers mettent toutes en évidence ce thème de l'immobilité. A commencer par celle des rodéos de voiture inaugurés à la cité des Minguettes en 1981 et qui se*

semblaient pas non plus s'être déplacés loin de leur quartier pour se livrer aux mobilités déviantes mises en scène dans certains récits journalistiques (Bronner, 2006). Qui étaient ces jeunes ? Que venaient-ils faire aux abords du Forum des Halles ? Nous n'étions pas le seul à nous poser ces questions : l'architecte en charge du projet, David Mangin, confiait ainsi à Erwan Lemener qu'il ne disposait que d'informations très parcellaires dans la littérature universitaire et « grise » sur les usages du site par ces jeunes[2]. Nous avions alors pour ambition d'étudier conjointement les pratiques des jeunes dans ce secteur et le traitement qui leur serait fait dans le projet de rénovation du Forum.

Apprenant que diverses recherches étaient déjà en cours sur ce sujet, nous avons décidé de nous concentrer sur les mobilités dans l'agglomération des adolescents vivant dans des cités d'habitat social[3]. Deux éléments ont fortement motivé ce choix.

Il nous semblait tout d'abord y avoir un espace disponible pour cette recherche dans le champ de la sociologie urbaine. Nos premières lectures révélaient en effet une tension interne à ce champ entre deux manières d'appréhender la mobilité des jeunes de cités. La lecture d'ethnographies menées dans ces quartiers sur la vie quotidienne d'adolescents (Lepoutre, 2001a) et de jeunes adultes (Marlière, 2005 ; Sauvadet, 2006) nous donnait l'impression que ceux-ci se déplaçaient rarement dans l'agglomération, en raison, entre autres, de l'hostilité voire du racisme des autres citadins. A l'inverse, les recherches sur les espaces publics et semi-publics du centre des agglomérations révélaient une fréquentation par les jeunes de ces quartiers de la Rue de la République (Bavoux et Fôret, 1990) ou de la Part-Dieu (Berthet, 2002) à Lyon, du centre commercial de La Défense dans l'agglomération francilienne (Kokoreff, 1998) ou de la rue Sainte-Catherine à Bordeaux (Zaffran, 2005)… Ces recherches soulignaient le rôle de ces lieux dans la découverte de la ville, l'expérimentation des codes de civilité avec des inconnus, la mise en scène de soi aux yeux d'autres adolescents, l'apprentissage des relations de séduction… Afin de déterminer si ces deux approches renseignaient diverses facettes du quotidien des jeunes de cités d'habitat social ou si elles ne portaient pas sur les mêmes jeunes, il nous semblait nécessaire de les articuler : s'intéresser aux mobilités dans l'agglomération des jeunes à partir de leur quartier de résidence et non des espaces publics du centre-ville. Or, à une exception près (Kokoreff, 1993), nous ne connaissions pas de travaux de sociologie renseignant la diversité de pratiques de mobilité de ces

---

reproduisent depuis selon un rituel bien établi dans certaines villes de banlieues comme celle de Strasbourg. Voler des voitures, les faire tourner à toute vitesse dans le quartier, puis les incendier, n'est-ce pas une façon d'inverser le mouvement, de le réduire, c'est le cas de le dire, à néant ? (…) Mais plus que ces images médiatiques, c'est le repli dans le logement, la hâte de se retrouver derrière sa porte fermée qui confère à ces cités un tel caractère d'immobilité, comme si sortir, bouger, aller ailleurs et revenir, était une épreuve que l'on s'imposait le moins possible ».

2 Cette connaissance parcellaire a conduit la Ville de Paris à financer en 2007 un rapport de recherche sur les « jeunes de banlieue » fréquentant le Forum des Halles et ses environs (Hass et Hérard, 2007).

3 Nous employons pour l'instant ce terme pour désigner les quartiers pauvres de périphérie, même si nous avons conscience qu'il est impossible d'utiliser un vocabulaire neutre pour nommer ces quartiers (Kokoreff, 2007). Nous expliquerons d'ailleurs dans les lignes qui suivent pourquoi nous avons repris dans notre travail la typologie administrative des ZUS.

jeunes[4]. Ils nous semblaient en tout cas moins nombreux que ceux portant sur la diversité de modes d'habiter (Allen, 2007) et de relations avec l'extérieur (Largo-Poirier, 1997 ; Leclerc-Olive et Duprez, 1997) des habitants plus âgés de ces quartiers.

Le second élément nous poussant à nous intéresser aux pratiques de mobilité des adolescents de cités d'habitat social était le climat politique de l'époque. Ce climat se caractérisait par une série de protestations collectives plus ou moins conventionnelles de jeunes (les émeutes de 2005 et les manifestations contre le Contrat Premier Embauche en 2006) pointant chacune à leur manière un déficit de citoyenneté et/ou d'insertion dans la société. Il était également marqué par une inflation de projets sécuritaires vis-à-vis des mineurs : abaissement de l'âge de responsabilité pénale, présence de policiers dans les établissements scolaires, dépistage des délinquants dès trois ans… Ce climat témoignait non seulement d'une peur des jeunes de cités d'habitat social, ces « *nouvelles classes dangereuses* » (Beaud et Pialoux, 2003), mais plus largement d'une frilosité de notre société, composée d'adultes, à faire de la place à la jeunesse (Costa-Lacoux, 2008). Etudier les mobilités des adolescents nous semblait alors un moyen judicieux d'interroger leur intégration dans la ville, et en conséquence dans le monde des adultes : ces derniers font-ils une place dans les espaces publics urbains aux façons d'agir des adolescents ? Comment les adolescents arrivent-ils à trouver leur place dans ces espaces ?

Ces deux éléments (étudier la diversité de pratiques de mobilité des adolescents de cités d'habitat social et leur entrée dans le domaine public urbain) ont au final structuré l'ensemble de notre travail.

2. Problématiser le lien entre mobilité et socialisation à l'adolescence

Nous entendons par socialisation le processus d'apprentissage progressif et sans cesse renouvelé d'habitudes d'action[5] permettant à l'individu de se situer et d'interagir dans les différents mondes sociaux dans lesquels il évolue. Cette définition de la socialisation a pour principal avantage sa plasticité. Elle permet de ne sacrifier aucune des trois grandes perspectives dans lesquelles le processus de socialisation a été étudié en sociologie (Darmon, 2010). Elle englobe tout d'abord l'intériorisation par l'individu d'attitudes, de normes et de valeurs d'un groupe social particulier ou de la société dans son ensemble. Ces normes sont notamment transmises par l'institution scolaire, par la famille ou par les pairs. Ensuite, cette définition permet également de prendre en compte la distance réflexive de l'individu vis-à-vis de cette incorporation (Dubet, 2005). Enfin, elle inclut aussi les diverses interactions, des plus éphémères aux plus instituées, des plus fugitives aux plus durables, qui sont porteuses d'influences mutuelles entre les êtres sociaux

[4] Beaud (2002) montre également une diversité d'enracinement de ces jeunes dans leur quartier, mais celle-ci est avant tout analysée en lien avec leurs trajectoires scolaires différenciées.

[5] Dans le reste du texte, nous emploierons indifféremment les expressions « habitudes d'action », « façons d'agir » et « tendances à agir » pour désigner les manières dont l'individu se rapporte habituellement à un environnement social et matériel donné.

(Grafmeyer et Authier, 2008). Ces interactions sont l'occasion d'une construction ou d'une redéfinition du lien social, notamment lorsqu'elles mettent à l'épreuve les habitudes d'action de l'individu : « *autre façon de dire que nous ne cessons jamais de nous socialiser* » (Lemieux, 2007, p.212).

L'adolescence occupe une place fondamentale dans ce processus de socialisation. Elle est ainsi une période de recherche et d'exploration qui joue un rôle majeur dans la construction de l'identité (Erikson, 1972). Le premier parti-pris de notre travail est alors de considérer que cette construction identitaire à l'adolescence ne s'effectue pas seulement par l'introspection. Nous nous inscrivons ici dans la filiation de l'approche interactionniste et non mentaliste de l'esprit humain de G-H Mead (2006) reprise par la sociologie pragmatique (Lemieux, ibid) : l'esprit n'est pas une substance mais une manière de se rapporter au monde environnant et aux autres individus qui y sont présents. L'esprit n'est pas pour Mead un « produit mental », mais un produit social : la conscience de soi et de son comportement n'émerge que dans les situations où l'organisme rencontre dans son environnement un obstacle qui perturbe son expérience, c'est-à-dire dans les situations qui mettent à l'épreuve les tendances à agir préalablement acquises et l'obligent à mener une réflexion. Dans cette perspective, socialisation et construction identitaire sont deux processus identiques. L'adolescence ne peut donc pas être comprise comme une période durant laquelle l'individu découvrirait son vrai « moi » et où il se construirait une identité fixée une fois pour toutes. Nous considérons plutôt qu'il s'agit d'une période où l'individu ne se contente plus des relations avec ses proches, qu'il s'agisse de sa famille ou de ses pairs. Il cherche au contraire à découvrir de nouveaux mondes sociaux pour affirmer sa propre personne, c'est-à-dire être soi, différent et unique (Zaffran, 2010).

La mobilité quotidienne, définie dans ce travail comme l'ensemble des déplacements réguliers de l'individu dans l'agglomération, participe de ce processus de socialisation. Elle est en effet le support du passage de l'adolescent des espaces familiers aux espaces publics urbains qu'il ne connaît pas (Breviglieri, 2007). C'est ainsi généralement à partir de onze ans que commence l'exploration progressive de ces espaces sans les parents, d'abord dans la commune (Legendre, 2010) puis dans le reste de l'agglomération. Dans les espaces familiers comme le domicile, le quartier de résidence, l'établissement scolaire, l'adolescent possède des habitudes. Il est au contraire confronté dans les espaces publics urbains à l'anonymat et la co-présence avec des inconnus. Or, ces derniers ne partagent pas nécessairement les mêmes façons d'agir que lui, qu'ils s'agissent d'adultes, de jeunes du sexe opposé, d'adolescents plus âgés ou d'une autre origine résidentielle et sociale. La mobilité permet alors à l'adolescent de s'affranchir des règles en usage dans le monde familier, de mettre à l'épreuve ses habitudes d'action et d'expérimenter de nouvelles façons d'agir sans craindre la désapprobation de ses proches. Il apprend ainsi à gérer les interactions de séduction avec d'autres adolescents qu'il ne connaît pas (Berthet, ibid) mais également à trouver progressivement une place dans le monde étrange(r) des adultes en s'initiant à leurs règles de comportement. Cette initiation passe souvent par la provocation, qui est un moyen de tester la pénétrabilité des espaces publics urbains aux façons d'agir des adolescents (Breviglieri, ibid) : l'immobilité, la volonté d'attirer

l'attention, l'irruption d'une logique ludique dans les comportements… La découverte des espaces publics urbains est donc à la fois exaltante et angoissante pour l'adolescent : ses actes prêtent immédiatement à conséquence, car ils ne sont plus évalués par des proches bienveillants mais par des inconnus. Il doit faire preuve de courage pour se déplacer et quitter le confort du familier (Breviglieri, ibid). L'adolescent est partagé entre la crainte de s'éloigner des cadres structurants et rassurants qu'il a toujours connu et un fort désir de découvrir de nouvelles habitudes d'action.

Si la mobilité contribue à questionner les façons d'agir de l'adolescent, elle est elle-même une pratique qui repose sur des habitudes. Prendre le RER, fréquenter les espaces publics urbains, interagir avec des inconnus… ne sont pas des compétences innées, elles supposent un apprentissage : il existe une socialisation à la mobilité. Il convient donc d'interroger les conditions économiques, sociales et spatiales de cette socialisation, en s'intéressant aux ressources dont les adolescents disposent pour se déplacer, aux habitudes de mobilité transmises par la famille ou par les pairs, mais également au rôle du quartier de résidence dans la structuration de ces habitudes. En effet, les configurations spatiales dans lesquelles les individus se trouvent pris à une étape de leur biographie ne sont pas sans influence sur leurs façons d'agir (Authier, 2001). Dans le cas de la mobilité, cela revient par exemple à se demander si selon l'éloignement du quartier de résidence du centre de l'agglomération et sa desserte en transports en commun les adolescents acquièrent des habitudes différentes pour se déplacer. Plus largement, si l'on considère que le contexte urbain de résidence participe à la socialisation des individus, les habitudes d'action mises à l'épreuve dans la mobilité ne seront pas totalement les mêmes selon les adolescents.

La mobilité est donc une pratique qui contribue à questionner les façons d'agir des adolescents, mais qui repose elle-même sur des habitudes d'action préalablement intériorisées. Partant, la problématique générale de notre travail se résume ainsi : *quelles formes prennent les liens dynamiques entre mobilité quotidienne et socialisation des adolescents selon l'environnement social et résidentiel dans lesquels ils grandissent ?* Cette problématique ne sacrifie donc pas la tension entre ce qu'il y a de commun à l'adolescence et les différenciations internes de cette classe d'âge.

3. Se focaliser sur les adolescents de ZUS pour compléter les approches traditionnelles de la ségrégation

Nous appliquons dans notre travail cette problématique générale au cas spécifique des adolescents de catégories populaires et moyennes qui habitent en ZUS. Cette double entrée permet d'être attentif au rôle des variables sociales et territoriales sur les pratiques de mobilité des adolescents. Mais, elle offre également l'avantage de compléter les approches de la ségrégation, entendue comme l'inégale distribution résidentielle des groupes sociaux dans l'espace urbain (Preteceille, 2006).

Il est possible d'étudier la ségrégation urbaine sous trois angles différents, bien souvent combinés dans les travaux sur cette thématique : d'une part, en calculant des indices qui permettent d'évaluer la distribution des populations dans l'espace urbain selon un critère considéré (la catégorie socioprofessionnelle, l'origine nationale-raciale…) et d'observer l'évolution de cette distribution dans le temps ; d'autre part en s'intéressant aux mécanismes, plus ou moins intentionnels, qui produisent cette inégale distribution dans l'espace urbain : recherche d'entre-soi de certaines catégories, discrimination dans l'accès au logement, rôle des politiques locales et nationales… ; enfin, en se penchant sur les conséquences de l'absence de mixité résidentielle pour les habitants vivant, intentionnellement ou non, dans des quartiers ségrégués.

Dans ce travail, nous prenons acte de l'augmentation de la concentration résidentielle de populations d'une même origine sociale et/ou nationale-raciale dans un certain nombre de quartiers (Lapeyronnie, 2008 ; Preteceille, 2009). Nous ne discutons pas des mécanismes qui conduisent à cette concentration et des mesures qui permettraient de l'empêcher. Nous portons au contraire notre attention sur les conséquences de l'absence de mixité résidentielle pour les habitants de ces quartiers.

La territorialisation de l'action publique (Behar, 2001), qui se traduit par le ciblage dans la politique de la ville des ZUS et l'objectif affiché d'y introduire plus de mixité, semble indiquer que résider dans ces quartiers serait pénalisant pour les habitants au-delà de leurs propres propriétés individuelles. C'est ce postulat des externalités négatives de l'absence de mixité résidentielle que notre travail permet de compléter. Cela explique que nous reprenions dans le reste de notre travail le découpage politique et institutionnel des ZUS plutôt que d'employer le terme de cités d'habitat social ou de quartiers pauvres.

Ce postulat ne fait pas l'objet d'un consensus empirique (Marpsat, 1999). Ces externalités négatives ne touchent tout d'abord pas les habitants de manière similaire, en fonction notamment de leur place dans le cycle de vie (Gould-Ellen et Austin-Turner, 1997). Elles sont principalement opérantes dans deux domaines : l'accès à l'emploi des actifs et l'insertion scolaire et sociale des adolescents. La mauvaise réputation du quartier entraîne ainsi des difficultés d'accès à l'emploi venant se surajouter à d'autres discriminations à l'embauche (Selod, 2004). De même, l'absence de mixité résidentielle a pour conséquence une ségrégation scolaire diminuant, toutes choses égales, par ailleurs la réussite scolaire des adolescents (Felouzis, 2003). Mais, au-delà de la moindre réussite scolaire, le contexte urbain d'un quartier ségrégué aurait également une influence négative sur la socialisation des adolescents : l'absence de contacts avec des catégories porteuses d'autres normes sociales que celles en vigueur dans leur quartier conduirait à des habitudes d'action spécifiques compliquant leur future insertion sociale (Wilson, 1994).

Réfléchir aux conséquences négatives de la ségrégation résidentielle sur les façons d'agir des adolescents suppose alors de prendre en compte les liens dynamiques entre mobilité et socialisation à l'adolescence. L'inscription urbaine des habitants de quartiers ségrégués ne se résume ainsi pas *a priori* à leur localisation résidentielle. C'est d'autant moins le cas

à l'adolescence, qui est une période, nous l'avons vu, durant laquelle l'individu ne se contente plus des environnements familiers dans lesquels il a ses habitudes et où il cherche au contraire à découvrir de nouveaux mondes sociaux. L'espace de résidence n'est pas le seul lieu dans lequel l'adolescent acquiert des habitudes d'action et où il est donc socialisé.

Partant de là, nous posons l'hypothèse que les pratiques de mobilité des adolescents de ZUS permettent de renseigner différentes manières d'habiter un quartier ségrégué. Nous définissons par ce terme de manière d'habiter les rapports entretenus par l'individu à son logement, à l'espace local et à l'ensemble de la ville (Authier, 2001). Une manière d'habiter ne se résume ainsi pas aux pratiques de l'espace de résidence, elle inclut également celles des lieux situés en dehors du quartier. Ces lieux participant de la socialisation des adolescents de ZUS, ces derniers ne posséderont pas nécessairement les mêmes façons d'agir selon leur manière d'habiter.

Conformément à notre problématique générale de recherche, il est nécessaire d'étudier symétriquement l'influence de l'environnement résidentiel et social des adolescents sur leurs manières d'habiter. Celles-ci doivent donc être analysées en lien avec le contexte urbain spécifique des ZUS, caractérisées par exemple par une concentration de populations avec des difficultés économiques et sociales, une mauvaise réputation du quartier (Avenel, 2004), une faiblesse du tissu commercial de proximité (Rochefort, 2008), une densité importante et une forte sociabilité locale qui conduisent à un « *effet village* » (Welzer-Lang et Kebabza, 2003, p. 110). Cependant, l'analyse de ces manières d'habiter un quartier ségrégué doit également prendre en compte la diversité géographique, morphologique et sociale de ces quartiers (Collectif, 1997 ; Andrieux et Herviant, 2001), qui n'ont pas la même histoire urbaine, qui ne comportent pas la même proportion de personnes avec des difficultés sociales, qui ne connaissent pas le même enclavement et éloignement du centre de l'agglomération, qui ne possèdent pas la même image auprès des autres citadins et qui ne se caractérisent pas par le même contexte politique ou associatif local (Kokoreff, 2007). Enfin, cette analyse ne peut négliger les lignes de fragmentation de type social, sexué, national-racial, scolaire, attitudinal (Merklen, 2006 ; Kokoreff, ibid) qui différencient les habitants de ces quartiers.

Trois questions de recherche découlent alors logiquement de l'application de notre problématique au cas des adolescents de ZUS :

- *les adolescents de ZUS ont-ils une mobilité spécifique par rapport aux adolescents franciliens d'autres milieux sociaux et/ou résidentiels ?*

- *la diversité géographique des ZUS et l'hétérogénéité sociale des adolescents de ces quartiers se traduisent-elle par des pratiques de mobilité différenciée et, au final, par différentes manières d'habiter un quartier ségrégué ?*

- *Quelle est l'influence de ces différentes manières d'habiter sur la socialisation des adolescents de ZUS et leur exposition aux externalités négatives de la ségrégation résidentielle ?*

Les deux premières questions permettent de tester l'influence de l'environnement social et résidentiel dans lequel grandit l'adolescent sur ses pratiques de mobilité. La troisième question renseigne à l'inverse l'effet de ces pratiques sur l'acquisition d'habitudes d'action permettant aux adolescents d'évoluer dans d'autres mondes sociaux que ceux dont ils sont familiers, notamment le quartier de résidence. En raison des influences réciproques entre mobilité et socialisation, les deux dernières questions devront cependant être traitées de manière dynamique : les façons d'agir associées à une manière d'habiter sont influencées par les expériences antérieures de mobilité de l'adolescent (réalisées seul, avec sa famille ou avec des pairs), mais elles ont en retour des effets sur sa mobilité présente. Notre travail ne pourra donc pas faire l'économie d'une réflexion sur l'évolution dynamique des manières d'habiter des adolescents, notamment avec la montée en âge.

4. Un cadre théorique ouvert et des méthodes diverses adaptées à la spécificité des adolescents

Afin de répondre à ces trois questions de recherche, nous nous appuyons dans notre travail sur deux grands partis pris théoriques et méthodologiques. Nous défendons tout d'abord l'idée qu'il est nécessaire d'appréhender les pratiques de mobilité des adolescents avec un cadre théorique ouvert et des méthodes variées. Ce cadre théorique doit ainsi permettre de renseigner l'influence sur les pratiques de mobilité des ressources dont les adolescents disposent pour se déplacer et des habitudes qu'ils ont incorporées dans la sphère familiale ou résidentielle. Mais, il doit également intégrer l'effet de la mobilité sur ces façons d'agir. Nous avons choisi en conséquence d'appréhender les pratiques de mobilité avec différentes théories sociologiques de l'action : l'action rationnelle en finalité, l'incorporation de dispositions à agir et l'agir créatif. Ces théories permettent de dégager trois paradigmes de description et/ou d'explication des pratiques de mobilité qui seront détaillées dans notre troisième chapitre.

Dans le paradigme de l'*accessibilité*, la mobilité est considérée comme le moyen d'accéder à une activité, elle est déterminée conjointement par les capacités d'organisation de l'individu, le système de transport et la localisation relative des résidences et des aménités urbaines. Le paradigme des *dispositions* considère la mobilité comme une pratique en soi influencée par la socialisation exercée par la famille, les pairs et le contexte urbain de résidence. Enfin, le paradigme de l'*épreuve* s'intéresse aux situations d'interaction se produisant durant les déplacements, qui questionnent et modifient parfois les façons d'agir des adolescents. Logiquement, nous pensons aussi qu'il est nécessaire de combiner les méthodes traditionnelles d'appréhension de la mobilité quotidienne, car aucune ne peut renseigner seule la dynamique des liens entre mobilité et socialisation à l'adolescence.

Le second parti pris est que ces méthodes, notamment lorsqu'elles reposent sur des entretiens ou sur une ethnographie, doivent prendre en compte la spécificité d'un travail sur les adolescents. Cette population pose en effet des problèmes méthodologiques et déontologiques inextricablement liés. La mise en relation du chercheur avec les adolescents passe ainsi majoritairement par le biais d'institutions en charge de leur encadrement, comme par exemple l'école ou les centres sociaux. Les adolescents y passent une grande partie de leurs temps et la présence d'adultes y est naturelle. Cette médiation par les institutions n'est pas sans influence sur la relation d'enquête entre des adolescents et un enquêteur adulte, plus ou moins assimilé à l'institution par laquelle il est entré en contact avec eux. La construction d'une relation de confiance avec les adolescents suppose alors un travail spécifique. La médiation par les institutions peut également biaiser le consentement éclairé des adolescents à participer à la recherche. Par exemple, lorsque la mise en contact du chercheur avec les adolescents se fait par l'intermédiaire de l'institution scolaire, il peut exister une confusion aux yeux des adolescents entre la recherche proprement dite et les activités scolaires habituelles. La participation à la recherche pouvant alors être perçue comme obligatoire, l'adolescent risque de ne pas oser refuser la proposition (Sime, 2008). Ce problème du consentement éclairé ne concerne pas que les enquêtés mineurs (Vassy et Keller, 2008), mais il se pose donc de manière spécifique pour les adolescents. C'est d'autant plus le cas que ceux-ci forment un groupe social plus vulnérable que les adultes (Morrow, 2008) : ils peuvent se voir imposés lors de leurs interactions avec le chercheur les schémas d'interprétation de celui-ci et ils ne possèdent pas de représentants dans la communauté adulte leur permettant de s'assurer que leur parole n'a pas été travestie ou retranscrite partiellement.

Les réflexions méthodologiques ont donc occupé une place fondamentale dans notre recherche. C'est la raison pour laquelle nous consacrons un chapitre entier à l'exposition des méthodes que nous avons mobilisées, plutôt que de les résumer en quelques pages ou de reporter leur présentation en annexes. Nous avons testé des méthodes visant à favoriser la participation active des adolescents dans la recherche. Outre l'exploitation statistique de l'Enquête Globale Transports de 2002 et une enquête ethnographique d'un an dans une maison de quartier d'une ZUS de grande couronne, nous nous appuyons ainsi sur huit projets menés dans des établissements scolaires. Ces projets articulent quatre-vingt douze entretiens semi-directifs avec des élèves, des ateliers thématiques sur la mobilité (photographies et écritures de textes) et une initiation des adolescents à la sociologie. Ce dernier matériau est à notre sens le plus novateur, du moins celui qui a nécessité le plus de temps et d'énergie pour être construit. Une grande partie de nos résultats de recherche repose en conséquence sur lui.

5. Plan du mémoire

La présentation de notre recherche s'organise en deux grandes parties. La première partie construit le socle théorique, conceptuel et méthodologique de la recherche. Elle est composée de quatre chapitres.

Le premier d'entre eux est consacré à l'objet central de cette recherche : les liens dynamiques entre mobilité et socialisation à l'adolescence. Il précise les différentes manières dont la théorie sociologique appréhende le processus de socialisation : l'intériorisation de normes et de comportements communs à la société ou à un groupe social ; le travail actif d'individualisation et de subjectivation afin de se constituer en tant que personne ; la mise à l'épreuve et la transformation des habitudes d'action lorsqu'elles ne sont pas adaptées à un environnement matériel et social donné. A l'aide de ces approches, nous montrons que les mobilités permettent aux adolescents de s'affranchir de la tutelle des instances de socialisation traditionnelles, qu'elles mettent à l'épreuve les habitudes incorporées dans la famille ou dans l'espace de résidence mais qu'elles sont également déterminées par l'environnement social et résidentiel des adolescents.

Le deuxième chapitre montre en quoi se focaliser sur les adolescents de catégories populaires et moyennes de ZUS permet de compléter les approches de la ségrégation qui insistent sur l'influence néfaste du cadre urbain sur la socialisation des adolescents. Nous y justifions notre hypothèse que les pratiques de mobilité des adolescents de ZUS permettent de renseigner différentes manières d'habiter un quartier ségrégué.

Dans le troisième chapitre, nous revenons sur la place occupée par l'étude de la mobilité quotidienne dans le champ de la sociologie urbaine, avant de présenter notre cadre théorique sur la mobilité. Nous montrons en quoi combiner le paradigme de l'accessibilité, des dispositions et de l'épreuve permet de renseigner au niveau théorique les liens dynamiques entre mobilité et socialisation.

Dans le quatrième chapitre, nous rendons compte de la démarche méthodologique que nous avons suivie afin de répondre à nos différentes de question de recherche. Nous justifions la nécessité de combiner les méthodes traditionnellement utilisées pour étudier la mobilité quotidienne. Nous revenons également sur les problèmes méthodologiques et déontologiques posés par la spécificité d'un travail sur les adolescents, en montrant en quoi la participation active des enquêtés à la recherche résout en partie ces problèmes. Puis, nous présentons les matériaux que nous avons mobilisés dans notre travail et la manière dont nous les avons combinés.

La seconde partie présente quant à elle nos résultats de recherche. Elle est composée de six chapitres.

Le premier chapitre de cette partie (chapitre 5) opère un cadrage statistique des pratiques de mobilité des adolescents de catégories populaires et moyennes de ZUS, afin de les comparer avec celles des adolescents franciliens d'une autre origine résidentielle et/ou sociale.

Le chapitre suivant (chapitre 6) opère un cadrage des pratiques de mobilité des adolescents à partir de nos matériaux qualitatifs. Il met en évidence sept dimensions fondamentales à prendre en compte pour analyser les manières d'habiter des adolescents de ZUS : l'ancrage dans le quartier de résidence ; les souhaits de mobilité résidentielle future ; les modalités d'apprentissage de la mobilité en transports en commun et le contrôle des parents sur ces déplacements ; le rapport aux différents modes de transports ; les lieux fréquentés et les représentations de l'espace urbain ; les modalités de cohabitation avec des inconnus d'une autre origine sociale et résidentielle ; la fréquentation des espaces d'interaction sociale sur Internet.

Nous exposons dans les trois chapitres suivants (chapitre 7 à 9) une typologie des manières d'habiter des adolescents de ZUS ou vivant à proximité de ces quartiers. Dans le septième chapitre, nous présentons trois manières d'habiter qui se caractérisent par un fort sentiment d'appartenance au quartier de résidence : celui des *adolescents du quartier*, des *guerrières* et des *filles de bonne famille*. Puis, sont exposées au huitième chapitre deux manières typiques qui correspondent à des adolescents ayant une présence occasionnelle dans l'espace public de résidence : celle des *flâneurs* et des *passionnés*. Enfin, nous présentons dans le neuvième chapitre les deux dernières manières d'habiter, caractérisées par un rejet du quartier et une invisibilité revendiquée dans l'espace public de résidence : celle des *flâneurs exclusifs* et des *encadrés à faible mobilité*.

Dans le dixième et dernier chapitre de cette recherche, nous comparons les manières typiques d'habiter présentées précédemment à des cas singuliers d'adolescents, dont les pratiques peuvent être rendues intelligibles par deux idéaltypes différents. Ces comparaisons ont pour objectif de mettre en évidence les déterminants du passage, plus ou moins définitif, d'un type à un autre. Elles permettent d'expliquer comment un adolescent « vient » dans une case de la typologie et comment il en « sort ». Elles montrent ainsi comment différentes déterminations causales peuvent jouer, conjointement ou successivement, sur les pratiques de mobilité des adolescents. Elles ont donc pour avantage de proposer d'autres éléments explicatifs des changements de manière d'habiter que la simple montée en âge, même si celle-ci n'est pas sans influence sur l'évolution des pratiques des adolescents.

Partie I – Fondements théoriques, concepts et méthodes

Chapitre 1 : Les liens dynamiques entre mobilité et socialisation à l'adolescence

Source : Photographie d'une élève de seconde professionnelle (2010)

L'objectif de ce premier chapitre est de cerner au niveau théorique les influences réciproques entre les pratiques de mobilité quotidienne et la socialisation à l'adolescence. Située entre l'enfance et l'âge adulte, celle-ci est une période de recherche et d'exploration qui joue un rôle majeur dans la construction de l'identité (Erikson, 1972). Elle n'est cependant pas une catégorie anthropologiquement constante, mais un construit historique et social. C'est tout d'abord à partir du 17ème siècle qu'a commencé à s'imposer dans les sociétés occidentales, sous l'influence de la scolarisation des jeunes élites, l'idée d'une période précédant l'âge adulte, dégagée des soucis matériels et consacrée à la construction personnelle de l'identité (Ariès, 1973). Au départ réservée à une minorité, cette période concerne de plus en plus d'individus à la fin du 19ème siècle en raison de l'extension de la scolarisation sous la IIIème République et du développement des

internats. L'usage du terme « adolescents » se répand. L'adolescence acquiert un temps et des lieux qui lui sont propres : elle n'est plus un âge de classe, mais une classe d'âge (Thiercé, 1999). C'est à cette époque que se développent également les représentations opposant l'enfant docile à l'adolescent. Ce dernier est perçu comme un être contestataire qui est toujours prompt à la critique, parfois virulente, des principes qui lui préexistent et qu'il faut donc encadrer (Zaffran, 2010). Le développement de la démocratisation scolaire dans la seconde moitié du 20ème siècle, notamment l'obligation de scolarité jusqu'à seize ans en 1959 et le collège unique en 1975, finit d'étendre cette période d'entre-soi générationnel, d'indétermination sociale et d'irresponsabilité provisoire (Bourdieu, 1980) à l'ensemble d'une classe d'âge (De Singly, 2006). Les frontières entre cette période, l'enfance (qui la précède) et la jeunesse (qui la suit) deviennent alors de plus en plus poreuses : l'adolescence participe du « parcours des âges » qu'emprunte l'individu entre l'enfance et l'âge adulte (De Singly, ibid). Le début de l'adolescence, « l'adonaissance », est ainsi de plus en plus une période précoce et déconnectée de la puberté (De Singly, ibid). A l'inverse, alors que la fin de l'adolescence était autrefois marquée par le départ du domicile familial, le mariage ou l'entrée dans la vie professionnelle, l'allongement de la durée d'études et le recul de l'âge moyen de décohabitation avec les parents conduisent à une sortie progressive de l'adolescence : la jeunesse établit désormais une continuité entre l'adolescence et l'âge adulte, deux âges de la vie qui étaient clairement opposés autrefois (Galland, 2001). Les modalités du passage progressif entre adolescence, jeunesse et âge adulte sont d'ailleurs fortement dépendantes des dispositifs institutionnels propres à chaque pays (Van de Velde, 2008). Tout en prenant acte de la porosité de cette catégorie, nous considérerons dans ce travail, avec d'autres (Zaffran, ibid), que l'entrée dans l'adolescence se superpose à l'accès à l'enseignement secondaire. Ce choix s'explique par le poids de l'évolution du système scolaire sur l'histoire de l'adolescence, mais également parce que c'est généralement à l'entrée au collège que l'enfant commence à revendiquer une autonomie vis-à-vis de ses parents, notamment dans le choix et la fréquentation de ses amis (De Singly, ibid). Nous avons également postulé que l'adolescence s'achève à dix-huit ans, lorsque l'individu n'est plus sous la dépendance et la protection juridique des parents et des éducateurs.

L'adolescence étant une période de construction identitaire, elle occupe une place importante dans le processus de socialisation de l'individu. Nous définissons ce processus comme l'apprentissage progressif et sans cesse renouvelé d'habitudes d'action permettant à l'individu de se situer et d'interagir dans les différents mondes sociaux dans lesquels il évolue. Cette définition générale ne doit pas masquer les différentes manières dont la théorie sociologique appréhende ce processus d'apprentissage (Darmon, 2010). Il existe ainsi schématiquement deux grands pôles théoriques d'appréhension de la socialisation, l'un soulignant l'incorporation passive de normes et de valeurs communs à la société ou à un groupe social, l'autre insistant sur la distance critique des acteurs vis-à-vis de cette incorporation (Dubet et Martucelli, 1996).

Nous avons retenu trois approches de la socialisation, qui insistent plus ou moins sur le rôle actif que jouent les adolescents dans ce processus d'apprentissage. Nous décrirons

ainsi alternativement la socialisation comme l'intériorisation de façons d'agir transmises par la sphère familiale, scolaire, amicale ou résidentielle, comme un travail actif d'individualisation et de subjectivation afin de se constituer en tant que personne, comme la mise à l'épreuve et la transformation des habitudes d'action lorsqu'elles ne sont pas adaptées à un environnement matériel et social donné. Cette dernière approche, inspirée de la théorie pragmatiste de la socialisation de G.H. Mead (2006) permet d'articuler incorporation d'habitudes et distance réflexive des individus. Nous montrerons alors quel lien il est possible de faire au niveau théorique entre mobilité quotidienne et socialisation dans chacune de ces trois approches.

Nous verrons ainsi dans un premier temps que les mobilités quotidiennes participent à l'individualisation et à la subjectivation des adolescents. Elles permettent à ces derniers de s'autonomiser des principales institutions de socialisation que sont la famille et l'école. Elles constituent un temps à soi, durant lequel les adolescents se retrouvent entre pairs et échappent au contrôle des adultes habituellement en charge d'eux. Ce rôle de la mobilité dans la socialisation des adolescents est cependant relativement a-spatial, il ne dépend guère des qualités des lieux fréquentés.

Nous montrerons dans un second temps que les mobilités quotidiennes contribuent également à questionner les habitudes d'action que les adolescents ont acquises dans leur quartier de résidence ou dans leur famille. Elles sont en effet le support du passage progressif des espaces familiers aux espaces publics urbains inconnus. Cette expérimentation du domaine public urbain est constitutive de l'adolescence : dans leurs mobilités, les adolescents apprennent peu à peu à trouver une place dans les espaces publics urbains et à interagir avec des citadins dont ils ne sont pas familiers. Ce rôle de la mobilité dans la socialisation des adolescents a surtout été renseigné an niveau théorique (Breviglieri, 2007). Il a donné lieu à moins d'investigations empiriques que les approches précédentes qui soulignent le lien entre la mobilité et les processus d'individualisation et de subjectivation des adolescents.

Nous rappellerons cependant dans un dernier temps que la mobilité quotidienne est elle-même une pratique qui repose sur des habitudes transmises par un certain nombre d'instances de socialisation. Il existe ainsi un lien dynamique entre mobilité et socialisation : si la mobilité participe de la socialisation des adolescents, elle n'est pas indépendante de l'environnement social et territorial dans lequel ceux-ci ont été socialisés. La mise en évidence de cette relation dynamique nous permettra de ne pas sacrifier la tension à laquelle est soumise chaque recherche sur l'adolescence entre ce qu'il y a de commun à cette classe d'âge et ses différenciations internes.

I. Le rôle des mobilités quotidiennes dans les processus d'individualisation et de subjectivation

Il est possible de distinguer schématiquement deux grandes familles théoriques d'appréhension du processus de socialisation, selon qu'elles insistent sur l'intériorisation normative et culturelle des individus ou sur leur distanciation critique (Dubet et Martucelli, ibid). Cette distinction structure fortement le regard porté sur l'adolescence.

Dans la première famille théorique, les adolescents sont perçus comme des êtres en devenir intériorisant des normes et dispositions communes à un groupe social ou à la société dans son ensemble. Le représentant le plus connu de cette famille est Durkheim. Non différencié de l'enfant, l'adolescent est le simple réceptacle passif de l'intériorisation de normes et valeurs qui permettront à la fois son individuation et la cohésion de la société (Durkheim, 1992, [1925]). L'éducation morale laïque de l'enfant est donc l'élément central de sa socialisation. Elle doit développer l'esprit de la discipline et l'attachement au groupe mais également l'autonomie de la volonté. Seuls ces trois éléments permettront selon Durkheim la cohésion sociale moderne, en régulant les passions et en intégrant les individus autour d'idéaux communs. L'adolescence n'est, dans cette vision, qu'une période transitoire, un simple passage avant une maturité pleine et entière à l'âge adulte. Une vision « *enchantée* » de ce type de socialisation repose sur l'idée que l'individu acquiert ainsi durant cette période une indépendance de jugement et une autonomie lui permettant de se libérer du poids de la tradition et de sa communauté d'origine. Dans la conception durkheimienne de l'éducation par exemple, il n'y a pas de contradiction entre la future autonomie de l'adolescent et son intégration sociale : l'individu est d'autant plus maître de lui-même qu'il a été pleinement socialisé par l'institution scolaire. Au contraire, l'œuvre de Bourdieu propose une vision « *désenchantée* » de ce processus. La socialisation apparaît dans ses travaux comme une forme de programmation individuelle assurant la reproduction de l'ordre social à travers une harmonisation des pratiques et des positions. Qu'elles développent ou non une vision enchantée de la socialisation, ces théories ont en commun de faire des institutions, notamment familiale et scolaire, les agents et les lieux quasi exclusifs de la socialisation.

Dans ce cadre théorique, la mobilité quotidienne ne participe pas directement au processus de socialisation des adolescents. Il est au contraire possible de la considérer comme une pratique influencée par l'intériorisation dans l'enfance de normes et de dispositions transmises par différentes instances de socialisation. Ce point sera développé beaucoup plus exhaustivement dans la dernière partie de ce chapitre. Nous montrerons que ces instances de socialisation ne se limitent pas à la famille et à l'école, mais qu'elles sont au contraire plurielles (Lahire, 1998), incluant par exemple les pairs (Pasquier 2005 ; Felouzis et Perroton 2009) ou le quartier de résidence (Grafmeyer et Authier, 2008).

La seconde famille de théories sur la socialisation s'est quelque part construite contre la première. Elle insiste sur la distance critique des individus vis-à-vis de l'incorporation de façons d'agir transmises par les principales instances de socialisation. Cette orientation

théorique est notamment la conséquence de l'importance prise par les sociologies de l'individu dans le champ français (Martucelli et Singly, 2009) : sous l'influence de la différenciation croissante de la société, les individus seraient de plus en plus des êtres autonomes, singuliers et particulièrement réflexifs (Kaufmann, 2004). Ces sociologies ont fait de l'adolescence un des principaux terrains d'application de leurs analyses, ce qui a fortement modifié le regard porté sur les adolescents. L'adolescence est désormais présentée comme une période active et dynamique de construction identitaire : les adolescents sont des acteurs cherchant à devenir des êtres singuliers et à s'émanciper de la tutelle des instances de socialisation traditionnelles que sont la famille et l'école (De Singly, ibid ; Zaffran, ibid).

Ces travaux issus des sociologies de l'individu ont ainsi appliqué à l'étude de l'adolescence deux matrices d'analyse des évolutions actuelles de nos sociétés : la subjectivation et l'individualisation. Ces deux matrices ne sont pas issues des mêmes traditions théoriques et elles s'organisent autour de problématiques différentes (Martucelli, 2005). La matrice de la subjectivation est liée à l'analyse qu'ont pu faire des auteurs comme Weber et Elias de l'expansion continue du processus de rationalisation dans nos sociétés. Ce processus se traduit, entre autres, par une augmentation de la prévision et du contrôle des comportements individuels dans les différentes sphères sociales. Cet assujettissement accru pose donc en creux la question de savoir comment les individus peuvent s'émanciper de ce contrôle. Cette dialectique de l'assujettissement et de l'émancipation a d'abord été pensée à l'échelle d'un sujet collectif, notamment dans les écrits marxistes de la première moitié du 20ème siècle, puis de plus en plus à l'échelle d'un sujet individuel, notamment à partir des années soixante-dix. Cela est particulièrement le cas dans les travaux de Foucault, qui développe une vision ambivalente de l'extension du processus de rationalisation. Cette extension est d'une part synonyme de la constitution d'une subjectivité soumise de manière croissante à des disciplines corporelles. Elle conduit à un assujettissement à des techniques de pouvoir fabriquant un individu disciplinaire. Mais, d'autre part, l'individu a la possibilité de s'émanciper de cette domination, en développant sa singularité grâce au souci de soi : cette conduite de vie suppose de développer sa propre manière de se gouverner, de se constituer comme sujet maître de sa conduite malgré les règles imposées par la contrainte sociale. Cette dialectique de l'assujettissement et de l'émancipation est désormais centrale dans nos sociétés (Dubet, 1994) : l'individu cherche à construire une personnalité singulière et une action autonome (la subjectivation) en s'arrachant à la domination des normes et rôles qui lui sont imposées par la société (la socialisation).

La matrice de l'individualisation est liée, quant à elle, à l'analyse des évolutions historiques et sociales qui ont permis l'émergence dans les sociétés modernes de l'idée d'un individu autonome et singulier. Ces évolutions sont par exemple la différenciation sociale accrue ou le développement de protections juridiques et sociales, comme la Déclaration universelle des droits de l'homme ou la Sécurité sociale. Depuis les années soixante et ce que certains auteurs ont nommé la « *seconde modernité* » (Beck, 2003) ou « *modernité avancée* » (Giddens, 1994), les institutions sociales encadrant

traditionnellement les individus, comme la famille, l'Etat, les classes sociales, entrent en crise et se recomposent. Elles ne transmettent plus des normes d'action homogènes et elles enjoignent au contraire chaque individu à développer et à assumer sa propre trajectoire biographique. Les individus devant construire eux-mêmes une identité de plus en plus singulière, ils deviennent de ce fait plus réflexifs. Cette construction réflexive de l'identité ne se construit cependant pas par l'introspection, mais de manière relationnelle dans les relations quotidiennes avec autrui. Ces relations sociales sont de plus en plus fondées sur une base élective et non plus imposées par une appartenance commune à une communauté ou à une classe sociale (Singly, 2003).

Si ces deux matrices ne sont pas issues de la même tradition théorique, la subjectivation et l'individualisation ont en commun d'insister sur le rôle actif joué désormais par l'individu dans la construction de son identité. Cette construction est soumise à la tension entre les processus d'incorporation de normes, valeurs et identités transmises par les institutions, et la prise de distance réflexive opérée par l'individu vis-à-vis de cette incorporation. Dit autrement, il y a toujours une négociation, sans cesse renouvelée, au niveau de l'individu entre identité pour autrui et identité pour soi (Dubar, 1991). L'adolescence étant une période durant laquelle les processus de construction identitaire occupent une place importante, il est aisé de comprendre pourquoi elle a fourni un des terrains d'étude privilégié de la subjectivation et de l'individualisation des individus.

Appliquée aux adolescents, la subjectivation consiste à s'émanciper de la domination des principales instances de socialisation primaire que sont l'école et la famille, afin d'être soi, différent et unique (Zaffran, ibid). Une des principales dimensions de cette domination institutionnelle est le contrôle des temps de la jeunesse qui passe notamment par un maillage éducatif suffisamment dense pour éviter les temps morts et l'oisiveté : il s'agit d'occuper les adolescents afin d'éviter leur excès. Les adolescents prennent progressivement conscience de ces contraintes institutionnelles et temporelles qui, lors de l'enfance, étaient vécues comme normales. Ils affirment leur volonté d'être les propres auteurs de leur existence. Leur émancipation se réalise alors principalement dans le temps libre, c'est-à-dire le temps libéré des obligations scolaires et familiales, durant lequel ils sont les propres instigateurs de leur action (Zaffran, ibid). Les mobilités quotidiennes autonomes jouent alors un grand rôle dans cette émancipation. Elles fournissent des moments privilégiés de l'entre-soi adolescent, à l'écart du regard et des contraintes temporelles imposées par les institutions de socialisation[6]. Elles permettent aux adolescents de ne pas être là où les adultes voudraient qu'ils soient.

Le lien entre mobilité quotidienne et entre-soi des pairs occupe également une place centrale dans la lecture qui est faite de l'adolescence comme une période d'individualisation des individus (Singly 2006 ; Macher, 2010). Les adolescents cherchent à s'autonomiser de leurs parents, à développer leur singularité et à ne plus voir leur identité résumée par le fait d'être les enfants de leurs parents. L'influence des pairs

[6] Ce qui n'est pas sans poser des problèmes méthodologiques à des enquêteurs adultes s'intéressant à ce moment privilégié entre pairs comme nous le verrons dans notre quatrième chapitre.

sur la construction des façons d'agir, donc de l'identité, concurrence ainsi de plus en plus fortement les modèles parentaux (Pasquier, 2005 ; Bidart, 2008). Les sorties entre pairs et la fréquentation d'adolescents issus d'autres milieux sociaux et résidentiels dans la mobilité permettent à l'individu de se construire une personnalité singulière. Les premières mobilités autonomes vers les centres commerciaux situés à proximité du quartier de résidence peuvent alors être vues comme un rite de passage, marquant cette influence prépondérante jouée désormais par les pairs dans la construction identitaire. L'acquisition de cette autonomie ne va cependant pas de soi. Elle suppose toute une série de négociations entre parents et adolescents, et par extension des stratégies employées par ces derniers afin de contourner le contrôle parental. Nous ne ferons pas l'impasse dans notre travail sur ces processus d'acquisition d'autonomie, mais ils n'y occuperont pas une place fondamentale. Chaque étape de l'adolescence se caractérise par une renégociation de l'autonomie accordée par les parents. Néanmoins, cette négociation nous semble plus centrale pour les « *adonaissants* », qui ont moins de treize ans (De Singly, ibid) que pour les adolescents plus âgés.

Si pour des soucis de clarté analytique nous avons présenté séparément les processus d'individualisation ou de subjectivation des adolescents, ceux-ci sont néanmoins intimement liés : l'adolescent ne cherche ainsi pas seulement à conquérir du temps libre pour échapper à la domination des instances de socialisation traditionnelles, il y développe également des formes personnelles de découverte de soi et de construction de sa propre expérience (Zaffran, ibid).

Les mobilités quotidiennes participent donc du processus d'individualisation et de subjectivation des adolescents. Néanmoins, les approches de la subjectivation ou de l'individualisation nous semble incomplète sur deux points, ce qui ne leur permet pas de cerner totalement le lien entre mobilité et socialisation à l'adolescence. Ces approches insistent d'une part sur le rôle de plus en plus actif joué par les adolescents dans leur construction identitaire. Mais, elles prennent alors rarement en compte l'influence de l'environnement social et résidentiel dans lequel grandissent ces adolescents sur leurs comportements (Zaffran, ibid, p.160). Or, les processus de socialisation ne peuvent être compris en négligeant la tension entre l'incorporation d'habitudes d'action et la distance réflexive des individus (Dubet, 2005). Surtout, ces approches laissent alors dans l'ombre l'influence des variables sociales et territoriales sur les pratiques de mobilité des adolescents. Ces variables sont par exemple très peu prises en compte dans l'analyse des processus d'autonomisation. De Singly montre que la prise d'autonomie adolescente dans la mobilité est plus valorisée dans les discours de parents issus des couches supérieures de la société. Il observe également une faible différence d'accompagnement des adolescents en fonction de leur milieu social, sans doute parce qu'ils s'intéressent aux plus jeunes d'entre eux, ceux qui sont âgés de moins de treize ans. Il est néanmoins très difficile d'interpréter ces résultats en l'absence de prise en compte de variables sociales (par exemple, la disponibilité des parents en temps, argent et voitures individuelles) et de variables territoriales (comme la desserte en transports en commun du quartier de résidence).

Le second point laissé dans l'ombre par ces théories est la dimension spatiale du processus de socialisation des adolescents. Les analyses du rôle que joue la mobilité dans l'individualisation et la subjectivation s'appuient ainsi avant tout sur une sociologie des temps sociaux. La mobilité est principalement appréhendée comme un moyen pour les adolescents d'échapper au contrôle des institutions de socialisation et de fréquenter d'autres jeunes en se créant un temps à soi. En caricaturant, peu importe que cet entre-soi des pairs se produise dans une chambre à l'écart des regards adultes, dans un abri de bus du quartier de résidence, dans des espaces intermédiaires fréquentés uniquement par des adolescents, dans un bar ou dans les espaces publics du centre-ville. La principale différence entre ces espaces est alors l'élargissement plus ou moins important du réseau de pairs à d'autres adolescents que ceux qui habitent dans le quartier de résidence.

Cette faible attention des travaux sociologiques pour l'inscription spatiale des processus de socialisation n'est pas spécifique à ceux qui insistent sur l'individualisation et la subjectivation des adolescents (Danic, David et Depeau, 2010). Cette inscription spatiale des processus de socialisation des adolescents a été beaucoup plus traitée par les urbanistes (Lynch, 1977) ou les géographes (Skelton et Valentine ; 1998, Holloway et Valentine, 2000). Dans le champ scientifique français, l'étude des liens entre construction identitaire et pratiques spatiales des adolescents a été quasi-exclusivement menée par des psycho-sociologues et sur des populations âgées de moins de douze ans (Legendre, 2010 ; Ramadier et Depeau, 2010).

A la suite de ces travaux, nous essaierons de montrer dans les lignes qui suivent que l'importance que prend la mobilité à l'adolescence dépend également des qualités des lieux fréquentés : ce qui fait la spécificité de cette période ce n'est pas seulement l'autonomisation vis-à-vis de la sphère familiale et scolaire, c'est également le passage des espaces familiers aux espaces publics urbains situés en dehors du quartier.

II. Les mobilités quotidiennes comme support de l'expérimentation des espaces publics urbains

Nous définissons les espaces publics urbains comme l'ensemble des lieux qui ne relèvent pas de l'appropriation individuelle et qui sont régis au contraire par un droit de visite et un droit de regard (Joseph, 1992). Ils incluent en conséquence les transports en commun (voir infra, chapitre 6). L'accessibilité de ces espaces a pour conséquence logique la diversité potentielle des personnes présentes, qui sont le plus souvent étrangères les unes aux autres (Joseph, ibid). Les mobilités quotidiennes sont alors le support du processus progressif d'expérimentation de ces espaces à l'adolescence (Breviglieri, 2007). L'adolescent apprend ainsi peu à peu à passer des interactions avec ses proches dans les espaces familiers[7] (le domicile, le quartier de résidence, le collège…) à la co-présence avec des citadins ne partageant pas forcément les mêmes règles de comportement que lui. Alors que dans les espaces familiers, l'adolescent peut s'appuyer sur des habitudes d'action, la fréquentation des espaces publics questionne ces habitudes et lui offre la possibilité de découvrir de nouvelles façons d'agir. Pour bien comprendre ce processus et l'importance de l'affirmation dans l'espace public à l'adolescence, un retour sur les théories pragmatistes de la socialisation, notamment sur l'œuvre de G.H. Mead, sera néanmoins nécessaire. Ces théories présentent l'avantage de ne pas éluder la tension propre à la socialisation entre incorporation d'habitudes et distance réflexive des individus. Elles font quelque part la synthèse entre les deux approches de la socialisation présentée précédemment.

1. La socialisation comme découverte de nouvelles habitudes d'action

Nous avons vu précédemment que les adolescents jouent un rôle actif et réflexif dans le processus de socialisation, c'est-à-dire dans la manière dont ils apprennent à se situer et à interagir avec le monde social qui les entoure. Insister sur la subjectivation ou l'individualisation croissante des adolescents ne doit cependant pas conduire à minorer l'intériorisation par l'individu de normes et habitudes d'action transmises par son environnement social. Cette tension entre incorporation et distance réflexive dans la socialisation est relativement évacuée dans certains développements théoriques et empiriques sur l'individualisation des adolescents. Cela est particulièrement le cas dans l'utilisation que fait De Singly des écrits de G.H. Mead (2006), alors que cette tension est centrale chez le psychologue social américain.

Mead est sans doute l'auteur le plus cité dans les travaux de sociologie sur la socialisation, en particulier son ouvrage *L'esprit, le soi et la société*[8]. Ce livre, édité de

[7] Nous définissons les espaces familiers par la présence de proches de l'adolescent et la maîtrise par celui-ci des codes en vigueur dans ces espaces. Ils peuvent alors inclure l'espace public de résidence.

[8] Les lignes qui suivent sont fortement inspirées de l'introduction au livre de Mead de Louis Quéré et Daniel Cefaï, ainsi que de l'entretien que ce dernier a eu la gentillesse de nous accorder. Qu'il en soit ici remercié. Les lignes qui suivent n'engagent cependant que leur auteur.

manière posthume en 1934, correspond au cours de « psychologie sociale avancée » donné par Mead en 1928 à l'Université de Chicago. Mead n'a publié aucun livre de son vivant et ses éditeurs successifs ont parfois pris des libertés avec ses écrits, ce qui rend d'autant plus difficile l'interprétation de son œuvre (Joas, 2007). Celle-ci pourrait néanmoins être résumée comme une théorie interactionniste et non mentaliste de l'esprit humain. Cette théorie ne sacrifie ni l'influence des habitudes sociales et des institutions sur les comportements, ni la réflexivité des individus.

En effet, pour Mead l'esprit humain possède un caractère intrinsèquement social, c'est-à-dire qu'il n'existe pas en dehors de ses relations avec un environnement, notamment avec les autres individus présents dans une situation donnée. Pour Mead, l'expérience prime ainsi sur la perception de soi : il n'existe pas de conscience réflexive en dehors d'une expérience, l'esprit n'est pas une substance mais une manière de se rapporter au monde environnant et aux autres individus qui y sont présents. L'introspection ne fournit donc pas une méthode d'analyse pertinente des conduites humaines et de la définition de soi. L'adolescence ne peut ainsi pas être comprise comme une période dans laquelle l'individu découvrirait son vrai « moi » et où il se construirait une identité fixée une fois pour toute.

Cette théorie non mentaliste de l'esprit humain est également fortement nourrie de la philosophie du pragmatisme : si l'esprit humain ne peut être pensé en dehors d'une expérience avec un environnement, la conscience de soi et de son comportement n'émerge que dans les situations où l'organisme rencontre dans son environnement un obstacle qui perturbe son expérience. Le monde ne devient objet de connaissance que lorsqu'y apparaît quelque chose de problématique. Dans les situations qui ne sont pas problématiques, la « *réalité est irréfléchie, simplement là* ». Il existe ainsi pour Mead une distinction entre l'expérience immédiate et l'attitude de cognition. L'expérience est immédiate lorsque le comportement est organisé par les dispositions et habitudes acquises de l'individu et que rien ne vient bloquer le cours de l'action. Au contraire, l'attitude de cognition est un processus d'enquête que mène l'individu lorsque ses habitudes d'action sont mises à l'épreuve par une situation problématique. Cette attitude de cognition permet ensuite une reprise normale du cours de l'action. Elle n'appartient qu'aux « selves », c'est-à-dire aux individus sociaux, dotés d'intelligence réflexive : le « self » est capable de se saisir lui-même comme objet dans la perspective des autres acteurs présents dans cet environnement problématique. Il est basé sur une tension dialectique entre le « me », siège en chacun de nous des normes et des règles de la vie sociale, et le « I » qui permet une auto-centration du sujet à lui-même, favorisant ainsi la créativité (Zaffran, 2010). Si cette réflexivité des individus joue un rôle central dans leur comportement, elle n'est pas omniprésente, les individus s'appuyant la plupart du temps sur des habitudes d'action adaptées aux environnements dans lesquels ils évoluent[9].

[9] Cette place centrale, mais occasionnelle, de la réflexivité a également été soulignée par des auteurs contemporains appartenant aux sociologies de l'individu (Kaufmann, 2007, p.65).

Cette réflexivité du « self » au milieu des autres « selves » est au fondement du processus de socialisation de l'individu. Confronté à des situations problématiques dans la communication et la coopération avec les autres « selves », l'individu apprend peu à peu à adopter la perspective qu'ont les autres « selves » sur son propre comportement. L'enchaînement de ces situations le conduit alors à en reconnaître la signification et à maîtriser les dispositifs de catégorisation et les règles morales qui y sont en vigueur. L'individu s'habitue au processus social dans lequel il est intégré et prend conscience de la place qu'il y occupe. Il accède ainsi à la conscience de soi. Celle-ci, encore une fois, n'existe qu'en relation avec les autres « selves », qui reconnaissent si l'attitude adoptée par l'individu est conforme à l'image qu'ils ont de lui. Elle n'est également jamais totalement stable, l'individu ne cessant de rencontrer des situations problématiques mettant à l'épreuve ses habitudes d'action : « *le soi n'est jamais sûr de soi* ».

La multiplication de situations sociales problématiques implique donc l'émergence d'une conscience de soi et d'habitudes d'action adaptées à l'environnement dans lequel évolue l'individu. Si cette socialisation n'est jamais achevée, elle procède par étapes. Dans une première phase, qui pour Mead concerne essentiellement l'enfant, l'individu, pour prendre conscience de lui, doit accéder au point de vue des personnes proches avec lesquelles il vit. Comprenant comment ces « autruis significatifs » le perçoivent, il acquiert ainsi des tendances à agir adaptées à l'action de ces autruis. Ces « autruis significatifs » sont pour Mead essentiellement la famille de l'enfant, ses amis proches et les représentants de l'institution scolaire avec lesquels il est en contact. Dans une seconde phase qui lui permet d'atteindre une pleine conscience de soi, l'individu accède au point de vue de l'ensemble du groupe social organisé auquel il appartient, l'« Autrui généralisé » pour Mead. Il acquiert ainsi des habitudes d'action qui seront opérantes dans ce groupe social indépendamment de tout contexte d'interaction précis, notamment des interactions avec ses proches.

Les organisations sociales, ou institutions, auxquelles appartient l'individu contraignent ainsi son comportement. Une institution sociale est pour Mead un schéma d'organisation des attitudes et des réponses : chaque individu sait comment il doit réagir à l'action d'un autre membre du groupe dans un environnement social donné. Elle offre à l'individu des tendances à agir et à répondre qui seront perçues comme adaptées à la situation par les autres personnes présentes. Une institution permet ainsi de réduire la survenue de situations problématiques, car les individus sont, au fil de leurs expériences, devenus conscients de la signification de leur comportement et des réponses qui y seront faites. Néanmoins, ces schémas d'organisation des réponses ne sont pas figés : la survenue de situations problématiques, notamment lorsque les individus ne partagent pas les mêmes habitudes d'action, conduit parfois à faire émerger de nouvelles tendances à agir. L'œuvre de Mead permet ainsi de penser un processus continu de socialisations des individus sans sacrifier la contrainte qu'exerce sur leurs comportements la force des intériorisations antérieures (Berger et Luckmann, 1986 ; Darmon, 2010).

Si l'« Autrui généralisé » n'est pas une institution fixe, il occupe en effet une place centrale dans la pensée de Mead. Or, dans les travaux sur la socialisation qui s'inspirent

du psychologue social américain, le rôle de cet « Autrui généralisé » est souvent minoré, les auteurs conservant uniquement sa conception relationnelle de l'identité[10]. De Singly accorde par exemple un rôle majeur aux « autruis significatifs », notamment les pairs, dans la construction identitaire des adolescents. Pour Mead, au contraire, les « autruis significatifs » ne jouent un rôle décisif que durant l'enfance, avant de laisser la place aux habitudes acquises par l'individu lorsqu'il prend en compte le point de vue de l' « Autrui généralisé ». De Singly explique certes l'importance accrue accordée aux « autruis significatifs » par le développement historique de l'individualisation. Néanmoins, l'appartenance de l'adolescent à des institutions organisant les comportements qu'il va adopter dans un environnement social donné est perdue de vue.

Cela a pour conséquence de rendre moins visible dans l'analyse de la socialisation des adolescents les situations de conflit entre « Autruis généralisés ». En effet, comme le souligne Mead dans un essai de 1925, *Genèse du soi et contrôle social*, il existe une multiplicité d' « Autruis généralisés » dans nos sociétés qui correspondent à autant de communautés sociales. Les conséquences sur la socialisation de l'individu de cette multiplicité d' « Autruis généralisés » n'ont guère été étudiées par Mead[11]. Elles ne sont évoquées que dans les dernières lignes de l'essai cité précédemment. Mead y délivre une vision optimiste de la coexistence de ces différents schémas d'organisation des attitudes à l'intérieur d'une société. Cet optimisme s'explique par sa confiance dans l'influence du développement des sciences sociales sur la connaissance mutuelle des habitudes d'action de chacune des communautés sociales : « *Le problème d'un objet social adéquat, qui se confond avec celui d'une conscience de soi adéquate (…) est de surmonter les distances dans l'espace et le temps, ainsi que les barrières de langage, de convention et de statut social, de telle sorte que nous puissions converser avec nous-mêmes dans les rôles de ceux qui sont impliqués avec nous dans l'aventure commune de la vie. Un journalisme qui s'intéresse de manière insatiable aux attitudes humaines de tous est le signe des temps (…) La tâche est cependant énorme car elle implique (…) de briser les attitudes figées de la coutume et du statut dans lesquelles nos soi sont ancrés. Tout soi est un soi social, mais il est limité au groupe dont il adopte les rôles ; nous n'abandonnerons jamais ce soi tant que nous n'entrerons pas et ne nous maintiendrons pas dans une société plus large* » (Mead, ibid, p. 427).

Si ce point n'est pas abordé directement par Mead, si ce n'est au niveau des nations, on peut cependant penser que la multiplicité d' « Autruis généralisés » donne lieu à des situations conflictuelles, au niveau individuel ou collectif. La coexistence de différentes

---

[10] Daniel Cefaï explique cet oubli de l' « Autrui Généralisé » par le fait que l'œuvre de Mead a d'abord été traduite en 1963 comme un travail de psychologie sociale. Les liens de Mead avec le pragmatisme et l'écologie sociale de l'Ecole de Chicago n'ont été pris en compte que dans la nouvelle traduction que fait Cefaï de l'ouvrage en 2006.

[11] Cette idée d'une multiplicité des « Autruis généralisés » est désormais centrale dans l'ethnopsychiatrie de l'adolescence : dans la théorie du « self dialogique », le Soi est conceptualisé comme une multiplicité dynamique de positions du Je, relativement autonomes et parfois opposées, qui dialoguent entre elles (Hermans, 2003). Pour une application aux adolescents de parents migrants, qui grandissent entre différents mondes et se construisent donc une identité métissée, voir Moro (2007).

habitudes d'action chez l'individu, acquises dans les différents environnements sociaux fréquentés, pourront par exemple s'avérer contradictoire dans certaines situations. Mais cette multiplicité d' « Autruis généralisés » peut également donner lieu à des situations d'interactions entre des individus n'ayant pas intériorisé les mêmes tendances à agir. Dans ces situations problématiques, l'individu ne peut s'appuyer sur ses habitudes d'action. Il doit, afin de rétablir un cours apaisé de l'interaction, essayer de se mettre à la place des autres acteurs de l'interaction afin d'interpréter le geste qui lui a été adressé. Ces situations, lorsqu'elles sont répétées, peuvent alors faire émerger de nouvelles habitudes d'action chez l'individu[12].

Ce processus d'apprentissage peut prendre deux formes. L'individu peut soit apprendre à se référer au même « Autrui généralisé » que les autres acteurs de l'interaction. Il acquiert alors les habitudes d'action du groupe social auquel ces individus appartiennent. Mais, en s'appuyant sur les écrits de Mead à propos des conflits entre nations, on peut imaginer une autre forme d'apprentissage : l'individu conserve ses habitudes d'action mais prend en considération celles des autres acteurs de l'interaction, en se mettant à leur place. Il doit alors trouver une entente avec ces derniers, afin de sauvegarder la possibilité même d'une interaction, sans qu'une habitude d'action ne soit désignée supérieure à une autre.

A l'inverse, dans une version pessimiste, les situations problématiques entre différents « Autruis généralisés » peuvent déboucher sur un repli de chaque individu sur ses habitudes d'action : *« toute l'histoire des guerres entre sociétés, ou à l'intérieur des sociétés, montre à quel point nous réalisons plus volontiers et avec plus de plaisir nos soi en nous opposant à des ennemis communs, qu'en collaborant avec eux* » (Mead, ibid, p. 428). Que l'individu prenne sur lui, qu'il fasse un commentaire, qu'il effectue un rappel à l'ordre ou qu'il se dispute violemment, le conflit est alors l'occasion de réaffirmer la prééminence d'un « Autrui généralisé » sur les autres.

Ce long détour par l'œuvre de Mead permet alors de comprendre la place particulière qu'occupe l'adolescence dans le processus de socialisation. Au contraire de l'enfance où l'individu interagit principalement avec ses proches et dans des mondes dont il maîtrise les codes, l'adolescence constitue ainsi une période dans laquelle se multiplie la survenue de ces situations de coexistence avec d'autres acteurs ne se référant pas dans leur comportement aux mêmes « Autruis généralisés ». Elle est ainsi une période de découverte d'habitudes d'action qui diffèrent de celles qui sont en vigueur dans les espaces familiers. Cette découverte se produit alors dans les espaces publics urbains, en raison de la co-présence et de l'anonymat qui y règne.

[12] Ce lien entre situations problématiques et émergence de nouvelles règles d'action a conduit certains auteurs à proposer un dialogue entre le pragmatisme et l'œuvre de Durkheim. Ce dialogue concernerait en premier lieu l'analyse que fait Durkheim des moments d'effervescence : l'abandon des préceptes régulateurs de la vie sociale produit une intégration supérieure de la société par la création ou la revivification d'idéaux communs (Karsenti, 2004).

2. Anonymat et co-présence en ville : de la foule au public

L'adolescence est ainsi une période durant laquelle l'individu ne se contente plus des relations avec ses proches, même si ceux-là sont ses pairs et non ses parents. C'est une des raisons pour laquelle les adolescents désertent les espaces organisés par les adultes à l'intention de leur classe d'âge, notamment lorsque ces espaces sont situés dans leur quartier de résidence (Zaffran, 2010). Ils cherchent au contraire à se confronter à de nouveaux horizons de partage et à fréquenter les espaces publics urbains situés en dehors de leur quartier : « *descendre en ville quand on monte en âge apparaît comme le maître mot des conduites adolescentes* » (Zaffran, ibid).

Cette attirance des adolescents pour les espaces publics urbains situés en dehors de leur quartier s'explique tout d'abord par la volonté de faire des rencontres amicales et amoureuses plus ou moins éphémères avec d'autres jeunes. Deux qualités supplémentaires de ces lieux expliquent également l'attraction opérée par ces espaces : l'anonymat et la co-présence avec des citadins partageant d'autres habitudes d'action que celles en vigueur dans les espaces familiers.

Ces deux qualités sont intimement liées : l'anonymat de la ville moderne n'est pas synonyme de foules indifférenciées dans lesquelles le citadin se perd (Jarrigeon, 2007)[13]. Il est au contraire ce qui permet l'exposition et la gestion des différences individuelles des citadins. En effet, les sociétés modernes se caractérisent par le passage de la foule au public (Joseph, 2001). L'identification de ce passage est manifeste dans deux ouvrages publiés au début du 20ème siècle, *L'opinion et la foule* de Gabriel Tarde en 1901 et *La foule et le public* de Robert Park qui paraît trois ans plus tard. Ces deux auteurs ont en commun de rejeter une psychologie collective consistant à concevoir un « nous » existant en dehors et au dessus des esprits individuels. Ils œuvrent au contraire à la naissance d'une psychologie sociale dont l'objet de recherche est les interactions et les influences réciproques entre individus. La plus simple de ces influences est ainsi la conversation. A partir de ce point de départ, Tarde isole deux grands types d'influence et d'action réciproque, la foule et le public qu'il oppose terme à terme :

- la foule est une forme d'actions réciproques régie par la proximité spatiale. Elle est un lieu de contagion psychique basée sur les contacts physiques, et est par là proche de l'agrégat animal.

- le public est au contraire une « *foule dispersée, où l'influence des esprits les uns sur les autres est devenue une action à distance, à des distances de plus en plus grandes* » (Tarde, 1901, p.7). Il s'agit donc d'une forme évoluée des interactions réciproques : les associations entre individus dans le public se font par simultanéité des convictions, par des contacts impersonnels comme la lecture d'un même journal et non par la proximité physique.

[13] Pour un développement plus exhaustif, voir Oppenchaim (2010).

Alors que la foule est la forme d'action sur autrui du passé, le public est au contraire une forme adaptée à l'évolution de nos sociétés contemporaines de plus en plus hétérogènes et traversées par des clivages divers. Trois traits caractéristiques du public expliquent cette adéquation : d'une part, comme dit précédemment, il rassemble des personnes issues d'origines géographiques et sociales différentes ; d'autre part ce rassemblement repose sur une base impersonnelle et non sur une proximité physique ou affective ; enfin il tolère non seulement les particularismes en son sein, mais bien plus les intensifie. Les dissidences partielles prennent ainsi la place des oppositions manichéennes et des grands dualismes.

Park reprend lui aussi cette idée d'une meilleure adéquation du public à nos sociétés contemporaines par rapport à la foule. Comme chez Tarde, cette dernière est une entité mouvante dans laquelle les individus fusionnent les uns avec les autres, l'influence mutuelle des émotions formant une émotion collective s'imposant à chacun des membres. Au contraire, le comportement d'un public est le résultat d'un ensemble de discussions dans lesquelles les individus ont des opinions différentes. La scène publique est alors analogue à un dispositif théâtral : l'identification à des personnages publics permet d'endosser symboliquement un rôle dans le drame social et de se situer par rapport à d'autres acteurs dans une intrigue ou un scénario.

Cette idée, commune à Tarde et Park, d'un passage d'une forme d'influence mutuelle à une autre, de la foule au public, se développera par la suite dans deux directions : d'une part l'étude des engagements collectifs dans le domaine public métaphorique des arènes publiques et d'autre part celle des interactions dans l'espace public urbain. Si cette double dimension est moins présente chez Tarde, elle est centrale dans l'œuvre de Park, dont on connaît le rôle tenu dans le développement des travaux de l'Ecole de Chicago sur la ville : qu'il s'agisse de rassemblements métaphoriques des opinions lors d'un débat au Parlement ou de la fréquentation d'un parc, le public constitue une même forme d'organisation de l'attention. Celle-ci ne repose pas sur un contenu émotionnel s'imposant au groupe mais sur une organisation raisonnée des conduites.

Nous ne nous attarderons pas sur la filiation qu'a eue cette distinction entre foule et public dans l'étude des mobilisations collectives (Cefaï, 2007). Dans cette filiation, dont la figure centrale est le philosophe pragmatiste John Dewey (2003[1927]), l'opinion publique n'est plus façonnée par le tumulte de la foule, mais par l'échange raisonné dans des arènes publiques. Ces arènes sont le lieu de confrontation de différents acteurs pour résoudre une situation problématique. L'objectif des mobilisations collectives est en effet de faire émerger des problèmes dans le domaine public afin de pouvoir y échanger des arguments raisonnés.

La filiation de cette distinction entre foule et public dans l'étude des villes contemporaines occupe une place plus importante pour notre propos. La figure centrale de cette filiation n'est plus Dewey mais Goffman. Ce dernier réussit le tour de force théorique de ne plus concevoir la ville et les rassemblements d'anonymes qu'elle occasionne comme le lieu d'une foule dominée par le tumulte des émotions telle qu'elle a

pu être décrite par la psychologie des foules à la fin du 19ème siècle. En effet, ces rassemblements dans l'espace urbain ne s'organisent plus autour d'une émotion commune. Ils perdent leur aspect menaçant pour devenir le lieu d'élaboration en commun d'une coopération civile malgré les tensions et incidents mineurs qui marquent la vie urbaine. Cette coopération est soulignée par l'importance des rituels réparateurs comme les formules de politesse. Le tournant opéré par le sociologue américain dans l'étude des villes est alors d' « *abandonner la foule sans pour autant quitter la rue* » (Joseph, 1998, p.43). Les lieux emblématiques de cette coopération entre citadins sont les espaces publics urbains : de manière similaire à l'espace public métaphorique, l'espace public urbain n'est pas le lieu de la foule compacte et indifférenciée, mais au contraire le lieu d'exposition des différences, et par là de toutes les tensions et autres épreuves de la civilité ordinaire. Le citadin n'est pas englouti dans une foule urbaine, son individualité s'en extirpe au contraire pour se confronter à celle des autres citadins et pour participer en commun à l'élaboration d'une coopération visant à assurer la sauvegarde de l'interaction : la coopération interactionnelle avec des inconnus devient l'envers de l'anonymat urbain. Néanmoins, comme nous le verrons dans les lignes suivantes, Goffman ne fournit que très peu d'indications sur la façon dont les individus apprennent à gérer cette coopération. La manière dont cette coopération modifie les habitudes d'action des individus est également absente de ses travaux.

3. S'affirmer dans les espaces publics urbains : un enjeu de la socialisation adolescente

Les espaces publics urbains s'opposent donc aux espaces familiers, notamment le quartier de résidence, dans lesquels l'individu peut s'appuyer sur des habitudes d'action pour interagir avec ses proches. Dris (2002) a ainsi montré comment la ville d'Alger était structurée par l'opposition entre ces deux types d'espaces. Dans le quartier de résidence, désigné par le terme « El-houma », domine ainsi l'idée d'honneur et d'appartenance à une même fratrie, ce qui autorise une appropriation non conflictuelle de l'espace. Au contraire, les espaces du centre-ville ne sont pas organisés selon cette logique de l'honneur. Ils permettent donc de libérer les individus des interdits auxquels ils sont soumis dans leur quartier. Mais ils sont alors également perçus comme des espaces à risques, notamment pour les femmes, car le respect des valeurs d'honneur en vigueur dans le quartier n'est pas toujours garanti.

La mobilité quotidienne joue alors un rôle fondamental à l'adolescence, car elle est le support du passage des espaces familiers aux espaces publics urbains. S'affirmer dans les espaces publics urbains constitue en effet un enjeu fort de la socialisation adolescente. L'anonymat et la co-présence avec des inconnus permettent aux adolescents de s'affranchir des règles en usage dans le familier, de mettre à l'épreuve leurs habitudes d'action et d'expérimenter de nouvelles manières d'agir sans craindre la désapprobation

de leurs proches. Elle permet notamment aux adolescents d'entrer progressivement dans le monde étrange(r) des adultes et de s'initier à leurs règles de comportement.

On comprend alors aussi l'ambivalence que peuvent ressentir les adolescents pour ces espaces, alternativement attirés inexorablement vers eux mais également effrayés. S'affirmer dans ces espaces, y rencontrer ou y défier d'autres groupes sociaux, offre en effet à l'adolescent l'occasion d'apprendre à maîtriser d'autres codes que ceux en vigueur dans le monde familier et à résoudre des situations conflictuelles. Il prend alors de la distance vis-à-vis des habitudes d'action qui structurent son quotidien. Par extension, cela lui permet d'acquérir une légitimation de son comportement et de la place qu'il occupe dans la société autre que celle qui repose sur la logique de la connaissance intime propre aux espaces familiers. A un âge où la construction de l'estime de soi est fondamentale, car la place de l'adolescent n'est pas encore fixée (Erikson, 1972), la reconnaissance de sa valeur dans le jugement des proches, parents ou pairs, ne suffit plus. L'affirmation dans les espaces publics urbains permet alors de tester la grandeur et la légitimité de comportement que l'adolescent a acquises dans les espaces familiers. Elle offre aussi à l'inverse la possibilité d'acquérir par d'autres groupes sociaux une légitimation de soi et de son comportement, déniée dans les espaces familiers.

Ces situations qui attirent les adolescents suscitent également leur appréhension. En effet, l'adolescent doit faire ses preuves dans l'espace public (Breviglieri, 2007) : si on se réfère à la conception de Mead, la mise à l'épreuve des habitudes d'action est aussi, par nature, celle de l'identité. La fréquentation des espaces publics est donc également source d'incertitude pour l'adolescent. Son comportement prête désormais à conséquence car il n'est plus évalué par des proches bienveillants mais par des étrangers, notamment par des adultes.

4. Des espaces publics urbains sous la domination des adultes ?

Les adolescents sont confrontés dans la fréquentation des espaces publics urbains à des groupes sociaux qui ne partagent pas nécessairement leurs habitudes d'action. Le premier de ces groupes est celui des adultes. Cette confrontation est d'autant plus conflictuelle qu'existe dans ces espaces une domination des habitudes d'action adultes sur celles des adolescents (James, Jenks et Prout, 1998) : la menace de l'infantilisation des comportements suivis par les adolescents y est toujours présente. L'entrée des adolescents dans le domaine public possède ainsi toujours une dimension menaçante pour les adultes : les habitudes d'action des adolescents sont suspectées d'introduire du désordre, que ce soit dans l'espace public urbain ou dans l'espace public politique (comme le montre la crainte d'une violence incontrôlée des jeunes dans les manifestations). Elles le sont d'autant plus, que la présence collective et festive de la jeunesse dans les espaces publics urbains n'est plus encadrée par des rites de passage, comme les fêtes des organisations de jeunesse paroissiales au moyen-âge ou la conscription après la Révolution française (Moreau, 2010).

Les espaces publics urbains sont ainsi considérés comme des lieux dans lesquels les adolescents doivent adopter les normes de comportement des adultes, qu'elles soient plus ou moins explicitées par des règles écrites : « *les espaces publics sont construits comme des espaces pour adultes, dans lesquels on attend des jeunes qu'ils montrent de la déférence aux adultes et aux définitions adultes du comportement approprié, comme le niveau sonore souhaité* » (Valentine, 1996, p. 214). L'âge est en effet un trait de typification particulièrement saillant dans ces espaces. La catégorisation spontanée du « bébé » et du « petit vieux » repose ainsi sur le ressort de l'indulgence et le présupposé de l'innocuité (Gayet-Viaud, 2006). A l'inverse, la présence des adolescents est perçue dans ces espaces comme une menace potentielle. Elle porte en elle une remise en cause et une transgression potentielle des normes adultes (Gayet-Viaud, 2008). Ces normes de comportement, telles que les a par exemple décrites Goffman (1973) sont notamment celles de l'indifférence civile et de la circulation : les croisements de trajectoires qui se produisent dans ces espaces doivent se faire sans heurts, le « *ne pas déranger* » étant une condition nécessaire au bon fonctionnement de ces espaces pour les adultes (Gayet-Viaud, ibid)[14]. Certaines habitudes d'action des adolescents s'opposent à ces normes adultes, telles l'immobilité et l'appropriation des lieux, la volonté d'attirer l'attention ou de trouver des occasions de séduction, l'irruption d'une logique ludique dans les comportements…

Les adultes peuvent alors imposer leurs normes en délégitimant ces habitudes jugées non appropriés et en les rejetant du côté de l'enfance. Mais, ils peuvent également restreindre l'accès des adolescents aux espaces publics. Depuis les années soixante, la présence des enfants et des adolescents dans les espaces publics urbains est ainsi vue de plus en plus négativement, leur présence au domicile semblant à l'inverse plus naturelle (Kartsen, 1998). Cette restriction d'accès est généralement soutenue par deux justifications (Valentine, ibid). Premièrement, les adultes peuvent restreindre l'accès des adolescents à ces espaces sous prétexte que ces espaces sont dangereux pour la sécurité des adolescents. A l'inverse ils peuvent le faire en argumentant sur les risques et nuisances que font subir ces adolescents aux autres citadins (en raison notamment de leur nombre, de leur indiscipline et de leur caractère bruyant).

Cette restriction d'accès, pouvant aller jusqu'à l'exclusion des espaces publics, peut prendre différentes formes (Lennard et Lennard, 2001). Elle peut passer par le confinement des adolescents dans des lieux qui leur sont spécialement dédiés, dont la forme la plus caricaturale a été l'implantation dans une ZUS havraise d'un faux hall d'immeuble (Boquet et Mus, 2007). Dans sa forme la plus extrême, cette restriction peut prendre la forme d'arrêté contre la présence des adolescents d'un certain âge dans les rues (Manning, Jago et Fionda, 2010), comme le couvre-feu imposé aux mineurs de moins de

[14] Pour certains auteurs, l'œuvre de Goffman est avant tout une sociologie des interactions entre adultes, voire entre adultes des classes moyennes. Articulée autour de la vulnérabilité de la face dans les interactions, sans cesse sous la menace d'offenses d'autrui, elle rechigne à penser le « déranger bienvenu » (Gayet-Viaud, ibid). Les rites d'interaction propres aux adolescents, basés souvent sur une logique de l'honneur et de la réputation (Lepoutre, 2001), qu'illustre par exemple la différence entre l' « insulte » et la « vanne » (Labov, 1993), ne constituent également pas un objet d'étude du sociologue américain.

treize ans après vingt-trois heures à Nice en 2009. Mais il s'agit plus généralement d'une restriction contrôlée : des veilleurs d'espace exercent une surveillance des adolescents en s'assurant que ces derniers respectent les normes adultes. Cela est particulièrement le cas dans les centres commerciaux, dans lesquels la présence des adolescents est tolérée par les vigiles, tant qu'ils sont dans une logique de consommation active (Lieberg, 1997).

Néanmoins, la méfiance qui s'exerce vis-à-vis de la présence des adolescents dans les espaces publics ne peut être analysée sans lien avec les différenciations internes à cette population. Les tensions que suscite la venue des adolescents dans les espaces publics aux Etats-Unis ne sont qu'une forme parmi d'autres des restrictions d'accès à l'espace public, imposée par des adultes des classes moyennes blanches aux groupes sociaux et ethniques minoritaires (Mitchell, 2003) : le genre, la classe et la race structurent également fortement la permissivité des adultes à l'égard de la présence des adolescents dans ces espaces. Ces restrictions d'accès, souvent motivées par une idéologie éco-sanitaire visant à valoriser les centres urbains (Parazelli, 2010), concernent ainsi une jeunesse plus qu'une autre. Les couvre-feux aux Etats-Unis visant les adolescents sont ainsi utilisés principalement par les forces de police envers les jeunes latinos et noirs américains (Breitbart, 1995 ; Davis, ibid). De même, les restrictions imposées par les adultes dans les espaces publics de consommation américains sont fortement structurées par la race des adolescents (Thomas, 2005).

5. Une épreuve exaltante et douloureuse qui suppose un apprentissage

Nous avons vu précédemment que les espaces publics urbains pouvaient être le lieu d'une confrontation entre les habitudes d'action des adultes et celles des adolescents. Les interactions dans ces espaces sont donc structurées par des rapports de force qui permettent éventuellement à un groupe social d'imposer ses façons d'agir à un autre. Plus largement, que leurs habitudes d'action soient ou non violemment remises en cause, l'affirmation dans le domaine public, si elle est fondamentale à l'adolescence, est toujours une épreuve pour les adolescents : « *rien n'est moins attirant et dans le même temps plus inquiétant que la ville* » (Zaffran, ibid, p. 154).

En effet, il y a quelque chose de déstabilisant dans le fait d'être confronté à certaines règles de comportement différentes de celles en vigueur dans les espaces familiers. L'adolescent prend le risque de quitter un espace dans lequel les normes en vigueur sont connues depuis longtemps, donc rassurantes. Il doit également être capable d'interagir avec des étrangers sans être effrayé et de s'accorder sur des règles permettant de résoudre les situations conflictuelles : l'affirmation dans les espaces publics suppose de trouver un terrain d'entente commun entre acteurs malgré l'étrangeté mutuelle. Certains adolescents utilisent par exemple l'humour dans certaines interactions - laisser une place assise à une femme enceinte alors que le bus est utilisé comme un espace de jeu – afin de montrer qu'ils respectent les habitudes d'action des adultes sans sacrifier celles des adolescents (Gayet-Viaud, ibid).

Or, ces compétences ne sont pas innées, les acquérir suppose un apprentissage : l'affirmation dans l'espace public se fait par tâtonnement (Breviglieri, ibid). Alors que l'attitude première consiste à s'appuyer sur les habitudes d'action acquises dans le familier, comment l'adolescent accepte-t-il peu à peu de voir ces habitudes questionnées ? Cette question de l'apprentissage était centrale dans les écrits des penseurs pragmatistes du début du vingtième siècle. Comme nous l'avons vu précédemment, pour Mead, la capacité du « Self » de répondre à des situations problématiques en fait un organe réfléchissant qui traite ces situations comme autant d'opportunités de croissance morale. De même, pour Dewey, toute situation problématique pour l'individu devient le terrain d'une enquête lui permettant de surmonter son trouble (voir infra, chapitre 3). Pour Peirce, il existe différentes méthodes permettant d'ancrer de nouvelles habitudes d'action en situation de doute venant attaquer l'état reposant et stable des croyances antérieures (Chauviré, 2004). La « méthode de ténacité » ancre la nouvelle croyance par simple répétition. La « méthode d'autorité » impose la croyance par la contrainte. Avec la « méthode a priori », la nouvelle croyance est adoptée en raison de l'aspect séduisant d'une argumentation. Enfin, la méthode scientifique repose sur une communauté de recherche : la nouvelle croyance doit pouvoir être considérée comme vraisemblable et être partagée par d'autres personnes confrontées à une situation problématique similaire. Pour Peirce, seule cette méthode d'apprentissage est stable car elle donne lieu à des habitudes d'action convergentes.

Or, cette dimension centrale de l'apprentissage a ensuite été négligée par nombre de sociologues qui se sont inspirés de ce courant afin de penser les interactions dans les espaces publics urbains. Ainsi, deux questions liées à l'apprentissage sont négligées par ces auteurs : d'une part, comment les acteurs acquièrent-ils les compétences leur permettant d'interagir avec des inconnus ne partageant pas leurs habitudes d'action ? D'autre part, comment ces situations de confrontation participent-elles également d'un processus cumulatif d'apprentissage en modifiant les habitudes d'action des individus ?

Ces deux questions sont par exemple peu traitées dans les travaux de Goffman (Fumat, 2000 ; Gayet-Viaud, 2008). Celui-ci n'évoque pas la manière dont les individus apprennent à cadrer les interactions, si ce n'est dans le cas des personnes porteuses d'un stigmate (Goffman, 1975). Il décrit ainsi comment ces personnes apprennent peu à peu les faux-semblants, c'est-à-dire à manipuler des informations sur leur stigmate afin de ne pas être discréditées dans les interactions. En dehors de ce cas spécifique, l'apprentissage n'est évoqué que dans sa dimension stratégique : il s'agit de permettre aux enfants de maîtriser les règles du jeu pour s'en sortir dans les interactions adultes futures.

Plus largement, l'élaboration continue et relationnelle des habitudes d'action dans les situations problématiques est un impensé chez Goffman. Les situations d'embarras, de trouble, voire de malaise sont centrales dans son œuvre. Mais ces situations sont uniquement pensées comme révélatrices de la vulnérabilité des interactions liée à une mauvaise définition de la situation de l'un des participants. Autrement dit, Goffman ne

pense pas le devenir de la norme de civilité, celle-ci est toujours déjà là. Elle n'est questionnée dans les interactions que par les individus de mauvaise volonté ou incapables de jouer le jeu comme lorsque le fou refuse de se plier aux rites de la civilité (Goffman, 1973).

Il n'est donc guère étonnant que l'apprentissage occupe également une place marginale dans les travaux s'inspirant de Goffman, notamment ceux de Joseph (1996) sur l'accessibilité et l'hospitalité des espaces publics. Ce dernier postule ainsi des « *compétences de rassemblement* » minimales du passant, lui permettant de gérer la co-présence avec des étrangers. Le passant doit être capable de faire preuve d'une attention non focalisée, c'est-à-dire de suspendre son jugement à l'égard de ce qui l'entoure, d'exploiter les banalités d'usage, mais surtout de contextualiser les interactions : maîtriser les commutations de codes ; être capable d'interpréter, dans un cours d'action, des indices de contextualisation et d'en tirer des conséquences ; posséder l'aptitude à rendre compte de son activité par une procédure de justification. Mais, si ce n'est lorsqu'il se réfère aux travaux de linguistes comme Dell Hymes et John Gumperz sur la commutation de codes, Joseph fournit très peu de pistes sur la manière dont ces compétences s'acquièrent. Ainsi décrit-il en ces termes les compétences à se justifier lorsqu'un comportement n'a pas été jugé adéquat par les autres membres de l'interaction : « *Toutes ces techniques par lesquelles nous « racontons des histoires aux situations » lorsqu'elles tournent mal, relèvent d'un vocabulaire de la réparation,* ***dont nous disposons dès les premières étapes de la socialisation****. La compétence sociale que traduit ce vocabulaire est partie intégrante de notre formation puisqu'elle nous permet de continuer à parler et de nous présenter en public, alors même que les distorsions ou les contradictions de nos rôles se manifestent au grand jour* » (Joseph, ibid, p. 119).

Les travaux de Boltanski et Thévenot (1991), sur lesquels nous reviendrons plus en détail dans notre troisième chapitre, s'ils s'inspirent en partie du pragmatisme, ne sont pas centrés sur les espaces publics urbains. Ils permettent néanmoins de mieux comprendre les processus de justification de comportement engagés par les acteurs lorsqu'ils sont confrontés à des personnes ne partageant pas leurs habitudes d'action. Mais là aussi, la compétence qu'ont les acteurs de se justifier en mobilisant des principes de justice est postulée faire partie d'un fond commun : les modalités d'apprentissage de cette compétence ne sont pas étudiées.

Les raisons de la place peu importante occupée dans ces travaux par la dimension d'apprentissage sont diverses. D'une part, Goffman limite explicitement son objet de recherche à l'étude de l'ordre des interactions ordinaires (1991). Il est également très fortement influencé par la sociologie durkheimienne : les interactions de la vie quotidienne sont une cérémonie en miniature où le caractère sacré de la société s'est réfugié dans la face des acteurs. Dans cette perspective, le respect des règles de civilité, qui permettent de préserver cette face, est pensé comme une norme sociale s'imposant aux acteurs : l'interaction est une célébration du caractère sacré de la société, qui exerce sur le comportement des individus une pression rendue possible par le besoin de confirmation et de reconnaissance qui les anime.

D'autre part, Joseph, Boltanski et Thévenot s'opposent explicitement à la sociologie bourdieusienne. Cette opposition les conduit à ne pas prendre en compte comme variable d'analyse des situations une distribution *a priori* inégale des compétences entre acteurs. Néanmoins, elle explique également à notre avis le faible intérêt que portent ces auteurs à l'acquisition, éventuellement inégales, des compétences. Quoiqu'il en soit, si nous voulons penser la dimension socialisante des mobilités comme support de l'expérimentation du domaine public, il ne nous sera pas possible de négliger cette dimension de l'apprentissage.

Les différentes modalités d'apprentissage de l'affirmation dans le domaine public des adolescents seront décrites dans nos chapitres empiriques. Néanmoins, soulignons dès à présent, que se mêlent dans cet apprentissage à la fois exaltation et peur. Cette exaltation permet de comprendre l' « *incoercible désir de locomotion* » à cet âge de la vie (Erikson, ibid, p. 259). En effet, en fréquentant les espaces publics urbains, l'adolescent est confronté à des situations extraordinaires (ou « extra-familières »), sans commune mesure avec son expérience du monde familier. Il peut y découvrir de nouvelles habitudes d'action, de nouvelles formes de légitimité, mais également être saisi de l'excitation de jouer avec plusieurs règles comportementales. Mais cet apprentissage ne se fait pas sans crainte. Hannah Arendt (1983) a ainsi souligné le courage qui était nécessaire afin de quitter la sécurité protectrice de nos quatre murs et franchir le seuil du domaine public. Dans le cas des espaces publics urbains, les adolescents doivent faire preuve de courage car ils ne bénéficient plus de la même indulgence que dans les espaces familiers : leurs actes prêtent immédiatement à conséquence, car ils sont évalués par des étrangers et non par des proches. Cela permet de comprendre l'angoisse du sentiment de honte et la peur du ridicule qui saisit les adolescents dans leurs premières mobilités (Breviglieri, ibid).

Cette crainte que suscite l'exposition dans les espaces publics explique que le passage du familier au domaine public est progressif. Les adolescents privilégient en premier lieu la fréquentation d' « *espaces intercalaires* » (Breviglieri, ibid) qui servent de sas à l'entrée dans le domaine public. C'est par exemple le cas des centres commerciaux à proximité du quartier, dans lesquels les adolescents sont à la fois confrontés à des citadins ne partageant pas les mêmes habitudes d'action qu'eux, mais où ils peuvent s'appuyer sur la présence de proches qui y consomment ou y travaillent. Néanmoins, la possibilité d'accéder à ces espaces intercalaires est inégalement répartie selon les adolescents (Chamboredon, 1971). Analysant les statistiques de délinquance juvénile, Chamboredon montre ainsi que les adolescents sont inégalement exposés aux jugements négatifs portés par des tiers sur leur comportement. En effet, en reprenant une partie de l'analyse de Goffman sur les régions de comportement, il montre que les adolescents de classes moyennes et supérieures ont accès, plus que ceux de classes populaires, à des scènes d'exposition de soi situées à distance du domaine public (clubs, associations, cafés…). Ces scènes remplissent donc la fonction d'espaces intercalaires. Elles « *interposent une série d'écrans entre la famille et le domaine public* ». Elles permettent ainsi une relativisation des actes délictueux commis et un passage progressif au domaine public. Au contraire, ce passage est immédiat pour les adolescents de classes populaires : les

« *bêtises* » et autres impairs de comportement relèvent directement du jugement du public (et par extension des veilleurs d'espace qui sont souvent également des agents de répression).

Les sorties entre pairs sont aussi un moyen de surmonter cette appréhension que suscite l'exposition de soi dans les espaces publics. Plus largement, il existe différentes modalités de tâtonnement d'entrée dans ces espaces (Breviglieri, ibid) : l'insolence et la provocation vis-à-vis des adultes présents dans ces lieux peuvent ainsi être un moyen de tester la pénétrabilité de ces espaces aux façons d'agir adolescentes. Il existe également un plaisir de l'affirmation dans ces espaces par la transgression des habitudes d'action adultes. C'est le cas par exemple des adolescents qui transgressent la règle de l'inattention civile, en s'amusant à fixer des passants dans les yeux pour les mettre mal à l'aise (Fumat, ibid).

Au final dans ce processus tâtonnant d'expérimentations du domaine public, il y a toujours la promesse de se trouver et la menace de se perdre. L'arrachement à l'habiter y est contrebalancé par le sentiment positif de l'affranchissement (Breviglieri, ibid). L'adolescent est partagé entre un fort désir de découverte et la crainte de s'éloigner des cadres structurants qu'il a toujours connus et qui sont donc les plus rassurants. Ce qui se joue dans la mobilité à l'adolescence et ce qui explique son importance dans la socialisation est alors d'arriver à se séparer du familier sans sacrifier les attaches qui y ont été tissées. Il existe ainsi toujours une tension chez les adolescents entre tentation d'immobilisme et tentation de rupture totale avec le familier (Huerre, 2009), entre espaces de fixation et espace de mobilité (Kokoreff, 1993). Cette tension est certes variable selon les catégories de jeunes. Mais, un des enjeux communs à tous les adolescents est justement de ne pas sacrifier totalement l'un ou l'autre des éléments de cette tension. La rupture totale avec le familier conduit à la forme extrême de mobilité qu'est la fugue, projection dans l'espace d'une absence de repères fiables pour enraciner l'existence (Le Breton, 1991). A l'opposé, le fait de refuser l'entrée dans les espaces publics est source d'un risque de confusion identitaire : le domaine public devient un monde hostile, l'adolescent préfère se retirer vers les espaces familiers et s'enferme dans le confort du proche (Erikson, ibid).

III. Une socialisation à la mobilité

Nous avons montré précédemment que les mobilités quotidiennes jouent un rôle important dans la socialisation des adolescents. Elles leur permettent d'une part de s'affranchir de la tutelle des instances traditionnelles d'encadrement pour se retrouver entre pairs. Elles sont d'autre part le support du passage du monde familier au domaine public. En fréquentant les espaces publics urbains, les adolescents échappent non seulement au contrôle de leurs proches, ils rencontrent des jeunes de leur âge, mais ils sont également confrontés à des normes et des comportements dont ils ne sont pas familiers.

Si la mobilité est une pratique qui contribue à questionner les façons d'agir des adolescents, elle repose cependant elle-même sur des habitudes d'action préalablement intériorisées dans la sphère familiale, amicale ou résidentielle. Prendre le RER, fréquenter les espaces publics urbains, interagir avec des inconnus… ne sont pas des compétences innées, elles supposent un apprentissage : il existe une socialisation à la mobilité. Il convient donc d'interroger les conditions économiques, sociales et spatiales de cette socialisation, en s'intéressant aux ressources dont les adolescents disposent pour se déplacer, aux habitudes de mobilité transmises par la famille ou par les pairs, mais également au rôle du quartier de résidence dans la structuration de ces habitudes. Les adolescents franciliens n'ont par exemple pas les mêmes facilités à construire des mobilités autonomes et à s'émanciper du contrôle de leurs parents selon leur éloignement du centre de l'agglomération (Massot et Zaffran, 2007).

Plus largement, les modalités d'affirmation des adolescents dans les espaces publics urbains diffèrent selon l'environnement social et résidentiel dans lequel ils ont été socialisés. Les habitudes d'action mises à l'épreuve dans la mobilité ne sont tout d'abord pas les mêmes selon ces environnements. De même, avant l'adolescence, les individus seront déjà plus ou moins familiers des espaces publics urbains selon les encadrements parentaux des pratiques infantiles (Rivière, 2011) et les contextes urbains de résidence (Depeau, 2008). Enfin, nous avons également vu précédemment que l'origine sociale, ethnique et résidentielle des adolescents n'étaient pas sans influence sur la tolérance des adultes à leur présence dans les espaces publics et sur l'accès à des espaces intercalaires servant de sas d'entrée dans le domaine public.

Il existe donc un lien dynamique entre mobilité et socialisation, qui ne prend pas la même forme selon l'environnement social et résidentiel des adolescents. Il convient en conséquence d'éviter d'avoir un discours trop homogénéisant sur adolescents et de ne pas sacrifier la tension entre ce qu'il y a de commun à l'adolescence et les différenciations internes à cette classe d'âge.

Nous retrouvons ici une question qui structure la sociologie de la jeunesse depuis les années soixante : la généralisation de l'adolescence à l'ensemble d'une classe d'âge signifie-t-elle pour autant que les traits caractéristiques de cette période l'emportent sur l'hétérogénéité sociale interne à cette population ? Pour certains sociologues, la

discontinuité entre les jeunes et les anciennes générations était devenue un fait social majeur : l'émergence d'une culture jeune s'émancipant du monde des adultes constituait l'adolescence comme un âge de transition commun (Morin, 1962). Au contraire, d'autres chercheurs insistaient dès cette époque sur la permanence des appartenances de classe à l'intérieur de cette population (Chamboredon, 1966). Cette tension structure également les revendications des jeunes eux-mêmes. Par exemple, les jeunes de quartiers d'habitat social de banlieue interprètent dans les années soixante et soixante-dix les incidents qui les opposent à d'autres citadins ou aux forces de l'ordre comme l'expression d'un racisme « anti-jeunes ». Ils réclament ainsi « un droit à la jeunesse ». A l'inverse, à partir des années quatre-vingt, ces incidents sont vécus de plus en plus comme l'expression d'un racisme social, puis ethnique de la part des adultes (Rinaudo, 1999).

Cette tension entre ces deux manières d'appréhender l'adolescence n'a pas disparu. Elle est par exemple marquante dans les différents colloques organisés autour des questions de la jeunesse, où alternent des communications mettant en avant un trait caractéristique de la « culture adolescente » (l'usage d'Internet, la mode, les relations de séduction….) et d'autres qui insistent au contraire sur les différenciations sociales très fortes qui traversent cette population.

Cette opposition peut sembler caricaturale. Dans les faits, aucun écrit sur l'adolescence ne nie totalement les différenciations sociales internes à cette population, ni ce que cette période a de spécifique vis-à-vis des autres âges de la vie. Néanmoins, il est possible d'ordonner les travaux actuels sur l'adolescence à partir de cette opposition. D'un côté, certains travaux décrivent une spécificité de la culture adolescente partagée par la majorité des jeunes. Cette culture est marquée par une opposition au monde des adultes (Fize, 2009), une forte influence des pairs et une intense sociabilité qui transcende les clivages sociaux habituels (Pasquier, 2005). A l'opposé, d'autres sociologues montrent que cette culture adolescente est éclatée en diverses sous-cultures, qui ne véhiculent ni les mêmes valeurs, ni la même charge contre le monde des adultes et sont très fortement dépendantes des catégories sociales dont sont issues les jeunes (Liogier, 2005). De même, d'autres auteurs montrent que les conditions de vie des adolescents sont trop diverses pour qu'on puisse parler réellement de culture commune (Mauger, 1994). Cette fragmentation interne à la jeunesse a d'ailleurs trouvé une illustration dans les affrontements entre adolescents auxquelles ont donné lieu les manifestations contre le Contrat Première Embauche (CPE) en 2006. Toutefois, cette fragmentation ne doit pas conduire à développer une vision binaire, distinguant une jeunesse populaire d'une jeunesse qui ne le serait pas. Cette vision binaire est d'autant plus à éviter, qu'elle est le support d'une délégitimation symbolique des revendications d'un certain nombre de jeunes opérée par les responsables politiques. Ces derniers ont par exemple distingué manifestants légitimes, souvent issus des classes moyennes, et mauvais casseurs, renvoyés à une origine populaire, lors des manifestations contre le Contrat d'Insertion Professionnelle en 1993 (Gaubert, 1995) ou contre le CPE en 2006. Cette distinction leur a permis d'établir des discontinuités symboliques à l'intérieur des mouvements de jeunes,

et de dévaloriser certaines modalités de revendication moins conventionnelles que d'autres.

Afin d'étudier les formes spécifiques que prennent les liens dynamiques entre socialisation et mobilité quotidienne selon l'environnement social et résidentiel des adolescents, nous nous focaliserons alors plus particulièrement sur les adolescents de catégories populaires et moyennes qui résident en Zones Urbaines Sensibles. Ces derniers ont-ils des pratiques de mobilité différentes de celles des autres adolescents ? Quelles sont les conséquences de ces mobilités différenciées sur l'apprentissage de nouvelles façons d'agir ? Cette focale particulière va également nous permettre de compléter les approches traditionnelles de la ségrégation qui ne prennent pas en compte le rôle des mobilités dans la socialisation des adolescents.

Chapitre 2 : Mobilité et ségrégation

Source : Photographie d'un élève de seconde professionnelle (2010)

Nous avons montré au chapitre précédent que les mobilités quotidiennes jouent un rôle important dans la socialisation des adolescents. Elles sont ainsi le support de la découverte des espaces publics urbains, dans lesquels les habitudes d'action acquises dans le quartier de résidence ou dans la famille sont mises à l'épreuve. Notre travail se focalise sur les adolescents de catégories populaires et moyennes qui habitent en Zones Urbaines Sensibles (ZUS). Cette double entrée, par le quartier et l'origine sociale, est rendue nécessaire par l'influence des variables sociales et territoriales sur les pratiques de mobilité des adolescents : si la mobilité participe de la socialisation des adolescents, elle n'est pas indépendante de l'environnement dans lequel ceux-ci ont été socialisés. Mais, cette double entrée permet également d'approfondir les approches traditionnelles de la ségrégation, envisagée en tant qu'inégale distribution résidentielle des groupes sociaux dans l'espace urbain (Preteceille, 2006).

Nous prenons ainsi acte de l'augmentation de la concentration résidentielle de populations d'une même origine sociale et/ou nationale-raciale dans un grand nombre de ZUS. Nous ne discutons pas des mécanismes, plus ou moins intentionnels, qui ont conduit à cette concentration, mais nous portons notre attention sur les problèmes qu'elle pose. L'augmentation de la ségrégation résidentielle conduirait ainsi au remplacement progressif de la question sociale par une « *nouvelle question urbaine* » (Donzelot, 1999). Cette thèse a été concomitante d'une territorialisation de l'action publique, se traduisant par le ciblage des ZUS dans la politique de la ville et l'objectif d'y introduire plus de mixité.

Nous verrons alors que l'identification de l'absence de mixité sociale et nationale-raciale en ZUS comme un problème repose sur un certain nombre de postulats. Cette absence de mixité est ainsi source d'externalités négatives pour les habitants, notamment pour les adolescents. Le contexte urbain de ces quartiers a une influence néfaste non seulement sur leur réussite scolaire, mais également sur leur socialisation : l'absence de contacts avec des catégories porteuses d'autres normes sociales que celles en vigueur dans leur quartier conduit les adolescents à des habitudes d'action spécifiques, qui compliquent leur future insertion sociale.

Nous montrerons ensuite que la mise en évidence de ces externalités négatives de la ségrégation résidentielle est incomplète sur deux points. Elle néglige tout d'abord l'hétérogénéité sociale des habitants de ces quartiers. Surtout, elle suppose implicitement que ceux-ci sont assignés à résidence, car elle résume leur inscription urbaine à leur localisation résidentielle. Or, les mobilités urbaines peuvent donner lieu à des interactions, qui si, elles sont d'une autre nature que dans le quartier de résidence ou la sphère familiale, n'en sont pas moins socialisantes (Joseph et Grafmeyer, 2005). L'étude des externalités négatives de la ségrégation résidentielle doit donc prendre en compte les effets socialisants de la mobilité à l'adolescence exposés au chapitre précédent. Il est ainsi nécessaire d'intégrer ces mobilités aux différentes manières d'habiter des adolescents de ZUS. En effet, celles-ci ne se résument pas, *a priori*, aux pratiques de l'espace résidentiel.

Nous rappellerons cependant dans un dernier temps qu'il ne faut pas faire de la mobilité quotidienne la solution idoine face aux problématiques de fragmentation urbaine. Favoriser la mobilité des habitants de ZUS est une piste d'action qui tout d'abord n'a pas été totalement mise de côté par la politique de ville. De plus, cette piste d'action repose sur un certain nombre de postulats qui doivent être soumis à discussion.

I. Fragmentation urbaine et ségrégation

Depuis plusieurs années, les thèses sur la fragmentation urbaine se multiplient. Elles soulignent une séparation de plus en plus prononcée entre les différentes zones de la ville, dont un des symboles serait le développement de « *quartiers de relégation* » (Donzelot et Jaillet, 2001). Cela serait particulièrement le cas dans les « *villes globales* » comme New-York, Londres et Tokyo (Sassen, 1996) : les recompositions économiques à l'œuvre dans ces grandes métropoles se traduiraient par une spécialisation sociale croissante des quartiers et la relégation du nouveau sous-prolétariat dans des poches de pauvreté. Cette fragmentation urbaine serait à l'œuvre dans différents pays, comme le montre par exemple le succès universitaire et médiatique de la notion de « *gespaltene Stadt* » (« ville éclatée ») en Allemagne (Häusserman et Siebel, 2004). Dans le champ français, cette idée de fragmentation est portée par les travaux de J. Donzelot autour du modèle d'une « *ville à trois vitesses* » (Donzelot, 2004), idéal-type d'une séparation entre un centre-ville gentrifié, le périurbain des classes moyennes et les zones de relégation des populations les plus pauvres, le plus souvent immigrées.

Ces thèses partent de l'hypothèse que les lieux de résidence deviennent de plus en plus homogènes socialement. Donzelot fait reposer son diagnostic sur une comparaison entre nos villes actuelles et un modèle de ville européenne mythique, mêlant dans les siècles précédents toutes les couches de la population. Cette comparaison est d'autant plus caricaturale que les historiens montrent que, dès le début du 19ème siècle, des quartiers distincts avec des dominantes sociales nettes étaient juxtaposés dans les grandes villes françaises comme Lyon ou Paris (Pinol, 1993). Plus largement, la division sociale verticale des immeubles dans la ville pré-industrielle à laquelle ne cesse de se référer Donzelot, si elle est une vision largement répandue, a une dimension plus mythique qu'historique (Fourcaut, 1996).

De même, il n'existe aucun consensus empirique sur une généralisation actuelle de l'homogénéisation sociale des lieux de résidence. Les résultats sont en effet grandement dépendants de la constitution de l'échantillon (le sondage par grappe accentue par exemple l'homogénéité résidentielle à cause de l'agrégation de personnes aux caractéristiques semblables), de l'échelle d'analyse (l'îlot, le quartier, la commune) et de la variable choisie pour caractériser les populations dont on présume qu'elles sont inégalement réparties dans l'espace résidentiel (CSP, revenu, origine ethnique, probabilité d'être au chômage…).

D'un côté, Maurin (2004) observe un « *séparatisme généralisé* » à l'œuvre dans la société française : les voisinages deviennent de plus en plus homogènes socialement, en grande partie sous l'effet de la fuite des classes moyennes en dehors des quartiers populaires. Au contraire, d'autres auteurs nuancent ces résultats, en montrant qu'ils sont peu significatifs en raison du découpage spatial adopté, à savoir des petits voisinages de trente à quarante logements adjacents (Preteceille, 2006). Ces unités résidentielles sont beaucoup trop petites pour mesurer une éventuelle homogénéisation sociale des zones de résidence.

L'échelle d'analyse pertinente se situe au contraire au niveau du quartier. Ces auteurs privilégient en conséquence le découpage territorial introduit en 1999 par l'INSEE, les « iris », quartiers d'environ deux mille habitants. Se fondant sur ce découpage territorial à l'échelle de l'Ile-de-France et utilisant comme variable d'analyse la catégorie socioprofessionnelle détaillée, Preteceille montre alors que la situation de mixité résidentielle reste la plus fréquente pour les classes moyennes et populaires. Elle concerne ainsi près de la moitié de la population francilienne. Il note néanmoins un accroissement de la concentration résidentielle aux deux extrémités de l'échelle sociale avec un renforcement de l'auto-ségrégation des classes supérieures et une augmentation de la part des populations les plus fragiles, chômeurs et précaires, dans les quartiers d'habitat social les plus paupérisés.

Si aucun consensus empirique ne se dégage sur l'existence d'une fragmentation urbaine généralisée, cela n'est donc pas contradictoire avec le constat d'une augmentation de la ségrégation résidentielle dans certains quartiers. Les chercheurs s'accordent ainsi sur le diagnostic de l'augmentation de la concentration de populations de même origine nationale-raciale et/ou socio-économique dans une partie des ZUS. Mais, cela ne signifie pas, encore une fois, une fragmentation urbaine généralisée, car la majorité des populations d'origine immigrée réside dans des quartiers où elles sont minoritaires.

La concentration de populations d'origines étrangères, notamment maghrébine, subsaharienne et turque, est particulièrement marquée dans certaines ZUS, que ce soit en France entière (Pan Ke Shon, 2009a) ou plus spécifiquement en Ile-de-France (Preteceille, 2009). En prenant comme échelle d'analyse les « triris » franciliens (découpage de l'INSEE en quartiers d'environ sept mille habitants), quatorze quartiers comportent ainsi plus de 50% d'immigrés non européens en 1999. Cette concentration est la conséquence d'un double processus : un effet de « stock », lié à une moindre mobilité résidentielle hors de ZUS des habitants d'origine maghrébine, subsaharienne et turque ; un effet de « flux » lié à l'arrivée d'habitants de même origine nationale-raciale dans ces quartiers. Elle témoignerait d'un possible effet de discrimination nationale-raciale dans l'accès au logement. Le sentiment de ségrégation associé à cette concentration est sans doute amplifié par la proximité géographique croissante de ces quartiers, notamment en Ile-de-France (Safi, 2009).

Cette augmentation de la concentration résidentielle sur une base nationale-raciale dans certains quartiers franciliens est nettement supérieure à celle observée sur une base socio-économique (Preteceille, ibid). A l'échelle de l'ensemble des ZUS du territoire, elle peut même aller de pair avec une diminution de la ségrégation sur une base socio-économique. En prenant comme base de calcul le taux de chômage agrégé au niveau du quartier corrigé des effets de la conjoncture, Pan Ké Shon montre ainsi qu'une majorité des ZUS ont vu leur mixité résidentielle augmenter entre 1990 et 1999. Cette augmentation s'explique principalement par l'effet de variables structurelles et démographiques, notamment le vieillissement de la population et l'augmentation des niveaux de diplôme. Cette évolution n'est néanmoins pas contradictoire avec un creusement des écarts avec les

autres quartiers non classés ZUS, dans lesquels la baisse de la concentration de personnes en situation de précarité a été plus importante.

Ce constat d'une augmentation de la concentration résidentielle sur une base nationale-raciale et d'une dégradation de la situation socio-économique dans certaines ZUS est corroboré par les études de terrain les plus récentes (Lapeyronnie, 2008). Ces études montrent un début de polarisation ethnique dans les quartiers sensibles français. Elles remettent ainsi en cause les travaux antérieurs qui opposaient terme à terme les ghettos américains, peuplés exclusivement d'habitants noirs, et les quartiers français, beaucoup plus mixtes (Wacquant, 2006).

II. Les externalités négatives de la ségrégation résidentielle

Nous assistons donc dans un certain nombre de quartiers à une augmentation de la ségrégation résidentielle sur une base nationale-raciale, et dans une moindre mesure sociale. Nous ne discutons pas dans notre travail les éléments qui favorisent cette ségrégation (la fuite des classes moyennes, la politique de peuplement des organismes publics et des élus locaux, les discriminations dans l'accès au logement…), mais ses conséquences sur les habitants de ces quartiers.

Peut-on par exemple parler de remplacement progressif de la question sociale par une « *nouvelle question urbaine* » ? Selon cette thèse, les problèmes sociaux ne seraient plus appréhendés sous l'angle des conflits de classes autour du travail mais sous celui de la ségrégation (Donzelot, ibid). Ainsi, une grande partie de l'identité des classes populaires migrerait de l'usine vers l'habitat, ceux qu'on nommait avant les ouvriers devenant des habitants du quartier, socialement identifiés par des références au territoire qu'ils habitent (Merklen, 2009). De manière similaire à la classe ouvrière au 19ème siècle, les habitants de ces quartiers vivraient aux marges de la ville et de la société.

Cette thèse a été concomitante de l'introduction d'une logique territoriale dans l'action publique : depuis une vingtaine d'années, le quartier s'est imposé comme la catégorie d'action publique dominante (Tissot, 2007). La politique de la ville cible ainsi 752 ZUS sur le territoire (Behar, 2001), dont 157 se trouvent en Ile-de-France. Ces quartiers sont définis, de manière assez floue, dans le cadre de la loi de novembre 1996 du Pacte de Relance pour la Ville par la présence de « *grands ensembles ou de quartiers d'habitat dégradé et par un déséquilibre accentué entre l'habitat et l'emploi* » ainsi que par une analyse conjointe des élus locaux et de l'Etat portant sur l'écart de leur situation sociale par rapport au reste de l'agglomération. Cette territorialisation de l'action publique explique pourquoi nous reprendrons dans le reste de notre travail ce découpage géographique de la politique de la ville, malgré son caractère relativement flou.

Parallèlement à cette territorialisation de l'action publique, l'objectif affiché d'y introduire plus de mixité sociale a structuré historiquement la politique menée vis-à-vis de ces quartiers[15] (Epstein, 2008). La logique interne du Plan National de Renouvellement Urbain (PNRU) instauré par la loi du 1er Août 2003 témoigne fortement de la place centrale qu'a pris cet objectif[16] : il s'agit d'une part de démolir des logements HLM de ZUS pour les reconstruire dans d'autres quartiers et d'autre part de favoriser la construction de logements privés en ZUS (en accession ou en location). Ce programme vise par là à disséminer les populations défavorisées de ZUS dans la ville et au contraire à attirer les classes moyennes dans ces quartiers. Agir sur le cadre urbain des ZUS

[15] Le lien entre politique de la ville et mobilité sera traité à la fin de cette sous-partie, ainsi que les évolutions plus fines qu'a connues cette politique depuis ses débuts.

[16] Le paragraphe qui suit est fortement inspiré des cours donnés par Renaud Epstein à l'Ecole Normale Supérieure de Cachan, ainsi que de l'entretien d'une heure qu'il a eu la gentillesse de nous accorder. Qu'il en soit ici chaleureusement remercié.

permettrait ainsi une transformation de leur peuplement avec plus de mixité sociale. Cela produirait en retour une meilleure cohésion à l'intérieur de ces quartiers. Ce programme s'articule ainsi autour de deux postulats forts : il est possible de produire l'intégration des ZUS au reste de la ville par de la banalisation urbaine ; il est possible de produire plus de cohésion en ZUS en y introduisant de la mixité sociale.

Nous ne discuterons pas le premier de ces postulats, car il concerne la production de la ségrégation et non ses conséquences sur les habitants. Notons néanmoins que les canaux de transmission d'une transformation du cadre urbain du quartier sur son peuplement et son image sont relativement incertains : la résidentialisation, la diversification des types et des statuts de logements, la redistribution parcellaire après démolition… sont-elles suffisantes pour attirer des classes moyennes et changer durablement l'image de ces quartiers ?

Ce que le second postulat révèle sur la perception politique de ces quartiers est au contraire beaucoup plus central pour notre propos. Nous ne nous attarderons guère sur l'utilisation qui a pu être faite de l'objectif d'introduire de la mixité sociale afin de gentrifier certains quartiers (Donzelot, 2006 ; Tissot, 2010), voire comment cet objectif a pu favoriser une discrimination ethnique dans l'attribution de logements HLM (Tanter et Toubon, 1999). De même, nous ne reviendrons pas sur les difficultés pratiques de mise en œuvre de cet objectif d'introduire de la mixité sociale. Celles-ci tiennent grandement à l'absence de définition et de méthode de mesure soutenant cet objectif. À partir de quelle variable faut-il tout d'abord définir la mixité : le revenu, l'origine nationale-raciale, l'âge ? D'autre part, quel est le seuil acceptable de la composition sociale correspondant à cet objectif ? Enfin, à quelle échelle faut-il introduire cette mixité : l'immeuble, le quartier, la commune ? La loi Solidarité et Renouvellement Urbain (SRU) du 13 Décembre 2000 définit ainsi l'échelle communale comme pertinente, avec une obligation de posséder au moins 20% de logements sociaux, l'accès à ces logements se faisant sur un seuil de niveau de revenu qui rend éligible la moitié de la population française. Or, la mixité observée globalement à l'échelle d'une commune peut s'accompagner d'une ségrégation forte aux échelles inférieures (quartier, îlot, immeuble). Cette micro-ségrégation peut d'ailleurs être renforcée par les pratiques de gestion des bailleurs sociaux (Lélevrier, 2010).

Au contraire, ce qui nous intéresse plus particulièrement dans ce postulat, est qu'il identifie comme problématique la concentration résidentielle de populations de même origine nationale-raciale ou sociale. Comment expliquer alors que la ségrégation résidentielle soit perçue comme un problème en ZUS et non dans les « *beaux quartiers* » (Pinçon et Pinçon-Charlot, 1989) ? La concentration résidentielle des classes supérieures est tout d'abord intentionnelle (il serait donc plus opportun de la qualifier d'auto-ségrégation), alors que celle des habitants de ZUS est sans doute subie. Surtout, l'identification d'une absence de mixité en ZUS comme un problème repose principalement sur le postulat que celle-ci produirait des externalités négatives pour les habitants de ces quartiers (Maurin, ibid).

Habiter dans ces quartiers serait en effet pénalisant pour les habitants, au-delà de leurs propres propriétés individuelles. Cet « *effet quartier* » recoupe deux phénomènes : d'une part, les externalités négatives de l'absence de mixité ; d'autre part, les caractéristiques propres du quartier, telles sa localisation géographique, les aménités urbaines qui y sont présentes et l'accessibilité aux bassins d'emplois. Ces deux phénomènes ne sont pas indépendants, la composition du quartier n'étant par exemple pas sans incidence sur les choix de localisation des entreprises et des commerces. Pour plus de clarté, la problématique de l'accessibilité à l'emploi et aux aménités urbaines depuis les ZUS sera néanmoins traitée dans notre troisième chapitre. Nous nous concentrerons pour l'instant sur les externalités négatives de l'absence de mixité. Cela nous permettra d'expliquer pourquoi, parmi les habitants de ZUS, nous nous focalisons sur la population adolescente : celle-ci est, d'après la littérature, plus particulièrement touchée par ces externalités.

Ce postulat ne fait pas l'objet d'un consensus empirique. Certains auteurs soulignent ainsi que la concentration résidentielle de population de même origine sociale et/ou nationale-raciale a des effets positifs pour une partie des habitants de ces quartiers, notamment les femmes. Ces habitants peuvent accéder à des ressources locales grâce à la forte interconnaissance qui règne dans le quartier : dynamique associative, accès à des biens culturels communautaires, à des services mutuels comme la garde d'enfants, à des informations sur les emplois à proximité et/ou dans les branches de travail communautaire (Bacqué et Fol, 2007). De même, la forte densité d'adolescents présents dans ces quartiers contribue pour un certain nombre de jeunes à faire des années collège une période joyeuse, marquée par une forte sociabilité locale. D'autre part, les jeunes adultes de ces quartiers en situation d'échec scolaire et professionnel peuvent trouver dans le quartier des ressources non négligeables, notamment relationnelles, symboliques et identitaires (Beaud, 2002). De manière similaire à des processus observés dans les territoires ruraux, l'inscription dans les réseaux sociaux locaux basés sur une même origine sociale et/ou nationale-raciale peut ainsi générer un fort « *capital d'autochtonie* » (Renahy, 2005). Ce capital peut donner ensuite accès à un certain nombre de ressources, comme par exemple pour les adolescents la possibilité d'être véhiculés occasionnellement par des habitants du quartier plus âgés (voir infra, chapitre 7). Ces exemples montrent bien que les avantages retirés de la vie dans un quartier ségrégué sont fortement liés à l'ancrage local des individus et plus largement à leur manière d'habiter : tous les habitants ne profitent pas de ces externalités positives de la ségrégation résidentielle.

De nombreux auteurs défendent l'idée que les externalités négatives liées à l'absence de mixité l'emportent très largement sur ces externalités positives. La mise en évidence de ces externalités repose principalement sur deux méthodes : l'emploi de modèles de régression permettant d'isoler une influence propre du quartier au-delà des caractéristiques individuelles des habitants ; l'évaluation de programmes de relogement de familles vivant dans des quartiers ségrégués. Ces évaluations sont notamment menées aux Etats-Unis et au Canada, où l'intrication entre recherche et politiques urbaines est

plus développée qu'en France. Ces deux méthodes soulèvent néanmoins un certain nombre de problèmes méthodologiques (Marpsat, 1999).

A la suite des mouvements des droits civiques contre les politiques ségrégatives municipales et fédérales, de nombreux programmes visant à favoriser la mobilité des familles de quartiers ségrégués vers des quartiers plus mixtes se sont mis en place aux Etats-Unis. Les deux exemples les plus célèbres sont le programme *Gautreaux* à Chicago de 1988 à 1992 (le choix des participants se fait sur des critères raciaux) et l'expérimentation fédérale lancée en 1992, *Moving to Opportunity*, dans cinq villes du pays (sur critères sociaux). Ce dernier programme a ainsi donné lieu à des évaluations de chercheurs. Il s'agissait pour eux de mesurer l'impact positif d'un déménagement sur les destins individuels, et par extension l'impact négatif de l'absence de mixité dans le quartier d'origine. Or, ces évaluations comportent un certain nombre de biais questionnant les résultats obtenus (Estèbe, 2004). Il peut exister d'une part un effet de sélection, antérieure au déménagement, car les participants sont tous des volontaires et ont dû trouver eux-mêmes leur futur logement. D'autre part, un effet « Hawthorne » peut influencer l'évaluation : le fait d'avoir été choisi pour participer à ce programme peut avoir en retour des effets sur la motivation des individus.

La seconde méthode permettant de mesurer les externalités négatives de l'absence de mixité soulève également un certain nombre de problèmes. L'emploi de modèles de régression logistique permet en effet d'isoler dans le traitement des données quantitatives l'influence propre de chaque variable, dont celle du quartier de résidence. Néanmoins, la mise en évidence dans ces régressions d'un effet propre du quartier est inversement proportionnelle à l'incomplétude du modèle (Vallet, 2005). Un effet propre du quartier n'est pas forcément synonyme d'externalités négatives. Il peut ainsi masquer des caractéristiques inobservées chez les habitants (notamment au niveau des structures familiales), ou du quartier, notamment la desserte en transports en commun ou l'accessibilité aux zones d'emploi (voir infra, chapitre 4).

Au-delà de ces mises en garde méthodologiques, les externalités négatives liées à l'absence de mixité ne touchent pas les habitants de manière similaire, en fonction notamment de leur place dans le cycle de vie (Gould-Ellen et Austin-Turner, 1997). Ainsi, un actif ne ressentira pas ces externalités de la même manière qu'un adolescent ou qu'une personne âgée. Ces externalités sont alors principalement opérantes dans deux domaines : l'accès à l'emploi et l'insertion scolaire et sociale des adolescents[17].

En ce qui concerne les actifs, l'absence de mixité sur le lieu de résidence a pour conséquence des difficultés d'accès à l'emploi. Ces difficultés sont le résultat d'une part des discriminations à l'embauche liées à la mauvaise réputation du quartier (Selod, 2004), d'autre part d'un moindre accès dans l'espace de résidence aux liens faibles qui

[17] Il est d'ailleurs symptomatique que dans la définition des Zones de Redynamisation Urbaine (ZRU), qui concernent les ZUS confrontées à plus de difficultés que les autres, soient pris en considération non seulement le taux de chômage dans le quartier, mais également la proportion de personnes de moins de 25 ans.

permettent d'accéder aux circuits pertinents d'information sur l'emploi (Fitoussi, Laurent et Maurice, 2004). L'évaluation du programme *Gautreaux* montre ainsi que le déménagement dans une banlieue peuplée de blancs a souvent eu des retombées positives en terme d'emploi pour les adultes (Rosenbaum, 1995). Cette amélioration s'explique cependant selon les auteurs beaucoup plus par un effet de la localisation résidentielle sur l'accessibilité aux bassins d'emplois, que par la résidence dans un contexte urbain plus mixte que précédemment. De même, la probabilité de retrouver un travail une fois au chômage serait moins forte, toutes choses égales par ailleurs, dans les ZUS que dans les autres quartiers (Choffel et Delattre, 2003). D'autres études sont néanmoins plus nuancées sur l'influence réelle du quartier de résidence en comparaison de variables comme le niveau de diplôme et l'origine étrangère (Marpsat et Laurent, 1997). Elles questionnent également le rôle réel joué par l'absence de mixité résidentielle sur le capital social et par extension sur l'accès à l'emploi (Rose et Séguin, 2007).

Les adolescents constituent l'autre population sur laquelle se sont centrées les analyses des externalités négatives de l'absence de mixité résidentielle. Celle-ci a ainsi des conséquences fortes sur les destins scolaires et l'insertion sociale des adolescents. Tout d'abord, la ségrégation résidentielle a pour conséquence logique une ségrégation dans les établissements scolaires fréquentés par les adolescents de ces quartiers. Malgré les effets *a priori* correcteurs de la carte scolaire et de bassins de recrutement à cheval sur différents quartiers, les établissements scolaires sont plus ségrégués que les secteurs de recrutement eux-mêmes, en raison des stratégies d'évitement des parents de classes moyennes et surtout supérieures (Oberti, 2007). Logiquement également, si la ségrégation résidentielle sur une base nationale-raciale est plus importante que celle sur une base sociale (voir supra), c'est également le cas dans les établissements scolaires (Felouzis, 2003). La ségrégation ethnique et sociale dans ces établissements a des conséquences fortes sur les destins scolaires des adolescents. Toutes choses égales par ailleurs, étudier dans un collège ségrégué augmente certes les chances de passer en seconde à la fin de la classe de troisième, ce qui n'est pas incompatible, au contraire, avec des taux bruts de passage en seconde beaucoup moins élevés que dans les autres collèges. Le passage en seconde est alors souvent synonyme d'une « élimination différée », au lycée ou dans les premières années de l'Université. Mais, être scolarisé dans un collège ségrégué a également pour conséquence, indépendamment des caractéristiques individuelles des élèves, un échec scolaire plus important, mesuré ici par les notes obtenues au brevet (Felouzis, ibid). L'évaluation du programme *Gautreaux* montrait également *a contrario*, que le déménagement dans des banlieues peuplées de blancs avait eu un impact positif sur les résultats scolaires des adolescents (Rosenbaum, ibid).

Cet échec scolaire plus important dans les quartiers ségrégués s'explique par l'influence négative exercée par les autres élèves (Goux et Maurin, 2004) ainsi que par la plus grande difficulté des professeurs à mettre en œuvre des dynamiques d'apprentissage en raison de la concentration d'élèves ayant des difficultés scolaires (Duru-Bellat, 2002). De plus, de manière symétrique aux discriminations à l'emploi liées à la mauvaise image du quartier, la réputation d'un établissement ségrégué ferait fuir les enseignants les plus expérimentés

(Bénabou, Kramarz et Prost, 2004). La corrélation entre inexpérience des professeurs et réussite scolaire des élèves, si elle est souvent mobilisée dans le champ médiatique et politique, n'a cependant pas été démontrée empiriquement : le dynamisme de jeunes enseignants peut ainsi compenser leur moindre expérience.

Grandir dans un quartier ségrégué aurait également, au-delà de la moindre réussite scolaire, une influence négative sur les normes et comportements des adolescents, et à plus long terme sur leur insertion sociale. Cette socialisation du cadre urbain s'exercerait d'une part par des effets de pairs négatifs, d'autre part par l'absence de modèles positifs à suivre parmi les habitants plus âgés.

Ainsi, la forte interconnaissance des adolescents qui règne dans ces quartiers, si elle peut être une ressource (voir supra), peut également conduire à la diffusion par les pairs de normes et de comportements spécifiques. Ainsi, il peut être difficile pour certains adolescents d'être de « *bons lycéens* », d'acquérir l'ascétisme scolaire nécessaire au lycée, en raison de la fréquentation d'autres jeunes déscolarisés ou en conflit avec l'institution scolaire et de la volonté de ne pas trop s'éloigner d'eux (Beaud, ibid). Plus largement, les théories de la contagion, développées dans le champ de la psycho-sociologie, ont tenté de modéliser la manière dont les normes déviantes se diffusent par la fréquentation des pairs (Bacqué et Fol, ibid). Sans reprendre les présupposés de ces théories, notamment l'existence d'une culture de la pauvreté dans ces quartiers (Jencks et Mayer, 1990), nous verrons ultérieurement dans notre sixième chapitre comment le contexte urbain propre aux ZUS a une influence sur les adolescents, avec un contrôle plus important de la mobilité des filles et une nécessité pour les garçons d'acquérir du capital guerrier (Sauvadet, 2006).

L'autre grand modèle d'explication d'une influence négative des quartiers ségrégués sur les adolescents est la théorie de la socialisation collective (Wilson, 1994). Les normes et comportements des adolescents seraient influencés par les habitants plus âgés, les modèles qu'ils représentent et le contrôle social qu'ils assurent. Selon Wilson, le départ des classes moyennes dans les ghettos noirs américains aurait par exemple eu pour conséquence le développement de normes sociales ne permettant pas l'intégration sociale des habitants les plus jeunes. Ces derniers n'auraient devant les yeux que des modèles d'adultes en situation d'échec, ou ayant réussi en s'engageant dans des carrières déviantes. Ils n'auraient ainsi plus de contacts avec des catégories porteuses d'autres normes sociales.

Les expériences des habitants plus âgés d'un quartier ségrégué ne sont ainsi sans doute pas sans effet sur la socialisation des adolescents. L'expérience du chômage, du racisme et des discriminations faite par un nombre important d'amis et de membres de la famille plus âgés du quartier a ainsi une influence sur la construction identitaire des adolescents. Elle peut renforcer le sentiment des adolescents d'être stigmatisés et de vivre aux marges de la société (voir infra, chapitre 7).

Cette théorie de la socialisation collective souffre cependant de trois limites. D'une part, elle surestime sans doute l'effet de la mixité résidentielle sur la diffusion de normes d'un groupe social à un autre. La mixité peut ainsi conduire au contraire à des stratégies d'évitement entre des catégories ne partageant pas les mêmes normes (Chamboredon et Lemaire, ibid). D'autre part, les normes et les comportements à l'œuvre dans ces quartiers sont appréhendés de manière normative comme nécessairement nocives, en référence constante aux normes des classes moyennes. Enfin, la dernière limite de cette théorie, liée à la précédente, est qu'elle présuppose une homogénéité sociale de la population de ces quartiers. Ces limites expliquent sans doute que les études empiriques visant à valider cet effet du cadre urbain sur le comportement des adolescents dans un certain nombre de domaines comme la délinquance ou la précocité des rapports sexuels sont beaucoup moins affirmatives que celles qui portent sur le lien entre ségrégation et résultats scolaires (Marpsat, ibid).

III. Différenciations sociales, mobilités et manières d'habiter

Identifier l'absence de mixité sociale et nationale-raciale comme un problème repose donc principalement sur le postulat qu'elle produit des externalités négatives pour les habitants de quartiers ségrégués. Ces externalités sont particulièrement opérantes dans le domaine de la scolarisation et de l'accès à l'emploi. L'influence négative sur la socialisation des adolescents et leur future insertion sociale en raison de l'absence de contacts avec d'autres catégories sociales est quant à elle moins évidente. Afin d'appréhender de manière plus complète les effets de la ségrégation sur les comportements des habitants de ZUS, il est alors nécessaire de prendre en compte deux éléments : d'une part, les possibilités de mobilité des habitants, car ceux-ci ne sont pas assignés à résidence ; d'autre part, la diversité géographique des ZUS, l'hétérogénéité sociale de leurs habitants et plus largement leurs diversités d'ancrage dans le quartier. Ces deux éléments ne sont pas indépendants, car les différentes manières d'habiter des individus incluent à la fois leurs pratiques de l'espace local et les lieux qu'ils fréquentent dans leurs mobilités.

1. Un assignement à résidence ?

Considérer l'absence de mixité résidentielle comme problématique pour la socialisation des adolescents suppose ainsi implicitement que ces derniers sont assignés à résidence. Nous avons ainsi vu au chapitre précédent que la socialisation des adolescents ne s'effectuait pas seulement dans la sphère familiale ou résidentielle, mais également dans les espaces publics urbains. La mobilité joue ainsi un rôle fondamental à l'adolescence, car elle est le support du passage progressif du monde familier au domaine public dans lequel les adolescents découvrent de nouvelles habitudes d'action. Sans nier la forte influence exercée par le contexte urbain des ZUS sur la socialisation des adolescents, ceux-ci n'ont-ils donc aucun contact avec les habitants des zones extérieures à leur quartier ? Ce postulat de l'assignement à résidence est pourtant présent dans un grand nombre de travaux sur la ségrégation, en particulier dans ceux qui défendent la thèse d'une fragmentation urbaine.

Toute la tradition sociologique issue des travaux fondateurs de Simmel et de l'Ecole de Chicago montre au contraire que la localisation résidentielle ne suffit pas à résumer l'inscription dans la ville des citadins (Joseph et Grafmeyer, ibid). La division sociale de l'espace urbain est dans cette école de pensée consubstantielle à la ville moderne. Elle ne devient problématique que lorsque les possibilités de mobilité deviennent trop faibles. Celles-ci se comprennent de deux manières, pouvoir déménager de son quartier ou avoir la possibilité de se rendre dans d'autres « *régions morales* » durant la journée. Or, on ne peut postuler, sans vérification empirique, que les résidants des ZUS se trouvent privés de cette capacité à être mobiles. Pour plus de clarté, nous questionnerons tout d'abord

l'hypothèse d'absence de mobilité résidentielle dans ces quartiers, puis celle de mobilité quotidienne.

Pour les sociologues de l'Ecole de Chicago, le regroupement territorial de population de même origine nationale-raciale était ainsi conçu comme une phase transitoire du « *cycle des relations interraciales* ». Le quartier juif de l'époque assure par exemple une fonction d'accueil et de refuge pour les immigrés, permettant ensuite une mobilité sociale et résidentielle (Wirth, [1928] 2006). La résidence en ZUS assure-t-elle des fonctions similaires ou les habitants n'ont-ils au contraire pas les ressources pour quitter ces quartiers ? Les rares travaux sur ce thème aboutissent à un constat nuancé sur l'éventuelle immobilité résidentielle des habitants de ZUS (ONZUS, 2005). La majorité des habitants est loin d'être assignée à résidence, la mobilité résidentielle étant plus importante en ZUS que dans les autres quartiers : entre 1990 et 1999, 61% des habitants de ZUS ont déménagé contre 48% en France métropolitaine hors ZUS (Pan Ké Shon, 2009). Cette forte mobilité résidentielle des habitants de ZUS s'explique principalement par une structure de la population plus jeune, plus souvent locataire et occupant des logements plus peuplés. Cependant, elle doit être analysée avec précaution. Elle cache d'une part des différences internes fortes. Ainsi, les habitants d'origine africaine (55,4%) sortent plus difficilement des ZUS que les autres habitants, notamment ceux d'origine française (63,7%). De même, la mobilité résidentielle des habitants de ZUS est le plus souvent ascendante, vers des quartiers moins défavorisés. Néanmoins, les habitants d'origine africaine de ZUS qui déménagent ont beaucoup plus de chance de s'installer à nouveau dans une ZUS que les autres habitants : 60% d'entre eux se sont installés dans une ZUS contre 31% pour les habitants de ZUS d'origine française ayant déménagé. Au final, s'il semble que la mobilité résidentielle des habitants de ZUS contredit l'idée d'un assignement à résidence généralisé, cet assignement semble caractériser en partie les habitants les plus défavorisés.

En ce qui concerne les mobilités quotidiennes, il n'est pas possible de postuler sans vérification empirique que les habitants de ZUS ne se déplacent pas en dehors de leur quartier. Si tel était le cas, il serait d'ailleurs plus adéquat de parler d'enclavement plutôt que de ségrégation (Mozere, 1999). Dans la géographie du développement urbain, le terme d'enclave désigne en effet un lieu cloisonné rendant difficile voir impossible les relations avec les espaces voisins. Les obstacles à la sortie hors d'une enclave sont de quatre sortes : naturels, culturels, économiques ou politiques (Steck, 2000 ; Boquet 2008). Les obstacles naturels contribuant à l'enclavement d'un quartier sont par exemple l'éloignement au centre de l'agglomération, une mauvaise desserte en transports en commun, le fait d'être traversé par une route nationale sans entrée directe, la proximité d'une ligne aérienne à haute tension… (Vieillard-Baron, 2008).

En l'absence d'enclavement, la concentration résidentielle dans des quartiers ségrégués ne signifie pas mécaniquement un ancrage quotidien exclusif sur le lieu d'habitation. Au contraire, *« outre les transports et les communications, c'est la ségrégation elle-même qui tend à faciliter la mobilité des individus. Les processus de ségrégation instaurent des*

distances morales qui font de la ville une mosaïque de petits mondes qui se touchent sans s'interpénétrer. Cela donne aux individus la possibilité de passer facilement et rapidement d'un milieu moral à un autre et encourage cette expérience fascinante, mais dangereuse, qui consiste à vivre dans plusieurs mondes différents, certes contigus, mais par ailleurs bien distincts » (Park, [1925] 2005, p. 125). Dans les travaux de la tradition de Chicago, le propre de la figure du citadin est ainsi de ne pas être assigné à résidence et de pouvoir circuler d'un quartier à un autre. Un peu moins d'un siècle plus tard, ce lien entre citadinité et mobilité ne semble pas s'être relâché, loin de là (Rémy, 2004) : l'envers de l'homogénéisation sociale croissante des lieux de résidence est une mobilité quotidienne plus importante vers des lieux de frottement avec d'autres catégories de population, comme les espaces publics du centre de l'agglomération, les multiplexes et autres centres commerciaux...

Pour les sociologues s'inscrivant dans la tradition de l'Ecole de Chicago, la mobilité quotidienne permet donc de mettre en contact des personnes issues d'univers hétérogènes. Il ne faut pas en conclure que la mobilité abolit toute forme de distance sociale. Un des apports essentiels de l'Ecole de Chicago, dans le droit fil des travaux de Simmel, a précisément été de montrer que la mise en contact d'une multitude de personnes étrangères les unes aux autres dans l'espace urbain conduit le citadin à ne se départir que très rarement d'une distance à autrui. Cependant, les interactions auxquelles donnent lieu cette mobilité, si elles sont d'une autre nature que dans le quartier de résidence ou la sphère familiale, n'en sont pas moins socialisantes : « *Ce travail de socialisation, la sociologie urbaine l'analyse autrement que la sociologie de l'éducation et de la famille parce que l'altérité qu'il lui faut prendre en compte n'est pas celle d'autrui, mais celle parfois de « n'importe qui », d'une « non personne » côtoyée dans un métro ou dans un taxi mais que nous ne reverrons pas* » (Joseph, 2007, p. 150). En ce qui concerne les adolescents, nous avons vu au chapitre précédent qu'en se déplaçant ils étaient confrontés à de nouvelles habitudes d'action et qu'ils devaient apprendre à interagir avec des citadins dont ils ne sont pas familiers, tout d'abord dans les transports en commun puis dans les lieux fréquentés dans la mobilité.

Les thèses sur la fragmentation urbaine négligent alors cette socialisation qui s'opère dans les lieux fréquentés en dehors du quartier, car elles sont centrées sur le contexte urbain de résidence. Cette absence de prise en compte des mobilités est par exemple frappante dans la description opérée par des auteurs comme Donzelot ou Jaillet des résidants des quartiers périurbains (Charmes, 2007) : ces derniers sont décrits comme des classes moyennes proches de la « *sécession urbaine et sociale* », car elles refusent la proximité des classes populaires et le mélange social qui fait la vie urbaine. Sans nier la réticence à la mixité d'une partie des périurbains (opposition à l'arrivée de logements sociaux, sécurisation du quartier, contournement de la carte scolaire, effets de clubs dans la fourniture des services publics), Charmes montre cependant que le lien entre homogénéité du quartier de résidence et anti-urbanité des habitants ne peut être fait sans prendre en compte leurs mobilités quotidiennes : « *comment affirmer que les gens veulent vivre*

repliés dans des zones de peuplement homogènes alors qu'ils ne passent qu'une faible partie de leur temps à leur domicile ? ».

Cette absence de prise en compte des effets socialisants des mobilités urbaines concerne plus particulièrement les habitants de ZUS. L'assignement à résidence est ainsi implicite dans la dénomination de ces territoires comme des quartiers d'exil (Dubet et Lapeyronnie, 1992) ou des quartiers de relégation[18] (Donzelot, ibid).

Nous ne nous attarderons pas sur les travaux de Donzelot, dont nous avons déjà montré qu'ils manquaient de soubassements empiriques. Cela n'est pas le cas, loin de là, des travaux de Lapeyronnie (2008), qui est le premier à introduire l'idée que les transformations actuelles des ZUS conduisent à l'implantation d'une logique de ghetto dans ces quartiers. Son diagnostic va donc au-delà du constat d'une augmentation de la ségrégation urbaine sur une base nationale-raciale. Cette dernière a, selon l'auteur, conduit à la mise en place dans ces quartiers d'une organisation sociale alternative, le ghetto, construite à partir de valeurs morales et de normes spécifiques. Cette organisation permet aux habitants de retrouver une dignité malgré leur impression d'être administré de manière néocoloniale par des personnes extérieures au quartier. Elle leur permet également de faire face au stigmate dont ils se sentent porteurs aux yeux des autres habitants de la ville. Ce stigmate est racial autant que social, le monde extérieur au quartier et l'ensemble des situations rencontrées étant appréhendés sous le prisme des rapports raciaux.

Le ghetto repose alors sur une déconnexion fortement marquée avec le reste de la ville : alors que la forte interconnaissance qui règne dans le ghetto assure une sécurité à l'intérieur de celui-ci, les habitants n'ont plus de liens avec le monde extérieur. L'univers social des habitants se ramène à l'espace du quartier de résidence. Le ghetto est donc à la fois une cage et un cocon protecteur pour ses habitants. Ce repli sur le quartier concerne surtout les hommes, assignés à une identité masculine et raciale négative. Au contraire, les femmes, par leur féminité, sont moins soumises aux effets du racisme en dehors du quartier, et sont donc moins assignées à cette identité raciale. Cette différence de traitement à l'extérieur du quartier explique, selon Lapeyronnie, la coupure entre univers féminin et masculin qui règne dans le ghetto. Ayant la possibilité que n'ont pas les hommes d'entretenir des relations sentimentales à l'extérieur du quartier, les femmes sont perçues comme des sources potentielles de trahison et d'humiliation. Lorsqu'elles développent des relations amoureuses en dehors du quartier, elles participent à la dévalorisation de l'identité sexuelle et raciale des garçons. Au contraire, les hommes réaffirment leur dignité en se repliant sur les rôles traditionnels et en contrôlant les femmes : ségrégation des genres sur le lieu de résidence, catégorisation des filles selon

[18] Donzelot n'est pas le premier à introduire le terme de relégation pour parler de ces quartiers. J-M. Delarue rédige ainsi un rapport en 1991 pour le Ministère de la Ville intitulé « Banlieues en difficulté : la relégation ». Néanmoins, le terme de relégation n'a pas dans ce rapport la forte dimension urbaine qu'il a dans les écrits de Donzelot. Il désigne beaucoup plus le risque de décrochage des conditions de vie des habitants de ces quartiers vis-à-vis du reste de la société.

leur vertu supposée, expulsion de la féminité en dehors du ghetto, contrôle du marché marital par la famille...

Nous ne discuterons pas ici de l'ensemble de l'analyse de l'auteur. Certains de ses constats, notamment le lien entre racisme et sexisme dans le ghetto, seront repris dans notre sixième chapitre. Nous examinerons plus précisément ici la dimension urbaine du ghetto, qui, nous semble-t-il, néglige les mobilités quotidiennes des habitants. Le racisme et le sentiment de stigmatisation ressenti par les habitants du ghetto lors de leurs déplacements conduiraient ainsi à un confinement à l'intérieur du quartier : « *dans tous les témoignages et toutes les discussions, les habitants soulignent leurs difficultés à sortir du quartier, leur sentiment d'être rejetés et repoussés, ramenés sans cesse dans leur espace* » (p. 353). Le ghetto apparaît donc comme un monde social fermé sur lui-même, la seule possibilité d'y échapper étant une mobilité résidentielle entraînée par une mobilité sociale ascendante.

Lapeyronnie prend certes le soin de souligner au début de son ouvrage que la logique du ghetto ne concerne pas tous les habitants du quartier : « *de nombreux habitants peuvent être du ghetto sans vivre le ghetto* » (p. 23). Néanmoins, au fil des lignes, s'opère un glissement de l'analyse vers l'ensemble du quartier, comme si l'absence de mobilité vers le reste de la ville concernait tous les habitants.

Cette absence des mobilités urbaines dans l'analyse du ghetto est d'autant plus troublante que d'autres travaux laissent supposer l'importance que jouent ces mobilités dans la vie quotidienne des habitants de ZUS (Largo-Poirier, 1997), en particulier des adolescents (Kokoreff, 1993). Certaines études se sont par exemple penchées sur la présence des adolescents de ces quartiers dans les grandes centralités urbaines à Lyon (Bavoux et Forêt, 1990), l'expérimentation de la ville-centre au moment du passage en seconde générale dans la région de Montbéliard (Beaud, ibid), leurs représentations de l'espace urbain à Strasbourg (Ramadier et al, 2008), les mobilités déviantes d'une partie d'entre eux en région parisienne (Mohammed, ibid). De plus, dans l'ouvrage même de Lapeyronnie, ces mobilités sont évoquées furtivement dans les extraits d'entretien d'habitants du ghetto ou dans leurs portraits : mobilités en groupe de garçons vers le centre-ville (p. 52) ou sorties entre filles dans les rues commerçantes (p. 543), déplacement en centre-ville pour rencontrer le petit ami à l'abri des regards indiscrets (p. 543), situation de co-présence avec d'autres citadins dans les transports en commun (p. 148) ou les centres commerciaux (p. 343). Sans analyse détaillée des mobilités quotidiennes en dehors du ghetto, celles-ci semblent être uniquement structurées par une opposition de sexe : les garçons sont immobiles en raison de leur stigmatisation raciale et les filles se déplacent pour échapper au contrôle social qui règne dans le quartier.

Ce constat d'une faiblesse des mobilités en dehors du ghetto est-elle liée à la situation géographique du quartier étudié par Lapeyronnie ? Celui-ci, situé dans une petite agglomération de province, est décrit comme enclavé et coupé du reste de la ville par le passage d'une rocade. Ce constat est-il lié également à l'absence de prise en compte dans l'analyse du caractère socialisant des mobilités ? C'est ce que laissent supposer les

multiples références en introduction au modèle de la ville à trois vitesses de Donzelot et certaines affirmations lapidaires telles que « *certains jeunes du 20ème arrondissement parisien n'ont jamais vu la Seine* »[19] (p. 16) ? Quoiqu'il en soit, il semble difficile de postuler, sans vérification empirique, que les habitants de ZUS se trouvent assignés à résidence.

2. Une diversité géographique et sociale des ZUS

L'analyse des effets de la ségrégation résidentielle doit également prendre en compte la diversité géographique et sociale des quartiers ségrégués et l'hétérogénéité socio-économiques de ses habitants. En effet, le constat d'une homogénéisation des ZUS sur une base nationale-raciale, et de manière moins prononcée sur une base socio-économique, ne doit pas minorer la diversité de situation géographique et sociale de ces quartiers en France (Champion et Marpsat, 1996 ; Collectif, 1997) et en Ile-de-France (Andrieux et Herviant, 2001). Cette diversité se traduit alors par différents types d'ancrage résidentiel des habitants de ZUS.

Nous y reviendrons ultérieurement, mais la situation géographique en termes d'éloignement du centre de l'agglomération, de desserte en transports en commun, d'accessibilité aux bassins d'emploi, de coupure physique avec les autres quartiers de la commune, différencient fortement ces quartiers. Le contexte urbain propre aux ZUS des villes moyennes de province diffère ainsi fortement de celui des ZUS des grandes métropoles françaises[20]. De même, à l'intérieur de la métropole francilienne, il est difficile de parler des ZUS au singulier, tant les différences géographiques sont fortes entre les ZUS de grande couronne, celles de petite couronne et les rares ZUS situées dans Paris intra-muros.

Au-delà de cette diversité géographique et sociale des ZUS, cette augmentation de la concentration résidentielle ne doit également pas masquer les différenciations socio-économiques internes aux habitants. Dans ces quartiers coexistent ainsi des catégories populaires complètement dépendantes des aides sociales, en voie de paupérisation ou au contraire plus insérés, ainsi qu'une petite fraction de classes moyennes (Collectif, ibid). De manière similaire, Lapeyronnie (2008) distingue différentes strates dans le quartier qu'il étudie, en fonction de la dépendance aux aides sociales : les « *stables* » qui travaillent et dont la part des aides sociales dans le revenu est marginale ; les « *précaires* », qui sont plus dépendants de ces aides, notamment des travailleurs pauvres

[19] Pour une critique des mythes véhiculés sur l'immobilité des habitants de ZUS dans la ville du Havre, se reporter à l'analyse que fait Boquet (2008, p. 283) du discours du maire de la ville Antoine Ruffenacht lorsqu'il accueille Fadela Amara, Secrétaire d'Etat à la Politique de la Ville : « Dans ces quartiers, il y a des enfants qui n'ont jamais vu la mer ! ».

[20] L'absence de prise en compte des échelles spatiales et de cette distinction entre ZUS de villes moyennes et ZUS de métropoles dans de nombreux travaux sur ces quartiers (Lapeyronnie, ibid) pose alors la question de la transférabilité possible des résultats obtenus à l'ensemble des ZUS.

et des familles en difficulté ; les « *assistés* » qui vivent du RMI et travaillent de manière épisodique, les « *cas sociaux* » qui sont dans une situation de dépendance quasi-totale aux aides sociales (Lapeyronnie, ibid). Au-delà de cette diversité d'insertion sociale et professionnelle (Santelli, 2007), d'autres lignes de fragmentation organisent également la vie dans ces quartiers : la génération, le sexe, l'origine nationale-raciale, les structures familiales, la trajectoire scolaire, l'engagement associatif (Kokoreff, 2003) et l'attitude vis-à-vis des institutions (Merklen, 2006). Les micro-différenciations effectuées par les habitants eux-mêmes pour se démarquer des autres résidants du quartier et échapper au stigmate qui touche le lieu de résidence sont ainsi omniprésentes (Villechaise, 1997).

Cette différenciation interne aux habitants de ZUS a surtout été renseignée pour la population des jeunes adultes de sexe masculin. Il existe certes une porosité entre les différentes fractions de ces jeunes adultes, liée en particulier à une socialisation commune au collège et à des expériences similaires de discrimination. Cette porosité discrédite les visions binaires, opposant un noyau dur de délinquants à une majorité de jeunes non violents, qui ont structuré certaines lectures politiques des émeutes de 2005. Néanmoins, les distinctions internes entre ces jeunes sont très importantes. Elles s'expliquent notamment par des destins scolaires différenciés entre par exemple « *la catégorie des étudiants bien partis dans leur quête de diplômes et, d'autre part, celle des jeunes de la cité qui, étant chômeurs ou scolarisés malgré eux dans des filières de lycée professionnel qu'ils n'ont pas choisies, se perçoivent souvent comme sans avenir* » (Beaud et Pialoux, 2005, p. 4). Ces différences deviennent marquées dès la fin du primaire et aux premières années du collège, début du décrochage scolaire d'une partie des adolescents de ces quartiers (Mohammed, 2007). L'importance de la trajectoire scolaire conduit certains sociologues à concentrer leur attention sur les jeunes les plus démunis en capital scolaire : « *Nous entendons par jeunes de cité les jeunes résidant dans les quartiers d'habitat social, enfants d'immigrés pour la plupart, en situation d'échec scolaire, orientés en SEGPA ou en lycée professionnel (et pour les garçons dans celui qui avait la plus mauvaise réputation dans la région), où ils ont préparé un CAP ou un BEP, et pour une minorité d'entre eux poursuivi des études jusqu'en bac professionnel. On les reconnaît de loin à leur apparence physique (…), à leur façon de parler « banlieue » et de se déplacer en groupe* » (Beaud et Pialoux, 2003, pp. 163-164).

Mais la trajectoire scolaire et l'insertion professionnelle ne constituent pas les seules bases de différenciation entre les jeunes adultes de ces quartiers. En combinant ces deux variables avec l'origine culturelle, la pratique religieuse, l'âge, les aspirations, la situation familiale, les modes de sociabilité, l'engagement dans des activités illicites, Marlière (2005) distingue ainsi six groupes parmi les jeunes adultes du quartier qu'il étudie. La présentation qu'il fait de ces différents groupes s'organise fortement autour de l'utilisation qu'a chacun d'entre eux de l'espace public de résidence. L'importance de cette variable structure également les travaux de Sauvadet (2006) qui limite l'appellation « *jeune de cité* » aux adolescents et jeunes adultes ayant une présence régulière dans l'espace public de résidence. Ce sociologue lie très fortement cette présence régulière à des déterminations économiques, notamment la plus ou moins forte sur-occupation du

logement familial. Ces « *jeunes de cité* », très minoritaires en nombre dans le quartier, s'opposent aux autres jeunes qui favoriseraient au contraire des activités au domicile ou des déplacements vers des aménités extérieures au quartier. Les jeunes qui investissent l'espace public de résidence se distinguent cependant eux-mêmes en fonction de leur plus ou moins grande possession du « *capital guerrier* » : les « *chauds* », les « *toxs* », les « *fils à papa encanaillés* » et enfin les « *purs fils à papa* ».

Cet exemple des jeunes adultes montre ainsi que les différenciations internes aux habitants de ZUS se traduisent par des investissements divers de l'espace public de résidence, et plus largement par une diversité d'ancrage résidentiel. Cet ancrage se compose de trois dimensions, qui sont fortement liées entre elles mais qui ne se recoupent pas nécessairement : les usages du quartier ; les pratiques de sociabilité avec les autres habitants ; le rôle du quartier dans la construction de l'identité sociale des individus, c'est-à-dire l'image qu'ils cherchent à donner aux autres et que les autres leur renvoient (Authier, 2001).

Le contexte urbain des ZUS n'est pas sans influence sur l'ancrage résidentiel de ses habitants. Toutes choses égales par ailleurs, ceux-ci développent un sentiment d'appartenance plus élevé que les habitants des autres quartiers, mais un moindre attachement (Guérin-Pace, 2007). De même, les habitants de ZUS ont une probabilité plus importante d'avoir une vision négative de leur quartier et de s'y sentir en insécurité (Pan Ké Shon, 2009b). Contrairement aux thèses sur le seuil de tolérance à la présence de personnes d'origine étrangère (Duncan et Duncan, 1957), ce sentiment d'insécurité serait prioritairement la conséquence de la concentration de personnes en situation de précarité (Pan Ké Shon, ibid).

Cependant, comme pour la résidence en grand ensemble dans les années soixante-dix (Chamboredon et Lemaire, 1970), cette influence du contexte urbain ne suffit pas à résumer la diversité de rapport au quartier des habitants de ZUS et donc la manière dont ils vivent la concentration résidentielle de personnes vulnérables et d'une même origine nationale-raciale. Le rapport au quartier va en effet du rejet à la relation affective : 40% des habitants de ZUS ont un rapport satisfaisant à leur quartier (taux inférieur aux autres quartiers), dont la moitié en raison du lien affectif tissé avec les lieux au fil du temps, 45% ont un lien lâche avec leur quartier (taux supérieur aux autres quartiers), alors que 10% se plaignent spontanément de l'insécurité et 5% vivent repliés sur leur logement (Pan Ké Shon, ibid).

Cette diversité de rapport au quartier en ZUS se traduit également dans les relations de sociabilité avec les autres habitants. Ces relations de voisinage, amicales ou associatives, peuvent ainsi être investies positivement ou au contraire rejetées, en fonction de variables comme la situation économique, le sexe, la place dans le cycle de vie, le type d'habitat, l'ancienneté dans le quartier, le parcours biographique (Duprez et Leclerc-Olive, 1997), et la perception des autres habitants (Villechaise, 1997). Largo-Poirier (1997) distingue ainsi

quatre grands types de sociabilité dans les quartiers d'habitat social collectif : le voisinage précaire, le voisinage impossible, les relations de bon voisinage et le voisinage engagé.

Au final, il est ainsi possible de distinguer quatre types d'investissements du quartier par les habitants de ZUS, les deux premiers étant les plus fréquents (Allen, 2007)[21] : l'attachement, lorsque les habitants trouvent dans le quartier un espace de relations sociales essentiel pour eux ; le rejet, lorsqu'ils refusent la manière dont cet espace les met en relation avec les autres et qu'ils refoulent l'image que le quartier leur renvoie d'eux-mêmes ; le repli lorsqu'ils cherchent seulement à protéger leur logement et à s'y sentir en sécurité ; l'investissement impossible, lorsqu'ils ne peuvent se replier sur leur domicile. Ces différents types se déclinent et se combinent différemment selon les ZUS en fonction des caractéristiques propres au quartier.

Ces différents travaux montrent donc que la population des habitants de ZUS est traversée par des lignes de fragmentation. Ces fragmentations se traduisent par des rapports différents au quartier de résidence. Il est alors possible d'articuler cette diversité de rapport au quartier avec les pratiques de mobilité quotidiennes des habitants de ZUS afin de questionner leurs différentes manières d'habiter dans un quartier ségrégué.

3. Les manières d'habiter : une articulation entre ancrage résidentiel et mobilité

Nous avons vu précédemment que la mise en évidence d'externalités négatives de la ségrégation résidentielle devait être mise en perspective par la prise en compte des pratiques de mobilité des habitants ainsi que par leur diversité sociale qui se traduit par des investissements différents du quartier. Il est alors possible, et souhaitable, d'articuler ces deux éléments avec le concept de « manière d'habiter » par lequel nous entendons les rapports entretenus par les individus à leur logement, à l'espace local et à l'ensemble de la ville (Authier, 2001). Une manière d'habiter ne se résume donc pas aux pratiques de l'espace résidentiel, mais elle inclut également les pratiques de mobilités en dehors du quartier. Ce concept est très proche de celui de « *mode d'habiter* » (Stock, 2004) utilisé par les géographes : l'habiter ne se limite plus à la pratique du logement et du quartier de résidence, mais elle englobe également celle d'autres lieux de vie (de travail, de sociabilité, de loisirs, de vacances…) permanents ou temporaires, quotidiens ou saisonniers (Morel-Brochet, 2006). Il s'agit donc pour les géographes qui emploient ce concept de comprendre comment les individus articulent de manière spécifique leurs pratiques des différents lieux, la représentation qu'ils en ont et la construction identitaire qui en découle (Stock, ibid).

[21] La typologie d'Allen porte cependant essentiellement sur les rapports subjectifs que les habitants entretiennent à leur quartier, beaucoup moins sur les usages effectifs du quartier et leurs relations de sociabilité.

Il ne faut donc pas opposer les processus de socialisation qui s'opèrent dans le quartier de résidence et ceux qui s'exercent à l'extérieur, mais au contraire les articuler. La mobilité n'est ainsi par exemple pas antinomique de l'ancrage résidentiel[22] (Rémy, 1999). Elle ne conduit pas, comme cela a pu être écrit sur les périurbains (Chalas et Dubois-Taine, 1997), à un abandon du quartier de résidence : les personnes qui ont usage fort du quartier sont également bien souvent celles qui se déplacent le plus en dehors (Authier, ibid). Plus largement, il existe une cohérence entre la manière dont les individus investissent leur quartier et les lieux qu'ils pratiquent dans leur mobilité. Il est par exemple impossible de comprendre la fréquentation intensive des centres commerciaux par les adolescents des ghettos américains sans prendre en compte le sentiment d'insécurité qu'ils ressentent dans leur quartier (Vanderbeck et Johnson, 2000). De même, les lieux fréquentés dans la mobilité vont être investis différemment selon la lisibilité sociale de l'espace acquise par les individus sur leur lieu de résidence, comme nous le verrons dans notre troisième chapitre (Ramadier et Moser, 1998).

Les différentes manières d'habiter sont alors déterminées en partie par le contexte urbain du quartier de résidence : sa localisation géographique, sa composition sociale, la morphologie de son habitat, son histoire et les aménités qui y sont présentes (Authier, 2008 ; Cailly 2008). Cependant, il n'existe pas de correspondance stricte entre un type de quartier et une manière d'habiter. Au contraire, à l'intérieur d'un même quartier, on assiste à une individualisation et à une diversité très importante des manières d'habiter (Ascher, 1995). Cette diversité concerne aussi bien les quartiers anciens de centre-ville (Authier, ibid) que le périurbain (Cailly et Dodier, 2007). Les manières d'habiter sont en effet fortement influencées par des variables comme les ressources socio-économiques et le niveau de diplôme, mais également par la trajectoire résidentielle, l'âge, le genre, le jugement porté sur les autres habitants du quartier et leurs manières d'investir le quartier.

Nous avons alors posé l'hypothèse qu'il est possible d'analyser les différentes manières d'habiter des adolescents de ZUS en prenant comme point d'observation leurs pratiques de mobilité. Cette hypothèse repose sur la démonstration théorique dans notre premier chapitre du rôle joué par la mobilité à l'adolescence : les lieux fréquentés en dehors de l'espace de résidence jouent un rôle de plus en plus important à cette période, car ils sont l'occasion pour les adolescents de découvrir de nouvelles habitudes d'action. Cette analyse des manières d'habiter à partir des pratiques de mobilité nous permettra alors de questionner les effets négatifs de la ségrégation sur la socialisation des adolescents. Nous tenterons ainsi de mettre en évidence les variables, notamment sociales et territoriales, qui influent sur les différentes manières d'habiter de ces adolescents.

Trois questions découlent alors logiquement de ce cadre théorique :

---

[22] Plus largement, une mobilité à l'échelle internationale ne signifie pas une absence d'ancrage(s). La notion de « territoire circulatoire » introduite par Tarrius (2007) montre par exemple que pour le migrant l'espace investi ne se limite pas au lieu où il séjourne. Il comprend également le lieu d'où il vient ainsi que les lieux où se trouvent d'autres migrants de même origine. Leurs déplacements dans ces différents lieux ne sont alors pas exclusifs de points d'attache.

- les adolescents de ZUS ont-ils une mobilité spécifique par rapport aux adolescents franciliens d'autres milieux sociaux et/ou résidentiels ?

- la diversité géographique des ZUS et l'hétérogénéité sociale des adolescents de ces quartiers se traduisent-elles par des pratiques de mobilité différenciées et, au final, par différentes manières d'habiter un quartier ségrégué ?

- Quelle est l'influence de ces différentes manières d'habiter sur la socialisation des adolescents de ZUS et leur exposition aux externalités négatives de la ségrégation résidentielle ?

Avant de présenter les différentes théories et méthodes d'appréhension de la mobilité qui nous permettront de répondre à ces questions, il convient néanmoins de rappeler que les effets socialisants de la mobilité ne doivent pas être considérés comme une solution automatique face aux problématiques de ségrégation urbaine.

IV. Mobilité et dé-ségrégation

Nous avons vu précédemment que la prise en compte de la mobilité quotidienne permettait de compléter les approches qui identifiaient la ségrégation comme un problème en raison des externalités négatives de l'absence de mixité résidentielle. La mobilité ne constitue cependant pas la réponse idéale à l'augmentation de la ségrégation observée dans certains quartiers depuis quelques années. Une mobilité plus importante des habitants de ces quartiers ne doit ainsi pas être considérée *a priori* comme positive : les vertus supposées de la mobilité ne reposent-elles pas sur autant de postulats que la volonté d'imposer de la mixité sur le lieu de résidence ? De plus, cet objectif de favoriser la mobilité des habitants de ZUS n'est pas totalement une nouveauté : si la politique de la ville s'est concentrée prioritairement sur l'objectif d'introduire de la mixité en ZUS, elle n'a pas totalement négligé les actions en faveur de la mobilité.

1. Faut-il encourager les adolescents de ZUS à se déplacer en dehors de leur quartier ?

Cette question peut sembler étonnante, mais elle mérite d'être posée. Elle peut également troubler le lecteur, car elle opère un glissement entre le positif (étudier les mobilités des adolescents de ZUS pour complexifier les approches de la ségrégation) et le normatif (favoriser la mobilité de ces adolescents). Loin de nous l'idée de basculer dans le domaine du normatif, néanmoins la posture selon laquelle il est possible d'étudier la mobilité des adolescents de ZUS sans se soucier des présupposés qui y sont attachés ne nous semble pas tenable. Cela risquerait d'introduire inconsciemment dans l'analyse ces présupposés, sans qu'ils aient été auparavant questionnés.

Un de ces présupposés est que favoriser la mobilité des adolescents ne pourra être que bénéfique pour eux. Néanmoins, nombre de critiques que nous avons adressé précédemment à l'objectif d'imposer de la mixité dans les quartiers de résidence peuvent être retournées à leur tour contre ce nouvel objectif. Par exemple, si le rôle exercé par des modèles positifs issus de la classe moyenne dans le quartier de résidence est fortement questionnable, la socialisation opérée par les individus rencontrés dans la mobilité ne l'est-elle pas tout autant ? La volonté de favoriser la mobilité en dehors du quartier soulève donc un certain nombre de questions. Les principaux intéressés n'ont d'ailleurs pas manqué de nous les rappeler : beaucoup de jeunes et de travailleurs sociaux rencontrés sur nos différents terrains de recherche semblaient ainsi sceptiques sur l'utilité de la mobilité. Nous exposerons donc tout d'abord les arguments relativisant l'impact d'une mobilité accrue sur le bien-être des adolescents. Puis nous évaluerons les conséquences positives que pourrait avoir cette mobilité sur les adolescents de ces quartiers.

Le premier postulat sur lequel repose l'objectif de favoriser la mobilité des adolescents de ZUS est que ces derniers, en se déplaçant, vont accéder à des lieux fréquentés par des citadins d'une autre origine résidentielle ou sociale, ne partageant pas les mêmes façons d'agir qu'eux. Ces rencontres se feraient essentiellement dans les espaces publics, espaces de circulation qui ne relèvent pas de l'appropriation individuelle et qui sont régies au contraire par un droit de visite et un droit de regard (Joseph, 1992). Mais ces adolescents accèdent-ils réellement à de tels espaces ? S'il n'y a pas de volonté de se mélanger sur le lieu de résidence, les autres citadins ne développent-ils pas également des stratégies d'évitement urbain (Rivière, 2011) afin de ne pas croiser les adolescents de ZUS ? De nombreux citadins essaient ainsi de réduire l'incertitude que créent l'anonymat et les rencontres potentielles avec des inconnus qu'ils jugent indésirables dans les espaces publics urbains (Lofland, 1973). Ces espaces publics sont de plus en plus privatisés, ou du moins voient leur accès restreint pour un certain nombre de populations par la présence de veilleurs d'espace ou d'un urbanisme spécifique (Sorkin, 1992 ; Davis, 1997). Les lieux fréquentés dans la mobilité reproduiraient alors l'homogénéité sociale observée sur les lieux de résidence (Graham et Marvin, 2001).

La mobilité des adolescents de ZUS, au lieu de permettre la rencontre avec d'autres citadins, peut ainsi contribuer au contraire à les enfermer dans des lieux fréquentés uniquement par des jeunes de même origine et dans un consumérisme aliénant. Cela serait particulièrement le cas dans la fréquentation des centres commerciaux : « *le rapport aux espaces extérieurs semble largement dominé par leur fonction commerciale, les jeunes ne fréquentant que rarement des quartiers qui ne comportent pas une concentration importante de magasins de vêtements et de disques tournés vers leur classe d'âge (...) L'occasion de fréquenter la ville plus librement ne semble pas saisie (...) ils recherchent particulièrement en ville des territoires dévolus à l'expression d'une identité juvénile marquée socialement et qu'eux-mêmes savent dominée* » (Deville, 2007). Ces espaces semi-privés contribueraient ainsi au cloisonnement socio-spatial dans les mobilités et à l'encadrement des citadins indésirables (Garnier, 2006). L'analyse du rôle joué par les centres commerciaux dans la mobilité des adolescents de ZUS sera menée au chapitre 6. Contentons-nous de remarquer que des sociologues soulignent au contraire l'influence de ces lieux sur le frottement de citadins d'origines géographiques et sociales diverses (Bordreuil, 2002 ; Poupard, 2005).

En considérant qu'ils accèdent effectivement à des espaces publics et autres lieux de frottement, un second argument opposable à l'objectif de favoriser la mobilité des adolescents de ZUS serait que cette mobilité renforcerait leur frustration relative (Merton, 1997). Ce concept du sociologue américain a été utilisé pour expliquer l'augmentation de la délinquance durant les périodes de croissance économique. Nous vivons en effet dans une société de consommation ostentatoire qui suscite dans l'ensemble de la jeunesse des aspirations à la jouissance des biens de consommation. Le développement des inégalités sociales fait naître une frustration chez la fraction de la jeunesse ne pouvant accéder à cette consommation. Une partie de ces jeunes pourra alors être tentée de mener des activités délinquantes pour posséder et arborer les mêmes biens (Lagrange, 2001).

Côtoyer sur les lieux de mobilité des individus ayant, contrairement à eux, accès à un certain nombre de richesses matérielles pourrait ainsi renforcer la frustration de ces jeunes. Cette frustration pourrait déboucher sur des interactions conflictuelles avec les autres citadins. Confrontés dans leurs mobilités à la fois à une augmentation des tentations disponibles et à un moindre contrôle social que celui qui règne dans leur quartier, ces jeunes feraient plus d'actes délictueux que dans leur espace de résidence. Cet argument nous a été avancé à la fois par des travailleurs sociaux, mais également par nombre de jeunes (voir infra). Avant d'encourager ces jeunes à se déplacer, il conviendrait donc d'abord d'améliorer leur situation économique et celle de leurs parents.

Le troisième argument qui relativise l'objectif de favoriser la mobilité est qu'il ne faut pas idéaliser la rencontre dans la mobilité de personnes issues d'univers hétérogènes de la même manière que de nombreux auteurs idéalisent la mixité sur le lieu de résidence. La coprésence dans un espace public ne peut-elle conduire aux mêmes stratégies de mise à distance que dans l'espace de résidence ? Il faut donc éviter de postuler *a priori* des vertus socialisantes à cette co-présence. De même, il est trop souvent postulé un lien entre les espaces publics urbains et l'espace public métaphorique de discussion qui fonde les démocraties contemporaines. Il existe certes une relation génétique entre ces deux espaces, le premier ayant joué un rôle historique dans la mise en question des traditions, ce qui a permis la constitution de l'espace public métaphorique (Ferry, 2001). Mais, actuellement, le fait de côtoyer ponctuellement des inconnus dans les espaces publics urbains contribue-t-il à nourrir le sentiment d'appartenir à une communauté de citoyens ? Certaines études américaines suggèrent ainsi que les fondements civils de la démocratie délibérative résident plus dans l'espace des relations personnelles et dans les discussions suscitées par les informations véhiculées par les médias, que dans les espaces publics urbains (Dahlgren, 2003).

Le quatrième argument est que le fait de considérer la mobilité des adolescents de ZUS comme positif est sans doute l'expression d'une vision des classes supérieures sur les modes de vie populaires. En effet, cela peut cacher un jugement de valeur sur une supposée infériorité des normes en ZUS vis-à-vis de celles d'autres quartiers, notamment les quartiers de Paris intra-muros. De la même manière que le réseau de transports en commun francilien est radio-centré, pourquoi les occasions de rencontre entre différents univers devraient-elles avoir lieu à Paris ? L'immobilité d'un adolescent parisien sera ainsi souvent perçue moins négativement que celle d'un adolescent de ZUS. Plutôt que de favoriser la mobilité des adolescents de ZUS, il faudrait autant inciter des citadins extérieurs à ces quartiers à s'y rendre ponctuellement (Begag, 1993) : ce n'est pas tant la mobilité des adolescents de ZUS qui pose problème que la méfiance que suscite la venue d'autres citadins dans le quartier[23] et la réticence de ces derniers à s'y rendre.

23 La méfiance vis-à-vis des citadins étrangers au quartier émane à la fois de certains habitants de ces quartiers, mais également des institutions qui y sont présentes. Lors des premières semaines passées sur notre terrain de recherche ethnographique, nous étions apostrophé à la fois par certains jeunes sur la raison de notre présence, mais également par les forces de police (voir infra, chapitre 4). « Ils t'ont pris pour un

En lien avec la remarque précédente, la mobilité en dehors du quartier peut également être le signe d'un refus de se confronter à l'altérité. Un adolescent qui se déplace n'est pas forcément plus ouvert et plus mûr. En effet, comme nous l'avons vu, l'homogénéisation croissante de ces quartiers sur une base nationale-raciale ne signifie pas l'absence de différenciations sociales internes aux habitants. Or, la mobilité en dehors du quartier peut être liée au refus d'interactions avec d'autres habitants du quartier, sur lesquels est porté un jugement de valeur négatif (Villechaise, ibid). Cette vision critique de la mobilité comme signe d'une incapacité à s'intégrer dans le quartier et d'une recherche de l'entre-soi nourrit le jugement porté par de nombreux adolescents sur certains de leurs camarades (voir infra, Chapitre 9, le cas des « *flâneurs exclusifs* »).

Ces différents arguments relativisant le possible effet de-ségrégationniste de la mobilité sont fondés. Nous tenterons néanmoins d'y apporter des réponses, en montrant en quoi les mobilités quotidiennes en dehors du quartier de résidence peuvent être un élément correcteur, parmi d'autres, de la ségrégation résidentielle.

Le premier argument favorable au rôle positif d'une mobilité accrue des adolescents de ZUS est le plus discutable : cette mobilité permet aux adolescents d'accéder à des aménités urbaines qu'ils n'ont pas dans leur quartier. Ne faudrait-il pas alors plutôt améliorer la présence d'aménités dans le quartier ? Nous pouvons noter sur ce point que l'absence de mobilité en dehors du quartier n'est connotée négativement que pour les seules populations pauvres, alors qu'elle est vue comme un indice positif du voisinage et des aménités urbaines à proximité pour les classes supérieures (Fol, 2005). Néanmoins, certains sociologues (Boquet, ibid), responsables associatifs et politiques locaux rencontrés sur nos terrains, insistent au contraire sur l'effet négatif de la présence de service spécifique en ZUS, tel le Pôle Emploi, sur l'immobilité de certains jeunes dans leur recherche d'emploi et de stages.

Le second argument s'oppose à l'idée qu'il n'existe pas de lien entre les interactions dans les espaces publics urbains et les fondements civils de la citoyenneté. Il peut sembler ainsi important que les adolescents de ZUS aient une visibilité dans la ville et que la connaissance qu'en ont les autres citadins ne passe pas uniquement par les médias ou des révoltes sporadiques. Au contraire, une invisibilité quotidienne dans la ville risquerait d'entraîner progressivement une invisibilité politique : la visibilité quotidienne est essentielle pour avoir une place dans le débat public (Lagrange, 2006[24]). De même, on peut penser que les mobilités quotidiennes, au lieu d'amplifier la frustration relative, peuvent contribuer à faire diminuer le sentiment de vivre à l'écart de la société chez les adolescents de ZUS en leur donnant l'impression d'avoir accès aux mêmes services que les autres citadins.

---

bolos » nous confièrent avec amusement certains adolescents, comme si la présence d'une personne extérieure au quartier ne pouvait être motivée que par la recherche de substances illicites. L'expression « bolos » désigne ainsi au départ les personnes étrangères à la cité venues s'y fournir en drogue ou en vêtements et qu'il est possible d'abuser (Kokoreff, 2005).

[24] L'argument de Hughes Lagrange concerne néanmoins plus la visibilité dans les espaces de résidence que celle dans les espaces publics urbains.

Les arguments suivants s'opposent à l'idée que les mobilités n'auraient guère d'influence sur la socialisation des adolescents. Ils s'inspirent donc en grande partie de notre premier chapitre. Si la mobilité peut entraîner des interactions conflictuelles avec les autres citadins, celles-ci, comme tout conflit, n'en sont pas moins socialisantes (Simmel, 1995). Les interactions, qu'elles soient ou non conflictuelles, avec des citadins d'une autre origine résidentielle et sociale sont en effet essentielles dans la construction identitaire des adolescents : elles sont le support de l'apprentissage du passage progressif de l'environnement familier au domaine public. La mobilité permet ainsi de questionner les règles en vigueur dans la sphère du familier et de comprendre que ces règles sont relatives. Donnant lieu à la confrontation de différentes règles de comportement, la mobilité permet d'apprendre à passer d'un code à un autre selon les situations, mais également à trouver des modalités d'accord avec les autres acteurs présents dans l'interaction. Ces deux compétences sont ainsi essentielles dans des sociétés de plus en plus fragmentées.

Enfin, plus pragmatiquement, savoir être mobile est essentiel pour la future insertion scolaire et professionnelle de ces adolescents. De nombreux travailleurs sociaux ou professeurs mettent ainsi en avant la restriction du bassin accessible d'emplois, de stages, voire même de lycées de ces adolescents, en raison de leur crainte de se déplacer dans certains lieux, notamment dans Paris intra-muros.

Au final, nous voyons donc bien qu'il convient d'éviter toute vision naïvement positive de la mobilité. Favoriser la mobilité des adolescents de ZUS ne peut être un objectif en soi et ne résoudra pas, seul, les effets négatifs de la diminution de la mixité nationale-raciale et sociale dans ces quartiers. Une action cohérente consisterait au contraire à favoriser la mobilité de ces adolescents tout en leur donnant la possibilité de bien vivre dans leur quartier : l'objectif étant, pour reprendre la formule de Behar (1995), qu'ils puissent en sortir tout en ayant envie d'y rester. Nous devrons donc avoir en tête la relativité des différents présupposés attachés à la mobilité lorsque nous présenterons nos résultats de recherche, afin d'éviter d'y introduire des jugements de valeur.

2. La politique de la ville a-t-elle négligé de s'intéresser à la mobilité quotidienne[25] ?

Un second élément relativise les potentiels effets dé-ségrégationnistes de la mobilité, du moins leur nouveauté : la politique de la ville n'a pas totalement négligé cette problématique. Pourtant, ce reproche est souvent fait à cette politique, par des auteurs de sensibilité théorique différente. Joseph milite ainsi pour faire du traitement des mobilités urbaines un instrument essentiel de la politique de la ville : « *En résumé, si la politique de*

[25] Cette sous-partie est fortement inspirée de l'entretien que Renaud Epstein a eu la gentillesse de nous accorder sur le lien entre mobilité et politique de la ville. Mais sa rédaction n'engage que notre responsabilité.

la ville s'est présentée depuis plus de quinze ans comme une ingénierie territorialisée de la mixité, une politique de l'urbain devrait aujourd'hui se donner pour objectif de privilégier les réseaux et les effets de réseaux sur les territoires et les effets de territoires. Les réseaux de services urbains relient la ville à la ville (accessibilité) ou font de la ville sur la ville (diversité, recomposition ou requalification). L'uniformité qu'ils réclament est d'une tout autre nature que celle d'un urbanisme des territoires, puisqu'elle suppose des qualités d'interactivité et de connectivité qui ne séparent pas la ville des lieux et la ville des liens » (Joseph, ibid, p. 117).

Une comparaison des dispositifs de la politique de la ville en France et aux Etats-Unis montre également une différence de philosophie entre deux traitements différenciés des problématiques de fragmentation urbaine (Donzelot, Mével et Wyvekens, 2003) : « *traiter les lieux* » en France, « *s'occuper des gens* » de l'autre côté de l'Atlantique. Les auteurs observent en France que le volontarisme urbain de la politique de la ville se déploie au détriment des politiques agissant directement sur les habitants. Ceux-ci ne sont pas amenés à participer de manière active et collective à la recomposition du tissu social urbain. Au contraire, la politique de la ville américaine, plutôt que d'agir directement sur les territoires urbains dégradés, cherche avant tout à consolider les collectifs d'habitants dans leurs projets et à permettre à chacun de saisir différentes opportunités de sortir de sa situation actuelle : « *l'objectif est de permettre aux gens d'acquérir les moyens nécessaires pour franchir les obstacles qui les retiennent dans ces lieux de misère* ». Cette politique vise donc à agir sur la capacité d'action et de mobilité des individus. Elle cherche à leur fournir des compétences pour quitter le quartier, tout en gardant un lien avec ce lieu qui leur aura donné confiance en eux. En s'appuyant sur cette comparaison, Donzelot (2006) critique dans un livre ultérieur la politique de la ville française, qui s'appuie selon lui uniquement sur l'objectif prioritaire d'introduire plus de mixité résidentielle. Il prône au contraire le passage d'une politique de la ville à une politique pour la ville, visant à favoriser la mobilité des habitants de ZUS. Ces possibilités de mobilité accrues concernent toutefois, dans les propos de l'auteur, essentiellement la mobilité sociale et résidentielle, de manière moins prononcée la mobilité quotidienne, si ce n'est scolaire.

Si l'objectif d'agir directement sur le lieu de résidence, notamment en y introduisant plus de mixité, a très fortement structuré la politique de la ville, les problématiques de mobilité y occupent une place beaucoup plus marginale. En témoigne par exemple, au niveau de la recherche, un déficit de jonction entre les professionnels des transports (CERTU, CETE…) et le Ministère de la ville. Les collaborations entre l'Observatoire Nationale des ZUS et l'INSEE, la DARES, l'Education Nationale, la CAF… permettent au contraire de mener des analyses spécifiques dans le domaine de l'emploi, du logement, de la santé, de la réussite scolaire. L'intégration de la délimitation des ZUS dans les enquêtes Transports est ainsi marginale (voir infra chapitre 4, les problèmes méthodologiques que cela pose). Ainsi, des années soixante-dix au milieu des années quatre-vingt-dix, parmi les 70 enquêtes « ménages/déplacements » qui ont été réalisées dans près de quarante

agglomérations, la délimitation dans l'analyse des quartiers de la politique de la ville est une exception[26] (Guidez, 1993).

Cette place minoritaire de la problématique de la mobilité dans la politique de la ville participe du retard de la France vis-à-vis de la Grande Bretagne et des Etats-Unis dans la reconnaissance institutionnelle du problème de la mobilité des plus précarisés (Orfeuil, 2010). Néanmoins, cette politique n'a pas totalement ignoré la question de la mobilité quotidienne. L'attention portée au rattachement du quartier au reste de la ville, de l'accessibilité des espaces publics urbains et des bassins d'emploi, varie cependant selon les périodes.

La politique de la ville est généralement découpée en quatre grandes phases (Epstein, 2008). Trois logiques internes sont plus ou moins prononcées durant ces phases, mais structurent toujours la politique de la ville : une logique républicaine (le quartier est vu comme un problème, en raison des écarts observés avec les autres zones de la ville), une logique communautaire (le quartier est vu comme un réservoir de ressources potentielles à activer) et une logique réformiste (le quartier est vu comme un symptôme d'évolutions macro-sociales, telles la déstabilisation de la société salariale). Nous reprendrons ces quatre grandes phases afin d'exposer la prise en compte de la mobilité dans la politique de la ville : s'il n'y a pas de correspondance mécanique entre les deux, ces phases influent néanmoins sur le traitement des mobilités.

Dans la première phase qui s'étend de 1980 à 1987, dans la continuité des procédures « Habitat et vie sociale » de la décennie précédente, une politique expérimentale est menée en s'appuyant sur des initiatives locales dans des quartiers jugés exemplaires. Ces quartiers sont choisis localement à la fois en raison d'une marginalité reconnue dans la ville, mais également parce qu'on envisage que ces nouvelles expérimentations puissent y porter leurs fruits en terme d'intégration politique. Deux logiques coexistent dans cette phase : la logique républicaine portée par le groupe « Banlieues 89 », crée en 1983, partisan d'une intervention de l'Etat pour rénover ces quartiers et les relier au reste de la ville ; la logique communautaire avec la politique DSQ (Développement social des quartiers) lancé en 1981 qui vise à faire des habitants les acteurs du changement. Les politiques menées intègrent ces deux logiques et se déroulent au niveau local. Elles ont une vocation temporaire et sont marquées par des innovations méthodologiques, comme la participation active d'acteurs militants et associatifs ou l'action commune d'administrations sectorielles. Dans cette première phase, la question de la mobilité est relativement marginale. Elle est essentiellement traitée par le biais de la problématique de l'enclavement local du quartier. Le problème identifié n'est pas celui de la mobilité dans l'agglomération mais des frontières de proximité qui gênent l'intégration du quartier dans le reste de la ville. Les actions visent alors à éliminer localement les obstacles physiques

[26] Cette absence des quartiers de la politique de la ville dans l'analyse des enquêtes transports est cependant avant tout le résultat de la logique de ces enquêtes qui s'intéressent aux flux de déplacements et non aux quartiers de résidence, quels qu'ils soient, des individus.

qui coupent le quartier du reste de la ville : autoroutes, voies de chemin de fer, barre qui obstrue l'accès principal au quartier...

Dans la seconde phase qui s'étend de 1988 à 1998, la politique de la ville est de plus en plus instituée et perçue comme permanente. Elle devient une priorité, en raison de l'idée que la situation de ces quartiers est le symptôme de la « nouvelle question sociale ». La politique menée est articulée principalement autour de la volonté de réintroduire de la mixité sociale dans ces quartiers. La loi d'orientation pour la ville (LOV) lancée en 1991, si elle a été présentée comme une « loi anti-ghetto » et fait référence au « droit à la ville », est ainsi centrée avant tout sur la problématique du logement : elle impose notamment à toutes les communes d'une agglomération de plus de 200 000 habitants d'avoir au moins 20 % de logements sociaux. Néanmoins, les mobilités urbaines ne sont pas totalement ignorées. Contrairement à la période précédente, l'enclavement n'est plus pensé seulement au niveau local, mais sur l'ensemble de l'agglomération (Kirszbaum, 1997). C'est l'époque du rapport Delarue en 1991 sur la relégation de ces quartiers, mené pour le Ministère de la Ville. La même année, le rapport du Conseil National des Transports, « Transports et exclusion sociale », constate les inégalités de desserte entre quartiers et insiste sur la dimension d'insertion sociale que permettent les transports en commun urbain. Le CERTU commence également à mener des travaux en relation avec la politique de la ville. Il organise, deux ans plus tard, un séminaire « Déplacements et liens sociaux » et fait paraître un rapport « Les transporteurs face au désenclavement des quartiers ». L'ensemble de ces travaux insiste sur la nécessité de désenclaver ces quartiers et de les réintégrer au reste de l'agglomération. Cette volonté de désenclavement passe par deux canaux. Le principal consiste à améliorer les dessertes lourdes en transport en commun de ces quartiers, en pesant fortement sur le tracé des lignes. Les contrats de ville intègrent également la nécessité de ce désenclavement des quartiers. Le second canal consiste à favoriser les expérimentations locales innovantes dans le domaine de la mobilité des actifs. Celles-ci visent principalement à favoriser l'accès aux bassins d'emploi et à répondre aux reconfigurations de l'appareil productif. Le territoire qui a donné lieu au plus grand nombre de ces expérimentions est le Nord-est du Val d'Oise (Sarcelles, Roissy). Depuis 1993, le Syndicat des Transports d'Ile-de-France intègre également une ligne budgétaire spécifique pour la politique de la ville et répond à un appel à projet de la Délégation Interministérielle à la Ville en 1995 en proposant une adaptation de ses services à la spécificité de ces quartiers. Il lance en 1998, en collaboration avec des collectivités locales, l'aéroport et le STIF, le dispositif de transport à la demande « Allobus », qui dessert 24 heures sur 24 la plate-forme aéroportuaire de Roissy-Charles de Gaulle.

Dans sa troisième phase, de 1998 à 2002, la politique de la ville vise à intégrer fortement les différentes politiques structurelles ayant trait aux quartiers dont elle a la charge. L'idée est de mettre en cohérence au niveau de l'agglomération l'ensemble des politiques urbaines menées afin de permettre l'intégration sociale des habitants de ces quartiers : l'échelle pertinente de la politique de la ville n'est plus le quartier mais l'agglomération. Les Schémas de Cohérence Territoriale (SCOT) sont ainsi instaurés par la loi SRU de

2000. Les communautés d'agglomération, instaurées par la « loi Voynet » en 1999, se voient attribuées dans la « loi Chevènement » de la même année des compétences obligatoires, notamment dans le domaine de la politique de la ville. Ainsi, les contrats de ville sont intégrés dans les contrats d'agglomération. La problématique de la mobilité occupe une place très importante dans ces contrats, bien plus que lors des phases antérieures ou postérieures. La circulaire de mars 2000 relative à l'élaboration du volet transport dans les contrats de ville pour la période 2000-2006 est ainsi intitulée « conjuguer droit au transport et droit à la ville ». L'objectif est toujours d'améliorer la desserte de ces quartiers et l'accompagnement de personnes ayant des difficultés à se déplacer, mais avec une volonté d'intégration sectorielle forte. Durant cette période, les acteurs des transports et ceux de la politique de la ville, ne partageant pourtant pas la même culture professionnelle et les mêmes échelles spatio-temporelles d'intervention, collaborent. L'élaboration de deux circulaires conjointes à la Délégation Interministérielle à la Ville (DIV) et à Direction des Transports Terrestres (DTT) témoigne notamment de cette collaboration.

En ce qui concerne l'Ile-de-France, une forte production scientifique vise à évaluer la prise en compte du désenclavement dans la politique de la ville, comme le rapport commandé par la Région sur le désenclavement et l'aménagement urbain de ces quartiers (Lélevrier et Rougier, 1999). Au niveau opérationnel, le protocole entre l'Etat et le syndicat des transports parisiens afin de coordonner la mise en œuvre des contrats de ville pour la période 2000-2006 conduit aux trois actions suivantes. D'une part, une amélioration des dessertes avec une restructuration des lignes ainsi qu'une aide au fonctionnement des bus desservant ces quartiers, l'extension du réseau Noctambus vers la petite et moyenne couronne et le développement de services innovants financé par l'appel à projet « mobilité urbaine pour tous ». D'autre part, une humanisation des transports desservant ces quartiers, avec notamment l'embauche de jeunes de ces quartiers dans le cadre des emplois aidés afin d'assurer une présence régulière dans les TC. Enfin, une politique d'adaptation tarifaire en direction de ces quartiers : chèques mobilités et dézonage de la carte Imagine R durant les week-ends et les vacances. Cette carte ne concerne pas spécifiquement les adolescents des quartiers de la politique de la ville, mais son extension est néanmoins présentée dans les contrats de ville comme participant à la politique d'adaptation tarifaire vis-à-vis de ces quartiers. Ce qui n'est pas totalement illogique, car les adolescents y sont surreprésentés comparativement au reste de la région.

Enfin, à partir de 2003, la politique de la ville entre dans une quatrième phase autour de la logique de rénovation urbaine des quartiers dont elle a la charge. Cette politique est centrée uniquement sur le quartier de résidence, les problématiques de transformation urbaine et de mixité : l'objectif est de régler le problème de ces quartiers, en les supprimant et en dispersant ses habitants dans le reste de la ville. La problématique des transports et de la mobilité est alors totalement abandonnée, au détriment de la seule rénovation urbaine. Alors que dans la période précédente, les projets transports étaient intégrés dans les opérations de renouvellement urbain (OPU), ceux-ci ont totalement disparu des projets de rénovation urbaine. Cette disparition est d'abord financière : alors

que dans la période précédente, les crédits des grands projets de ville (GPV) étaient déconcentrés, ce qui permettait par exemple de les utiliser pour aménager des stations de tramway, l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine (ANRU) n'a pas au contraire de compétences financières relatives au transport. Ce manque de financement est amplifié par le désengagement de l'Etat, qui finançait auparavant des transports en commun en site propre, et qui a baissé très fortement les crédits à partir de 2002. Au niveau opérationnel, malgré l'affichage politique d'une priorité donnée au désenclavement (loi du 1er Août 2003) et la signature d'une charte des mobilités par le Comité d'évaluation et de suivi de l'ANRU, la problématique des déplacements est marginale dans les projets. L'absence des plans de déplacements urbains (PDU) dans les conventions ANRU est une illustration de cette place marginale des transports. La prise en compte des transports collectifs dans ces conventions peut alors être résumée ainsi : « *sans transports en commun en site propre, pas de transports en commun, et avec un transport en commun en site propre que du site propre* » (Louvet et Jemelin, 2007, p.18). La réflexion sur le développement des transports collectifs, l'intermodalité et sur la complémentarité du site propre avec le réseau de bus est absente de ces conventions, centrées autour d'effets d'annonce sur le tramway.

La Délégation interministérielle à la ville porte certes à cette époque une attention à la thématique des mobilités. Cela se traduit par l'organisation d'un colloque « Désenclavement, mobilité, transports : un enjeu prioritaire pour les quartiers » en 2008 (DIV, 2008). Malgré ce renouveau d'intérêt, cette thématique est cependant complètement absente du Plan Banlieue qui sort la même année, si ce n'est dans le traitement emblématique du désenclavement de la ville de Clichy-sous-Bois. Les politiques traitant de la mobilité dans ces quartiers sont désormais ciblées davantage sur les individus et émanent d'initiatives locales, notamment d'associations soutenues par des collectivités locales (Le Breton, 2004 ; Fol, Dupuy et Coutard, 2007) : politiques tarifaires en direction des personnes les plus démunies, aides aux déplacements pour la recherche d'emploi, aides pour passer le permis de conduire…

Nous voyons donc que, si la thématique de la mobilité occupe une place de plus en plus marginale dans la politique de la ville à partir de 2003, cela n'a pas toujours été le cas. Il est certain que la dimension territoriale de cette politique, centrée sur l'espace du quartier, ne favorise pas la prise en compte de la thématique de la mobilité, qui se situe à une autre échelle spatiale (Lélevrier, 2005). Cela n'est pas un hasard si cette thématique a été centrale durant la période où la politique de la ville a été pensée à l'échelle de l'agglomération.

Lorsque cette thématique a été prise en compte par la politique de la ville, le traitement de la mobilité a surtout été orienté en direction des actifs, en vue de leur faciliter l'accès à des bassins d'emploi peu accessibles en transports en commun depuis le quartier de résidence. La mobilité des adolescents, exception faite de la carte Imagine R et du traitement de la problématique des incivilités dans les transports, a été beaucoup moins prise en compte par la politique de la ville. Cette focalisation sur la mobilité des actifs

s'explique sans doute par deux raisons. D'une part, le problème des déplacements domicile-travail occupe une place dominante dans le champ de l'étude des mobilités en général. D'autre part, la faible motorisation ainsi que la surreprésentation d'actifs avec des horaires atypiques dans ces quartiers et la recomposition de la localisation du système productif de moins en moins situé dans la ville-centre, conduisent à une moindre accessibilité aux bassins d'emplois : l'accès à une voiture individuelle devient beaucoup plus discriminante pour accéder aux emplois que la desserte du quartier en transports en commun (Orfeuil, 2004). Au contraire, les adolescents et les autres habitants de ZUS ne sont peut être pas défavorisés vis-à-vis des autres quartiers en ce qui concerne les déplacements en journée, vers la ville-centre, les lieux scolaires ou les lieux de consommation. C'est une hypothèse que nous allons explorer dans le prochain chapitre lorsque nous présenterons le paradigme de la mobilité comme accessibilité.

Chapitre 3 : Mobilité et sociologie

Source : photographie d'une élève de seconde professionnelle (2010)

Nous avons vu précédemment que la mobilité joue un rôle fondamental dans la socialisation des adolescents. Elle est le support de la découverte des espaces publics urbains, dans lesquels les habitudes d'action acquises dans le monde familier sont mises à l'épreuve. Elle n'est également pas indépendante des environnements sociaux et résidentiels dans lesquels les adolescents ont été socialisés. Nous avons donc posé l'hypothèse qu'il est possible d'analyser les manières d'habiter des adolescents à partir de leurs pratiques de mobilité. L'objectif de notre travail est alors de déterminer si les adolescents de ZUS ont, d'une part, des pratiques de mobilité spécifiques par rapport aux

autres adolescents franciliens et, d'autre part, s'ils habitent tous leur quartier de la même manière. Répondre à ces deux questions permettra de compléter les approches qui soulignent les effets négatifs de la ségrégation sur la socialisation des adolescents sans prendre en compte les effets socialisants de la mobilité.

Le but de ce chapitre est alors de mettre en place un cadre théorique pour renseigner les liens dynamiques entre mobilité et socialisation à l'adolescence. Ce cadre théorique doit permettre de différencier la mobilité des adolescents de ZUS de celle des autres jeunes franciliens, mais également de ne pas sacrifier la diversité interne des pratiques de ces adolescents. Il doit aussi respecter la polysémie du terme mobilité, qui renvoie à la fois à une pratique – se déplacer – et à une aptitude. Le dictionnaire Larousse définit ainsi la mobilité comme la « *capacité d'un être à se mouvoir, à être mû ou à changer de position* ». La mobilité comme aptitude précède logiquement la mobilité comme déplacement, car pour se déplacer il faut en être capable. Mais il est possible d'avoir la capacité de se déplacer sans la mettre en pratique.

Nous ne partageons pas dans ce chapitre l'ambition de faire des mobilités l'objet central de la sociologie urbaine (Bassand, Kaufmann et Joye, 2007), voire de la sociologie (Urry, 2005). Nous montrerons ainsi que l'importance des mobilités quotidiennes dans la vie sociale n'est pas une nouveauté et qu'elles ne constituent pas, depuis près d'un siècle, un objet inexploré par la sociologie urbaine.

Nous proposons plus modestement d'analyser ces mobilités comme une pratique sociale. En conséquence, nous avons choisi d'appréhender les mobilités des adolescents avec différentes théories sociologiques de l'action : l'action rationnelle en finalité, l'incorporation de dispositions à agir et l'agir créatif. Ces théories permettent de dégager trois paradigmes de description et/ou d'explication des pratiques de mobilité : l'accessibilité, les dispositions et l'épreuve. Chaque paradigme insiste sur une dimension spécifique de cette pratique déterminée par des contraintes socio-économiques et territoriales, influencée par les dispositions acquises dans la socialisation et donnant lieu à des situations de coprésence.

Nous tenterons de montrer que combiner ces trois paradigmes permet de renseigner le lien dynamique entre mobilité et socialisation à l'adolescence. Il ne s'agit donc pas d'opposer artificiellement ces trois paradigmes, mais d'utiliser de manière complémentaire le regard qu'ils portent sur la mobilité. Chaque paradigme possède en effet une filiation théorique, un vocabulaire et des méthodes propres. Ils se différencient sur de nombreux points : la visée descriptive ou explicative de la pratique, l'échelle d'analyse centrée sur des groupes sociaux ou sur des comportements individuels, l'accent mis sur les situations de routine ou de questionnement des habitudes, les implications pratiques sur l'aménagement urbain et l'aide à la mobilité.

I. Une sociologie des mobilités ?

Le terme de mobilité recouvre des phénomènes variés. Ce terme peut être compris sous deux angles complémentaires : d'une part, sous l'angle des déplacements des individus dans l'espace social et/ou professionnel ; d'autre part sous celui des déplacements des individus sur les territoires. Cette mobilité spatiale peut être analytiquement différenciée sous quatre formes, selon sa temporalité (courte ou longue) et son amplitude territoriale (interne ou externe au bassin de vie) :

Tableau 1 : Les différentes formes de mobilité spatiale

	Temporalité courte	Temporalité longue
Déplacement interne au bassin de vie	Mobilité quotidienne	Mobilité résidentielle
Déplacement vers l'extérieur du bassin de vie	Voyage	Migration

Source : Gallez et Kaufmann, 2009, p. 47.

Notre travail porte sur les mobilités quotidiennes. Néanmoins, ces mobilités ne peuvent être analysées en dehors de leurs articulations avec les autres formes de mobilité spatiale. A titre d'exemple, nous verrons au chapitre 10 que le parcours migratoire des adolescents primo-arrivants influence très fortement leurs pratiques de mobilité quotidienne. Plus largement, il nous semble que ces différentes formes de mouvements dans l'espace ont en commun, malgré leurs différences d'amplitude et de temporalité, de ne pouvoir être analysées qu'en lien avec les ancrages résidentiels passés et présents de l'individu. C'est le cas des mobilités quotidiennes (voir supra, chapitre 2), du voyage touristique (Stock, 2004 ; Simon, 2010), des mobilités résidentielles (Vignal, 2003), mais également des migrations. Les migrants sont souvent ces « *êtres d'ici et de là-bas à la fois* (…) *capables d'entrer momentanément ou durablement dans des univers de normes qui leur sont étrangers sans pour autant quitter les leurs* » (Tarrius, 2007, p. 148). L'attache au lieu d'origine ou aux territoires traversés et l'insertion dans la société d'accueil différencient ainsi, à l'intérieur des migrations, les errances, les diasporas et les nomadismes (Tarrius, ibid).

1. L'évolution historique de la mobilité spatiale : migrations, mobilités résidentielles et quotidiennes

Dans un premier temps, il est important de revenir sur la place occupée historiquement par la mobilité spatiale dans la vie sociale ainsi que sur l'étude qu'en a faite la tradition

sociologique. Ce double retour, empirique et théorique, permet de mettre en lumière les évolutions et inflexions fortes suivies par cet objet, sans céder à la tentation d'en faire une réalité nouvelle.

Les historiens montrent ainsi que la mobilité spatiale des individus n'est pas un phénomène nouveau : la vie des paysans dans les anciennes sociétés villageoises (XVIème-XIXème siècle) se déroule par exemple dans un cadre territorial plus large que le village (Dupâquier, 2002). Dans ces sociétés, les historiens distinguent les migrations des mobilités plus quotidiennes, « *mouvements habituels répétitifs, souvent rythmés, presque toujours de faible durée ; ce sont des mouvements de va-et-vient, des oscillations ; ils n'expriment aucun changement d'activité, aucune rupture pour ces individus* » (Noin, 1979, p. 239). Pour des raisons méthodologiques, les travaux des historiens sur cette époque sont plus fournis sur les migrations et les mobilités résidentielles que sur ces déplacements quotidiens. Pour renseigner la mobilité spatiale, les historiens s'appuient principalement sur les actes de mariage et l'étude des aires de recrutement des époux, plus marginalement sur les cadastres et les inventaires de décès. Au contraire, les déplacements quotidiens n'étant pas enregistrés, les historiens doivent se contenter de notations éparses, notamment dans les journaux personnels. L'importance de ces mobilités quotidiennes est cependant observable dans des monographies, particulièrement dans certains travaux de la micro-histoire qui part de l'analyse des individus et de leurs stratégies pour faire émerger les pratiques sociales et culturelles d'une époque (Vassort, 1995).

Les anciennes sociétés villageoises en France se caractérisent ainsi à la fois par la sédentarité et une forte mobilité spatiale, notamment des migrations mais également des déplacements quotidiens (Dupâquier, ibid). La mobilité de la main d'œuvre est à l'époque plus importante en nombre et en distance parcourue qu'aujourd'hui, comme le montrent les migrations saisonnières dans le monde méditerranéen pendant le premier essor du capitalisme. Indifférentes aux frontières des Etats, ces migrations ne sont néanmoins pas incompatibles avec un fort enracinement villageois (Braudel, 1979). Elles permettent à de nombreux paysans pauvres, en particulier les montagnards, de se procurer les compléments de ressources indispensables à la subsistance de leurs familles restées au village. Ces migrations deviennent de plus en plus importantes à partir du XVIIIème siècle (Dupâquier, ibid).

La mobilité spatiale participe activement au fonctionnement des sociétés rurales, car les populations ne peuvent pas vivre et se développer dans le cadre restreint du village. Loin d'être un phénomène marginal, la mobilité fait partie intégrante du mécanisme démographique autorégulateur et, plus largement, de l'organisation sociale et économique des communautés villageoises. Dans ces communautés, les migrations ou les mobilités résidentielles sont principalement de trois types qui n'impliquent pas, en général, de rupture avec le village d'origine :

- La plupart des jeunes gens doivent, à leur entrée dans la vie active, se placer comme domestiques, avec l'intention de revenir ultérieurement dans leur village: « *la mobilité d'entrée dans la vie* » ;

- Ensuite, ceux qui ne trouvent pas de conjoint dans leur village d'origine à leur retour sont amenés à chercher dans les environs une femme qui n'est pas leur cousine : « *la mobilité d'établissement* » ;

- Enfin, une partie des habitants, en particulier les non propriétaires, migrent saisonnièrement afin de se procurer des compléments de ressources : « *la mobilité de travail* ».

Ces migrations, qui vont de pair avec un ancrage villageois, ne doivent pas être confondues, avec celles, plus marginales statistiquement, des vagabonds et des mendiants contre lesquelles des mesures répressives sont prises en Europe à partir du XVIème siècle (Geremek, 1987).

Les sociétés villageoises se caractérisent également par de nombreux déplacements quotidiens : « *dans l'Ancienne France et jusqu'au XIXème siècle au moins, chaque jour ou presque – du moins à partir du printemps –, les paysans parcourent un trajet plus ou moins long pour aller traiter leurs vignes, leurs champs ou ceux des autres ; chaque semaine, une partie d'entre eux se rend à pied, à cheval ou en carriole au marché du bourg ou de la ville voisine, à la fois pour vendre et pour acheter ; épisodiquement, ils fréquentent les alentours pour participer à des fêtes locales ou à des pèlerinages ; ils rendent souvent visite à leurs parents, parfois à une dizaine de kilomètres, à l'occasion des baptêmes, des mariages et des enterrements ; ils courtisent les filles des villages proches, finissent parfois par s'y marier et s'y établir durablement, sans perdre de vue leur clocher natal* » (Dupâquier, ibid, p. 124). L'importance et l'étendue de ces déplacements à cette époque varient néanmoins fortement selon le sexe, l'âge, la profession et le statut social des personnes. Dans certains métiers, comme les colporteurs ou les voituriers, l'espace de vie quotidien peut ainsi être considérable.

La mobilité spatiale est également très importante dans les villes, notamment à partir du XVIIIème siècle. La mobilité quotidienne y devient à cette époque une valeur centrale, la majeure partie de la population urbaine se déplace à pied et, quand leurs moyens le leur permettent, en voiture (Roche, 2008). Dans les villes industrielles du XIXème siècle, les mobilités résidentielles et quotidiennes des habitants connaissent une inflexion marquée (Pinol, 1999). Encore une fois, les historiens se sont plus intéressés aux mobilités résidentielles des habitants qu'aux mobilités quotidiennes, en s'appuyant principalement sur les registres de population, les annuaires des villes et les listes de vote. Néanmoins, certains travaux ont montré comment la révolution des transports a entraîné une intensification des mobilités quotidiennes, notamment de travail, à partir du XIXème siècle (Rabault-Mazières, 2004). Au début de ce siècle, le système d'omnibus basé sur la traction hippomobile et la circulation sur rails se diffuse dans les grandes villes européennes et américaines. Mais, l'introduction dans la seconde partie du XIXème siècle

des transports mécaniques marque un pas décisif dans la généralisation et l'allongement des mobilités quotidiennes (Bretagnolle, 2005) : le tramway électrique fait son apparition à Berlin en 1879, le chemin de fer métropolitain au début du siècle dans les grandes métropoles européennes et américaines. Les vitesses de transport s'accroissent considérablement et diffèrent peu de celles observables aujourd'hui dans les grandes métropoles (20 km/heure en moyenne pour le tramway, 25 km/heure pour le métro). Surtout, le nombre de passagers transportables augmente fortement, allant jusqu'à une centaine dans le métro ou dans les chemins de fer suburbains. Cette augmentation permet une réduction du prix des billets et l'instauration de tarifs spécifiques pour les classes populaires (troisième classe, abonnements etc.). En découle un accroissement important du nombre de déplacements quotidiens, qui dans le cas de l'agglomération parisienne, est multiplié par cinq entre 1901 et 1936.

La conjonction entre développement des transports de masse, évolution favorable des coûts de transport et augmentation de la vitesse de déplacement s'accentue à partir de la première moitié du XXème siècle. Elle s'amplifie ensuite : le phénomène de diffusion de l'automobile et de ses usages après la seconde guerre mondiale contribue fortement à l'extension des mobilités quotidiennes, notamment à un allongement des distances parcourues à budget-temps constant. Les distances parcourues quotidiennement ont ainsi été multipliées par quatre entre 1960 et 2000 (Massot et Orfeuil, 2005). L'augmentation de la vitesse moyenne des déplacements conduit également à une transformation des villes contemporaines, car elle augmente les possibilités de choix des individus, notamment en matière de localisation résidentielle. Il en résulte un éclatement spatial des agglomérations, désormais organisées autour de centralités multiples, et un passage de la métrique du piéton à celle de l'automobile. Cette croissance des vitesses permise par l'automobile a également individualisé les mobilités quotidiennes et rendu la mobilité spatiale plus réversible[27] que par le passé (Kaufmann, 2005) : on assiste d'une part à une substitution des formes les plus irréversibles de mobilité spatiale (mobilité résidentielle et migrations) vers des formes plus réversibles, comme la mobilité quotidienne ; d'autre part, si les migrations et mobilités résidentielles vues précédemment n'impliquaient pas un total déracinement du village d'origine, ces deux formes de mobilité spatiale sont actuellement de plus en plus réversibles, car « *être proche ne signifie plus être à côté* » (Kaufmann, ibid, p. 124).

Cette croissance des vitesses de déplacement participe en effet au phénomène de dé-localisation des relations sociales, c'est-à-dire à l'extraction de ces relations des contextes locaux d'interaction et à leur restructuration dans des champs spatio-temporels indéfinis (Giddens, 1994). Si, depuis Simmel il est acquis que la proximité spatiale dans une métropole s'accompagne d'une distance mentale et d'une attitude de réserve entre citadins (Simmel, 2005 [1903]), il est désormais possible grâce à la mobilité de concilier proximité affective et distance spatiale. Cette dé-localisation des relations est d'ailleurs

[27] Kaufmann définit la réversibilité et l'irréversibilité comme l'impact d'une mobilité sur les personnes qui la pratiquent : les mobilités les plus réversibles sont toutes celles dont on ne se souvient pas précisément, alors que les mobilités irréversibles sont celles qui modifient fortement l'identité de l'individu.

amplifiée par le développement de nouveaux « *systèmes techniques de mobilité* », comme les technologies de l'information et de la communication (Urry, 2005b). Si l'accroissement des vitesses de déplacement a élargi les marges de manœuvre des individus dans la conduite de leurs vies, elle n'a cependant pas fait disparaître les contraintes qui pèsent sur leur mobilité. Ces contraintes pèsent d'autant plus sur les individus que la mobilité quotidienne devient une injonction de plus en plus importante dans nombre de politiques publiques (Bacqué et Fol, 2007b).

2. Les mobilités sont-elles l'objet central de la sociologie ?

Nous avons précédemment retracé à grands traits les évolutions historiques de la mobilité quotidienne. Ce retour historique nous a permis de montrer que la mobilité quotidienne n'est pas un phénomène nouveau, mais qu'elle a connu une forte augmentation en termes de nombre de déplacements et de distances parcourues à partir de la fin du XIXème siècle. Cette augmentation s'amplifie au XXème siècle, notamment sous l'effet de la diffusion de l'automobile (on observe cependant une stagnation de tous les indicateurs de mobilité quotidienne depuis vingt ans en Europe et quarante ans aux Etats-Unis). Elle conduit certains auteurs à faire du thème des mobilités un objet essentiel (Bauman, 2000), si ce n'est central (Urry, 2005), de la sociologie. En effet, la croissance de la vitesse de déplacement conduirait au passage d'un monde basé sur l'espace-temps, avec des clôtures fixes, à un monde basé sur l'espace-vitesse et l'abolition des distances temporelles. Cela aurait pour conséquence de rendre caduque la conception de la société qui a présidé à la naissance de la sociologie.

Pour Bauman, nous serions ainsi entrés dans une ère de « *modernité liquide* », caractérisée par une fluidité des relations sociales. Ces relations n'ont plus une forme stable, ancrée dans la durée, mais elles sont désormais temporaires et elles ne peuvent se cristalliser dans des routines. A l'image de l'évolution des formes amoureuses, la mobilité spatiale de plus en plus importante et valorisée par les individus serait un révélateur parmi d'autres de cette liquidité. Elle contribuerait également à l'affaiblissement généralisé des institutions nationales en remettant en cause l'idée même de société et d'ancrage territorial.

Si l'analyse d'Urry est centrée plus spécifiquement sur les mobilités, elle reprend l'idée d'une remise en cause des institutions traditionnelles des sociétés nationales par la mobilité croissante des individus, des objets, des symboles et des images. La mobilité spatiale constituerait une dimension désormais centrale de l'expérience contemporaine. Elle participerait très fortement au développement de l'individualisation et à la disparition des catégories sociales traditionnelles. Nous assisterions ainsi au passage de sociétés modernes territorialisées à des sociétés spatialement réticularisées, organisées autour de la logique de flux. Ce passage rendrait caduque de nombreux concepts de la sociologie traditionnelle, basée sur une conception de l'espace temps n'intégrant pas les mobilités. Au contraire, la sociologie devrait être refondée autour du « *mouvement, de la mobilité et*

de l'ordonnancement contingent plutôt qu'être basée sur l'état statique, la structure et l'ordre social » (Urry, ibid, p. 31). L'objet d'étude de cette discipline ne serait plus alors les sociétés nationales et leurs structures, mais « *les diverses mobilités des peuples, des objets, des images, des informations et des déchets* » (Urry, ibid, p. 15). De nouvelles règles et méthodes sociologiques seraient dès lors à mettre en place, basées sur l'axiome que les sociétés ne constituent qu'une couche émergente du social. Ces sociétés ne doivent plus être perçues comme des espaces limités au cadre d'Etats Nation, mais comme des espaces globaux, aux frontières poreuses et mouvantes car ouverts aux différents flux mondialisés.

Il convient de ne pas caricaturer le propos de Bauman et d'Urry, en en faisant des zélateurs d'une mobilité généralisée[28]. Aucun de ces deux auteurs ne nie les inégalités sociales qui structurent la capacité à se déplacer. Ils développent au contraire, notamment Bauman, une vision dichotomique de la société, faisant des mobilités un élément très important de différenciation sociale : d'une part, une élite s'approprie les possibilités démultipliées de mobilité et évolue dans un monde sans frontières ; d'autre part le reste de la population reste ancré dans des territoires locaux. Bauman développe d'ailleurs une vision fondamentalement inquiète et pessimiste des évolutions sociétales actuelles. Quoiqu'il en soit, l'ambition de fonder une nouvelle sociologie autour des mobilités ne nous est pas d'une grande utilité pour notre travail personnel. En effet, cette ambition n'est guère soutenue par des travaux empiriques permettant de mieux comprendre la pratique sociale qu'est la mobilité.

3. La sociologie urbaine a-t-elle oublié les mobilités quotidiennes ?

D'autres auteurs s'appuient sur des constats similaires à ceux d'Urry pour justifier leur ambition de faire des mobilités spatiales, notamment quotidiennes, l'objet d'étude central de la sociologie urbaine (Bassand, Kaufmann et Joye, 2007) : ces mobilités auraient été d'une part « *largement oubliées par la sociologie urbaine jusqu'à une période récente* » (ibid, p. 173 ou p. 407) ; d'autre part, cet oubli serait d'autant plus problématique que les dynamiques urbaines contemporaines seraient caractérisées par le rôle central des mobilités dans « *le passage d'un espace-temps prenant appui sur la distance à un espace-temps prenant appui sur la vitesse* » (ibid, p. 172). Cette reconfiguration des structures territoriales modifierait en conséquence les structures sociales, la capacité à se déplacer discriminant désormais fortement les individus. Cette volonté d'organiser la sociologie urbaine autour des mobilités s'est traduite, par exemple, par la mise en place d'un groupe de travail spécifique « Mobilités spatiales et fluidités sociales » au sein de l'Association internationale des sociologues de langue française.

Dans les paragraphes précédents, nous nous sommes déjà interrogé sur l'importance croissante que prennent les mobilités spatiales, notamment quotidiennes, dans nos

[28] Sur ce point, voir notamment (Urry, 2010, chapitre 9).

sociétés. L'argument d'une sociologie urbaine historiquement organisée autour des lieux sans prendre en compte les mobilités nous semble beaucoup plus discutable. Nous essaierons de montrer que la volonté de créer un champ sociologique autonome autour des mobilités repose plutôt sur une concurrence avec les ingénieurs, les socio-économistes des transports et les géographes.

En effet, il est difficile de soutenir que les mobilités quotidiennes n'ont pas constitué un des objets centraux de la sociologie urbaine. Nous ne partageons pas sur ce point la partition effectuée par Kaufmann et Jemelin (2004) sur le traitement disciplinaire des formes de mobilité spatiale : la sociologie se serait concentrée sur les migrations, l'anthropologie sur le voyage, la démographie sur les mobilités résidentielles, alors que le traitement des mobilités quotidiennes aurait été l'apanage des géographes. Le thème des mobilités quotidiennes a, au contraire, occupé une place importante dans la sociologie urbaine, américaine mais aussi francophone.

Ainsi, les travaux de Chombart de Lauwe sur l'agglomération parisienne de l'après-guerre font une place importante aux déplacements quotidiens des individus : élaboration de cartes de chalandise, recensement de l'ensemble des déplacements dans Paris effectués durant l'année par une jeune étudiante du 16ème arrondissement, ethnographie de la vie quotidienne d'une famille ouvrière du 13ème arrondissement, etc. (Paquot, 2000). De même, un des trois niveaux de la tripartition de l'espace de Lefebvre (2000 [1974]), « *l'espace perçu* », n'est appréhendable qu'à travers l'ensemble de la réalité quotidienne des individus : emploi du temps, parcours et réseaux reliant les lieux du travail, de la vie privée et des loisirs, etc. Surtout, les mobilités quotidiennes constituent une des dimensions centrales des processus contemporains d'urbanisation selon Rémy et Voyé (1992). Ces auteurs établissent une coupure entre les villes non urbanisées telles qu'elles existaient avant la Révolution Industrielle et les villes actuelles. Les villes deviennent urbanisées lorsque la mobilité spatiale organise la vie quotidienne de ses habitants : la conjonction de la possibilité technique de se déplacer et de la valorisation sociale de la mobilité constitue le processus d'urbanisation. Les villes contemporaines se distinguent ainsi entre elles selon deux caractéristiques majeures : la place qu'y tiennent les espaces publics et l'importance de la mobilité spatiale qui facilite ou rend difficile les contacts entre citadins.

De même, comme nous l'avons montré dans notre second chapitre, la mobilité quotidienne est un objet central dans les travaux de l'Ecole de Chicago. Ces chercheurs n'ont pas fait des mobilités quotidiennes un objet d'étude spécifique, mais ils les intègrent dans leur conception écologique de la ville. Définie comme un « *établissement relativement important, dense et permanent d'individus socialement hétérogènes* » (Wirth, 2005 [1938], p. 262), la ville s'organise ainsi autour de la distribution des différents groupes sociaux dans l'espace et des dynamiques de mobilité. L'importance de la mobilité dans l'écologie urbaine en fait un « *pouls de l'agglomération* » (Burgess, 2005 [1925], p. 143) car la ville est « *composée d'unités capables de locomotion* » (Park, 2005 [1926], p. 208).

Les sociologues de l'Ecole de Chicago distinguent les différentes formes de mobilité spatiale des citadins (McKenzie, 2005 [1921], p. 224) : d'une part les mobilités résidentielles entraînant un changement d'agglomération ; d'autre part les mobilités résidentielles à l'intérieur d'une même agglomération ; enfin les mobilités quotidiennes, « *type de mobilité qui n'est pas repérable par le changement de résidence, mais qui est presque aussi important du point de vue de la vie de voisinage : c'est la capacité d'un individu, à utiliser grâce aux moyens modernes de communication, l'environnement social offert par l'agglomération dans son ensemble* ». Ces sociologues ont majoritairement privilégié l'étude des mobilités résidentielles, qu'ils reconnaissent plus faciles à étudier que les mobilités quotidiennes non repérables dans les recensements des populations (Burgess, ibid, p. 142). Néanmoins, ils fournissent de nombreuses pistes permettant d'appréhender statistiquement les mobilités quotidiennes : établir le nombre de passagers transportés quotidiennement dans les transports collectifs (Burgess, ibid, p. 144), compter la circulation à une heure et en un lieu donnés ou approximer le réseau de sociabilité des citadins par le nombre d'appels téléphoniques qu'ils passent (Burgess, ibid, p. 145). A terme, le développement de l'appréhension quantitative des mobilités spatiales pouvait ainsi conduire pour ces auteurs à ce que la « *sociologie devienne effectivement ce que certains ont voulu qu'elle soit : une branche des statistiques* » (Park, ibid, p. 206).

Au niveau théorique, ces sociologues mettent en lien l'accroissement des mobilités quotidiennes à leur époque avec les transformations de l'organisation écologique de la ville et de la personnalité du citadin. Dans le célèbre schéma concentrique de représentation de la ville de Burgess, un mode de transport privilégié est ainsi associé à chaque aire urbaine (Lannoy, 2005). Ces moyens de transport sont un des facteurs primaires du processus d'urbanisation, notamment du développement des banlieues et des évolutions des voisinages urbains : « *les moyens de transport et de communication plus accessibles et permettant aux individus de répartir leur attention et de vivre en même temps dans plusieurs mondes différents, tendent à détruire la permanence et l'intimité du voisinage* » (Park, 2005 [1925], p. 92). La modification de leurs tracés contribue également à transformer fortement le peuplement d'un quartier (McKenzie, ibid, p. 162) ou la fréquentation des espaces publics du centre de l'agglomération (Park, ibid, p. 200).

Le développement de la mobilité quotidienne, définie par Park non par le déplacement mais « *par le nombre et la diversité des stimulations auxquelles le citadin doit répondre* » a également pour ces sociologues de fortes conséquences sur les modes de vie urbains. Il explique le caractère de plus en plus éphémère, anonyme et superficiel des relations sociales dans les métropoles. Ces relations sont caractérisées par la distance et le tact, qui seuls permettent d'interagir avec des étrangers : « *les transports et les communications ont (...) multiplié pour un individu, les occasions de contacts et de relations avec ses semblables, mais ils ont rendu ces contacts et ces relations plus transitoires et plus instables* » (Park, 2005 [1925], p. 125). Le développement de la mobilité quotidienne permet ainsi aux individus de multiplier les fréquentations de diverses régions morales et d'acquérir une personnalité propre : « *du point de vue sociologique, la mobilité n'a*

d'importance que pour autant qu'elle permet de nouveaux contacts sociaux (...) Le fait que tout individu soit susceptible de se déplacer dans l'espace lui assure une expérience particulière qui lui est propre et cette expérience –acquise lors de ses aventures dans l'espace- lui procure, dans la mesure où elle est unique, un point de vue indépendant : c'est le fait pour un individu d'avoir une expérience unique et d'en avoir conscience (...) qui le constitue finalement comme personne ». (Park, 2005 [1926], p. 208).

Il n'est donc guère étonnant que les pratiques de mobilité quotidiennes soient présentes dans de nombreuses études empiriques de ces sociologues. Ces pratiques figurent dans l'analyse du lien entre mobilités et délinquance, marquée par un éloignement croissant entre lieu du délit et lieu d'habitation (Trasher, 1927). Elles sont aussi présentes dans la monographie de deux quartiers de Chicago qui détaillent les usages sociaux de l'automobile des familles aisées, qui leur permet d'entretenir un réseau amical étanche aux citadins jugés appartenir à des couches inférieures (Zorbaugh, 1929). Les mobilités quotidiennes apparaissent également dans une ethnographie sur la pratique des grandes villes durant l'hiver des travailleurs migrants, vagabondant au gré d'emplois précaires et saisonniers le reste de l'année (Anderson, 1993 [1923]). Elles jouent un rôle central dans une monographie des « *taxi dance hall* », ces dancings dans lesquelles des jeunes femmes sont payées pour danser avec des clients : l'auteur montre que ces lieux sont fréquentés par une clientèle diverse, en provenance de l'ensemble de l'agglomération, en raison de leur localisation facilement accessible en transports collectifs mais également de la diffusion de l'automobile (Cressey, 1932). Enfin, dans une perspective différente, plus proche de la sociologie des professions, Davis (1959) étudie l'étude des relations, par définition éphémères, entre les chauffeurs de taxi et leur clientèle. Le chauffeur subit souvent les conversations comme une « *non personne* » car il est considéré comme le simple prolongement de sa voiture. Il réussit néanmoins à obtenir un pourboire grâce à des compétences civiles, alors qu'il est le travailleur mobile par excellence : il n'a pas de clientèle fixe et ne il peut donc se bâtir de réputation.

Ce retour sur la place occupée par les mobilités quotidiennes dans les travaux de l'Ecole de Chicago n'a pas été effectué dans un simple but épistémologique. Il nous permet de tirer plusieurs enseignements sur la manière d'appréhender la mobilité quotidienne. Le principal apport de ces travaux est d'établir un lien entre mobilité quotidienne, désorganisation sociale et changement, que ce soit au niveau collectif ou individuel. Burgess opère ainsi une distinction entre mobilité et mouvement, associant la découverte au premier et la routine au second. De même, McKenzie distingue la mobilité de la fluidité, qui est un déplacement routinier ne modifiant pas l'organisation sociale. Ce lien entre mobilité et changement structurera ainsi le paradigme de la mobilité comme épreuve que nous allons présenter à la fin de ce chapitre.

Si la mobilité quotidienne n'a pas été négligée par la sociologie urbaine, comment expliquer alors cette volonté de fonder une analyse sociologique centrée spécifiquement sur cet objet ? Notre hypothèse est que cette volonté n'est pas la conséquence d'un manque dans le champ de la sociologie urbaine, mais plutôt d'une concurrence avec

d'autres disciplines scientifiques centrées spécifiquement sur les mobilités quotidiennes, notamment automobiles : l'ingénierie, la socio-économie des transports et la géographie.

Dès la seconde moitié du XIXème siècle, le développement des infrastructures de transports ferroviaires a mobilisé les apports concomitants des sciences de l'ingénieur et de l'économie dans l'aide à la décision publique. Cela s'est traduit en France par la constitution d'une culture commune, particulièrement concentrée au sein du Corps des Ponts et Chaussées (Offner, 1988). Cette production scientifique dans le champ des transports prendra de l'ampleur avec la généralisation de la croissance automobile. Elle s'organisera autour du développement de modèles de trafic statiques basés sur l'hypothèse de stabilité temporelle des comportements : l'introduction de routes, de transports en commun, etc. entre les territoires aménagés ne modifie pas le comportement des citadins, notamment leurs choix de localisation résidentielle ou des modes de transports qu'ils empruntent.

De même, aux Etats-Unis, l'étude scientifique des déplacements automobiles lors de l'essor de la motorisation individuelle a été déléguée par les sociologues de l'Ecole de Chicago à une discipline en voie de constitution, la science du trafic (Lannoy, 2003). A l'exception de la thèse d'un étudiant en 1928, qui ne sera jamais publiée et très rarement citée en raison de son manque de recherches de terrain, ces sociologues n'ont ainsi pas étudié de manière systématique les usages de l'automobile. Ils ont délégué d'autant plus volontiers l'étude de l'automobile à la science du trafic, que cette dernière, sous l'impulsion de son fondateur McClintock, se caractérisait à ses débuts par des méthodes de recherche proches de la sociologie urbaine : enquêtes de trafic mêlant statistiques et cartographies, approche écologique de la ville, etc. L'institutionnalisation ultérieure de la profession d'ingénieur du trafic, puis la technicisation de cette discipline, ont cependant fait sombrer dans l'oubli cette mitoyenneté originelle avec la sociologie. Dans les années d'après-guerre, les outils et modèles de simulation des circulations mis au point par ces ingénieurs américains seront importés dans plusieurs pays européens. Les mobilités quotidiennes y seront traitées uniquement sous l'angle des flux, sans prendre en considération la temporalité du déplacement et l'acteur mobile en lui-même.

Il nous semble nécessaire de garder à l'esprit que les mobilités quotidiennes ont été un terrain d'investigation privilégié de nombreuses disciplines concurrentes de la sociologie. Cela explique d'une part, nous semble-t-il, la volonté de certains de fonder une sociologie centrée spécifiquement sur les mobilités, afin de compléter les apports de ces disciplines concurrentes. D'autre part, les approches plus sociologiques de la mobilité quotidienne ne se sont pas toutes construites en opposition avec les études des économistes, des ingénieurs et des géographes. Nous verrons ainsi, dans les lignes qui suivent, que le paradigme de la mobilité comme accessibilité repose sur une complexification des travaux d'économistes des transports et de géographes par la prise en compte des stratégies et des arbitrages des acteurs ainsi que des contraintes qui pèsent sur eux.

La question de savoir s'il convient d'établir un champ sociologique centré spécifiquement sur les mobilités ne trouvera pas de réponses dans notre travail. Nous ne souhaitons pas non plus faire des mobilités quotidiennes un analyseur des dynamiques urbaines actuelles, voire des évolutions sociétales et des modes de vie contemporain (Bourdin, ibid) : reconfiguration du lien social avec la multiplication d'interactions totalement dé-localisées ; multiplication des choix qui s'offrent aux individus ; évolution des logiques consommatoires. Cela supposerait une analyse empirique des évolutions de la mobilité sur une longue période.

Plus modestement, nous souhaitons analyser ces mobilités comme une pratique sociale, inscrite dans un contexte social et territorial donné. En effet, dans notre travail, l'étude de la mobilité quotidienne ne prend sens qu'en lien avec son rôle dans la socialisation des adolescents. Cette mobilité n'est pas pensée pour elle-même, mais parce qu'elle révèle différentes manières d'habiter un quartier ségrégué et d'affronter l'épreuve du domaine public. De plus, les évolutions de la mobilité quotidienne depuis un siècle ne disqualifient pas l'utilisation des outils classiques de la sociologie pour penser la mobilité. Nous nous appuierons ainsi sur trois théories sociologiques de l'action : l'action rationnelle en finalité, l'incorporation de dispositions à agir et l'agir créatif. Ces théories permettent de dégager trois paradigmes de description et/ou d'explication de la mobilité : l'accessibilité, les dispositions et l'épreuve. Cette pluralité conceptuelle nous semble nécessaire car « *la mobilité spatiale est un phénomène social total, c'est-à-dire qu'elle n'est jamais seulement un déplacement mais toujours une action au cœur de processus sociaux de fonctionnement et de changement* » (Bassand, 1986, p. 25). Nous ne prétendons donc pas épuiser les modalités d'appréhension sociologique de la mobilité. Il n'en demeure pas moins que ces trois paradigmes nous ont semblé les plus adéquats afin de répondre aux trois questions mises en évidence à la fin de notre second chapitre[29].

[29] Pour plus de précisions sur chacun de ces paradigmes et leur complémentarité, voir Oppenchaim (2011).

II. La mobilité comme accessibilité

Dans ce paradigme, la mobilité des acteurs est appréhendée comme une action rationnelle en finalité (Weber, 1995) permettant l'accès à une activité. Elle est déterminée conjointement par les capacités d'organisation des acteurs, le système de transport et la localisation des résidences et des aménités (Massot et Orfeuil, 2005).

Ce paradigme s'inspire principalement des travaux de la géographie du temps, qui analysent les pratiques individuelles de mobilité dans le cadre d'une journée où un certain programme d'activités doit être réalisé (Hägerstrand, 1970). La réalisation de ce programme est cependant soumise à un certain nombre de contraintes spatiales (comme le lieu d'exercice des activités), temporelles (comme les horaires d'ouverture de ces lieux) et de coordination avec les autres individus. La conjonction de ces contraintes et du projet de l'individu prédétermine les activités qu'il peut ou non réaliser. Les caractéristiques du réseau de transport rendent ainsi certains choix d'activité possibles et d'autres non.

Ces travaux ont fortement modifié le regard porté sur les mobilités à partir des années 1970. Auparavant, les mobilités étaient principalement étudiées par des ingénieurs et des économistes, dans une logique de flux et d'infrastructures à mettre en œuvre pour faciliter les déplacements domicile-travail (Wenglenski, 2006). Les travaux de la géographie du temps ont ainsi individualisé l'analyse des mobilités quotidiennes, en les replaçant dans le contexte social et familial de l'individu. Ils ont également mis en relation ces mobilités avec les activités qu'elles permettent de réaliser : les déplacements ont désormais d'autres motifs que le travail. S'intéresser à la mobilité des individus implique alors de prendre en compte la distribution des activités sur le territoire, la localisation des individus mais également leur situation : la durée, l'enchaînement des activités journalières, les contraintes familiales, les niveaux de revenus sont les nouveaux critères d'examen de la mobilité quotidienne. Ce nouveau regard porté sur la mobilité est concomitant avec une évolution des outils d'observation. En passant des enquêtes origines-destinations aux enquêtes ménages-déplacements, il est possible de recueillir des informations détaillées sur l'activité réalisée grâce au déplacement ainsi que sur les caractéristiques sociodémographiques du ménage de l'individu.

Dans la lignée de ces travaux, le paradigme de l'accessibilité considère que la mobilité dérive du programme d'activités réalisé par l'individu en fonction des contraintes qui pèsent sur lui et de ses capacités d'organisation. Ces capacités dépendent des ressources de l'individu, notamment économiques, et de son accès aux différents modes de transports (desserte du quartier en TC, possession d'une automobile et du permis de conduire). Mais elles sont aussi liées au fonctionnement et à la structure de la cellule familiale, aux capacités de programmation des activités, à la disponibilité temporelle liée aux horaires de travail et à leur flexibilité (Cass, Shove et Urry, 2005).

Ce paradigme permet alors de mettre en évidence les déterminants structurels, sociaux et spatiaux, qui jouent sur les potentiels de mobilité. Cette notion de potentiel est centrale

car elle différencie les déplacements effectués de la capacité des individus à se déplacer. Elle sera reprise et systématisée avec la notion de motilité (Kaufmann, 2007). Si les enquêtes ménages-déplacements constituent l'outil de recherche privilégié par les auteurs de ce paradigme, ces derniers s'appuient également sur d'autres matériaux (recensement, matrice de temps d'accès, accès aux cartes de transport, etc.) pour renseigner ces potentiels. En effet, les enquêtes ménages-déplacements ne renseignent qu'une demande exprimée : les besoins et les désirs latents des individus qui n'ont pas pu se déplacer n'y sont pas comptabilisés.

Le passage d'un raisonnement individualisé à une approche plus centrée sur les groupes sociaux permet ainsi de montrer qu'à l'encontre des thèses d'une explosion généralisée des mobilités, ces dernières sont des pratiques sociales influencées par une inégale distribution de la capacité à être mobile. Ce paradigme renseigne de nouvelles inégalités entre groupes sociaux, car ces différentiels de potentiel de mobilité ont des effets sur l'accès des individus à certaines ressources. En outre, ce paradigme permet de penser les effets de ces potentiels de mobilité sur la production urbaine : la localisation des entreprises et des services est, par exemple, très fortement déterminée par les durées et coûts d'accès pour s'y rendre. De même, les travaux de Zahavi (1974) montrent une relative constance des budgets temps et monétaires consacrés à la mobilité. Dans ce cadre, l'augmentation des potentiels de mobilité quotidienne liée à la diffusion de l'automobile a transformé les arbitrages des ménages entre mobilité quotidienne et mobilité résidentielle. Elle a ainsi fortement contribué à l'étalement urbain.

Ce paradigme a donné lieu à de nombreuses enquêtes empiriques, qui portent essentiellement sur les actifs. Certaines études ont ainsi montré que, en Île-de-France, les individus n'avaient pas le même potentiel d'accès aux bassins d'emploi selon leur catégorie sociale (Wenglenski, ibid). Ces importantes disparités peuvent être conjointement expliquées par les ressources dont les individus disposent, leurs localisations résidentielles et celles des bassins d'emploi. Tout d'abord, les catégories supérieures ont plus de facilités à se déplacer grâce à un accès plus important à l'automobile. D'autre part, ils arrivent plus facilement à se loger à proximité des bassins d'emplois disponibles. Enfin, les employeurs sont souvent plus attentifs dans leurs stratégies de localisation à se positionner par rapport à l'espace résidentiel de leurs cadres plutôt qu'à celui des autres personnels. Le potentiel de mobilité dépend donc fortement de la localisation résidentielle des individus. Des travaux ont par exemple montré que la périurbanisation en Île-de-France des ménages modestes sous la pression foncière s'était traduite par une augmentation des dépenses liées à la mobilité quotidienne et par une forte dépendance automobile (Orfeuil et Polacchini, 1999) : le marché de l'emploi potentiellement accessible est beaucoup plus faible qu'ailleurs, alors même que les possibilités de déménagement sont plus limitées du fait de situations plus fréquentes d'accession à la propriété. Les ménages n'ayant pas accès à l'automobile voient ainsi leur territoire de services et d'emplois se réduire, même si cette dépendance automobile est moindre qu'en Angleterre, en raison notamment de l'accès à des ressources locales (Fol, Dupuy et Coutard, 2002).

Comment appliquer ce paradigme au cas des adolescents ? Nous nous y essaierons empiriquement dans notre cinquième chapitre, mais nous pouvons dès à présent formuler quelques réflexions exploratoires. Réfléchir sur le potentiel de mobilité des adolescents de ZUS suppose de renseigner les aménités qui sont présentes dans leur quartier, la localisation de celles qu'ils recherchent en dehors de leur quartier et les ressources dont ils disposent pour se déplacer.

En ce qui concerne les aménités du quartier, les adolescents de ZUS sont confrontés à une faiblesse du tissu commercial de proximité, même si les marchés de plein vent y attirent parfois des citadins d'autres communes (Rochefort, 2008 ; ONZUS, 2009). Les ZUS se caractérisent par une présence moins fréquente de supermarchés traditionnels ou d'hypermarchés au profit de commerces alimentaires discount, de supérettes ou d'alimentations générales exploitées par des indépendants. Ces quartiers souffrent également d'un déficit d'équipements urbains, notamment les services de proximité et de santé (ONZUS, ibid). Nous verrons, que sur nos différents terrains de recherche, ce déficit d'équipements (par exemple de distributeurs de monnaie), de services publics (les bureaux de Poste) et privés (les cafés) induisent un nombre important de déplacements des adolescents (mais également des stratégies d'adaptation, certains confiant par exemple des sommes d'argent en liquide dans une enveloppe à un ami proche). Les ZUS se caractérisent également par un déficit en équipements sportifs, même si l'écart avec la moyenne nationale y est moindre que pour les commerces et les disparités internes aux ZUS sont très importantes (ONZUS, ibid). La répartition de ces équipements est spécifique. On y trouve plus de city-stades, de terrains de basket, de salles multisports et d'arts martiaux et moins de stades de football, de courts de tennis ou de terrains de pétanque que la moyenne nationale. Le diagnostic concernant les associations de jeunesse présentes dans ces quartiers reste encore à faire. Une autre aménité oriente fortement les déplacements des adolescents : les établissements scolaires. Le taux de couverture de ces quartiers en équipements scolaires est identique à la moyenne nationale (ONZUS, ibid). Nous verrons ultérieurement qu'en raison de la forte densité de jeunes dans ces quartiers la distance entre le domicile et l'établissement scolaire y est inférieure à celle de la moyenne des adolescents franciliens. Au contraire des collèges, les lycées fréquentés sont rarement situés en ZUS.

En ce qui concerne les aménités recherchées en dehors du quartier, il convient de renseigner la localisation des grandes centralités urbaines de la région, notamment les centralités commerciales. Ces centralités sont fortement prisées par les adolescents, car ils peuvent y rencontrer des jeunes d'une autre origine géographique et sociale, notamment de sexe opposé (voir infra, chapitre 6).

De plus, le potentiel de mobilité des adolescents dépend fortement des ressources de leurs parents, notamment de leur disponibilité en temps, argent et voitures individuelles. En effet, les adolescents sont, par définition, accompagnés lorsqu'ils se déplacent en voiture, car ils ne possèdent pas le permis de conduire. Leur potentiel de mobilité est alors influencé par le fonctionnement de la cellule familiale (Kaufmann et Widmer, 2005) et sa

structure, plus particulièrement par la taille de la fratrie (Vandermissen, 2008). Néanmoins, il convient de ne pas négliger les autres ressources pour se déplacer : celles procurées par un réseau amical élargi et par une présence dans les associations du quartier, lorsque les adolescents disposent d'un capital d'autochtonie important (Retière, 2003 ; Renahy, 2005).

Enfin, le potentiel de mobilité de ces adolescents dépend de la desserte en transports en commun de leur quartier de résidence. Dans notre cinquième chapitre, nous verrons que les adolescents de ZUS bénéficient bien souvent d'une meilleure desserte que les autres, ce qui leur permet un accès relativement rapide, en journée, aux centralités urbaines et commerciales de la région. Cette desserte s'explique par la densité de population présente dans ces quartiers, ainsi que par le processus de construction historique des grands ensembles lors des Trente Glorieuses : la loi cadre du 7 août 1957, qui vise à faciliter les procédures d'acquisition foncière et délimite des zones à urbaniser en priorité, avait pour objectif de répondre à la carence en logements, mais également de planifier et d'encadrer le développement urbain (Tellier, 2007). Par conséquent, les quartiers d'habitat social franciliens se situent majoritairement en petite couronne ou à proximité de villes satellites de Paris, afin de contrebalancer l'influence de cette dernière (Meaux, Melun, Montereau-Fault-Yonne, Mantes la Jolie…). Dans ce cas, les grands ensembles sont alors construits à proximité de grandes zones industrielles et, le plus souvent, d'une gare SNCF.

Ces quelques réflexions montrent que le potentiel de mobilité des adolescents de ZUS diffère fortement de celui des actifs de leurs quartiers, même s'ils partagent la même localisation résidentielle. La bonne desserte en transports en commun des ZUS a un impact beaucoup moins important sur le potentiel de mobilité des actifs, notamment en ce qui concerne l'accessibilité aux bassins d'emploi. En effet, cette desserte ne suffit pas à compenser la moindre motorisation des actifs de ZUS (Caubel, 2007). D'une part, beaucoup d'actifs de ces quartiers ont des horaires de travail atypiques, qui ne correspondent pas forcément à ceux des transports en commun. D'autre part, si les quartiers d'habitat social ont historiquement été construits à proximité du centre de l'agglomération ou de zones industrielles, ce lien entre habitat et emploi est aujourd'hui rompu. Les bassins d'emplois, notamment industriels, s'éloignent du centre de l'agglomération. La chute de l'emploi industriel est beaucoup plus marquée dans la ville-centre et la banlieue intérieure que dans les périphéries : la ville-centre est un lieu de création nette d'emplois de cadres, de stagnation de l'emploi d'employés, et de destruction nette d'emplois d'ouvriers et de techniciens (Orfeuil, 2004). La taille des bassins d'emploi accessibles en un peu plus d'une demi-heure est cependant très différente selon les ZUS franciliennes (Credoc, 2008) : dans certaines d'entre elles, cette taille est supérieure ou égale à la moyenne francilienne (par exemple dans les ZUS parisiennes), alors qu'elle est très fortement inférieure à la moyenne dans de nombreuses ZUS.

Nous mobiliserons amplement le paradigme de la mobilité comme accessibilité dans notre recherche (voir infra, chapitre 5). Celui-ci permet en effet de décrire des potentiels

de mobilité inégaux parmi les adolescents, qui expliquent ensuite des pratiques de mobilité différenciées. Ce paradigme présente cependant deux limites. Contrairement au paradigme de la mobilité comme épreuve, il ne s'intéresse guère au déroulement du déplacement, aux discontinuités auxquelles celui-ci donne lieu, notamment les interactions avec les autres citadins. Dans ce paradigme, autrui est un désagrément (quand les trains sont pleins par exemple) ou un adjuvant de la mobilité (« quand il me prête sa voiture ») ; dans tous les cas, il n'est pensé que par rapport à la stratégie de déplacement. Le point central de ce paradigme n'est pas le déplacement en lui-même, mais ce que à quoi il donne accès à l'individu. Toutefois, ce paradigme ne pourra expliquer pour quelles raisons, à accessibilité égale, certaines personnes trouveront un déplacement plus éprouvant qu'un autre, seront moins enclines à se déplacer ou préféreront prendre tel mode de transport même s'il est moins rapide. Il ne permet par exemple pas de comprendre complètement pourquoi une amélioration de la desserte en transports en commun d'un quartier ne conduit pas mécaniquement à des déplacements plus fréquents de tous les habitants. Autant de points que renseigne au contraire le paradigme des dispositions.

III. Les dispositions à la mobilité

Ce paradigme ne considère pas la mobilité comme le moyen de réaliser une activité mais comme l'exercice d'une pratique en soi. Il puise sa source dans les travaux de Bourdieu sur l'action, notamment *Esquisse d'une théorie de la pratique* ([1972] 2000) et *Le Sens pratique* (1980). Ce paradigme permet de poser l'hypothèse que les individus ont, en fonction de leur socialisation, des dispositions différentes à agir et penser dans diverses dimensions des pratiques de mobilité quotidienne : l'utilisation des modes de transport, le rapport à l'anonymat urbain et à la co-présence avec des inconnus.

D'autres auteurs s'inspirent dans leurs travaux sur la mobilité de l'œuvre de Bourdieu, en proposant le concept de capital de mobilité (Kaufmann, Bergmann et Joye, 2004 ; Urry, 2007). Néanmoins, ce concept n'est pas un outil propre au paradigme des dispositions, mais un prolongement de celui de l'accessibilité. L'œuvre de Bourdieu est ainsi structurée par quatre fils anthropologiques (conception philosophique *a priori* de la condition humaine) : le fil des intérêts, celui de la lutte contre la mort symbolique[30], celui de la liberté relative par la connaissance des déterminismes[31], celui de la primauté d'un corps humain non réflexif (Corcuff, 2007). Le fil des intérêts est le moins spécifique dans l'œuvre de Bourdieu et on lui a reproché de réduire les pratiques à une simple logique utilitariste (Caillé, 2005). Dans ce fil anthropologique, le concept de capital est fortement associé à celui de champ : espace autonomisé et institutionnalisé de concurrence entre des agents dotés de ressources inégales et cherchant à accumuler un capital spécifique. Si les agents se caractérisent par une logique de l'intérêt et de la concurrence, ils ne sont cependant pas des *homo oeconomicus*. Ils ont des intérêts pluriels et distincts selon les champs. Ces intérêts sont le plus souvent inconscients. Chez Bourdieu, ce fil utilitariste a nourri, entre autres, ses analyses du champ politique ainsi que celles du langage en termes de « marché linguistique » (Bourdieu, 2001). Il structure également sa théorie de la hiérarchisation de l'espace social autour des différents capitaux, notamment économique et culturel, possédés par les agents (Bourdieu, 1979).

Les auteurs cités précédemment se situent dans ce fil anthropologique, car ils souhaitent faire de la capacité à être mobile un capital participant de la hiérarchisation de l'espace social. Ils se réfèrent ainsi quasi exclusivement au seul article écrit par Bourdieu sur le capital social (1980). Urry définit par exemple le concept de « *capital en réseau* » comme « *la capacité à engendrer et maintenir des relations sociales avec des personnes non géographiquement proches, qui génèrent des bénéfices émotionnels, financiers et pratiques* » (Urry, ibid, p. 19). La capacité à être mobile est pensée en lien avec les relations sociales que permettent la mobilité, et les bénéfices que l'individu peut en tirer. De fait, la frontière entre ce concept de capital en réseau et celui de capital social est

[30] Dans une lignée pascalienne, les individus cherchent à se distinguer les uns des autres afin d'obtenir une reconnaissance sociale et s'arracher ainsi à l'insignifiance de l'existence.
[31] Dans une lignée spinoziste, la connaissance des déterminismes sociaux qui pèsent sur l'action permet de s'en libérer.

relativement floue[32]. Plus largement, l'emploi de ce concept est principalement une critique des travaux de Putnam (2000), qui définit le capital social comme les liens forts internes à une communauté locale. Pour Putnam, la croissance de la mobilité spatiale entraîne une diminution du capital social dans nos sociétés, car elle diminue l'ancrage local des individus. Urry entend montrer que la mobilité permet au contraire d'élargir le réseau de relations au-delà du local, et donc d'enrichir le capital social.

L'article de Kaufmann, Bergman et Joye a également pour ambition de considérer le potentiel de mobilité des individus comme une forme de capital. Le lien entre mobilité et stratification sociale y est plus explicite que dans l'article d'Urry. En effet, faire du potentiel de mobilité un des capitaux qui différencient les individus, permet, selon ces auteurs, d'échapper au débat autour d'une éventuelle fluidification de la société qui rendrait caduque les anciennes structures sociales (Beck, 2003). Alors que dans l'article d'Urry, le capital en réseau est présenté comme un simple support du capital social, le lien entre ces deux capitaux est également précisé (Kaufmann, Joye et Widmer, 2006). Les auteurs posent l'hypothèse que le capital de mobilité et les déplacements qu'il permet sont en adéquation avec différentes formes de capital social. Dans une logique de « *mobilité réversible* », se déplacer, notamment pour motif professionnel, permet de ne pas déménager et donc de garder un ancrage local fort. Le capital social est organisé autour de liens forts. Dans une logique de « *mobilité récursive* », se déplacer permet d'élargir le capital social en acquérant des liens faibles qui viennent compléter les liens forts locaux. Dans une logique de « *mobilité irréversible* », l'individu privilégie la mobilité résidentielle à la mobilité quotidienne. Cela entraîne une recomposition du réseau de relations, désormais organisé autour de liens faibles.

Si introduire le concept de capital de mobilité permet de complexifier les approches traditionnelles de la stratification sociale, ce concept ne se distingue guère du paradigme de l'accessibilité. Il partage notamment une même conception de l'action comme moyen d'accéder à un certain nombre de ressources. Parler de capital plutôt que de potentiel de mobilité comme le font les auteurs du paradigme précédent a cependant deux avantages. D'une part, cela permet d'introduire un lien explicite entre la mobilité quotidienne et les problématiques de la stratification sociale. Ce lien n'était pas absent, comme nous l'avons vu, dans le paradigme précédent, mais il était beaucoup moins exploité que celui entre potentiel de mobilité et fabrique de la ville. D'autre part, l'emploi de ce concept permet d'insister sur la transférabilité de cette capacité à être mobile sous d'autres formes de capitaux.

Un point aveugle subsiste néanmoins dans l'utilisation que font ces auteurs du concept de capital, car il n'est jamais lié dans leur propos à celui de champ. Faut-il alors penser que le capital de mobilité, à l'image du capital économique, est très fortement transférable d'un champ à un autre ? L'inégale possession du capital de mobilité peut-elle même être

[32] Un lapsus étonnant témoigne d'ailleurs de ce flou relatif : Urry modifie dans sa bibliographie le titre de l'article de Kaufman, Bergman et Joye en y ajoutant un adjectif : « Motility : mobility as a **social** capital ».

le support d'une forme de domination transversale à l'ensemble des champs, à l'image de la domination masculine[33] ?

Le concept de capital de mobilité s'inscrit donc, selon nous, dans la continuité du paradigme de l'accessibilité. Les auteurs utilisant ce concept n'effectuent pas de lien avec le reste de l'œuvre de Bourdieu, notamment le concept d'habitus, à de rares exceptions près (Bassand, Kaufmann et Joye, ibid, p. 10). Kaufmann essaie de complexifier les approches de la mobilité centrées sur la seule logique de déplacement en introduisant la notion de motilité. Il est alors dommage d'analyser cette notion, du moins dans le titre de l'article où elle est définie, avec le seul concept de capital. En effet, cette notion est plus large que la conception utilitariste de l'action qui se détache du concept de capital. La motilité d'un individu se compose ainsi de trois dimensions :

- L'accessibilité qui renvoie à l'offre de mobilité à laquelle a accès l'individu en fonction de sa localisation résidentielle, de la distribution des transports et de ses ressources ;

- Les compétences, qui peuvent être physiques, organisationnelles, mais qui renvoient également aux savoir-faire permettant de se déplacer, comme posséder le permis ou savoir lire un plan du réseau ;

- L'appropriation, qui est le sens donné par les acteurs aux possibilités de mobilité auxquelles ils ont accès. Cette appropriation renvoie aux habitudes, normes, valeurs et perceptions intériorisées par les individus.

Si les deux premières dimensions s'intègrent parfaitement au paradigme de l'accessibilité, la dimension de l'appropriation se rapporte au contraire à une conception de l'action différente d'une simple adéquation, même inconsciente, des moyens aux fins. Cette dimension suppose de considérer la mobilité comme une pratique et d'utiliser une conception de l'action issue d'un autre fil anthropologique de l'œuvre de Bourdieu : la primauté d'un corps humain non réflexif.

Ce fil anthropologique considère que le rapport corporel au monde est premier par rapport aux dimensions réflexives de l'action. Il structure la critique d'une conception intellectualiste de l'action opérée par Bourdieu avec le concept d'habitus : « *système de dispositions durables et transposables, structures structurées disposées à fonctionner comme structures structurantes, c'est-à-dire en tant que principe générateurs et organisateurs de pratiques et de représentations qui peuvent être objectivement adaptées à leur but sans supposer la visée consciente de fins et la maîtrise expresse des opérations nécessaires pour les atteindre* » (Bourdieu, 1980, p. 88). Ce concept offre ainsi l'avantage d'échapper « *au choix réducteur entre phénoménologie et physique sociale* », entre une conception d'un sujet rationnel qui va trouver en lui-même les ressources de ses stratégies

[33] A l'intérieur du champ des étudiants, des universitaires, des sportifs, etc. Il y aurait ainsi une opposition, outre l'inégale possession du capital spécifique au champ, entre individus ayant ou non la capacité d'être mobiles à différentes échelles.

et une conception des individus obéissant inconsciemment dans leurs comportements à des régularités objectives.

L'habitus a donc une dimension beaucoup plus large que l'habitude, qui renvoie à la répétition conscientisée d'une pratique quotidienne. Il se compose des compétences liées à l'apprentissage d'une capacité (comme apprendre à jouer au football), mais surtout de l'intériorisation des structures objectives sous la forme de dispositions à agir et à percevoir le monde. Ces dispositions ne s'exercent qu'en situation et permettent à l'agent d'agir dans une « *compréhension immédiate et aveugle à elle-même* ». Le sens pratique, qui permet à l'agent d'économiser de la réflexion dans l'action, fait ainsi partie intégrante de l'habitus. Les agents n'ont le plus souvent pas conscience de cette intériorisation liée à leur socialisation : l'habitus est pensé sous l'hégémonie des dispositions sur les compétences.

Précisons cependant deux points sur l'habitus. D'abord, comme nous le verrons en conclusion de cette sous-partie, l'habitus n'est pas, pour Bourdieu, une structure fixe permettant l'adéquation mécanique des comportements individuels et du fonctionnement de la société. Il peut être inadapté lors de situations rencontrées par l'individu, et dès lors conduire ce dernier à innover. D'autre part, pour Bourdieu, chaque habitus est singulier. Il existe certes des habitus de classe, car des personnes participant à un même groupe social ont des probabilités importantes de faire une série d'expériences communes, ce que le sociologue met en évidence empiriquement dans *La distinction* (1979). Néanmoins, chaque habitus individuel combine de manière spécifique une diversité d'expériences sociales. La configuration à chaque fois unique des dispositions, socialement constituées, intériorisées par un individu structure alors l'unité et la permanence de sa personne.

Ces deux points sont approfondis dans le prolongement critique, davantage pluraliste et assoupli, de l'œuvre de Bourdieu opérée par Lahire (2004). Creusant la distinction entre habitus de classe et habitus individuel, ce dernier opère une individualisation du concept d'habitus. Une attention plus importante est portée aux variations contextuelles des dispositions et à leur singularisation. De ce point de vue, il faudrait plutôt parler chez cet auteur, non pas d'habitus mais de dispositions individualisées : la pluralité de dispositions, parfois contradictoires, affaiblit le caractère tendanciellement cohérent de l'habitus dans l'approche de Bourdieu[34]. Ces dispositions, incorporées et individualisées, sont plus ou moins activées ou désactivées en fonction des contextes d'action : « *la situation présente […] est ce qui ouvre ou laisse fermées, réveille ou laisse à l'état de veille, mobilise ou maintient à l'état de lettre morte les habitudes incorporées par les acteurs* » (Lahire, 1998, p. 62). Nous verrons que la dissonance possible entre la situation rencontrée et les schèmes incorporés de l'individu peut alors conduire à une réflexivité de l'acteur sur sa pratique. Néanmoins, comme chez Bourdieu, l'action est pensée principalement dans une logique de l'activation de dispositions incorporées non

[34] Néanmoins, il convient de ne pas caricaturer l'approche théorique de ce dernier : Bourdieu a assoupli sa formulation de l'habitus dans les années 1990 en pointant la spécificité d' « habitus déchirés, livrés à la contradiction et à la division contre soi-même » (2003, p. 203).

consciemment (Corcuff, 2005). Les processus d'apprentissage en situation sont par là négligés.

L'application de cette théorie de l'action de Bourdieu, prolongée par Lahire, aux pratiques de mobilité est, selon nous, féconde. Les individus auraient des dispositions différentes à agir et penser dans diverses dimensions des pratiques de mobilité quotidienne : l'utilisation des modes de transport, l'appréhension de la co-présence avec des inconnus, la perception des différents territoires urbains, etc. Ces dispositions seraient principalement héritées des structures objectives dans lesquelles les individus ont été socialisés, en particulier l'environnement familial et le contexte urbain du quartier de résidence. Elles permettraient d'expliquer en partie des différences dans les pratiques de mobilité des individus, au-delà des ressources dont ils disposent et de leur localisation résidentielle. Indépendamment des conditions objectives d'accessibilité, certains déplacements pourront ne pas être effectuées ou être vécus de manière éprouvante, lorsque l'habitus des individus ne sera pas adapté à certaines des caractéristiques objectives du déplacement[35]. Des travaux montrent ainsi que la faible mobilité de personnes en situation d'exclusion ne s'expliquent pas seulement par des difficultés financières, physiques et cognitives à se déplacer, mais également par un découpage subjectif de l'espace en termes de frontières et la difficulté à s'approprier les normes urbaines (Le Breton, 2004).

Appliquer aux adolescents ce paradigme de la mobilité comme dispositions suppose de s'intéresser au cadre, familial et urbain de leur socialisation primaire. Ces différentes dispositions sont ainsi principalement acquises dans la sphère familiale, notamment par le canal de la socialisation à la mobilité effectuée par les parents et de la transmission de leurs représentions de la mobilité. Il est désormais acquis qu'il existe une socialisation différenciée des enfants à la mobilité selon leur genre, avec plus d'autonomie laissée aux garçons par les parents (Vandermissen, 2008). Plus largement, la part d'autonomie des enfants dans la mobilité dépend du rapport parental à l'investissement enfantin des espaces publics (Valentine et McKendrick, 1997 ; Rivière, 2010). Ce rapport est fortement influencé par les perceptions qu'ont les parents de la sécurité qui règne, ou non, dans le quartier de résidence et les transports en commun (Torres et Lewis, 2010). L'autonomie laissée aux enfants dépend également du fonctionnement de la cellule familiale, plus ou moins ouvert sur l'extérieur et/ou considérant la mobilité comme un moment collectif de retrouvailles entre parents et enfants (Kaufmann et Widmer, 2005). La part d'autonomie laissée à l'enfant dans ses déplacements n'est alors pas sans influence sur ses dispositions futures vis-à-vis de la mobilité (Kaufmann et Flamm, 2003).

[35] On reconnaît là une des caractéristiques du phénomène d'hystérésis de l'habitus lorsque les dispositions acquises par la socialisation d'un individu dans un espace social donné perdurent dans le temps et ce même si l'individu change d'espace social, voire si cet espace disparaît. Ces dispositions ne sont alors pas adaptées à la situation objective de l'agent. Cela a par exemple été le cas des dispositions matrimoniales dans la société paysanne béarnaise, qui ont perdurées malgré la mutation de la société et qui ont provoqué un fort célibat parmi les jeunes hommes (Bourdieu, 2002).

Mais ces dispositions sont aussi transmises au quotidien à travers les représentations et pratiques de mobilité des membres plus âgés de la famille. Parmi les adolescents résidants dans le périurbain, de fortes différences sont ainsi observables en fonction de la trajectoire résidentielle des parents et de leurs propres expériences de mobilité (Goyon, 2009). Ceux dont les parents ont résidé en ville avant de venir s'installer dans le périurbain ont plus d'autonomie dans leurs déplacements et une vision plus positive de la ville et des modes de transport collectifs. Cela s'explique sans doute par un double processus de transmission des représentations et d'expérimentation en famille de la mobilité vers la ville. On peut alors penser que le lieu d'exercice professionnel des parents joue également un rôle sur les dispositions à la mobilité des adolescents.

Ces dispositions sont particulièrement discriminantes pour l'utilisation des différents modes de transport. Celle-ci ne s'explique pas seulement par l'accessibilité relative de ces modes ou le fait d'être habitué à les utiliser, mais également par les représentations qui leur sont associées. C'est principalement le cas des transports en commun, souvent perçus comme stigmatisant, car étant réservés aux plus pauvres, astreignant et impliquant un voyage en commun (Lacascade, 2008). Or, dans ce domaine, il est probable que les représentations parentales aient une forte influence sur celles des adolescents. Il convient alors de s'interroger sur les mécanismes de transmission de ce rapport à la mobilité des membres plus âgés de la famille, ainsi que sur l'influence relative de ces membres sur les représentations de l'adolescent. Les dispositions de la mère à l'égard de la mobilité jouent-elles un rôle central, alors que l'on sait par exemple que son niveau culturel et son degré d'intégration professionnelle sont les variables les plus prédictives de la réussite scolaire des enfants dans les quartiers d'habitât social (Lagrange, 2010) ? Quel est le rôle joué par les dispositions des frères et sœurs plus âgés quand on sait que la taille de la fratrie a une influence sur les pratiques de mobilité des adolescents (Clifton, 2003) ? Par celles des cousins qui peuvent jouer un rôle dans la promotion du pôle déviant auprès des adolescents de ces quartiers (Mohammed, 2007) ?

Les dispositions des adolescents à l'égard de la mobilité ne sont cependant pas uniquement influencées par celles des membres plus âgées de la famille, mais également par leurs propres expériences de mobilité. Le rapport à la mobilité des adolescents du périurbain est ainsi influencé par leur trajectoire résidentielle (Goyon, ibid), notamment par le fait d'avoir grandi ou non en ville. De même, vivre dans une famille monoparentale ou recomposée n'est pas sans influence sur ces dispositions, car la bi-résidence entraîne un nombre plus important de déplacements des adolescents (Kaufmann et Flamm, ibid) et l'expérimentation de différents contextes de résidence. En effet, les dispositions à l'égard de la mobilité se structurent également dans le quartier de résidence, que ce soit en raison de l'influence des pairs qui jouent un rôle croissant dans la socialisation des jeunes adolescents (Pasquier 2005 ; Felouzis et Perroton 2009), d'un contexte urbain plus ou moins favorable à l'autonomie des enfants dans la mobilité (Depeau, 2008) ou à l'utilisation d'un mode de transport donné. La desserte en transports en commun du quartier de résidence ne joue pas seulement sur le potentiel de mobilité des adolescents, mais également sur le rapport qu'ils entretiennent aux modes de transports collectifs.

C'est ce que montre *a contrario* la préférence massive des adolescents périurbains au Québec pour les mobilités en voiture et leur crainte des déplacements en transports en commun (Bachiri et Desprès, 2008).

Le paradigme des dispositions permet alors de différencier les adolescents autrement que par les ressources dont ils disposent pour se déplacer, mais en prenant aussi en compte les processus de socialisation à la mobilité exercées par la famille et le(s) contexte(s) urbain(s) de résidence. Il présente cependant la limite d'évacuer les processus d'apprentissage réflexif au profit de l'incorporation inconsciente : l'importance de la socialisation antérieure, notamment familiale, prend le pas sur l'influence que peuvent avoir les pratiques elles-mêmes sur l'expérience. Ce paradigme ne permet donc pas de prendre en compte les compétences réflexives des acteurs, notamment lorsqu'ils font face à une situation imprévue. Le propre du sens pratique est d'exclure le retour réflexif sur la pratique, car l'agent perdrait dès lors toute chance d'exprimer la vérité de sa pratique, son rapport pratique à la pratique. Comme expliqué précédemment, la théorie de l'action de Bourdieu est structurée par la primauté du rapport corporel au monde sur les dimensions réflexives de l'agent.

De plus, cette théorie de l'action, à travers notamment le concept d'habitus, est purement explicative. Elle n'a pas une visée descriptive du cours de l'action, qui est pensée sous le seul angle de l'activation de dispositions, et non dans sa spécificité situationnelle. Le paradigme des dispositions à la mobilité, basée sur cette théorie de l'action, est dès lors incapable de saisir la dimension événementielle de la pratique (Boltanski, 2003). Celle-ci enferme toujours la possibilité que quelque chose de nouveau advienne, en particulier lorsque l'agent est confronté à une situation inédite, comme la confrontation avec des personnes ne partageant pas le même habitus que lui. Le paradigme de l'épreuve offre un regard complémentaire sur ce point.

Avant d'exposer ce dernier paradigme, rappelons cependant que, pour plus de clarté, nous grossissons à dessein le trait sur ce qui différencie les différents paradigmes de la mobilité. Il serait envisageable d'insister sur ce qui peut les rapprocher malgré leurs différences, notamment dans leurs traitements respectifs de l'action humaine. Par exemple, il serait possible de faire des dispositions à la mobilité une des dimensions (parmi le capital économique, la localisation résidentielle, la motorisation, etc.) du potentiel de mobilité de chaque individu dans le paradigme de l'accessibilité : plus l'habitus de l'individu sera en adéquation avec les conditions objectives dans lesquelles il se déplace, plus son potentiel de mobilité sera important. De même, les fondements du paradigme des dispositions à la mobilité n'excluent pas totalement la réflexivité des acteurs dans le cours de l'action qui est propre au paradigme de l'épreuve. Comme nous l'avons souligné précédemment, Bourdieu évoque parfois les périodes de crise dans lesquelles les ajustements routiniers ne vont plus de soi et qui sollicitent un travail de réflexion des agents sur leurs pratiques (Bourdieu, 1992, p. 107). Cela a conduit certains auteurs à proposer un rapprochement entre sa théorie de l'habitus et celle de l'habitude du philosophe pragmatiste Pearce (Chauviré et Chevallier, 2010) qui est une des sources du

paradigme de la mobilité comme épreuve. Cette absence d'opposition entre dispositions et réflexivité des individus est encore plus explicite chez Lahire, notamment lorsque l'individu est confronté à une situation de dissonance entre la situation présente et ses schèmes incorporés : « *Une difficulté, un aléa (un impromptu), amène l'habitude non réflexive à se coordonner à des habitudes plus réflexives de conduites. La réflexion intervient non pour paralyser l'action, mais pour reprendre son cours normal* » (Lahire, 1998). Cette idée que la réflexivité de l'acteur est variable selon les situations rencontrées est centrale dans le paradigme de la mobilité comme épreuve.

IV. La mobilité comme épreuve

Ce paradigme se distingue des précédents en s'intéressant plus spécifiquement au déroulement, parfois inattendu, du déplacement, aux situations de co-présence qui s'y produisent et à leurs conséquences sur les individus. Il est moins centré sur la dimension routinière des déplacements que les paradigmes précédents. Nous retrouvons ici, la distinction, opérée par les sociologues de l'Ecole de Chicago, entre le mouvement (Burgess) ou la fluidité (Mac Kenzie) et la mobilité, toujours pensée en lien avec la désorganisation sociale qu'elle occasionne.

Ce paradigme repose sur une théorie de l'action inscrite dans une double filiation théorique :

- Le courant philosophique du pragmatisme (Pierce, Dewey, Mead, etc.) et sa descendance dans les travaux de l'Ecole de Chicago et de Goffman ;

- La sociologie pragmatique (Boltanski, Thévenot, Latour, etc.) inspirée de la pragmatique linguistique.

Ces deux courants insistent sur l'incertitude dans laquelle sont plongés les acteurs lorsqu'ils agissent ainsi que sur les compétences dont ils disposent pour innover dans ces situations et pour faire émerger de nouvelles habitudes d'action. Cela ne doit cependant pas minorer les différences entre ces deux courants, ainsi que leur diversité interne.

Pour plus de clarté, nous exposerons successivement la conception de l'action propre à ces deux filiations. Nous nous appuierons tout d'abord sur la lecture des travaux de John Dewey par Joseph (2007) puis sur l'ouvrage de Lemieux (2009), qui est, à notre sens, le plus stimulant et synthétique parmi les écrits récents de la sociologie pragmatique. Nous définirons ensuite le concept d'épreuve, afin d'explorer une dimension de la mobilité absente des deux paradigmes précédents : la mise à l'épreuve des habitudes d'action de l'individu lorsqu'il est confronté à une situation inédite.

Une large part de la conception de l'action propre à la philosophie du pragmatisme a déjà été exposée dans notre présentation de la théorie de la socialisation de G.H. Mead (voir supra, chapitre 1). Nous nous permettons donc de renvoyer le lecteur à ce paragraphe pour plus de précisions sur un certain nombre de points, en particulier sur l'approche non mentaliste de l'action humaine.

Dans cette tradition de pensée, les acteurs ne cessent de passer de situations habituelles, reposant sur des croyances stables, à des situations de trouble et de remise en cause des habitudes anciennement fixées. Ce trouble survient quand le cours normal de l'action est interrompu par une discontinuité de l'environnement. L'acteur éprouve alors existentiellement une difficulté, intellectuelle ou pratique, qui perturbe son expérience. La forme la plus élémentaire de ce trouble est, comme l'a montré Goffman, l'embarras dans l'interaction, la sensation que quelque chose ne va pas car nous n'avons pas adapté le

comportement qui convient à la situation (Joseph, 1998). Ce trouble nécessite, pour être surmonté, une enquête afin de fixer de nouvelles croyances et habitudes d'action. En effet, les acteurs possèdent des compétences pour s'adapter et résoudre ces situations au déroulement imprévisible, en s'appuyant sur les indices offerts par l'environnement. De nouvelles croyances et habitudes d'action peuvent alors émerger. Celles-ci peuvent aller de changements minimes à des bouleversements plus importants, comme les expériences de conversion[36]. Précisons néanmoins, que, pour Dewey, l'enquête n'est pas toujours l'occasion d'un enrichissement de l'expérience liée aux bienfaits de l'exploration. Le trouble enduré par les individus peut menacer ce à quoi ils sont attachés, et il est susceptible d'avoir des conséquences dommageables pour eux, comme par exemple les troubles de voisinage (Stavo-Debauge et Trom, 2004). Ce point sera à retenir dans l'exposition du concept d'épreuve, afin de ne pas en avoir une vision exagérément optimiste.

Les sociologues pragmatiques reprennent cette conception de l'action, en y ajoutant le concept de grammaire : ensemble de règles à suivre pour être perçu par les autres membres d'une communauté comme agissant correctement dans une situation donnée. Ces différentes règles de comportement forment trois grammaires, universelles mais spécifiées différemment dans chaque communauté:

- La grammaire naturelle, faite d'engagements immédiats et spontanés (par exemple, *« j'éteins mon baladeur dans le métro car je n'ai plus envie d'écouter de la musique »*);

- La grammaire réaliste, consistant à adapter son comportement en raison de différentes contraintes *(« je l'éteins car mon voisin me menace »*);

- La grammaire publique, consistant à prendre ses distances vis-à-vis de la situation en s'appuyant sur des règles qu'un tiers peut partager (*« je l'éteins car je ne veux pas déranger les autres voyageurs »).*

Les règles de cette dernière grammaire sont plus souvent énoncées explicitement que celles des autres grammaires. En effet, ce sont principalement ces règles qui sont mobilisées lorsque l'acteur doit se coordonner avec d'autres individus et justifier son action à leurs yeux.

L'action est alors plus ou moins réflexive, selon que l'acteur agit en se référant explicitement à une règle ou en fonction d'habitudes. La plupart du temps, la grammaire reste de l'ordre de l'impensé et de l'évidence pratique : les individus ne passent pas leur temps à se rappeler les règles à suivre ou à énoncer en public les règles qu'ils ont suivies pour se justifier. Dès lors que la poursuite de l'interaction n'est pas mise en péril, les individus n'ont pas besoin d'aller réveiller la grammaire qui sommeille. Les situations

[36] Nous avons présenté la théorie de l'action dans la philosophie du pragmatisme au niveau de l'individu, mais l'émergence de nouvelles croyances à la suite d'une situation de trouble est également pensée dans cette philosophie au niveau collectif. La force de cette nouvelle croyance est le consensus des explorateurs compétents qui ont enquêté sur cette situation.

demandant le plus de réflexivité adviennent, au contraire, lorsque dans une interaction les personnes ne se situent pas dans la même grammaire ou ne partagent pas les mêmes règles dérivées : les règles sur lesquelles l'individu a l'habitude de s'appuyer ne permettent pas de donner une description positive du comportement d'autrui. Afin de rétablir le cours normal de l'action, les acteurs se notifient le fait qu'une « *faute grammaticale* » a été commise. Cette notification est plus ou moins explicite, allant d'une moue désapprobatrice à l'énoncé explicite de la règle qui n'a pas été suivie. Elle conduit les individus à changer de grammaire, ou à interroger la pertinence des règles dérivées et éventuellement à les redéfinir.

Les sociologues pragmatiques développent ainsi une conception non mentaliste et pluraliste de l'action. D'une part, les logiques d'action sont plurielles car la réflexivité des acteurs est variable selon les situations. Dans ce courant sociologique, les acteurs possèdent des compétences leur permettant de déterminer quelles sont les règles de comportement les plus adaptées à la situation dans laquelle ils sont engagés. Ils sont également capables de mener des opérations de critique ou de justification sur leur comportement et celui des autres membres de l'interaction en se référant à des règles de la grammaire publique. Cependant, comme nous l'avons souligné au premier chapitre, les sociologues pragmatiques prêtent peu d'attention à l'acquisition de ces compétences. Or, cette acquisition constitue un processus central de la socialisation adolescente. En effet, en reformulant avec l'appareillage théorique de Lemieux notre propos sur le passage du familier au domaine public (voir supra chapitre 1), on pourrait dire que l'attitude existentielle première est l'engagement spontané propre à la grammaire naturelle, et non pas la distanciation propre à la grammaire publique. Alors que l'enfant est dans l'intuition, et non dans la verbalisation, de l'existence d'une grammaire publique, l'adolescent, en se déplaçant, apprend à questionner et à justifier les règles de comportement qui sont suivies dans son environnement familier et leur adéquation avec d'autres règles.

D'autre part, il s'agit d'une conception non mentaliste de l'action, car la signification des actes des acteurs ne réside pas dans leurs états psychiques. Les règles suivies ne constituent pas des opérations mentales que le chercheur pourrait isoler comme étant la cause, antérieure et extérieure, des actions effectuées. Au contraire, ces règles ne sont perceptibles que dans l'enchaînement des actions des acteurs les unes avec les autres. La raison d'agir d'un acteur n'est pas un processus ayant son siège dans la tête de celui-ci. Elle est au contraire une discontinuité physique ou comportementale, sur laquelle l'acteur s'appuie pour agir ou juger en fonction de la signification que peut recevoir cette discontinuité dans sa communauté de référence : la main que me tend un individu que je dois rencontrer va provoquer en retour un mouvement de ma part pour lui serrer la main. C'est seulement *a posteriori*, lorsqu'ils doivent justifier leurs actions aux yeux des autres personnes présentes, que les acteurs font référence à cette discontinuité et à la règle qu'ils ont suivie.

La tâche première du sociologue n'est pas de chercher les causes de l'action dans la tête des acteurs, mais de décrire ces situations problématiques, dans lesquelles les individus explicitent ou justifient réflexivement ce qu'ils font. Ces opérations de critique et de justification sont plus ou moins publicisées : les moues désapprobatrices, les gestes d'énervement, les froncements de sourcil méritent autant d'attention que les énoncés explicites d'une règle qui n'a pas été suivie. Le sociologue doit restituer l'enchaînement d'actions qui a conduit à ces situations problématiques, en particulier les appuis physiques ou comportementaux dont l'acteur s'est servi pour interpréter les actions des autres individus.

Néanmoins, l'impératif de description du déroulement de l'action ne doit pas conduire à abandonner toute ambition explicative. La tâche seconde du sociologue est alors d'expliquer la venue de ces situations problématiques : pourquoi les acteurs ont-ils commis des fautes grammaticales ? Ces fautes correspondent toujours à des règles inactuelles de conduite, à des habitudes qui conduisent les acteurs à mal interpréter la situation dans laquelle ils se trouvent. Elles sont la manifestation concrète de l'histoire des acteurs, incorporée sous forme de dispositions que Lemieux nomme les « *tendances corporelles à agir* »[37]. Ces tendances à agir ne se confondent cependant pas avec les dispositions de Bourdieu, car elles sont toujours susceptibles d'être modifiées par les différentes situations rencontrées : elles ne sont jamais stables ou en équilibre comme dans l'habitus, mais constamment modifiées et travaillées par leur rencontre avec d'autres atmosphères grammaticales où leur actualité est moindre.

Ces fautes grammaticales, expressions de tendances à agir inactuelles, sont alors le support d'une possible créativité dans et de la situation. Elles expliquent les dynamiques de basculement entre situations, liées à la montée en puissance dans l'interaction d'éléments grammaticaux inactuels et pourtant déjà présents. Ces fautes peuvent ainsi conduire à un rappel à la règle du fautif et à faire en sorte que celui-ci rentre dans le rang. Mais, elles peuvent également avoir pour conséquence une justification par le fautif de son comportement, une interrogation sur la pertinence des règles suivies par les autres acteurs de l'interaction, et éventuellement une redéfinition de ces règles.

Le terme d'épreuve, déjà utilisé par d'autres sociologues pragmatiques (Boltanski et Chiapello, 1999, p. 73-80)[38], désigne ces situations problématiques qui questionnent les

[37] Il s'agit de l'innovation centrale du travail de Lemieux vis-à-vis des ouvrages précédents de Boltanski et Thévenot. Avec cette conception non mentaliste de l'inconscient, Lemieux pense l'action humaine comme grammaticalement impure : la logique de l'action est hétérogène à l'intérieur même d'une situation et pas seulement d'une situation à une autre. Au contraire, Boltanski et Thévenot s'intéressent seulement aux dominantes grammaticales d'une situation, et éprouvent donc des difficultés à penser les dynamiques de basculement entre situations.

[38] D. Martucelli (2006) utilise lui aussi le terme d'épreuve, mais il se situe à un niveau beaucoup plus macrosociologique. Il s'intéresse au processus de singularisation, transformation structurelle majeure de notre société, qui rend inopérante les approches traditionnelles de stratification en termes de classes. Les individus sont désormais confrontés à une série d'épreuves, historiquement et socialement produites (la scolarité, le travail, la vie familiale…) qui, selon la réussite ou l'échec, déterminent leur place dans la

habitudes d'action et dont la résolution nécessite un accord entre les différents acteurs. La mobilité peut être perçue comme une série d'épreuves que les acteurs sont susceptibles d'affronter dans leurs déplacements quotidiens, et qu'ils peuvent ou non surmonter.

En effet, dans les déplacements se succèdent des situations, qui mettent en présence des citadins qui ne partagent pas nécessairement les mêmes règles dérivées ou ne se situent pas dans la même grammaire. Par exemple, si généralement la règle de l'inattention civile (grammaire publique) domine dans les transports en commun, celle-ci peut, dans certaines situations, être en tension avec d'autres règles de conduite comme celle de l'exploration et du jeu (grammaire naturelle) (voir infra, chapitre 7). Ces épreuves ne sont pas omniprésentes dans les déplacements, qui sont le plus souvent l'occasion de situations routinières. Néanmoins, elles sont toujours susceptibles de survenir. Prendre en considération ces épreuves permet alors, à la suite des travaux de l'Ecole de Chicago, d'insister sur le lien entre mobilité et subversion des routines. Parce qu'elle est toujours susceptible de donner lieu à des épreuves, la mobilité, pose la question du pluralisme, tant au niveau individuel qu'à celui de la société : « *L'homme pluriel est l'homme ordinaire comme être déplacé et capable de se déplacer encore, comme être de locomotion explorant un univers en archipel. Loin d'être sujet autonome ou omni-compétent, il est naturellement divisé dans son expérience de la socialisation parce que sa compétence sociale minimale consiste à passer d'une situation à une autre et à se « convertir » pour s'y ajuster […] Il s'agit de comprendre ce que la circulation et la locomotion font à la communication, ce que les interactions en gare ou au coin de la rue nous disent de la coopération et des transactions sociales, en quoi elles font loupe pour ceux qui étudient la chose publique et les ressorts d'une moralité publique et en quoi elles construisent autrement la question du pluralisme* » (Joseph, 2007, p. 451).

Le concept d'épreuve met donc l'accent sur l'incertitude propre à chaque situation, sans négliger les rapports de force qui s'y expriment[39]. Il existe un continuum entre les épreuves dans lesquelles les acteurs s'appuient sur la grammaire publique lorsque leur action est mise en cause (épreuves de grandeur chez Boltanski) et celles où ils mobilisent d'autres grammaires (épreuves de force). Le premier type d'épreuves est par nature égalitaire, car il s'appuie sur la capacité reconnue des acteurs à s'extraire du singulier pour mobiliser des principes de justice partageables par d'autres. Au contraire, dans le second type d'épreuves, un acteur peut chercher à imposer une règle sans mobiliser ces principes de justice. Il peut ainsi dénier aux autres acteurs de l'interaction la capacité de faire appel à la grammaire publique, voire dans les cas extrêmes imposer son point de vue par la violence.

---

société. La mobilité constitue d'ailleurs d'après l'auteur une de ces épreuves, puisque les individus se différencient par leur degré d'inscription territoriale contrainte.

[39] Ce point est d'autant plus important qu'on a souvent reproché aux sociologues pragmatiques de négliger les liens entre les comportements des individus et leurs propriétés sociales respectives, et par là les rapports de force qui s'expriment dans chaque situation. En raison notamment de leur opposition à la sociologie bourdieusienne, les auteurs de ce courant s'interdisent de recourir mécaniquement aux propriétés sociales des acteurs pour expliquer le déroulement d'une situation. Néanmoins, des auteurs comme Boltanski ne nient pas la présence de rapport de force. Mais ils partent de l'idée que ceux-ci ne sont visibles qu'après la survenue des épreuves, dont l'issue est toujours incertaine.

L'épreuve de force se distingue alors de la relativisation, lorsque l'acteur passe outre le trouble qu'il ressent, jugeant qu'il n'est pas assez gênant pour rechercher un accord. En effet, la notification plus ou moins explicite d'une faute grammaticale est rarement immédiate. Dans la plupart des situations auxquelles donnent lieu la mobilité, il existe une tolérance face aux écarts comportementaux d'autrui, ne serait-ce que parce que la co-présence avec ces autres citadins est par définition temporaire. Nous verrons néanmoins dans le chapitre 7 que ce lien entre caractère éphémère de l'interaction et relativisation du désaccord sur les comportements est loin d'être mécanique. Il peut au contraire être inversé : la forte probabilité de croiser à nouveau la personne qui commet une faute grammaticale conduirait certains citadins à la relativisation par crainte de basculer dans des épreuves de force répétées. A l'inverse, la certitude de ne pas recroiser cette personne encouragerait d'autres citadins à manifester publiquement leur désaccord sur son comportement.

Cependant, si des rapports de force structurent chaque épreuve, l'issue de cette dernière est toujours incertaine. Il ne peut être prévu à l'avance si un accord permettra, ou non, le retour au cours normal de l'interaction. La nature de cet accord est également incertaine avant la survenue de l'épreuve. Ce paradigme permet de penser les liens dynamiques entre socialisation et mobilité. Selon l'environnement familial et résidentiel dans lequel ils ont grandi, les adolescents ne partagent pas les mêmes règles de comportement. Ces règles ont été plus ou moins questionnées et modifiées en fonction de la diversité de contextes urbains expérimentés par les adolescents dans leur trajectoire résidentielle et/ou lors de mobilités antérieures. Ils ne seront donc pas confrontés aux mêmes épreuves en se déplaçant et ils n'auront pas la même facilité à les surmonter. Cependant, l'incertitude sur l'issue de l'épreuve permet d'inclure la dimension d'apprentissage, absente des deux paradigmes précédents : toute épreuve avec d'autres citadins, adolescents ou adultes, lorsqu'elle est surmontée, peut créer un précédent, et faire évoluer les habitudes d'action des adolescents. Mais l'adolescent peut également échouer à surmonter les épreuves occasionnées par la mobilité. C'est le cas lorsque le désaccord avec les autres citadins donne lieu à des épreuves de force, qui par nature ne peuvent conduire à un accord partagé. Trois éléments concourent alors de manière croissante au caractère éprouvant d'un déplacement : le nombre d'épreuves qui s'y produisent, la publicisation plus ou moins importante du trouble qui en est à l'origine, la difficulté à surmonter ces épreuves. La répétition d'échecs peut conduire certains adolescents au refus de se confronter aux épreuves en se repliant sur le monde familier.

Avant de tirer une conclusion plus générale sur ce que peuvent apporter les trois paradigmes exposés à l'étude des pratiques de mobilité quotidienne, nous souhaitons aborder un dernier point sur ce paradigme de la mobilité comme épreuve. Dans les lignes précédentes, nous avons exclusivement envisagé la survenue de l'épreuve dans la mobilité sous l'angle du trouble que fait naître un comportement individuel aux yeux des autres citadins. Néanmoins, dans la tradition philosophique du pragmatisme et dans le courant de la sociologie pragmatique, le trouble n'est pas issu nécessairement des interactions entre les différents acteurs présents. Il peut également naître de la transaction

entre un acteur et son environnement non humain. Appliqué au cas de la mobilité, cela revient à considérer que les déplacements peuvent être source d'épreuves lorsque l'individu est confronté à des architectures ou des paysages urbains dont il n'est pas familier et dans lesquels il ne trouve pas de prises (d'affordances) disponibles pour soutenir son activité (Gibson, 1979).

Des ponts pourraient être ici lancés avec l'approche sociocognitive de la mobilité de Ramadier (2007). Celui-ci considère que la mobilité ne consiste pas à se déplacer mais à se replacer. Il existe ainsi une lisibilité sociale de l'espace : les paysages et architectures urbaines se distinguent par des caractéristiques physiques, sociales et fonctionnelles préalablement intériorisées, ou non, par les individus en fonction de leurs origines sociale et résidentielle. Les caractéristiques des lieux fréquentés dans la mobilité ne correspondent pas nécessairement à celles avec lesquelles l'individu a développé ses compétences de lecture de l'espace : les significations environnementales véhiculées par les signes et les codes architecturaux ou urbanistiques ne sont pas, en tout lieu, déchiffrées par l'individu. Pour Ramadier, l'individu peut alors opérer dans la mobilité deux opérations de replacement :

- Soit il se limite aux espaces qu'il est en mesure de déchiffrer d'un double point de vue cognitif et comportemental (le replacement géographique permet de minimiser le franchissement de frontières sociales et cognitives) ;

- Soit il s'engage dans l'apprentissage des significations environnementales et des comportements afférents d'un lieu dont il ne maîtrise pas initialement les codes.

Ce replacement cognitif nous semble alors pouvoir prolonger le paradigme de la mobilité comme épreuve en l'élargissant à la coordination avec les dispositifs non-humains servant d'appui à l'action des individus.

*

S'il existe des points de rapprochement entre les trois paradigmes exposés, ils se différencient néanmoins très fortement sur la conception de l'action humaine sur laquelle ils s'appuient ainsi que sur leur portée descriptive ou explicative. Pour plus de clarté, le tableau suivant synthétise ces deux points, ainsi qu'à titre d'exemple, la manière dont chaque paradigme permet de penser les blocages à la mobilité rencontrés par les acteurs :

Tableau 2: Les paradigmes de description et d'explication de la mobilité

	Accessibilité	**Dispositions**	**Epreuve**
Conception de l'action	Rationnelle en finalité	Incorporation de dispositions à agir	Plus ou moins réflexive selon le trouble dans l'interaction
Portée	Modèle explicatif à partir de la mise en évidence de potentiels de mobilité inégaux	Modèle explicatif à partir de la mise en évidence de socialisations différenciées	Description du cours des déplacements, puis explication de la venue des épreuves
Blocages à la mobilité	Difficultés à se déplacer en raison d'un faible potentiel de mobilité	Habitus non adapté à certaines caractéristiques du déplacement	Multiplication des épreuves et difficulté à les surmonter

Dans la suite de notre travail, nous testerons au niveau empirique la complémentarité de ces paradigmes afin de penser le lien entre mobilité et socialisation à l'adolescence. Ils devront ainsi nous aider à saisir le maximum de choses des expériences de mobilité quotidienne des adolescents de ZUS afin de répondre aux trois questions de recherche posées dans notre deuxième chapitre. Nous employons le terme d'expérience à dessein, car cette démarche de recherche s'inspire en partie, même si elle s'en distingue, de l'analyse que font Dubet et Martucelli (1996) de l'expérience scolaire. Celle-ci est composée des diverses logiques d'action combinées par l'élève à l'intérieur du système scolaire :

- La logique stratégique où l'élève considère le système scolaire comme un marché, dont il doit savoir mesurer les potentialités et les contraintes et dans lequel il évalue la rentabilité de ses choix ;

- La logique d'intégration, où l'élève a plus ou moins de facilité à intégrer les normes scolaires selon les dispositions et les capitaux hérités de son milieu social d'origine ;

- La logique de subjectivation, où l'élève se définit par sa capacité critique et le recul vis-à-vis des modèles scolaires et familiaux, ce qui lui permet de s'approprier personnellement une culture.

Notre approche des pratiques de mobilité se distingue cependant de l'analyse de Dubet sur ce dernier point. Dubet considère la subjectivation comme un processus actif et réflexif d'un quant à soi personnel se représentant comme irréductible aux rôles sociaux incarnés. Au contraire, le paradigme de la mobilité comme épreuve ne présuppose pas la consolidation d'un for intérieur de la personne. La réflexivité de l'acteur sur sa pratique n'advient que dans les situations problématiques où il lui est signifié qu'il a commis une faute grammaticale.

Chapitre 4 : Les pratiques de mobilité des adolescents de ZUS : questions de méthodes

Source : photographie d'un élève de troisième (2009)

Notre travail est guidé par l'ambition de mieux cerner les influences réciproques entre mobilité et socialisation à l'adolescence. Nous avons montré qu'appliquer cette problématique générale au cas des adolescents de Zones Urbaines Sensibles permet de compléter les approches statiques de la ségrégation. Nous avons ainsi posé l'hypothèse que les pratiques de mobilité de ces adolescents participent à leurs différentes manières d'habiter. Trois questions de recherche découlent logiquement de ce cadre théorique :

- les adolescents de ZUS ont-ils une mobilité spécifique par rapport aux adolescents franciliens d'autres milieux sociaux et/ou résidentiels ?

- la diversité géographique des ZUS et l'hétérogénéité sociale des adolescents de ces quartiers se traduisent-elles par des pratiques de mobilité différenciées et, au final, par différentes manières d'habiter un quartier ségrégué ?

- Quelle est l'influence de ces différentes manières d'habiter sur la socialisation des adolescents de ZUS et leur exposition aux externalités négatives de la ségrégation résidentielle ?

L'objectif de ce quatrième chapitre est de rendre compte de la démarche méthodologique que nous avons suivie afin de répondre à ces trois questions. Le lecteur pourra trouver ce chapitre long, mais nous considérons, avec d'autres, que la construction et la restitution des démarches d'enquête font partie intégrante des résultats de la recherche. Plutôt que de reporter leur présentation en annexes, nous avons donc choisi de détailler le plus exhaustivement possible les problèmes méthodologiques que nous avons rencontrés, ainsi que la manière dont ils ont été en partie surmontés.

Nous procéderons pour cela en cinq temps. Dans un premier temps, nous détaillerons les diverses méthodes qui sont utilisées traditionnellement en sociologie pour étudier les pratiques de mobilité quotidienne. Nous mettrons en évidence les apports de chacune d'entre elles afin d'appréhender les liens dynamiques entre mobilité et socialisation. Nous préciserons donc également la manière dont elles permettent d'opérationnaliser les trois paradigmes théoriques exposés au chapitre précédent. Nous verrons qu'il est nécessaire de combiner ces méthodes, car aucune ne peut répondre seule à l'ensemble de nos questions de recherche.

Nous montrerons cependant dans un second temps que l'emploi de ces méthodes traditionnelles doit prendre en compte les problèmes déontologiques et méthodologiques posés par la spécificité de notre objet d'étude : les adolescents. Nous nous demanderons ainsi si travailler sur cette population nécessite des méthodes sociologiques d'investigation différentes de celles utilisées pour les adultes. Nous verrons que la participation active des adolescents à la recherche permet de résoudre une partie des problèmes posés par la spécificité d'un travail sur cette population.

Dans un troisième temps, nous exposerons les matériaux que nous avons mobilisés dans notre travail, les éléments de réponse qu'ils apportent à nos questions de recherche, mais également celles qu'ils ne permettent pas de traiter : l'enquête statistique global transports (EGT) en Ile-de-France de 2001-2002 ; des indicateurs d'accès aux infrastructures lourdes de transport, aux centralités commerciales et au centre de l'agglomération ; une enquête ethnographique d'un an dans une maison de quartier d'une ZUS de grande couronne ; huit projets menés dans des établissements scolaires articulant quatre-vingt douze entretiens semi-directifs, des ateliers thématiques sur la mobilité (photographies et écriture de textes) et une initiation à la sociologie. Ce dernier matériau constitue la partie la plus importante et la plus innovante de notre recherche.

Dans un quatrième temps, nous nous demanderons comment il est possible d'articuler ces matériaux qualitatifs et quantitatifs. Nous montrerons ainsi que la construction des catégories générales d'analyse et des hypothèses explicatives n'est pas la même avec ces matériaux. La manière de comparer les pratiques des adolescents de ZUS avec celles des autres adolescents diffère également. Pour exemplifier notre propos, nous reviendrons plus en détail sur la façon dont nous avons construit une typologie des manières d'habiter à partir de notre matériau qualitatif.

Le plan que nous suivons afin d'exposer notre travail ne doit pas tromper le lecteur. En effet, en présentant d'abord notre cadre théorique, puis les méthodes mises en œuvre, celui-ci pourrait croire que nous avons dans un premier temps construit notre problématique et nos questions de recherche avant de déterminer les méthodes permettant d'y répondre. Il n'en a rien été, car notre construction théorique et les méthodes mises en œuvre sur le terrain ont été élaborées en interaction constante. Cette construction des hypothèses théoriques à partir du terrain est préconisée par Strauss (1992), dans le cadre de ce qu'il nomme la « *grounded theory* »[40] : la confrontation entre élaboration progressive de la théorie et révision des méthodes est le moteur de l'enquête. La construction théorique s'élabore non pas *a priori* mais grâce à ce que le chercheur découvre sur ses terrains d'enquête. Réciproquement, les méthodes d'enquête sont constamment révisées à mesure que progresse l'analyse théorique. La démarche méthodologique que nous avons suivie est donc faite d'essais, de tâtonnements, de choix, et sans doute d'erreurs. C'est la raison pour laquelle nous présenterons dans un dernier temps les méthodes qui n'ont pas été mobilisées, mais qui nous apparaissent pertinentes pour poursuivre et développer nos résultats de recherche.

I. Les méthodes habituellement employées pour étudier les mobilités quotidiennes

La mobilité quotidienne est un objet scientifique pluriel, qui peut désigner tout autant une aptitude à se déplacer qu'un déplacement effectivement réalisé. Elle peut également être appréhendée alternativement comme le moyen d'accéder à une activité ou comme une pratique en soi qui donne lieu à des situations de co-présence (voir supra, chapitre 3). La spécificité de cet objet explique la diversité de méthodes utilisées pour l'appréhender, qui vont de la récolte d'informations fournies par les enquêtés à l'observation ethnographique de leurs pratiques. La mobilité n'étant pas un objet nouveau de la sociologie urbaine (voir supra, chapitre 3), ces méthodes ont été mises en œuvre depuis un certain nombre d'années.

Nous exposerons ces différentes méthodes, en indiquant ce que chacune apporte afin de répondre à nos questions de recherche. Permettent-elles de différencier les pratiques de mobilité des adolescents de ZUS de celles des autres adolescents ? De renseigner la

[40] Précisons cependant que le propos initial de Strauss porte uniquement sur les méthodes qualitatives.

diversité de pratiques de ces adolescents ? D'appréhender les influences réciproques entre ces pratiques et leur socialisation ?

Nous préciserons donc également la manière dont ces méthodes permettent d'opérationnaliser les trois paradigmes théoriques exposés au chapitre précédent. Nous verrons ainsi que chaque paradigme s'appuie sur des matériaux spécifiques, mais qu'aucun n'est réductible à une seule méthode. Symétriquement, une même méthode peut être mobilisée par différents paradigmes.

1. Les enquêtes ménages-déplacements

Les enquêtes ménages-déplacements sont une des principales méthodes utilisées par les chercheurs travaillant sur la mobilité. L'objectif de ces enquêtes est de recueillir les déplacements de la population d'une agglomération sous la forme de réponses à un questionnaire standardisé. Plus d'une centaine d'enquêtes ont été réalisées depuis 1975 dans une soixantaine d'agglomérations. Elles sont financées par les collectivités locales et bénéficient de subventions de l'État dès lors qu'elles s'inscrivent dans une démarche d'évaluation des politiques de transports. L'objectif premier de ces enquêtes est ainsi d'évaluer et de planifier les politiques de transport. Elles sont très largement mobilisées dans la mise en œuvre des plans de déplacements urbains. Mais elles sont aussi à l'origine de travaux sur la mobilité, car elles constituent la principale source statistique disponible sur les mobilités quotidiennes à l'échelle d'une agglomération.

Ces enquêtes recensent ainsi l'ensemble des déplacements réalisés un jour de semaine (et pour certaines le week-end) par chaque personne enquêtée. Elles portent sur un échantillon représentatif des ménages de l'aire d'étude enquêtée (Certu, 1998). Les caractéristiques des déplacements, comme le motif, le mode de transport utilisé, l'origine et la destination, les heures de départ et d'arrivée, sont précisément renseignées. Tous les modes de déplacement sont étudiés, y compris la marche à pied. Ces enquêtes présentent également l'avantage de porter sur l'ensemble des membres du ménage : les données obtenues comprennent trois fichiers détaillant respectivement les caractéristiques du ménage, les caractéristiques individuelles de chacun de ses membres et enfin l'ensemble des déplacements effectués. Ces fichiers permettent alors non seulement de reconstituer la mobilité quotidienne d'un individu mais aussi de la caractériser en rapport avec la géographie et les temporalités des mobilités familiales, les activités économiques et sociales des membres du ménage mais aussi avec son équipement en voiture(s) individuelle(s).

Ces enquêtes présentent un certain nombre d'avantages pour répondre à nos questions de recherche. Elles permettent tout d'abord de comparer les pratiques de mobilité des adolescents à l'échelle d'une agglomération, notamment les activités qu'ils réalisent et les modes de transports qu'ils utilisent. Renseignant les déplacements des autres membres du ménage, ces enquêtes permettent aussi de mettre en évidence des différences

d'accompagnement entre adolescents et donc leur plus ou moins grande facilité à s'affranchir de la tutelle parentale.

Ces différences de pratiques peuvent d'autre part être mises en relation avec le potentiel de mobilité des adolescents. Les enquêtes ménages-déplacements fournissent en effet des informations sur l'environnement économique, social et géographique des adolescents. Elles renseignent notamment la présence de voiture(s) individuelle(s) dans le ménage, mais aussi l'usage qu'en ont les adolescents. En couplant ces enquêtes avec d'autres sources, telles les matrices de temps de parcours par modes de transport d'un point à un autre de l'agglomération, il est alors possible de construire des indicateurs d'accessibilité des adolescents aux différentes centralités franciliennes en fonction de leur origine sociale et/ou résidentielle. C'est par exemple la démarche qui a été suivie afin d'étudier les bassins d'emploi accessibles aux actifs franciliens selon leurs catégories sociales (Wenglenski, 2006).

Ces enquêtes ménages-déplacements constituent donc le matériau le plus utilisé par les chercheurs pour opérationnaliser le paradigme de la mobilité comme accessibilité. Mais, elles permettent également de poser des hypothèses sur l'influence de la socialisation familiale et/ou du contexte urbain de résidence sur les pratiques de mobilité des adolescents. Elles peuvent donc également être utilisées par le paradigme des dispositions à la mobilité. Il est ainsi possible d'exploiter ces enquêtes en introduisant dans l'analyse des variables comme le type de quartier de résidence ou certaines caractéristiques de la mobilité des parents qui se transmettraient à leurs enfants.

Ces enquêtes ménages-déplacements présentent cependant deux limites. La première est liée aux conditions de recueil des données, à la taille de l'échantillon et aux variables disponibles pour l'analyse, la seconde à la logique de ces enquêtes.

Ces enquêtes ne sont pas pensées initialement pour être utilisées par des sociologues. Malgré le grand nombre d'informations disponibles sur les caractéristiques des membres du ménage (âge, niveau d'étude, ancien lieu de résidence…), certaines variables sont absentes (par exemple la naissance ou non des individus sur le territoire français) ou assez mal renseignées (le revenu du ménage n'est disponible dans l'enquête francilienne que sous la forme de dix tranches, de moins en moins précises à mesure que le revenu augmente). La taille de l'échantillon de ces enquêtes devient également très vite limitée dès lors que le chercheur porte son attention sur des territoires particuliers, notamment les moins denses. Ces enquêtes soulèvent aussi la question de l'effet de sélection des enquêtés, qui n'ont pas nécessairement les mêmes capacités d'objectivation de leurs pratiques[41] (Héran, 1984). De même, elles sont réalisées le lendemain du jour où les déplacements ont été effectués. Cela peut conduire à l'oubli d'un certain nombre de déplacements, car les enquêtés ont plus de facilité à se rappeler leurs dépenses que leurs pratiques ou leur emploi du temps (Héran, ibid). Ainsi, on peut penser que les micro-pérégrinations sans but précis ne sont que faiblement prises en compte. Enfin, les

[41] Cette question n'est pas spécifique aux enquêtes ménages-déplacements, elle concerne également par exemple les enquêtes emploi du temps de l'INSEE (Héran, ibid).

enquêtés peuvent omettre consciemment un certain nombre de déplacements. Ce problème se pose particulièrement pour les adolescents, dont un des objectifs lorsqu'ils se déplacent est de s'émanciper de la tutelle des adultes. Or, ces adolescents sont interrogés sur leurs déplacements à proximité de membres plus âgé du ménage. Précisons également, que si la plupart des enquêtes ménages-déplacements sont réalisées en face à face, certaines le sont par téléphone, ce qui augmente la possibilité de survenue des biais exposés précédemment.

La seconde limite de ces enquêtes est liée à la manière dont elles appréhendent la mobilité. Dans ces enquêtes, un déplacement est défini par l'activité qu'il permet de réaliser, sa durée et le mode de transport utilisé. Ces enquêtes ne disent donc rien des conditions de déplacement, du plaisir ou du désagrément qui en a été retiré, du sens que les acteurs lui donnent. Ces enquêtes ne peuvent donc être mobilisées pour étudier les épreuves que rencontrent les adolescents dans leur mobilité.

2. Les carnets de bord

Une alternative aux enquêtes ménages-déplacements consiste à demander aux enquêtés de recueillir eux-mêmes dans un carnet de bord l'ensemble des déplacements qu'ils effectuent durant un jour ou une semaine donnée (Enaux, 2007). Cette méthode est utilisée dans l'enquête nationale sur les transports et les déplacements (ENTD) qui a lieu environ tous les dix ans. Mais, elle est surtout mobilisée par des chercheurs qui investiguent les pratiques de mobilité d'une population spécifique. Elle a par exemple été utilisée dans une étude de psychologie sociale sur la mobilité d'adolescents d'une ZUS de l'agglomération strasbourgeoise (Ramadier, Petropoulou et Bronner, 2008). Le recueil du carnet de bord est également le plus souvent couplé avec d'autres types de méthode : des entretiens semi-directifs donnant plus d'informations sur les déplacements notés dans le carnet, ou un jeu de reconstruction spatiale permettant de mettre en relation ces déplacements avec les représentations socio-cognitives des individus (Ramadier et Depeau, 2010).

Cette auto-observation des enquêtés apporte des informations similaires aux enquêtes ménages-déplacements sur l'activité que permet de réaliser la mobilité, les modes de transport utilisés, les horaires de départ et d'arrivée… Elle peut cependant offrir une plus grande précision sur le déroulement du déplacement, car son but premier n'est pas d'évaluer des politiques de transports mais de répondre à des questions de recherche. Dans le cadre de notre problématique sur les influences réciproques entre mobilité et socialisation, cette méthode permet d'être plus attentive au caractère plus ou moins déstabilisant de la mobilité. Il peut par exemple être demandé à un adolescent de noter pour chacun des déplacements réalisés s'il se sentait à l'aise et s'il a été confronté à des situations inhabituelles. Le chercheur peut également demander aux enquêtés de tenir au début de la semaine d'observation un carnet prévisionnel des déplacements qu'ils comptent effectuer. La comparaison de ce carnet prévisionnel avec le carnet de bord des

déplacements permet alors de renseigner la dimension routinière ou plus spontanée de la mobilité (Enaux, ibid).

Le recueil des carnets de bord est généralement mis en œuvre à une échelle locale. Contrairement aux enquêtes ménages-déplacements, il ne permet donc pas de comparer les pratiques des adolescents à l'échelle d'une agglomération. Il pose également des problèmes méthodologiques similaires à ces enquêtes, car il repose sur du déclaratif. Il n'est ainsi pas sûr que l'ensemble des déplacements soit effectivement noté, quand bien même le chercheur relève généralement les résultats du carnet tous les deux jours. Afin d'éviter ce biais lié au mode déclaratif et de renseigner de manière exhaustive les lieux fréquentés, des chercheurs ont équipé de GPS de jeunes enfants âgés de six à onze ans dans une ville de banlieue parisienne (Enaux et Legendre, 2010). Néanmoins, cette méthodologie est sans doute faiblement adaptable à d'autres types de population, en particulier aux adolescents, en raison du sentiment de surveillance qu'elle peut faire naître.

3. Les entretiens semi-directifs

L'ambition des entretiens semi-directifs sur la mobilité est différente de celle des enquêtes ménages-déplacements et de l'auto-observation sur un carnet de bord, car elle ne consiste pas à renseigner l'ensemble des déplacements réellement effectués. Ces entretiens visent à recueillir des récits de pratiques et à accéder au sens que les individus leur donnent. Ils offrent une description plus fine des pratiques de mobilité, en prenant en compte les représentations des individus et leur univers socio-culturel. Cette méthode a par exemple été employée afin de mieux comprendre les différents rapports que les étudiants franciliens entretiennent à la mobilité (Costes, 2002).

Ces entretiens, notamment lorsqu'ils comportent un volet biographique, permettent de renseigner la manière dont les dispositions vis-à-vis de la mobilité ont été intériorisées par les individus et comment elles sont opérantes dans leurs pratiques. Dans le cas particulier des adolescents, ils peuvent être complétés par des entretiens avec les parents, afin de mettre en perspective leurs pratiques et leur rapport à la mobilité avec ceux de leurs enfants (Goyon, 2009).

Ils permettent également de prendre en compte les difficultés que les individus éprouvent à se déplacer. Ils ne restreignent donc pas la mobilité aux simples déplacements effectués, mais ils prennent en compte ceux que l'individu aurait aimé réaliser. Ils permettent ainsi de donner des informations complémentaires sur les potentiels de mobilité des individus.

Enfin, ces entretiens permettent de renseigner la manière dont la mobilité peut modifier les habitudes d'action des individus. Ils peuvent être l'occasion pour les individus de revenir sur les expériences de mobilité qui les ont marqués et durant lesquelles ils ont été confrontés à des épreuves. Ce retour réflexif *a posteriori* sur les épreuves affrontées dans la mobilité a par exemple permis de mieux comprendre les raisons de l'énervement au

volant d'une automobile lorsque les individus se font couper la route par une autre voiture (Katz, 1999) [42].

Les entretiens semi-directifs présentent néanmoins le défaut de ne donner accès qu'aux représentations des individus sur leurs pratiques. Ils sont donc beaucoup moins précis que l'observation directe des pratiques de mobilité sur les caractéristiques situationnelles des déplacements et les épreuves que les individus y rencontrent. Une solution originale consiste alors à réaliser ces entretiens semi-directifs sur les lieux de mobilité des individus. Certains chercheurs ont réalisé leurs entretiens dans les pôles d'échange (Tillous, 2009) ou à l'intérieur de trains avec les voyageurs provinciaux travaillant à Paris (Meissonnier, 2001). La réalisation des entretiens sur les lieux de mobilité fournit ainsi des prises aux enquêtés pour développer leur discours. Elle permet également au sociologue de compléter les informations qu'il recueille par une observation directe des conditions dans lesquelles se déroule la mobilité des individus.

4. Les récits de ville

La méthode des récits de ville consiste à demander aux enquêtés de conduire le sociologue dans des lieux qui font sens pour eux (Roulleau-Berger, 1993). Elle a notamment été mise en œuvre avec de jeunes adultes en situation de précarité. Ceux-ci parcourent l'espace urbain à partir de leur quartier de résidence avec le chercheur et un photographe. Ils s'arrêtent ensuite dans des lieux dans lesquels ils ont travaillé et qu'ils ont sélectionnés. Cela leur donne l'occasion de narrer l'expérience qu'ils ont eue dans ces lieux. Les discussions avec le sociologue et le photographe lors de la réalisation des photographies permettent également de compléter ce récit.

Cette méthode des récits de ville est tout particulièrement adaptée afin de renseigner *a posteriori* les effets socialisants de la mobilité sur les individus. Il est ainsi possible par exemple de retourner avec eux dans les lieux dans lesquels ils ont été confrontés à des épreuves, qui se sont bien ou mal terminées. Contrairement aux entretiens semi-directifs menés dans les lieux de mobilité, la méthode des récits de ville suppose alors la construction d'une relation de confiance, voire de familiarité, entre le sociologue et l'enquêté.

5. Les itinéraires commentés

Cette méthode des récits de ville possède des points communs avec celle des itinéraires commentés (Grosjean et Thibaud, 2001), notamment la production d'un discours sur l'espace en même temps qu'on le parcourt. Elles présupposent également toutes les deux

[42] Les entretiens menés avec les conducteurs étaient néanmoins complétés par des récits de l'épisode par des témoins occupant le siège du passager ainsi que par des observations participantes.

que les enquêtés possèdent des compétences réflexives leur permettant de prendre une part active à la recherche. La méthode des itinéraires commentés consiste en effet à recueillir les impressions des acteurs lorsqu'ils se déplacent. Ces derniers décrivent ce qu'ils perçoivent et ressentent au fur et à mesure du déplacement. Cette méthode présente l'avantage de saisir au plus juste l'expérience du déplacement, sans le filtre de la mémoire ou de la sélection de l'information par la personne interrogée. Elle a par exemple été utilisée lors d'un travail sur la ligne 7 du métro à New York : le sociologue filme le parcours d'usagers du pas de leur porte jusqu'à la station de métro en leur demandant de commenter ce parcours (Tonnelat, Jolé et Kornblum, 2007). Elle a également été mise en œuvre dans le cadre d'une recherche sur la mobilité des personnes atteintes de handicaps visuels ou moteurs, dans laquelle les chercheurs ont filmé le déroulement du trajet des individus et enregistré le discours produit durant le déplacement (Relieu et Quéré, 2001).

Cette méthode des itinéraires commentés peut alors permettre d'observer dans le cours même de la mobilité les situations dans lesquelles les dispositions des individus ne sont pas adaptées à certaines caractéristiques du déplacement. Les commentaires des individus sur ces situations offrent un éclairage sur les raisons pour lesquelles ils ne s'y sentent pas à l'aise.

Cependant, cette méthode a été principalement utilisée, à notre connaissance, dans l'étude des déplacements piétonniers. Elle est sans doute plus difficile à mettre en œuvre pour les déplacements réalisés en transports en commun : les individus sont en mouvement, mais dans un espace fixe, régi par des règles de co-présence que les commentaires des individus interrogés risqueraient de mettre à mal. Plus largement, cette méthode nous semble peu adaptée pour étudier les épreuves rencontrées par l'individu dans sa mobilité. En effet, elle minimise sans doute les chances de survenue de ces épreuves. La présence du sociologue et l'inscription du déplacement dans une situation de recherche peuvent ainsi inciter l'individu à relativiser le trouble qu'il ressent dans l'interaction, ce qu'il n'aurait pas nécessairement fait dans un autre contexte.

6. L'observation ethnographique du déplacement

Enfin, une dernière méthode d'étude de la mobilité est l'observation directe du déroulement des déplacements, notamment dans les transports en commun. Cette méthode a été utilisée par un écrivain, Maspero (1990), qui a décrit les trajets qu'il a effectués dans le RER B durant un mois. Elle est mobilisée par les sociologues depuis longtemps (Marotel et Davée, 1981). L'espace des transports en commun est considéré comme un espace public (Amar, 1993) qu'il est possible d'étudier avec les outils de la microsociologie. Cette observation ethnographique permet ainsi de renseigner les arrangements que mettent en œuvre les usagers afin de garantir le bon déroulement du déplacement en commun (Tonnelat, 2011). Elle fournit un matériau particulièrement adapté à l'étude des épreuves qui surviennent de manière imprévisible dans la mobilité, car elle permet d'être attentive à la spécificité et à la dynamique propre à chaque

situation. Cette méthode a par exemple été utilisée dans les bus de l'agglomération niçoise afin d'étudier le rôle de la visibilité ethnique des passagers dans l'organisation des espaces et des places assises disponibles (Rinaudo, 1999).

Ces outils de la microsociologie ont également été appliqués aux déplacements piétonniers (Relieu, 2008) : observation et analyse des traversées aux intersections, des files d'attente dans les escalators, de la coordination des passants afin de ne pas se télescoper… Dans le champ de la sécurité routière, ces outils ont par exemple permis de mieux comprendre la manière dont les enfants apprennent à gérer les risques encourus par le piéton dans l'espace urbain (Granié, 2010).

Cependant, cette observation ne permet pas un suivi dans le temps des pratiques des individus, afin de comprendre l'effet des épreuves rencontrées sur leurs façons d'agir. Elle ne renseigne donc pas les dynamiques d'apprentissage de la mobilité. Suivre les pratiques de mobilité au fil du temps suppose alors de prendre comme sujet de l'observation des individus donnés et non l'espace des transports en tant que tel. Or, il n'est pas aisé de réaliser une ethnographie prolongée d'un groupe social en suivant les déplacements de ses membres en dehors d'un lieu prédéfini. La présence du sociologue sur le long terme est ainsi sans doute plus tolérée dans le quartier de résidence que dans l'espace des transports en commun, car les possibilités de repli y sont plus importantes : les enquêtés peuvent à tout moment échapper à cette présence en rentrant chez eux, en se déplaçant dans le quartier ou en faisant sentir au sociologue qu'il doit temporairement quitter les lieux. La rupture provisoire de l'interaction avec le sociologue ne fait alors perdre la face à aucun des acteurs en présence, ce qui est sans doute moins le cas lorsque cette rupture se produit durant les déplacements. En ce qui concerne les déplacements en voiture, le problème matériel du manque de place accentue sans doute également les difficultés du sociologue à accompagner les enquêtés.

La difficulté à suivre les jeunes adultes de ZUS dans leurs déplacements en dehors du quartier a par exemple été soulignée par différents chercheurs décrivant par ailleurs finement les pratiques se déroulant dans l'espace public de résidence (Kokoreff, 2003 ; Sauvadet, 2006). Nous ne connaissons qu'une seule ethnographie de cette population dans laquelle le sociologue a pu suivre des déplacements *in situ*, en l'occurrence dans les transports en commun (Marlière, 2005). En ce qui concerne les adolescents de ZUS, le suivi de déplacements a déjà été réalisé, mais uniquement à l'intérieur du quartier de résidence (Boissonnade, 2001).

Les méthodes traditionnelles d'enquête sur la mobilité renseignent donc différentes dimensions des liens dynamiques entre mobilité et socialisation, comme le synthétise le tableau ci-dessous. Il est alors nécessaire de combiner ces méthodes, car aucune ne peut répondre seule à l'ensemble de nos questions de recherche. Nous nous sommes donc inspiré d'une grande partie d'entre elles pour construire nos matériaux de recherche, même ci certaines n'ont pas été mobilisées pour des raisons que nous exposerons en

conclusion de ce chapitre. L'emploi de ces méthodes pour répondre à nos questions de recherche suppose néanmoins de les adapter à la spécificité de notre objet d'étude : les adolescents. Elles ont été en effet principalement utilisées jusqu'à maintenant avec des enquêtés majeurs.

Tableau 3: Les méthodes traditionnelles d'étude de la mobilité quotidienne

	Les enquêtes ménages déplacements	**Les carnets de bord**	**Les entretiens semi-directifs**
Que nous apporte cette méthode pour répondre à nos questions de recherche ?	a) Elle permet une comparaison des pratiques de mobilité à l'échelle d'une agglomération b) Elle permet de mettre en relation les pratiques avec les potentiels de mobilité c) Elle permet de mettre en relation les déplacements des adolescents avec ceux de leurs parents	a) Elle peut donner plus d'informations sur le déroulement du déplacement que les enquêtes ménages-déplacements b) Elle peut permettre une comparaison à l'échelle d'une agglomération (mais avec des coûts de traitement importants)	a) Elle offre une description plus fine des déplacements et du sens qui leur est donné b) Elle replace ces déplacements dans l'univers socioculturel des individus et leur trajectoire biographique c) Elle permet de revenir sur les épreuves rencontrées dans la mobilité
Quelles sont les paradigmes de la mobilité que cette méthode renseigne ?	Essentiellement l'accessibilité et dans une moindre mesure les dispositions	Dispositions et épreuve	Dispositions, épreuve et dans une moindre mesure l'accessibilité
Quelles sont les limites de ces méthodes ?	a) Echantillon limité pour des populations spécifiques b) Oubli possible de certains déplacements c) Biais liés au mode de recueil d) Ne dit rien sur le déroulement du déplacement	a) Oubli possible de certains déplacements b) Coûts de traitement élevés lorsque cette méthode est mise en œuvre à grande échelle	a) Accès aux représentations et non aux pratiques b) Elle est peu précise sur les caractéristiques situationnelles des déplacements c) Elle ne permet une comparaison qu'à petite échelle

	Les récits de ville	**Les itinéraires commentés**	**L'observation des déplacements**
Que nous apporte cette méthode pour répondre à nos questions de recherche ?	a) Elle renseigne l'effet des épreuves rencontrées dans la mobilité b) Elle est plus adaptée que le récit de vie pour des populations en situation de précarité c) Elle permet une participation des enquêtés à la recherche	a) Elle décrit l'environnement dans lequel se déroule le déplacement et les raisons pour lesquelles l'individu est plus ou moins à l'aise b) Elle permet une participation des enquêtés à la recherche	a) Elle permet de décrire finement l'environnement dans lequel se déroule le déplacement et les épreuves qui y surviennent
Quelles sont les paradigmes de la mobilité que cette méthode renseigne ?	La mobilité comme épreuve	Les dispositions à la mobilité	La mobilité comme épreuve
Quelles sont les limites de ces méthodes ?	a) Le nombre limité d'enquêtés rend difficile la comparaison	a) Elle est surtout adaptée aux déplacements piétonniers b) Elle minimise la survenue d'épreuves	a) Elle ne permet pas de suivre les dynamiques d'apprentissage

II. Travailler avec des adolescents nécessite-t-il une méthodologie spécifique ?

Est-ce que prendre les adolescents comme objet d'étude suppose l'utilisation de méthodes de recherche différentes de celles utilisées pour les adultes ? Cette question a été beaucoup plus abordée dans la littérature sociologique en langue anglo-saxonne que dans celle en langue française (Danic et al, 2006). Or, elle s'est révélée centrale dans le cadre de notre recherche. Nous avons en effet été confronté à un certain nombre de difficultés méthodologiques et déontologiques, inextricablement liées : comment un enquêteur adulte peut-il accéder aux pratiques de mobilité des adolescents, qui sont un moment privilégié de l'entre-soi adolescent ? Comment recueillir et utiliser pour un travail académique des informations sur ces pratiques en s'assurant que les adolescents comprennent ce qu'implique leur participation à la recherche ?

Pour répondre à ces questions, nous procèderons en quatre temps. Nous montrerons tout d'abord que, pour des raisons d'accès à une population mineure, la mise en contact du sociologue avec les adolescents passe le plus souvent par des institutions. Nous verrons dans un second temps que cette entrée par les institutions ainsi que la vulnérabilité des adolescents posent de manière spécifique un problème déontologique classique : le recueil du consentement éclairé des enquêtés à participer à la recherche. Nous explorerons donc dans un troisième temps les différentes manières de recueillir ce consentement. Puis nous verrons que la participation active des adolescents à la recherche permet de résoudre une partie des problèmes méthodologiques et déontologiques posés par la spécificité de cet objet d'étude.

Notre propos prendra principalement appui sur les méthodes qualitatives. Néanmoins, les méthodes quantitatives sont tout autant concernées par nombre de problématiques méthodologiques et déontologiques soulevées ici. Les enquêtes ménages-déplacements résolvent par exemple le problème du consentement des adolescents à participer à la recherche en sollicitant une autorisation de la personne de référence du ménage. Mais, cette solution ne signifie pas que les adolescents comprennent la finalité de leur participation à la recherche. Elle n'est pas non plus sans conséquence sur les résultats recueillis, car la personne de référence est souvent présente dans la pièce lorsque l'adolescent note ses déplacements.

1. Comment accéder aux pratiques des adolescents ?

La première difficulté méthodologique spécifique à laquelle est confronté un chercheur adulte travaillant sur les adolescents est de mener une recherche malgré la différence d'âge qui existe entre lui et les enquêtés. En effet, les adolescents se situent dans une période de remise en cause du contrôle des adultes sur leurs pratiques et d'affranchissement vis-à-vis de la tutelle des institutions en charge de leur encadrement (Zaffran, 2010). Paradoxalement, la mise en relation du chercheur avec les enquêtés passe

néanmoins majoritairement par ces institutions, car les adolescents y passent une grande partie de leurs temps et que la présence d'adultes y est naturelle.

Nombre d'observations participantes des pratiques adolescentes ont ainsi été effectuées à l'intérieur d'établissements scolaires (Payet, 1995 ; Andréo, 2005 ; Fluckiger, 2006 ; Danic, 2006), de clubs sportifs (Robin, 2008) ou de centres sociaux (Masclet, 2001). Ce passage par les institutions ne concerne néanmoins pas seulement les chercheurs s'intéressant aux pratiques des adolescents dans ces lieux, mais également ceux qui travaillent sur les pratiques se déroulant en dehors des cadres institutionnels.

En effet, ces pratiques, comme les mobilités, constituent des moments privilégiés de l'entre-soi adolescent (voir supra, chapitre 1). Cela rend alors difficile la présence prolongée d'un enquêteur adulte auprès des adolescents lorsqu'ils réalisent ces activités. La différence d'âge renforce ainsi la position d'étranger occupée par le sociologue dans le groupe social qu'il étudie (Albera, 2001). Les enquêtes menées dans les ZUS témoignent de cette difficulté à observer directement et dans la durée les pratiques des adolescents en dehors des cadres institutionnels. Au contraire d'un certain nombre d'ethnographies des pratiques de jeunes adultes de ces quartiers (Kokoreff, 2003 ; Marlière, 2005 ; Sauvadet, 2006), aucun chercheur n'a pu partager durablement le quotidien extra-institutionnel des adolescents de ZUS. Le chercheur peut alors prendre comme terrain d'observation les lieux dans lesquels les adolescents se rendent durant leur temps libre, comme les centres commerciaux (Kokoreff, 1998 ; Berthet, 2002) ou les espaces publics du centre-ville (Bavoux et Fôret, 1990). Néanmoins, les entretiens avec les adolescents constituent la source d'accès à ces pratiques la plus souvent utilisée.

Les adolescents interrogés sont rarement rencontrés par l'intermédiaire d'un réseau d'abord constitué localement. L'enquête menée par Beaud (2002) sur des lycéens de l'agglomération de Montbéliard est ainsi une exception. Celui-ci a rencontré certains adolescents grâce à des membres plus âgés de leur famille ou par l'intermédiaire d'un élève de terminale du quartier. Dans la plupart des recherches, les adolescents sont au contraire rencontrés à l'intérieur d'institutions en charge de leur encadrement : les établissements scolaires (Zaffran, 2000 ; Rubi, 2005 ; Metton, 2009), les centres sociaux (Clair, 2008), les associations d'aide aux devoirs (Buffet, 2002 ; Deville, 2007). Beaud a d'ailleurs complété sa recherche par une enquête dans le lycée professionnel du centre-ville dans lequel se rendent les adolescents du quartier qu'il étudie. Les sociologues interrogent d'ailleurs parfois des adolescents dont ils sont en charge, lorsqu'ils exercent une fonction d'animateur (Deville, ibid), de surveillant (Metton, ibid) ou de professeur (Petry, 2010) à l'intérieur de ces institutions.

Ce passage par les institutions pour interroger les adolescents sur leurs pratiques extra-institutionnelles n'est pas antinomique d'une immersion prolongée du chercheur auprès d'eux. Il mène alors des entretiens ethnographiques (Beaud, 1996). C'est le cas des travaux de Lepoutre (2001) et Mohammed (2007) sur les adolescents de ZUS. Ces deux auteurs résidaient dans le même quartier que les adolescents objets de leur étude. Néanmoins, l'accès à ces adolescents s'est opéré par le biais de leurs fonctions

institutionnelles (respectivement professeur d'histoire-géographie en collège et éducateur dans le centre social de la commune). Les deux auteurs expliquent qu'ils sont en grande partie définis par les enquêtés à partir de leur appartenance à ces institutions. C'est particulièrement le cas de Lepoutre, avant tout perçu comme un enseignant, un peu moins pour Mohammed qui a grandi dans le quartier et peut s'appuyer sur sa connaissance des membres plus âgés de la famille des adolescents. Cette appartenance institutionnelle, si elle peut favoriser la mise en contact avec les jeunes, rend difficile le partage de leur quotidien en dehors des cadres institutionnels. De fait, dans ces deux enquêtes, les pratiques adolescentes observées directement se déroulent à l'intérieur des institutions de rattachement des auteurs ou dans leur quartier. L'accès aux autres pratiques se fait au contraire grâce à des entretiens, individuels (Mohammed) ou en groupe (Lepoutre).

L'étude des pratiques extra-institutionnelles des adolescents est donc marquée par ce paradoxe : les institutions constituent une voie d'entrée privilégiée, voire unique, pour le sociologue, alors même que les adolescents souhaitent s'émanciper de la tutelle de ces institutions et éprouvent, pour certains, une relative méfiance à leur égard. Ce paradoxe n'est pas spécifique aux adolescents. Il concerne également, dans une moindre mesure, des populations fortement méfiantes à l'égard de la présence d'étrangers, comme les tsiganes (Bordigoni, 2001). Si la médiation par des institutions peut favoriser la mise en relation avec les adolescents et l'accès à leurs pratiques extra-institutionnels, elle doit impérativement être intégrée à l'analyse des résultats obtenus. Elle n'est en effet pas sans influence sur la relation d'enquête entre des adolescents et un enquêteur adulte, plus ou moins assimilé à l'institution par laquelle il est entré en contact avec eux. L'enquêteur ne peut alors totalement s'émanciper des relations asymétriques, notamment en terme de pouvoir et d'autorité, qui structurent la relation de l'adolescent à cette institution. De même, cette médiation influence le profil des adolescents auxquels l'enquêteur accède. L'institution par laquelle le chercheur entre en relation avec les adolescents peut ainsi être en charge d'un public spécifique. Le choix des adolescents retenus pour l'enquête peut être également fortement orienté par les personnels institutionnels assurant l'interface avec le sociologue (Sime, 2008).

Le passage par des institutions pour accéder aux adolescents enquêtés pose donc un certain nombre de problèmes méthodologiques. Mais, il soulève également des considérations éthiques, notamment en ce qui concerne le consentement éclairé à participer à la recherche. Par exemple, lorsque la mise en contact du chercheur avec les adolescents se fait par l'intermédiaire de l'institution scolaire, il peut exister une confusion aux yeux des adolescents entre la recherche proprement dite et les activités scolaires habituelles. La participation à la recherche pouvant alors être perçue comme obligatoire, l'adolescent risque de ne pas oser refuser la proposition (Sime, ibid).

2. Le problème du consentement éclairé à participer à la recherche

Ce problème du consentement éclairé ne concerne pas que les enquêtés mineurs. Il se pose de plus en plus en sociologie, comme en témoigne le développement des comités d'éthique et des guides de bonne conduite (Vassy et Keller, 2008). Ces comités d'éthique se sont surtout développés dans le monde anglo-saxon. Suivant le modèle de la recherche biomédicale, leur but est de vérifier, avant le commencement de la recherche, qu'elle ne va pas nuire aux intérêts des personnes qui vont y participer. L'avis favorable de ces comités détermine l'obtention de crédits, de subventions ou de bourses de recherche, ainsi que l'autorisation de mener des enquêtes et de publier des résultats. Cet avis est le plus souvent motivé par le respect de trois grands principes (Vassy et Keller, ibid). Les deux premiers sont assez classiques. Le chercheur doit d'une part s'assurer que sa recherche ne va pas nuire aux participants, en leur faisant par exemple évoquer des souvenirs douloureux ou en divulguant des données personnelles. Il doit d'autre part s'engager à préserver l'anonymat des participants tout au long de la recherche. Le dernier principe est plus difficile à mettre en œuvre. Il consiste à obliger le chercheur à obtenir le consentement éclairé des participants, avant de commencer à recueillir des informations sur eux, le plus souvent sous une forme écrite. La signature de ce consentement peut être complétée *a postériori* par un formulaire afin de déterminer si les questions posées n'ont pas été trop violentes ou trop intrusives pour l'enquêté (Laurens et Neyrat, 2010).

Le développement de ces comités pose néanmoins problème, car ils sont essentiellement composés de personnes non familières des pratiques de recherche en sociologie. La multiplication des critères à respecter avant le début effectif de la recherche peut alors empêcher certaines enquêtes de voir le jour (Laurens et Neyrat, ibid). Elle condamne à ne plus travailler sur des pratiques cachées, honteuses ou illicites. Nous reviendrons ainsi dans les lignes qui suivent sur des cas où ces comités ont empêché la réalisation d'enquêtes auprès d'adolescents. De plus, le respect de critères formels, posés *a priori*, ne permet pas de faire face aux questions éthiques, parfois imprévues, qui surgissent pendant et après le temps de l'enquête (Fassin, 2008). Celle-ci n'est pas la stricte application d'un protocole de recherche, le questionnement du chercheur et le choix des enquêtés évoluent tout au long de la recherche. Les autorisations des comités d'éthique et les formulaires de consentement éclairé peuvent finir par n'avoir plus qu'une valeur de procédure. En prenant la place de l'exercice du jugement moral en situation, ils risquent paradoxalement d'exonérer les chercheurs de toute conscience active de leurs responsabilités dans le cours de la recherche (Cefaï, 2010).

Afin d'éviter la réglementation des procédures de recherche par des personnels universitaires extérieurs au champ des sciences humaines, des codes de déontologie ont été élaborés par les associations de chercheurs. Ces codes de déontologie ont été rédigés à l'origine dans les pays anglo-saxons, sur le modèle de ceux qui régissent la recherche médicale. Ils ont valeur de recommandation, sans effet de sanction, et établissent des principes que chaque chercheur doit respecter en conscience. La rédaction de ces codes a principalement été motivée par les problèmes éthiques rencontrés sur le terrain par des

ethnographes, pratiquant l'observation participante[43] (Cefaï, ibid). Elle a été le résultat de décennies de discussions et de controverses sur ces méthodes ethnographiques dans le monde universitaire, et parfois au-delà. Au contraire, la recherche par entretiens a suscité beaucoup moins de débats, mais cela ne signifie pas que cette méthode de recherche soit moins concernée par les différents problèmes soulevés par les codes déontologiques.

Le code d'éthique de l'Association américaine de Sociologie (ASA), composé d'une cinquantaine de pages, a ainsi été rédigé en 1997[44]. L'Association Internationale de Sociologie (AIS) a, quant à elle, mis en place un code d'éthique en 2001, composé essentiellement de principes généraux[45]. En France, une charte, dont l'objectif est de formaliser des critères de bonnes pratiques de recherche, a été présentée en 2009 au Congrès de l'Association Française de Sociologie[46] (AFS). La discussion de cette charte n'a cependant guère mobilisé les sociologues, certains d'entre eux lui reprochant en outre une trop grande formalisation de la relation entre le chercheur et les enquêtés.

Au-delà des règles habituelles d'anonymat et de confidentialité des données, ces codes insistent prioritairement sur le recueil du consentement éclairé des enquêtés : « *Les sociologues ont la responsabilité d'expliquer clairement leur travail de recherche aux personnes qui vont y participer. Pour pouvoir décider en toute connaissance de causes de leur participation, elles doivent être informées en des termes compréhensibles des points suivants : le sujet de la recherche, son but, qui en est responsable, qui l'effectue, qui la finance, et comment les résultats seront diffusés et utilisés* » (charte de l'AFS). Ce consentement doit être recueilli avant le début de la recherche (charte de l'IAS), sous une forme écrite ou orale dont le sociologue peut garder la trace (charte de l'ASA). Les enquêtés doivent également être clairement informés qu'ils peuvent interrompre leur participation à la recherche à tout moment (chartre de l'AFS). Néanmoins, en de rares occasions, le sociologue peut déroger à ce principe : « *En dépit de l'importance primordiale du consentement, les sociologues peuvent chercher à déroger à ce principe (1) quand la recherche implique un risque minimal pour ses participants et (2) quand la recherche ne peut pas être menée à bien si le consentement éclairé est requis. Les sociologues reconnaissent que les dérogations au principe du consentement éclairé requièrent l'approbation de Comités d'éthique ou, en l'absence de tels comités, de tout autre conseil qui fasse autorité en matière d'éthique de la recherche* » (charte de l'ASA). Ces codes ont l'avantage de reconnaître, contrairement aux comités d'éthique, que le consentement éclairé des enquêtés n'est pas toujours facile à obtenir, notamment sous une forme écrite. Lorsque le chercheur mène une observation ethnographique, certaines caractéristiques des situations peuvent rendre par exemple quasiment impossible ce recueil (Fassin, ibid). Dans certains milieux, faire signer un formulaire de consentement

[43] Il est d'ailleurs significatif que les anthropologues aient développé dès les années soixante-dix des réflexions sur les « bonnes pratiques » de recherche à mettre en œuvre. Soit plus d'une vingtaine d'années avant que ces préoccupations n'émergent en sociologie. De même, en France, l'Association française des anthropologues formalise des règles de bonne conduite dès 1993, alors que l'AFS se saisit du sujet à partir de 2005.

[44] http://www.laviedesidees.fr/IMG/ pdf/20090318_codeethique.pdf

[45] http://www.isa-sociology.org/fr/code_ethique.htm

[46] http://www.afs-socio.fr/formCharte.html#3

suscite également plus de méfiance et d'anxiété que de satisfaction de la part des enquêtés (Cefaï, ibid). La tension provoquée par le moment de présentation de l'enquête et de recueil du consentement peut ainsi conduire certains enquêtés à refuser l'entretien, alors qu'un accord tacite avec le sociologue existait auparavant : la formalisation d'un consentement ébranle la relation de confiance entre le chercheur et l'enquêté, en rappelant ce dernier à l'ordre institutionnel (Fassin, ibid).

Avant de nous intéresser plus spécifiquement au recueil du consentement éclairé auprès d'adolescents, soulignons un dernier point. L'exigence d'un compte-rendu aux enquêtés des résultats de l'enquête tend à se généraliser chez les ethnographes, par-delà toutes les difficultés de « traduction » qui peuvent se poser (Cefaï, ibid). Paradoxalement, aucun des trois codes éthiques mentionnés précédemment ne contient de paragraphes relatifs à ce sujet. Pourtant, cette restitution des résultats aux enquêtés constitue, à nos yeux, une part importante de la déontologie du chercheur, notamment lorsqu'il travaille avec des populations vulnérables. Nous approfondirons ce point plus bas.

3. Le cas spécifique des adolescents

Si le problème du consentement éclairé ne concerne pas que les enquêtés mineurs, il se pose de manière spécifique pour les adolescents pour trois raisons (Morrow, 2008). Ils bénéficient tout d'abord d'un statut juridique particulier, rendant nécessaire au niveau légal l'obtention d'une signature de leurs tuteurs adultes. Le simple accord des enquêtés mineurs n'est ainsi pas nécessairement suffisant pour couvrir le chercheur au niveau légal. En Grande-Bretagne, la loi précise ainsi que toute recherche sur des mineurs nécessite l'obtention du consentement écrit des parents. D'autre part, les adolescents forment un groupe social plus vulnérable que les adultes. Au niveau individuel, ils peuvent se voir imposés lors de leurs interactions avec le chercheur les schémas d'interprétation de celui-ci, par manque d'habitude de ces situations[47]. Au niveau collectif, ils ne possèdent pas de représentants dans la communauté adulte leur permettant de discuter les résultats tirés à leur égard ou de s'assurer que leur parole n'a pas été travestie ou retranscrite partiellement. Enfin, le consentement des adolescents à participer à la recherche peut être influencé par différents biais, comme par exemple la confusion évoquée précédemment entre activités obligatoires et activités de recherche lorsque celle-ci a lieu dans un cadre institutionnel.

La vulnérabilité potentielle des adolescents nécessite donc des précautions déontologiques, afin de s'assurer que les enquêtés comprennent les implications de leur participation à une recherche sociologique. Elle ne doit cependant pas conduire à ne pas investiguer cette population. Les considérations exposées précédemment sont ainsi assez analogues aux réflexions qui ont pu être menées dans le cadre d'enquête avec des groupes sociaux adultes vulnérables. Les enquêtes auprès de populations sans domicile (SDF) ont

[47] C'est par exemple le reproche qui a pu être fait à l'entretien réalisé par Bourdieu (1991) avec deux jeunes majeurs d'une cité HLM du Nord de la France, retranscrit intégralement dans La misère du monde.

ainsi fait l'objet d'un questionnement spécifique dans les années quatre-vingt dix au moment de la mise en place du programme de recherche de l'INED sur cette population. La situation de vulnérabilité des SDF liée à l'absence d'espace privé (Bordreuil, 1992) et au dénuement économique et symbolique rend ainsi nécessaire des précautions spécifiques. Les SDF pourraient ainsi se voir imposés de participer à des enquêtes, car celles-ci se tiennent généralement au sein d'institutions de prise en charge. Ces enquêtes pourraient également avoir des conséquences matérielles et psychologiques sur les personnes interrogées, et renforcer ainsi leur vulnérabilité. J.-M. Firdion et al. (1995) ont alors soutenu qu'il était légitime d'approfondir l'étude de cette population pour trois raisons. Sur le plan « *scientifique* », il est légitime d'enquêter sur les SDF pour ébranler les stéréotypes et caricatures qui dominent les représentations de cette population. Enquêter permet notamment de montrer que cette population n'est pas homogène et que l'absence de toit est souvent une situation temporaire ou transitoire. D'un point de vue « *démocratique* », ne pas être enquêté comporte une forme d'exclusion de la cité et de la citoyenneté, ce qui contribue au renforcement de l'exclusion sociale. Dans une étude, ne serait-ce que le temps de la passation d'un entretien ou d'un questionnaire, l'enquêté peut avoir la parole, exprimer ses besoins ou revendiquer ses droits. Enfin, les auteurs mettent en avant une légitimité « *humaine ou humaniste* », la participation à une étude offrant la possibilité à l'individu de percevoir la dimension collective des problèmes qu'il rencontre. Elle lui permet de réfléchir sur son parcours et de se situer comme faisant partie, avec d'autres, du monde social. Le processus de recherche peut améliorer l'estime de soi des enquêtés, car il diminue le sentiment d'invisibilité sociale et permet de développer un regard réflexif sur soi.

Ces trois justifications peuvent être transposées au cas des adolescents. Au niveau scientifique, ne pas mener d'enquête auprès d'adolescents reviendrait à se contenter du regard porté par les adultes sur leurs pratiques. Le chercheur n'accéderait pas à leur point de vue, mais à celui des institutions qui en sont en charge. Au niveau démocratique, ne pas enquêter sur les adolescents reviendrait à ne pas leur donner de statut de personne, à supposer une discontinuité entre leur monde et celui des adultes et donc à les exclure symboliquement de la société. Enfin, dans une perspective humaniste, les adolescents ne doivent pas être considérés uniquement sous l'angle de leur vulnérabilité. Ils peuvent ainsi avoir conscience de la forme de don/contre don impliqué par une situation d'enquête (Skelton, 2008). De même, ils peuvent avoir du plaisir à livrer leur point de vue à un adulte et à réfléchir sur leurs pratiques.

Au final, le positionnement éthique du sociologue dépend certes de l'âge des individus investigués (Skelton, 2008) : il ne recueille pas le consentement à participer à la recherche de la même manière selon qu'il travaille avec un individu mineur de sept ans ou de seize ans. Mais, ce positionnement est surtout influencé par le regard général que porte le chercheur sur l'enfance et l'adolescence[48]. Il existe en effet schématiquement quatre

[48] L'article d'où est tirée cette classification met en lumière « four ways of theorizing childhood and understanding children ». Les termes « childhood » et « children » sont très vastes et recouvrent des périodes du cycle de vie variées. Néanmoins, dans cet article, ces deux termes concernent l'ensemble des

grandes visions des individus mineurs parmi les chercheurs travaillant sur cette population (Morrow, ibid) :

Dans la vision dite de « l'enfant en développement », celui-ci est considéré comme un être en construction, acquérant peu à peu une maturité le menant à l'âge adulte. Dans ce cas, la méthode privilégiée par le chercheur est l'observation ou l'emploi de statistiques. Mais quelque soit la méthode utilisée, une faible place est accordée à la parole de l'enfant. En effet, dans cette conception, l'enfant, dont l'étymologie latine veut dire « qui ne parle pas » (infans), s'oppose à l'adulte qui est capable pour sa part de s'exprimer de manière articulée (Cloutier et Torres, 2010). La conséquence de cette opposition entre enfance et âge adulte est un rapport paternaliste : l'enfant est un être vulnérable, devant être protégé par des adultes. Il n'est donc pas perçu comme compétent pour déterminer l'influence, positive ou négative, qu'aura une enquête sociologique sur lui. Au niveau déontologique, l'important pour le chercheur est donc d'obtenir une autorisation d'enquêter de la part des parents ou des institutions en charge de ces enfants.

Dans la vision de « l'enfant tribal », les enfants sont considérées comme des acteurs compétents. Ils évoluent néanmoins dans un monde autonome et séparé des adultes. Ce monde possède des rituels, des règles et un folklore particuliers. En conséquence, les méthodes employées par le chercheur sont essentiellement ethnographiques. Ses préoccupations déontologiques sont alors analogues à celle d'un anthropologue travaillant sur des sociétés éloignées. Elles concernent notamment le respect des coutumes de cette sous-culture qu'est le monde des enfants et/ou des adolescents.

Dans la vision de « l'enfant adulte », celui-ci est considéré comme un acteur possédant les mêmes compétences que les adultes. Il est notamment compétent pour donner son point de vue sur les relations qu'il entretient avec les autres acteurs sociaux. Les enquêtes fondées sur cette vision de l'enfance sont généralement menées auprès d'adolescents. Elles s'appuient sur des questionnaires et des entretiens. Au niveau éthique, elles portent peu d'attention aux différences de statut entre des enquêtés mineurs ou majeurs.

Dans la vision de « l'enfant social », celui-ci est un acteur dont les pratiques sociales constituent un objet d'étude aussi légitime que celles des adultes. Il n'est pas un « *idiot culturel* » (Garfinkel, 1967) et il possède des capacités réflexives lui permettant de justifier son point de vue lorsqu'il est interrogé sur ses pratiques. Néanmoins, le chercheur prend en compte le fait que les enfants n'ont pas la même capacité que les adultes à défendre leur point de vue. Travailler avec eux nécessite des méthodes diverses et spécifiques afin de ne pas travestir le propos des enquêtés et de leur donner la possibilité d'exprimer leur point de vue sur ce qui est écrit à leur propos. Cette position commence peu à peu à se diffuser dans le champ des études françaises (Danic et al, 2006). Elle est beaucoup plus répandue parmi les recherches anglo-saxonnes sur les

---

individus âgés de moins de dix-huit ans. Nous reprenons cette acception du terme enfant dans les lignes qui suivent.

pratiques sociales des adolescents, notamment celles qui sont publiées dans la revue *Children's Geography*.

Ces différents regards portés sur l'enfance influencent alors la manière dont le sociologue recueille le consentement des adolescents à participer à la recherche.

4. Comment recueillir le consentement éclairé des adolescents ?

Les différents points exposés précédemment posent la question de savoir qui doit fournir le consentement de participation à l'enquête. L'enquêté mineur ? Ses parents ? L'institution par laquelle le chercheur est entré en contact avec l'enquêté ?

Les principales institutions de contrôle éthique apportent sur ce point des réponses différentes. Pour les comités d'éthique, le recueil du consentement des enquêtés mineurs est bien moins important que celui de leurs tuteurs adultes (Skelton, ibid). Les exigences formelles de ces comités peuvent alors empêcher la conduite d'enquête auprès d'adolescents. Skelton cite ainsi le cas d'un de ses doctorants qui n'a pu mener ses recherches, car le comité d'éthique de son université imposait la présence d'un professeur lors des entretiens qu'il voulait mener avec des élèves de quatorze ans (cette condition n'était pas exigée par l'établissement scolaire). Au final, les exigences des comités d'éthique sont avant tout motivées par la volonté des universités et instituts de recherche de se protéger juridiquement (Skelton, ibid).

Ces comités d'éthique sont composés exclusivement d'adultes, qui n'ont pas nécessairement l'habitude de travailler avec des mineurs. La méconnaissance du public enquêté conduit ces comités à formuler des exigences en totale contradiction avec les habitudes et souhaits des principaux intéressés. Ces exigences posent en conséquence un certain nombre de problèmes pratiques et éthiques (Skelton, ibid). Elles sont tout d'abord issues d'une vision anthropocentrique, centrée sur les modèles familiaux traditionnels des pays occidentaux. Elles ne sont pas adaptées aux modèles familiaux de certains pays en développement, dans lesquelles la responsabilité vis-à-vis de l'enfant peut être assurée par un autre adulte que les parents. Elles ne sont également pas compatibles avec certains cas particuliers. Un anthropologue a ainsi dû renoncer à mener une étude sur les adolescents sniffant de la colle dans la rue aux Etats-Unis, car un comité d'éthique lui demandait d'obtenir préalablement à sa recherche une autorisation écrite de leurs parents (Vassy et Keller, ibid). Enfin, lorsque la recherche est menée au sein d'institutions, demander la signature des parents peut rompre la relation de confiance établie entre le chercheur et l'adolescent, en rappelant celui-ci à l'ordre institutionnel.

Les exigences de ces comités peuvent alors avoir des conséquences éthiques négatives. Elles bloquent des enquêtes auxquelles les adolescents seraient désireux de participer et qui leur permettraient d'exprimer leur point de vue. Au final, en privilégiant le consentement des adultes à celui des adolescents, ces comités s'appuient sur une vision misérabiliste des enquêtés mineurs. Ceux-ci ne sont pas considérés comme aptes à

accepter ou refuser d'eux-mêmes de participer à une enquête de sociologie. Cette vision est en opposition avec la Convention de 1989 de l'Organisation des Nations Unies sur les droits de l'enfant (Bell, 2008). Les articles 12 et 13 de cette convention déclarent ainsi que les enfants ont non seulement un droit de regard sur ce qui les concerne, mais qu'ils ont également le droit d'exprimer leur point de vue s'ils le désirent.

La place occupée par les considérations spécifiques aux enquêtés mineurs dans les codes éthiques des associations nationales ou internationales de sociologie est, quant à elle, variable. La charte de l'AFS mentionne seulement l'exigence de ne pas abuser de la situation d'enquêtés vulnérables, du fait de leur situation sociale, de leur âge ou de leur santé mentale ou physique. La charte de l'Association Américaine de Sociologie comporte au contraire une partie consacrée spécifiquement aux enquêtés mineurs. Les sociologues doivent « *obtenir le consentement des enfants, dans la mesure où ils sont capables de le donner* » et « *s'assurer que le caractère volontaire de la recherche est bien compris et que le consentement n'est pas obtenu par la contrainte* ». Ils doivent également obtenir le consentement d'un parent ou d'un tuteur légal. Néanmoins, les sociologues peuvent chercher à renoncer à ce consentement « *quand la recherche implique un risque minimal pour les participants, ou quand la recherche pourrait ne pas être menée à bien en raison de l'exigence de consentement ou quand le consentement d'un parent ou d'un tuteur n'est pas une mesure raisonnable de protection de l'enfant (par exemple, quand les enfants sont négligés ou maltraités)* ». Ces codes nationaux reconnaissent donc que le consentement des parents n'est pas un principe intangible. Néanmoins, ils ne donnent guère d'indications sur la manière dont le consentement des enquêtés eux-mêmes doit être obtenu.

Des sociologues ou géographes anglo-saxons, travaillant avec des enquêtés mineurs, ont au contraire élaboré des principes de bonne conduite plus détaillés avec des paragraphes spécifiques sur les recherches menées avec des enfants et adolescents. Ces principes ont été développés dans les guides éthiques des universités comme Warwick[49], à l'intérieur desquelles plusieurs chercheurs travaillent avec des mineurs. Ils sont également exposés dans des articles de la revue *Children's Geography* ou dans des livres portant spécifiquement sur la déontologie du chercheur travaillant avec des enfants (Fraser et al, 2004).

Ces chercheurs postulent que les mineurs possèdent les compétences pour comprendre les tenants et aboutissants d'une recherche et peuvent donc accepter ou refuser d'eux-mêmes leur participation. Si le chercheur doit s'assurer au maximum qu'ils comprennent les conséquences de cette participation à court, moyen et long terme, le consentement des adolescents prime sur celui de leurs parents ou des institutions qui en ont la charge. Le chercheur ne peut se contenter de l'autorisation écrite des parents ou des personnels institutionnels. Au contraire, il doit faire primer le droit des enfants à s'exprimer plutôt que sa propre protection juridique vis-à-vis d'autres adultes. Par exemple, lorsque les adolescents sont en mesure de comprendre l'impact de l'enquête sur leur vie, il est parfois

[49] http://www2.warwick.ac.uk/services/rss /services/ethics/statement /guidance/

plus éthique d'agir en fonction du souhait de l'adolescent de donner son point de vue plutôt que de solliciter l'accord de parents qui pourraient s'y opposer (Masson, 2004). La probabilité d'un refus des parents est d'autant plus élevée que la demande du sociologue est formulée sous une forme écrite, notamment dans les milieux populaires, ou lorsqu'il existe des risques de confusion entre cette demande et les formulaires classiques de l'institution scolaire (Sime, 2008).

Lorsqu'il obtient le consentement de l'adolescent, le chercheur doit également s'assurer que celui-ci n'est pas influencé par l'institution dans laquelle se déroule la recherche (voir supra). Il doit expliquer aux futurs enquêtés que le refus de participer à la recherche n'entraînera ni sanction ni considération particulière de la part des membres de l'institution. Plutôt que de parler de consentement éclairé, les chercheurs anglo-saxons préfèrent alors le terme de « dissentiment éclairé », c'est-à-dire le droit de l'adolescent de refuser un projet ou de se retirer du processus de recherche à tout moment.

Nous allons voir dans les lignes qui suivent que la participation active des adolescents dans la recherche permet de favoriser ce consentement ou « dissentiment » éclairé, mais qu'elle présente également d'autres avantages déontologiques et méthodologiques.

5. Quel sont les intérêts d'une participation active des adolescents à la recherche ?

Les ouvrages ou revues de langue anglo-saxonne cités précédemment contiennent de nombreuses pistes méthodologiques permettant de favoriser le consentement éclairé des adolescents. La principale innovation méthodologique proposée est d'encourager la participation active des adolescents enquêtés dans la recherche. Cette participation permet d'intégrer dans la recherche leurs capacités réflexives et de compréhension.

Cette participation active des adolescents dans la recherche n'est pas totalement nouvelle. Ainsi, dans les années soixante-dix, Lynch lance sous l'égide de l'UNESCO le programme « *Grandir en ville* » (Torres, 2007). Il a pour objectif de faire collaborer des adultes et des enfants âgés de dix à quatorze ans dans l'évaluation de leur environnement urbain proche, mais également dans la planification des changements à y apporter. Les enfants sont considérés dans ce programme comme des chercheurs urbains, au même titre que les adultes du quartier et les experts de l'UNESCO.

Cette participation est actuellement plus ou moins importante selon les recherches (Hart, 1992). Dans sa forme la plus simple, elle passe par exemple par la réalisation de cartes mentales, la rédaction de textes ou la prise de photographies par les adolescents sur les lieux qui comptent pour eux (Young et Barrett, 2001). La participation est plus importante lorsqu'un chercheur définit un thème général de recherche avant de commencer son enquête, mais qu'il implique ensuite les adolescents dans la construction des questions de recherche (Fine et al, 2003), qu'ils les laissent juges du choix de la méthode la plus adéquate à l'expression de leur point de vue (Skelton, ibid) ou qu'il les

forme à la récolte de données auprès d'autres jeunes (Alderson, 1995). Des adolescents peuvent aussi participer à la définition des objectifs de la recherche en cours et faire partie de son comité de pilotage (Hart, ibid) alors que certains chercheurs défendent même l'idée d'une participation d'adolescents aux comités d'éthique des universités à chaque évaluation de projet incluant des enquêtés mineurs (Sime, ibid).

En France, ces méthodes de participation active des adolescents à la recherche ont été, à notre connaissance, mises en œuvre dans peu de travaux (Dubet et Martucelli, 1996 ; Lepoutre, 2005)[50]. La recherche de Lepoutre sur la transmission de la mémoire des aînés vers les adolescents dans les familles immigrées est d'abord issue d'un projet pédagogique, lorsque l'auteur était professeur d'histoire-géographie en collège. Ce projet interdisciplinaire (Lettres, Histoire-géographie et Arts Plastiques) était constitué principalement d'un atelier d'écriture et de prise de photographies des élèves sur le parcours migratoire de leur famille et la transmission de ce parcours aux descendants. La consigne d'écriture suivante était par exemple donnée aux élèves : « *Où habitaient vos grands-parents et quel(s) métier(s) faisaient-ils ?* ». Ce projet a ensuite donné lieu à une recherche-action pendant quatre ans, dont l'objectif n'était plus seulement pédagogique, mais visait également une production de connaissances. Cent-vingt adolescents du collège ont ainsi pris part à cette recherche, complétée par des entretiens individuels avec les élèves volontaires. Cette recherche montre qu'il est possible d'articuler objectifs pédagogiques et production de connaissances scientifiques dans le cadre de projets menés dans des établissements scolaires. La recherche ne conduit pas seulement à la reconnaissance du travail du chercheur par ses pairs, mais donne également naissance à un objet tangible, un livre, auquel les adolescents sont fiers d'avoir collaboré.

La méthode de l'intervention sociologique souligne quant à elle qu'il est nécessaire de laisser une place dans la recherche à la réflexivité des adolescents sur leurs pratiques (Dubet, 2007). Le chercheur leur soumet les interprétations qu'il a tirées à leur égard, afin d'en améliorer la pertinence. Le fondement de cette méthode est ainsi de considérer que les acteurs ont des capacités de réflexion sur eux-mêmes et les discours tenus à leur égard. Il n'existe donc pas de coupure radicale entre la sociologie savante et la sociologie spontanée : le sociologue peut repérer des raisonnements sociologiques dans le discours des enquêtés, et les acteurs comprendre les raisonnements du sociologue à travers leurs théories spontanées. Néanmoins, les acteurs n'ont pas non plus une compréhension transparente de leurs pratiques. L'objectif de l'intervention sociologique est donc de stimuler leurs capacités réflexives. Elle passe notamment par la confrontation d'un groupe d'acteurs donné (des militants écologistes, des jeunes de cité, des employés d'une entreprise…) à d'autres groupes antagonistes (des dirigeants d'EDF, des policiers, des cadres…). Cette confrontation pousse les acteurs à adopter un regard critique et une distance à l'égard des contradictions et points obscurs de leurs discours et pratiques. Elle

[50] Ce recensement n'est pas exhaustif. Dans son livre, Lepoutre donne ainsi l'exemple de trois enseignants ayant mené des projets de recherche-action avec leurs élèves. Il cité également la thèse de Vieillard-Baron, dont un des volumes est constitué de récits de vie écrits par des lycéens. Begag (1999) a également utilisé des ateliers d'écriture avec des collégiens de ZUS pour étudier leur rapport à la ville.

les pousse également à replacer leur expérience intime dans des mécanismes sociaux plus généraux.

Cette stimulation de la réflexivité des acteurs a néanmoins pour objectif premier une production de connaissances. En effet, le sociologue propose aux acteurs son interprétation de leurs conduites et de leurs discours. Il leur soumet des hypothèses de compréhension et d'explication en leur demandant d'y réagir. La validité d'une explication sociologique est alors fournie par sa cohérence interne et sa crédibilité aux yeux des acteurs concernés. Lorsque les acteurs argumentent contre l'explication proposée, le sociologue défend son explication, mais il peut également être amené à la transformer. Cette co-élaboration de l'explication sociologique avec les enquêtés se situe à l'envers de la tendance d'une partie de la sociologie critique à considérer que les acteurs sont aveugles à leurs pratiques (Lapeyronnie, 2004). Dans ce « *monologue du sociologue critique avec lui-même* », c'est toujours ce dernier qui détient la vérité : soit les enquêtés acceptent les analyses du sociologue et s'y reconnaissent et ceci peut les confirmer, soit ils refusent et ces résistances entrent elles-mêmes dans le cadre de l'analyse.

Cette méthode de l'intervention sociologique a été utilisée pour étudier l'expérience scolaire (Dubet et Martucelli, ibid). Les sociologues ont constitué à l'école primaire, au collège et au lycée des groupes d'enseignants, d'adultes, mais également neuf groupes d'élèves : deux en primaire (CM1-CM2), quatre en collège (5ème et 3ème) et trois en lycée (un lycée général, un lycée technique et un lycée professionnel). La méthode a néanmoins été adaptée dans le cadre de l'école primaire, en raison de la faible maîtrise d'une distanciation émotionnelle par les élèves entre leur vie privée et l'expérience de recherche. Elle a été au contraire employée de manière plus classique dans les collèges et lycées. Cette intervention sociologique a également été complétée par des entretiens collectifs, un travail d'observation au moment de la constitution des groupes et une observation participante d'une année de Dubet en tant que professeur d'histoire-géographie. Malheureusement, peu d'informations sont disponibles dans ce livre sur la manière dont les adolescents participant à la recherche ont été sélectionnés. Les groupes de recherche sont constitués de huit à douze jeunes, issus de classes différentes. Par exemple, dans le lycée général situé en banlieue bordelaise, sur les sept adolescents participant à la recherche, trois étaient en terminale S, trois en terminale L, et un en seconde. Or, le lecteur ne dispose pas d'informations sur les biais éventuels sur les résultats obtenus d'une participation à la recherche fondée sur la base du volontariat.

Ces différents travaux nous ont convaincu de l'intérêt d'impliquer les adolescents enquêtés dans la recherche. La participation active des adolescents comporte ainsi de nombreux avantages déontologiques et scientifiques[51]. Elle favorise tout d'abord leur compréhension des enjeux éthiques d'une enquête sociologique, et éclaire en conséquence leur consentement à participer à la recherche (Sime, ibid ; Lepoutre, ibid).

[51] Pour un développement plus exhaustif, voir Oppenchaim (2011).

Au niveau déontologique, cette participation amène également des réponses à la question de savoir ce que le sociologue doit en retour aux enquêtés[52]. Cette considération n'est pas spécifique à une recherche sur les adolescents. Tout chercheur qui étudie dans la durée un monde social est confronté à un moment ou un autre à cette considération. C'est particulièrement le cas lorsqu'il travaille sur un monde social dominé (Lepoutre, 2001). N'est-il pas en train de trahir la confiance des enquêtés ? Ne profite-il pas de leur confiance à des seuls fins de promotion académique, alors que le sort des enquêtés ne sera pas modifié par cette recherche ? Les enquêtés ont-ils conscience qu'une partie de leurs pratiques, même anonymisées, risquent d'être porté sur la place publique ? Comment déterminer celles qu'il convient de révéler ou au contraire de laisser dans l'ombre pour ne pas nuire aux enquêtés ?

Ce problème de savoir ce que le sociologue doit en retour aux enquêtés regroupe en fait deux questions : d'une part, le droit de regard des enquêtés sur les interprétations du sociologue à leur égard ; d'autre part, l'influence qu'aura la recherche sur la vie des enquêtés et du groupe social auquel ils appartiennent.

La restitution des résultats de recherche aux enquêtés n'est guère évoquée dans les codes de déontologie de la profession, alors qu'elle constitue souvent une étape de recherche essentielle pour le sociologue. Certains auteurs retranscrivent et analysent ainsi dans un chapitre conclusif les réactions suscitées par la lecture de leur manuscrit par les enquêtés (Duneier, 1999). Restituer les résultats de recherche repose sur deux justifications principales (Bizeul, 2008). Elle permet tout d'abord d'être loyal avec les enquêtés, en s'assurant que leur anonymat est respecté et qu'ils ne se sentent pas trahis par la description faite de leurs pratiques et discours. Cette restitution offre également la possibilité au chercheur d'améliorer son rendu du monde social étudié en intégrant dans la recherche l'avis des enquêtés sur les interprétations du sociologue (voir supra). Les méthodes favorisant la participation active des enquêtés dans la recherche implique bien souvent une étape de restitution. Ce point est par exemple central dans la méthode de l'intervention sociologique. Nous avons pour notre part eu le souci de restituer nos résultats de recherche aux adolescents avec lesquels nous avons travaillé, mais comme nous le verrons lors de l'exposition de nos matériaux d'enquête cela n'a pas toujours été possible.

La finalité d'une recherche sociologique est la production de connaissances sur un monde ou des phénomènes sociaux. Ces connaissances sont d'abord produites pour les pairs du sociologue et sont ensuite éventuellement lues par un public plus large. Le sociologue peut alors se poser la question de l'utilité de son travail pour le groupe social qu'il a étudié. Une réponse habituelle est de considérer que les connaissances produites permettront de faire entendre des voix d'habitude inaudibles du public, de modifier le

[52] F. Héran note à cet égard que les enquêtés « demandent rarement au statisticien pourquoi il compte. Il est entendu que, selon la formule consacrée, c'est pour les statistiques. Le sociologue en revanche, est fréquemment tenu de justifier ses opérations de comptage ou d'enquête, sans avoir la ressource de répondre que c'est pour la sociologie. Pour user d'une analogie, nous dirons que sa quête ne s'impose pas » (Héran, 1984).

regard porté sur ce groupe social et d'orienter la politique menée à leur égard. La recherche pourra donc avoir *in fine* des conséquences positives sur la vie des individus concernés. Les méthodes impliquant la participation active des enquêtés apporte une réponse supplémentaire à cette question de l'utilité du travail sociologique. Elles partent du présupposé que la relation d'enquête n'est pas nécessairement une exploitation des enquêtés par le sociologue. Au contraire, les enquêtés peuvent retirer différents bénéfices d'une participation active à la recherche, notamment une réflexivité accrue sur leurs pratiques. Lorsque la recherche donne naissance à un objet tangible, comme un livre ou une exposition, ils retirent également bien souvent de la fierté d'avoir collaboré à la production de cet objet (Lepoutre, ibid)[53].

Nous creuserons cette question des bénéfices retirés de la recherche par les enquêtés en présentant nos différents terrains d'enquête. Elle structurera également la conclusion générale de ce travail de thèse sur les différentes hypothèses politiques permettant d'améliorer le rapport à la mobilité de certains jeunes de ZUS. Soulignons néanmoins dès à présent que cette question nous a souvent été adressée par les adolescents eux-mêmes, bien plus d'ailleurs que par les personnels institutionnels souvent plus familiers de la discipline sociologique. Nous avons alors essayé d'être le plus honnête possible, en leur expliquant que cette recherche ne produirait pas de changement immédiat pour eux. Nous avons mobilisé l'argument sur l'utilité de la sociologie comme aide à de meilleures politiques menées, ce qui nous a valu quelques réactions amusées : « *Ca veut dire que Sarkozy va lire ce qu'on dit ? Qu'il saura comment ça se passe ici ?* ». Nous avons également expliqué que nous cherchions à mieux comprendre leur monde en dehors de l'institution scolaire, alors qu'en général les adultes s'intéressent principalement à leurs résultats et à leurs comportements dans le cadre scolaire comme s'il n'y avait pas de vie adolescente en dehors de l'école. Cet argument nous a semblé susciter plus d'approbation que le précédent. L'argument que cette recherche permettrait de présenter une vision moins caricaturale d'eux que celle habituellement véhiculée dans certains médias nous a semblé également susciter l'intérêt des adolescents.

L'implication active des enquêtés dans la recherche ne présente pas seulement des avantages déontologiques, mais également scientifiques. La prise de photographies par les adolescents permet par exemple tout d'abord d'obtenir des informations sur des pratiques et des lieux non accessibles à un enquêteur adulte (ce qui peut néanmoins poser des problèmes déontologiques dans l'exploitation de ces clichés lorsque des proches de l'adolescent y sont présents). Elle offre également l'avantage d'intégrer à la recherche des adolescents éprouvant des difficultés de verbalisation. Plus largement, la participation active comporte aussi un aspect ludique, permettant d'entraîner l'adhésion d'adolescents ne souhaitant initialement pas se prêter au jeu de l'entretien ou de l'observation. Elle contribue à créer une relation de confiance entre l'enquêteur et l'enquêté afin d'éviter de

[53] L'implication active des enquêtés dans la recherche n'est pas la seule méthode permettant aux enquêtés d'en retirer un enrichissement personnel. De nombreuses recherches ethnographiques laissent ainsi transparaître les bénéfices apportés par la recherche à l'informateur privilégie du sociologue, en termes de réflexion, d'estime de soi et parfois d'amitié.

recueillir des discours trop formatés par les propos que les adolescents ont l'habitude de tenir aux adultes.

Une dernière considération explique l'intérêt que nous avons porté aux méthodes favorisant l'implication active des adolescents dans la recherche. Ces méthodes stimulent la réflexivité des adolescents sur leurs pratiques (Dubet, ibid). Elles offrent donc l'avantage d'infléchir les problématiques de recherche du sociologue tout au long de l'enquête en y intégrant les capacités réflexives des adolescents (Sime, ibid). Mais, ces méthodes sont aussi en adéquation avec notre perspective théorique sur la mobilité quotidienne. Dans leurs déplacements, les adolescents sont confrontés à des situations problématiques, notamment dans leurs interactions avec des citadins dont ils ne sont pas familiers. Ces épreuves, même les plus minimes, conduisent parfois à un retour réflexif de l'adolescent sur ses habitudes d'action et à leur modification. Le retour des adolescents durant des entretiens sur les épreuves qu'ils ont rencontrées dans leur mobilité n'est alors possible que s'ils adoptent sur leurs pratiques un regard réflexif. Notons sur ce point que les méthodes de participation active des enquêtés n'ont pas seulement été mises en œuvre avec des mineurs. C'est le cas par exemple, dans une perspective théorique proche de la nôtre sur la mobilité, du projet qu'I. Joseph menait sur la ligne de métro 2 à Paris[54]. Celui-ci souhaitait substituer à l'observation participante traditionnelle une « *ethnographie participative* » avec des itinéraires commentés d'usagers du métro, des auto-confrontations entre citadins ayant des conflits d'usage ainsi que des forums hybrides composés de gestionnaires et d'usagers (Tonnelat, Jolé et Kornblum, 2007).

Nous avons donc vu que travailler sur les pratiques des adolescents posait un certain nombre de problèmes méthodologiques. La participation active des enquêtés dans la recherche apporte en partie des réponses à ces différents problèmes. Nous montrerons dans la prochaine partie comment nous avons tenté de favoriser cette participation des adolescents dans notre recherche. Les travaux présentés précédemment nous ont sur ce point ouverts de nombreuses directions méthodologiques. Ils donnent des exemples de recherche dans lesquels les adolescents ont eux-mêmes récolté des données sur d'autres jeunes. Ils montrent la possibilité d'articuler objectifs pédagogiques et production de connaissances dans le cadre de projets menés dans des établissements scolaires. Ils insistent sur la nécessité de laisser une place dans la recherche à la réflexivité des enquêtés et de leur soumettre les interprétations du chercheur.

---

[54] Cette perspective théorique s'inspire du courant philosophique du pragmatisme (voir supra, chapitre 3). L'absence de coupure épistémologique entre chercheurs et citoyens ordinaires est centrale dans ce courant (Zask, 2003) : il n'existe pas de cloison étanche entre l'enquête scientifique et l'enquête dans les situations ordinaires. Pour Dewey, l'enquête sociale est ainsi destinée à procurer à un public des outils qui lui permettent de s'identifier lui-même et de résoudre la situation problématique à laquelle sont confrontés ses membres. Dans l'idéal, les personnes concernées par cette enquête sont en même temps les sujets et les objets de leurs investigations. Tous les textes de Dewey sur l'éducation convergent d'ailleurs vers l'idée que l'école devrait former à la méthode expérimentale de l'enquête, la salle de classe devant fonctionner comme une « communauté d'explorateurs compétents ». La participation active des enquêtés, adolescents ou adultes, est donc naturelle dans ce courant de pensée.

Ces travaux montrent également que la mise en œuvre de la participation active des enquêtés soulève un certain nombre de problèmes : publication ou non des données produites par les adolescents, influence du cadre scolaire sur la recherche, sélection des participants sur la base du volontariat ou d'un groupe déjà constitué, découragement de certains au milieu de la recherche… Ces problèmes, également rencontrés dans notre recherche, seront développés plus précisément lors de l'exposition de nos propres matériaux.

Ces travaux soulignent aussi que la participation active des adolescents dans la recherche ne prend généralement sens qu'en combinaison avec d'autres méthodes. Cela est d'autant plus vrai dans le cadre de notre problématique générale sur les liens entre mobilité et socialisation. Si la participation active des adolescents favorise leur retour réflexif dans des entretiens sur les épreuves rencontrées dans la mobilité, nous avons ainsi dû mobiliser d'autres méthodes afin de comparer les pratiques des adolescents de ZUS à celles des autres franciliens de leur âge.

III. Quatre matériaux de recherche

Nous nous appuyons dans notre recherche sur quatre matériaux, chacun d'entre eux apportant des réponses à une ou plusieurs de nos questions de recherche : l'Enquête Globale Transports en Ile-de-France de 2002 ; des indicateurs d'accès aux infrastructures lourdes de transport, aux centralités commerciales et au centre de l'agglomération ; une enquête ethnographique d'un an dans une maison de quartier d'une ZUS de grande couronne ; huit projets menés dans des établissements scolaires articulant quatre-vingt douze entretiens semi-directifs, des ateliers thématiques sur la mobilité (photographies et écritures de textes) et une initiation à la sociologie. Ce dernier matériau est à notre sens le plus novateur, du moins celui qui a nécessité le plus de temps et d'énergie pour être construit. Une grande partie de nos résultats de recherche repose en conséquence sur lui.

1. L'enquête globale transports

Le premier matériau que nous avons mobilisé dans notre recherche est l'enquête globale transports (EGT) menée en Ile-de-France en 2002. Cette enquête ménage-déplacements permet de décrire tous les dix ans les déplacements des franciliens âgés de plus de six ans au cours d'une journée de semaine ordinaire et le week-end. Elle est réalisée depuis 1969 par la Direction Régionale de l'Equipement de l'Ile-de-France à l'issue de chaque recensement, afin de décrire les comportements de mobilité des franciliens à l'intérieur de la région urbaine. L'enquête la plus récente, que nous mobilisons, a été menée entre Octobre 2001 et Avril 2002. Elle portait sur environ 10.500 ménages, soit 23.657 individus qui ont renseigné leurs déplacements un jour de semaine. Un tiers d'entre eux ont ensuite été interrogés sur les déplacements effectués durant le week-end. Le principe général de ces enquêtes-ménages déplacements a déjà été présenté : chaque déplacement réalisé la veille de l'enquête est consigné et caractérisé par un motif et un seul, une origine et une destination repérables dans un plan orthonormé, une heure de départ et de fin, un mode de transport (ou plusieurs si nécessaire).

Afin d'exposer la manière dont nous nous sommes servis de ce matériau, nous procéderons en trois temps. Nous montrerons dans un premier temps que le principal intérêt de cette enquête est de pouvoir comparer les mobilités des adolescents de ZUS à celles des autres adolescents. Elle présente également l'avantage de fournir des éléments explicatifs à ces différences de pratiques. Nous expliciterons dans un second temps la manière dont nous avons construit des variables permettant de mener cette comparaison : l'adolescence, la résidence en ZUS et l'origine sociale. Enfin, nous montrerons les limites de cette enquête pour renseigner exhaustivement les influences réciproques entre mobilité et socialisation à l'adolescence.

a) L'intérêt de l'enquête EGT

Le principal intérêt de l'enquête EGT est de pouvoir mener une comparaison des pratiques de mobilité des adolescents de ZUS avec celles des autres adolescents franciliens. Elle constitue la seule source disponible de données quantitatives sur les mobilités quotidiennes en Ile-de-France. Elle concerne tous les résidents de la région, notamment ceux des zones les moins denses.

Le second avantage de cette enquête est qu'elle permet de mener cette comparaison sur les déplacements effectués le week-end. Contrairement à la majorité des enquêtes ménages-déplacements, elle ne porte ainsi pas uniquement sur les déplacements effectués en semaine. Ce point est fondamental pour les adolescents, car leur mobilité en semaine est fortement structurée par les déplacements entre le domicile et l'établissement scolaire. Seulement un tiers des jeunes franciliens ont ainsi une activité extrascolaire en semaine et ils consacrent en moyenne 50 minutes à ces activités, contre 425 minutes le week-end (source : EGT 2002. Calcul de l'auteur). Les données que nous présentons dans notre travail concerneront donc majoritairement le week-end, car les écarts observés entre adolescents sont beaucoup plus importants qu'en semaine. La plupart des constats énoncés restent néanmoins valables pour la mobilité de semaine, mais de manière moins prononcée.

Le troisième avantage de cette enquête est de pouvoir reprendre des indicateurs déjà utilisés pour analyser les pratiques des adolescents avec le paradigme de la mobilité comme accessibilité (Massot et Proulhac, 2006). Ces indicateurs permettent tout d'abord de caractériser au mieux la mobilité des adolescents franciliens avec les données disponibles dans l'enquête EGT (Massot et Zaffran, 2007). Ils qualifient les pratiques de mobilité dans quatre dimensions qui font système : *l'interaction sociale* (temps passé hors du domicile, nombre d'activités extrascolaires, structure du programme d'activités) ; *l'intensité d'usage des différents modes de transport* ; la plus ou moins grande *autonomie dans les déplacements et dans les activités* (activités et déplacements réalisés sans les parents) ; *l'interaction spatiale* qui rend compte des territoires fréquentés (nombre de kilomètres parcourus, sortie hors de la commune de résidence, fréquentation de quartiers socialement différents du lieu de résidence).

Mais, et c'est le quatrième avantage de l'enquête EGT, ces indicateurs permettent également de mettre en relation les pratiques des adolescents avec leur potentiel de mobilité. Certains indicateurs repèrent ainsi les *capacités d'organisation des adolescents et les contraintes qui pèsent eux* : la disponibilité en temps et argent des parents, l'équipement du ménage en mode de transport, les coûts monétaires et temporels de la mobilité… L'enquête EGT permet donc de fournir des éléments explicatifs des différences de mobilité entre adolescents franciliens à partir de leur environnement résidentiel, économique et social. Elle permet aussi de poser des hypothèses sur l'influence des pratiques de mobilité des parents sur celles des adolescents.

Enfin le dernier avantage de cette enquête est qu'elle est menée depuis trente ans sur les mêmes bases, ce qui permet une analyse des évolutions des pratiques. Nous n'avons cependant pas mené un tel travail de comparaison sur le long terme des pratiques de mobilité des adolescents de ZUS en comparaison de celles des autres adolescents.

b) La construction des variables permettant de mener une comparaison des pratiques de mobilité des adolescents

Le chercheur qui travaille sur des données statistiques n'accède pas à des données totalement objectives. Celles-ci comportent toujours une part de construction et d'interprétation de la part des enquêteurs qui assurent la passation des questionnaires ou du chercheur qui exploite ces données. Nous ne reviendrons pas sur les biais afférents à la passation des enquêtes ménages-déplacements soulignés précédemment. Nous allons nous attarder au contraire sur la manière dont nous avons construit trois variables d'analyse indispensables pour comparer les pratiques de mobilité des adolescents franciliens : être ou non un adolescent, résider ou non en ZUS, appartenir aux catégories populaires, moyennes ou supérieures.

La première difficulté que pose l'exploitation de l'enquête EGT est d'isoler les adolescents parmi l'échantillon des 23 565 franciliens interrogés. Or, il n'existe pas de délimitation stable de cette catégorie qui recouvre des situations variées (voir supra, chapitre 1). Nous avons alors appliqué trois filtres à notre échantillon afin d'isoler une sous-population adolescente : l'âge, la situation scolaire et la possession du permis de conduire. Nous avons tout d'abord posé des bornes d'âge, en considérant qu'un adolescent devait être âgé de onze à dix-huit ans inclus. Afin de ne pas nous limiter à l'arbitraire de ces bornes d'âge, nous avons rajouté le filtre suivant : un adolescent doit être scolarisé dans un établissement secondaire (collège et lycée) ou être en cours d'apprentissage. Ce filtre a été choisi en raison du lien entre adolescence, scolarisation et période d'indétermination statutaire exposé dans notre premier chapitre. Il exclut de notre population adolescente trois types de population appartenant à la tranche d'âge des 11-18 ans : les plus jeunes encore scolarisés au primaire (58% des exclus), car l'entrée au collège nous semble être un rite de passage de l'enfance au début de l'adolescence ; les étudiants (31% des exclus), car l'entrée dans les études supérieures nous semble être un rite de passage de l'adolescence à la jeunesse ; les jeunes actifs (6% des exclus), qui dans notre échantillon sont généralement âgés de dix-sept ou dix-huit ans, et nous semblent beaucoup plus proches du mode de vie des jeunes adultes que de celui des adolescents. Cette catégorie des jeunes actifs inclut les jeunes déscolarisés, âgés de plus de seize ans et qui sont au chômage. Aucun individu âgé de moins de seize ans n'a par contre été renseigné comme n'étant pas scolarisé dans notre échantillon. Enfin, le dernier filtre que nous avons appliqué est de ne pas disposer du permis de conduire. Nous avons en effet considéré que l'accès au permis constitue un rite de passage de l'adolescence à la jeunesse, notamment parce qu'il modifie en profondeur les pratiques de mobilité (5% des

exclus). L'application de ces trois filtres nous donne au final un échantillon de 2363 adolescents en semaine et de 829 adolescents le week-end.

Afin de comparer les pratiques de ces adolescents, une seconde difficulté est de déterminer le quartier de résidence des adolescents, notamment de savoir s'ils habitent ou non en ZUS. Cette variable n'est ainsi pas incluse dans l'EGT, à la différence d'autres enquêtes statistiques. Cette absence s'explique à la fois par la faible intégration de la problématique de la mobilité dans la politique de la ville et par le fait que l'enquête EGT a pour objectif premier l'orientation et l'évaluation des politiques de transport.

Comment avons-nous alors procédé pour reconstituer la résidence en ZUS à partir des données disponibles dans l'EGT[55]? La zone d'enquête de l'EGT est divisée en carreaux élémentaires de 300 mètres de côté, le code d'un carroyage suffisant à reconstituer la position du carreau dans un repère cartésien. A l'aide du logiciel Map Info, nous avons superposé à ce carroyage le fichier de mode d'occupation des sols de l'Ile-de-France, qui inclut la résidence en ZUS. Nous obtenons alors le résultat suivant, les ZUS étant représentées en rouge :

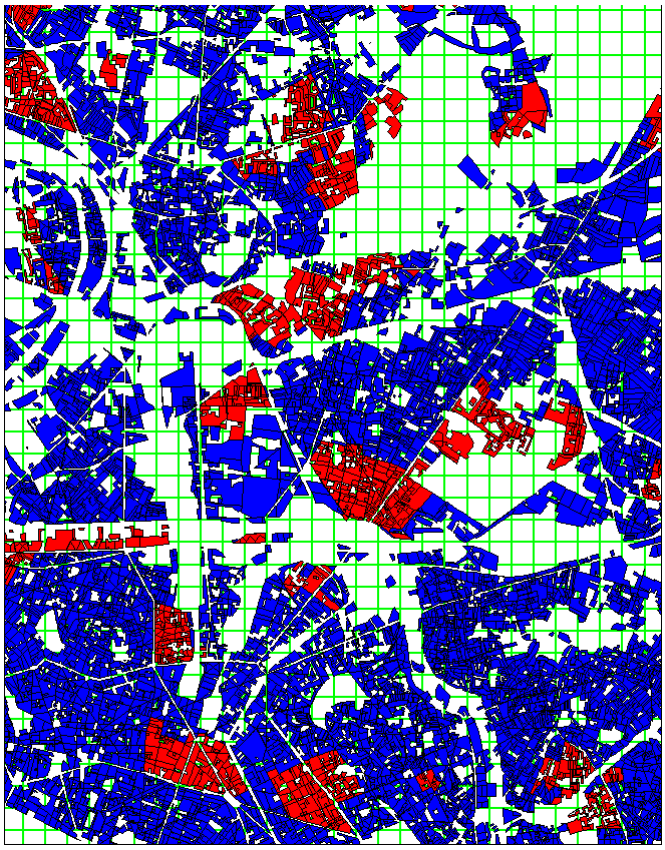


Figure 1: Le carroyage EGT et la résidence en ZUS

[55] Nous avons d'abord été tenté de croiser les variables « habiter dans une commune comportant une ZUS » et « résider en HLM », mais cette approximation n'est pas assez fine. Si la majorité des habitants de ZUS franciliennes réside en HLM (à l'exception notable des ZUS des 10ème, 11ème, et 20ème arrondissements parisiens, de Clichy-La-Garenne et de Saint-Michel des Bois), bien des habitants de ces communes résident en HLM, mais pas en ZUS. Dans la plupart des communes concernées, un résidant en HLM n'a guère plus d'une chance sur deux d'habiter en ZUS.

Malheureusement, il peut arriver qu'un des carreaux de l'EGT contienne à la fois de l'habitat ZUS et non-ZUS. Pour ces cas litigieux, différents critères élaborés à partir des données disponibles permettent néanmoins d'affiner notre échantillon : lorsque l'adolescent réside dans une commune ne possédant pas de ZUS, il est exclu avec certitude de l'échantillon ; tous les adolescents résidant en HLM ont été conservés. Ensuite, un dernier filtre a été appliqué à notre échantillon en fonction de la résidence ou non dans Paris intra-muros. Lorsque l'adolescent réside à l'intérieur de la capitale, nous avons exclu tous les cas litigieux restants. En effet, le risque était selon nous trop important d'inclure en ZUS des ménages aux caractéristiques totalement différentes[56]. Lorsque l'adolescent réside en banlieue, nous n'avons au contraire exclu que les cas pour lesquels le type d'habitat permettait de reconstituer avec certitude la non résidence en ZUS (la plupart du temps, une résidence en pavillon alors que l'habitat ZUS du carreau est fait d'immeubles collectifs). Le graphique suivant est exemplaire de ce cas de figure, puisque dans le carreau gris « litigieux » nous avons exclu tous les ménages ne résidant pas en habitat collectif :

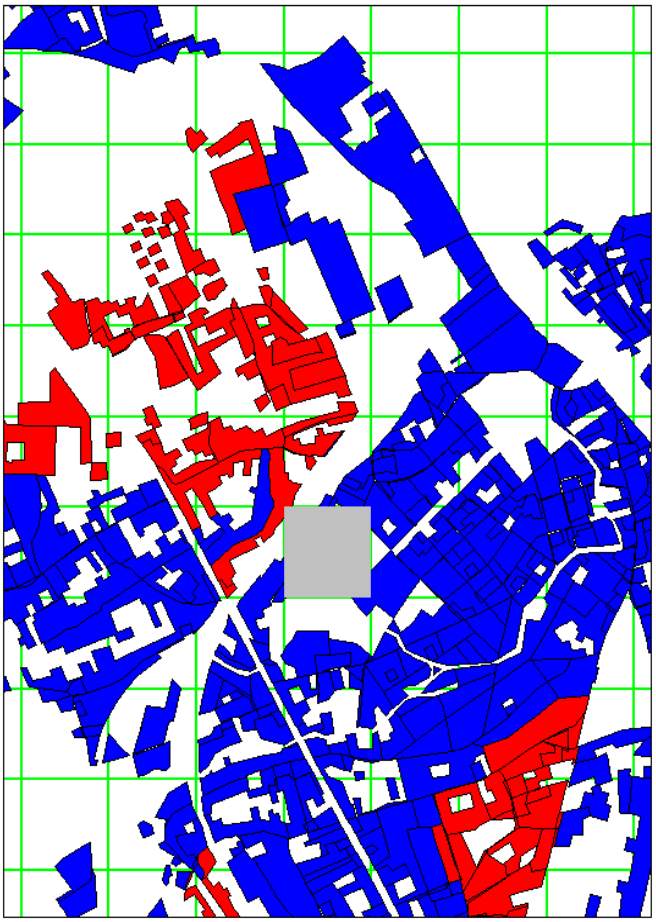


Figure 2: Un carreau EGT comprenant de l'habitat ZUS et non ZUS

[56] Résider d'un côté ou de l'autre du Boulevard Barbès, c'est-à-dire soit à La Goutte d'Or, soit dans des immeubles haussmanniens a ainsi des conséquences importantes sur les caractéristiques socioéconomiques du ménage.

Après ces différents tris, nous obtenons ainsi un échantillon de 1430 ménages, avec logiquement une représentation plus importante des « banlieusards » qu'auparavant[57]. Parmi les 2363 adolescents interrogés en semaine 409 sont alors considérés comme résidant en ZUS et 122 parmi les 829 adolescents interrogés le week-end. Afin de nous assurer de la représentativité de notre échantillon de ménages résidant en ZUS, nous avons comparé ses principales caractéristiques socio-démographiques avec les résultats du recensement de 1999 (voir annexe A). Ces caractéristiques sont proches des données du recensement en ce qui concerne des variables comme le taux de chômage, l'habitat, la structure des âges, les catégories socioprofessionnelles des habitants, les taux d'activité et le niveau d'études. Notre échantillon se différencie néanmoins par une présence de familles monoparentales inférieure aux observations du recensement. Cela est sans doute dû à la possible inclusion de ménages ne résidant pas en ZUS, mais dans un rayon maximum de 150 mètres. Ainsi, après pondération de l'enquête EGT, 1.519.150 personnes de notre échantillon résideraient en ZUS contre 1.332.020 dans le recensement de 1999. Cette possible inclusion pourra alors avoir comme conséquence de lisser en partie les écarts présentés entre les adolescents de ZUS et ceux d'autres quartiers.

La dernière variable à construire afin de pouvoir comparer les pratiques de mobilité des adolescents franciliens est leur origine sociale. Cette variable permet tout d'abord de différencier les adolescents de ZUS qui ont des profils sociaux hétérogènes (voir supra, chapitre 2). Elle permet également de comparer plus finement leurs pratiques à celles des autres adolescents. En effet, afin de mesurer d'éventuelles pratiques spécifiques des adolescents de ZUS il est important de ne pas simplement les opposer à l'ensemble des autres adolescents franciliens. Les caractéristiques des quartiers hors ZUS sont très diverses, mêlant à la fois des quartiers composés quasi exclusivement de classes supérieures et des quartiers à forte dominante populaire sans être forcément classés administrativement en ZUS. Des différences fortes entre ZUS et hors ZUS peuvent ainsi masquer des similitudes entre les ZUS et beaucoup d'autres quartiers.

Lors d'une première exploitation des données de l'EGT (Oppenchaim, 2009), nous avons distingué les adolescents franciliens en fonction de leur quartier de résidence en reprenant la typologie sociale de l'espace francilien élaborée par Preteceille (2006). Celui-ci distingue trois grands types de quartiers à partir des caractéristiques socioprofessionnelles de leurs habitants : les quartiers supérieurs, moyens et ouvriers. Or, si la majorité des ZUS se situent en quartiers ouvriers (78,5%), elles ne constituent qu'une petite partie de ces quartiers. Nous avons alors distingué les adolescents en conservant cette typologie, mais en différenciant les quartiers ouvriers en deux types (les ZUS et les quartiers ouvriers non classés ZUS).

Néanmoins, cette typologie ne constitue pas une base de comparaison totalement satisfaisante. En effet, même si cette typologie est construite à partir de données socioprofessionnelles, ces quartiers, tout comme les ZUS, regroupent des populations

[57] Le pourcentage de ménages de notre « échantillon ZUS » résidant dans Paris intra-muros passe ainsi de 13,2% à 8,1% après ces tris (soit environ 5,6% des individus de notre échantillon, en raison d'un nombre moins important de personnes par ménage dans les ZUS parisiennes).

possédant des caractéristiques sociales diverses. Il nous a alors semblé plus pertinent de comparer les adolescents franciliens en fonction de leur origine sociale. La construction d'un indicateur renseignant l'origine sociale des adolescents suppose néanmoins un travail de traduction des données disponibles dans l'EGT, et comporte nécessairement une part d'interprétation de notre part. Nous nous sommes appuyé pour cela sur trois variables disponibles dans cette enquête : la catégorie socioprofessionnelle des parents, leur niveau d'étude et le revenu du ménage.

Nous définissons les catégories populaires comme l'ensemble des groupes sociaux caractérisés par la petitesse du statut social et professionnel, par un faible capital économique et culturel et par un style de vie spécifique (Schwartz, 1998). En partant de cette définition, nous avons élaboré l'indicateur suivant : un adolescent est défini comme appartenant aux catégories populaires lorsqu'il réside dans un ménage constitué exclusivement d'ouvriers et/ou d'employés et/ou de chômeurs, que le revenu par unité de consommation du ménage est inférieur au revenu médian de notre échantillon et qu'aucun des parents n'a fait d'études supérieures. Nous avons également distingué les adolescents de catégories moyennes et supérieures. Les catégories moyennes sont ainsi constituées de trois cas : tout d'abord les ménages comportant un membre des professions intermédiaires, mais ne comportant pas de cadre, de profession intellectuelle supérieure, d'artisan, de commerçant ou de chef d'entreprise, et dont le revenu par unité de consommation est inférieur au huitième décile ; les ménages constitués exclusivement d'ouvriers, d'employés et de chômeurs, mais dont le revenu par unité de consommation du ménage est compris entre le revenu médian et le huitième décile ; les ménages constitués exclusivement d'ouvriers, d'employés et de chômeurs mais dont un des membres a fait des études supérieures. Les catégories supérieures sont alors constituées des cas restants, soit les ménages constitués exclusivement de cadres, professions intellectuelles supérieures, artisans, commerçants ou chefs d'entreprise, ou les ménages dont le revenu par unité de consommation est supérieur au huitième décile.

Après construction de ces indicateurs, 35% des adolescents de notre échantillon sont considérés comme appartenant aux catégories populaires, 40% comme appartenant aux classes moyennes et 25% aux classes supérieures. Parmi les catégories populaires, les adolescents de ZUS constituent un tiers des effectifs, alors que symétriquement 65% des adolescents de ZUS appartiennent aux catégories populaires (les 35% restants appartiennent aux catégories moyennes).

Nous comparerons alors les pratiques des adolescents franciliens en nous appuyant sur des tris croisés à double entrée[58] distinguant les adolescents selon qu'ils résident ou non en ZUS, mais également selon qu'ils appartiennent aux catégories populaires, moyennes ou supérieures. Cette classification des adolescents sera néanmoins complétée par des variables de localisation résidentielle, qui influencent fortement leurs pratiques de mobilité (Massot et Zaffran, 2007). Nous distinguerons notamment les adolescents en

[58] Tous les tris croisés exposés ont donné lieu à une vérification à l'aide du test du khi deux avec une marge d'erreur maximum de 0,5%.

fonction de leur éloignement au centre de l'agglomération parisienne (résidence à Paris, en petite ou en grande couronne). Cette variable n'est pas totalement indépendante de l'origine sociale, en raison des mécanismes du prix du foncier : les adolescents de catégories supérieures sont ainsi très fortement surreprésentés dans Paris intra-muros et dans les Hauts-de-Seine. Elle apporte néanmoins des informations complémentaires à l'origine sociale : les adolescents de catégories populaires de ZUS résident majoritairement en petite couronne, alors que ceux n'habitant pas en ZUS sont surreprésentés en grande couronne.

Nous emploierons également des modèles de régressions logistiques[59] afin d'isoler l'influence spécifique de variables sociales et territoriales sur les pratiques de mobilité des adolescents. Ces modèles nous permettront également de poser des hypothèses sur les dispositions à la mobilité héritées du cadre urbain ou de la sphère familiale, en y introduisant des variables comme la résidence en ZUS ou l'utilisation des transports en commun par les parents pour des motifs extraprofessionnels.

c) Les limites de cette enquête

Malgré ses avantages, l'enquête EGT présente un certain nombre de limites. Nous ne reviendrons pas sur les limites propres aux enquêtes ménages-déplacements. Les conditions de recueil des données produisent tout d'abord un certain nombre de biais, comme la mauvaise prise en compte des menues activités déambulatoires, c'est-à-dire sans motif précis, des adolescents ou l'omission de certains déplacements en raison de la présence d'un membre plus âgé du ménage. D'autre part, cette enquête ne renseigne pas le sens que les adolescents donnent à leurs déplacements et les événements qui s'y produisent. Enfin, elle ne retrace que les déplacements effectivement réalisés par les adolescents. Elle ne permet donc pas de renseigner la part de désir de se déplacer non assouvie.

Mais, ce matériau possède également des limites pour comparer les pratiques de mobilité des adolescents, notamment à l'intérieur des ZUS. Il souffre en effet d'une relative faiblesse de l'échantillon (2363 adolescents en semaine et 829 le week-end) dès lors que l'on procède à des segmentations fines. Il ne permet pas, malgré l'hétérogénéité sociale et géographique de ces quartiers, de distinguer les profils à l'intérieur des ZUS autrement que par le sexe, le fait d'être âgé ou non de plus de quatorze ans et l'éloignement du centre de l'agglomération.

Enfin, ce matériau ne permet pas de différencier les adolescents en fonction de leur accès aux transports en commun, qui constitue pourtant un facteur explicatif important des différences de pratiques de mobilité.

[59] La validité globale des modèles est assurée avec une probabilité de l'hypothèse nulle <.0001

2. Des indicateurs d'accès en transports en commun aux centralités franciliennes

Le second matériau sur lequel nous nous appuyons est constitué d'indicateurs d'accès aux transports en commun (temps mis à pied ou en bus pour se rendre à l'infrastructure lourde la plus proche), au centre de l'agglomération et aux centralités commerciales franciliennes. Ces quatre indicateurs ont été calculés à partir du réseau de voirie et de transports en commun francilien. Ils permettent de compléter les données de l'enquête EGT sur le potentiel de mobilité des adolescents. Ils fournissent donc des hypothèses explicatives supplémentaires des différences de pratiques de ces adolescents.

Ces indicateurs renseignent des temps d'accès à pied et en transports en commun. Ils n'ont pas vocation à être lus comme le temps effectivement mis par les adolescents pour relier les différentes centralités commerciales franciliennes ou le centre de l'agglomération. En effet, ces indicateurs ne prennent pas en compte l'usage effectif des modes de transport par les individus, comme cela est fait par exemple dans les études sur l'accessibilité des actifs aux bassins d'emploi (Wenglenski, 2006). Ils ne s'appuient ainsi pas sur les différentiels d'accompagnement en voiture par les parents des adolescents selon les catégories sociales et les quartiers de résidence. Ces indicateurs ne renseignent donc que le temps de trajets potentiel des adolescents s'ils ne pouvaient pas solliciter un accompagnement en voiture. L'hypothèse de travail n'est cependant pas totalement absurde, car un des enjeux de l'adolescence est de s'affranchir de la tutelle des parents et d'acquérir une indépendance dans les déplacements.

Ces indicateurs ont surtout valeur d'indication sur l'accès des adolescents aux transports en commun et sur leur plus ou moins grande captivité à l'accompagnement parental en voiture. Ils ne constituent pas le point central de notre travail et ne prennent sens qu'en relation avec l'exploitation de l'enquête EGT : les traitements statistiques sur les pratiques de mobilité des adolescents ne pouvaient négliger les temps d'accès à pied et en transports en commun. Cela explique pourquoi nous n'avons pas construit des indicateurs d'accessibilité à partir du recensement général de la population francilienne, mais sur la base de l'EGT.

La construction de ces indicateurs s'inspire principalement d'une thèse de doctorat menée dans notre laboratoire[60] (Padeiro, 2009). Cette thèse portait sur l'impact du prolongement vers la banlieue parisienne de plusieurs lignes de métro depuis les années soixante-dix sur le tissu social et urbain des quartiers desservis. Elle comportait des indicateurs d'accès à pied aux différentes stations de métro situées en petite couronne. Nous avons alors repris sa méthode pour calculer l'accès à pied des adolescents à l'ensemble des axes lourds de transports (stations de métro, de RER, de tramway ou gares SNCF) pour tout le territoire francilien. Nous exposerons dans un premier temps cet indicateur, avant de présenter de manière plus succincte la construction de nos trois autres indicateurs.

[60] Nous remercions chaleureusement Miguel Padeiro de nous avoir initié à cette méthode, ainsi que Florent Le Néchet et Walid Chaker qui nous ont grandement aidé à la dupliquer sur l'ensemble de l'Ile-de-France.

Le point de départ de la construction de cet indicateur est de considérer qu'isoler la présence d'un axe lourd de transports dans une commune ne suffit pas à renseigner l'accès aux transports en commun. Il existe en effet sur ce point de fortes différences infra-communales, la présence d'une station RER dans une commune pouvant masquer une mauvaise desserte d'une partie de ses quartiers. Nous n'avons donc dans un premier temps pas pris comme base d'analyse des quartiers ou des IRIS, mais considéré que chaque point de l'espace francilien est caractérisé par une distance à pied aux stations. L'objectif est de découper l'espace francilien en tranches de distance à pied aux stations sous la forme d'isochrones.

Nous avons alors isolé l'ensemble des stations franciliennes de métro, de tramway, de RER et de trains SCNF. Nous avons ensuite calculé un indicateur d'accès à pied à ces stations en prenant en compte des distances topologiques et non des distances euclidiennes. En effet, la grande majorité des recherches menées autour de la distance au réseau est basée sur des distances géométriques ou à vol d'oiseau, que nous appellerons euclidiennes. L'utilisation de ce type de distance est aisée mais elle comporte un certain nombre d'imprécisions, que la prise en compte de la distance topologique vient corriger (Héran, 2009). Celle-ci substitue des distances réellement parcourues aux distances supposées, en prenant en compte la structure du réseau viaire et les coupures urbaines : emprises ferroviaires, autoroutières, parcs, bâtiments publics ou espaces résidentiels fermés…. Cette prise en compte des distances topologiques est d'autant plus nécessaire dans le cas des ZUS, que ces dernières sont souvent présentées comme enclavées en raison de ces coupures urbaines.

Afin de calculer ces distances topologiques, nous disposons de la base de données Géoroute de l'IGN, qui couvre l'ensemble du réseau viaire francilien. Le logiciel Transcad permet ensuite de calculer des temps de déplacement effectifs depuis chaque station en se basant sur une estimation de la vitesse de déplacement de 200 mètres parcourus en trois minutes (soit quatre kilomètres par heure, estimation basse des vitesses piétonnières en milieu urbain). Cela nous permet de construire des isochrones à partir des stations correspondant à des tranches successives de cinq minutes de trajet.

Ces isochrones sont représentés dans la figure 3 ainsi que les ZUS franciliennes (en noir), chaque couleur correspondant à une tranche de cinq minutes de trajet. Ainsi, tous les points à l'intérieur des tranches rouges foncées sont situés à moins de cinq minutes à pied d'une station de transports (ce qui permet par extension de visualiser le tracé des lignes de transports). Au contraire, tous les points à l'intérieur des tranches bleues foncées (et par extension celles n'étant pas colorées) sont situés à plus d'une demi-heure à pied des stations. Cette carte permet ainsi de visualiser l'hétérogénéité de l'accès aux transports selon les ZUS : certaines (dans Paris intra-muros, Chanteloup les Vignes, Bobigny, Sevran….) sont situées à moins de cinq minutes à pied d'une station de transports alors que d'autres sont situées à plus de trente minutes (à Clichy-sous-Bois, Dugny, Magny-les-Hameaux, Draveil…). De même, cette figure montre qu'à l'intérieur d'une même ZUS peuvent coexister des situations très disparates. A titre d'exemple, une partie des habitants de ZUS de Sarcelles sont situés à moins de cinq minutes de la gare RER de la ville, alors

que d'autres en sont éloignés de plus de vingt-cinq minutes. Ces isochrones permettent ensuite de rattacher chaque enquêté de l'EGT à une distance à pied de l'axe de transports lourd le plus proche. Lorsqu'un carreau de l'enquête EGT se situe à l'intersection de deux tranches de distance de cinq minutes, il a été décidé arbitrairement de leur allouer la distance la plus courte[61].

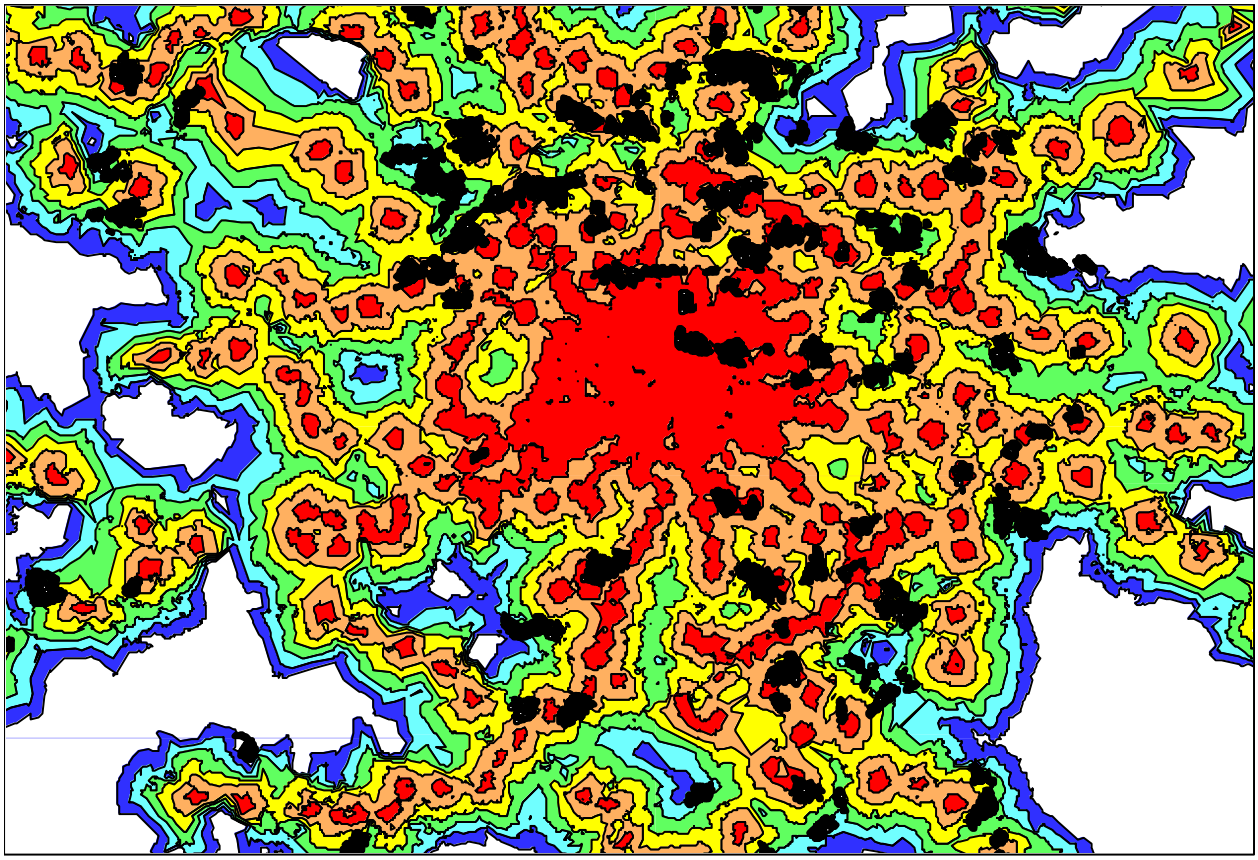


Figure 3: Isochrones de la distance à pied aux axes lourds de transports

Les trois autres indicateurs que nous avons construits reprennent principalement cette méthode. Ils reposent sur des données renseignant le réseau de transports franciliens, bus inclus, et les temps de trajets entre stations (sous la forme du modèle statique Davisum de la D.R.E.I.F.). A l'aide du logiciel Transcad, il est possible de calculer des indicateurs d'accès en bus et à pied vers les stations des axes lourds de transports (métro, RER, train de banlieue, stations de tramway). En suivant la même méthode, nous avons également calculé un indicateur d'accès en transports en commun au centre de l'agglomération, matérialisé par la station de RER Châtelet-Les Halles.

Enfin, nous avons construit un indicateur d'accès en transports en commun aux centralités commerciales. En effet, notre ethnographie et les entretiens que nous avons menés

[61] Encore une fois, cette approximation est liée au fait que nous recherchons des indicateurs complétant les données statistiques de l'EGT en donnant des ordres de grandeur d'accessibilité. Pour plus de précisions, il aurait été possible d'allouer pour chaque carreau de l'EGT situé à l'intersection de deux tranches de cinq minutes une distance fonction de la densité du bâti et de la proportion du carreau recouvert par telle ou telle tranche.

révèlent que ces lieux jouent un rôle central dans la mobilité des adolescents, notamment parce qu'ils permettent de mettre en contact des adolescents d'origine géographique et sociale diverses tout en échappant au contrôle des parents et du quartier de résidence (voir infra, chapitre 6). Afin de construire ce dernier indicateur, nous nous appuyons sur la carte et la typologie des centralités commerciales franciliennes élaborées par un doctorant de notre Université[62] à partir d'une base de données qui identifie 7510 commerces dits de réseau (commerces regroupés avec d'autres sous une enseigne commune, par la voie de rapports contractuels) (Delage, 2011). Cette base permet de représenter l'offre commerciale francilienne dans sa diversité en prenant aussi bien en compte les rues commerçantes des villes de taille moyenne que les centres commerciaux de niveaux régional et national. En retenant dix comme nombre minimal de commerces justifiant l'agrégation dans un même centre, l'auteur obtient ainsi 176 centralités commerciales. Nous avons alors calculé le temps de trajet que mettent les adolescents pour se rendre dans ces centralités en transports en commun.

3. Une ethnographie dans une maison de quartier

Le troisième matériau sur lequel nous nous appuyons est une enquête ethnographique d'un an avec de jeunes garçons (13-18 ans) fréquentant la maison de quartier d'une ZUS de grande couronne. Afin de présenter ce matériau, nous procéderons en quatre temps. Nous décrirons tout d'abord les spécificités locales de ce terrain d'enquête, ainsi que la manière dont nous y avons accédé. Puis nous montrerons comment nous avons dû faire face à une triple distance sociale, nationale-raciale et générationnelle avec les adolescents fréquentant cette maison de quartier. Nous discuterons ensuite des avantages et limites qu'a eu pour notre enquête le fait de ne pas résider sur place. Enfin, nous verrons que cette enquête a été riche d'enseignements pour amorcer des réponses à certaines de nos questions de recherche, mais qu'elle soulève aussi un certain nombre de questions scientifiques et déontologiques.

a) Notre terrain d'enquête

Avant de présenter notre terrain ethnographique, nous commencerons paradoxalement par le récit d'une entrée ratée sur un autre terrain de recherche. Celle-ci a en effet été malgré tout une source d'enseignements et elle met en perspective le terrain ethnographique réalisé ensuite. Six mois avant de commencer notre doctorat, nous avons ainsi ciblé comme terrain d'enquête une ZUS de petite couronne. Nous avions dans l'esprit de résider dans cette ZUS afin de travailler sur les mobilités des adolescents, mais cette stratégie de recherche s'est heurtée à la réalité de la situation du logement HLM en petite couronne. En effet, les files d'attente pour l'obtention d'un logement social étaient très

[62] Nous remercions chaleureusement Matthieu Delage pour la mise à disposition de ses données sous un format Map Info ainsi que pour sa gentillesse.

longues dans cette commune, nombre de jeunes adultes souhaitant par exemple décohabiter de chez leurs parents tout en restant dans le même quartier[63]. Cette situation tendue du marché du logement était d'ailleurs amplifiée localement par les prémisses du projet de rénovation urbaine de l'ANRU. Nous avons alors résidé durant deux ans dans un logement privé située à proximité de cette ZUS. Souhaitant nous rapprocher des habitants de la ZUS, et plus particulièrement des adolescents, nous avons mis en place deux stratégies distinctes d'entrée sur le terrain. Nous avons tout d'abord décidé de nous inscrire dans un club de football, composé exclusivement de jeunes adultes (25-30 ans) résidant dans la ZUS de la commune. La fréquentation de ce club de football nous a permis de récolter de nombreuses informations sur la vie des jeunes adultes du quartier, en particulier sur leur rapport à la mobilité à travers des discussions approfondies et des déplacements à l'intérieur du département ou de la région pour se rendre sur les lieux de matchs. Elle nous a permis également de pouvoir circuler à l'intérieur de la ZUS en étant reconnu par une partie des jeunes adultes du quartier et sans avoir à justifier des raisons de notre présence. La plupart des joueurs du club était au courant de notre recherche et de nos occupations professionnelles. Néanmoins, aucun n'a pu ou n'a voulu nous mettre en contact avec des adolescents, la plupart expliquant qu'ils n'avaient plus de frères ou sœurs de cet âge.

Nous avons également tenté de rentrer en contact avec les adolescents par l'intermédiaire d'une des maisons de quartier de la ZUS. Malheureusement, le service jeunesse de la ville, dont dépendait cette maison de quartier, était à cette époque en voie de réorganisation. Le personnel de la maison de quartier nous a aiguillé vers l'élu municipal chargé de la politique de la ville. Celui-ci nous a proposé de nous accompagner dans le quartier, tout en nous mettant en garde devant les risques d'intimidation physique dont avaient récemment fait les frais les chargés de mission de l'ANRU. Craignant d'être assimilé par les habitants du quartier aux élus politiques locaux, nous avons préféré refuser, ce qui a immédiatement et considérablement refroidi notre interlocuteur. Nous sommes ensuite retourné ponctuellement à la maison de quartier, mais avons rapidement compris que sa directrice n'était pas particulièrement favorable à ce que nous entamions un travail dans les lieux. Elle ne nous a pas proposé du moins de nous faire rencontrer les animateurs de la structure.

Ce premier échec n'a cependant pas été du temps perdu. Il nous a fait prendre conscience d'une part des relations ambivalentes qui règne en ZUS entre les jeunes adultes et les adolescents. Nous observions des relations marquées par une connaissance et des salutations réciproques, des services demandés par les plus âgés aux plus jeunes, mais

[63] La comparaison avec l'enquête de Lepoutre (2001a) menée dans le milieu des années quatre-vingt dix à La Courneuve est saisissante. L'auteur y décrit la facilité avec laquelle il a pu obtenir un logement dont personne ne voulait. Elle témoigne sans doute de l'augmentation de la difficulté à se loger en Ile-de-France en raison du prix du foncier. Ayant rencontré une des personnes chargées du logement social à La Courneuve, celle-ci nous a ainsi expliqué que la commune n'arrivait pas, et de loin, à répondre aux demandes qui lui sont faites. Ce point n'est pas l'objet de notre enquête, mais avons été témoin des nombreuses stratégies mises en œuvre par les jeunes adultes de la ZUS étudiée afin d'obtenir un logement, pouvant aller jusqu'à l'intimidation ou au chantage, en raison de difficultés d'accès au logement.

également une brièveté des interactions, les adolescents ne semblant pas vouloir rester trop longtemps aux côtés des jeunes adultes. D'autre part, nous avons compris que la mise en contact avec des adolescents par l'intermédiaire d'institutions comme des maisons de quartier supposait pour être réussie un contact privilégié entre le personnel institutionnel et les jeunes. Plus pragmatiquement, cette ébauche de recherche nous a ensuite été profitable dans la réalisation d'autres enquêtes. Nous avons ainsi mené deux ans plus tard un projet dans le collège de cette ZUS avec une classe de troisième (voir infra). Deux élèves de quatrième du collège, mobilisés par les jeunes adultes du quartier durant les matchs de football afin d'exercer la fonction d'arbitre de touche, nous ont rapidement reconnus dans les couloirs de l'établissement. Les garçons de la classe avec laquelle nous travaillions ont alors été rapidement au courant de notre pratique sportive au sein du club de la commune, ce qui a facilité l'établissement d'une relation de confiance avec eux.

L'entrée sur le terrain ethnographique sur lequel s'appuie en partie notre recherche doit quant à elle beaucoup au hasard : nous avons été attiré par un article du quotidien *Libération* portant sur les difficultés de certains jeunes d'une ZUS de grande couronne à se déplacer autrement qu'en bande (nous appellerons désormais par convention cette ZUS « Les Prairies »). Nous avons alors contacté Kamel, le responsable d'une association accueillant des adolescents et des jeunes adultes de cette ZUS dans une maison de quartier, car ses propos sur la mobilité des jeunes nous avait particulièrement intéressés.

Durant notre première prise de contact, Kamel se montra relativement méfiant devant notre projet de recherche et notre volonté de rentrer en contact avec des adolescents fréquentant la structure. Il nous confia sa peur de voir la parole des jeunes travestie, d'autant plus qu'il était régulièrement sollicité par des journalistes. Il nous proposa cependant quelques jours plus tard d'intégrer son équipe en tant qu'animateur bénévole durant les vacances de Février afin de voir si nous nous intégrions bien avec les adolescents fréquentant l'association. Nous avons au final travaillé un peu plus d'un an dans cette maison de quartier, les mercredis, samedis après-midi et durant les vacances scolaires. Plus épisodiquement, nous avons collaboré avec une association de la commune en charge d'adolescents déscolarisés de moins de seize ans. Nous avons également mené des entretiens avec des acteurs locaux ou départementaux dont les compétences recoupaient en partie le thème des mobilités : le chargé de la politique de la ville, la personne en charge des 16-25 ans au Pôle Emploi de la commune, le responsable des contrôleurs des lignes SNCF du secteur, le responsable d'une entreprise de médiation travaillant dans les trains SNCF et RER du département, des médiateurs de cette entreprise.

Avant d'examiner plus précisément les avantages et les problèmes que soulève la manière dont nous sommes entré sur le terrain, il convient tout d'abord de décrire le quartier des Prairies et la place qu'y occupe l'association dans laquelle nous avons travaillé. La ZUS des Prairies regroupe 70% des habitants de la commune dans laquelle elle est située. Cette commune était composée d'environ 2000 habitants en 1970. A partir de 1973, 2300 logements pouvant accueillir 8000 personnes y ont été construits. Le manque de ressources financières de la commune entraîne depuis des problèmes financiers et sociaux

très importants. La population de la commune est très jeune, elle est composée pour 65% de familles d'origine étrangère, issues de plus de 50 nationalités et principalement concentrée en parc locatif social. Au niveau géographique, le quartier des Prairies est desservi directement par une ligne SNCF qui permet de relier la Gare Saint-Lazare ou La Défense en un peu plus de quarante minutes. Au niveau urbanistique, le quartier fait depuis 1998 l'objet d'un renouvellement urbain dans le cadre d'un grand projet de ville, puis à partir de 2005 dans le cadre de l'ANRU, qui a profondément modifié son architecture. La commune reste cependant divisée en deux zones socialement très différentes. Le village, situé en haut de la commune, est composé de petites maisons individuelles. C'est dans cette zone que se trouve la majorité des commerces (marchands de tabac, de journaux, deux cafés, un distributeur automatique de monnaie…). Dans la ZUS, située quant à elle au bas de la commune, se trouvent seulement une boucherie, une épicerie, deux boulangeries et un restaurant turc de restauration rapide. Néanmoins, la présence d'un marché de vêtements le mercredi peut drainer dans cette zone des habitants du haut de la commune ou d'autres villes environnantes. La majeure partie des équipements sportifs (deux city stades et un gymnase notamment) et associatifs (centre social, bibliothèque…) de la commune se situe également dans ce quartier. Si la commune possède deux collèges, aucun lycée polyvalent ou professionnel n'y est présent. Les lycéens du quartier prennent donc les trains SNCF pour se rendre dans des établissements du département, ce qui explique qu'ils possèdent tous la carte Imagin'R.

Au sein du quartier des Prairies, l'association dans laquelle nous avons travaillé occupe une place particulière. Située dans un local de deux étages à proximité de la gare SNCF, elle est financée par la commune (à hauteur de 25%), le département (25%) et différentes subventions de l'Etat (Mission Ville, dispositif « Ville Vie Vacances », ministère du logement). Deux types de publics distincts sont accueillis dans cette structure : les adolescents durant l'après-midi et les jeunes adultes en soirée. En journée, la structure est essentiellement fréquentée par des jeunes âgés de douze à seize ans, ce qui s'explique par les activités qu'elle propose: ping-pong, baby-foot, billard et télévision. La présence de « *petits* » peut également faire fuir les adolescents plus âgés, plus attirés par les tranches horaires réservées aux jeunes adultes en soirée.

Au final, le profil social des adolescents fréquentant l'association diffère selon leur âge. Parmi les jeunes âgés de moins de seize ans, beaucoup résident dans des ménages ayant de grosses difficultés financières et ont une trajectoire scolaire chaotique. Les adolescents plus âgés fréquentant l'association ont un profil différent : ils sont généralement encore scolarisés, en filière professionnelle ou en série sciences et technologies de la gestion (STG), et n'appartiennent pas aux ménages ayant le plus de difficultés socio-économiques. Il s'agit essentiellement d'amis des animateurs ou de jeunes ayant fréquenté la structure et revenant épisodiquement pour discuter ou regarder la télévision. Le local de l'association est ainsi un lieu de discussion prisé par ces jeunes lorsqu'ils attendent de prendre un train. Ils peuvent également se rendre au local lorsqu'ils ont connaissance d'une sortie accompagnée en minicar (bowling, cinéma) ou pour se porter candidat à un des voyages organisés par l'association durant les vacances scolaires.

Il est important de souligner que cette structure n'est pas fréquentée par l'ensemble des garçons de la commune. Elle peut d'une part souffrir d'une image négative auprès de certains jeunes, des violences ayant eu lieu dans le passé entre jeunes ou parfois avec des forces de l'ordre au sein ou aux abords de la structure. Cette image est renforcée par l'accueil le soir d'un public de jeunes adultes « difficiles » et souvent marginalisés. Elle peut contribuer à faire fuir une partie des adolescents bien intégrés scolairement et socialement, d'autant plus que par manque de moyens financiers l'association propose assez peu de sorties organisées en dehors de la commune. Elle ne propose ainsi que trois voyages durant les vacances scolaires pour des groupes de cinq à six jeunes (dont un réservé aux filles). Cette faiblesse de l'offre de sorties conduit les animateurs à privilégier les adolescents présents régulièrement dans la structure ou avec qui ils ont une relation privilégiée. L'offre de séjour de vacances ou de sorties est en conséquence trop faible pour motiver la venue d'adolescents de plus de seize ans déscolarisés et en difficultés d'insertion sociale, comme cela peut être le cas dans des structures associatives proposant plus d'activités (Masclet, 2001). Une faible connaissance des animateurs ou une mauvaise entente avec les jeunes choisis pour participer aux activités contribue également à la faible venue de ces adolescents (Mohammed et Mucchielli, 2003). Cette problématique de l'accès différencié des adolescents aux ressources proposées par les associations et ses conséquences sur la mobilité sera creusée dans notre septième chapitre.

L'équipe d'animateurs de la structure est composée d'emplois-aidés, majoritairement issus du quartier. Lors de notre enquête, l'accueil des adolescents était ainsi assuré par Mohammed et Boubacar. Le premier, âgé d'une trentaine d'années, est un ancien animateur du centre de loisir de la commune et possède ainsi une connaissance profonde de la plupart des adolescents du quartier qu'il a vu grandir. Il occupe parallèlement la fonction d'entraîneur d'une des équipes de football de la ville. Boubacar est âgé d'une vingtaine d'années, et parallèlement à ses fonctions d'animateur, il est étudiant en BTS et membre du club de football de la commune. Néanmoins, l'association a également l'habitude d'embaucher des animateurs extérieurs au quartier, afin d'éviter le risque d'une proximité trop forte avec le public. Ainsi, Boubacar a pris la relève de Thierry, animateur qui ne résidait pas dans le quartier des Prairies, mais dans une commune voisine. L'acceptation de notre présence a donc pu être favorisée par ces précédents. Elle n'est cependant pas allée de soi, car nous avons dû composer avec les adolescents sur la base d'une triple distance, sociale, nationale-raciale et générationnelle.

b) Une distance sociale, nationale-raciale et générationnelle avec les enquêtés

Comme dans toute enquête ethnographique, il est nécessaire d'intégrer la relation d'enquête à l'enquête elle-même. Cela est d'autant plus nécessaire que la problématique de notre recherche porte sur le passage des adolescents du registre des interactions avec des familiers à celles avec des citadins ne possédant pas les mêmes habitudes d'action qu'eux. Or, ces adolescents ne sont précisément pas familiers de la présence quotidienne d'un sociologue, qui de surcroît ne réside pas dans leur quartier.

Nous avons été confronté à une double difficulté lors de notre entrée de terrain afin de voir notre présence acceptée par les adolescents. Nous avons tout d'abord rencontré les difficultés classiques de l'ethnographie avec des populations défavorisées, notamment dans le cadre de quartiers stigmatisés dans les discours médiatiques. Cette difficulté a été redoublée par la restriction de notre sujet d'étude à une classe d'âge bien particulière, les adolescents. Ces difficultés ne sont naturellement pas indépendantes. Nous n'avons ainsi pas pu lever la différence d'âge à l'aide d'une proximité sociale et géographique sur laquelle aurait pu s'appuyer un habitant de longue date du quartier. Pour des soucis de présentation, nous exposerons cependant ces difficultés de manière distincte, le problème de la non résidence dans le quartier sera traité ensuite.

Nous avons dû tout d'abord acquérir un « *savoir être avec* » les adolescents (Roulleau-Berger, 2004). La distance sociale qui nous séparait de ces adolescents renvoyait à trois dimensions : une différence de couleur de peau, de statut, et enfin de quartier de résidence. En effet, l'ensemble des adolescents fréquentant la maison de quartier est d'origine africaine ou turque. Plusieurs d'entre eux nous ont alors fait sentir, sous le mode de l'humour, la place spécifique que nous occupions dans la structure (« *les seuls blancs qu'on connaît ils sont tous animateurs* »). Notre style vestimentaire et physique a pu également contribuer à renforcer cette spécificité (crane rasé en raison d'une calvitie précoce, barbe, jeans et basket). Plusieurs jeunes nous déclarèrent ainsi en riant que si nous ne travaillions pas dans l'association, ils nous auraient immédiatement perçus comme un agent de la brigade anti-criminalité.

La différence de statut participe également fortement de cette distance sociale. Cette différence nous a été rappelée bien souvent par les jeunes (« *t'as essayé de t'habiller en racaille, je suis sûr que d'habitude tu ne t'habilles pas comme cela* » nous déclara par exemple un adolescent alors que nous portions un pull à capuche), notamment au niveau économique (« *toi, t'es prof, tu dois gagner du bif, alors que nous on n'a rien* »). Le discours des adolescents sur ce point était néanmoins relativement ambivalent. Ainsi, une question qui nous a été posée par quelques adolescents était de savoir si nous étions ou non payé pour exercer la fonction d'animateur. Lorsque nous expliquions que nous le faisions pour nos recherches sur la mobilité et que nous étions professeur par ailleurs, certains d'entre eux se sont moqués de nous et ont développé tout un discours sur la naïveté des bénévoles qui n'étaient pas payés.

Quelques remarques des adolescents sur cette différence de statut nous ont néanmoins permis de mieux comprendre certaines spécificités de leurs pratiques. Ainsi, une après-midi nous allons chercher à l'épicerie une boisson pour un adolescent avec lequel nous avons perdu un pari. Nous en profitons pour en prendre également une pour nous. Un autre jeune présent dans l'épicerie nous demandant pour qui est la seconde boisson commente alors nos explications : « *comment ça se fait que c'est toi qui va chercher la cannette, c'est aux petits d'y aller normalement pour toi. Ça serait abusé si c'est lui qui te la payait, alors que t'as des sous* ». Cet épisode nous a alors permis, avec d'autres, de mieux comprendre les bases relationnelles entre adolescents et jeunes adultes : en

échange de services (aller chercher à boire, passer un message à un autre adulte du quartier, dépanner en tant qu'arbitre de touche dans des matches de football…), certains adolescents sont ainsi véhiculés occasionnellement (voir infra, chapitre 7).

Cette distance sociale, couplée à la stigmatisation du quartier des Prairies, a alors pu conduire parfois certains adolescents à mettre en scène leurs discours en reprenant des stéréotypes véhiculés habituellement sur eux. Il est arrivé fréquemment que des adolescents répondent à certaines de nos questions en scandant un morceau de rap, sans qu'il soit possible de démêler dans cet emploi ce qui ressort du domaine de la mise en scène ou de l'aide à l'expression (les paroles des chanteurs permettant de mettre le doigt sur des situations ressenties). Cette distance sociale a aussi été la source d'une maladresse de notre part qui a pu compliquer nos interactions avec un des adolescents du quartier. Seydou, jeune d'origine malienne de dix-sept ans, aîné d'une fratrie de neuf enfants avec de grosses difficultés financières, avec qui nous avions l'habitude de discuter, nous a ainsi interrogé un jour sur ce que nous allions faire à partir du quinze août, date de fermeture de la structure. Manquant de recul sur la violence symbolique de nos propos, nous lui avons confié notre projet de passer une quinzaine de jours en Turquie. Cette réponse a provoqué la fureur de Seydou, nous déclarant « *t'es un pourri comme les autres* ». Son comportement à notre égard a alors complètement changé, Seydou cherchant constamment à nous provoquer verbalement durant le mois qui suivit lorsqu'il nous rencontrait en dehors de la structure.

Quoiqu'il en soit, il a fallu du temps pour surmonter cette distance, voir notre présence acceptée et acquérir un savoir-être avec ces adolescents. Cette temporalité longue était d'autant plus nécessaire que la distance sociale était également redoublée par une différence d'âge avec les adolescents dont une des spécificités est de vouloir échapper au contrôle et à la présence des adultes. En rentrant en contact avec les adolescents par l'intermédiaire de la maison de quartier, nous étions associé en grande partie à la catégorie des professionnels institutionnels.

Le principal écueil que nous avons dû éviter était d'être perçu exclusivement comme un animateur. Cela n'était guère aisé, car l'installation dans la figure de l'animateur à quelque chose de rassurant, à la fois pour les jeunes et pour le sociologue, car elle renvoie à des interactions connues. Elle est d'autant plus confortable qu'elle permet de légitimer sa place dans l'espace public du quartier auprès des jeunes adultes, notamment ceux qui sont impliqués dans le trafic de drogue. Souvent apostrophé sur les raisons de notre présence dans le quartier ou questionné pour savoir si nous étions policiers ou journalistes, se prévaloir de l'étiquette de l'association avait quelque chose de réconfortant. En effet, cette association est appréciée par les jeunes adultes du quartier, car elle leur laisse gérer son local de manière collégiale le soir. Ainsi, en fin d'après-midi, nous nous rendons un jour avec deux adolescents âgés de seize et dix-huit ans pour discuter autour d'une cannette sur la place centrale de la cité, qui est aussi le lieu de revente de drogue du quartier. Nous comprenons rapidement que les adolescents nous ont amené sur la place pour nous montrer le ballet des allers et venues des jeunes adultes et des policiers de la BAC. Ils nous expliquent par où ils passent, où sont entreposés les

scooters…. Un jeune d'une douzaine d'années vient nous voir en vélo, en nous demandant « *monsieur, excusez-moi, mais qu'est-ce que vous faites là ?* ». Un des adolescents lui répond que nous travaillons pour la maison de quartier, ce qui semble contenter le jeune qui repart. Les adolescents nous expliquent ensuite qu'il s'agit d'un guetteur.

Afin de ne pas être perçu exclusivement comme un animateur, nous essayions de faire comprendre aux adolescents avec lesquels nous nouions des liens les tenants et les aboutissants de notre enquête. Nous occupions alors un statut hybride et étrange, en n'étant pas perçu totalement comme un animateur ou comme un professeur, les adolescents nous situant quelque part entre ces deux professions. Notre action et notre présence ponctuelle, afin d'élargir le public enquêté, dans une autre association de la commune s'occupant de jeunes déscolarisés en semaine, a également pu contribuer à ne pas être exclusivement assimilé à un animateur de l'association. Au final, ce sont les adolescents ne fréquentant pas l'association de manière régulière qui nous assimilaient le plus à cette structure tout en ayant du mal à comprendre les raisons de notre présence. Ainsi, nous rencontrons un jour Ibrahima dans le train, avec lequel nous avons l'habitude de discuter dans l'association. Après l'avoir salué ainsi que ses amis, ces derniers lui demandent peu après qui nous sommes : « *c'est une sorte de prof* ». Les autres adolescents lui demandent depuis quand l'association organise du soutien scolaire : « *non, non c'est pas ça, il vient comme ça pour discuter* ».

Notre rattachement à l'association n'était néanmoins pas sans conséquence sur les interactions quotidiennes avec les adolescents. En effet, ceux-ci ne sont pas totalement naïfs sur la nature asymétrique de la relation et les enjeux de pouvoir présents derrière l'objectivation de leurs conditions de vie. Cette asymétrie entre un enquêteur adulte rangé plus ou moins dans la catégorie des institutionnels (qu'il soit perçu comme un animateur, un professeur ou un étudiant en sociologie) et les adolescents est renforcée par le fait qu'un certain nombre d'entre eux ont l'habitude de ruser avec les institutions pour essayer de « *gratter un maximum* ». Etre perçu comme appartenant plus ou moins à une institution peut alors certes favoriser la participation de certains jeunes à la recherche : la réussite du projet autour de la mobilité (prise de photographies et entretiens) que nous avons mené avec l'association s'occupant d'adolescents déscolarisés a ainsi pu être favorisée par la promesse plus ou moins implicite de la directrice d'une récompense du type voyage s'ils collaboraient au projet. Cela a néanmoins eu pour conséquence de renforcer le caractère instrumental de la relation asymétrique entre le sociologue et les adolescents. Ainsi, un des adolescents ayant participé à ce projet nous demanda un jour de lui donner deux euros pour acheter un sandwich, et réitérera sa demande de manière plus ou moins sérieuse chaque fois que nous lui posions des questions sur ses pratiques de mobilité.

Nous avons donc dû développer toute une habileté afin non seulement de voir notre présence acceptée par les jeunes, de ne pas être totalement assimilé à un membre de l'institution qui peut être instrumentalisé, mais également de recueillir des informations

sans être perçu comme trop intrusif ou « *relou* ». Ce reproche nous a été plusieurs fois adressé par certains adolescents avec qui nous avions déjà échangé sur leurs pratiques et à qui nous demandions des précisions. Outre les deux animateurs, un adolescent nous a alors considérablement aidé dans notre intégration auprès des autres adolescents : Ibrahima, dix-huit ans, arrivé du Sénégal quatre ans auparavant, en première puis terminale STG au moment de l'enquête. Son parcours migratoire et son âge expliquent sans doute qu'il se soit plus intéressé à notre recherche que les autres adolescents. Il a contribué fortement à légitimer notre présence auprès des autres adolescents du quartier, avec lesquels il possède un capital de sympathie important. Ainsi, il n'a pas d'inimitiés dans le quartier et a gardé une image positive liée aux efforts qu'il a fait pour s'intégrer à son arrivée et au fait que sa mère dirige une association d'aide aux primo-arrivants du quartier.

Nous allons désormais voir comment nous avons réussi à recueillir des informations sur les pratiques de mobilité des adolescents fréquentant plus ou moins épisodiquement cette maison de quartier. Sur ce point, nous verrons que ne pas résider directement dans le quartier n'a pas été seulement un inconvénient pour mener à bien notre enquête.

c) Les inconvénients et les avantages de ne pas résider sur place

Nous ne résidions pas sur place durant notre enquête, ce qui a pu contribuer à renforcer la distance sociale avec les adolescents. Une des premières choses que les adolescents que nous ne connaissions pas nous demandaient était souvent quel était notre quartier de résidence. Ne pas résider sur place pouvait ainsi renforcer les limites d'une ethnographie à l'intérieur d'institutions, qui selon certains chercheurs, « *empêche de se rendre sur place, au cœur de la cité, et fait perdre en qualité de vécu et de spontanéité* » (Marlière, 2005). Ce mode d'entrée fait courir le risque de circonscrire le terrain aussi bien géographiquement que socialement. Comme nous allons le voir, nous n'avons pu accéder à l'ensemble des profils d'adolescents du quartier, mais il n'est pas sûr qu'en résidant sur place nous aurions obtenu des résultats différents : même lorsque le sociologue réside sur place, le contact avec les adolescents passe le plus souvent par des institutions, beaucoup moins par une interconnaissance préalable (voir supra). Au contraire, ne pas résider sur place nous a permis d'une certaine manière de compléter les résultats obtenus dans le cadre de la maison de quartier.

Il nous semble tout d'abord que la construction d'une relation de confiance avec les adolescents avec lesquels nous avons travaillé a été possible malgré la non résidence dans le quartier. La présence quotidienne parmi ces jeunes dans le local de l'association nous a permis d'observer les préparatifs des déplacements, car un grand nombre d'adolescents y passent avant ou après avoir pris un train. Elle nous a permis aussi de recueillir confidences et observations des jeunes autour de discussions informelles. Nous y avons également réalisé une vingtaine d'entretiens ethnographiques portant sur les pratiques de mobilité des adolescents. Ces entretiens nous ont permis de recueillir des récits de

pratique riches en descriptions, mais également d'élaborer progressivement la grille d'entretien dont nous nous sommes servi dans la suite de notre recherche. Ils nous ont ainsi sensibilisé, entre autre, aux interdépendances entre ancrage résidentiel et pratiques de mobilité des adolescents.

Ces entretiens n'ont pas été seulement effectués avec des jeunes ayant l'habitude de fréquenter la structure et avec lesquels s'était constituée une relation de confiance voire des affinités (à travers des parties répétées de ping-pong ou de Scrabble, une aide ponctuelle aux devoirs, une rivalité surjouée entre supporters de l'Olympique de Marseille et du Paris Saint Germain…). Nous avons également réalisé quelques entretiens avec des adolescents de passage, que nous n'avions jamais vus auparavant et qui traînaient un peu à l'écart des autres jeunes. En effet, le local de l'association est un lieu de passage, n'excédant souvent pas la demi-heure, pour de nombreux jeunes du quartier.

Ces entretiens étaient assez courts, souvent entre vingt et trente minutes, mais ils ont été la plupart du temps complétés par un ou deux entretiens ultérieurs de durée similaire avec le même adolescent. Ces entretiens n'étaient pas enregistrés pour différentes raisons. Cela était sans doute dû à nos difficultés lors de nos premiers entretiens à imposer la présence du dictaphone à des adolescents méfiants et surpris, qui subitement préféraient aller regarder la télévision ou jouer au ping-pong plutôt que de discuter. Ces difficultés étaient amplifiées par le cadre de la maison de quartier. L'organisation de celle-ci a été pensée pour qu'il n'y ait pas de séparation entre les parties réservées aux animateurs et celles réservées aux jeunes. L'absence d'espaces d'intimité à l'intérieur de la structure ne permettait alors pas d'y réaliser des entretiens longs à l'écart des oreilles indiscrètes. Cette absence était redoublée par celle d'un café dans le quartier des Prairies, le plus proche se situant dans le haut de la commune à quinze minutes de marche.

Les entretiens ont été réalisés dans différents endroits de la structure : dans la salle de musculation du rez-de-chaussée, sur une petite placette située devant la stucture une fois cette dernière fermée, dans le bureau des ordinateurs lorsqu'un jeune était présent durant la pause déjeuner… Nous les retranscrivions ensuite de mémoire dans notre carnet de terrain. Un des principaux inconvénients de l'absence d'enregistrement des entretiens est l'impossibilité d'en vérifier le contenu *a posteriori*. Néanmoins, la possibilité de répéter des entretiens avec un même adolescent et de revenir sur certains points peu clairs de l'entretien précédent gomme en partie ce défaut. Il aurait été ainsi sans doute possible d'enregistrer certains entretiens à la fin de notre terrain, mais nous n'en éprouvions plus le besoin.

Le fait de ne pas résider sur place a pu également se révéler paradoxalement un avantage dans le cadre de notre recherche sur les mobilités, comme cela a pu être le cas pour d'autres sociologues (De Saint Pierre, 2002). D'une part, cela nous a permis de ne pas restreindre nos observations à ce qui se passait dans le quartier des Prairies. Au contraire, être souvent dans les trains nous a permis de côtoyer provisoirement dans leurs déplacements des adolescents que nous connaissions auparavant ou non. Entre autres choses, cela nous a permis par exemple de comprendre l'usage ludique du train des

garçons âgés de onze ou douze ans du quartier. Ces garçons étaient ainsi les seuls jeunes de cet âge rencontrés dans les trains SNCF sans la présence d'accompagnateurs plus âgés. Cela nous a également permis d'être attentif à la spécificité et à la dynamique propre de certaines situations d'épreuve avec les autres citadins auxquelles les adolescents du quartier étaient confrontés dans leur mobilité.

Cette présence fréquente dans les trains nous a également été profitable dans la réalisation de nos entretiens ethnographiques. Certains de ces entretiens ont été ainsi réalisés dans les trains, lorsque nous croisions des adolescents ayant l'habitude de fréquenter la maison de quartier et qu'ils n'étaient pas trop nombreux. Réaliser ces entretiens dans les trains permettait tout d'abord d'être dans un cadre plus intime que dans la maison de quartier. Surtout, les conditions du déplacement offraient des appuis aux discours des adolescents et à nos questions (Où se rendent-ils ? Comment se déplacent-ils ?). Nous avons alors développé un certain nombre de stratégies afin d'être présent lors des déplacements des adolescents, que ce soit au retour des cours le mercredi après-midi, le samedi en début d'après-midi ou lorsque nous connaissions les horaires de travail de jeunes durant les vacances scolaires. Mais nous avons également réalisé deux entretiens dans les trains avec des jeunes que nous ne connaissions que de vue, comme le montre l'extrait de carnet de terrain suivant.

Il n'y a pas grand monde à la maison de quartier cet après-midi. Je joue un peu au ping-pong avec les quelques jeunes présents. Je remarque un jeune d'une quinzaine d'années que je ne connais pas et qui nous regarde jouer. Je lui propose de se joindre à nous. Il refuse en disant qu'il joue mal au ping-pong et adressera quelques plaisanteries durant les parties. Puis, il quitte la maison de quartier. A la fin de l'après-midi à la fermeture de la structure, comme à chaque fois, je fais un tour dans le quartier en allant acheter une cannette d'Ayran au restaurant turc. Puis je m'assois sur les marches de la gare en attendant le train. Le jeune de la maison de quartier, présent également sur le quai, me rejoint et me demande si je sais d'où vient la boisson que je suis en train de boire. Après avoir un peu discuté de la Turquie, Mehmet, d'origine turque se présente. Il a quinze ans, déscolarisé en attente d'un contrat d'apprentissage en plomberie, habite à Clichy-sous-Bois et est venu passer une partie de ses vacances chez un cousin de son âge dans le quartier des Prairies. Nous discutons une quinzaine de minutes en attendant le train, il m'apprend que son cousin avait des choses à faire durant l'après-midi et que c'est par hasard qu'il s'est retrouvé dans le local de l'association. Nous continuons ensuite cette discussion durant les quarante minutes de trajet jusqu'à Paris. Au final, il sera le seul adolescent interrogé qui ne sera pas au courant de mes activités de recherche.

Cette discussion avec Mehmet nous a apporté un grand nombre d'informations recoupant nos entretiens précédents, comme par exemple sa difficulté à trouver des lieux d'intimité avec sa petite amie. Il nous explique qu'il est engagé depuis peu dans une relation avec une jeune fille du quartier des Prairies. Il nous demande conseil afin de trouver un lieu à l'abri des regards, les lieux qu'ils fréquentent habituellement offrant trop de risque de croiser une connaissance pouvant porter la relation aux oreilles des parents et du grand frère de son amie. Après quelques minutes de réflexion et en ayant éliminé le centre

commercial de Cergy et de La Défense, nous lui conseillons le Quick de Saint Lazare qui se situe à mi chemin entre le quartier des Prairies et Clichy-sous-Bois.

Mais au-delà de ces informations, le fait que la discussion ait lieu durant le déplacement a permis de l'orienter vers certaines caractéristiques de l'environnement physique de la mobilité. Lorsque nous rentrons dans le train, Mehmet remarque que nous regardons l'emplacement du signal d'alarme. Il nous raconte alors spontanément un épisode de son week-end : « *Samedi, ils ont encore tiré le signal, mais là c'était à cause de moi. On devait aller au centre commercial. J'étais chez mon cousin, dans la salle de bains, je me fais beau avec du gel et tout, et là je vois le train arriver par la fenêtre, je me dis merde je suis en retard. J'appelle mon cousin, alors ils ont tiré le signal le temps que j'arrive* ». Ce récit nous a permis de compléter les informations dont nous disposions sur les motifs de l'activation du signal d'alarme par les adolescents, qui pose de nombreux problèmes aux agents SNCF : motifs fonctionnels comme gérer les retardataires ou obtenir un justificatif de retard pour le lycée en semaine, démarche de provocation plus ou moins ludique propre à la pratique de mobilité en groupe (voir infra, chapitre 7)….

Cette discussion, parce qu'elle avait lieu dans le train, nous a également permis d'observer et de récolter des informations fines sur les pratiques de mobilité de Mehmet, notamment sur son comportement vis-à-vis des contrôleurs ou l'absence de planification des déplacements. Mehmet se lève ainsi à tous les arrêts du train pour s'assurer qu'il n'y a pas de contrôleurs. En effet, si sa mère lui a donné de l'argent pour le trajet, il a néanmoins « *la flemme de craquer son billet, vu que de toute façon [il] esquiver[a] les contrôleurs* ». Il nous explique qu'en cas de montée de contrôleurs dans le train, il sortira du train et se mettra à courir. Il nous apprend également qu'il a une affaire en cours avec la RATP : il s'est fait contrôler dans un bus et a déjà reçu plusieurs lettres de mise en demeure de payer montant jusqu'à 300 euros. Il a néanmoins réussi à « *embrouiller [sa] mère pour qu'elle refuse de payer, les lettres elles s'entassent chez [eux]* » en lui faisant croire qu'il était en règle mais avait oublié de composter son billet. Il taxera d'ailleurs plusieurs fois les contrôleurs de racisme durant le trajet. Cette discussion nous a également permis d'observer les difficultés d'orientation de Mehmet, et son absence de planification des déplacements. Il nous demandera plusieurs fois durant le trajet s'il se trouvait sur la bonne ligne pour rentrer chez lui. A Saint-Lazare, nous l'accompagnons à sa demande sur le quai du RER E, car il éprouve des difficultés à se repérer dans la gare. Il a nous a d'ailleurs raconté durant le trajet son périple précédent du quartier des Prairies jusqu'à Clichy-sous-Bois, qui a duré environ deux heures et demie (la planification du trajet par la RATP donne pour information un temps de parcours optimal d'une heure et quarante cinq minutes). Il s'était alors trompé d'embranchement sur la ligne du RER E, avant de demander son chemin à une dame présente dans le wagon lui indiquant qu'il devait faire demi-tour.

Enfin, nous avons également effectué des déplacements encadrés des adolescents en transports en commun dans le cadre d'activités de notre association ou de celle s'occupant de jeunes déscolarisés. Ces déplacements sont relativement rares, car les

associations préfèrent bien souvent louer un minibus plutôt qu'utiliser des transports en commun, pour des raisons financières (un aller-retour entre le quartier des Prairies et Paris coûte plus de dix euros) et parce que cela permet d'éviter les tensions avec d'autres citadins (Masclet, 2001). Nous étions durant chacun de ses déplacements accompagnés par un autre éducateur. Ces déplacements nous ont beaucoup plus servi à entretenir une relation de confiance avec les adolescents ou à discuter avec eux, plutôt qu'à observer directement des pratiques de mobilité fortement influencées par la présence d'un éducateur. Certaines situations de co-présence avec d'autres citadins ou avec des veilleurs d'espace (contrôleurs, vigiles à l'entrée des lieux d'activité) ont néanmoins été riches d'enseignements et seront présentées ultérieurement.

Au final, cette enquête ethnographique nous a donc permis de mieux comprendre grâce à des entretiens ou à une présence régulière dans les trains les pratiques de mobilité d'une partie des adolescents de ZUS, par exemple les interactions conflictuelles qu'ils pouvaient avoir avec d'autres citadins. C'est à partir d'elle que nous avons commencé à élaborer la grille de lecture de la mobilité dont nous nous sommes servi dans le reste de notre recherche. Elle a fait ainsi émerger certaines dimensions centrales des manières d'habiter des adolescents de ZUS, notamment l'articulation entre ancrage résidentiel et pratiques de mobilité. Elle nous a permis également de formuler certaines hypothèses explicatives sur les différences internes de pratiques de ces adolescents, liées par exemple à un accès différent aux ressources associatives locales pour se déplacer.

d) Les limites scientifiques et déontologiques de cette enquête

Cette enquête ethnographique présentait cependant deux limites, scientifiques et déontologiques. Elle ne donnait tout d'abord majoritairement accès qu'aux adolescents fréquentant plus ou moins épisodiquement la maison de quartier. Aucune fille ne fréquente ainsi par exemple cette structure. Cette problématique de l'absence des filles était évoquée constamment dans le conseil d'administration de l'association : quelles actions mettre en œuvre pour favoriser la venue des filles malgré la présence des garçons ? Celle-ci a décidé alors d'ouvrir une salle spécifique pour les adolescentes dans un autre équipement de la commune, action qui a malheureusement été mise en place plus d'un an après notre enquête. Nos tentatives pour rentrer en contact avec des adolescentes du quartier par l'intermédiaire du Point Information Jeunesse se sont également révélées infructueuses. Cette structure était beaucoup plus demandeuse de projets plutôt que d'entretiens avec un sociologue, mais elle ne disposait pas de personnel pour encadrer ces projets éventuels.

De même, parmi les garçons, la maison de quartier est fréquentée en priorité par des adolescents fortement présents dans l'espace public de résidence, excluant du champ de l'enquête les jeunes très mobiles ou au contraire restant à leur domicile. Durant l'année où nous avons été présents dans la maison de quartier, nous n'avons ainsi rencontré qu'un seul adolescent qui n'était jamais présent dans l'espace public de résidence : un jour Ali,

scolarisé en filière générale au lycée et qui a l'habitude de fréquenter la structure, arrive accompagné de Younes. Celui-ci est âgé de dix-sept ans, scolarisé en 1ère S, et évite consciencieusement de rester dans les rues du quartier des Prairies. Il pratique au contraire des loisirs au domicile ou dans la commune voisine. Il ne fréquente que quelques jeunes du quartier scolarisés dans son lycée, préférant sortir avec des adolescents extérieurs au quartier. Après nous être entretenu avec lui et Ali pendant une cinquantaine de minutes, nous apprendrons que c'est la première fois qu'il met les pieds dans la maison de quartier depuis des années, sous la pression insistante d'Ali qui ne cesse de lui répéter qu'elle n'est pas fréquentée que par des « *sauvages* ».

Cette restriction de notre enquête à une seule partie des adolescents du quartier questionnait fortement les résultats obtenus, non par crainte d'un manque de représentativité statistique, mais par celle de passer à côté d'un certain nombre de profils[64]. Elle limitait ainsi notre ambition de questionner les différentes manières d'habiter un quartier ségrégué. Les adolescents qui fréquentent la maison de quartier étant très majoritairement issus de ménages fragiles économiquement, notre ethnographie ne permettait également pas de comparer leurs pratiques avec celles d'adolescents d'autres milieux sociaux et/ou d'autres quartiers.

Cette limite scientifique était également redoublée par une insatisfaction éthique. En effet, si la plupart des jeunes acceptaient de nous faire partager en partie leur quotidien et de répondre à nos questions, cela était le plus souvent beaucoup plus dû à une sympathie à notre égard qu'à une réelle compréhension des enjeux et intérêts du travail sociologique. Seuls deux adolescents témoignaient un réel intérêt pour notre recherche, Ibrahima et Ali, élève de première ES qui avait une place périphérique dans le groupe des adolescents fréquentant la maison de quartier. Les rares discussions que nous avons eues sur le but d'une recherche sociologique ont ainsi toujours eu lieu à l'écart des autres adolescents. Ces derniers comprenaient avec difficulté qu'on puisse s'intéresser à leurs pratiques de mobilité, qui leur semblaient être un phénomène banal et sans intérêt (ce qui était en soi un premier résultat de recherche). Certains voyaient dans notre intérêt, malgré leur sympathie à notre égard, une manière détournée de contrôler leurs moments de liberté hors du cadre des différentes institutions dans lesquelles ils étaient insérés (école, travail social, police….)[65]. Ibrahima nous affublait ainsi ponctuellement du sobriquet de détective ou de « Bac-man » (en lien avec la brigade anti-criminalité). De même, un adolescent à qui nous expliquions pourquoi nous lui posions des questions nous rétorqua que « *les profs maintenant ils veulent tout savoir sur ce qu'on fait, même sur ce qu'on fait en dehors des cours* ».

Cette absence de compréhension et d'intérêt des enquêtés n'est pas spécifique à notre recherche (Sauvadet, 2006, p. 270). Elle nous questionnait cependant sur l'utilité et le

[64] Elle pose aussi des questions sur les résultats de nombreuses enquêtes sur les adolescents de ces quartiers qui ont été menées dans des maisons de quartier.

[65] Le lien entre savoir et contrôle est une question classique de l'épistémologie scientifique (Foucault, 1976). La discipline sociologique peut être ainsi un instrument de connaissance mais également de contrôle des comportements individuels (Giddens, 1994).

sens de la démarche sociologique : « *pour qui écrit le sociologue et dans quel but ?* » (Lepoutre, 2001a). Cette question se pose généralement au moment de la restitution de la recherche et du recueil de gains symboliques de la part de l'enquêteur, certains parlant même d'une sensation de « *vol, voire de viol* » à la fin de leur enquête (Schwartz, 1990). Elle ne cessait cependant de nous tarauder au moment de l'enquête, ayant l'impression de recevoir des histoires de vie singulière de la part de ces jeunes, sans rien leur apporter en retour. N'étions-nous pas quelque part en train d'exploiter ces adolescents acceptant notre présence et nos questions, dans le seul but de réaliser un travail académique qui aurait au final peu d'influence concrète pour eux ? Cette question se posait d'autant plus que le quartier des Prairies a été depuis les années quatre-vingt dix le terrain d'étude de nombreux chercheurs. Lorsque nous discutions avec les jeunes adultes du quartier présents dans l'association, ceux-ci se rappelaient le passage de tel ou tel chercheur, sans que leurs conditions de vie se soient améliorées. D'après Kamel, qui dirige l'association, cela a pu conduire à une forte distance des habitants avec des chercheurs vus dans différentes émissions de télévision ou articles de journaux en train de disserter sur la vie quotidienne du quartier.

Cette absence d'intérêt pour la démarche sociologique ne nous permettait pas non plus de mettre en œuvre les méthodes de participation active des adolescents dans la recherche décrites au début de ce chapitre. Ces méthodes nous semblaient d'autant plus intéressantes que certains adolescents développaient dans leur discours une vraie réflexion sur leurs pratiques de mobilité. Un d'entre eux nous expliqua par exemple un jour qu'il avait plus tendance à fréquenter Châtelet que les Champs-Elysées, car malgré la présence massive de policiers il y était beaucoup moins contrôlé. Interrogé sur les raisons de ces contrôles plus nombreux aux Champs-Elysées, il les expliqua par la présence plus importante de touristes, définissant au contraire Châtelet comme un lieu de passage où la présence des jeunes était plus tolérée.

Malgré tous nos efforts, il nous a ainsi été impossible de mettre en œuvre des méthodes permettant d'intégrer les capacités réflexives des adolescents dans le cœur de notre enquête. Nous avons ainsi proposé à certains jeunes avec lesquels nous avions déjà réalisé un entretien de prendre des photographies durant leurs déplacements puis de les commenter. La plupart nous déclaraient cependant avoir la « *flemme* » et que cela leur rappelait trop le cadre scolaire. Cela était sans doute dû à la spécificité de notre terrain d'enquête, une maison de quartier considérée par les jeunes essentiellement comme un lieu de loisirs et de retrouvailles à l'écart des regards des personnes plus âgées du quartier. Cette difficulté à mettre en œuvre ces méthodes était également renforcée par le *turn-over* des jeunes fréquentant la maison de quartier, qui pour certains ne venaient que pour une heure ou de manière espacée dans le temps. Paradoxalement, nous avons alors éprouvé plus de facilité à mettre en œuvre ces méthodes dans une autre association de la commune s'occupant de jeunes déscolarisés, alors que celle-ci était perçue par les adolescents comme beaucoup plus contraignante que la maison de quartier. Nous avons ainsi ponctuellement accompagné en transports en commun des jeunes pris en charge par

cette structure pour qu'ils photographient des lieux importants à leurs yeux avant de réaliser un court entretien avec eux.

Ces deux limites, scientifiques et déontologiques, de notre enquête ethnographique nous ont alors conduit à chercher à la compléter par des projets menés dans des établissements scolaires.

4. Huit projets menés dans des établissements scolaires

Nous avons mené huit projets dans des établissements scolaires dont le bassin de recrutement est situé en partie en ZUS. Ces projets articulaient trois dimensions : d'une part, une initiation des élèves à la sociologie, sous la forme de l'élaboration et de la passation d'un questionnaire à d'autres adolescents ; d'autre part la réalisation de textes et de photographies autour de leur mobilité ; enfin quatre-vingt douze entretiens semi-directifs d'une heure, réalisés après l'initiation à la sociologie et donnant lieu dans la majorité des cas à une restitution collective de notre enquête devant l'ensemble des élèves.

Ce dernier matériau constitue la partie la plus innovante de notre recherche et celle qui répond le mieux aux considérations méthodologiques exposées au début de ce chapitre. Il a été élaboré durant deux ans, cinq projets ayant été menés durant notre seconde année de thèse et trois la suivante. La plupart de ces projets se sont déroulés sur l'ensemble de l'année scolaire et nous étions présent au moins une fois par semaine dans les établissements. Néanmoins, dans deux de ces établissements ils ont été réalisés uniquement au second semestre, ce qui a eu des conséquences sur la possibilité de restituer les résultats de recherche aux adolescents (voir infra).

Le choix des établissements a été dicté par des considérations pragmatiques (connaissance d'enseignants, réponse du chef d'établissement à nos courriers), mais nous avons essayé de varier au maximum leurs profils. Les projets ont donc été menés dans deux classes de seconde générale, deux classes de seconde professionnelle BEP vente et quatre classes de troisième, dont trois d'insertion professionnelle (dans lesquelles les élèves passent le certificat de formation générale à la fin de l'année, et non le brevet). Parmi ces quatre classes de troisième, deux sont situées en petite couronne dans la commune de Bondy, à environ cinquante minutes en transports en commun du centre de l'agglomération, et deux dans Paris intra-muros dans les quartiers de Belleville et de Riquet. Celles de troisième d'insertion sont composées d'effectifs peu nombreux, allant d'une dizaine à une quinzaine d'élèves. Les classes de seconde générale sont quant à elles situées dans deux communes de Seine-Saint Denis, respectivement à trente minutes (Bobigny) et plus d'une heure (Tremblay-en-France[66]) en transports du centre de

[66] Le centre-ville de Tremblay-en-France est classé comme un CUCS et non comme une ZUS, bien qu'il en possède toutes les caractéristiques, par souci du maire de ne pas dégrader l'attractivité immobilière des autres quartiers de la commune.

l'agglomération. Enfin, les deux classes de seconde professionnelle font partie du même établissement scolaire, situé dans la commune de Vitry-sur-Seine à quarante-cinq minutes en transports du centre de l'agglomération. Néanmoins, le bassin de recrutement de ce lycée est bien plus large que la commune où il est situé, beaucoup d'élèves résidant à Ivry-sur-Seine, Orly, Choisy-le-Roi ou Villeneuve-Saint-Georges.

Ces projets avaient pour objectif de compléter notre ethnographie en accédant à des profils d'adolescents de ZUS différents et en impliquant activement les jeunes dans la recherche. Ils nous ont ainsi permis d'accéder à d'autres adolescents de ZUS que ceux que nous avons rencontrés dans notre ethnographie, en particulier des jeunes faiblement présents dans l'espace public de résidence et des filles. Parmi les adolescents interrogés, cinquante-et-un étaient des garçons et quarante-et-un des filles, ce nombre plus important de garçons s'expliquant par la surreprésentation des filières d'insertion professionnelle parmi les classes de troisième.

Ces projets nous ont également permis de comparer les pratiques de mobilité des adolescents en fonction de leur origine sociale et de leur quartier de résidence. En effet, malgré l'homogénéisation sociale croissante de ces établissements, ils ne sont pas fréquentés exclusivement par des adolescents de ZUS issus de catégories populaires. De manière similaire à nos matériaux quantitatifs, nous avons construit un indicateur permettant de renseigner l'origine sociale des adolescents interrogés à partir des informations dont nous disposions : un jeune est défini comme appartenant aux catégories populaires lorsqu'il est boursier et qu'il réside dans un ménage non bi-motorisé et constitué exclusivement d'ouvriers, d'employés non agents de la fonction publique et de chômeurs. Cet indicateur synthétique n'est pas antinomique ensuite de distinctions plus fines à l'intérieur des catégories populaires, selon que le ménage est constitué ou non d'ouvriers qualifiés, de chômeurs… Au final, parmi les adolescents interrogés, soixante-neuf appartiennent aux catégories populaires telles que nous les avons définies, cinquante-quatre d'entre eux résident en ZUS alors que les quinze autres vivent à proximité d'une ZUS (bien souvent dans des résidences privées, plus rarement en pavillon). Vingt-trois élèves sont issus des classes moyennes, douze d'entre eux vivent en ZUS. Cette diversité des origines géographiques et sociales parmi les adolescents interrogés ne visait pas à élaborer un échantillon représentatif au sens statistique, mais à diversifier les cas rencontrés et à mener une comparaison raisonnée des pratiques des adolescents de ZUS. Par définition, ces projets ne nous donnaient cependant pas accès aux adolescents de ces quartiers qui contournent la carte scolaire ou sont scolarisés dans le privé. Or, ces adolescents ont plus de chance d'être issus des catégories moyennes ou supérieures, car le contournement de la carte scolaire est plus répandu dans ces catégories (Oberti, 2007).

Par rapport à notre ethnographie, le matériau collecté nous a permis de confirmer et d'élaborer de nouvelles hypothèses explicatives sur les pratiques de mobilité des adolescents. Surtout, il a servi de base à l'élaboration d'une typologie des manières d'habiter dont nous détaillerons la construction et l'intérêt dans la prochaine sous-partie.

Nous présenterons ces projets en cinq temps. Tout d'abord, nous exposerons les difficultés que nous avons rencontrées dans le cadre d'une recherche à l'intérieur d'établissements scolaires, notamment celle de faire accepter notre présence à la fois par les professeurs et par les élèves. Puis, nous détaillerons successivement l'utilité des différents volets de notre enquête : la réalisation de questionnaires sociologiques, la prise de photographies et l'écriture de textes, les entretiens semi-directifs. Enfin, nous reviendrons sur les apports de la restitution des résultats de recherche aux élèves.

a) Mener une recherche dans des établissements scolaires

Mener une enquête dans des établissements scolaires suppose de nouer une relation de confiance à la fois avec les élèves et les professeurs. La construction de cette relation dans le cadre scolaire ne va pas de soi, car un nombre important des adolescents de ZUS entretient un rapport conflictuel avec l'institution scolaire. La plupart des jeunes interrogés durant notre enquête ethnographique nous déclarèrent ainsi qu'ils n'auraient pas forcément répondu à nos questions dans un cadre scolaire. Si les interactions avec les adolescents dans la maison de quartier ne faisaient pas disparaître totalement la dimension asymétrique de pouvoir entre un sociologue adulte et des enquêtés adolescents, celle-ci est sans doute renforcée au sein de l'institution scolaire.

Le principal biais que nous devions éviter était d'être considéré par les élèves comme un professeur, ou du moins d'être assimilé à l'institution scolaire. Chaque prise de contact avec les élèves comprenait ainsi une présentation de la sociologie et de notre démarche de recherche, en précisant bien que nous n'appartenions pas institutionnellement à l'établissement. La question de l'utilité pour les adolescents de cette recherche nous était alors souvent posée. Nous avons essayé de répondre le plus honnêtement possible, en leur expliquant que cette recherche ne produirait pas de changement immédiat pour eux, mais qu'elle était motivée par une volonté de mieux comprendre leur vie en dehors du cadre scolaire (voir supra). Certains élèves nous avouèrent également ultérieurement avoir été sensibles dans cette présentation au fait qu'un universitaire s'intéresse à eux. Nous avons également cherché à casser le cadre scolaire de différentes manières : en évacuant l'attente de la note (c'était à chaque fois une des premières questions qui étaient posées par les élèves) ou par la possibilité de tutoiement et d'appellation par le prénom de manière réciproque. Le fait d'être un jeune chercheur ne partageant pas totalement les codes vestimentaires et de langage des professeurs a sans doute également participé à casser ce cadre scolaire : « *tu n'as pas la voix clean comme un prof* » nous confia ainsi un jour un jeune lors d'un entretien. La familiarisation antérieure avec les codes, notamment de langage, des adolescents de ZUS lors de notre ethnographie nous a aussi sans doute aidé à ne pas être perçu comme appartenant à l'institution scolaire.

Casser ce cadre avait pour principal but de renforcer l'idée d'égalité dans la construction de la recherche, les élèves nous apportant autant que nous pouvions leur apporter, en particulier un projet allant à l'encontre de la routine scolaire. Nous étions ainsi sans doute

pour les élèves un objet aussi étrange que nous avions pu l'être pour les adolescents de la maison de quartier : un intervenant extérieur qui n'est pas un professeur et n'en partage pas totalement les codes. Nous ne disons pas que les élèves ne peuvent se confier aux professeurs, mais ne pas être identifié à une figure d'autorité nous a semblé faciliter l'implication des élèves. Il convient cependant de ne pas être naïf : comme nous le verrons ultérieurement, l'implication plus ou moins importante de certains élèves dans le processus de recherche, notamment dans l'élaboration de questionnaires, a pu être motivée en partie par la pression de leurs professeurs.

Cette mise entre parenthèses temporaire du cadre scolaire lors de nos interventions était tolérée par les professeurs d'Histoire-géographie, de Français, de Vente ou d'Arts Plastiques qui avaient accepté de travailler avec nous. Ces derniers devaient combiner les intérêts de recherche du sociologue, l'adhésion des élèves, ainsi que leurs propres objectifs pédagogiques. Il s'agissait généralement, même si cela est difficilement quantifiable, de professeurs dynamiques, atypiques pour certains, mais qui partageaient un bon relationnel avec les élèves. Ce bon relationnel nous était ensuite souvent confirmé dans les entretiens, sans que les élèves aient en tête de se valoriser auprès de quelqu'un pouvant signaler cette information au professeur. Un seul professeur éprouvait des difficultés profondes de discipline avec ses élèves, mais nous avons appris ultérieurement que la principale de l'établissement nous avait justement aiguillé vers ce professeur dans l'espoir qu'un projet participatif l'aide à résoudre ses problèmes relationnels avec les jeunes.

Ce cas fut néanmoins une exception. Dans deux projets, nous sommes rentré directement en contact avec les professeurs par interconnaissance. Dans un lycée, nous avons été orienté par le proviseur vers un projet déjà en cours de construction par un professeur d'histoire-géographie autour du thème de la ville. Dans les autres cas, les choix des classes proposées par les chefs d'établissement étaient motivés par leurs profils particuliers : des BEP vente et commerce dans le lycée professionnel, qui semblaient être les classes les plus adaptées à notre proposition de faire réaliser des questionnaires aux élèves ; des troisièmes d'insertion professionnelle dans les collèges, jugées les plus à mêmes d'être intéressés par un projet sortant du cadre scolaire.

Au final, sans être totalement assimilé par les adolescents à l'institution scolaire, nous avons pu bénéficier des avantages que peut apporter un cadre scolaire par rapport à celui de la maison de quartier : mener des projets dans la durée impliquant activement des adolescents de ZUS aux profils divers. Rappelons néanmoins qu'il existe des degrés dans la participation des adolescents dans la recherche. Celle-ci peut aller de l'information des enquêtés sur les objectifs et les conséquences de l'enquête au choix par les adolescents du sujet à investiguer (Hart, 1992). Or, les élèves n'ont pas participé directement au choix du thème général de nos recherches (les mobilités des adolescents) ou à celui des outils (les entretiens ou la photographie par exemple), même s'ils disposaient d'une grande marge dans les modalités concrètes d'utilisation de ces outils (thèmes à investiguer dans le questionnaire, liberté dans la forme d'écriture des textes, rendu des résultats sous la forme d'une exposition ou d'un blog). Sur l'échelle de participation des enfants à la recherche

élaborée par Hart (ibid), nous nous situons au sixième échelon sur huit : le chercheur adulte décide du thème général de la recherche, mais discute avec les enfants des meilleurs moyens de la mener. L'imposition d'un thème général de recherche et la réalisation d'entretiens classiques à la fin des projets nous ont cependant sans doute permis de ne pas être perçu par certains adolescents comme un simple animateur, ce qui a pu renforcer leur sérieux et leur implication dans les projets.

b) La réalisation de questionnaires par les élèves

La première dimension de ces projets a été la réalisation de questionnaires par les élèves sur des thématiques propres à l'adolescence qu'ils avaient auparavant choisies : les relations amoureuses et amicales entre adolescents, le rapport des adolescents à leur quartier et à la ville en général, les adolescents et l'organisation de leur temps (voir annexe F). Les élèves ont ensuite distribué ces questionnaires à d'autres adolescents avant qu'une restitution des résultats ne leur soit faite en classe entière.

Nous n'avions pas envisagé à l'origine d'inclure cette initiation à la sociologie dans nos projets, ayant tout d'abord l'idée de favoriser la participation des élèves à la recherche par l'écriture de textes et la réalisation de photographies. C'est le professeur d'histoire géographie du premier projet mis en place qui nous a suggéré cette idée, lorsque nous lui avons confié les difficultés des jeunes de la maison de quartier des Prairies à comprendre l'intérêt d'un chercheur pour leur pratique. Ce professeur trouvait également un intérêt pédagogique pour ses élèves à cette initiation, en raison notamment du travail autour de la formulation des questions. Il incluait également les discussions en classe entière des résultats obtenus dans les objectifs du programme d'éducation civique. Encouragé par la bonne réussite de ce premier projet, nous avons ensuite systématisé cette démarche.

Cette initiation à la sociologie, qui avait lieu systématiquement au début des projets, a présentée plusieurs avantages. D'une part, elle a permis de faire comprendre aux élèves les enjeux déontologiques et scientifiques d'une enquête de sociologie. Ces derniers ont dû expliquer à d'autres adolescents, qu'ils n'avaient parfois jamais vus, que des réponses personnelles, par exemple sur leur sexualité, étaient anonymes et donneraient lieu à une restitution en classe, sans que leur nom soit révélé. Ils ont aussi dû faire comprendre à ces adolescents en quoi leurs réponses présentaient un intérêt de recherche. Les élèves ont ainsi pu saisir en pratique ce qu'impliquait de se prêter à une enquête sociologique.

Cette initiation offrait également des avantages sur le plan scientifique. Si les thèmes des questionnaires étaient divers, ils posaient en filigrane des questions propres à nos recherches, en particulier les disparités entre filles et garçons sur les horaires de sortie. La restitution des résultats des questionnaires en classe entière a ainsi donné lieu à des discussions très fournies et obligé les élèves à réfléchir et à argumenter sur certaines spécificités de leurs pratiques. Elle a également permis de libérer la parole de certains jeunes et de préparer les entretiens individuels qui ont suivi. Le côté ludique de la

réalisation et de la passation des questionnaires a également pu contribuer à créer une relation de confiance avec les adolescents et à favoriser leur participation ultérieure à ces entretiens.

Enfin, dans certains projets il a été décidé que les élèves ne distribueraient pas seulement le questionnaire aux adolescents de leur quartier ou de leur établissement mais également de manière collective à la sortie de grands lycées parisiens (Henri IV, Louis Le Grand et Montaigne). Cela avait pour premier avantage de faire réfléchir les élèves sur les disparités observées entre les adolescents parisiens et ceux de ZUS durant la restitution des résultats. Plus largement, cela donnait l'occasion à certains adolescents, qui ne s'y étaient jamais rendus, de fréquenter les quartiers centraux de Paris. Ils étaient confrontés, lors de la distribution en tête à tête des questionnaires, à l'altérité d'adolescents d'un autre milieu social. Une partie des élèves se rendaient ainsi initialement à contrecœur à Paris, ayant peur que personne n'accepte de répondre à leurs questions. S'ils avaient au début faiblement confiance en eux, ils se sont rendus peu à peu compte qu'ils pouvaient réussir à obtenir l'attention des adolescents parisiens, le statut d'enquêteur permettant par ailleurs de suspendre le temps d'une interaction le stigmate social dont une partie se sentait porteuse. Lien de cause à effet ou non, ces élèves ont été ensuite beaucoup plus nombreux que la moyenne à effectuer leur stage professionnalisant dans Paris intra-muros. Le but premier de la recherche était la production de connaissance, et non de faire évoluer, même à la marge, les compétences de mobilité des élèves (voir infra, conclusion générale). Néanmoins, cette distribution du questionnaire dans Paris, ainsi que l'enthousiasme d'une majorité des élèves pour les projets, offrait l'avantage d'apaiser nos interrogations sur l'utilité immédiate de notre recherche. Cet enthousiasme ne doit néanmoins pas être exagéré (voir supra).

c) Des photographies et des textes sur les mobilités

Parallèlement ou après cette initiation à la sociologie, les élèves menaient également des travaux d'écriture et réalisaient des photographies sur le thème de la ville et des mobilités (voir annexes D et E)[67]. Ces travaux permettaient de préparer les entretiens ultérieurs en donnant un côté ludique à la recherche, en renforçant ou en créant une relation de confiance avec les adolescents et en favorisant le retour réflexif sur leurs pratiques. Ils donnaient également des informations directes sur les pratiques de mobilité de ces adolescents. Nous n'avons cependant pas mené une analyse approfondie du matériau photographique récolté et comparé systématiquement ce dernier avec les propos des adolescents dans les entretiens, comme cela a pu être fait dans d'autres recherches de sociologie urbaine (Cuny, 2008). Dans son manuel sur les méthodes visuelles, Rose

[67] Dans une seule classe, nous avons également réalisé des cartes mentales avec les élèves sous la forme de collages sur leurs mobilités (voir annexe C). Nous n'avons tenu compte de ce matériau uniquement pour les élèves avec lesquels nous avons ensuite réalisé un entretien. Ces cartes étaient une source d'informations non négligeables, notamment sur le rapport entretenu au quartier de résidence, selon qu'elles étaient tournées ou non vers l'extérieur, voire vers le lointain comme le pays d'origine.

(2007) distingue ainsi les usages de la photographie qui en font un support du discours scientifique de ceux qui en font un supplément de ce discours. Nous nous situons dans cette seconde catégorie.

La prise de photographies des élèves sur leurs mobilités a été faite selon deux grandes modalités, en raison de différentes contraintes financières. Lorsque nous avons réussi à obtenir des financements, du Conseil Général de Seine-Saint-Denis, de notre laboratoire ou du rectorat dans le cadre des classes à projet artistique et culturel, les élèves étaient accompagnés par un photographe professionnel durant une après-midi. Le choix des photographes, Raphaël Dallaporta, Philippe Fabian et Laurent Chemin, était motivé par le lien entre leurs travaux et le thème de la ville ainsi que par l'expérience qu'ils avaient de projets avec des populations dites difficiles (adolescents de ZUS, détenus, victimes d'esclavage domestique…). En l'absence de financement, les élèves prenaient eux-mêmes des photographies sur leur quartier ou les lieux fréquentés durant leur mobilité, à l'aide d'appareils jetables distribués ou le plus souvent avec leur propre appareil ou téléphone portable. Ces photographies permettaient d'intégrer au projet, de manière ludique, des adolescents ayant des difficultés ou une réticence initiale à verbaliser leurs pratiques.

Source : Initiation à la photographie d'une élève de seconde professionnelle par le photographe Laurent Chemin (2010)

La présence du photographe professionnel présentait l'avantage supplémentaire de permettre une initiation des élèves à la photographie, ainsi qu'une familiarisation des élèves à certains lieux qu'ils ne connaissaient pas, les déplacements se faisant le plus souvent par groupe de trois adolescents. Au niveau scientifique, ces déplacements ont permis un retour réflexif des jeunes sur les lieux qu'ils fréquentent, ces derniers explicitant durant le trajet pourquoi ils choisissaient ce lieu, ce qu'il leur évoquait, pourquoi ils insistaient sur tel aspect dans leur prise de vue… Sur ce point, nous nous inspirions principalement de la méthode des récits de ville (voir supra).

La prise de photographies a également donné lieu à des déplacements avec les élèves, durant lesquels étaient présents, outre nous-même et le photographe, un documentaliste ou un surveillant. Ces conditions particulières de déplacement n'étaient pas sans incidence sur le comportement adopté par les jeunes. Néanmoins, comme pour l'accompagnement des élèves lors de la distribution de leurs questionnaires à Paris, cela nous a fourni des indications sur leur réaction vis-à-vis de certaines caractéristiques environnementales (architecture, comportement des autres citadins…) du déplacement. Surtout, ces déplacements nous ont permis de renforcer la relation de confiance avec les jeunes. La prise de photographie d'un élève, qui pour diverses raisons se trouvait seul ce jour là, s'est ainsi transformée à la fin de la séance en une pérégrination dans les garages parisiens, car l'élève y cherchait un stage en mécanique.

Enfin, ces déplacements ont permis d'effectuer ensuite un retour approfondi sur les lieux photographiés durant l'entretien individuel. Ce retour avait également lieu lorsque les photographies étaient prises de manière autonome par les élèves. Les photographies ont en effet quasiment été toujours prises avant la réalisation de ces entretiens. Cette chronologie de la recherche qui n'était pas liée à un choix réfléchi mais à des problèmes d'organisation, nous a alors permis de disposer au moment de l'entretien d'une base de questionnement préalable et d'une connaissance approfondie des adolescents.

Ces prises de photographies ont été dans la plupart des cas complétées par un travail d'écriture des élèves, soit directement à partir des clichés, soit en s'appuyant sur des descriptions urbaines d'écrivains. Nous craignions que cette dimension du projet soit perçue comme trop scolaire, mais elle a recueilli l'adhésion de la majorité des élèves. Cela s'explique sans doute par la liberté de forme dont ils disposaient pour décrire leur quartier et leur rapport à la ville : écriture de slams, de poèmes, description neutre du quartier de résidence ou des lieux fréquentés en s'inspirant des œuvres de Georges Pérec dans *Espèces d'espaces*. Nous avons choisi en commun avec les professeurs de français concernés ce livre comme support d'aide aux élèves pour décrire leur quartier, car il contient de nombreux passages qui fournissent un mode d'emploi des descriptions sociologiques sur la ville (Becker, 2010).

Ma rue,…, je dois parler de ma rue… très bien. Comment ? Le plus platement possible, d'accord, j'me lance.

Tout d'abord je n'ai pas vraiment de rue. C'est plutôt un grand bâtiment donnant sur un parking. Sur ce parking de 34 places, une quarantaine de voitures sont stationnées. Il est 19 heures, tout est normal comme d'habitude. Du haut de mes 15 étages je peux apercevoir une grosse flaque d'huile se déversant d'une voiture sans roue, les restes d'une voiture brûlée volontairement d'un acte criminel. De chez moi, je peux voir pratiquement tout le Bois Saint Denis, l'aéroport Charles de Gaulle et ses trois terminaux ses trois tours de contrôle et ses quelques 500 vols par jour, une bonne partie du centre-ville et son brouhaha, l'enseigne de « Leroy Merlin » de Livry Gargan clignotant toutes les trois secondes et demie, et le phare de Paris, l'œil de Paris brillant de mille feux à la tombée de la nuit, tournoyant et m'éblouissant à vingt quatre secondes d'intervalle.

En bas, devant mon hall, on peut entendre un jeune murmurer à un vieillard : « J'te donne une dix ». Le vieux répondit « Non, je, je…je veux une trente ! ». « Ah nan ici, c'est moi qui choisis, j'te passe une dix ! Un point c'est tout ! ». « Très bien tu as gagné, donne moi une ».

Ou bien un autre, encore plus jeune, essayant de suivre les paroles, incompréhensibles pour lui, d'un rappeur américain qu'il a soigneusement téléchargées illégalement et mis sur son I-Pod vidéo troisième génération huit gigas, qu'il a volé à un pauvre homme dans le RER (il s'en vante tous les jours).

Sur le mur qui fait face au parking, on remarque que le numéro de mon immeuble est le quatre-vingt treize ou plutôt le trois avec, peint à la peinture blanche, un neuf devant, pour rendre le bâtiment plus beau. C'est bien, c'est créatif, comme quoi avec peu on peut faire beaucoup.

Sur le mur de la gauche, un petit dégradé de couleurs qui devient de plus en plus foncé. C'est le jeune qui écoutait du rap « US » qui vient d'arriver ici. Il n'habite pas dans ce bâtiment, mais il y reste jour et nuit et il n'a aucune honte ou pudeur.

Ah ! Je viens de voir un petit garçon seul qui a failli se faire renverser par une Renault 25 qui voulait se garer. Le petit courait derrière son ballon Némo en pleurant car il avait été percé par le chien d'un jeune qui, faisant des tractions à l'arrêt de bus frime avec ses muscles et ses deux bébés Rottweiler. Les deux Rottweilers ont les oreilles et la queue coupées aux ciseaux par leur maître, car comme ces chiens font des combats, il vaut mieux qu'elles soient coupées, car si, lors d'un combat, l'un d'eux perd une oreille, ce pourrait être très embêtant et humiliant pour le maître.

Une bande d'adolescents, sûrement collégiens, avec leurs cartables imbibés de Tipex, viennent de passer dire bonjour aux jeunes postés devant mon bâtiment, ils prennent sur eux alors qu'il ne le faut pas ! Après les avoir salués, ils reprennent leur balade avec ce qu'ils appellent une dégaine. J'appelle ça boiter (mais c'est leur choix). Ils rencontrent deux jeunes demoiselles « fashion », les adolescents se ruent sur elles comme s'ils avaient

aperçus leur idole. Certains leur font la bise et d'autres leur serrent la main pour montrer leur indifférence. Ils partent ensemble sur le côté du bâtiment que je ne peux pas observer.

Je ferme la fenêtre de ma cuisine d'où je vous décris mon environnement quotidien, grâce à des jumelles que j'ai utilisées pour plus de précision. La fermeture de cette fenêtre permet une coupure entre le bruit assourdissant des klaxons du 619 et le calme régnant dans ma maison.

J'espère que cette description vous a permis de plonger au cœur de ma rue.

Source : élève de seconde générale (2009)

Comme pour les photographies, ces textes nous servaient de support aux entretiens ultérieurs, avec lesquels ils entraient bien souvent en cohérence. Ils décrivaient notamment avec finesse les différents rapports entretenus au quartier de résidence. L'ensemble des textes et photographies réalisés, couplé aux résultats des questionnaires, ont ensuite donné lieu à des opérations de valorisation, afin que les élèves puissent voir le résultat de leur travail. Il leur était ainsi demandé, le plus souvent au début des projets, le mode de restitution de leur travail ayant leur préférence. Cette restitution a alors prise différentes formes : mise en place d'un blog, expositions dans les halls des établissements, au centre de documentation ou lors de journées portes ouvertes, réalisation d'un petit livret financé par le Conseil Général de Seine-Saint-Denis…

d) Des entretiens semi-directifs et une restitution des résultats de recherche

A la suite de la réalisation des questionnaires, textes et photographies, des entretiens individuels d'une heure étaient proposés avec des élèves volontaires. Nous avons ensuite retranscrit *in extenso* ces quatre-vingt-douze entretiens. Il avait été bien expliqué que ces entretiens n'étaient pas obligatoires, bien qu'ils aient lieu le plus souvent durant les heures de cours et dans l'enceinte des établissements (à l'exception d'un établissement où les entretiens se déroulaient pendant les heures libres des élèves). La quasi-totalité des élèves ont accepté de se prêter au jeu, en raison sans doute de la bonne réception du projet dans son ensemble : la majorité des élèves se montra enthousiaste à l'égard d'activités qui sortaient du cadre scolaire habituel, y compris les élèves en difficulté et ayant un rapport compliqué à l'institution scolaire. Cela s'explique sans doute en partie par le fait que les mobilités ne soient pas un sujet trop intime, les élèves pouvant parler de ce thème entre eux. Il n'est ainsi pas certain que de tels projets aient pu être menés sur le thème de la sexualité. Néanmoins, une minorité d'élèves sont restés en retrait de ces projets, ne manifestant au contraire de leurs camarades aucun enthousiasme. Il s'agissait principalement d'élèves introvertis ou fréquentant très épisodiquement ces établissements scolaires. Ces derniers ont certes accepté ensuite le principe d'un entretien, mais ils nous confièrent ensuite que leur motivation principale était de manquer des heures de cours.

Au final, les quelques élèves qui refusèrent de se prêter au jeu de l'entretien étaient majoritairement des filles, qui se déclaraient trop timides pour vouloir parler d'elles.

Nous n'avons pas sollicité une autorisation des parents pour la réalisation de ces entretiens, pour les raisons exposées au début de ce chapitre, notamment le risque d'exclure de la recherche des adolescents qui seraient volontaires pour y participer. La récolte des autorisations de sorties des parents de certains élèves afin d'aller prendre des photographies ne fut ainsi pas toujours aisée pour diverses raisons (adolescents qui égarent le formulaire ou oublient de le ramener le jour de la sortie, faible présence des parents au domicile…). Demander des autorisations des parents pour la réalisation des entretiens aurait soulevé à notre avis des problèmes similaires pour certains élèves, voire les aurait exacerbés. Nombre d'adolescents nous ont ainsi fait promettre que les enregistrements ne seraient pas disponibles pour leurs parents. De même, la demande d'une autorisation écrite peut effrayer certains parents, notamment lorsqu'ils ont des difficultés de compréhension linguistique (Skelton, 2008). Cela peut restreindre la participation de jeunes ne voulant pas transmettre ce document à leur parent par crainte de les mettre dans l'embarras ou d'éveiller leur méfiance sur leurs comportements scolaires. A titre d'exemple, nous avons réalisé un entretien avec une adolescente de dix-sept ans qui venait d'accoucher d'un enfant et avait des relations conflictuelles avec sa mère. Il n'est pas sûr que cette adolescente ait compris que nous lui demandions une autorisation de ses parents pour nous entretenir avec elle. L'absence d'autorisation des parents nous semblait d'autant moins problématique au niveau déontologique, que les entretiens étaient réalisés après que la réalisation et passation des questionnaires avaient fait comprendre aux élèves ce que signifiait de participer à une enquête de sociologie.

Ces entretiens étaient structurés par une grille forgée durant notre ethnographie (voir les versions successives de ces grilles en annexe B), mais que nous n'avions pas sous les yeux afin d'éviter de donner un côté trop scolaire à la discussion. Un des enjeux de ces entretiens était de recueillir une information riche sur les pratiques de mobilité, notamment à travers le récit d'anecdotes. Une attention particulière était ainsi portée aux récits de situations de co-présence avec d'autres citadins ayant surpris ou déstabilisé les adolescents. Ces anecdotes permettaient d'accéder à l'interprétation réflexive de ces situations par les adolescents ainsi qu'aux détails de la scène faisant sens pour eux et ayant imprégné plus ou moins fortement leurs souvenirs.

Nous commencions chacun des entretiens en interrogeant les adolescents sur les trois lieux où ils préféraient se rendre en Ile-de-France. Nous avions prévu initialement de leur faire réaliser une carte de leurs déplacements, en nous appuyant sur des plans du réseau de transports en commun. Nous avons cependant rapidement abandonné cette idée, car elle déstabilisait un certain nombre d'adolescents en donnant un aspect trop scolaire à l'entretien et contrariait ceux ayant des difficultés à lire les plans du réseau. Les informations recueillies étaient d'ailleurs le plus souvent redondantes avec celles livrées par l'entretien.

Le principe de l'enregistrement ayant été largement accepté (à trois exceptions près), une version sur CD était remise au jeune quelques jours après la réalisation de l'entretien, à la demande initiale d'une grande partie des élèves (à l'origine, l'entretien leur était remis sous format papier). Nous interrogions également systématiquement les adolescents à la fin de l'entretien sur leur ressenti, la plupart nous confiant à cette occasion leur satisfaction. Plusieurs d'entre eux nous déclarèrent que cet entretien leur avait permis de mieux comprendre que la mobilité n'était pas innée et qu'ils avaient dû apprendre à se confronter à l'altérité. Il s'agissait néanmoins essentiellement d'adolescents ayant des pratiques de mobilité spécifiques, très fortement tournées vers la flânerie urbaine. D'autres, plus rares, nous confièrent leur impression d'avoir expérimenté une séance de « *psy* » leur ayant permis de mieux se connaître, confirmant ainsi que l'entretien avait permis un retour réflexif sur les pratiques. Enfin, une partie des élèves ayant peu l'occasion de se déplacer en dehors de leur quartier (voir infra, chapitre 9), souligna que cela leur avait fait du bien de parler des problèmes de leur vie quotidienne à un intervenant extérieur.

Ce questionnement immédiat sur leur ressenti n'était pas la seule occasion d'échange avec les élèves sur les entretiens. En effet, une fois les entretiens réalisés avec l'ensemble des volontaires, une séance de restitution était organisée en classe entière, suivie d'un débat sur les principaux résultats obtenus. Cette restitution a été mise en œuvre dans cinq des huit projets. Dans les trois derniers projets, nous n'avons pas eu le temps pour diverses raisons (absentéisme très important des élèves en fin d'année scolaire, changement impromptu des horaires de formation obligatoire pour les élèves…) de présenter nos résultats de recherche les plus récents aux élèves. Dans les autres projets, nous avons essayé de présenter de la manière la plus claire possible les différents profils qui se dégageaient des entretiens[68] et les hypothèses explicatives que nous avions de leurs pratiques de mobilité. Cette restitution était guidée à l'origine par des considérations déontologiques. Elle eut néanmoins des répercussions importantes au niveau des résultats scientifiques de notre recherche, en particulier sur la typologie des différentes manières d'habiter une ZUS. Des jeunes, issus de différents établissements scolaires, sont venus ainsi nous confier à la fin de la restitution qu'ils comprenaient notre typologie mais qu'ils se reconnaissaient en partie dans deux catégories. Ces remarques nous incitèrent à porter une attention plus soutenue aux processus d'apprentissage et de socialisation multiple des adolescents. Elles nous permirent de complexifier notre approche initiale trop statique et rigoriste de la typologie (voir infra, chapitre 10).

Cette méthode que nous venons d'exposer d'une co-construction d'une enquête de sociologie avec des adolescents possède des avantages déontologiques et scientifiques. Elle montre que les adolescents sont des acteurs capables et souvent désireux d'avoir un

[68] Les profils dégagés évoluant au fil des projets, nous n'avons malheureusement pas pu présenter devant les élèves la manière d'habiter une ZUS propre aux guerrières et aux filles de bonne famille (voir infra, chapitre 7).

regard réflexif sur leurs pratiques. Ceux-ci sont sans nul doute compétents pour interpréter ce que le sociologue dit à leur propos. Il n'est cependant pas certain que cette méthode soit aisée à mettre en œuvre dans des recherches sur d'autres sujets plus intimes que la mobilité. Elle ne prend également sens qu'en complémentarité avec les autres matériaux ethnographiques et statistiques que nous avons recueillis. Ces différentes méthodes s'éclairent mutuellement et soulèvent chacune des difficultés propres : les dimensions éthiques et scientifiques d'une recherche sur les adolescents ne sont guère dissociables, la méthode de collecte de données influant fortement sur le matériau recueilli. Il convient donc de revenir sur l'articulation entre nos matériaux qualitatifs et quantitatifs et sur la manière dont ils permettent différemment de comparer et d'expliquer les pratiques de mobilité des adolescents.

IV. L'articulation de nos différents matériaux et la construction d'une typologie des manières d'habiter

Nous utilisons dans notre travail à la fois des méthodes quantitatives (l'enquête EGT) et qualitatives (une ethnographie, des entretiens semi-directifs, des photographies et des textes d'adolescents). Ces méthodes diffèrent dans leurs modalités concrètes d'organisation du travail, dans la nature des données à expliquer, dans la manière dont elles construisent raisonnements explicatifs (Weber, 1995) et catégories d'analyse (Vigour, 2005). Néanmoins, ces différences n'impliquent pas une opposition frontale entre ces deux méthodes, ni l'impossibilité de dialogue entre elles. Plutôt qu'opposer les différentes méthodes qualitatives et quantitatives que nous avons utilisées, comment est-il possible de les combiner sans les dénaturer ?

Afin de répondre à cette question, nous déconstruirons dans un premier temps les oppositions habituelles qui sont faites entre ces deux grandes familles de méthodes. Nous montrerons dans un second temps en nous appuyant sur nos différents matériaux que ces méthodes diffèrent dans la façon dont elles construisent des hypothèses explicatives sur les pratiques. Puis, nous verrons que la manière dont elles élaborent des catégories d'analyse les différencie fortement : alors que les méthodes quantitatives s'appuient sur des catégories construites *a priori* grâce à la sélection de critères formels comme le sexe ou l'origine sociale, les méthodes qualitatives construisent des catégories par ressemblance de cas, durant et après la collecte des données. Nous exemplifierons ces deux points en expliquant comment et pourquoi nous avons construit une typologie des manières d'habiter à partir de nos matériaux qualitatifs. Ces constructions différentes des catégories d'analyse et des hypothèses explicatives ne sont alors pas sans conséquence sur les modalités de comparaison des pratiques des adolescents de ZUS et des autres quartiers. Nous verrons néanmoins dans un dernier temps qu'il a été possible de faire dialoguer en partie ces méthodes dans notre travail. Ce dialogue concerne beaucoup plus les hypothèses explicatives des pratiques de mobilité que les catégories d'analyse que construisent ces méthodes.

1. Une fausse opposition entre méthodes quantitatives et qualitatives ?

Les méthodes qualitatives et quantitatives sont souvent présentées comme diamétralement opposées. Pourtant, cette opposition, qui tient à la construction historique de ces méthodes et à leur légitimité, ne résiste pas à l'examen de l'histoire des sciences sociales. Ainsi, les exemples de collaboration entre sociologues utilisant des méthodes qualitatives et ceux mobilisant des données statistiques ne manquent pas[69]. L'opposition de ces deux types de méthodes repose souvent sur les conditions de collecte de données (Héran, 1984). Les sociologues quantitativistes peuvent avoir l'impression d'accéder à des

[69] Citons par exemple la collaboration de Merton et de Lazarsfeld à l'Université de Columbia après la seconde guerre mondiale (Pollak, 1979).

données plus objectives, car ils s'appuient sur des codes et des nomenclatures établis depuis longtemps dans la société, comme le sexe ou le revenu. Au contraire, les sociologues utilisant des méthodes qualitatives reprochent à ces chercheurs de ne pas prêter assez attention à la construction historique et sociale sur laquelle reposent ces nomenclatures. Ils leur reprochent également de négliger les biais afférents à la collecte de données, liés par exemple au fait que les individus n'ont pas la même capacité à objectiver leurs pratiques ou à comprendre certaines questions.

Pourtant, cette opposition ne reflète guère le travail de terrain des chercheurs. Dans la majorité des enquêtes qualitatives et quantitatives, ceux-ci ont le souci commun de retranscrire et d'interroger les conditions de prélèvement et d'établissement des données. Les chercheurs de l'INSEE qui travaillent sur la nomenclature des catégories socioprofessionnelles insistent ainsi sur la genèse historique de cette nomenclature. Ils ne séparent pas l'utilisation de cette nomenclature des conditions d'enregistrement, de codage et d'interprétation qui ont conduit à l'élaboration et à la compréhension des tableaux de données (Desrosières et Thévenot, 2005).

Plus largement, la distinction qui est faite entre ces deux grands types de méthodes repose bien souvent sur une opposition entre analyse micro et macrosociologique : les méthodes qualitatives se concentreraient sur des cas singuliers, alors que les méthodes quantitatives permettraient une généralisation de l'analyse (Desrosières, 2008). En conséquence, les premières auraient une portée plus descriptive que les secondes, qui permettraient au contraire de dégager des explications générales. Il est vrai que les méthodes qualitatives et quantitatives se différencient par la manière dont elles construisent catégories générales et raisonnements explicatifs. Néanmoins, elles ont toutes deux un objectif d'explication et de généralisation des résultats obtenus.

2. Des démarches explicatives différentes

Ces deux méthodes élaborent en effet toutes deux des hypothèses d'explication sur les pratiques observées, mais de manière différente : l'approche quantitative a recours à une analyse de type causale cherchant à expliquer des variations concomitantes entre variables, alors que l'approche qualitative procède par construction d'hypothèses explicatives à partir de la comparaison et la mise en relation de cas singuliers observés sur le terrain[70].

Les données quantitatives permettent tout d'abord la mise en œuvre d'un raisonnement probabiliste sur les chances qu'une catégorie donnée ait un certain type de pratiques. Le chercheur observe en effet des probabilités que telle modalité d'une variable apparaisse

[70] Il s'agit d'une opposition à grands traits, qui ne tient pas compte de la diversité interne à ces méthodes. Par exemple, l'analyse factorielle en statistique a une visée avant toute descriptive. Elle repose sur un raisonnement par analogie et non pas sur des inférences sur les liens observées entre variables : c'est la juxtaposition de configurations similaires qui sous-tend le propos du chercheur (Desrosières, ibid).

fréquemment associée à telle modalité d'une autre variable (par exemple, la diminution du nombre de déplacements des adolescents accompagnés par leurs parents à mesure que la taille de la fratrie augmente). Afin de construire des hypothèses explicatives sur ce lien observé entre variables, la part d'interprétation du chercheur est centrale : la diminution de l'accompagnement parentale est-elle une conséquence d'une moindre disponibilité en temps des parents liée à la taille de la fratrie, celle d'un accompagnement plus important par des frères et sœurs plus âgés, celle d'un modèle familial où l'enfant n'occupe pas une place centrale ? Pour s'assurer de la pertinence de ses hypothèses, le chercheur peut être alors conduit à construire de nouvelles variables qui entraîneront à leur tour de nouvelles hypothèses explicatives à tester. Il peut également, nous le verrons à la fin de cette partie, mener un travail qualitatif éclairant les corrélations statistiques qu'il observe.

Les matériaux qualitatifs permettent, quant à eux, de restituer de manière détaillée différents cas singuliers d'exercice d'une pratique, d'observer des récurrences et d'élaborer des hypothèses explicatives, amendées au fur et à mesure par des cas nouveaux. La première tâche du chercheur est de décrire ces cas singuliers, mais il doit également fournir des hypothèses d'explication sur leurs venues et leurs particularités. Ces hypothèses apparaissent au fil du travail de terrain, certaines se révélant peu à peu plus pertinentes que d'autres. Elles ne sont pas liées à une occurrence statistique (du type : « dans 90% des entretiens nous avons observé ce phénomène »), mais à la comparaison, l'opposition, la mise en relation de plusieurs cas singuliers. Le chercheur, à la façon d'un détective, mène une sorte d'enquête policière : il cherche des indices, voit son attention attirée par la répétition de certains cas, il procède à des recoupements, reconstitue des séries plausibles d'événements. L'important pour lui n'est donc pas d'accéder à un échantillon représentatif de la population qu'il étudie au sens statistique du terme, mais de multiplier les points de vue et les cas possibles (Becker, 2002). Le sociologue ne doit donc pas céder à ce que Passeron appelle le « *quantitatif honteux* » en voulant constituer un échantillon représentatif au sens statistique : la multiplication du nombre d'entretiens réalisés ne justifie pas la validité des hypothèses explicatives élaborées. Néanmoins, la production d'un corpus de descriptions nombreuses, détaillées et variées de situations permet d'observer des récurrences et des dissonances parmi les pratiques. Cela permet notamment de multiplier les chances de rencontrer des cas nouveaux, dont les hypothèses explicatives déjà construites n'arrivent pas à rendre compte. Ces cas négatifs permettent alors de réfuter ou d'enrichir les hypothèses précédemment construites. Le nombre d'entretiens ou d'observations à réaliser n'est alors pas borné par un chiffre magique (n=100), mais par le moment où le chercheur ne trouve plus de cas négatifs qui infirment les hypothèses explicatives qu'il a construites (Katz, 2010).

3. Deux conceptions différentes de la totalité

Si ces deux familles de méthodes se différencient dans la manière de construire des hypothèses explicatives sur les pratiques, elles diffèrent également dans leur construction

des catégories générales d'analyse (Desrosières, ibid)[71]. Les méthodes quantitatives ont pour objectif de recenser le plus exhaustivement possible des populations dotées de caractéristiques formelles identiques (la profession, le lieu de résidence…). Ce recensement exhaustif permet ensuite d'obtenir des résultats représentatifs sur les pratiques de ces populations. Au contraire, dans une démarche qualitative la totalité visée par les observations est celle d'une situation ou d'un processus typique. Les méthodes qualitatives construisent ainsi des catégories par analogie, en se fondant sur la valeur exemplaire des cas décrits. Les deux méthodes différent donc également dans leur temporalité d'élaboration des catégories, avant la collecte des données dans l'approche quantitative, pendant et après cette dernière dans l'approche qualitative.

L'échantillonnage est un problème incontournable, aussi bien pour les méthodes qualitatives que quantitatives. Néanmoins, chaque méthode reproche à l'autre de perdre une partie de la totalité : celle d'une personne ou d'une situation pour le quantitatif, celle d'une population pour le qualitatif (Desrosières, ibid). Les méthodes qualitatives se voient ainsi reprocher une incapacité à généraliser, c'est à dire à inférer, avec un certain degré de probabilité, une connaissance valable pour un tout exhaustif. Elles feraient courir le risque de donner trop de poids à des histoires singulières et de négliger les grandes variables qui structurent les pratiques d'une population (De Coninck et Massot, 2009). Réciproquement, les méthodes quantitatives se voient reprocher de regrouper à l'intérieur d'une même population des individus différents sous couvert qu'ils partagent une caractéristique formelle commune ou exercent une pratique similaire. Elles feraient courir le risque d'un manque de précision sur ces pratiques, notamment sur le sens que les individus leur donnent (De Coninck et Massot, ibid).

Ces deux manières différentes de construire des catégories d'analyse se retrouvent dans notre travail. Dans notre cinquième chapitre, nous procédons à une analyse statistique des pratiques de mobilité des adolescents en nous appuyant sur des catégories construites *a priori* : le quartier de résidence, la catégorie sociale, le sexe, l'âge et l'éloignement du centre de l'agglomération. Dans les chapitres suivants, nous construisons à l'inverse une typologie des manières d'habiter qui distingue les adolescents autrement que par ces grandes catégories d'analyses. Afin d'exemplifier la manière dont l'approche qualitative construit des hypothèses explicatives et des catégories d'analyse, nous allons revenir en détail sur l'élaboration de cette typologie.

4. Comment et pourquoi élaborer une typologie ?

L'exercice typologique est en effet non seulement une manière de construire des catégories d'analyse à partir de matériaux qualitatifs (les types), mais également de

[71] Il s'agit là encore d'une opposition à grands traits, ne tenant pas compte des manières diverses d'utiliser méthodes qualitatives et quantitatives. De nombreuses démarches typologiques sont ainsi élaborées à partir d'un matériau constitué de questionnaires, les catégories d'analyse apparaissant après le traitement de l'enquête et non a priori.

dégager des hypothèses explicatives sur les pratiques des individus, en comparant les types entre eux ou en les confrontant à des cas singuliers. Pour plus de clarté, nous reviendrons d'abord sur la manière dont nous avons construit notre typologie, avant d'en expliquer la finalité.

Il existe en sociologie trois manières d'élaborer une typologie : la méthode de la réduction de l'espace d'attributs, celle de l'idéaltype wébérien et enfin celle de l'agrégation autour d'unités-noyaux (Grémy et Le Moan, 1977).

La première méthode est une démarche déductive, menée essentiellement avec des matériaux quantitatifs, mais qui peut également être utilisée à partir d'entretiens. Elle consiste à caractériser les individus interrogés par un certain nombre d'attributs essentiels pour répondre à la problématique de recherche (par exemple la fréquence des sorties en dehors du quartier, le rapport aux différents modes de transports….). Le croisement de ces différentes variables permet d'obtenir des combinaisons variées. En ne retenant que les cases dans lesquels se trouvent un nombre significatifs d'individus, le chercheur obtient alors une typologie fondée sur la distribution empiriquement observable des attributs. Dans ce cas, la typologie « *est un ensemble de noms donnés aux cellules d'un tableau obtenu par tri croisé des variables* » (Becker, 2002, p. 283).

La seconde méthode est celle de l'idéaltype wébérien, qui consiste à sélectionner et à accentuer délibérément certains traits du fait étudié afin d'en formuler les caractéristiques essentielles (Coenen-Huther, 2006). Cette stylisation ne prétend pas englober ou rendre compte de la réalité dans son ensemble, elle est une construction intellectuelle du chercheur qui implique un effort d'abstraction. Les idéaltypes sont ainsi des modèles qui permettent d'avoir une meilleure intelligibilité des phénomènes sociaux étudiés. Mais cette construction scientifique est réalisée à partir d'une démarche empirique, elle synthétise les acquis d'une observation systématique du fait étudié. Nous ne partageons pas sur ce point la présentation que font Demazière et Dubar (2004, p. 275) de l'idéaltype, qui pour eux est déduit de la théorie du chercheur. Il nous semble que les auteurs confondent sur ce point deux moments de la recherche, celle de l'élaboration de l'idéaltype et celle, postérieure, de sa comparaison avec les pratiques des individus (Schnapper, 1999). En effet, l'idéaltype n'était pas pour Weber un but en soi de la recherche, mais le moyen de mener une analyse comparative afin d'expliquer la configuration historique singulière de la civilisation occidentale ou les différences entre systèmes religieux. Nous reviendrons sur ce point dans les lignes qui suivent.

La troisième méthode de construction d'une typologie est celle de l'agrégation autour d'unités-noyaux, appelée également « méthode des tas ». Il s'agit d'une procédure inductive de classement par essais et erreurs, consistant à regrouper l'ensemble des cas observés (le plus souvent des entretiens) autour d'un petit nombre d'entre eux. Ces unités-noyaux, qui ont une fonction d'attracteurs dans l'élaboration de la classification, sont choisis par le chercheur parce qu'ils concentrent un certain nombre de traits qui caractérisent également d'autres entretiens. Le chercheur réexamine alors ensuite successivement les différents entretiens, et il peut soit créer, diviser ou fusionner les tas

déjà existants autour des unités-noyaux : il crée un nouveau tas lorsqu'aucune ressemblance n'apparaît avec les unités-noyaux, il divise un tas existant lorsqu'un nouveau critère de classement lui apparaît désormais discriminant, il classe les entretiens dans un tas déjà constitué lorsqu'ils ressemblent fortement aux unités-noyaux. La différence de cette méthode avec celle de la réduction d'espaces d'attributs est qu'elle ne présuppose aucune catégorie *a priori* avant d'avoir commencé la tâche de classement. Elle se différencie aussi de celle de l'idéaltype wébérien, car le classement étant exclusivement empirique il ne comporte aucune élaboration théorique de la part du chercheur. Contrairement à l'idéaltype, un cas observé ne peut être alloué qu'à une seule case de la typologie, puisque ces cases sont justement constituées par les différents cas.

Si nous avons présenté de manière distincte les différentes méthodes de construction d'une typologie, les chercheurs combinent le plus souvent méthode des tas et de l'idéaltype (Schnapper, ibid, p. 105). La construction d'un idéaltype suppose ainsi inévitablement d'utiliser la méthode des tas, au moins à titre d'étape provisoire, avant ensuite d'élaborer des modèles cohérents d'intelligibilité. Le chercheur effectue un aller-retour constant entre démarches inductives et hypothético-déductives. Il compare en permanence les tas qu'il obtient par agrégation autour d'unités-noyaux avec l'idéaltype qu'il est en train de construire à partir des données de la recherche. Cet idéaltype correspond d'ailleurs souvent en partie à l'unité-noyau qui condense un certain nombre de ses caractéristiques, mais il ne coïncide jamais totalement avec lui. S'il ne veut pas se contenter de classer les individus, mais au contraire formuler des hypothèses explicatives sur leurs pratiques, le chercheur doit en effet nécessairement passer par l'élaboration théorique d'un idéaltype (Schnapper, ibid). C'est ainsi que nous avons procédé pour élaborer notre typologie des manières d'habiter.

Afin d'élaborer cette typologie, nous ne sommes pas parti des caractéristiques sociodémographique des adolescents, par exemple leur capital économique ou leur réussite scolaire. A l'inverse, certaines dimensions de leurs pratiques se sont révélées au fil de notre recherche très discriminantes pour distinguer ces adolescents entre eux, par exemple le rapport au quartier de résidence ou la manière de cohabiter avec des inconnus. Nous avons commencé à porter une attention soutenue à ces dimensions lors de notre ethnographie, avant d'en systématiser l'étude dans nos entretiens. Nous avons ensuite analysé nos matériaux qualitatifs en réalisant pour chaque adolescent une fiche condensant sa situation dans ces différentes dimensions. Ces fiches ne nous ont pas servi à classer les adolescents à partir des combinaisons obtenues par le croisement des dimensions d'analyse (méthode de réduction de l'espace des attributs). Nous avons au contraire cherché à comprendre les récurrences observées dans les profils des adolescents. L'idée que les pratiques de mobilité ne pouvaient être comprises sans lien avec l'ancrage résidentiel et qu'elles révélaient différentes manières d'habiter s'est imposée à cet instant.

Nous avons alors construit différentes manières typiques d'habiter, articulant de manière logique les différentes dimensions d'analyse identifiées précédemment. Nous nous servions pour cela d'entretiens dans lesquels apparaissait une cohérence importante entre

ces dimensions. Ces entretiens ont joué le rôle d'unités-noyaux et nous ont aidé à formaliser les premières versions de nos idéaltypes. Nous relevions ensuite dans chacun des autres entretiens les éléments se rapprochant le plus d'un idéaltype déjà constitué, afin d'en affiner la cohérence ou au contraire d'en élaborer un nouveau. C'est ainsi que deux manières typiques d'habiter ne sont apparues qu'à la toute fin de la recherche, celle des *guerrières* et des *filles de bonne famille* (voir infra, chapitre 7). Elles ont été élaborées à partir d'un nombre restreint d'entretiens, que nous avions beaucoup de difficultés à classer : les *filles de bonne famille* témoignent ainsi d'un attachement très fort à leur quartier qui les rapproche du type des *adolescents du quartier*, mais avec des pratiques de mobilité très différentes. Les pratiques de mobilité des *guerrières* présentent au contraire beaucoup plus de similarités avec celles de ces adolescents, mais elles ne partagent pas le même ancrage résidentiel.

Cette construction de manières typiques d'habiter n'a donc pas consisté à classer l'ensemble de nos entretiens en différents tas, pour ensuite constituer un individu moyen résumant chacun des tas. Si les pratiques de la majorité des adolescents peuvent être rendus intelligibles par le recours à un seul type, celles d'une partie d'entre eux ont pu servir à l'élaboration de deux types différents. Notre démarche se différencie ainsi de la méthode des tas, car elle n'aboutit pas à une classification stricte des adolescents (voir infra). Elle se différencie également de celle de réduction de l'espace des attributs, consistant à croiser différentes dimensions des pratiques de mobilité des adolescents. Ces dimensions constituent néanmoins un répertoire d'entrées permettant de caractériser empiriquement chaque type. Graphiquement, cela signifie qu'une manière typique d'habiter ne se trouve pas dans une case d'un tableau, mais qu'elle est le titre d'une colonne (voir infra, tableau 49).

Après avoir détaillé la construction de notre typologie, il convient d'interroger la pertinence de l'exercice typologique pour notre recherche : « *l'établissement d'une typologie est une des opérations les plus courantes et les plus pratiquées dans les sciences sociales. Mettre de l'ordre dans les matériaux recueillis, les classer selon des critères pertinents, trouver les variables cachées qui expliquent les variations des différentes dimensions observables, tels sont les objectifs les plus courants d'une typologie*» (Dubar et Demazière, ibid, p.274).

Cette typologie nous aide tout d'abord à ordonner la diversité de nos observations ethnographiques et de nos entretiens pour la remplacer par un ensemble intelligible et cohérent (Schnapper, ibid). Cette mise en ordre du réel n'est cependant pas une fin en soi : une typologie se différencie d'une classification, dont l'unique objectif est d'assigner les individus à une case d'un tableau afin de les présenter de manière ordonnée (Schnapper, ibid, p. 64). L'objectif de notre typologie n'est pas de classer de manière rigide les adolescents interrogés, mais de rendre intelligibles et d'expliquer leurs pratiques. Aucune manière typique d'habiter ne se retrouve ainsi à l'état pur dans la réalité des expériences vécues. Cela permet de répondre au reproche que l'on fait souvent à la typologie « *d'enfermer les gens dans une catégorie (...) et de ne pas prendre en compte la dynamique des trajectoires et des situations (...) alors qu'une analyse*

typologique bien menée implique souplesse et mobilité » (Schnapper, ibid, p. 115). Les individus se conforment certes majoritairement à la logique d'un des types élaborés par le sociologue. Néanmoins, ils sont toujours susceptibles au cours du temps de faire des expériences qui se rapprochent plus ou moins des différents types. Leurs pratiques peuvent être successivement rendus intelligibles par un type puis par un autre, selon les contextes d'action ou les différentes étapes de leur trajectoire.

Parce qu'elle ne classe pas des individus, la démarche typologique permet alors de dégager des hypothèses explicatives sur leurs pratiques, en montrant comment un individu « vient » dans une case de la typologie et comment il en « sort ». Notre typologie a donc pour finalité ultime de comprendre et d'expliquer pourquoi dans un contexte donné les adolescents habitent de telle ou telle manière leur quartier. Nous nous appuyons pour cela sur deux types de comparaison, d'une part entre les différentes manières typiques d'habiter, d'autre part en confrontant des cas singuliers à ces idéaltypes.

Une première modalité de comparaison consiste à confronter les différentes manières typiques d'habiter à des adolescents singuliers dont les pratiques peuvent être rendues intelligibles par deux types ou qui sont passés d'un type à l'autre avec la montée en âge. Dans cette optique, la typologie sert à délimiter des types possibles de pratiques, pour ensuite mieux pouvoir expliquer les changements de pratiques selon les contextes. En nous inspirant de la démarche de Lahire (2004), qui insiste sur l'importance des dissonances et des combinaisons hétérogènes de propriétés générales dans les pratiques des individus, nous présenterons ainsi dans notre dixième chapitre des portraits d'adolescents passant d'une case à une autre de la typologie. Ces études de cas nous permettront d'analyser les processus de transformation des manières d'habiter sans les plaquer sur la simple montée en âge, mais en portant une attention soutenue aux changements de contextes d'action. Ils permettront également de tester des hypothèses explicatives sur les pratiques de mobilité des adolescents, en faisant apparaître les éléments qui favorisent le passage d'un type à un autre. Précisons néanmoins que la structuration de certaines manières typiques d'habiter par des variables déterminantes, comme le sexe ou la trajectoire résidentielle, fait que certains passages d'un type à l'autre sont très rarement observés.

En effet, notre typologie des manières d'habiter ne prend sens qu'à partir des processus structurels dans lesquels elles s'inscrivent. La comparaison entre les différents types doit ainsi permettre de rendre compte de la singularité de chacun des types et des conditions nécessaires à leur existence. Si notre typologie n'a pas pour objectif de classer les adolescents, nous n'avons pas pour autant abandonné l'ambition d'expliquer pourquoi certains adolescents se retrouvent majoritairement dans tel ou tel idéaltype selon leur potentiel de mobilité, les dispositions qu'ils ont acquises dans la sphère familiale ou dans leur quartier de résidence et les épreuves qu'ils ont affrontées auparavant dans leur mobilité. L'élaboration d'une typologie peut alors également être un instrument de comparaison entre les adolescents de ZUS et ceux d'autres quartiers.

5. Comment comparer les pratiques de mobilité des adolescents ?

Un objectif majeur de notre travail est de déterminer s'il existe des différences dans les pratiques de mobilité des adolescents selon qu'ils résident ou non en ZUS, mais également parmi les adolescents de ces quartiers. Cet objectif suppose de mener une comparaison raisonnée afin de démêler l'influence des effets d'âge et des variables sociales ou territoriales sur les pratiques de mobilité. Cette comparaison n'est pas la même avec les méthodes qualitatives et quantitatives.

A première vue, cette comparaison peut sembler plus facile à mener avec un matériau quantitatif comme l'enquête EGT. Le recensement exhaustif après pondération des déplacements des franciliens un jour donné permet de comparer la mobilité des adolescents en fonction de catégories d'analyse construites *a priori* : le quartier de résidence et l'origine sociale. Pour mener cette comparaison, nous avons donc dû construire des indicateurs renseignant la résidence en ZUS et la catégorie sociale des adolescents à partir des données disponibles dans l'EGT (voir supra). Il ne faut donc pas oublier la part d'interprétation et de sélection des données qui préside à la construction de ces indicateurs. De plus, mesurer la spécificité éventuelle des pratiques des adolescents de ZUS à partir d'un matériau comme l'EGT soulève un problème méthodologique : l'effet quartier (voir supra, chapitre 2). La recherche de facteurs explicatifs propres au quartier et non aux caractéristiques de ces habitants passe par l'emploi de modèles de régression logistique, qui permettent d'isoler le poids propre de chaque variable. Néanmoins, une influence propre du cadre urbain étant inversement proportionnelle à l'incomplétude du modèle, elle peut très bien masquer des caractéristiques inobservées des adolescents. Enfin, la taille de l'échantillon de l'EGT ne permet pas de différencier les adolescents de ZUS autrement que par leur sexe, le fait d'être âgé ou non de plus de quatorze ans et l'éloignement du centre de l'agglomération.

Les outils qualitatifs supposent quant à eux de raisonner en termes d'occurrences (Vigour, 2005), en essayant de comprendre pourquoi certaines pratiques de mobilité sont plus représentées dans une catégorie sociale et un quartier que dans d'autres. Notre typologie des manières d'habiter s'avère alors un outil de comparaison pertinent. Elle offre tout d'abord l'avantage de différencier les adolescents de ZUS autrement que par leur sexe, âge ou éloignement du centre de l'agglomération. Elle permet aussi de montrer et d'expliquer pourquoi les adolescents ont selon leur origine sociale et/ou résidentielle des manières d'habiter qui se rapprochent plus d'un type que d'un autre. Utiliser cette typologie des manières d'habiter comme un instrument de comparaison nécessite de mener des investigations empiriques auprès d'adolescents ne résidant pas en ZUS mais étant issus de milieux sociaux pas trop éloignés des habitants de ces quartiers. C'est la raison pour laquelle nous avons interrogé des adolescents « petits-moyens » (Cartier, Coutant, Masclet et Siblot, 2008) fréquentant les mêmes établissements que ceux qui habitent en ZUS. En effet, prendre comme base de comparaison des adolescents de catégories supérieures n'aurait pas été très judicieux. Il aurait été malaisé d'interpréter d'éventuelles différences marquées dans les manières d'habiter : sont-elles une

conséquence de la spécificité des pratiques des adolescents de classes supérieures ou de celles des adolescents de ZUS ?

6. Comment combiner nos matériaux qualitatifs et quantitatifs sans les dénaturer ?

Nos matériaux qualitatifs et quantitatifs permettent donc tous les deux de mener une comparaison entre les pratiques des adolescents de ZUS et celles d'adolescents d'autres quartiers. Nous avons pu également les combiner afin d'affiner les hypothèses explicatives tirées de chacun de ces matériaux sur les pratiques de mobilité des adolescents.

La combinaison des méthodes qualitatives et quantitatives n'est pas une nouveauté en sociologie, comme le montrent certains classiques de la sociologie urbaine (Young et Willmott, [1957], 2010)[72]. Des travaux plus récents sur le déclassement social s'appuient à la fois sur les enquêtes Formation et Qualification Professionnelle de l'Insee et des entretiens semi-directifs (Peugny, 2009) : l'analyse qualitative permet d'accéder à la manière dont les individus vivent le déclassement, alors que l'exploitation de données statistiques permet de dépasser la singularité des parcours individuels afin de mettre en évidence des variables structurelles jouant sur ce processus de déclassement.

Au-delà de la complémentarité de ces deux méthodes, l'intérêt de les combiner repose également sur le va-et-vient qu'effectue le chercheur entre les deux matériaux. Ce va-et-vient permanent permet de questionner et d'améliorer les hypothèses explicatives des pratiques élaborées à partir de ces différents matériaux.

Ce va-et-vient a par exemple été fécond dans une enquête ethnographique sur le travail domestique et le jardinage s'appuyant également sur des questionnaires et une enquête de l'Insee (Weber, 1995). L'écart entre les observations locales et les résultats statistiques permet d'améliorer la compréhension de l'ethnographe sur son terrain, car celui-ci doit élaborer des hypothèses explicatives de cette spécificité locale. La connaissance du caractère banal ou exceptionnel du cas étudié sur le terrain aiguille également l'interprétation qui en est faite. En retour, les observations ethnographiques orientent également le travail du chercheur travaillant sur des données statistiques. Elles permettent tout d'abord de reconstituer des processus rendant compte des corrélations statistiques observées. D'autre part, elles permettent d'interroger la pertinence de variables statistiques, voire de proposer la construction de nouvelles variables d'analyse. Ainsi, les observations ethnographiques montrent que le travail extraprofessionnel n'a pas la même signification pour les propriétaires d'une maison individuelle, qui disposent de place, que pour les accédants à la propriété pour qui ce travail peut être une nécessité financière. La distinction entre ces deux catégories de population peut alors être introduite dans le

[72] Les travaux de l'Ecole de Chicago combinent également fréquemment l'observation ethnographique d'un quartier et des tabulations statistiques, notamment le recensement de la population du quartier.

traitement des données statistiques. Enfin, les hypothèses d'explication des pratiques proposées par l'ethnographe peuvent elles-mêmes être utilement soumises à l'épreuve de la vérification statistique.

Ce va-et-vient entre méthodes quantitatives et qualitatives n'est pas propre qu'à l'ethnographie. Il peut également être utilisé avec les entretiens, comme le montre une enquête sur la manière dont les individus structurent leurs activités en périphérie du temps de travail (De Coninck et Massot, ibid). Cette enquête mobilise à la fois des entretiens, l'enquête Emploi du temps de l'Insee et l'enquête EGT. Chaque matériau utilisé fait naître des hypothèses d'explication sur les corrélations statistiques ou les caractéristiques des pratiques observées. Ces hypothèses sont testées et affinées par le recours à l'autre méthode afin de reconstituer au mieux la manière dont les individus orchestrent leurs diverses activités quotidiennes.

En ce qui concerne notre recherche, nous avons également mené un va-et-vient entre méthodes qualitatives et quantitatives. Ce va-et-vient est lié principalement à la chronologie de notre travail de thèse. Notre travail de terrain ethnographique s'est tenu du début de la première année de doctorat à la moitié de la seconde et les entretiens semi-directifs ont été menés la deuxième et troisième année. Les données de l'enquête EGT ont quant à elles été exploitées principalement quelques mois avant et après le début de notre doctorat, puis retravaillées à la fin de la troisième et au début de la quatrième année.

Chacun de nos matériaux a permis de formuler des hypothèses explicatives sur les pratiques des adolescents de ZUS, qui ont été ensuite intégrées aux autres terrains de recherche. L'enquête EGT met par exemple en évidence un moindre accompagnement des adolescents de ZUS par leurs parents (voir infra, chapitre 5). Pour expliquer cette spécificité, nous avons mis en évidence une corrélation entre les variations d'accompagnement des parents et leur disponibilité en temps et en voiture individuelle. Nous avons donc formulé l'hypothèse que le faible accompagnement des adolescents de ZUS s'explique par la moindre disponibilité de leurs parents. Cela nous a conduit sur nos différents terrains qualitatifs à être attentif à la structure familiale du ménage des adolescents et à la présence ou non d'une voiture.

Nos matériaux qualitatifs nous ont également permis de préciser certaines hypothèses explicatives esquissées par notre exploitation de l'enquête EGT, notamment une influence du cadre urbain sur les pratiques de mobilité des adolescents. Ils nous ont aussi apporté des éclairages sur certaines corrélations statistiques à propos desquelles l'exploitation de l'EGT ne fournissait pas d'hypothèses explicatives, comme par exemple l'augmentation de l'accompagnement des filles de ZUS en voiture après quatorze ans.

Réciproquement, les matériaux qualitatifs ont fait naître des hypothèses explicatives qui nous ont conduit à réinterroger l'enquête EGT afin de les confirmer. Ils ont par exemple fait apparaître l'importance des dispositions acquises dans la sphère familiale vis-à-vis des transports en commun sur les pratiques des adolescents (voir infra, chapitre 7). Afin de valider statistiquement cette hypothèse, nous avons alors introduit dans l'analyse de

l'EGT la variable suivante : « les parents ont pris les transports en commun le week-end pour exercer une activité extra-professionnelle ».

Si ce va-et-vient entre nos matériaux qualitatifs et quantitatifs nous a aidé à affiner certaines hypothèses explicatives, il a été beaucoup moins fécond pour faire dialoguer nos résultats statistiques et notre typologie des manières d'habiter. Cette typologie n'est ainsi pas observable directement dans l'enquête EGT (même si certains idéaltypes portent la trace de caractéristiques des adolescents de ZUS identifiées statistiquement, comme un usage précoce des transports en commun ou une immobilité plus importante des filles). Afin de valider statistiquement cette typologie, de l'affiner ou de la remodeler, il conviendrait de disposer dans l'EGT de variables comme un indice de satisfaction vis-à-vis du voisinage et du quartier de résidence (ce que ne permet pas une exploitation secondaire de cette enquête).

V. Des méthodes de recherche complémentaires négligées ?

Afin de conclure ce chapitre méthodologique, nous insistons sur quatre grands types de méthodes que nous n'avons pas mises en œuvre, mais qui auraient permis sans nul doute d'enrichir nos résultats de recherche. Tout d'abord, nous n'avons pas mené une approche praxéologique (Quéré, 1991) sur la mobilité, qui aurait consisté à réaliser une ethnographie systématisée du comportement des adolescents dans leurs déplacements. Elle aurait nécessité une présence constante dans les transports en commun sur une temporalité longue. De même, une autre piste envisagée mais abandonnée par manque de temps, aurait consisté à réaliser une ethnographie dans les lieux prisés par les adolescents, comme le Forum des Halles ou le centre commercial Rosny 2. Cette démarche présente l'avantage de pouvoir être couplée en partie avec la méthode précédente, car le sociologue emprunte les mêmes transports que les jeunes pour se rendre dans ces lieux.

La piste de recherche consistant à réaliser des entretiens avec les parents des adolescents interrogés (Goyon, 2009) a également été abandonnée. Elle aurait certainement permis de creuser les hypothèses explicatives sur la transmission de dispositions vis-à-vis de la mobilité et la symétrie des déplacements entre parents et adolescents. Nous n'avons pas exploré cette piste, par crainte de rompre le lien de confiance noué avec les adolescents. En effet, ces derniers souhaitaient établir une frontière étanche entre ce qu'ils nous confiaient et leurs parents. Aucun adolescent ne nous a ainsi proposé de rencontrer ses parents, à deux exceptions près : Ibrahima, le jeune avec lequel la relation de confiance était la plus forte dans notre travail ethnographique et dont la mère travaille dans une association d'aide aux migrants de la commune ; un élève ayant oublié de remplir la demande d'autorisation pour les sorties avec le photographe professionnel, que nous avons alors accompagné jusqu'à son domicile.

Enfin, nous n'avons pu saisir les dynamiques d'apprentissage des adolescents dans la mobilité que par les retours biographiques dans les entretiens ou l'observation, sur un temps trop court, des évolutions des pratiques de certains jeunes durant l'année que nous avons passé dans la maison de quartier. Nous n'avons donc pas suivi une cohorte d'adolescents sur plusieurs années, de l'adolescence à l'âge adulte. Nous pourrions recontacter dans les années qui viennent une partie des adolescents interrogés pour réaliser un nouvel entretien et observer l'évolution de leurs pratiques et représentations avec la montée en âge (MacLeod, 2004). C'est une porte que nous laissons ouverte pour poursuivre nos investigations dans le futur….

Partie II – Résultats de recherche

Chapitre 5 : Cadrage statistique du potentiel et des pratiques de mobilité des adolescents de ZUS

Source : Photographie d'un élève de seconde professionnelle (2010)

L'objectif de ce cinquième chapitre est d'opérer un cadrage statistique des pratiques de mobilité des adolescents de catégories populaires de ZUS, afin de les comparer avec celles des adolescents franciliens d'une autre origine résidentielle et/ou sociale. Ces pratiques seront appréhendées ici principalement avec le paradigme de la mobilité comme accessibilité, c'est-à-dire comme des déplacements permettant de réaliser des activités.

Nous ne nous contenterons pas de caractériser ces pratiques. Nous tenterons également de formuler, à partir des données statistiques disponibles, des hypothèses explicatives sur certaines spécificités du programme d'activités des adolescents de ZUS. La réalisation de

ce programme est en effet contrainte par le potentiel de mobilité des adolescents, lié à leur environnement économique et social ainsi qu'à leur localisation résidentielle. Nous distinguerons alors analytiquement ce que l'enquête EGT nous apprend du potentiel de mobilité des adolescents de ZUS de ce qu'elle nous dit sur leurs pratiques.

Ces pratiques sont néanmoins également influencées par les dispositions acquises dans la famille et dans le quartier de résidence. C'est la raison pour laquelle nous mettrons en relation les pratiques des adolescents avec celles de leurs parents. Nous introduirons également dans les modèles de régression la variable « habiter en ZUS » afin de mesurer l'influence du contexte urbain de résidence sur ces pratiques.

La description de potentiels et la caractérisation de pratiques ne prendront néanmoins sens qu'en relation avec la problématique générale de notre recherche sur les liens dynamiques entre mobilité et socialisation. La mobilité constitue une étape importante de la socialisation des adolescents, car elle est le support de l'émancipation de la tutelle des parents et du passage du monde familier au domaine public. Nous porterons en conséquence une attention soutenue à l'évolution de l'accompagnement des déplacements ainsi qu'aux différentiels de sortie des adolescents en dehors de leur commune.

Nous procéderons pour cela en cinq temps. Nous caractériserons tout d'abord le potentiel de mobilité des adolescents de ZUS. Nous verrons ainsi que leur accès aux différents modes de transports est relativement ambivalent : ils ont généralement un meilleur accès aux transports en commun que les autres adolescents, mais ils résident plus fréquemment dans des ménages faiblement motorisés. Cette faible motorisation est alors redoublée par une moindre disponibilité de leurs parents en temps et en ressources économiques.

Nous montrerons alors dans un second temps que cet environnement social et géographique particulier conduit à un usage spécifique des modes de transports : les adolescents de ZUS sont beaucoup moins accompagnés en voiture que dans les autres quartiers, ils se déplacent plus fréquemment à pied et ils expérimentent de manière précoce l'autonomie dans les transports en commun.

Nous verrons ensuite que cet usage des différents modes est en adéquation avec un programme d'activités spécifique, avec plus de visites amicales ou de promenades et moins de loisirs que les autres adolescents. Il conduit également à une concentration plus importante des déplacements autour du domicile et à des sorties moins nombreuses en dehors de la commune. Les inégalités de genre sont cependant très marquées dans ces quartiers, car les filles se déplacent bien moins que les garçons, particulièrement en soirée.

En lien avec notre problématique de recherche, il ne faudra cependant pas en conclure que les adolescents de ZUS accèdent moins que les autres aux effets socialisants de la mobilité. Nous verrons en effet que s'ils sortent moins de leur quartier, c'est avant tout parce qu'ils réalisent peu d'activités avec leurs parents. Au contraire, ils ont autant

d'activités autonomes en dehors de leur commune que les autres adolescents de catégories populaires et moyennes.

Nous nous intéresserons dans un dernier temps aux effets de la montée en âge sur les pratiques des adolescents. Nous verrons ainsi que si l'accompagnement des déplacements diminue dans les autres quartiers, celui des filles augmente en ZUS. Cela n'est alors pas sans conséquence sur les différences entre filles et garçons de ZUS dans la réalisation d'activités autonomes en dehors de leur commune à partir de quinze ans.

Nous nous concentrerons principalement dans les lignes qui suivent sur les déplacements effectués durant le week-end. En effet, les différences entre adolescents y sont plus prononcées qu'en semaine, où le programme d'activité est marqué par le poids des trajets entre le domicile et les établissements scolaires. Ceux-ci représentent, dans tous les quartiers, près de trois quarts des déplacements effectués quotidiennement. Néanmoins, l'observation du programme d'activités extrascolaires des adolescents de ZUS en semaine permet de confirmer les constats tirés sur la mobilité du week-end. Il témoigne lui aussi de la moindre disponibilité des parents, avec un faible nombre de déplacements accompagnés, peu d'activités de loisirs, mais une forte sociabilité amicale à l'intérieur de la commune. Les adolescents de ZUS se caractérisent également par une proximité plus importante du domicile aux établissements scolaires fréquentés. En lien avec des considérations économiques, cette proximité se traduit par des retours plus fréquents au domicile aux heures du repas.

I. L'environnement social et géographique des adolescents de ZUS : un moindre potentiel de mobilité ?

Les pratiques de mobilité des adolescents sont très fortement déterminées par les caractéristiques socio-économiques de leur ménage, leur structure familiale ainsi que par leur accès aux différents modes de transports. Sur ce point, les adolescents de ZUS se caractérisent par une moindre disponibilité de leurs parents en temps, argent et voiture individuelle, mais également par un meilleur accès en transports en commun aux centralités urbaines de la région.

1. L'accès aux différents modes de transport

Contrairement aux idées reçues, les adolescents de ZUS n'ont pas un moins bon accès en transports en commun aux centralités urbaines que les autres adolescents franciliens. Ils mettent ainsi le même temps que les autres adolescents, exception faite de ceux de catégories supérieures, à se rendre à pied à la station de métro, de tramway, de RER ou de train la plus proche de chez eux. Ils sont également plus nombreux que les autres adolescents de catégories populaires ou moyennes à pouvoir rejoindre rapidement en transports en commun le centre de l'agglomération et les centralités commerciales de la région.

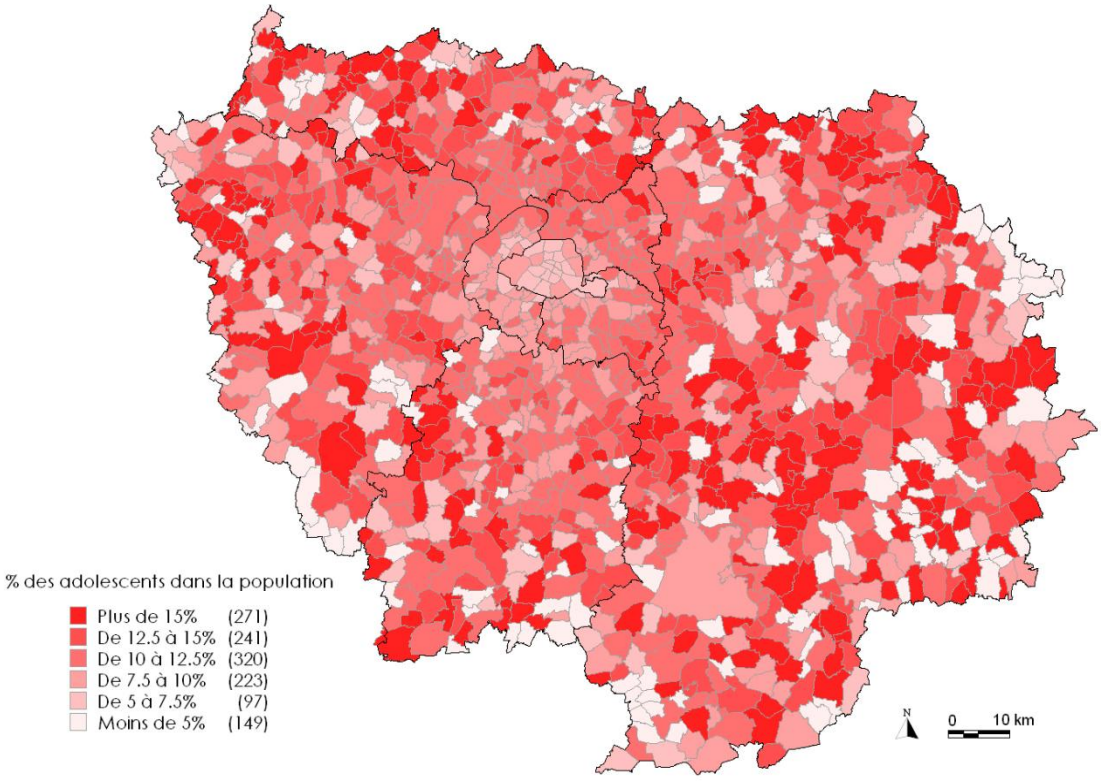
Tableau 4: l'accès aux transports en commun des adolescents franciliens

	Catégories populaires	Catégories moyennes	Catégories supérieures
Adolescents à plus de 30 mn en TC des Halles			
- En ZUS	**15,7%**	8,2%	NS
- En Ile-de-France (IDF)	**21,7%**	**25,3%**	**16,1%**
Adolescents à plus de 30 mn à pied de l'axe lourd de transports le plus proche			
- En ZUS	**38,3%**	27,1%	NS
- En IDF	**35,6%**	**36%**	**27,1%**
Adolescents à plus de 10 mn en bus de l'axe lourd de transports le plus proche			
- En ZUS	**0,6%**	0%	NS
- En IDF	**3,9%**	**7,6%**	**5%**
Adolescents à plus de 15 mn en TC d'une centralité commerciale francilienne			
- En ZUS	**25,8%**	18,1%	NS
- En IDF	**36,2%**	**37,8%**	**34,6%**
Adolescents résidants en grande couronne			
- En ZUS	**39,5%**	33,4%	NS
- En IDF	**47,9%**	**55,2%**	**47,1%**

Lecture : 21,7% des adolescents de catégories populaires mettent plus d'une demi-heure en transports en commun pour se rendre à la station Châtelet-les-Halles depuis leur domicile. Parmi ceux qui résident en ZUS, 15,7% sont dans ce cas.
Source : EGT 2002. Calculs de l'auteur.

Cet accès rapide aux transports en commun s'explique tout d'abord par la densité importante de population dans ces quartiers. Mais, il est surtout lié à la surreprésentation des adolescents de ZUS en petite couronne. En effet, plus de la moitié des adolescents franciliens résident en grande couronne (figure 4), en raison sans doute de l'augmentation du prix du foncier à proximité du centre de l'agglomération. A l'inverse, les adolescents de catégories populaires de ZUS ne sont que 39,5% à y habiter. Ils se distinguent ainsi très fortement des autres adolescents de catégories populaires, qui sont surreprésentés dans les communes périurbaines, les agglomérations isolées et les communes rurales d'Ile de France.

Figure 4: Proportion d'adolescents dans la population par commune



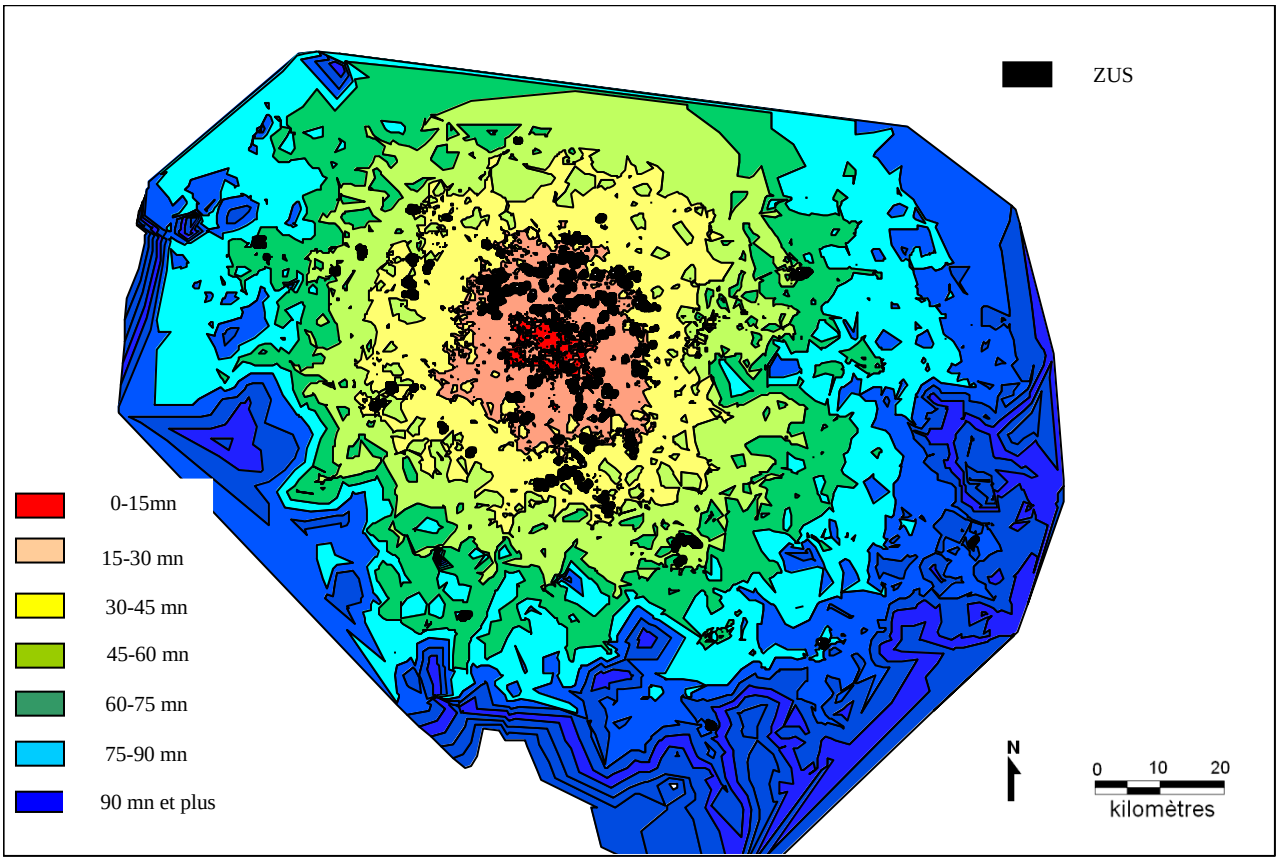
Source : RGP 1999 (1/20ème) de l'INSEE. Conception et réalisation : L. Proulhac (LVMT)

Rappelons néanmoins que nos indicateurs d'accès en transports en commun ont été calculés sous une hypothèse de temps d'attente nul et qu'ils ne prennent pas en compte le coût temporel des changements de mode. Ils ne permettent ainsi pas de renseigner totalement la qualité de la desserte des ZUS, notamment en termes de fréquence et d'amplitude des horaires. Ils ne prennent également sens que pour les adolescents et non pour les autres habitants de ces quartiers, notamment les actifs, car ils ne disent rien de l'accessibilité en transports en commun aux bassins d'emploi (qui sont de moins en moins situés à proximité du centre de l'agglomération pour les ouvriers et les professions intermédiaires).

Néanmoins, ce constat d'une relative bonne desserte en transports en commun des ZUS franciliennes est corroboré à l'échelle nationale par les enquêtes « conditions de vie des ménages » de l'INSEE. Ces enquêtes montrent que les habitants de ZUS sont plus nombreux que les autres ménages urbains à juger leur quartier bien desservi, même si les distinctions internes aux ZUS sont importantes sur ce point (Choffel, 1996). A une échelle plus locale, ce constat est également confirmé par des enquêtes dans les agglomérations lyonnaises et stéphanoises (Begag et Rossini, 1999). Pour ces auteurs, les ZUS se caractérisent avant tout par une distance culturelle entre leurs habitants et les autres citadins, et non par un mauvais raccordement en transports en commun au reste de la ville.

Rappelons enfin que ces indicateurs ne renseignent pas le temps effectif que mettent les adolescents pour rejoindre les centralités urbaines de la région, car ils sont calculés sous l'hypothèse d'un usage exclusif des transports en commun ou de la marche à pied. Ils ne prennent donc pas en compte le possible accompagnement en voiture jusqu'à une station de transports en commun.

Figure 5 : Eloignement en transports en commun du centre de l'agglomération par tranches de quinze minutes



Source : modèle Davisum de la Dreif. Conception et réalisation de l'auteur.

La desserte en transports en commun ne suffit néanmoins pas à résumer l'accès des adolescents à ce mode. Cet accès dépend également du coût financier occasionné par un

déplacement en transport en commun, et donc de la possession, ou non, d'une carte d'abonnement.

Nous avons vu que la mise en place de la carte Imagin'R occupait une place importante dans le volet mobilité de la politique de la ville (voir supra, chapitre 2) : elle est dézonée le week-end et elle bénéficie d'aides tarifaires importantes des conseils généraux, notamment pour les adolescents boursiers. Plus d'un quart des adolescents de ZUS dispose ainsi d'un abonnement Imagin'R, proportion sensiblement équivalente aux autres adolescents de catégories populaires et moyennes.

Tableau 5: Les adolescents franciliens titulaires de la carte Imagin'R

11-18 ans	Catégories populaires	Catégories moyennes	Catégories supérieures
-En ZUS	**24%**	**32,3%**	NS
- En IDF	**26,1%**	**26,7%**	**32,5%**

Lecture : 24% des adolescents de catégories populaires résidant en ZUS sont titulaires de la carte Imagin'R.
Source : EGT 2002. Calculs de l'auteur

Le nombre plus important d'adolescents de catégories supérieures (ou de catégories moyennes résidant en ZUS) titulaires de cet abonnement s'explique principalement par leur surreprésentation dans Paris intra-muros. Ces adolescents sont ainsi plus nombreux que les autres à se rendre précocement en transports en commun dans leurs établissements scolaires. Cette variable est ainsi celle, avec la distance entre l'établissement scolaire et le domicile, qui influence le plus significativement l'accès à la carte Imagin'R dans les modèles de régression logistique (tableau 6). L'accès à cette carte augmente également avec la montée en âge et elle diminue avec l'éloignement à pied d'un axe lourd de transport (qui entraîne sans doute l'utilisation du ramassage scolaire en semaine pour se rendre en cours). Au contraire, le nombre de voitures dans le ménage et le revenu des parents n'ont pas d'effets propres sur la possession de la carte Imagin'R[73]. Ce résultat indique une réussite de la politique tarifaire menée par les conseils généraux. Il témoigne également du fait que cette carte est pensée avant tout par les parents comme un instrument de mobilité scolaire, et non comme un outil permettant de compenser l'absence de voitures afin de réaliser des activités extrascolaires.

[73] L'influence négative de la taille de la fratrie sur l'accès à cette carte reste quant à elle à expliquer. Elle est peut être liée au rôle de variables économiques dans le choix des parents que renseignent mal la variable « revenu par unité de consommation du ménage ».

Tableau 6: rapport des risques relatifs pour la possession de la carte Imagin'R

Mode de transport utilisé pour aller en cours	
TC	**9*** **
Voiture	NS
Marche	Référence
Distance domicile-école	
A moins de 600 mètres	
Entre 600 et 1200 mètres	**0,6** **
Entre 1200 et 3000 mètres	Référence
Plus de trois kilomètres	**2,8*** **
	4,2* **
Age	
11-14 ans	Référence
15-18 ans	**2,3*** **
Distance à pied à l'axe lourd de TC	
Moins de 10 mn	**1,9*** **
Entre 10 et 20 mn	Référence
Entre 20 et 30 mn	**0,7***
Plus de 30 mn	**0,4*** **
Distance aux Halles en TC	
Moins de 10 mn	NS
Entre 10 et 20 mn	Référence
Entre 20 et 30 mn	NS
Plus de 30 mn	**0,5*** **
Milieu social	
Classes populaires	NS
Classes moyennes	Référence
Classes supérieures	**1,9*** **
Taille de la fratrie	
Aucun frère et sœur	**1,4** **
Un frère	Référence
Deux frères	**0,5** **
Plus de deux frères	NS

Lecture : toutes choses égales par ailleurs, les adolescents se rendant en transports en commun dans leur établissement scolaire ont neuf fois plus de chances que les autres adolescents d'être titulaire de la carte Imagin'R.
Source : EGT 2002. Calculs de l'auteur
***** significatif au seuil de 1%** **** significatif au seuil de 5%** *** significatif au seuil de 10%**

L'influence du mode utilisé pour se rendre en cours sur l'accès à la carte Imagin'R explique que les adolescents de ZUS soient un peu moins nombreux que les autres à posséder cette carte, malgré leur surreprésentation en petite couronne. En effet, ils rejoignent plus fréquemment à pied leur établissement que les autres adolescents (tableau 7), notamment parce que celui-ci est situé plus à proximité du domicile (tableau 8).

Tableau 7: Adolescents se rendant à pied à leur établissement scolaire

	Catégories populaires	Catégories moyennes	Catégories supérieures
- En ZUS	**67,5%**	54%	NS
- En IDF	**54,3%**	**42,2%**	**35,6%**

Lecture : 67,5% des adolescents de catégories populaires résidant en ZUS se sont rendus à pied à leur établissement depuis leur domicile.
Source : EGT 2002. Calculs de l'auteur

Tableau 8: Adolescents dont l'établissement scolaire est situé à moins d'un kilomètre du domicile

	Catégories populaires	Catégories moyennes	Catégories supérieures
- En ZUS	**59,8%**	54,4%	NS
- En IDF	**51,7%**	**45,1%**	**37,7%**

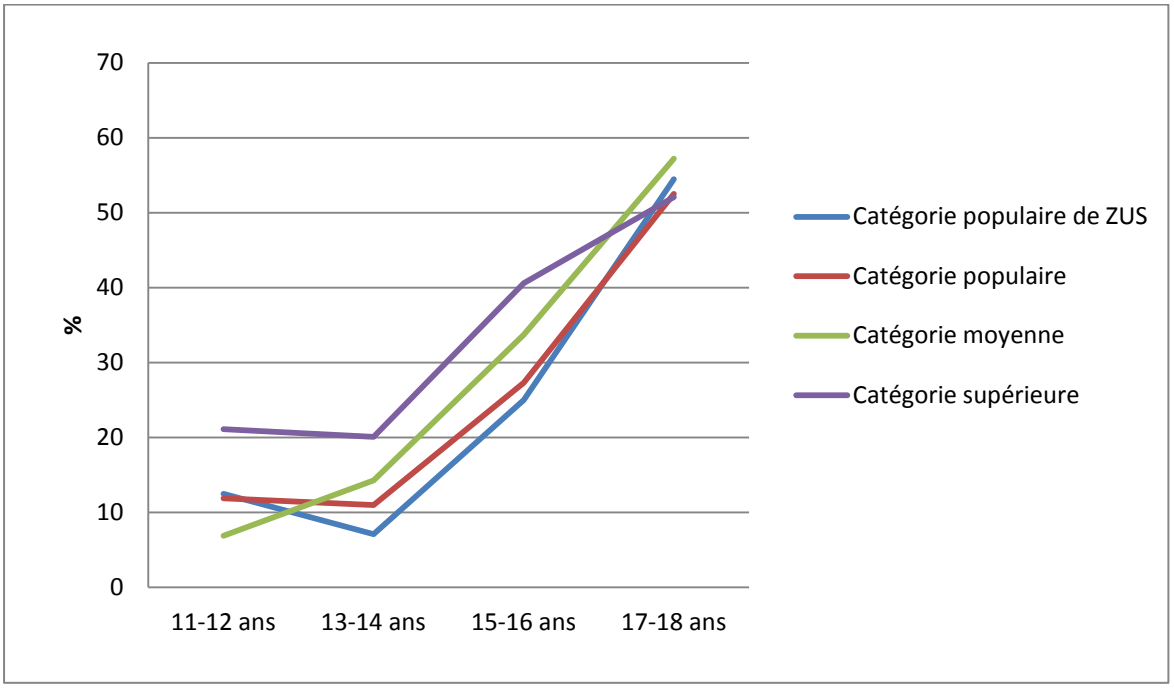
Lecture : 51,7% des adolescents de catégories populaires résident à moins d'un kilomètre de leur établissement scolaire.
Source : EGT 2002. Calculs de l'auteur

Cette proximité plus importante en ZUS entre le domicile et l'établissement scolaire peut s'interpréter de différentes manières. Elle peut tout d'abord être le résultat de la forte densité de jeunes présents dans ces quartiers, qui entraîne *de facto* la présence d'équipements scolaires à proximité de ces bassins de population. C'est notamment le cas en grande couronne, où les adolescents de ZUS sont bien plus nombreux que les autres à résider à moins d'un kilomètre de leur établissement scolaire. Cependant, la proximité plus importante à ces établissements peut aussi être interprétée comme l'indice d'un moindre contournement de la carte scolaire.

Une autre hypothèse explicative nous semble également pertinente : cette proximité serait la conséquence d'un retard scolaire plus important en ZUS. Ce retard décalerait l'entrée des adolescents au lycée, dont le bassin de recrutement géographique est plus étendu que les collèges. Il entraînerait un accès plus tardif à la carte Imagin'R, que la majorité des adolescents acquièrent au lycée (voir infra, chapitre 6). L'enquête EGT ne permet malheureusement pas de différencier les collégiens des lycéens, et donc de confirmer le lien entre passage au lycée et acquisition de la carte Imagin'R. Néanmoins, plusieurs indices laissent supposer que le nombre moins important d'adolescents de ZUS possédant la carte Imagin'R est la conséquence d'une moindre scolarisation à âge égal au lycée. En effet, l'écart entre ces adolescents et les autres jeunes se crée uniquement dans la tranche d'âge des quatorze-seize ans : 19,9% des adolescents de catégories populaires de ZUS de cet âge possèdent la carte Imagin'R, contre près de 28% des jeunes des autres quartiers (figure 6). Au contraire, avant quinze ans et après dix-sept ans, les adolescents de ZUS sont aussi nombreux que les autres jeunes à posséder cet abonnement[74] :

[74] La scolarisation plus importante des adolescents de ZUS en lycée professionnel, dont le bassin de recrutement géographique est plus étendu que les lycées polyvalents, peut d'ailleurs contribuer à augmenter la possession de la carte Imagin'R dans ces quartiers. Les lycéens professionnels que nous avons interrogés

Figure 6: Possession de la carte Imagin'R en fonction de l'âge



Source : EGT 2002. Calculs de l'auteur

Cette hypothèse permettrait alors d'expliquer pourquoi les filles de ZUS (30,4%) sont plus nombreuses que les garçons de ces quartiers (23,3%) à être titulaire d'un abonnement Imagin'R. En effet, si on observe dans tous les quartiers une meilleure réussite scolaire des filles vis-à-vis des garçons à l'école primaire et au collège, ces écarts selon le sexe sont plus importants en ZUS (ONZUS, 2009, pp. 191-217).

L'accès relativement bon des adolescents de ZUS aux transports en commun est néanmoins contrebalancé par un taux de motorisation de leurs parents très inférieur à celui des autres adolescents. Ils sont ainsi bien moins nombreux à résider dans des ménages bi-motorisés, variable qui influence fortement l'accompagnement des enfants par leurs parents (Massot et Zaffran, 2007).

Tableau 9: Adolescents résidant dans un ménage bi-motorisé (hors Paris intra-muros)

	Catégories populaires	Catégories moyennes	Catégories supérieures
- En ZUS	**13%**	22%	NS
- En IDF	**25,5%**	**49,7%**	**68,2%**

Lecture : 13% des adolescents de ZUS issus de catégories populaires hors Paris intra-muros résident dans un ménage possédant au moins deux voitures.
Source : EGT 2002. Calculs de l'auteur

étaient ainsi plus nombreux que les autres lycéens à posséder cette carte. Malheureusement, l'enquête EGT n'offre pas de variable permettant de confirmer ce constat, car elle ne donne aucune autre indication que la scolarisation dans le secondaire.

2. Une moindre disponibilité financière et en temps des parents

Cette moindre motorisation est alors renforcée par une moindre disponibilité économique des parents des adolescents de ZUS. Celle-ci a, nous le verrons, des conséquences sur l'accès à des activités fortement élastiques au revenu, en particulier les loisirs.

Tableau 10: Adolescents dont le ménage est situé dans le premier et le second décile de revenu par unité de consommation de notre échantillon

	Catégories populaires	Catégories moyennes	Catégories supérieures
- En ZUS	**62,9%**	22,7%	NS
- En IDF	**54,5%**	**9,8%**	**3,1%**

Lecture : 9,8% des adolescents de catégories moyennes résident dans des ménages dont le revenu par unité de consommation est compris dans les deux premiers déciles de notre échantillon.
Source : EGT 2002. Calculs de l'auteur

De la même manière, les parents des adolescents de ZUS disposent de moins de temps pour leurs enfants que dans les autres quartiers, notamment le week-end. Cette moindre disponibilité en temps est liée tout d'abord aux caractéristiques de la structure familiale, notamment une taille plus élevée de la fratrie en ZUS et un nombre plus important de familles monoparentales parmi les catégories populaires en général.

Tableau 11: Structure familiale des adolescents franciliens

	Catégories populaires	Catégories moyennes	Catégories supérieures
Adolescents avec au moins 2 frères ou sœurs de moins de 18 ans			
- En ZUS	**50,5%**	43,5%	NS
- En IDF	**48,8%**	**28,1%**	**25,7%**
Adolescents avec un frère ou une sœur plus âgés dans le ménage			
- En ZUS	**61,8%**	50,1%	NS
- En IDF	**57,7%**	**43,3%**	**40,9%**
Adolescents vivant dans une famille monoparentale			
- En ZUS	**23,3%**	15,8%	NS
- En IDF	**25,5%**	**17,7%**	**14,5%**

Lecture : 23,3% des adolescents de catégories populaires de ZUS vivent dans une famille monoparentale
Source : EGT 2002. Calculs de l'auteur

Mais cette moindre disponibilité en temps des parents est également la conséquence de leurs horaires de travail. Malgré un taux de chômage plus important, les parents des adolescents de ZUS passent quasiment autant de temps en moyenne au travail que les autres parents. Ils ont surtout des horaires plus atypiques et des temps de trajets plus important pour se rendre sur leur lieu de travail. Ce phénomène est d'autant plus marqué le week-end, car les écarts de taux d'activité entre quartiers y sont beaucoup plus faibles

qu'en semaine : lorsqu'on les compare aux autres parents, ceux de ZUS travaillent proportionnellement plus le week-end qu'en semaine.

Tableau 12: Horaires de travail et taux d'activité des parents

	Catégories populaires	Catégories moyennes	Catégories supérieures
Adolescents vivant dans un ménage sans actifs occupés			
- En ZUS	**25,1%**	1,4%	NS
- En IDF	**19,9%**	**2,9%**	**1,9%**
Adolescents vivant dans un ménage avec un actif s'étant rendus au travail avant 7 h ou après 19 heures			
- En ZUS	**32,6%**	13,5%	**NS**
- En IDF	**27,9%**	**16,9%**	**9,4%**
Adolescents vivant dans un ménage avec un actif ayant travaillé le week-end l'après-midi			
- En ZUS	**14,2%**	15,5%	NS
- En IDF	**18,6%**	**22,7%**	**21,3%**
Adolescents dont la mère a travaillé le week-end			
- En ZUS	**10,5%**	18%	NS
- En IDF	**12,7%**	**17,5%**	**18,3%**

Lecture : 12,7% de l'ensemble des adolescents de catégories populaires ont une mère qui travaille le week-end, 10,5% lorsqu'ils résident en ZUS.
Source : EGT 2002. Calculs de l'auteur

Quelque soit l'indicateur choisi pour mesurer le temps disponible des parents pour les enfants, les ménages de ZUS sont ainsi plus faiblement dotés que ceux des autres quartiers. Ces indicateurs prennent en compte à la fois le nombre d'enfants présents dans le ménage et la structure familiale, mais ils distinguent également le temps disponible du père et de la mère. En effet, l'enquête « Emploi du Temps » de l'INSEE montre que le temps consacré par le père à ses enfants n'évolue pas avec le nombre d'enfants, au contraire de celui des femmes. Ces indicateurs prennent donc la forme générale suivante : temps disponible hors travail, pondéré par la structure familiale (monoparentale ou couple, avec une différenciation du temps disponible de l'homme et de la femme), le tout divisé par une fonction logarithmique du nombre d'enfants de moins de 18 ans présents dans le ménage. Les écarts entre quartiers dépendent des pondérations, mais le temps disponible des parents des adolescents de ZUS diminue d'autant plus que le coefficient de pondération attribuée à la mère est important. Ce résultat est logique, car le différentiel de taux d'activité entre les ZUS et les autres quartiers est plus faible pour les femmes que pour les hommes.

Dans cette première partie, nous avons donc cherché à comparer le potentiel de mobilité des adolescents de ZUS à celui des autres franciliens de leur âge. Dans la suite de ce chapitre, nous allons décrire la manière dont ce potentiel de mobilité induit des pratiques spécifiques des adolescents de ZUS.

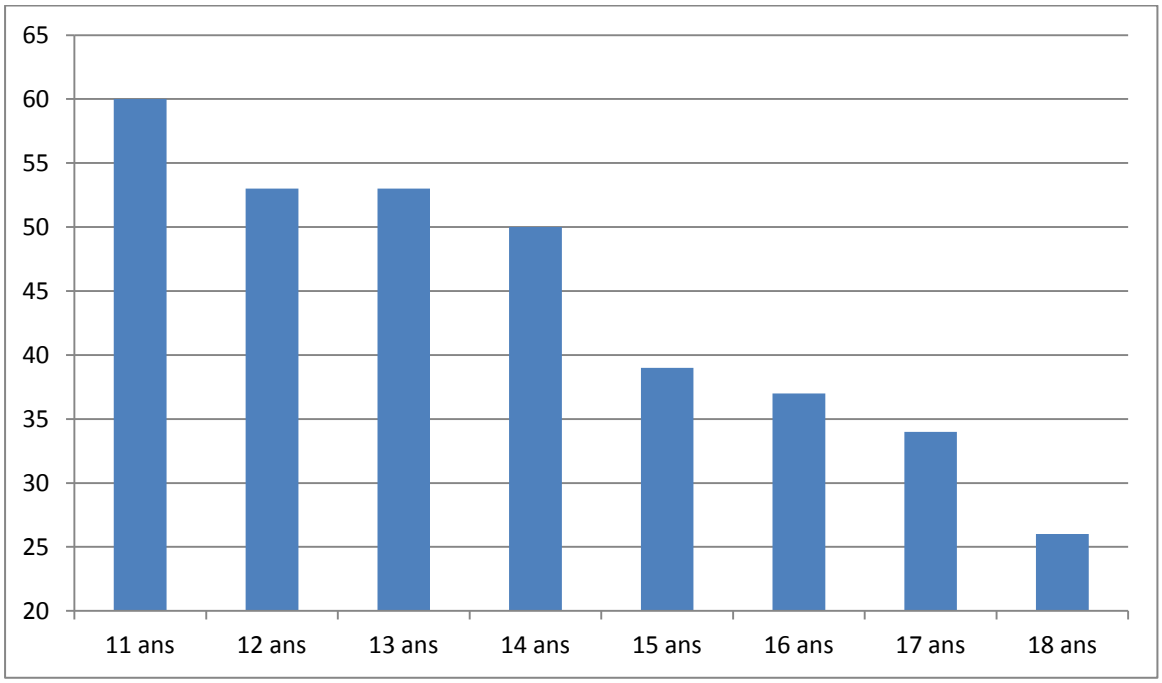
II. Peu de déplacements accompagnés en voiture, mais un usage précoce des transports en commun

L'environnement géographique et social des adolescents de ZUS influence fortement leur usage des différents modes de transport : ils se servent plus précocement des transports en commun, ils utilisent plus fréquemment la marche à pied pour se déplacer, mais ils sont beaucoup moins accompagnés en voiture que les autres adolescents.

1. Un moindre accompagnement des activités, notamment en voiture…

La prise d'autonomie dans les déplacements constitue un élément fondamental dans la socialisation des adolescents, car elle leur permet de s'émanciper de la tutelle de leurs parents (voir supra, chapitre 1). L'enquête EGT valide ce constat, puisque plus les adolescents montent en âge, moins ils sont accompagnés dans leurs déplacements. Ainsi, près de 60% des déplacements extrascolaires des jeunes de onze ans sont accompagnés le week-end par les parents contre un tiers pour ceux des adolescents de plus de quinze ans :

Figure 7: Activités extrascolaires accompagnées par les parents (en %)



Source : EGT 2002. Calculs de l'auteur

Néanmoins, cette autonomie est plus difficile à acquérir pour certains adolescents, en raison de leur localisation résidentielle, mais également des dispositions de leurs parents à l'égard de la mobilité. Les adolescents de grande couronne sont ainsi, à âge égal, plus nombreux que les autres franciliens à être accompagnés par leurs parents en raison de leur plus grand éloignement aux transports en commun. De même, les filles sont beaucoup plus accompagnées avant quatorze ans que les garçons de leur âge, ce qui laisse supposer

une socialisation différenciée à la mobilité selon le sexe. C'est la raison pour laquelle nous différencierons, dès que nous le pourrons et dès que les écarts seront significatifs, les pratiques des adolescents selon le sexe et l'éloignement du centre de l'agglomération.

Ces deux exemples montrent l'ambivalence de l'accompagnement parental. Celui-ci peut être vécu comme une contrainte par les adolescents lorsqu'il est assimilé à de la surveillance et à un contrôle de leurs activités. Mais, cet accompagnement peut également être perçu comme une ressource facilitant la découverte de territoires éloignés du lieu de résidence, peu accessibles en transports en commun. Aucun jugement de valeur ne doit donc être posé sur les différentiels d'accompagnement par quartiers et catégories sociales que nous allons exposer.

Outre l'âge, l'éloignement du centre de l'agglomération et le sexe, l'environnement socio-économique de l'adolescent ainsi que la structure familiale déterminent très fortement l'accompagnement des déplacements par les parents, comme le montre le modèle de régression logistique suivant.

Tableau 13 : Rapport des risques relatifs significatifs pour la probabilité d'avoir été accompagné par un de ses parents pour une activité extrascolaire durant le week-end

Age	
11-14 ans	Référence
15-18 ans	**0,5*** **
Sexe	
Garçon	Référence
Fille	**1,5*** **
Distance aux Halles en TC	
Moins de 10 mn	NS
Entre 10 et 20 mn	Référence
Entre 20 et 30 mn	**1,3** **
Plus de 30 mn	**1,8*** **
Résidence en ZUS	
ZUS	**0,6*** **
Non ZUS	Référence
Taille de la fratrie	
Aucun frère et sœur	NS
Un frère	Référence
Deux frères	NS
Plus de deux frères	**0,5*** **

Présence d'un frère ou d'une sœur plus âgé dans le ménage	
Oui	**0,7*** **
Non	Référence
Famille	
Monoparentale	**0,6*** **
Sans actifs occupés	**0,5***
Mono active	NS
Bi active	Référence
Mère travaillant le week-end	
Non	Référence
Oui	**0,7** **
Voitures dans le ménage	
Pas de voiture	**0,7** **
Une voiture	Référence
Deux voitures ou plus	**1,2** **

Lecture : Les filles ont, toutes choses égales par ailleurs, 1,5 fois plus de chance d'avoir été accompagnées par leurs parents le week-end que les garçons.
Source : EGT 2002. Calculs de l'auteur
***** significatif au seuil de 1% ** significatif au seuil de 5% * significatif au seuil de 10%**

Ce modèle de régression montre également un effet propre de la résidence en ZUS sur le moindre accompagnement des déplacements. Cet effet laisse ainsi entrevoir une influence éventuelle du cadre urbain sur les pratiques de mobilité qui viendrait se surajouter à la moindre disponibilité en temps, argent et voiture(s) individuelle(s) des parents. Il peut néanmoins également témoigner d'une incomplétude du modèle de régression (voir supra, chapitre 4).

Les adolescents de ZUS sont ainsi moins accompagnés par leurs parents que les autres adolescents, pour les déplacements scolaires en semaine (tableau 14) et les activités extrascolaires le week-end (tableau 15). Les écarts entre les ZUS et les autres quartiers sont sur ce point particulièrement marqués pour les résidants de grande couronne et pour les filles âgées de moins de quinze ans : alors que dans les autres quartiers ces deux catégories d'adolescents sont beaucoup plus accompagnés que les autres, leur accompagnement n'augmente que faiblement en ZUS. Cela est dû en grande partie à la moindre disponibilité des parents de ces adolescents.

Tableau 14: Adolescents accompagnés en voiture par leurs parents en semaine pour se rendre en cours

	Catégories populaires	Catégories moyennes	Catégories supérieures
- En ZUS	**2%**	10%	NS
- En IDF	**7%**	**16,2%**	**23,2%**

Lecture : 2% des adolescents de ZUS de catégories populaires se sont rendus en cours en semaine en étant accompagnés par leurs parents en voiture. Source : EGT 2002. Calculs de l'auteur

Tableau 15: Déplacements des adolescents pour réaliser une activité extrascolaire le week-end qui ont été accompagnés par les parents

	Catégories populaires	Catégories moyennes	Catégories supérieures
- En ZUS - En Ile de France (IDF)	**29%** **39,5%**	40% **48,6%**	NS **45,7%**
Garçons - En ZUS - En IDF	 **24,6%** **35,8%**	 NS **38,3%**	 NS **40,3%**
Filles - En ZUS - En IDF	 **34,1%** **43,3%**	 NS **60,6%**	 NS **52,4%**

Lecture : 29% des déplacements effectués par les adolescents de catégories populaires de ZUS pour réaliser une activité extrascolaire ont été accompagnés par un parent.
Source : EGT 2002. Calculs de l'auteur

Ce moindre accompagnement des adolescents de ZUS concerne à la fois les déplacements, mais également les activités pratiquées en commun avec les parents : contrairement à la vision répandue des « parents taxis », l'accompagnement d'un déplacement donne lieu dans 80% des cas à la réalisation d'une activité en commun.

Cet accompagnement est majoritairement réalisé en voiture (tableau 16), très peu d'adolescents (4%) étant accompagnés par leurs parents en transports en commun. L'accompagnement des adolescents de ZUS se fait quant à lui beaucoup plus à pied que dans les autres quartiers (tableau 17).

Tableau 16: Adolescents accompagnés au moins une fois par un de leurs parents en voiture le week-end afin de réaliser des activités extrascolaires

	Catégories populaires	Catégories moyennes	Catégories supérieures
- En ZUS - En IDF	**16,4%** **35,2%**	36,1% **45,9%**	NS **47,9%**

Lecture : 16,4% des adolescents de catégories populaires de ZUS ont été accompagnés par un de leurs parents le week-end en voiture.
Source : EGT 2002. Calculs de l'auteur

Tableau 17: Adolescents accompagnés au moins une fois par un de leurs parents à pied le week-end afin de réaliser des activités extrascolaires

	Catégories populaires	Catégories moyennes	Catégories supérieures
- En ZUS - En IDF	**18,8%** **13,6%**	16% **13,5%**	NS **8,8%**

Lecture : 18,8% des adolescents de catégories populaires de ZUS ont été accompagnés à pied par un de leurs parents le week-end.
Source : EGT 2002. Calculs de l'auteur

La présence de frères et sœurs plus âgés dans le ménage compense en partie le moindre accompagnement des parents (tableau 18) : près de 10% des déplacements des adolescents de ZUS pour réaliser des activités extrascolaires ont été accompagnés par un membre plus âgé du ménage, contre 6% des déplacements des autres adolescents. A l'inverse des autres quartiers, cet accompagnement concerne plus particulièrement les garçons en ZUS, laissant ainsi entrevoir un effet propre du cadre urbain sur les pratiques de mobilité. Ainsi, contrairement aux autres quartiers, aucun accompagnement du type *frère plus âgé/sœur plus jeune* n'a été repéré statistiquement en ZUS (à l'inverse du type *sœur plus âgée/ frère plus jeune*).

Tableau 18: Adolescents accompagnés durant le week-end afin de réaliser des activités extrascolaires par un membre plus âgé du ménage autre que leurs parents

	Catégories populaires	Catégories moyennes	Catégories supérieures
- En ZUS - En IDF	**9,1%** **7,5%**	9,1% **5,8%**	NS **11,1%**
Garçons - En ZUS - En IDF	 **16,8%** **8,3%**	 NS **4,6%**	 NS **9,8%**
Filles - En ZUS - En IDF	 **2,6%** **6,9%**	 NS **6,6%**	 NS **13,6%**

Lecture : 16,8% des garçons de catégories populaires de ZUS ont été accompagné par un membre plus âgé de leur famille durant le week-end.
Source : EGT 2002. Calculs de l'auteur

Cet accompagnement par des membres plus âgés de la famille ne modifie guère les différentiels entre adolescents dans l'usage de la voiture le week-end (tableau 19). En effet, moins d'un quart de ces déplacements sont effectués en voiture, plus d'un sur deux à pied et un quart en transports en commun.

Tableau 19: Adolescents ayant été véhiculés le week-end afin de réaliser des activités extrascolaires

	Catégories populaires	Catégories moyennes	Catégories supérieures
- En ZUS - En Ile de France (IDF	**23,5%** **43,2%**	58,9% **60,2%**	NS **63,6%**
Garçons - En ZUS - En IDF	 **26,2%** **44,1%**	 NS **58,3%**	 NS **60,2%**
Filles - En ZUS - En IDF	 **21,1%** **42,4%**	 NS **61,9%**	 NS **66,7%**

Lecture : 23,5% des adolescents de catégories populaires de ZUS ont été véhiculés le week-end pour réaliser des activités extrascolaires
Source : EGT 2002. Calculs de l'auteur

Les filles de ZUS sont également moins accompagnées en voiture que les autres par une personne extérieure au ménage (tableaux 20 et 21)[75]. Elles sont ainsi neuf fois plus à avoir été accompagnées par leurs parents plutôt que par une personne extérieure au ménage. Ce ratio est au contraire de trois dans les autres quartiers. A l'inverse, il y a quasiment autant de garçons de ZUS qui ont été accompagnés en voiture par une personne extérieure au ménage que par leurs parents (contre un peu moins de la moitié dans les autres quartiers). Ces différences dans l'usage d'un véhicule autre que parental ont alors une conséquence forte : les ZUS sont les seuls quartiers dans lesquels les garçons sont plus nombreux que les filles à se déplacer en voiture (tableau 19).

Tableau 20: Garçons ayant été véhiculés le week-end afin de réaliser des activités extrascolaires par...

	Catégories populaires	Catégories moyennes	Catégories supérieures
Un de leurs parents,			
-en ZUS	**13,2%**	NS	NS
-en IDF	**34,6%**	**41,6%**	**46,4%**
Un membre plus âgé du ménage autre que les parents,			
- En ZUS	**5,6%**	NS	NS
- En IDF	**1,5%**	**2,1%**	**3,5%**
Quelqu'un d'extérieur au ménage,			
- En ZUS	**10,6%**	NS	NS
- En IDF	**11,2%**	**19,8%**	**21,5%**

Lecture : 10,6% des garçons de catégories populaires de ZUS ont été accompagné en voiture par quelqu'un ne faisant pas partie de leur ménage

Source : EGT 2002. Calculs de l'auteur

[75] La définition d'une personne extérieure au ménage pose cependant un certain nombre de questions méthodologiques. Elle désigne en effet toute personne qui n'a pas été référencée par l'enquêteur comme appartenant au ménage. Elle peut alors concerner aussi bien les parents d'un camarade de l'adolescent que l'un de ses parents, lorsqu'ils ne résident pas au même domicile. Il convient donc d'interpréter ces chiffres avec prudence.

Tableau 21: Filles ayant été véhiculées le week-end afin de réaliser des activités extrascolaires par...

	Catégories populaires	Catégories moyennes	Catégories supérieures
Un de leurs parents,			
-en ZUS	**19,2%**	NS	NS
-en IDF	**35,8%**	**50,1%**	**49,3%**
Un membre plus âgé du ménage autre que les parents,			
- En ZUS	**0%**	NS	NS
- En IDF	**1,9%**	**4,5%**	**7,4%**
Quelqu'un d'extérieur au ménage,			
- En ZUS	**2%**	NS	NS
- En IDF	**7%**	**14,2%**	**20,5%**

Lecture : Aucune fille de catégories populaires de ZUS n'a été accompagnée par un membre plus âgé de son ménage autre que ses parents.
Source : EGT 2002. Calculs de l'auteur

2. … mais un usage plus précoce des transports en commun

Les adolescents de ZUS compensent en partie leur moindre accompagnement en voiture par un usage autonome plus précoce des transports en commun. Parmi les adolescents de moins de quinze ans, ils sont ainsi 18,3% à avoir utilisé les TC sans leurs parents, contre moins de 6% pour les autres adolescents (tableau 22). Cet usage autonome est moins prononcé en semaine, en raison de la proximité entre l'établissement scolaire et le domicile (voir supra) : malgré un moindre accompagnement en voiture, les adolescents de catégories populaires de ZUS sont moins nombreux (30,2%) que les autres (39,2%) à avoir utilisé les transports en commun pour se rendre en cours.

Tableau 22: Adolescents ayant utilisé les transports en commun sans leurs parents afin de réaliser des activités extrascolaires

	Catégories populaires	Catégories moyennes	Catégories supérieures
-En ZUS	**20%**	9%	NS
-En IDF	**17,5%**	**7,1%**	**14,1%**
11-14 ans			
- En ZUS	**18,3%**	NS	NS
- En IDF	**10,9%**	**4%**	**9,4%**
15-18 ans			
- En ZUS	**21,5%**	NS	NS
- En IDF	**22,4%**	**10,6%**	**19,9%**

Lecture : 20% des adolescents de catégories populaires de ZUS ont utilisé les transports en commun sans leurs parents afin de réaliser des activités extrascolaires le week-end
Source : EGT 2002. Calculs de l'auteur

L'emploi d'un modèle de régression logistique montre alors que l'usage autonome des transports en commun le week-end est avant tout influencé par la possession de la carte Imagin'R et la montée en âge (tableau 23). Cet usage est aussi déterminé par l'éloignement du centre de l'agglomération, la proximité à pied d'une station de transports en commun et la présence d'un frère ou d'une sœur plus âgés dans le ménage. Cette dernière corrélation ne s'explique pas uniquement par un accompagnement du déplacement en transports en commun par la fratrie. Le nombre de voitures disponibles dans le ménage et la résidence en ZUS n'ont à l'inverse pas d'effets propres sur l'usage des transports en commun.

Tableau 23: Rapport des risques relatifs significatifs pour l'usage des transports en commun sans les parents afin de réaliser des activités extrascolaires

L'adolescent possède la carte Imagin'R	
Oui	Référence
Non	**0,28*** **
Age	
11-14 ans	Référence
15-18 ans	**2,2*** **
Distance aux Halles en TC	
Moins de 10 mn	NS
Entre 10 et 20 mn	Référence
Entre 20 et 30 mn	**0,6***
Plus de 30 mn	**0,25*** **
Usage des TC par les parents pendant le week-end	
Oui	**1,95*** **
Non	Référence
Milieu social	
Classes populaires	**1,9** **
Classes moyennes	Référence
Classes supérieures	**1,9***
Frère ou sœur plus âgé dans le ménage	
Oui	**1,6** **
Non	Référence
Distance à pied à l'axe lourd de TC le plus proche	
Moins de 10 mn	**1,7***
Entre 10 et 20 mn	Référence
Entre 20 et 30 mn	NS
Plus de 30 mn	NS

Lecture : Les adolescents qui possèdent la carte Imagin'R ont, toutes choses égales par ailleurs, 3,5 fois de chances (1/0,28) d'avoir utilisé les transports en commun sans leurs parents.

Source : EGT 2002. Calculs de l'auteur

***** significatif au seuil de 1%** **** significatif au seuil de 5%** *** significatif au seuil de 10%**

L'usage autonome plus précoce des transports en commun en ZUS s'explique donc avant tout par la proximité des transports en commun et du centre de l'agglomération, et non par un accès plus fréquent à la carte Imagin'R (voir supra). Parmi les titulaires de cette carte, les adolescents de ZUS sont plus nombreux que les autres à s'en servir le week-end pour se déplacer sans leurs parents (tableau 24). L'emploi d'un modèle de régression spécifique aux seuls adolescents de ZUS montre également une influence moins discriminante de cette carte que dans les modèles en population générale. L'écart d'usage des transports en commun entre les titulaires de la carte et les non titulaires est ainsi moins important en ZUS que dans les autres quartiers (tableau 24). Cette spécificité est peut être le résultat d'une pratique plus importante de la fraude.

Tableau 24: Adolescents ayant utilisé les transports en commun sans leurs parents afin de réaliser des activités extrascolaires, selon que....

	Catégories populaires	Catégories moyennes	Catégories supérieures
… ils possèdent la carte Imagin'R			
- En ZUS	**34%**	NS	NS
- En IDF	**29,8%**	**20,8%**	**25,8%**
…. ils ne possèdent pas la carte Imagin'R			
- En ZUS	**14,6%**	NS	NS
- En IDF	**12,6%**	**3,4%**	**9,4%**

Lecture : 34% des adolescents de catégories populaires de ZUS titulaires d'un abonnement Imagin'R ont utilisé les transports en commun sans leurs parents, contre 14,6% parmi ceux qui ne possèdent pas cette carte
Source : EGT 2002. Calculs de l'auteur

Mais l'usage autonome plus précoce des transports en commun en ZUS est également influencé, semble-t-il, par la socialisation familiale à ce mode. Les parents des adolescents de ZUS sont ainsi plus nombreux que les autres à utiliser les transports en commun, notamment le week-end (tableau 25). Or, cette variable, qui donne une indication sur le rapport entretenu vis-à-vis des transports en commun, est corrélée à l'usage autonome de ce mode par les adolescents (tableau 23). Cette corrélation pose donc la question, sans pouvoir y apporter une réponse définitive, d'une influence de la socialisation familiale sur les pratiques de mobilité des adolescents de ZUS.

Tableau 25: Adolescents dont un des parents a utilisé les transports en commun....

	Catégories populaires	Catégories moyennes	Catégories supérieures
…. en semaine			
- En ZUS	**45,1%**	57,8%	NS
- En IDF	**41,3%**	**40,1%**	**37%**
… le week-end pour une activité extra professionnelle			
- En ZUS	**24,4%**	12,3%	NS
- En IDF	**20,9%**	**8,5%**	**10,7%**

Lecture : 24,4% des adolescents de ZUS vivent dans un ménage dont un des parents a utilisé les TC le week-end afin de réaliser une activité extrascolaire
Source : EGT 2002. Calculs de l'auteur

Cette hypothèse est confirmée par l'usage qu'ont les enfants âgés de six à douze ans des différents modes de transports pour réaliser des activités extrascolaires. Les enfants de ZUS sont ainsi plus nombreux que les autres à utiliser les transports en commun, qu'ils soient ou non accompagnés de leurs parents.

Tableau 26: Enfants âgés de 6 à 11 ans, qui pour réaliser des activités extrascolaires le week-end, ont utilisé.... [76]

	ZUS	Quartier ouvrier hors ZUS	Quartier moyen hors ZUS	Quartier supérieur
… Les transports en commun	15,1%	5,4%	5,6%	12,8%
… La voiture	56,5%	67,6%	65,4%	64,2%

Lecture : 15,1% des enfants de ZUS ont utilisé les transports en commun le week-end, alors que 56,5% d'entre eux ont été véhiculé en voiture.
Source : EGT 2002. Calculs de l'auteur

Les adolescents de ZUS ont un usage plus important et plus précoce des transports en commun sans leurs parents que les autres adolescents. Ils y passent donc logiquement plus de temps (tableau 27), d'autant plus que les temps de déplacements en transports en commun sont plus élevés que ceux réalisés en voiture (tableau 28). Ce dernier résultat peut être interprété de deux manières différentes, en fonction de la finalité du déplacement et de la représentation que les adolescents ont de la mobilité (voir infra, chapitre 6).

Si l'on considère le temps de déplacement comme un coût à payer pour accéder à une activité, alors les adolescents de ZUS sont désavantagés car ils ont moins accès que les autres adolescents à des modes de transports compétitifs en terme de budget-temps. Le déplacement peut au contraire être considéré non comme un temps mort mais comme une activité en soi, notamment lorsqu'il est effectué avec des amis. Les adolescents de ZUS accèdent alors plus précocement que les autres à ce type d'activité et ils y consacrent plus de temps.

[76] Ce tableau diffère des précédents, car il ne distingue pas les enfants franciliens selon leur catégorie sociale, mais selon leur quartier de résidence. Nous nous appuyons pour cela sur la typologie sociale de l'espace francilien élaborée par Preteceille (voir supra, chapitre 4). Cette typologie ne distingue pas les enfants de ZUS selon qu'ils appartiennent ou non aux catégories populaires, ce qui a pour conséquence de minimiser les écarts avec les adolescents des autres quartiers.

Tableau 27: Temps passé par les adolescents dans les transports en commun le week-end pour réaliser des activités extrascolaires (en minutes)

	Catégories populaires	Catégories moyennes	Catégories supérieures
Dans les transports en général (marche incluse)			
- En ZUS	**68**	NS	NS
- En IDF	**81**	**89**	**102**
En transports en commun			
- En ZUS	**20**	NS	NS
- En IDF	**21**	**10**	**14**
En voiture			
- En ZUS	**18**	NS	NS
- En IDF	**32**	**53**	**62**

Lecture : les adolescents de catégories populaires de ZUS passent environ une heure et huit minutes chaque week-end à se déplacer pour des activités extrascolaires, dont environ vingt minutes dans les transports en commun
Source : EGT 2002. Calculs de l'auteur

Tableau 28: Durée moyenne des déplacements selon le mode de transport utilisé (en minutes)

	Catégories populaires	Catégories moyennes	Catégories supérieures
En transports en commun			
- En ZUS	**38**	NS	NS
- En IDF	**41**	**42**	**41**
En voiture			
- En ZUS	**25**	NS	NS
- En IDF	**25**	**25**	**27**

Lecture : les déplacements des adolescents de ZUS de catégories populaires en transports en commun durent en moyenne 38 minutes, contre 25 minutes pour les déplacements en voiture
Source : EGT 2002. Calculs de l'auteur

Il est sur ce point intéressant de constater que cet usage proportionnellement plus important des transports en commun vis-à-vis de la voiture perdure après dix-huit ans. Les jeunes adultes de ZUS sont moins nombreux que les autres à se déplacer en voiture et à posséder le permis de conduire (tableau 29). Ce phénomène est dû à la situation économique des jeunes de ces quartiers et à leur localisation géographique, car ils sont surreprésentés en petite couronne. On peut néanmoins se demander si la socialisation antérieure aux transports en commun et l'habitude d'utiliser ce mode n'expliquent pas en partie également ce moindre usage de la voiture.

Tableau 29: Possession du permis de conduire et usages des différents modes de transports en semaine par les jeunes adultes âgés de 18 à 21 ans

	ZUS	Quartier ouvrier hors ZUS	Quartier moyen hors ZUS	Quartier supérieur
Jeunes possédant le permis de conduire	27,9%	36,8%	41,6%	38,6%
Jeunes ayant utilisé la voiture	22,2%	34%	36,5%	20,1%
Jeunes ayant utilisé les transports en commun	57,3%	54,3%	54,8%	66,8%

Lecture : 27,9% des jeunes adultes de ZUS âgés de moins de 22 ans possèdent le permis de conduire.
Source : EGT 2002. Calculs de l'auteur

3. Un usage plus important de la marche à pied

Nous avons vu précédemment que le moindre accompagnement des adolescents de ZUS en voiture était compensé en partie par un usage autonome plus précoce des transports en commun. Mais, il se traduit également par une pratique beaucoup plus importante de la marche à pied chez ces adolescents : le lieu de leurs activités a été rejoint plus d'une fois sur deux en marchant, contre un peu moins d'une fois sur trois dans les autres quartiers. Cet usage important de la marche concerne plus les garçons que les filles, notamment avant quinze ans : plus de 80% des adolescents de catégories populaires de ZUS de cet âge ont utilisé la marche à pied pour réaliser une activité extrascolaire, contre 56% des filles du même âge. Cet écart, beaucoup plus important que dans les autres quartiers, laisse supposer une appropriation différente de l'espace situé à proximité du domicile. Néanmoins, ces dernières utilisent également plus ce mode de déplacement que les autres adolescentes.

Tableau 30: Adolescents ayant utilisé la marche à pied pour réaliser une activité extrascolaire le week-end

	Catégories populaires	Catégories moyennes	Catégories supérieures
- En ZUS - En IDF	**57,8%** **49,1%**	53,8% **42,5%**	NS **43,4%**
Garçons - En ZUS - En IDF	 **65%** **50,1%**	 NS **41,3%**	 NS **50,8%**
Filles - En ZUS - En IDF	 **51,8%** **48,1%**	 NS **43,5%**	 NS **36,5%**

Lecture : 57,8% des adolescents de catégories populaires de ZUS se sont déplacés en marchant pour réaliser une activité extrascolaire, 65% parmi les garçons de cette catégorie.
Source : EGT 2002. Calculs de l'auteur

Nous avons donc vu que la localisation géographique des adolescents de ZUS et la moindre disponibilité de leurs parents entraînaient un usage spécifique des modes de transports. Nous allons voir dans les lignes qui suivent que cet usage spécifique a des conséquences importantes sur le programme d'activités de ces adolescents.

III. Un programme d'activités spécifique

Les adolescents de ZUS ont donc un usage particulier des différents modes de transports, ils sont notamment beaucoup moins accompagnés que les autres adolescents en voiture. Cela entraîne un programme d'activités en dehors du domicile spécifique : les adolescents de ZUS réalisent moins d'activités de loisirs et de visites familiales que les autres adolescents, et plus de visites amicales et de promenades à proximité de chez eux.

1. Moins d'activités des filles de ZUS en dehors du domicile

Le moindre accompagnement en voiture se traduit tout d'abord par une pratique plus faible d'activités extrascolaires en dehors du domicile chez les filles, alors que les garçons ont quasiment autant d'activités que ceux des autres quartiers. La différence sur ce point est ainsi très importante avec les filles de catégories populaires ne résidant pas en ZUS, qui ne sont que 17,3% à n'avoir pas eu d'activités extrascolaires en dehors de chez elles le week-end.

Tableau 31: Adolescents n'ayant pas eu d'activités extrascolaires durant le week-end

	Catégories populaires	Catégories moyennes	Catégories supérieures
Garçons			
- En ZUS	**15,6%**	NS	NS
- En IDF	**13,7%**	**13,9%**	**3,5%**
Filles			
- En ZUS	**29,5%**	NS	NS
- En IDF	**20,6%**	**13,8%**	**13,1%**

Lecture : 15,6% des garçons de ZUS n'ont eu aucune activité extrascolaire en dehors de leur domicile durant le week-end, ce qui est le cas de 29,5% des filles de ces quartiers.
Source : EGT 2002. Calculs de l'auteur

Ce faible nombre d'activités extrascolaires des filles est fortement spécifique à la résidence en ZUS. L'emploi d'un modèle de régression logistique montre tout d'abord que la résidence en ZUS a un effet significatif sur l'inactivité (autant que l'absence de carte Imagin'R, la desserte en transports en commun, l'âge et le sexe ; bien plus que le nombre de voitures disponibles dans le ménage, la taille de la fratrie, le revenu ou la profession des parents). Néanmoins, cet effet concerne spécifiquement les filles. Dans les modèles ne concernant que les adolescents de ZUS, être une fille est ainsi la variable la plus prédictive sur l'absence d'activités extrascolaires : toutes choses égales par ailleurs, une adolescente de ZUS a cinq fois plus de chances qu'un garçon du même quartier de ne pas avoir réalisé d'activités extrascolaires.

Cette inactivité d'une grande partie des filles de ZUS est avant tout la conséquence d'un plus faible nombre d'adolescentes ayant été systématiquement accompagnées par leurs parents (tableau 32). Les adolescentes de ZUS sont ainsi plus fréquemment semi-

autonomes (une partie des déplacements accompagnés par les parents, l'autre non) ou totalement autonomes que les filles des autres quartiers :

Tableau 32: Profil d'activités des adolescents selon l'accompagnement des parents

	Catégories populaires	Catégories moyennes	Catégories supérieures
Filles sans aucune activité extrascolaire			
- En ZUS	**29,5%**	NS	NS
- En IDF	**20,6%**	**13,8%**	**13,1%**
Filles avec uniquement des activités extrascolaires accompagnées			
- En ZUS	**11,2%**	NS	NS
- En IDF	**22,5%**	**40,8%**	**34,2%**
Filles avec au moins une activité accompagnée et une activité non accompagnée			
- En ZUS	**27,8%**	NS	NS
- En IDF	**27,4%**	**19,9%**	**25,2%**
Filles avec toutes leurs activités extrascolaires non accompagnées			
- En ZUS	**31,5%**	NS	NS
- En IDF	**29,5%**	**25,5%**	**27,4%**

Lecture : Parmi les adolescentes de ZUS, 29,5% n'ont eu aucune activité durant le week-end, 22,5% ont toujours été accompagnés par leurs parents, 27,8% ont été semi-autonomes et 31,5% ont réalisé toutes leurs activités sans les parents.
Source : EGT 2002. Calculs de l'auteur

Logiquement, les disparités avec les autres adolescentes ou avec les garçons de leur quartier concernent surtout les activités réalisées en soirée (tableau 34), car ces déplacements tardifs sont bien souvent accompagnés par les parents. Dans les modèles de régression, quatre variables ont également un effet très fortement significatif sur la réalisation d'activités en soirée : être un enfant unique, posséder la carte Imagin'R, résider à proximité d'une station de transports en commun et vivre dans une famille monoparentale (ce qui est sûrement le résultat du transfert du domicile d'un parent à l'autre, car les déplacements en soirée de ces adolescents sont souvent renseignés comme étant des visites familiales).

Tableau 33: Adolescents ayant réalisé une activité après 19 heures, selon le sexe

	Catégories populaires	Catégories moyennes	Catégories supérieures
Garçons			
- En ZUS	**32,6%**	NS	NS
- En IDF	**28,5%**	**23,8%**	**42,3%**
Filles			
- En ZUS	**8,8%**	NS	NS
- En IDF	**21,3%**	**36,4%**	**33,4%**

Lecture : 8,8% des adolescentes de catégories populaires de ZUS sont sorties de chez elles après 19 heures.
Source : EGT 2002. Calculs de l'auteur

2. Moins de loisirs et de visites familiales, plus de visites amicales et de promenades

Au-delà du nombre d'activités extrascolaires, la nature de ces activités différencie fortement les ZUS des autres quartiers. Les adolescents de ZUS privilégient ainsi les visites amicales et les promenades, alors que les visites familiales et la pratique de loisirs y sont beaucoup moins répandues que dans les autres quartiers :

Tableau 34: Adolescents s'étant déplacés pour une activité de....

	Catégories populaires	Catégories moyennes	Catégories supérieures
… Loisirs			
- En ZUS	**33,6%**	47,2%	NS
- En IDF	**42,5%**	**52,4%**	**58,5%**
Dont activités sportives ou culturelles			
- En ZUS	**12,1%**	28%	NS
- En IDF	**19%**	**28,8%**	**32,2%**
Dont restaurant ou spectacle			
- En ZUS	**7,8%**	14,2%	NS
- En IDF	**13,3%**	**20,3%**	**26,4%**
Dont promenade			
- En ZUS	**18,8%**	10,3%	NS
- En IDF	**19,1%**	**17,5%**	**13,1%**
… Visites familiales			
- En ZUS	**12,4%**	29%	NS
- En IDF	**19,2%**	**20,5%**	**20,3%**
… Visites amicales			
- En ZUS	**38,1%**	32%	NS
- En IDF	**31,2%**	**26,3%**	**32,9%**
… Achats			
- En ZUS	**30,5%**	25,4%	NS
- En IDF	**31,9%**	**26,7%**	**28,7%**
Dont achats exceptionnels			
-En ZUS	**4,6%**	5,1%	NS
-En IDF	**9,4%**	**13,4%**	**19,6%**

Lecture : 33,6% des adolescents de catégories populaires de ZUS ont réalisé une activité de loisirs durant le week-end
Source : EGT 2002. Calculs de l'auteur

Cette moindre pratique de loisirs, notamment de sorties au restaurant et pour aller voir des spectacles, s'explique en partie par la forte élasticité de cette activité au revenu. Elle est également liée, semble-t-il, à un sous-équipement du quartier en infrastructures de loisirs. L'emploi d'un modèle de régression logistique met ainsi en évidence un effet négatif propre de la résidence en ZUS sur la pratique de loisirs, venant se surajouter aux effets des autres variables. Par ailleurs, les sorties à l'intérieur de la commune de résidence pour aller au restaurant ou pour voir des spectacles sont beaucoup moins répandues en ZUS que dans les autres quartiers.

Cette moindre pratique de loisirs est également la conséquence du moindre accompagnement des déplacements en ZUS. Les activités de loisirs sont en effet celles qui sont les plus accompagnées par les parents (avec les visites familiales). Il n'est donc guère étonnant que les parents des adolescents de catégories populaires de ZUS soient bien moins nombreux que les autres (9,5%) à avoir réalisé des activités de loisirs durant le week-end (24,1% parmi les parents d'adolescents de catégories populaires, 43,3% chez ceux de catégories moyennes et 47,4% chez ceux de catégories supérieures). Comme pour leurs enfants, les écarts sont maximums pour les sorties au restaurant et aux spectacles : seulement 4,5% d'entre eux ont réalisé ces activités contre plus d'un parent sur cinq dans les autres quartiers. La moindre réalisation d'activités de loisirs accompagnées en ZUS n'est donc pas la conséquence d'une séparation des activités des parents et des enfants plus importante que dans les autres quartiers, mais celle d'une faible pratique des deux catégories.

A l'inverse, les adolescents de ZUS réalisent plus de visites amicales que les autres adolescents franciliens. La différence est très importante avec les autres adolescents de catégories populaires qui effectuent plus fréquemment des visites familiales. Une des principales explications de cette différence est la moindre disponibilité des parents en voiture. Dans les modèles de régression logistique, l'absence de voiture dans le ménage a ainsi un effet fortement significatif et négatif sur la réalisation d'une visite familiale, et au contraire très fortement positif sur celle d'une visite amicale.

Ce poids des visites amicales dans le programme d'activités est plus fortement marqué dans les ZUS de petite couronne : 41,5% des adolescents de catégories populaires de ces ZUS ont rendu visite à un ami durant le week-end contre 29,7% en grande couronne. Un éventuel effet de la densité urbaine à proximité du lieu de résidence sur la sociabilité amicale pourrait être à l'origine de ce phénomène. Les adolescents de ZUS de petite couronne sont en effet plus nombreux que les autres à avoir effectué une visite dans les communes limitrophes. A l'inverse, les adolescents de ZUS de grande couronne privilégient les promenades : 28,3% des adolescents de moins de quinze ans de ces quartiers ont réalisé cette activité, contre 18,7% pour ceux qui résident dans des ZUS de petite couronne et 17% pour les autres adolescents du même âge.

Sur ce point, les adolescents de catégories populaires de ZUS se différencient assez fortement de leurs parents. Ces derniers sont beaucoup moins nombreux que les autres à réaliser des promenades durant le week-end. Surtout, contrairement à leurs enfants, ils ne compensent pas leur absence de loisirs par plus de visites amicales, mais par plus de visites familiales (tableau 35). Contrairement aux autres parents, ils sont beaucoup moins nombreux à être accompagnés dans ces visites par leurs enfants et ils les réalisent plus fréquemment en transports en commun.

Tableau 35: Parents ayant réalisé une activité de...

	Catégories populaires	Catégories moyennes	Catégories supérieures
… Promenade			
-En ZUS	**5,9%**	NS	NS
- En IDF	**12%**	**17,7%**	**19,6%**
… Visites familiales			
- En ZUS	**31,3%**	NS	NS
- En IDF	**26,2%**	**18,1%**	**18%**
… Visites amicales			
- En ZUS	**15,1%**	NS	NS
- En IDF	**17,2%**	**13,3%**	**17%**

Lecture : 5,9% des parents des adolescents de ZUS ont réalisé une promenade durant le week-end.
Source : EGT 2002. Calculs de l'auteur

Encore une fois, la spécificité du programme d'activités des adolescents de ZUS ne doit pas masquer les différences internes à ces quartiers, en particulier en fonction du sexe. Nous avons ainsi vu que les adolescentes de ZUS étaient bien plus nombreuses que les garçons à n'avoir pas réalisé d'activités extrascolaires durant le week-end. Si les filles de ces quartiers sont moins nombreuses que les garçons à réaliser des activités sportives et d'animation culturelle (5,4% contre 20,1%) ou des visites amicales (35,7% contre 41%), les écarts selon le sexe sont équivalents à ceux des autres quartiers. A l'inverse, les écarts avec les garçons se creusent spécifiquement en ZUS pour un certain nombre d'activités, qui sont réalisés dans les autres quartiers plus fréquemment par les filles que par les garçons. Les adolescentes de ZUS se caractérisent ainsi par un nombre moins importants de sorties au restaurant ou à un spectacle (3% contre 13,5% pour les garçons), notamment après quatorze ans. De même, si dans les autres quartiers les filles sont bien plus nombreuses que les garçons à rendre visite à un membre de leur famille, la proportion est quasiment similaire en ZUS. Enfin, à l'inverse des autres quartiers, les filles de ZUS sont moins nombreuses que les garçons à réaliser des achats (28,5% contre 32,8%) : seule 3,7% de ces adolescentes ont ainsi réalisé un achat exceptionnel le week-end, contre 16,7% des filles des autres quartiers. Cette question des déplacements pour des motifs d'achats sera approfondie dans les lignes qui suivent.

IV. Des activités concentrées autour du domicile

Ce programme d'activités spécifique des adolescents de ZUS a pour conséquence une présence au domicile plus importante et des déplacements moins lointains que dans les autres quartiers. Les adolescents de ZUS sont moins nombreux que les autres à sortir de leur commune de résidence le week-end et à fréquenter en semaine des quartiers socialement différents du lieu où ils résident.

1. Une présence plus importante au domicile

Les adolescents de catégories populaires de ZUS sont ainsi présents en moyenne deux heures de plus à leur domicile que les autres adolescents le week-end (tableau 36). Cette présence au domicile est logiquement plus prononcée pour les filles, car elles ont moins d'activités extrascolaires. Celles-ci restent deux heures de plus au domicile que les garçons de ZUS, alors que dans les autres quartiers les écarts selon le sexe sont beaucoup moins marquées (entre vingt et trente minutes selon les catégories). Les filles de ZUS consacrent notamment moins de temps en moyenne aux loisirs (34 minutes) que les garçons (110 minutes), en particulier aux activités d'animation sportive et culturelle. Elles sont cependant plus nombreuses que les garçons à s'être rendues en cours le samedi, ce qui est sans doute le résultat d'une scolarisation plus fréquente au lycée à âge égal. Cette hypothèse expliquerait également que les garçons de ZUS passent moins de temps le samedi à l'école que les autres adolescents.

Tableau 36: Emploi du temps des adolescents le week-end (en minutes)

	Populaire en ZUS	Populaire hors ZUS	Moyen	Supérieur
Domicile	2476	2375	2352	2263
Ecole	31	32	37	58
Déplacements	76	96	98	115
Loisirs, dont	69	103	125	124
Promenade	29	29	26	11
Animation sportive, culturelle…	27	43	57	58
Restaurants, Spectacles	13	31	42	55
Visites amicales	94	69	87	105
Visites familiales	84	126	104	144
Achats	36	31	34	34
Autres (administratif, santé…)	15	49	43	37
TOTAL	2880	2880	2880	2880

Lecture : les adolescents de ZUS passent en moyenne 76 minutes dans les transports le week-end et consacrent 69 minutes à des activités de loisirs
Source : EGT 2002. Calculs de l'auteur

2. Plus d'activités réalisées à proximité du domicile

Au-delà de leur présence plus importante au domicile, les adolescents de ZUS se singularisent également par des activités réalisées plus à proximité du domicile (tableau 37). Cette concentration des déplacements autour du domicile est en adéquation avec la moindre motorisation de leurs parents et le recours fréquent à la marche à pied pour se déplacer. Il est donc logique que, malgré leur usage plus précoce des transports en commun, les adolescents de ZUS passent moins de temps que les autres à se déplacer le week-end, en particulier les filles (soixante-neuf minutes).

L'opposition avec les autres adolescents de catégories populaires est sur ce point exemplaire. Les adolescents de ZUS effectuent ainsi un grand nombre de visites amicales à proximité du domicile, généralement courtes (cinquante minutes de moins que dans les autres quartiers, déplacements inclus). A l'inverse, les autres adolescents de catégories populaires, notamment les filles, effectuent beaucoup plus fréquemment des visites familiales. Ils sont accompagnés en voiture par un de leurs parents et ils ont des temps de trajets importants.

Tableau 37: Adolescents ayant réalisé des activités extrascolaires dans leur commune de résidence

	Catégories populaires	Catégories moyennes	Catégories supérieures
Visite amicale			
- En ZUS	**29%**	31,1%	NS
- En IDF	**23,3%**	**18,6%**	**19,6%**
Animation sportive ou culturelle			
- En ZUS	**8,9%**	11,4%	NS
- En IDF	**11%**	**13,9%**	**16,3%**
Promenade			
- En ZUS	**16,4%**	7,8%	NS
- En IDF	**10,7%**	**8,7%**	**6,1%**
Achats			
- En ZUS	**22%**	16,1%	NS
- En IDF	**17,3%**	**11,4%**	**8,7%**

Lecture : 29% des adolescents de catégories populaires de ZUS ont effectué une visite amicale dans leur commune.
Source : EGT 2002. Calculs de l'auteur

L'importance des visites amicales dans la commune de résidence concerne autant les garçons (27,1%) que les filles de ZUS, qui sont près d'un tiers à avoir réalisé cette activité. A l'inverse, les garçons de catégories populaires de ZUS sont plus nombreux (18,3%) que les filles (14,8%) à se promener dans leur commune, et surtout à y réaliser des achats (23,2% contre 21%).

Cette réalisation beaucoup plus fréquente d'achats dans la commune de résidence est d'abord le résultat d'une structure relativement spécifique, avec une majorité d'achats quotidiens et hebdomadaires. Au contraire, les achats exceptionnels sont beaucoup moins

répandus en ZUS. Or, dans les autres quartiers, ces achats sont quasi exclusivement réalisés en dehors de la commune, le plus souvent par des filles. La réalisation d'achats exceptionnels est ainsi fortement corrélée à de hauts revenus du ménage, à sa bi-motorisation, à la proximité du centre de l'agglomération et des centralités commerciales franciliennes ainsi qu'à la possession de la carte Imagin'R. Les parents des adolescents de ZUS sont d'ailleurs beaucoup moins nombreux (10,6%) que les autres (23,2%) à réaliser de tels achats.

Le faible nombre d'achats exceptionnels des filles de ZUS explique en partie pourquoi elles sont moins nombreuses que les garçons à se déplacer pour un motif d'achat le week-end. Néanmoins, comme nous venons de le voir, les garçons de ZUS se déplacent également plus que les filles pour les achats quotidiens et hebdomadaires, réalisés dans la commune de résidence, ce qu'on observe dans aucun autre quartier (moins d'un garçon francilien sur dix réalise ainsi des achats dans sa commune). Ces déplacements concernent plus spécifiquement les garçons les plus jeunes de ZUS : alors qu'ils sont plus d'un sur deux à avoir réalisé un achat dans la commune avant quinze ans, ils ne sont plus que 19% après cet âge. Si des hypothèses explicatives de cette spécificité seront proposées dans le chapitre suivant, en la reliant à une occupation différenciée de l'espace public de résidence, notons dès à présent que les filles de ZUS se voient ainsi privés d'une possibilité de sortie du domicile que possèdent au contraire les garçons. Cette spécificité explique alors en partie le nombre plus important de filles n'ayant eu aucune activité extrascolaire durant le week-end. Elle est également observable, mais de manière moins prononcée, en semaine : les garçons de ZUS sont quasiment aussi nombreux (8,5%) que les filles (9,2%) à s'être déplacés pour un motif d'achat, alors que les écarts selon le sexe sont beaucoup plus importants dans les autres quartiers.

3. Moins de sorties en dehors de la commune de résidence

Les adolescents de ZUS ont donc un programme d'activités en adéquation avec la moindre disponibilité de leurs parents, en privilégiant les déplacements de proximité et l'usage de la marche. Ils sont en conséquence moins nombreux à sortir de leur commune le week-end pour réaliser des activités extrascolaires, en particulier les filles.

Tableau 38: Adolescents ayant eu une activité extrascolaire en dehors de leur commune le week-end

	Catégories populaires	Catégories moyennes	Catégories supérieures
Garçons			
- En ZUS	**43,7%**	NS	NS
- En IDF	**56,2%**	**64,5%**	**69,5%**
Filles			
- En ZUS	**38,1%**	NS	NS
- En IDF	**54,6%**	**65%**	**72%**

Lecture : Les garçons de catégories populaires de ZUS sont 43,7% à avoir réalisé une activité extrascolaire en dehors de leur commune.
Source : EGT 2002. Calculs de l'auteur

Ces sorties moins fréquentes en dehors de la commune se traduisent également par des distances parcourues le week-end plus faibles que dans les autres quartiers. Néanmoins, cet indicateur de distance parcourue durant le week-end est difficile à interpréter, lorsqu'il n'est pas mis en relation avec les aménités présentes à proximité du lieu de résidence. Une faible distance parcourue peut ainsi être l'indice d'une difficulté à se déplacer pour réaliser des activités extrascolaires, mais également d'une proximité plus importante aux lieux d'exercice de ces activités. L'écart très important parmi les adolescents de grande couronne est sans doute le résultat de ces deux explications, les adolescents de ZUS étant situés plus à proximité que les autres des transports en commun et de bassins de population à forte densité.

Tableau 39: Distance parcourue par les adolescents le week-end pour réaliser des activités extrascolaires (en kilomètres)

	Catégories populaires	Catégories moyennes	Catégories supérieures
- En ZUS	**10,1**	15,8	NS
- En IDF	**15,9**	**19,7**	**22,6**
Garçons			
- En ZUS	**11,7**	NS	NS
- En IDF	**15,7**	**19,8**	**24,1**
Filles			
- En ZUS	**8,7**	NS	NS
- En IDF	**16**	**19,6**	**21,1**
Petite couronne			
- En ZUS	**9,7**	NS	NS
- En IDF	**14,8**	**18**	**18,1**
Grande couronne			
- En ZUS	**9,5**	NS	NS
- En IDF	**18**	**21,9**	**27,9**

Lecture : les adolescents de catégories populaires de ZUS ont en moyenne parcouru 10 kilomètres le week-end afin de réaliser des activités extrascolaires.
Source : EGT 2002. Calculs de l'auteur

Ce différentiel de distances parcourues avec les autres adolescents vient alors se surajouter à un voisinage socialement plus homogène. Ainsi, près de 19% des adolescents de ZUS de notre échantillon habitent à plus de 650 mètres de quartiers moyens ou supérieurs, contre un peu moins de 15% pour les adolescents des quartiers ouvriers non classés en ZUS. La conjonction de ces deux phénomènes a alors des conséquences sur le type de quartiers que fréquentent les adolescents. Ceux de ZUS sont ainsi moins nombreux en semaine que les autres adolescents de catégories populaires et moyennes à s'être déplacés dans un quartier d'un type social différent au leur : 62,5% d'entre eux ont ainsi réalisé une activité dans un quartier du type moyen, alors que les autres adolescents de catégories populaires sont 80% dans ce cas, ceux de catégories moyennes 81%. De même, ils ne sont que 12% à avoir réalisé une activité dans un quartier de type supérieur, contre 36% des autres adolescents de catégories populaires et 40% de ceux de catégories moyennes. Notons néanmoins que ce sont les adolescents parisiens de catégories supérieures qui se déplacent le moins fréquemment dans des quartiers socialement différents de leur lieu de résidence, sans doute en raison de l'homogénéité sociale croissante de Paris intra-muros.

Cette moindre fréquentation de quartiers moyens et supérieurs provient cependant autant de la localisation des établissements scolaires des adolescents de ZUS que des lieux où ils réalisent leurs activités extrascolaires. En raison de contraintes techniques propres à l'enquête EGT, nous ne disposons que des données de fréquentation des types de quartiers pour la semaine et non pour le week-end. Néanmoins, la moindre sortie en dehors de la commune ainsi que le nombre plus faible d'adolescents de catégories populaires de ZUS s'étant rendus à Paris intra-muros appuie l'hypothèse que des résultats similaires seraient observables le week-end.

La moindre disponibilité parentale en ZUS se traduit donc par des déplacements plus à proximité du domicile que dans les autres quartiers. Doit-on pour autant en conclure que cette concentration des déplacements témoigne d'un enfermement des adolescents de ZUS dans leur quartier ? Ce constat minorerait ainsi le rôle que peut jouer la mobilité sur la socialisation des adolescents vivant dans des quartiers ségrégués. Tout dépend néanmoins des hypothèses posées sur les effets socialisants de la mobilité à l'adolescence. Cette socialisation se joue en grande partie dans la découverte d'espaces publics non familiers, en premier lieu les transports en commun, et l'apprentissage de règles de co-présence pour petit à petit y trouver une place. On peut alors penser que les effets de la mobilité ne sont sûrement pas similaires selon que les déplacements et activités auxquelles ils donnent lieu sont ou non accompagnés par les parents. Une sortie familiale au restaurant en voiture ne questionne sans doute pas de la même manière les habitudes d'action des adolescents qu'un déplacement avec ses pairs en transport en commun pour se rendre dans une des centralités commerciales de la région.

Les constats posés sur la mobilité des adolescents ZUS sont ainsi différents si on se focalise sur les seuls déplacements et activités effectués de manière autonome des

parents. En effet, la plus grande concentration des déplacements en ZUS dans la commune de résidence est avant tout le résultat du moindre accompagnement parental. Les adolescents de ZUS, du moins les garçons, sont aussi nombreux que ceux de catégories populaires et moyennes à réaliser des activités autonomes en dehors de la commune, grâce notamment à un usage plus important des transports en commun.

V. Des sorties autonomes aussi fréquentes que les autres adolescents de catégories populaires et moyennes

Les adolescents de ZUS réalisent plus d'activités extrascolaires sans leurs parents que les autres adolescents. Or, si une proportion importante de ces activités autonomes est effectuée à proximité du domicile, une partie d'entre elles élargissent les territoires fréquentés. Ainsi, les adolescents de ZUS, en particulier les garçons, parcourent autant de kilomètres sans leurs parents que les autres adolescents de catégories populaires et moyennes. C'est d'autant plus le cas lorsqu'on raisonne à éloignement constant du centre de l'agglomération (le nombre plus important de distances parcourues par les adolescents de catégories moyennes s'explique principalement par leur surreprésentation en grande couronne).

Tableau 40: Distance parcourue par les adolescents sans leurs parents le week-end

Distance parcourue sans les parents (en km)	Catégories populaires	Catégories moyennes	Catégories supérieures
- En ZUS - En IDF	**6,9** **6,6**	7,4 **7,5**	NS **9,7**
Garçons - En ZUS - En IDF	 **10,1** **7,5**	 NS **9,4**	 NS **11**
Filles - En ZUS - En IDF	 **4** **5,9**	 NS **5,5**	 NS **8,4**

Lecture : les adolescents de catégories populaires ont parcouru en moyenne 6,9 kilomètres sans leurs parents le week-end. Source : EGT 2002. Calculs de l'auteur

Les adolescents ZUS sont également aussi nombreux que les autres adolescents de catégories populaires et moyennes à avoir réalisé des activités autonomes en dehors de leur commune. Ils en réalisent cependant moins que les adolescents de catégories supérieures, qui ont un meilleur accès aux transports en commun et qui sont plus fréquemment accompagnés en voiture par une personne extérieure au ménage.

Tableau 41: Adolescents ayant réalisé une activité extrascolaire en dehors de leur commune sans être accompagnés par leurs parents

	Catégories populaires	Catégories moyennes	Catégories supérieures
- En ZUS - En IDF	**25,1%** **27,7%**	31,5% **27,3%**	NS **38,1%**
Garçons - En ZUS - En IDF	 **31,8%** **29,6%**	 NS **30,4%**	 NS **46%**
Filles - En ZUS - En IDF	 **19,4%** **26%**	 NS **23,5%**	 NS **30,6%**

Lecture : 25,1% des adolescents de catégories populaires de ZUS ont réalisé une activité en dehors de leur commune sans être accompagnés dans le déplacement par leurs parents. Source : EGT 2002. Calculs de l'auteur

Les adolescents de catégories populaires de ZUS utilisent six fois sur dix les transports en commun pour réaliser ces activités. Au contraire, 40% des déplacements autonomes des autres adolescents de catégories populaires et 25% de ceux de catégories moyennes et supérieures sont réalisés avec ce mode. Ces écarts entre quartiers sont particulièrement marqués pour les adolescents plus jeunes : les adolescents de ZUS de moins de quinze ans sont 12,7% à être sortis en transports en commun en dehors de leur commune sans leurs parents, alors que les autres adolescents ne sont que 4,1% dans ce cas. Ces derniers sont accompagnés en voiture plus d'une fois sur deux lorsqu'ils réalisent une activité en dehors de leur commune sans les parents. Ce résultat est logique, car ils sont beaucoup plus véhiculés que les adolescents de ZUS par une personne extérieure au ménage (tableau 20).

VI. Un effet très différent de la montée en âge selon le sexe

Nous avons vu précédemment qu'une des principales différences entre les adolescents de ZUS et ceux des autres quartiers était le moindre accompagnement de leurs déplacements en voiture par les parents. Or, cet accompagnement parental diminue fortement avec la montée en âge (figure 7). Cela entraîne une diminution des activités extrascolaires réalisées le week-end, notamment des loisirs et des visites familiales, car l'usage autonome des transports en commun ne compense qu'en partie ce moindre accompagnement.

Nous devrions donc logiquement assister à un rapprochement entre l'usage des modes de transport de ces adolescents et de ceux de ZUS, ainsi que de leur programme d'activités. Ce rapprochement concerne cependant uniquement les garçons de ZUS, car la montée en âge n'entraîne pas, bien au contraire, une diminution de l'accompagnement des filles de ces quartiers. Les garçons de ZUS continuent quant à eux à avoir un usage autonome des transports en commun plus fréquent que dans les autres quartiers.

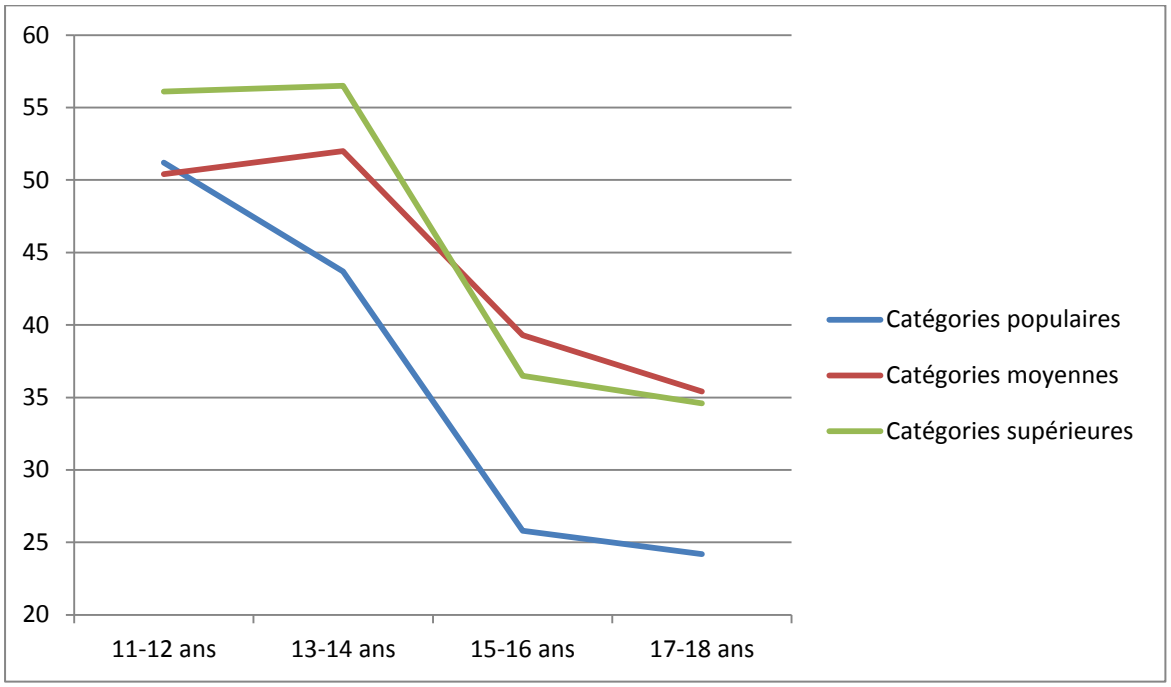
Les hypothèses que nous formulons sur les effets de la montée en âge mériteraient néanmoins d'être confirmées par une enquête centrée uniquement sur les adolescents. En effet, la taille de notre échantillon permet seulement de distinguer les adolescents de ZUS selon deux classes d'âge, les onze-quatorze ans et les quinze-dix-huit ans. Les segmentations en classes d'âge plus fines ne sont ainsi significatives que lorsque nous différencions les adolescents franciliens en fonction de leur sexe, de leur catégorie sociale ou de leur éloignement du centre de l'agglomération.

1. Une diminution de l'accompagnement en voiture, exceptée pour les filles de ZUS

Quelle que soit leur catégorie sociale, les adolescents franciliens sont de moins en moins accompagnés par leurs parents lorsqu'ils montent en âge (figure 8). L'écart dans l'accompagnement entre les ZUS et les autres quartiers prend alors, de l'enfance à la fin de l'adolescence, l'allure d'une courbe en « v » inversée: le différentiel d'accompagnement se creuse entre six et quatorze ans, puis diminue ensuite.

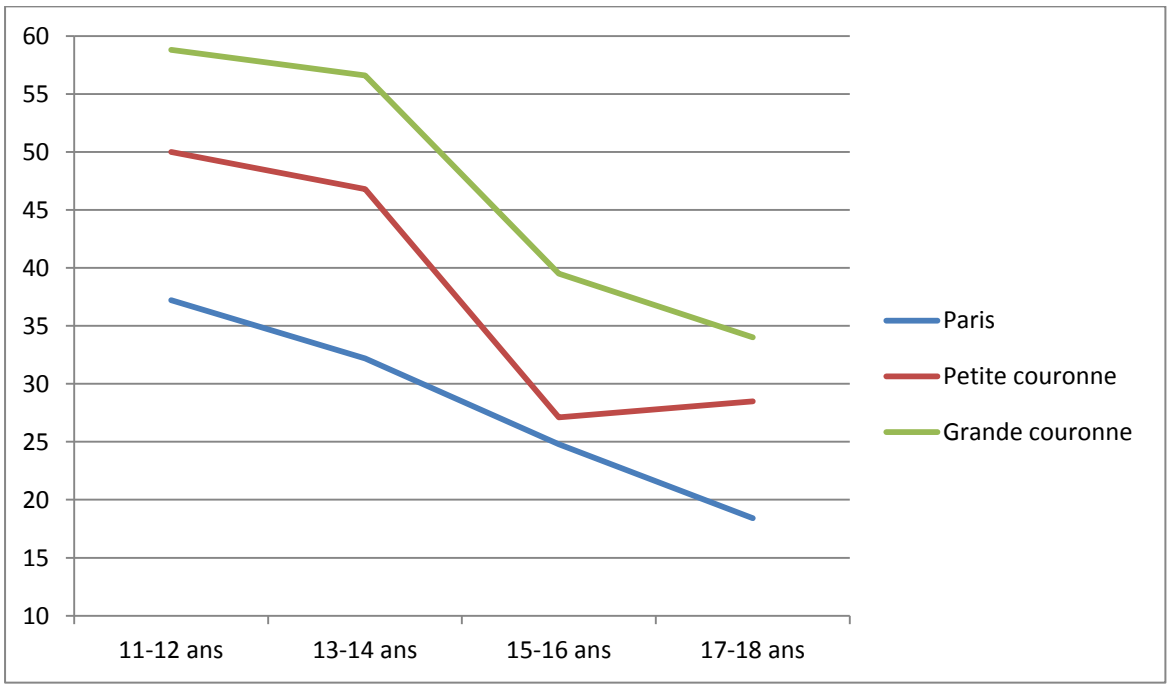
Ce rapprochement des taux d'accompagnement entre les ZUS et les autres quartiers est bien plus important en petite qu'en grande couronne. En effet, l'accompagnement des adolescents de ZUS n'augmente pas avec l'éloignement du centre de l'agglomération. A l'inverse, les adolescents de grande couronne des autres quartiers sont, à âge égal, toujours plus accompagnés que les autres (figure 9). Ces adolescents doivent sans doute négocier plus que les autres un accompagnement partiel de leurs déplacements pour découvrir de manière autonome de nouveaux territoires malgré leur éloignement aux transports en commun.

Figure 8: Adolescents accompagnés par leurs parents en voiture pour réaliser une activité extrascolaire, en fonction de l'origine sociale (en %)



Lecture : 51,2% des adolescents de catégories populaires âgés de 11 et 12 ans ont été accompagnés par leurs parents en voiture le week-end. Source : EGT 2002. Calculs de l'auteur

Figure 9: Adolescents accompagnés par leurs parents en voiture pour réaliser une activité extrascolaire, en fonction de l'éloignement du centre de l'agglomération (en %)



Lecture : 37,2% des adolescents parisiens âgés de 11 ou 12 ans ont été accompagnés par leurs parents le week-end en voiture. Source : EGT 2002. Calculs de l'auteur

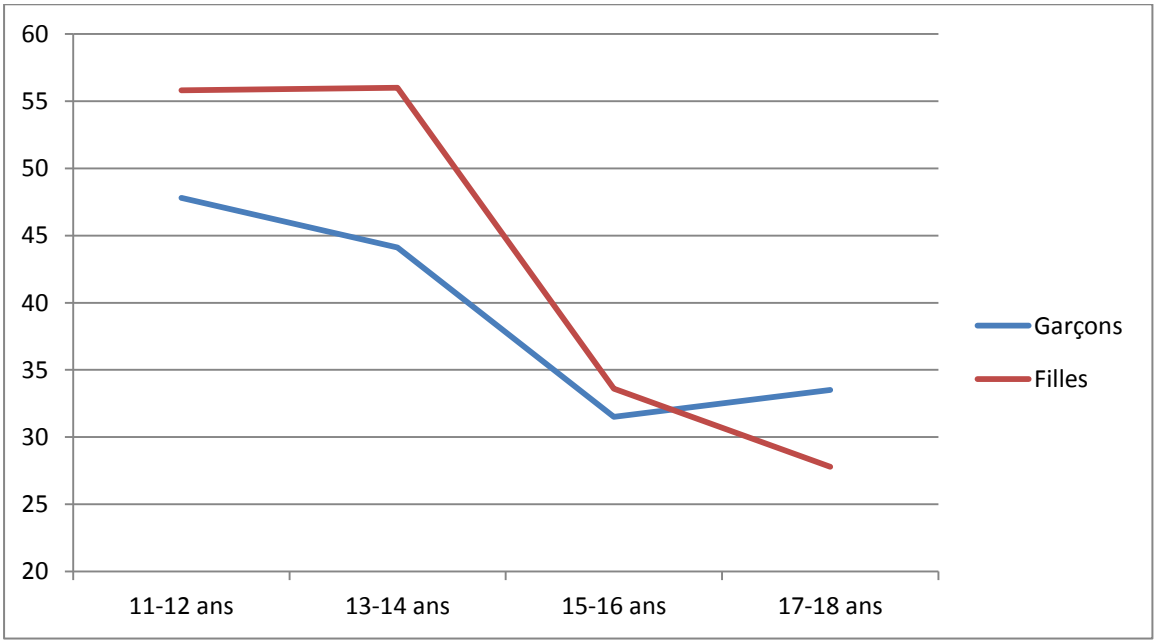
La réduction des écarts d'accompagnement parental entre les ZUS et les autres quartiers concerne uniquement les garçons. Les filles de ZUS se distinguent sur ce point très fortement des autres adolescentes. Alors qu'elles ne sont pas plus accompagnées que les garçons de leur quartier avant quinze ans, leur accompagnement augmente après cet âge (tableau 42). Dans les autres quartiers les filles sont à l'inverse beaucoup plus accompagnées que les garçons jusqu'à quatorze ans, puis de manière équivalente ensuite (figure 10).

Tableau 42 : Adolescents de ZUS accompagnés par leurs parents en voiture pour réaliser une activité extrascolaire

	11-14 ans	15-18 ans
Garçons	**17,7%**	**4,1%**
Filles	**14,8%**	**25,1%**

Lecture : 17,7% des adolescents de ZUS de moins de 15 ans ont été accompagnés par leurs parents en voiture le week-end. Source : EGT 2002. Calculs de l'auteur

Figure 10: Adolescents accompagnés par leurs parents en voiture pour réaliser une activité extrascolaire en fonction du sexe (en %)



Lecture : 47,8% des garçons âgés de 11 et 12 ans ont été accompagnés en voiture par leurs parents le week-end pour réaliser des activités extrascolaires.
Source : EGT 2002. Calculs de l'auteur

2. Des usages des modes de transport qui se rapprochent avec la montée en âge, à l'exception des filles de ZUS

Les adolescents de ZUS ont, nous l'avons vu, un usage spécifique des différents modes de transports : moins de déplacements en voiture, un primat de la marche à pied et un usage autonome plus précoce des transports en commun. La montée en âge entraîne chez les autres adolescents une diminution de l'accompagnement en voiture et un usage plus

fréquent des transports en commun, en particulier lors du passage du collège au lycée. Les filles de ZUS, quant à elles, connaissent une évolution inverse, avec plus de déplacements accompagnés en voiture et un moindre usage autonome des transports en commun.

Les adolescents de catégories populaires de ZUS restent beaucoup moins véhiculés que les autres, même après quatorze ans : ils sont ainsi 26,2% à avoir été accompagné en voiture pour réaliser une activité extrascolaire, alors que les adolescents de catégories populaires sont en général 36,5% dans ce cas, ceux de catégories moyennes 52,3% et ceux de catégories supérieures 51%. Les écarts sont cependant bien moins marqués que pour les adolescents les plus jeunes, que ce soit pour les filles (tableau 43) ou les garçons (tableau 44).

Cette réduction des écarts est due pour une part à la diminution de l'accompagnement par les parents dans les autres quartiers : lorsque celui-ci diminue plus faiblement qu'ailleurs, comme en grande couronne (figure 9), les écarts entre les ZUS et les autres quartiers dans l'usage d'une voiture demeurent importants. Mais cette réduction des écarts est également le résultat d'un accompagnement plus fréquent des garçons de ZUS en voiture par une personne extérieure au ménage après quatorze ans. En ce qui concerne les filles, elle est avant tout la conséquence d'un accompagnement plus fréquent par les parents à partir de cet âge (tableau 42).

Tableau 43: Filles ayant été véhiculées pour réaliser une activité extrascolaire en fonction de l'âge

	Catégories populaires	Catégories moyennes	Catégories supérieures
Filles âgées de 11 à 14 ans			
- En ZUS	**13,8%**	NS	NS
- En IDF	**51,4%**	**69,2%**	**80%**
Filles âgées de 15 à 18 ans			
- En ZUS	**29,1%**	NS	NS
- En IDF	**35,8%**	**51,3%**	**47,9%**

Lecture : 13,8% des filles de ZUS âgées de moins de 15 ans ont été accompagnées en voiture afin de réaliser une activité extrascolaire. Source : EGT 2002. Calculs de l'auteur.

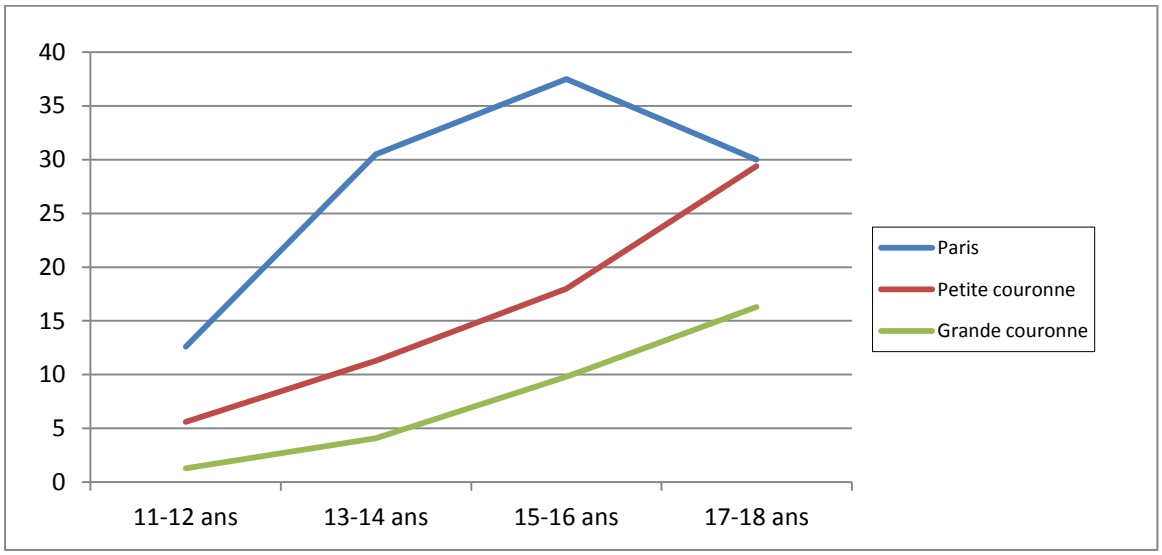
Tableau 44: Garçons ayant été véhiculés pour réaliser une activité extrascolaire en fonction de l'âge

	Catégories populaires	Catégories moyennes	Catégories supérieures
Garçons âgés de 11 à 14 ans			
- En ZUS	**29,9%**	NS	NS
- En IDF	**52,8%**	**64,2%**	**66,4%**
Garçons âgés de 15 à 18 ans			
- En ZUS	**23,3%**	NS	NS
- En IDF	**37,3%**	**53,1%**	**53,8%**

Lecture : 29,9% des garçons de ZUS âgés de moins de 15 ans ont été accompagnées en voiture afin de réaliser une activité extrascolaire. Source : EGT 2002. Calculs de l'auteur.

Nous avons également vu précédemment que les adolescents de ZUS se caractérisaient par un primat de la marche à pied pour réaliser des activités extrascolaires. L'usage de ce mode de transport diminue avec la montée en âge dans tous les quartiers, mais de manière plus prononcée en ZUS : les adolescents de ces quartiers âgés de moins de quinze ans sont ainsi 66,2% à avoir utilisé la marche à pied pour réaliser une activité extrascolaire, alors qu'ils ne sont que 49% dans ce cas parmi ceux qui sont plus âgés. La réduction des écarts avec la montée en âge concerne plus les garçons que les filles de ces quartiers : alors que les garçons les plus jeunes sont bien plus nombreux (81%) que les autres adolescents à avoir utilisé ce mode, les filles de ZUS de leur âge ont un usage plus proche (55%) de celui des autres quartiers.
Enfin, à l'inverse de la voiture et de la marche à pied, l'usage des transports en commun augmente dans tous les quartiers avec la montée en âge. Cette augmentation est cependant moins marquée en grande couronne :

Figure 11: Adolescents ayant utilisé les transports en commun sans leurs parents pour réaliser une activité extrascolaire (en %)



Lecture : 5,6% des adolescents de petite couronne de 11 et 12 ans ont utilisé les transports en commun sans leurs parents afin de réaliser une activité extrascolaire.
Source : EGT 2002. Calculs de l'auteur

Cette augmentation est en partie le résultat de la diffusion de la carte Imagin'R avec le passage du collège au lycée. Les adolescents de ZUS ont, nous l'avons vu, un usage autonome de ce mode de transport plus précoce que dans les autres quartiers. Cet usage précoce entraîne logiquement une réduction des écarts avec la montée en âge. Le nombre d'adolescents de ZUS ayant utilisé les transports en commun sans leurs parents augmente ainsi plus faiblement que dans les autres quartiers :

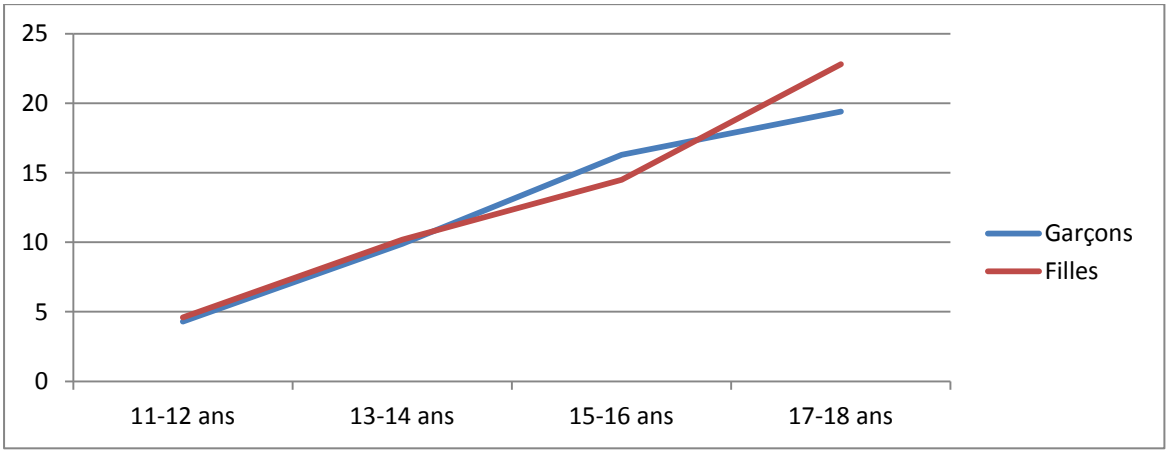
Tableau 45: Adolescents ayant utilisé les transports en commun sans leurs parents pour réaliser une activité extrascolaire

	Catégories populaires	Catégories moyennes	Catégories supérieures
11-14 ans			
- En ZUS	**18,3%**	NS	NS
- En IDF	**10,9%**	**4%**	**9,4%**
15-18 ans			
- En ZUS	**21,5%**	NS	NS
- En IDF	**22,4%**	**10,6%**	**19,9%**

Lecture : 18,3% des adolescents de ZUS âgés de moins de 15 ans ont utilisé les transports en commun sans leurs parents le week-end.
Source : EGT 2002. Calculs de l'auteur

Néanmoins, cette évolution générale masque des différences importantes entre les garçons et les filles de ZUS. Alors que dans les autres quartiers, l'augmentation de l'usage autonome des transports en commun ne diffère pas selon le sexe (figure 12), celui des filles de ZUS diminue avec la montée en âge. Elles sont ainsi bien plus nombreuses (26,5%) que dans les autres quartiers (5,9%) à avoir utilisé les transports en commun sans leurs parents avant quinze ans[77], alors qu'elles ne sont plus que 12,6% dans ce cas après cet âge. A l'inverse, cet usage reste très important chez les garçons de ZUS après quatorze ans : 30,5% d'entre eux ont utilisé les transports en commun sans leurs parents le week-end, contre 23,7% des adolescents de catégories populaires, 10,4% des adolescents de catégories moyennes et 19,3% des adolescents de catégories supérieures.

Figure 12: Adolescents ayant utilisé les transports en commun sans leurs parents pour réaliser une activité extrascolaire (en %)



Lecture : 4,3% des garçons et 4,6% des filles âgées de 11 à 12 ans ont utilisé les transports en commun sans leurs parents le week-end. Source : EGT 2002. Calculs de l'auteur

[77] Ce résultat est congruent avec une autre étude qui montre que les collégiennes d'une ZUS de l'agglomération strasbourgeoise sont plus nombreuses à fréquenter le centre historique de Strasbourg sans leurs parents que les garçons du même âge (Ramadier, Petropoulou et Bronner, 2008).

L'usage des différents modes de transport avec la montée en âge évolue donc de manière différenciée selon le sexe en ZUS. L'usage des garçons se rapproche en partie de celui des autres quartiers. A l'inverse, l'usage des filles suit une évolution spécifique avec un moindre usage autonome des transports en commun que précédemment.
Cette évolution spécifique se traduit par une diminution des sorties autonomes hors de la commune des filles de catégories populaires de ZUS. Elles sont moins nombreuses (22,5%) que les garçons de ZUS (41,7%) à sortir sans leurs parents de la commune après quatorze ans, alors qu'il n'y a guère d'écart selon le sexe avant cet âge. Les garçons de ZUS continuent à plus sortir de manière autonome de leur commune que les autres garçons de catégories populaires et moyennes du même âge (37,6%). Cet écart entre filles et garçons de ZUS après quatorze ans s'explique en partie par un accompagnement plus fréquent en voiture des garçons par une personne extérieure au ménage (tableau 20). Mais, il est surtout le résultat d'un usage autonome beaucoup plus important des transports en commun : tandis que dans les autres quartiers, filles et garçons de plus de quatorze ans sont autant à utiliser les transports en commun sans leurs parents pour sortir de leur commune, 6,8% des filles de ZUS sont dans ce cas contre 23,4% des garçons de cette tranche d'âge. Avant cet âge, elles étaient au contraire un peu plus nombreuses que les garçons à avoir utilisé ce mode sans leurs parents.

3. Un programme d'activité qui reste spécifique, mais une augmentation des activités de loisirs chez les garçons et des visites amicales et familiales chez les filles

Quelle que soit la catégorie sociale et le quartier de résidence, le nombre d'adolescents n'ayant pas réalisé d'activités extrascolaires le week-end augmente avec l'âge (tableau 46). L'entrée au lycée conduit ainsi à un investissement plus important d'un certain nombre d'adolescents dans les activités scolaires, ce qui peut restreindre leur mobilité (voir infra, chapitre 10). Mais, c'est surtout la très forte diminution des déplacements accompagnés par les parents, que ne vient pas compenser totalement l'augmentation de l'usage autonome des transports en commun, qui entraîne cette inactivité plus importante. Malgré une diminution moins importante de l'accompagnement en voiture, les adolescents de ZUS sont toujours plus nombreux que les autres à n'avoir réalisé aucune activité extrascolaire durant le week-end en dehors de leur domicile.

Tableau 46: Adolescents n'ayant réalisé aucune activité extrascolaire durant le week-end

	Catégories populaires	Catégories moyennes	Catégories supérieures
11-14 ans			
- En ZUS	**19,1%**	NS	NS
- En IDF	**12,6%**	**11,1%**	**6,6%**
15-18 ans			
- En ZUS	**26,9%**	NS	NS
- En IDF	**20,1%**	**15,9%**	**13%**

Cette stabilité des écarts entre les ZUS et les autres quartiers masque des divergences importantes dans l'évolution du programme d'activités des garçons et des filles de ces quartiers. Comme nous l'avons vu précédemment, les filles de ZUS sont plus accompagnées qu'auparavant après quatorze ans, à l'inverse de ce qui est observé dans les autres quartiers. En conséquence, l'inactivité des filles de ZUS reste relativement constante, alors que celle des autres adolescentes augmente de manière continue avec la montée en âge.

Tableau 47: Filles n'ayant réalisé aucune activité extrascolaire durant le week-end

	Catégories populaires	Catégories moyennes	Catégories supérieures
11-14 ans			
-En ZUS	**29%**	NS	NS
-En IDF	**18,1%**	**8,5%**	**12%**
15-18 ans			
- En ZUS	**30%**	NS	NS
- En IDF	**22,5%**	**19,3%**	**19,7%**

Lecture : 29% des filles de ZUS de moins de 15 ans n'ont eu aucune activité extrascolaire durant le week-end
Source : EGT 2002. Calculs de l'auteur

La diminution de l'accompagnement parental dans les autres quartiers se traduit en effet par la moindre réalisation de loisirs, d'achats exceptionnels ou de visites familiales. Néanmoins, la diminution du nombre d'activités de loisirs des filles de ZUS est encore plus importante que dans les autres quartiers, celles des achats exceptionnels étant équivalente. Ce n'est donc pas sur ces deux activités que l'augmentation spécifique de l'accompagnement des filles de ZUS se fait sentir, mais sur les visites familiales. Les adolescentes de ZUS âgées de moins de quinze ans sont ainsi 12,5% à avoir rendu visite à un membre de la famille, alors que les autres filles du même âge sont 26,7% dans ce cas. Au contraire, à partir de quinze ans elles ne sont plus que 16,4% à avoir réalisé une visite familiale, contre 15,2% en ZUS.

Malgré cette augmentation des visites familiales avec les parents, les filles de ZUS conservent un programme d'activité spécifique. Les promenades et les visites amicales occupent ainsi une place de plus en plus importante dans leur programme. Les filles de ZUS de plus de quatorze ans sont plus de 40% à avoir rendu visite à un ami, le plus souvent dans la commune de résidence (28%), contre 27,4% des autres adolescentes franciliennes du même âge.

Cette importance des visites amicales dans le programme d'activités continue également à caractériser les garçons de ZUS. Si le nombre de visites amicales augmente avec l'âge dans tous les quartiers, les garçons de ZUS de plus de quatorze ans sont toujours plus nombreux que les autres à réaliser cette activité (45,6% contre 36,1%). Ils sont notamment plus d'un tiers à avoir rendu visite à un ami ne résidant pas dans leur commune, le plus souvent en transports en commun, alors que les autres adolescents ne sont que 15% dans ce cas.

A l'inverse, les promenades et les achats, qui occupent une place importante dans leur programme avant quinze ans, sont moins fréquents ensuite. Alors que le nombre de garçons s'étant promenés le week-end reste constant dans les autres quartiers, il diminue en ZUS (22,8% avant quinze ans et 14,7% ensuite), notamment en grande couronne. Surtout, alors que près d'un garçon sur deux de moins de quinze ans effectue un achat durant le week-end, ils ne sont ensuite plus que 20% dans ce cas. Cela est notamment dû à la diminution des achats quotidiens ou hebdomadaires réalisés dans la commune de résidence. Le nombre d'adolescents des autres quartiers réalisant ces achats diminue lui aussi avec l'âge, mais plus faiblement. Cela explique alors pourquoi le nombre de garçons n'ayant réalisé aucune activité extrascolaire durant le week-end augmente plus rapidement en ZUS (il passe de 6% à 23% après quinze ans, et de 8% à 13,6% dans les autres quartiers).

La montée en âge entraîne aussi une augmentation des activités de loisirs réalisés par les garçons de ZUS, alors que les adolescents des autres quartiers ne sont pas plus nombreux à se déplacer pour ces activités. Les garçons de ZUS de plus de quatorze ans sont ainsi plus nombreux que les plus jeunes (27% contre 11,2%) à se déplacer pour des activités sportives ou culturelles. Ces activités sont le plus souvent effectuées dans la commune de résidence, alors que dans les autres quartiers les garçons se déplacent plus fréquemment en dehors de leur commune pour les réaliser. Par ailleurs, les différentiels de fréquentation de spectacles et restaurants entre quartiers ne sont guère modifiés par la montée en âge.

Tableau 48: Garçons ayant réalisé une activité de loisir durant le week-end

	Catégories populaires	Catégories moyennes	Catégories supérieures
11-14 ans			
-En ZUS	**40,4%**	NS	NS
-En IDF	**47,2%**	**61,4%**	**72,6%**
15-18 ans			
- En ZUS	**47,2%**	NS	NS
- En IDF	**49,5%**	**60,6%**	**73,7%**

Lecture : 40,4% des garçons de ZUS âgés de moins de 15 ans ont eu une activité de loisir durant le week-end.
Source : EGT 2002. Calculs de l'auteur

*

Quelles conclusions provisoires pouvons-nous tirer de l'enquête EGT en réponse aux problématiques exposées dans nos trois premiers chapitres ? Nous avions tout d'abord montré que la mobilité pouvait jouer un rôle dans la socialisation des adolescents, en leur permettant de s'affranchir de la tutelle de leurs parents, mais surtout de découvrir des territoires non familiers et d'être confrontés à de nouvelles habitudes d'action. Nous avions donc posé l'hypothèse que la mobilité à l'adolescence pouvait avoir un effet

correcteur sur les effets négatifs de la ségrégation résidentielle. Mais nous avions également rappelé que les adolescents, selon leur environnement économique et social, ne possèdent pas tous les mêmes potentiels pour se déplacer. Ils se distinguent aussi par la socialisation à la mobilité qu'ils ont acquise dans la sphère familiale et dans leurs différentes expériences résidentielles.

L'enquête EGT nous a en premier lieu permis de montrer que les pratiques de mobilité des adolescents de ZUS se différenciaient de celles des autres adolescents. Ils sont beaucoup moins accompagnés par leurs parents que les autres adolescents et ils se déplacent moins en voiture. Ce moindre accompagnement a pour première conséquence une pratique plus faible d'activités extrascolaires, notamment en soirée pour les filles. Les activités des garçons sont également réalisées plus fréquemment à proximité du domicile, avec un nombre important de visites amicales et de promenades. Venant se surajouter à un caractère socialement plus homogène du voisinage, ces déplacements moins lointains conduisent les adolescents de ZUS à moins fréquenter que les autres adolescents des quartiers d'un type social différent du leur.

Ces constats ne remettent cependant pas totalement en cause le rôle que pourrait jouer la mobilité dans la socialisation des adolescents de ZUS. En effet, ces adolescents compensent leur moindre motorisation par une expérimentation plus précoce de l'usage autonome des transports en commun. Ils sont aussi nombreux que les autres adolescents de catégories populaires et moyennes à réaliser sans leurs parents des activités en dehors de leur commune. Les différences sont néanmoins très importantes entre les garçons et les filles de ZUS : celles-ci utilisent plus fréquemment que les garçons les transports en commun avant quinze ans, mais elles sont ensuite plus nombreuses à être accompagnées par leurs parents en voiture. Au contraire, les garçons se déplacent plus fréquemment à pied à proximité de leur domicile avant quinze ans, puis ils sont très nombreux ensuite à réaliser des sorties autonomes en dehors de leur commune en transports en commun.

La mise en évidence de corrélations statistiques permet de dégager certaines hypothèses explicatives sur ces pratiques en les reliant à des différentiels de potentiels de mobilité. Ces pratiques sont liées à une proximité fréquente aux transports en commun, mais surtout à la moindre disponibilité des parents en temps, en argent et en voitures individuelles. Le contrôle différencié des mobilités selon le sexe n'est ainsi pas spécifique aux ZUS : dans tous les quartiers, les filles de moins de quinze ans sont plus accompagnées dans leurs déplacements que les garçons. La moindre disponibilité des parents en ZUS rend cependant plus difficile cet accompagnement. Cela explique en partie le nombre beaucoup plus important de filles de ces quartiers de cet âge à n'avoir pas eu d'activités extrascolaires durant le week-end en dehors de leur domicile.

Quatre points rendent cependant nécessaire de compléter les résultats tirés de l'enquête EGT par d'autres recherches. Ces quatre points ne sont pas indépendants les uns des autres, sans pour autant se recouper totalement.

Le premier point est l'impossibilité d'établir des distinctions fines parmi les adolescents de ZUS en raison de la faiblesse de notre échantillon. Nous avons ainsi distingué ces adolescents uniquement en fonction de leur catégorie sociale, de leur éloignement du centre de l'agglomération, de leur classe d'âge (onze-quatorze et quinze-dix-huit ans) et de leur sexe. Or, les différences internes aux adolescents de ces quartiers sont bien plus larges que ces clivages (voir supra, chapitre 2). Ainsi, les différences que nous avons mises en évidence entre les filles et les garçons de ZUS, notamment en terme d'activités réalisées en dehors du domicile, ne disent rien sur les distinctions internes à ces deux grandes catégories. Si les filles de ZUS sont en moyenne moins mobiles que les autres adolescents, il ne s'agit que de moyenne et certaines peuvent se déplacer beaucoup plus fréquemment que les autres adolescentes ou que les garçons de leur quartier. Pour établir des distinctions plus fines à partir d'une enquête quantitative, il conviendrait de disposer d'un échantillon plus important, centré spécifiquement sur les adolescents.

Le second point est la difficulté d'interprétation de certaines caractéristiques des pratiques de mobilité des adolescents sans avoir accès au sens que ces derniers donnent à leurs pratiques. Par exemple, comment interpréter la concentration des déplacements des garçons de ZUS de moins de quinze ans à proximité de leur domicile ? Est-elle vécue comme un enfermement ou au contraire comme le moyen de profiter de la sociabilité juvénile locale ? Des difficultés similaires se posent pour interpréter l'inactivité d'une partie des filles de ZUS ou les temps de trajets plus importants des adolescents de ces quartiers.

Le troisième point concerne les hypothèses explicatives que l'enquête EGT permet de dégager sur les spécificités des pratiques de mobilité des adolescents de ZUS. Cette enquête est particulièrement adaptée au paradigme de la mobilité comme accessibilité (voir supra, chapitre 3), car elle fournit de nombreux éléments d'explication des pratiques des adolescents à partir de leurs différents potentiels de mobilité. A l'inverse, elle permet seulement d'esquisser l'influence sur les pratiques des dispositions acquises dans la sphère familiale ou dans le quartier de résidence. Certaines corrélations montrent ainsi une possible influence de la socialisation familiale à la mobilité sur les pratiques des adolescents. La corrélation entre l'usage des transports en commun par les parents pour réaliser des activités extraprofessionnelles et l'usage autonome de ce mode par leurs enfants laisse par exemple supposer une possible transmission du rapport aux différents modes de transport. De même, les modèles de régression logistique montrent un effet propre de la résidence en ZUS sur les différences de pratiques entre les filles et les garçons de ces quartiers. Cet effet peut certes être le résultat d'une incomplétude de ces modèles, mais il laisse également supposer une influence du cadre urbain sur les pratiques. Certaines spécificités de ces pratiques nécessitent donc des hypothèses explicatives supplémentaires, car rien ne permet de les expliquer dans les données statistiques dont nous disposons : le faible nombre de déplacements à pied dans le quartier pour les filles, l'augmentation de leur accompagnement en voiture après quatorze ans, le grand nombre d'activités réalisées à proximité du domicile par les garçons avant quinze ans, leur accompagnement fréquent après cet âge par une personne extérieure au ménage.

Le dernier point concerne la caractérisation des pratiques de mobilité des adolescents. L'enquête EGT n'offre qu'une description sommaire, mais nécessaire, de ces pratiques. Elle ne permet notamment pas de mettre en évidence les différentes manières d'habiter un quartier ségrégué, car elle ne renseigne par exemple pas le rapport qu'entretiennent les adolescents à leur quartier.

L'exploitation de nos matériaux qualitatifs va nous permettre d'être plus précis sur ces quatre points. Le cadrage qualitatif que nous allons effectuer dans le chapitre 6 nous permettra tout d'abord de proposer des hypothèses explicatives sur les différences de pratiques entre filles et garçons de ZUS exposées précédemment (troisième point). Il mettra également en évidence certaines dimensions fondamentales des pratiques de mobilité des adolescents qui ne sont pas accessibles dans l'enquête EGT (quatrième point). A partir de ces dimensions, nous construirons dans les chapitres 7, 8 et 9 une typologie des manières d'habiter un quartier ségrégué. La construction de cette typologie prendra en compte le sens que les adolescents donnent à leurs pratiques (deuxième point). Elle établira des distinctions plus fines que la simple différence entre filles et garçons de ZUS (premier point). Enfin, elle fera émerger d'autres éléments explicatifs des pratiques des adolescents que leur potentiel de mobilité, comme par exemple leur trajectoire résidentielle ou leur capital d'autochtonie (troisième point).

Chapitre 6 : Sept dimensions qui structurent les manières d'habiter des adolescents de ZUS

Source : Photographie d'un élève de seconde professionnelle (2010)

Dans ce sixième chapitre nous opérons un cadrage des pratiques de mobilité des adolescents à partir de nos matériaux qualitatifs (entretiens et ethnographie) et de l'état actuel de la recherche sur cette question. Ce cadrage a pour principal objectif d'introduire les dimensions à prendre en compte pour analyser les manières d'habiter des adolescents de ZUS : l'ancrage dans le quartier de résidence ; les souhaits de mobilité résidentielle future ; les modalités d'apprentissage de la mobilité en transports en commun et le contrôle des parents sur ces déplacements ; le rapport aux différents modes de transports ; les lieux fréquentés et les représentations de l'espace urbain ; les modalités de cohabitation avec des inconnus d'une autre origine sociale et résidentielle ; la fréquentation des espaces d'interaction sociale sur Internet. Ces dimensions constituent en quelque sorte les axes de coordonnées qui nous permettront dans les chapitres suivants

d'ordonner les différentes manières dont les adolescents habitent leur quartier. Elles ne peuvent être investiguées avec l'enquête EGT, qui permet avant tout de mettre en évidence des différences de potentiels de mobilité, de programmes d'activités et d'usages des modes de transport. Cette enquête s'inscrit ainsi principalement dans le paradigme de la mobilité comme accessibilité (voir supra, chapitre 3).

Nous n'avions pas intégré initialement à notre recherche l'ensemble de ces dimensions. Elles se sont imposées au fil d'aller-retours répétés entre recherche bibliographique et observations de terrain. Cela explique le statut intermédiaire de ce chapitre, dans lequel nous exposons conjointement résultats empiriques et état de l'art de la recherche.

Pour chacune de ces dimensions, nous procéderons systématiquement en trois temps. Nous expliquerons tout d'abord pourquoi il est nécessaire de prendre en compte la dimension décrite pour analyser les manières d'habiter des adolescents. Dans un second temps, nous montrerons comment les adolescents de notre échantillon se répartissent sur cet axe d'analyse. Notre propos sera volontairement concis, car le positionnement des adolescents sera décrit avec plus de précision dans les trois chapitres suivants : c'est la raison pour laquelle nous ne mobiliserons pas d'extraits d'entretien pour appuyer notre propos. Enfin, dans un dernier temps, nous exposerons les différentes variables qui influencent la répartition des adolescents sur cet axe. Nous serons particulièrement attentif aux variables dont le chapitre précédent a montré qu'elles étaient très discriminantes sur les pratiques des adolescents : le sexe, l'âge, l'éloignement du centre de l'agglomération et l'origine sociale. Mais, en nous appuyant sur la littérature et sur nos matériaux qualitatifs, nous introduirons d'autres schèmes d'explication peu ou pas repérables dans l'enquête EGT : la place dans la fratrie, la trajectoire résidentielle des adolescents et des parents, le capital d'autochtonie, la trajectoire scolaire, la socialisation exercée par le cadre urbain de résidence… Ces schèmes s'inscrivent dans les paradigmes des dispositions à la mobilité et de la mobilité comme épreuve (voir supra, chapitre 3). Ils apportent également un éclairage sur certaines corrélations statistiques observées au chapitre précédent, en particulier sur les différences importantes et spécifiques de pratiques entre filles et garçons de ZUS.

Rappelons que si nous explorons dans ce chapitre ces différentes dimensions de façon relativement autonome, elles ne prennent sens que dans leur imbrication : la répartition des adolescents sur un axe détermine en grande partie celle sur les autres axes. Nous montrerons ensuite comment les types de manière d'habiter articulent de manière cohérente ces différentes dimensions. Ce présent chapitre constitue donc en quelque sorte un prélude aux suivants, nous y amorçons des descriptions et des explications qui ne seront pleinement développées qu'ensuite.

I. L'ancrage dans le quartier de résidence

Nous avons montré précédemment que la mobilité n'était pas antinomique de l'ancrage résidentiel et qu'il fallait au contraire articuler ces deux éléments pour comprendre la manière d'habiter un quartier (voir supra, chapitre 2). Dans les prochains chapitres, la présentation des manières typiques d'habiter s'organisera d'ailleurs autour de l'ancrage résidentiel des adolescents. Cet ancrage se compose de trois dimensions, qui sont fortement liées entre elles mais qui ne se recoupent pas nécessairement : les usages du quartier ; les pratiques de sociabilité avec les autres habitants ; le rôle du quartier dans la construction de l'identité sociale des individus, c'est-à-dire l'image qu'ils cherchent à donner aux autres et que les autres leur renvoient (Authier, 2001).

Les adolescents de notre échantillon se distinguent grâce à trois grands types d'ancrage résidentiel, déjà observés par d'autres auteurs (Beaud, 2002 ; Mohammed, 2007). Chaque type regroupe des configurations variées, articulant différemment les trois dimensions citées précédemment :

a) Le premier type correspond à des adolescents qui ont un fort ancrage résidentiel. Ces adolescents passent une grande partie de leur temps dans le quartier, que ce soit dans l'espace public et/ou des associations locales et/ou les équipements sportifs et/ou des espaces verts et/ou devant les établissements scolaires. Leur réseau amical comprend essentiellement des jeunes du quartier, de leur âge ou plus âgés. Enfin, ils se définissent en grande partie à partir de leur appartenance résidentielle, même s'il existe une gradation dans la manière dont celle-ci structure la définition de soi des adolescents (voir infra, chapitre 7).

b) Le second type, le plus fréquent dans notre échantillon, correspond à des adolescents qui, tout en témoignant un attachement à leur quartier de résidence, n'y sont présents que de manière ponctuelle. Ils y fréquentent essentiellement des équipements sportifs ou culturels, certains stationnent brièvement à proximité de leur immeuble. Ils ont des amis dans le quartier, mais ils passent la plus grande partie de leur temps en dehors, car ils se sont lassés du contexte urbain de résidence. Ils opèrent d'ailleurs une distinction entre les résidants, valorisés, et le quartier en lui-même, dévalorisé.

c) Enfin, le dernier type, le moins répandu dans notre échantillon, correspond à des adolescents qui rejettent leur quartier de résidence, en raison notamment de la crainte d'agressions et du poids du contrôle social ou des rumeurs. Leur réseau amical dans le quartier comprend rarement plus de deux personnes. Ces adolescents sont invisibles dans l'espace public de résidence, ils passent la totalité de leur temps libre au domicile ou à l'extérieur du quartier.

Quelles sont alors les variables corrélées à l'ancrage résidentiel des adolescents de notre échantillon? Rappelons tout d'abord que les différentes variables que nous allons exposer n'influent jamais seules sur cet ancrage, elles ont au contraire des effets cumulatifs.

L'influence des propriétés sociales de l'adolescent ne prend ainsi bien souvent sens qu'en relation avec les caractéristiques spécifiques de son lieu de résidence.

L'ancrage résidentiel est tout d'abord corrélé au sexe des adolescents. Dans notre échantillon, il y a plus de garçons dans les deux premiers types et plus de filles dans le dernier. Cette différence d'ancrage en fonction du sexe concerne principalement l'usage de l'espace public de résidence, les filles y étant bien moins visibles que les garçons (Buffet, 2002). L'occupation différenciée de l'espace public n'est cependant pas une spécificité des ZUS, elle caractérise également les villages ruraux (Devaux, 2011) ou les communes périurbaines (Goyon, 2009). Les espaces publics ont ainsi toujours été des espaces sexués (Buffet, ibid). Ils sont socialement construits comme des espaces dangereux pour les femmes, plus vulnérables que les hommes, car elles feraient l'objet de plus d'agressions et elles seraient moins capables de se défendre. Ils s'opposent à l'espace intérieur du logement, socialement construit comme protégé et lieu de prédilection des femmes. Cette appropriation sexuée des espaces est renforcée parmi les adolescents de catégories populaires (Zaffran, 2010), les filles étant plus enclines à rester au domicile, alors que les garçons investissent plus précocement l'espace public à proximité du domicile.

Le chapitre précédent a cependant montré que la résidence en ZUS avait un effet propre sur cette occupation différenciée de l'espace public, les filles ayant beaucoup moins d'activités dans leur commune que les garçons (voir supra, chapitre 5, tableau 30). Cela s'explique en partie par le contexte urbain de ces quartiers : la densité de population, l'interconnaissance entre les habitants et l'intense sociabilité locale conduisent à un « *effet village* » (Welzer-Lang et Kebabza, 2003, p. 110). Ce contexte urbain contribue à faire du quartier un espace sous contrôle, notamment celui des garçons, adolescents et jeunes adultes, qui stationnent dans l'espace public (Clair, 2008). La présence des filles dans l'espace public de résidence est perçue comme une atteinte à « *l'ordre du genre* », c'est-à-dire à l'injonction de se conformer à l'image d'une fille ne pouvant devenir un être pleinement sexualisé qu'après le mariage et devant donc faire preuve de réserve dans son comportement (Clair, ibid). Stationner dans l'espace public « *revient à être visible dans l'espace des garçons (...) une fille doit être le plus possible invisible et sa visibilité ne peut être légitimée que par un but précis : une fille sans but est une fille à visée sexuelle* » (Clair, ibid, p. 37). Les filles doivent avoir une bonne raison pour se déplacer dans le quartier, elles ne doivent pas y stationner ou être seule au milieu de garçons. En contrevenant à ces règles d'occupation de l'espace public, les filles de ZUS sont menacées d'avoir mauvaise réputation (Clair, ibid), donc d'engager celle de leur famille ou de faire éventuellement l'objet d'agressions verbales et physiques.

Le contexte urbain de ces quartiers influence ainsi fortement l'ancrage local des adolescentes. Il explique le nombre important de filles de notre échantillon, habitant en ZUS ou à proximité, qui rejettent leur quartier car elles vivent très mal le comportement d'une partie des jeunes adultes de leur commune. Elles les accusent de misogynie à leur

égard, en particulier de les siffler lorsqu'elles les croisent, et elles ne supportent plus les remarques sur leur tenue vestimentaire ou leurs relations amoureuses.

Parmi les filles de notre échantillon qui ont un fort ancrage local ou un ancrage intermittent, l'usage du quartier est également très différent de celui des garçons. Elles évitent de stationner trop longtemps dans l'espace public, si ce n'est dans des endroits qui ne sont fréquentés que par des filles de leur âge ou dans lesquels la présence féminine est légitime : les parcs, les abords de leur ancien établissement scolaire, le centre commercial de la commune lorsqu'il y en a un… Elles s'attardent parfois avec des amis devant leur immeuble ou dans les escaliers, mais elles évitent de rentrer chez elles après la tombée de la nuit. Elles sont également peu nombreuses, exception faite des parisiennes, à fréquenter les structures associatives locales, en particulier les maisons de quartier. Il convient néanmoins de ne pas homogénéiser l'usage du quartier des adolescentes qui ont un fort ancrage local. La fréquentation de l'espace public des filles qui se parent des attributs de la vertu afin de ne pas entamer leur réputation est ainsi radicalement différente de celui des filles qui s'approprient certains codes de comportement des garçons du quartier (voir infra, chapitre 7).

Plus généralement, de nombreuses autres variables que le sexe sont corrélées à l'ancrage résidentiel des adolescents de notre échantillon. Cet ancrage dépend par exemple de l'âge des adolescents (l'ancrage intermittent est plus fréquent parmi les adolescents plus âgés) et de leur origine sociale (en ZUS, l'ancrage fort concerne proportionnellement plus les adolescents des catégories populaires, l'ancrage intermittent ceux des catégories moyennes). Il est également influencé par la taille du réseau familial dans la commune. Un réseau important favorise par exemple chez les filles une participation active du quartier dans la construction identitaire ainsi que des pratiques de sociabilité importantes avec les autres habitants. Il a par contre des effets ambigus sur la fréquentation de l'espace public. Les filles avec un réseau familial important dans la commune sont en effet moins susceptibles d'être importunées par des garçons, mais elles sont plus soucieuses de leur réputation et elles minimisent en conséquence leur présence dans certains lieux du quartier. L'ancrage des garçons est également influencé par la réputation de leurs frères ou cousins plus âgés dans le quartier (voir infra, chapitre 7).

La trajectoire résidentielle des parents et des adolescents joue également un rôle sur cet ancrage. L'ancienneté des adolescents dans le quartier favorise un ancrage important, car ils partagent une communauté de destin avec les autres jeunes, notamment parce qu'ils ont fréquenté les mêmes établissements scolaires. Parmi les adolescents qui n'ont pas grandi dans leur quartier actuel, avoir résidé auparavant en ZUS favorise également un tel ancrage. Ils ont plus de facilité à adopter les codes de comportement du quartier et à trouver leur place dans l'espace public de résidence, même si leur réseau de sociabilité est moins étendu que celui des jeunes natifs. A l'inverse, les adolescents de ZUS qui ont auparavant expérimenté d'autres contextes urbains de résidence ont plus fréquemment un ancrage intermittent dans leur quartier.

Le rôle de la trajectoire résidentielle des parents est plus difficile à cerner. En effet, dans notre échantillon, la manière d'habiter des parents et le jugement qu'ils portent sur leur quartier influence fortement l'ancrage de leurs enfants. D'autres recherches ont montré que l'ancienneté des adultes dans le quartier jouait positivement sur leurs pratiques de sociabilité locales, en centre-ville (Authier, 2001) ou en ZUS (Duprez et Leclerc-Olive, 1997). Néanmoins, l'ancienneté dans le quartier a des effets moins univoques parmi les parents des adolescents de notre échantillon. Elle entraîne parfois une insertion importante dans l'espace local. Celle-ci est favorable à l'ancrage de leurs enfants dans le quartier. En effet, ils ne s'inquiètent pas de la présence de leurs enfants dans l'espace public de résidence, car ils connaissent de nombreux parents des autres adolescents. A l'inverse, des parents installés depuis longtemps dans le quartier souhaiteraient le quitter, en raison notamment de l'évolution de sa composition et de l'augmentation de la ségrégation. Ils transmettent alors bien souvent à leurs enfants l'image négative qu'ils ont du quartier.

L'ancrage résidentiel est également corrélé au type de quartier de résidence : les adolescents qui résident à proximité d'une ZUS sont plus nombreux que ceux qui habitent en ZUS à rejeter leur quartier, en particulier parmi les garçons. Ceux-ci ne partagent souvent pas de communauté d'expérience avec les garçons de leur âge habitant dans la ZUS de leur commune, car ils n'ont pas été scolarisés dans la même école primaire. Ils ont donc peu souvent d'amis dans cette ZUS et ils ne profitent pas de l'intense sociabilité juvénile qu'apprécient un grand nombre d'adolescents de ZUS. Ils sont susceptibles de subir des brimades verbales et physiques, en particulier au collège ou lorsqu'ils se déplacent dans leur commune. L'analyse de l'influence du quartier de résidence sur l'ancrage local est cependant biaisée par la composition de notre échantillon. En effet, celui-ci ne comprend pas les adolescents qui contournent la carte scolaire ou qui sont scolarisés dans l'enseignement privé. Nous n'avons donc pas interrogé d'adolescents qui résident dans une ZUS, ou à proximité, mais qui ne fréquentent pas le même collège que les autres jeunes du quartier. Il est probable que le rejet du quartier soit relativement fréquent parmi ces adolescents et/ou leurs parents.

D'autres caractéristiques du lieu d'habitation influent également sur l'ancrage local des adolescents de notre échantillon : un « effet domicile », l'exigüité du logement et la présence d'un grand nombre de frères et sœurs entraînant une présence importante dans l'espace public ; un « effet immeuble », l'appropriation du hall d'immeuble par des dealers conduisant à un rejet du quartier ; un effet de la proximité du centre de l'agglomération, qui entraîne un ancrage intermittent plus fréquent. La desserte en transports en commun permet de quitter facilement le quartier alors que la densité urbaine plus importante à proximité offre de nombreuses aménités. Les jugements négatifs sur le quartier sont alors moins nombreux, notamment chez les filles. Elles sont moins soumises à la dynamique des réputations que dans les ZUS plus éloignées du centre de l'agglomération et elles peuvent plus facilement échapper à la surveillance des jeunes adultes du quartier (Clair et Descoutures, 2009).

En raison de la qualité de notre matériau, nous n'avons au contraire investigué que superficiellement l'influence sur l'ancrage des adolescents de certaines caractéristiques du quartier mise en évidence dans d'autres recherches (Authier, 2001) : les aménités présentes, notamment les commerces, les associations locales et les équipements culturels et sportifs ; la composition du quartier, notamment le degré de concentration de certaines origines nationale-raciales ; son image plus ou moins positive ; sa morphologie, notamment la coupure plus ou moins importante avec les zones résidentielles avoisinantes. Cette coupure différencie par exemple les deux ZUS parisiennes sur lesquelles nous avons travaillé. L'ancrage intermittent est ainsi beaucoup plus fréquent dans la ZUS qui s'insère dans le tissu urbain adjacent, Belleville, que dans celle qui est plus enclavée, Riquet.

Pour conclure, rappelons que l'ancrage résidentiel, mais également les pratiques de mobilité, sont difficilement analysables sans prendre en compte le rapport et l'usage qu'a l'individu de son logement (Authier, 2001). Nous n'avons pas négligé dans nos recherches cette variable. Celle-ci a cependant été bien moins investiguée que l'ancrage des adolescents dans leur quartier. Elle est en effet moins importante dans notre recherche, dont un des principaux objectifs est de questionner l'influence du contexte urbain de résidence sur les façons d'agir des adolescents.

II. Les souhaits de mobilité résidentielle future

Faire des souhaits de mobilité résidentielle une dimension des manières d'habiter peut sembler un choix étonnant, notamment dans le cas d'adolescents, qui n'ont pas, *a priori*, la possibilité de prendre l'initiative de déménager. Ce cas spécifique est néanmoins particulièrement intéressant, car il permet d'articuler mobilités quotidiennes et résidentielles autrement que sous la forme d'un arbitrage entre deux types de mobilité plus ou moins substituables et réversibles (Kaufmann, 2005) : l'augmentation de la vitesse de déplacement liée à la diffusion de l'automobile ayant par exemple conduit de nombreux ménages à arbitrer en faveur de surfaces d'habitation plus grandes mais plus éloignées du centre de l'agglomération (Massot et Orfeuil, 2005). Il est ainsi possible d'articuler ces deux mobilités en prenant en compte l'importance que revêtent dans les conduites sociales des individus des dimensions qui relèvent de leur futur. Les projets résidentiels des individus peuvent peser lourdement sur leur manière d'habiter, observable à un moment donné de leur trajectoire (Authier, 2001). Symétriquement, nous allons également montrer dans les chapitres suivants que les souhaits de mobilité résidentielle des adolescents sont fortement influencés par leurs pratiques de mobilité quotidienne, notamment par les lieux qu'ils fréquentent.

Quelque soit le rapport qu'ils entretiennent à leur quartier, la quasi-totalité des adolescents de notre échantillon souhaitent déménager ultérieurement lorsqu'ils auront réussi à s'insérer sur le marché du travail. La volonté de déménager est logique chez les adolescents qui rejettent leur quartier. Cependant, ceux qui ont un fort ancrage local ont également conscience de vivre dans un quartier stigmatisé, caractérisé en partie par les effets négatifs de la concentration résidentielle de populations avec des difficultés sociales. Ils ont du mal à supporter la difficulté de construire des relations intimes et le poids des rumeurs dans le quartier. Ils souhaitent aussi que leurs enfants connaissent un environnement plus calme et moins violent que celui dans lequel ils ont grandi. Les adolescents qui ont un ancrage intermittent dans leur quartier soulignent également les aspects négatifs de la ségrégation. Ils se plaignent aussi de l'absence de restaurants et d'équipements culturels, comme les cinémas ou les salles de concert. Un dernier élément explique que les adolescents n'imaginent pas leur futur résidentiel dans leur quartier actuel : le faible nombre de logements disponibles en comparaison de celui des jeunes susceptibles de quitter le domicile parental. La mobilité résidentielle est ainsi plus importante en ZUS que dans les autres quartiers, principalement en raison d'une structure de la population plus jeune, plus souvent locataire et occupant des logements plus peuplés (Pan Ké Shon, 2009).

Seuls les adolescents habitant dans une ZUS parisienne, notamment dans celle qui est bien insérée dans le tissu urbain environnant, imaginent rester plus tard dans leur quartier. Ils soulignent l'image positive du quartier auprès des autres citadins et la possibilité de fréquenter les équipements urbains situés à proximité lorsqu'ils ne sont pas à l'aise dans l'espace local. Deux adolescents d'une ZUS de petite couronne située à proximité

immédiate d'une station terminus de métro expliquent également leur volonté de rester ultérieurement dans leur quartier par cet accès rapide à des aménités urbaines.

Excepté ce cas particulier, les souhaits des adolescents de notre échantillon sont divers. Un nombre important d'entre eux souhaitent déménager dans les zones pavillonnaires situées à proximité de leur quartier ou dans des communes limitrophes qu'ils jugent plus calmes que celle où ils résident actuellement (ou dans des villes de banlieue parisienne dans lesquelles habitent des membres de leur famille ou des amis). Nombreux également sont ceux qui aimeraient emménager dans Paris intra-muros ou pour certains dans des centres-villes d'agglomérations de province. D'autres souhaitent habiter plus tard dans des villages du sud de la France, qu'ils associent au soleil et à la tranquillité. Enfin, une dernière catégorie d'adolescents pensent déménager à l'étranger une fois leurs études terminées, pour certains dans leur pays d'origine et/ou celui de leurs parents, pour d'autres dans des pays, généralement anglo-saxons, où ils n'ont pas de racines mais dans lesquels résident parfois des membres de leur famille.

Ces différents souhaits dépendent logiquement de l'ancrage résidentiel des adolescents, donc des variables mises en évidence dans la partie précédente. Les adolescents avec un fort ancrage local sont beaucoup plus nombreux que les autres à vouloir déménager à proximité de leur quartier. Mais de nombreuses autres variables influencent également ces souhaits. Citons entre autres les projets de mobilité résidentielle des parents et/ou de membres plus âgés du ménage (les adolescents qui aimeraient déménager ultérieurement dans le pays d'origine de leurs parents partagent généralement ce souhait avec d'autres membres de la famille), les lieux de résidence des membres de la famille auxquels les adolescents ont l'habitude de rendre visite, la trajectoire résidentielle des adolescents et celle de leurs parents, la familiarisation précoce à l'anonymat urbain et l'habitude de se déplacer dans Paris.

Néanmoins, les adolescents n'accordent pas tous la même probabilité de réussite à ces souhaits. Un certain fatalisme est ainsi perceptible dans les propos d'une partie d'entre eux, qui ont conscience que leur parcours scolaire chaotique ne leur permettra pas nécessairement de mener à bien leurs projets. Ce fatalisme entre en résonnance avec la diversité des trajectoires résidentielles des habitants de ZUS qui quittent leur domicile : si la mobilité d'une majorité d'entre eux est ascendante avec des déménagements dans des quartiers moins défavorisés, d'autres déménagent à l'intérieur du même quartier ou dans une autre ZUS, notamment lorsqu'ils sont d'origine africaine (Pan Ké Shon, ibid).

III. La mobilité en transports en commun, son apprentissage et son contrôle par les parents

L'usage des transports en commun contribue fortement à différencier les manières d'habiter des adolescents, car ce mode permet de se déplacer en dehors du quartier de manière autonome. L'enquête EGT montre ainsi que 85% des déplacements en transports en commun des jeunes franciliens âgés de onze à dix-huit ans sont réalisés sans leurs parents. Elle montre également que la part de ces déplacements dans la mobilité des adolescents augmente fortement avec la montée en âge, mais que les adolescents de ZUS ont un usage plus précoce des transports en commun que dans les autres quartiers (voir supra, chapitre 5).

Or, comme toute pratique, cet usage autonome des transports en commun ne va pas de soi et suppose un apprentissage. Cet apprentissage mêle toujours une part d'angoisse et d'excitation, mais dans des proportions très différentes selon les adolescents de notre échantillon. En effet, ils n'ont pas appris de la même manière à apprivoiser les fonctionnalités de ces transports, à se repérer dans le réseau francilien ou à maîtriser la règle d'inattention civile avec les autres usagers.

Les transports en commun étant un des principaux vecteurs d'autonomie à l'adolescence, l'apprentissage de ce mode entretient un lien intime avec la manière dont les parents encadrent et contrôlent le temps libre de leurs enfants. Le niveau général d'autonomie des adolescents dans leurs déplacements, notamment pour se rendre en cours, diminue fortement depuis une trentaine d'années (Clifton, 2003 ; Massot et Zaffran, 2007). Cependant, il est possible de dégager trois grandes configurations de contrôle parental sur le temps libre des adolescents (Zaffran, 2010). La « *configuration réglementée* » est la moins favorable à l'autonomie des adolescents. Les parents contrôlent à la fois les espaces fréquentés par leur enfant, sa gestion des tâches scolaires et ménagères, ses activités et ses fréquentations. La « *configuration ouverte* » est plus souple et moins restrictive, mais elle n'abolit pas tout contrôle. Les adolescents ont une plus grande marge de manœuvre dans la gestion de leur temps, des espaces qu'ils fréquentent et des activités qu'ils réalisent, mais les parents surveillent leurs fréquentations. Enfin, dans la « *configuration autogérée* », les adolescents disposent d'une grande autonomie, car ils sont contraints d'organiser et de gérer eux-mêmes leurs temps en raison de l'absence physique de leurs parents.

Néanmoins, les différences d'autonomie des adolescents dans les transports en commun ne se résument pas à un degré plus ou moins important de contrôle parental. Ainsi, certains adolescents qui possèdent un réseau familial étendu dans leur commune ont une grande liberté de déplacement dans les transports en commun qui circulent à proximité de leur quartier, alors que leurs mobilités vers Paris sont beaucoup plus encadrées. De même, le lien entre autonomie des adolescents et contrôle des parents est parfois plus ambivalent qu'il n'y paraît, comme le montre l'exemple du téléphone portable. Le téléphone est un moyen pour les parents de contrôler les mobilités de leurs enfants, car ils

peuvent s'assurer en temps réel des lieux fréquentés et du respect des horaires fixés (Fotel et Thomsen, 2004 ; Rivière, 2011). Mais il favorise du même coup les déplacements autonomes des adolescents en apaisant une partie des craintes des parents.

Nous avons identifié dans notre échantillon quatre grands types d'apprentissage de l'autonomie dans les transports en commun et de contrôle parental sur les déplacements avec ce mode.

a) Le premier type correspond à des adolescents qui ont appris à utiliser les transports en commun vers onze ou douze ans en compagnie de jeunes de leur quartier. Leurs parents ne jouent pas un grand rôle dans cet apprentissage, car ils ont peu de temps disponible. Ces adolescents ont au contraire bien souvent été familiarisés dans leur enfance aux transports en commun par des cousins plus âgés. Les parents ne sont pas nécessairement au courant des déplacements de leurs enfants, ce qui n'implique pas toujours une absence de contrôle parental comme le montre le degré de crainte des adolescents en cas d'amende à payer pour avoir fraudé (voir infra, chapitre 7).

b) Le second type concerne des adolescents qui ont également appris précocement à se déplacer de manière autonome, mais en étant aidés par leurs parents. Ces derniers ont familiarisé très tôt leurs enfants aux trajets en transports en commun. A partir de douze ans, ils leur ont ensuite appris à se déplacer seul en leur fournissant par exemple à l'avance des trajets à suivre ou en leur demandant de se rendre par leurs propres moyens dans une station éloignée. Une grande partie de la famille peut être mobilisée pour cet apprentissage, notamment des frères ou des cousins plus âgés qui prennent en charge l'adolescent pendant un après-midi. Si les parents encouragent ensuite leur enfant à se déplacer de manière autonome, notamment en lui fournissant la carte Imagin'R, ils exercent néanmoins un contrôle sur ces déplacements en fixant des horaires stricts et en s'assurant de la bonne réalisation du travail scolaire.

c) Le troisième type concerne des adolescents qui ont commencé à se déplacer sans leurs parents à partir de quatorze ans, avec des pairs du même âge ou pour certaines filles avec des cousines plus âgées. Ces adolescents ont utilisé fréquemment les transports en commun avec leurs parents dans leur enfance, mais ils ont été autorisés plus tardivement que la catégorie précédente à se déplacer de manière autonome. Si leurs parents les encouragent à utiliser les transports en commun, ils n'ont généralement pas eu accès à la carte Imagin'R avant d'entrer au lycée. En achetant des tickets de transport à leurs enfants, les parents leur donnent la possibilité de se déplacer de manière autonome tout en s'assurant un contrôle partiel sur leurs mobilités.

d) Enfin, le dernier type correspond à un apprentissage très encadré des transports en commun, voire à une absence d'apprentissage. Les adolescents ne sont pas autorisés à se déplacer avec des pairs et ils ne peuvent actuellement utiliser les transports en commun qu'avec un membre plus âgé de la famille.

Différents facteurs influencent la manière dont les adolescents apprennent à se déplacer de manière autonome. Cet apprentissage est tout d'abord fortement corrélé au sexe des adolescents. Dans notre échantillon, il y a ainsi proportionnellement plus de garçons dans le premier type et plus de filles dans les deux derniers. Cette répartition est logique, car les parents contrôlent différemment les mobilités des garçons et des filles, en raison de craintes sur la sécurité de ces dernières (Vandermissen, 2008). Nous avons ainsi vu au chapitre précédent que, dans tous les quartiers, les filles étaient plus accompagnées par leurs parents que les garçons avant quinze ans. Les conditions attachées aux sorties autonomes ne sont également pas les mêmes après cet âge : les filles négocient beaucoup plus avec leurs parents l'autorisation de sortir, elles sont plus fréquemment contrôlées par des appels sur leurs téléphones portables et elles doivent faire face à des horaires plus stricts.

La littérature indique que ce contrôle différencié est amplifié chez les catégories populaires (Bozon et Villeneuve-Gokalp, 1994). Le chapitre précédent a également montré que ce contrôle n'évoluait pas de la même manière en ZUS et dans les autres quartiers. La montée en âge n'entraîne pas des déplacements autonomes plus fréquents des filles de ZUS (voir supra, chapitre 5, tableau 48). Ces dernières sont au contraire accompagnées plus fréquemment qu'auparavant en voiture par leurs parents (tableau 45).

Comment expliquer cette spécificité liée, semble-t-il, au contexte urbain des ZUS ? Différentes recherches indiquent que les mobilités des filles de ZUS en dehors de leur quartier sont soumises à deux types de surveillance, celle des garçons du quartier, notamment des jeunes adultes, et celle de leurs parents et/ou de leurs frères et sœurs. Ces deux types de surveillance sont parfois liés, mais ils ne se recoupent pas totalement.

La surveillance exercée par les jeunes garçons du quartier est une des manifestations de « *l'ordre du genre* » évoqué dans la première partie de ce chapitre (Clair, 2008). Les mobilités autonomes des filles sont perçues comme l'indice de l'existence ou de la recherche de relations amoureuses avec des jeunes d'autres quartiers. Ces relations ne sont pas tolérées par les garçons du quartier, car elles sont vécues comme une trahison et une humiliation. Elles contribueraient à la dévalorisation de leur identité sexuelle et raciale, car ils ont pour leur part moins de possibilités d'entretenir des relations amoureuses en dehors de leur quartier (Lapeyronnie, 2008).

Les filles de notre échantillon nous ont cependant rarement indiqué une surveillance étroite de leurs mobilités autonomes en transports en commun par les garçons de leur quartier ou par leurs frères aînés. Lorsque c'est le cas, les remarques du grand frère portent bien plus sur la présence dans l'espace public de résidence que sur les mobilités en dehors du quartier. Elles sont également beaucoup moins prises en compte que les remarques de leurs parents (voir infra, chapitre 7). Les adolescentes évitent ainsi de se déplacer trop tard en transports en commun pour ne pas être seules lorsqu'elles croisent les garçons qui stationnent dans l'espace public en rentrant chez elles. De même, elles ne donnent jamais rendez-vous à leur petit ami dans le quartier. Elles évitent également de le retrouver dans les centres commerciaux situés à proximité de chez elles. Elles craignent

cependant plus de croiser dans ces lieux des voisins pouvant porter cette relation à la connaissance de leurs parents que des jeunes du quartier, si ce n'est lorsqu'un frère plus âgé habite encore avec elles.

Plusieurs éléments expliquent que nous observions une moindre surveillance des mobilités des filles par les garçons du quartier que dans les recherches citées précédemment. Cela peut être dû aux modalités de constitution de l'échantillon. Clair interroge ainsi des adolescentes qui fréquentent les centres sociaux du quartier et qui vivent le plus souvent avec des frères plus âgés, ce qui est loin d'être le cas de toutes les filles de notre échantillon. Cela peut être la conséquence d'une configuration urbaine différente, car Lapeyronnie étudie un quartier d'une petite agglomération de province, enclavé et coupé du reste de la ville par le passage d'une rocade. Au contraire, les adolescents de notre échantillon habitent majoritairement dans des quartiers bien desservis par les transports en commun. Mais cela s'explique selon nous avant tout par l'âge des filles que nous avons interrogées. Le contrôle des mobilités autonomes des filles par les garçons du quartier s'accentue ainsi surtout lors du passage de l'adolescence à l'âge adulte, car elles deviennent alors des actrices potentielles du marché matrimonial (Lapeyronnie, ibid).

Une part beaucoup plus importante d'adolescentes de notre échantillon nous a indiqué un contrôle de leurs mobilités par leurs parents, notamment après quatorze ans. La montée en âge a ainsi un effet ambivalent sur ce contrôle. Elle diminue les craintes des parents sur la sécurité de leurs filles, mais elle augmente parfois celles qui portent sur leur vertu amoureuse et/ou sexuelle. Ces craintes sont amplifiées en ZUS par « l'effet village » évoqué précédemment. Il entraîne une circulation rapide de rumeurs de voisinage sur les mobilités des filles et sur le type d'éducation donné par des parents soupçonnés de laxisme. Ces rumeurs circulent également parfois à l'intérieur de la communauté d'origine des parents (voir infra, chapitre 8). Les parents sont donc plus sensibles à ces rumeurs lorsqu'ils sont bien insérés dans leur quartier et/ou leur communauté d'origine.

Ces rumeurs expliquent sans doute en grande partie l'évolution spécifique de l'accompagnement des filles de ZUS observée au chapitre précédent. Elles sont d'autant plus problématiques pour l'adolescente lorsque ses parents ont peu confiance en elle. Quand les parents ont peu de temps disponible et/ou ne disposent pas de voiture, cela les conduit parfois à restreindre la mobilité de ces adolescentes ou à en déléguer la surveillance à des membres plus âgés de la famille. Les parents restreignent aussi parfois la mobilité de leurs filles pour des motifs plus pratiques. Lorsque celles-ci participent activement au fonctionnement de la cellule familiale, notamment à la garde de frères et sœurs plus jeunes, elles ne doivent pas se déplacer trop loin afin d'être disponibles en cas de besoin. Ce motif de restriction est donc fortement corrélé à la place occupée dans la fratrie. Notons également que les adolescentes de notre échantillon ne subissent pas passivement le contrôle parental de leurs mobilités. Elles élaborent au contraire des stratégies pour le contourner, plus ou moins élaborées selon le degré de ce contrôle et la peur qu'il génère : oubli volontaire du téléphone portable, profit tiré de l'absence des parents au domicile, mensonge sur les personnes présentes dans le déplacement, sur les

horaires de cours, sur les motifs d'une sortie en prétextant par exemple l'achat de fournitures scolaires ou le travail en bibliothèque pour se déplacer… Ces stratégies sont également mises en œuvre par les garçons dont la mobilité est strictement encadrée par leurs parents (voir infra, chapitre 9).

Ce contournement du contrôle parental est plus ou moins aisé selon les caractéristiques morphologiques du quartier de résidence, son éloignement du centre de l'agglomération et sa desserte en transports en commun. Les trains SNCF qui desservent le quartier des Prairies passent ainsi à une fréquence d'une demi-heure le week-end. Les filles du quartier ont donc de grandes chances de croiser des proches ou des voisins durant leurs déplacements, que ce soit sur le quai de la gare ou dans les trains. A l'inverse, les filles qui résident dans des ZUS desservies par le métro, en petite couronne ou à Paris, ont beaucoup plus de facilité à contourner le contrôle de leurs parents et/ou des garçons du quartier (Clair et Descoutures, 2009). Les temps d'attente sur le quai du métro sont moins importants et les seuils de sorties en dehors du quartier moins délimitées. Les filles s'engouffrent ainsi après quelques minutes de marche et/ou de trajets en métro dans l'anonymat urbain.

Ces derniers exemples montrent que le sexe n'est pas la seule variable qui influence l'apprentissage de l'autonomie en transports en commun. Les modalités de cet apprentissage dépendent aussi de la desserte en transports en commun du quartier qui permet, ou non, une familiarisation précoce des adolescents à ce mode de déplacement (Bachiri et Desprès, 2008). Elles sont également influencées par la configuration du quartier de résidence. Il a par exemple été montré que les enfants des villes-nouvelles de banlieue parisienne étaient plus souvent accompagnés par leurs parents pour se rendre en cours que ceux qui habitent dans Paris intra-muros (Depeau, 2008).

Cet apprentissage est également lié à la disponibilité en temps des parents. La disponibilité moins importante des parents en ZUS (voir infra, chapitre 5) explique ainsi que le second et le quatrième type d'apprentissage sont moins fréquents dans ces quartiers, car ce sont ceux qui nécessitent le plus de temps des parents. Au contraire, la moindre motorisation dans ces quartiers entraîne des déplacements fréquents avec les parents en transports en commun dans l'enfance et donc une familiarisation plus précoce à ce mode.

L'apprentissage de la mobilité autonome dépend également du fonctionnement de la cellule familiale (Kaufmann et Widmer, 2005). Les parents qui donnent le primat à l'individu sur le groupe vont favoriser l'autonomie de leur enfant, l'encourager à se déplacer seul et lui fixer des conditions de sortie moins strictes. A l'inverse, les parents qui accordent une place première au « *nous-groupe* » voient dans la mobilité un moment collectif durant lequel la famille va se retrouver. Les déplacements des enfants avec leurs amis sont vus plus négativement. Ces familles privilégient les déplacements en voiture qui permettent de conserver une clôture familiale au-delà du domicile. La littérature sur le sujet laisse supposer que cette seconde configuration serait plus répandue dans les classes populaires, car le fonctionnement de la cellule familiale y est plus orienté vers la

discipline que dans les catégories supérieures (Zaffran, 2010). Cependant, nous n'avons pu observer dans notre échantillon ce lien entre origine sociale, fonctionnement de la cellule familiale et autonomie laissée aux enfants dans la mobilité. Cela aurait sans doute nécessité d'interroger des adolescents issus des catégories supérieures. En effet, si notre échantillon ne comprend pas seulement des adolescents de catégories populaires mais également de catégories moyennes, ces derniers sont le plus souvent issus des couches inférieures de ces catégories. Ils sont à la fois proportionnellement plus nombreux que les adolescents de catégories populaires dans le second type d'apprentissage –qui laisse une grande place à l'autonomie des enfants- et le quatrième –dans lequel l'autonomie des adolescents est très faible.

La perception des parents sur la sécurité des enfants dans les espaces publics urbains et les transports en commun est beaucoup plus discriminante que le fonctionnement de la cellule familiale sur l'apprentissage de l'autonomie des adolescents de notre échantillon. Il existe un continuum entre deux types de dispositions des parents : d'une part, une vision des transports en commun comme des lieux peu sécurisés (Torres et Lewis, 2010), les enfants étant également susceptibles d'être victimes d'agressions ou d'accidents dans les espaces publics urbains (Hillman, 1993) ; d'autre part, une valorisation de la découverte de ces espaces et de la capacité des enfants à se débrouiller seuls. Ces dispositions des parents sont fortement influencées par leur trajectoire résidentielle et leur usage des différents modes de transport (Goyon, 2009). Ainsi, le second type d'apprentissage de l'autonomie concerne dans notre échantillon proportionnellement plus les adolescents dont les parents ont vécu en centre-ville et qui utilisent fréquemment les transports en commun.

Enfin, outre ces dispositions des parents, d'autres variables jouent sur la manière dont les adolescents de notre échantillon ont appris à se déplacer sans leurs parents : la structure familiale (le divorce des parents favorise des déplacements autonomes fréquents entre les deux domiciles) ; le nombre de cousins et de cousines d'un âge proche en Ile-de-France, car ils assurent fréquemment la familiarisation de l'adolescent aux trajets en transports en commun ; avoir des frères et sœurs plus âgés qui ont l'habitude d'utiliser ce mode de transports, car ils accompagnent parfois ces adolescents et leur expérience antérieure sécurise les parents (à l'inverse les adolescents de notre échantillon qui craignent les trajets en transports en commun ont une fratrie moins nombreuse que les autres et surtout un écart d'âge plus important entre frères et sœurs) ; la trajectoire résidentielle des adolescents, car un déménagement en cours d'année implique une scolarisation dans une autre commune, donc des déplacements quotidiens en transports en commun et l'accès à la carte Imagin'R (l'exclusion d'un établissement scolaire a le même effet).

IV. Le rapport aux différents transports en commun

Les représentations et le comportement des adolescents dans les différents modes de transport en commun constituent une autre dimension de leur manière d'habiter. En effet, ces transports ne sont pas seulement vecteurs d'autonomie, ils sont également un espace dans lesquels les adolescents passent du temps, et qu'en quelque sorte ils habitent. Les transports en commun sont un des premiers espaces de frottement et de cohabitation avec des citadins d'une autre origine sociale et résidentielle auxquels ils ont accès (voir supra, chapitre 2). Ils y sont confrontés en conséquence à de nouvelles habitudes d'action. Ils doivent apprendre à trouver leur place dans cet espace de manière non conflictuelle, en sauvegardant la coopération interactionnelle avec les autres usagers. L'espace des transports en commun est ainsi régi, comme les espaces publics urbains, par un droit de regard, le comportement des usagers pouvant être soumis à une demande de justification (Joseph, 1992).

Cet espace possède cependant des caractéristiques qui le distinguent des espaces publics urbains. Le droit de visite de cet espace est tout d'abord conditionnel, car il suppose en principe de s'acquitter d'un droit d'entrée, le titre de transport. Surtout, cet espace n'a pas pour vocation première d'être un lieu de co-présence mais un espace de flux. Le réseau de transports franciliens a été conçu initialement par la RATP comme un réseau d'adduction d'eau, c'est-à-dire comme un espace lisse devant assurer une fluidité de circulation (Clot-Goudard et Tillous, 2008). Cet idéal gestionnaire a cependant été ébranlé dans les années soixante-dix par l'autonomisation des contrôles et la disparition des poinçonneurs qui limitaient l'entrée du métro aux seuls voyageurs. L'espace des transports devient perméable à la ville et à ses activités, ce qui se traduit par le développement de commerce et l'appropriation des lieux par des sédentaires comme les musiciens ou des mendiants (Costes, 1994). Parallèlement, les recherches d'Isaac Joseph au sein du département Prospectives de la RATP à partir des années quatre-vingt ont aussi contribué à modifier le regard de l'entreprise sur l'espace des transports en commun (Clot-Goudard et Tillous, ibid). Le sociologue insiste par exemple à cette époque sur la nécessité de considérer les stations comme des espaces publics et non comme des simples points d'entrée sur le réseau. Cette analyse peut être élargie à l'espace même des transports en commun, c'est-à-dire aux trains, métros, bus et tramways (Fort-Jacques, 2010).

La tension entre espace de co-présence et espace de flux qui caractérise les transports en commun n'est pas sans conséquence sur les interactions qui s'y produisent. La fermeture des lieux entre les stations, même s'il est possible de circuler à l'intérieur des trains SNCF ou RER, entraîne une visibilité quasi-totale des comportements. Celle-ci explique l'importance de la règle de l'inattention civile entre les usagers (Tonnelat, 2011), car la mise à distance est la seule fuite possible dans cet espace clos (Rinaudo, 1999). Cet espace public est également très contrôlé, car les transporteurs doivent s'assurer non

seulement de la sécurité des usagers, mais également de la continuité des flux[78]. En conséquence, les adolescents n'interagissent pas seulement dans cet espace avec les autres usagers, mais également avec de nombreux veilleurs d'espace, comme les contrôleurs, les vigiles des transporteurs, les policiers du réseau et sur certaines lignes des médiateurs de l'entreprise Promevil.

Cette tension structure également l'usage et la perception qu'ont les adolescents des différents transports en commun. En effet, la vision de la mobilité des individus influence fortement leur usage des modes. Joseph a ainsi montré que les usagers parisiens du métro et du bus avaient un rapport au temps complètement différent, les premiers cherchant à minimiser leur temps de trajets, les seconds étant plus ouverts à l'imprévu (Clot-Goudard et Tillous, ibid). De même, les adolescents de notre échantillon n'attribuent pas tous la même « échelle d'adhérence urbaine »[79] (Amar, 1993) à leurs déplacements en transports en commun. Certains y voient une simple fonctionnalité leur permettant d'aller d'un point A au point B, d'autres une activité attrayante en soi, qui leur permet de fréquenter d'autres citadins et d'assister à des événements imprévus.

Le rapport aux transports en commun est fortement lié à la dimension précédente des manières d'habiter, l'apprentissage de l'autonomie, mais il ne s'y réduit pas. Les adolescents habitués depuis longtemps à se déplacer en transports en commun ont généralement une bonne image de ce mode. Néanmoins, d'autres adolescents dans le même cas ne partagent pas cette vision et empruntent ces transports faute de mieux. Le rapport aux différents transports en commun ne dépend ainsi pas seulement de l'usage et de la maîtrise qu'en ont les adolescents, mais également des représentations qui leur sont associées. Les transports en commun sont par exemple perçus par une partie des jeunes de ZUS comme un mode stigmatisant réservé aux plus pauvres, car ils supposent de voyager avec d'autres usagers et de s'astreindre à des horaires et des trajets fixés à l'avance (Lacascade, 2008).

Les adolescents de notre échantillon jugent également les différents transports en commun plus ou moins hospitaliers. Leur jugement dépend de nombreuses qualités de ces transports : trajets effectués en sous-sol ou à l'air libre, propreté des lieux, présence ou non d'un conducteur, circulation fréquente de contrôleurs ou de policiers… Ils différencient aussi ces transports en fonction de leur fréquentation et des interactions susceptibles de s'y produire, ce qui explique qu'ils n'en aient pas la même perception selon les tronçons.

---

[78] Notons par exemple qu'il y a quelques années une association d'usagers s'était mobilisée pour que tous les trains de la ligne SNCF locale ne passent plus par la gare du quartier des Prairies, en raison de trop nombreux retards dû au tirage du signal d'alarme.

[79] L'échelle d'adhérence urbaine désigne le niveau d'intégration des types de mouvement dans la ville. L'avion et la marche à pied sont les deux points limites et opposés de cette échelle. L'avion est l'exemple type d'une adhérence discontinue au territoire, car il décolle d'un point à un autre. Au contraire, la marche, qui permet de changer de destination ou d'en inventer de nouvelles presque à chaque pas, est le mode le plus adhérent (Amar, ibid, p. 145).

Nous avons identifié dans notre échantillon quatre grands types de rapports aux différents transports en commun. Ceux-ci influencent fortement la signification que les adolescents donnent au fait de posséder, ou non, la carte Imagin'R.

a) Le premier type concerne des adolescents qui ne voient dans les déplacements en transports commun qu'une simple fonctionnalité. Ces adolescents sont les seuls qui sont indifférents à l'origine sociale et résidentielle des autres usagers. Ces derniers sont perçus uniquement comme facteur de densité plus ou moins importante des lieux. Ces adolescents s'accommodent ainsi de la co-présence plus qu'ils ne l'apprécient. Ils mettent en place des barrières symboliques afin de minimiser les interactions avec les autres usagers, en écoutant par exemple de la musique. De même, ils n'apprécient pas les sollicitations des personnes qui jouent de la musique et/ou réclament de l'argent dans ces lieux. Ils classent les différents transports en commun en fonction de leur vitesse et de la densité de voyageurs, car l'enjeu pour eux est de se déplacer avec rapidité et confort. Ils préfèrent donc généralement le métro et le RER au bus. Ils se projettent cependant avant tout vers une mobilité prochaine en voiture, qu'ils jugent plus fiable, plus rapide et plus prestigieuse symboliquement. Dès qu'ils le peuvent, ils se déplacent avec ce mode. Ils sont en conséquence relativement indifférents à la carte Imagin'R, qu'ils ne possèdent pas ou qu'ils n'ont pas cherché activement à obtenir. Certains ont même résilié leur abonnement au bout d'une année, car ils ne le jugent pas rentable, notamment lorsqu'ils ont la possibilité d'être véhiculé par des jeunes plus âgés.

b) Le second type est composé d'adolescents qui considèrent les trajets en transports en commun comme une activité en soi. Ils y trouvent les mêmes qualités que dans les espaces publics urbains, en particulier l'anonymat et la co-présence avec des citadins d'une autre origine résidentielle et sociale. Ces qualités leur permettent d'avoir des comportements qu'ils n'osent pas adopter dans leur quartier, de faire des rencontres plus ou moins durables, d'accéder à une diversité de comportements et d'assister à des événements imprévus. Certains adolescents empruntent ainsi les transports en commun sans but précis, si ce n'est celui de profiter de ces qualités. Parmi les différents transports en commun ils préfèrent généralement le métro, plus dépaysant que les transports qui circulent à proximité de leur quartier, le plus souvent des bus ou des RER. Ces adolescents accordent une grande importance à la carte Imagin'R, qu'ils ont souvent demandée activement en se chargeant par exemple des démarches administratives ou en vantant ses mérites avec insistance auprès de leurs parents. Ils sont au courant des diverses modalités d'utilisation de cette carte, comme son dézonage le week-end ou la possibilité de se faire rembourser une amende en cas d'oubli lors d'un contrôle. Au-delà de ses aspects pratiques, posséder la carte Imagin'R leur donne également l'impression de faire partie de la communauté des usagers adultes.

c) Le troisième type est une déclinaison du précédent. Il est composé d'adolescents qui considèrent également les trajets en transports en commun comme une activité en soi. Contrairement au type précédent, l'attrait de cette activité n'est cependant pas tant l'accès à une diversité urbaine absente du quartier de résidence mais la possibilité de s'amuser en

groupe. Ces adolescents sont donc moins sensibles à l'anonymat qu'aux nombreuses sources d'animation qu'ils peuvent trouver dans les transports en commun : provoquer ou séduire d'autres jeunes, transformer les lieux en un espace de jeu ou s'amuser à transgresser les règles habituellement en vigueur dans cet espace. Cette appropriation ludique des lieux peut conduire à des tensions avec les autres usagers et/ou avec les veilleurs d'espace. Elle concerne principalement les transports en commun situés à proximité du quartier de résidence. A l'inverse, les adolescents sont beaucoup moins à l'aise dans les transports plus lointains, notamment dans le métro parisien, le jeu se transformant très rapidement en épreuve avec les autres usagers ou les veilleurs d'espace. Beaucoup de ces adolescents possèdent la carte Imagin'R, mais ils lui accordent peu d'importance et ils la considèrent essentiellement comme un instrument de mobilité scolaire. Les autres n'effectuent pas de démarche pour l'obtenir, car ils la trouvent trop cher pour l'utilisation qu'ils en auraient. Ils préfèrent continuer à frauder, cette pratique participant d'ailleurs de l'animation qu'ils recherchent dans les transports en commun.

d) Le dernier type est constitué d'adolescents effrayés, à des degrés divers, par les transports en commun. Ils appréhendent plus ou moins fortement les interactions avec les autres usagers, par crainte de croiser des marginaux, de se faire agresser ou voler leurs effets personnels. Ils différencient alors les transports en commun en fonction de la probabilité qu'ils pensent avoir de s'y faire agresser et des ressources disponibles pour faire face à un problème. L'emploi du bus est ainsi beaucoup moins anxiogène pour eux que le métro ou le RER, en raison de la présence visible du conducteur et du sentiment de pouvoir quitter ce lieu plus facilement en cas de problème. Ils possèdent moins souvent que les autres adolescents la carte Imagin'R, car ils considèrent, en accord avec leurs parents, que leur faible utilisation des transports en commun ne justifie pas un investissement financier. Ils souhaitent au contraire passer le plus rapidement possible le permis de conduire, car la voiture présente selon eux toutes les qualités qui manquent aux transports en commun : le calme, l'absence de promiscuité physique et de situations d'interaction avec des inconnus.

Ces différents types sont fortement liés à la manière dont les adolescents se sont familiarisés aux transports en commun et à l'usage qu'ils en ont. Ils sont donc fortement corrélés aux différentes variables mises en évidence dans la partie précédente, en particulier les dispositions des parents vis-à-vis de la mobilité et leur usage des modes de transports, le sexe (il y a plus de filles dans le dernier type et plus de garçons dans le troisième), l'éloignement du centre de l'agglomération (le second type est surreprésenté à Paris et dans des ZUS bien desservies par les transports en commun, les deux derniers dans les ZUS plus éloignées) et la possibilité d'être véhiculé par des proches ou par des associations locales (qui favorise le premier et le dernier type).

Le rapport aux transports en commun est cependant aussi fortement influencé par la montée en âge. Les deux premiers types concernent en proportion des adolescents plus âgés de notre échantillon. Après une phase d'exaltation lors des premiers déplacements

autonomes en transports en commun, la montée en âge entraîne en effet parfois une lassitude vis-à-vis de ce mode. Cette lassitude est renforcée lorsque la desserte du quartier n'est pas satisfaisante, notamment en soirée, car avec l'âge les déplacements tardifs deviennent plus fréquents. Mais à l'inverse, la montée en âge entraîne parfois un passage du troisième ou quatrième type au second, lorsque les adolescents s'habituent progressivement à se déplacer en transports en commun avec des pairs et/ou réussissent à passer avec succès l'épreuve de la co-présence avec les autres usagers (voir infra, chapitre 10).

V. Les lieux fréquentés et les représentations de l'espace urbain

Les lieux que les adolescents fréquentent dans leur mobilité constituent une dimension très importante de leur manière d'habiter. En effet, ces lieux sont, tout autant que l'ancrage résidentiel, un support de leur processus de construction identitaire. Fréquenter tel lieu plutôt qu'un autre contribue à former l'image que les adolescents se font d'eux-mêmes et qu'ils souhaitent projeter aux autres : « *aller à La Défense n'est pas traîner aux Halles, Cergy-Pontoise n'est pas Marne-la-Vallée* » (Kokoreff, 1998, p. 254). Tous les adolescents ne recherchent ainsi pas la même chose dans les lieux qu'ils fréquentent en dehors de leur quartier. Ces lieux leur permettent, entre autres, d'échapper au regard des autres habitants du quartier, de rencontrer d'autres adolescents, de côtoyer des citadins d'une autre origine sociale, de trouver de l'animation, de s'échapper du quotidien ou plus pratiquement de réaliser des achats.

Les adolescents différencient ces lieux en fonction de leurs qualités et de leurs fréquentations, comme ils le font avec les différents transports en commun. Ils opèrent tout d'abord une distinction en fonction des prises offertes par ces lieux pour soutenir, ou non, l'activité qu'ils souhaitent réaliser (Gibson, 1979) : architecture et conception des lieux, type d'enseignes et de restaurants présents, présence d'endroits pour s'asseoir, comportement des veilleurs d'espace… Les différents dispositifs spatiaux des espaces publics urbains n'offrent ainsi par exemple pas les mêmes prises à la conversation et aux échanges entre citadins (Capron, 1998). Ces prises ne sont cependant pas des propriétés objectives de ces espaces, elles dépendent de la manière dont les adolescents les perçoivent et se les approprient. Les lieux ne se définissent pas à partir de qualités *a priori*, mais ils sont façonnés par les pratiques qui s'y déploient. Les adolescents de notre échantillon ont ainsi souvent des usages différents d'un même lieu, qui se traduisent par des pratiques concurrentes (par exemple faire du shopping dans un centre commercial ou au contraire y provoquer les vigiles) ou par des différenciations plus fines (déambuler dans le Forum des Halles ou dans les rues commerçantes situées à l'extérieur).

Les lieux sont également façonnés par les caractéristiques sociodémographiques des personnes qui les fréquentent. Les adolescents ne sont ainsi pas tous à la recherche des mêmes fréquentations. Certains se déplacent dans des lieux auxquels ils accordent une haute valeur symbolique, car ils y côtoient des citadins d'un milieu social favorisé. D'autres sont à l'inverse plus à l'aise dans les lieux où des habitants de leur quartier sont présents. Les adolescents n'ont également pas toujours une perception semblable des fréquentations d'un même lieu, comme nous le verrons par exemple avec le quartier du Forum des Halles. Cette vision des fréquentations d'un lieu est alors solidaire de l'usage qu'en ont les adolescents. Elle influence également leur cartographie de l'espace urbain francilien. Les délimitations symboliques de « *Paris* » sont ainsi mouvantes et ne correspondent pas toujours aux limites géographiques de la capitale. Le quartier du Forum des Halles est par exemple inclus, ou non, dans la capitale selon le jugement porté par les adolescents sur les personnes qui le fréquentent.

Nous allons présenter les qualités des principaux lieux fréquentés par les adolescents de notre échantillon, les différents usages qu'ils en ont et la manière dont ils perçoivent les autres personnes présentes. Ces différents lieux sont : les centres commerciaux franciliens ; le Forum des Halles et ses environs ; la Foire du Trône et les Puces de Clignancourt ; les Champs-Elysées ; les quartiers touristiques de la capitale. Nous ne développerons pas le cas du parc de la Villette, qui sera évoqué avec plus de précision au chapitre 10. Notons qu'il s'agit exclusivement de lieux publics ou semi-publics, car les centres commerciaux ont certes un statut privé, mais les adolescents n'ont pas à s'acquitter d'un droit d'entrée pour y accéder. Les adolescents de notre échantillon fréquentent en effet rarement des lieux privés, à l'inverse, on peut le penser, des jeunes d'un autre milieu social. Très peu d'entre eux ont évoqué des soirées passées au domicile de jeunes de leur âge. Certains fréquentent néanmoins des cafés chichas, des fêtes organisées dans des maisons de quartier ou des salles municipales, les « aprèms » et, parmi les plus âgés, des boîtes de nuit. Notons également l'absence de la Gare du Nord et de ses environs, très peu fréquentée par les adolescents de notre échantillon, si ce n'est comme un lieu de passage entre deux trajets. Ils considèrent que ce lieu est approprié par des jeunes adultes désocialisés et des marginaux (pour un constat similaire sur la gare de Lille comme espace de déclassement, voir Kokoreff, 2002, pp. 186-187).

a) Une partie des adolescents de notre échantillon se rend tout d'abord fréquemment dans les grands centres commerciaux de banlieue parisienne : *Rosny 2*, *Belle Epine* à Thiais, *Parinor* à Aulnay, *Les 4 Temps* à la Défense, *Les Trois Fontaines* à Cergy (Saint Pierre, 2002)… Ces centres commerciaux sont accessibles en transports en commun depuis leur quartier en moins d'une demi-heure. Ils sont des espaces de statut privé mais dont les usages se rapprochent de ceux des espaces publics urbains, ce dont témoigne par exemple l'effacement des seuils entre l'intérieur et l'extérieur de ces lieux (Capron, ibid). Ces centres se caractérisent par une pluralité d'usages possibles et par une mixité sociale et générationnelle de leurs fréquentations (Berthet, 2002). Ils attirent de nombreux adolescents du département ou de la région, dont la présence est tolérée et encouragée, car ils sont des acheteurs potentiels dans des enseignes ciblant plus ou moins leur classe d'âge (Micromania, la Fnac, H&M, Mc Donalds…).

Le statut privé des lieux n'est cependant pas sans influence sur les pratiques qui s'y déploient (Capron, ibid). Les usages non strictement commerciaux ne sont ainsi tolérés par l'administration que dans la mesure où ils donnent vie à cet espace et qu'ils ne portent pas préjudice à son image. Les lieux sont également aménagés de manière à favoriser la circulation sur la communication en incitant les citadins à ne pas stationner trop longtemps. Enfin, la présence de vigiles empêche la constitution spontanée d'un public, car ils ne tolèrent pas les attroupements et les événements imprévus de la vie urbaine, comme les manifestations ou les spectacles de rue (Berthet, ibid). S'amuser à détourner ce contrôle ou à provoquer les vigiles constitue néanmoins parfois une attraction en soi pour les adolescents (voir infra, chapitre 7).

Deux éléments expliquent l'attrait qu'exercent ces centres commerciaux sur une partie des adolescents, et symétriquement le rejet de certains autres : la sécurité des lieux et l'anonymat familier qui y règne[80] (Vanderbeck et Johnson, 2000). Notons sur ce point que les grandes centralités de loisir temporaires, comme par exemple la base nautique de Cergy, possèdent ces deux qualités, ce qui explique le succès qu'elles rencontrent auprès des adolescents l'été.

La présence de vigiles à l'entrée des centres commerciaux, la fréquentation des lieux par des familles et l'absence de marginaux ou de mendiants sécurisent ainsi à la fois les adolescents et leurs parents. Ceux-ci sont d'autant plus enclins à autoriser leurs enfants, notamment les filles, à s'y rendre entre amis, qu'ils ont le plus souvent fréquenté les lieux ensemble auparavant.

Les adolescents ont la possibilité d'y croiser et d'y rencontrer d'autres jeunes dans un « *anonymat familier* » (Clair, 2008, p. 104). Ils échappent aux regards de leurs proches, notamment de leurs parents, mais ils ne sont pas complètement dépaysés dans ces lieux. Les adultes de leurs quartiers sont ainsi nombreux à être employés dans des commerces du centre. Celui-ci est également fréquenté par d'autres jeunes de ZUS, originaires ou non du même quartier que l'adolescent. Cet « *anonymat familier* » attire certains adolescents de notre échantillon, mais il fait fuir ceux qui cherchent à être dépaysés lorsqu'ils se déplacent. Ces derniers fréquentent alors des centralités commerciales plus éloignées de leur quartier ou qu'ils jugent plus chics en raison de leurs enseignes et de leurs fréquentations (La Défense, les magasins de la rue de Rivoli ou les Grands Magasins dans le quartier de Saint Lazare). Le choix de fréquenter un centre commercial plutôt qu'un autre constitue ainsi un élément important dans la construction de l'identité sociale des adolescents (Thomas, 2005).

Plus largement, les adolescents se distinguent entre eux par les usages qu'ils ont des centres commerciaux, qui sont parfois complémentaires mais qui peuvent également être concurrents. Certains considèrent ces centralités commerciales uniquement comme des lieux fonctionnels leur permettant de profiter entre amis de magasins qu'ils n'ont pas dans leur quartier. Ils ne s'attardent donc pas dans les allées du centre si ce n'est pour se reposer entre deux achats. D'autres ne cherchent également pas à rencontrer d'autres adolescents, mais à sortir provisoirement de leur enfermement au domicile en se promenant pendant une heure au milieu de gens qu'ils ne connaissent pas. Le centre commercial est au contraire pour certains un lieu de sociabilité locale dans lequel ils se rendent lorsqu'ils s'ennuient. Ils savent qu'ils y croiseront des connaissances de leur quartier ou des communes limitrophes, rencontrées dans des établissements scolaires ou des clubs sportifs. Ils flânent pendant plusieurs heures dans les allées, ils font des allers-retours entre l'intérieur et l'extérieur en s'arrêtant chaque fois qu'ils croisent des jeunes

[80] Ces deux qualités n'attirent pas seulement les adolescents de ZUS, mais également ceux de catégories moyennes. Les mobilités vers les centralités commerciales de ces adolescents ne nous semblent donc pas être un révélateur de leur enfermement comme le postulent d'autres recherches (Deville, 2007). On peut à l'inverse penser qu'avec l'étalement et la fragmentation croissante de l'agglomération francilienne, ces lieux vont revêtir de plus en plus d'importance pour les adolescents.

qu'ils connaissent. De même, le centre commercial est également le lieu pour des adolescents d'une mise en scène de soi aux yeux des autres, car il est fréquenté par des jeunes de tout le département. Il est alors parfois le théâtre de tensions éphémères entre groupes d'adolescents, qui peuvent devenir plus durables lorsque l'appropriation des lieux est à l'origine du conflit. Enfin, un grand nombre d'adolescents se servent des centres commerciaux comme d'un lieu de séduction. Les qualités et les fréquentations des lieux leur offrent ainsi des prises pour surmonter leur timidité et trouver le courage d'aborder des adolescents de sexe opposé. Ils y croisent d'une part des adolescents d'une même origine sociale qu'eux, avec qui ils partagent en conséquence des codes culturels communs. D'autre part, la conception des lieux qui interdit de stationner trop longtemps entraîne une brièveté des interactions de séduction. Elle retarde ainsi la nécessité de briser la glace et d'échanger plus longuement, les adolescents se contentant bien souvent d'échanger leurs numéros de téléphone.

b) Les adolescents de notre échantillon fréquentent également le Forum des Halles et ses environs. Ce lieu concentre plusieurs qualités qui expliquent la place privilégiée qu'il occupe pour de nombreux adolescents. Une des qualités de ce lieu est d'offrir une multiplicité d'usages possibles. Le Forum des Halles est ainsi un espace semi-public, régi par un impératif de circulation (Jarrigeon, 2007), dont les enseignes attirent de nombreux clients, adolescents ou non. L'espace public situé à l'extérieur du Forum est au contraire bordé de magasins ciblant souvent une clientèle plus jeune. Il permet surtout une appropriation des lieux, des relations de sociabilité prolongée et des événements spontanés (manifestations, concours de danse entre jeunes, spectacles de rue) qui ne sont pas tolérés dans le Forum. Les usages qu'ont les adolescents de ces espaces publics urbains sont cependant divers (Hass et Hérard, 2008). Certains explorent toutes les ruelles du quartier, une partie reste uniquement à proximité des commerces, d'autres stationnent dans un endroit circonscrit, notamment sur la Place des Innocents. Très peu d'adolescents investissent au contraire le jardin, qu'ils perçoivent comme approprié par les adultes, même si une partie d'entre eux s'entraîne à la danse aux portes du lieu.

Cette multiplicité des usages est caractéristique de la tension qui traverse le lieu depuis sa création dans les années soixante-dix entre l'objectif d'attirer la clientèle de banlieue qui transite dans les RER et celui de faire venir les habitants des quartiers centraux de la capitale (Baudouin et Collin, 2007). Certains auteurs craignent que la rénovation actuelle du Forum ait pour conséquence de « *reparisianiser* » les lieux, afin d'attirer une clientèle aisée dans un centre commercial situé en surface, séparé des niveaux sous-terrain réservés aux banlieusards (Baudouin et Collin, ibid). Cette rénovation conduirait à segmenter les usages des lieux, alors qu'ils sont actuellement bien souvent entremêlés. Ainsi, certains adolescents restent exclusivement à l'intérieur du Forum, car ils se déplacent uniquement pour faire du shopping, d'autres ne s'y rendent jamais et préfèrent rester à l'extérieur, mais la plupart fréquentent successivement ces deux espaces.

Mais la principale qualité du lieu est d'être situé au centre de la métropole et du réseau de transports en commun francilien. Il possède en conséquence une forte charge symbolique,

fréquenter ce quartier permettant en quelque sorte d'investir la centralité parisienne. Il est ainsi relativement accessible pour les adolescents de ZUS (voir supra, chapitre 4), qui ont également l'impression que les contrôles de police y sont moins injustes que dans le quartier de résidence (Hass et Hérard, ibid) ou dans des quartiers plus touristiques de la capitale (voir infra, chapitre 7). Enfin, ce lieu attire des jeunes de toute origine sociale, résidentielle et géographique durant le week-end. Il est alors propice d'une part à l'exposition de la diversité de styles des adolescents, d'autre part à la séduction.

Les espaces publics urbains situés à l'extérieur du Forum des Halles sont ainsi fréquentés par diverses catégories de jeunes, sans être le théâtre de conflits d'appropriation (Hass et Hérard, ibid). Ils sont au contraire un lieu dans lesquels les adolescents franciliens peuvent afficher et mettre en scène leurs différences aux yeux des autres jeunes à travers leurs styles vestimentaires. Les différences entre les « *ricains* » et les « *fashions* », les « *gothiques* » et les « *électros* », sont des critères de classification plus pertinents que l'origine sociale et résidentielle pour les adolescents qui fréquentent les lieux (Hass et Hérard, ibid), même si on peut penser qu'il existe une corrélation entre style et origine sociale. Certains adolescents de notre échantillon sont très sensibles à cette diversité de styles à laquelle ils n'ont pas accès dans leur quartier. Ils apprécient notamment l'hybridation entre centre et périphérie qui caractérise les lieux, le « *choc des cultures* » entre jeunes parisiens et banlieusards, pour reprendre l'expression de l'une d'entre eux. Mais tous les adolescents ne partagent pas cette vision. Certains s'y sentent trop différents des autres adolescents présents, ils perçoivent les lieux comme trop « *parisiens* » et ils ne les fréquentent donc que très rarement. D'autres opèrent au contraire un rapprochement entre ces lieux et les espaces qu'ils ont l'habitude de fréquenter au quotidien en raison de la présence de nombreux jeunes de ZUS. Lorsqu'ils se rendent à Châtelet, ils fréquentent exclusivement les cinémas et les magasins du Forum des Halles. Ces adolescents, notamment les filles, n'ont également pas la même vision des interactions de séduction qui se déroulent dans ces lieux. Alors que beaucoup d'adolescents de notre échantillon fréquentent les lieux en espérant y faire une rencontre amoureuse, ces filles accusent les jeunes présents d'avoir un comportement non respectueux à leur égard, auquel elles ne sont pas habituées dans leur quartier (voir infra, chapitre 7).

c) Le troisième type de lieux fréquentés par les adolescents de notre échantillon sont des centralités commerciales (les Puces de Clignancourt) et de loisirs (la Foire du Trône) situées aux portes de Paris. Ils sont donc généralement plus éloignés de leur domicile que les centres commerciaux de banlieue. Certains adolescents aiment se rendre régulièrement dans ces lieux, car ils y trouvent des animations destinées spécifiquement à leur classe d'âge et des commerces ciblant leurs pratiques culturelles et vestimentaires. Ils jugent ces lieux accueillants et ils s'y sentent à l'aise en raison de la présence de nombreux jeunes partageant leur origine sociale et résidentielle. En raison de leurs fréquentations, ils n'incluent d'ailleurs pas ces lieux à l'intérieur des limites symboliques de la capitale. Ils surnomment ainsi le marché de Clignancourt « *Clicli* » à l'image des surnoms qu'ils donnent à des communes de banlieue (« *Boboch* » pour Bobigny par exemple). Les fréquentations de ces lieux expliquent que d'autres adolescents n'aiment au contraire pas

s'y rendre, car ils ont l'impression d'y retrouver l'atmosphère de leur quartier et ils les perçoivent comme le théâtre de provocations et d'affrontements entre jeunes.

d) Les Champs-Elysées sont le quatrième lieu fréquenté par des adolescents de notre échantillon. Ceux-ci sont particulièrement sensibles à la dimension symbolique de la célèbre avenue, « *ils sont en quête de l'image de la ville avec ses lumières et ses vitrines* » (Pinçon et Pinçon-Charlot, 1992). Les Champs-Elysées sont synonymes pour eux de luxe et de réussite sociale (même si selon les sociologues précédemment cités, il s'agit seulement d'un luxe du pauvre, la vraie richesse se situant bien plus aux alentours de l'avenue). Ils apprécient côtoyer des citadins fortunés et visiter des enseignes qu'ils ne trouvent pas dans leur quartier ou à Châtelet. Cela leur donne l'impression d'accéder temporairement à un univers radicalement opposé à leur quotidien, celui de la chanson de Joe Dassin que ne cessaient de chanter les collégiens avec qui nous nous sommes déplacés pour prendre des photographies de l'avenue. Cette motivation semble plus importante pour les adolescents de notre échantillon qu'un « *désir de visibilité sociale* » (Kokoreff, 1993) qui caractérise bien plus ceux qui se rendent dans le quartier du Forum des Halles (voir supra). Cette stratégie de visibilisation et d'attraction des regards sur les Champs-Elysées ne concerne ainsi dans notre échantillon que quelques adolescents ayant la possibilité d'y être véhiculés en soirée par des jeunes plus âgés de leur quartier. Ce désir de visibilité sociale s'exprime également plus épisodiquement, lorsque certains investissent ce lieu symbolique pour célébrer les victoires sportives de l'équipe nationale du pays d'origine de leurs parents (voir infra, chapitre 7). La majorité des adolescents de notre échantillon n'aiment cependant pas se rendre dans ce lieu, qu'ils jugent trop chic et pas propice aux rencontres, car il est peu fréquenté par des jeunes de leur âge. Il convient néanmoins de rappeler que ces adolescents se déplacent à Paris avec le RER B, le RER C ou des lignes de métro qui ne desservent pas les Champs-Elysées. Le constat aurait peut être été différent dans le cas de ZUS desservies par la ligne A du RER, par exemple dans les communes de Nanterre et de Sartrouville.

e) Enfin, certains adolescents de notre échantillon fréquentent d'autres quartiers touristiques de la capitale, comme Saint Michel, Luxembourg, Bastille, Saint-Germain-des-Prés, Pigalle, Invalides, Montparnasse, Le Marais ou le Trocadéro. Ils apprécient l'anonymat qu'ils y trouvent, car ils ont beaucoup moins de chances de croiser des jeunes de leur quartier qu'à Châtelet. Cet anonymat est d'autant plus recherché lorsqu'ils se promènent avec leur petit(e) ami(e). Ils ont également l'impression d'accéder à une atmosphère qu'ils jugent à l'opposée de celle de leur quartier, en raison d'une architecture différente, de la présence de magasins chics et du comportement plus discret des citadins. Ce changement de décor leur permet, le temps d'un après-midi, de se mettre dans la peau d'un adolescent parisien. A l'inverse, autres adolescents n'aiment pas ces lieux. Ils les perçoivent comme beaucoup trop éloignés socialement du milieu dans lequel ils vivent au quotidien, certains ont l'impression d'y être stigmatisés par les autres citadins et d'y faire l'objet de contrôles de police dont le seul but est de leur signifier qu'ils ne sont pas à leur place.

Différentes variables sont corrélées avec le type de lieux que fréquentent les adolescents. Cette fréquentation est évidemment liée aux dimensions présentées précédemment, notamment l'ancrage résidentiel et l'usage des différents modes de transports. Elle est donc influencée par les différentes variables exposées à cette occasion, comme la trajectoire résidentielle des adolescents ou les lieux qu'ils ont pris l'habitude de fréquenter avec leurs parents dans l'enfance. Le type de quartier de résidence des adolescents de notre échantillon joue à l'inverse un faible rôle. La fréquentation de la Foire du Trône et de Clignancourt est cependant plus fréquente parmi les jeunes de ZUS et celle des centres commerciaux parmi les adolescents qui résident à proximité d'une ZUS, essentiellement parce qu'ils sont moins autorisés par leurs parents à se déplacer seuls en transports en commun (voir supra). Les lieux fréquentés sont bien plus influencés par l'âge des adolescents (les centres commerciaux situés à proximité du quartier sont plus fréquemment investis au début de l'adolescence alors que la flânerie dans les quartiers touristiques de la capitale concerne des adolescents plus âgés) et leur sexe. Les garçons sont ainsi plus nombreux à fréquenter les Champs-Elysées, Clignancourt et la Foire du Trône, les filles plus nombreuses à Châtelet ou dans les quartiers touristiques de Paris. Elles sont en proportion plus soucieuses que les garçons de découvrir des lieux fréquentés par des citadins d'une autre origine sociale et résidentielle. Elles sont en effet plus nombreuses à ne pas apprécier l'ambiance de leur quartier (voir supra) et elles se sentent moins stigmatisées dans les interactions avec ces citadins (voir infra).

Enfin, l'origine sociale des adolescents et leur éloignement du centre de l'agglomération discriminent très fortement les lieux qu'ils fréquentent. Parmi les adolescents de ZUS, il existe une différence très importante entre ceux qui sont issus des catégories populaires, plus enclins à fréquenter à Paris la Foire du Trône, Clignancourt et les Champs-Elysées, et ceux des classes moyennes, plus nombreux à se déplacer à Châtelet ou dans d'autres quartiers touristiques de la capitale. De même, les adolescents qui habitent dans des ZUS de banlieue bien desservies en transports en commun vont avoir tendance plus que les autres à flâner aux Halles ou dans des quartiers parisiens. Ils sont au contraire bien moins nombreux à fréquenter les centres commerciaux de banlieue parisienne que ceux qui habitent dans des ZUS plus éloignées.

Ces deux variables influencent la capacité des adolescents de notre échantillon à se repérer dans l'espace urbain parisien, car il existe un lien dynamique entre pratique d'un lieu et représentation de l'espace (Authier, 2001). Ce lien explique par exemple que ce sont les adolescents qui ont connu des expériences résidentielles variées, en particulier ceux qui ont grandi dans Paris intra-muros avant de déménager dans une ZUS de banlieue, qui ont dans notre échantillon le plus de facilités à se repérer dans Paris mais également sur l'ensemble du réseau francilien. Ils sont ainsi beaucoup plus familiers des différentes architectures et paysages urbains de Paris intra-muros que les autres adolescents de leur quartier. Ils arrivent donc plus facilement à les déchiffrer et ils n'ont pas à effectuer de replacement cognitif afin de lire l'espace parisien (Ramadier et al, 2007).

Ce lien explique également que les adolescents qui résident dans des ZUS éloignées du centre de l'agglomération et/ou mal desservies en transports en commun ont plus de difficultés à se repérer dans Paris. En effet, une fois arrivés dans une centralité parisienne, ils ont moins de temps que les autres pour explorer les alentours ou se déplacer dans un autre quartier, en raison de la durée du trajet initial. Des recherches ont ainsi montré que les jeunes de Cergy (Saint Pierre, 2002) ou de Chanteloup-les-Vignes (Vieillard-Baron, 2008) ont une représentation de Paris qui s'organise autour des grands nœuds de transports accessibles depuis leur quartier (les stations de la ligne A du RER et la gare Saint-Lazare notamment). Notre recherche semble montrer que cet effet de l'éloignement du centre de l'agglomération est complété par celui de l'origine sociale. En effet, à éloignement égal, les adolescents de classes moyennes de notre échantillon ont plus de facilités que ceux de classes populaires à se repérer dans Paris. Nous ne pouvons cependant établir que cette corrélation est le résultat d'une capacité d'abstraction leur permettant, à l'image des groupes sociaux dominants, de se repérer plus facilement dans des espaces qu'ils ne connaissent pas (Rémy et Voyé, 1992). Elle s'explique beaucoup plus, nous semble-t-il, par un sentiment de stigmatisation moins important lorsqu'ils se déplacent à Paris, ce qui leur permet d'explorer plus facilement les lieux, comme nous allons le voir dans les lignes qui suivent.

VI. La cohabitation avec des inconnus d'une autre origine sociale et résidentielle

Cette sixième dimension des manières d'habiter prolonge les deux précédentes. Il n'est en effet pas possible d'analyser les usages des transports en commun et des espaces publics urbains des adolescents sans prendre en compte la manière dont ils gèrent la cohabitation avec des citadins qu'ils ne connaissent pas. Ces deux espaces se caractérisent par l'anonymat qui y règne, plus ou moins important selon les lieux et les tronçons du réseau francilien. Nous avons vu précédemment que cet anonymat était une « *pellicule protectrice* » (Petonnet, 1987) qui permettait à chaque citadin d'interagir quotidiennement avec une multitude d'inconnus en ne dévoilant qu'une partie de son identité (voir supra, chapitre 1). Nous avions cependant montré que cette forme particulière de réserve à l'égard d'autrui n'est pas innée et qu'elle suppose au contraire un apprentissage. Une des caractéristiques de l'adolescence est ainsi le passage des interactions avec des proches dans les espaces familiers à la co-présence avec des citadins ne partageant pas forcément les mêmes règles de comportement. Les adolescents doivent apprendre à résoudre les tensions et autres épreuves de la civilité ordinaire qui caractérisent les espaces publics urbains et les transports en commun.

Dans ces deux espaces, les adolescents apprennent plus particulièrement à cohabiter avec trois catégories différentes de citadins : les veilleurs d'espace, les citadins plus âgés et les adolescents d'une autre origine résidentielle et sociale. Les modalités de la cohabitation avec ces trois catégories ne sont pas les mêmes, mais elles reposent toutes sur une catégorisation initiale à partir du regard. Le principal ressort de l'anonymat en situation urbaine est en effet l'articulation « voir/être-vu » (Jarrigeon, 2007). Le corps et la communication non-verbale occupent une place prépondérante dans ces situations d'interactions avec des inconnus : « *Le corps en situation d'anonymat se présente comme un lieu important de production, de différentiation, et de confrontation des régimes contemporains de visibilité. Analyser son mode d'inscription dans les interactions, c'est placer, au cœur de l'approche de l'urbanité contemporaine, ce qui contribue à ordonner celle-ci et à lui donner forme : le voir, le visuel, le regard* » (Jarrigeon, ibid, p. 15). Cela explique l'attention particulière que portent les adolescents à leur apparence vestimentaire lorsqu'ils se déplacent dans les espaces publics urbains, notamment lorsque ceux-ci sont fréquentés par d'autres jeunes. C'est également à partir des vêtements et du langage corporel que la quasi-totalité des adolescents de notre échantillon distinguent les jeunes qui habitent en ZUS ou à proximité de ceux qui habitent dans d'autres quartiers, notamment dans Paris intra-muros. Cette distinction commune est cependant interprétée différemment, selon que les adolescents expriment une attirance, une neutralité ou un rejet pour le mode de vie des jeunes parisiens.

Les adolescents de notre échantillon ne sont pas seulement d'une autre origine résidentielle et/ou sociale qu'une partie des citadins avec lesquels ils interagissent dans les espaces publics urbains. Ils sont également en très grande majorité d'une autre origine nationale-raciale. Parmi les quatre-vingt douze adolescents que nous avons interrogés,

dix-neuf seulement sont de couleur de peau blanche. Il n'est alors pas possible d'analyser leurs interactions avec des inconnus sans prendre en compte cette variable, car l'ethnicité est « *une forme d'organisation sociale des situations les plus routinières de la vie urbaine : celles qui s'expriment dans les lieux publics* » (Rinaudo, 1999, p. 117). Néanmoins, les adolescents de notre échantillon ne font pas tous intervenir de la même manière cette différence de couleur de peau dans la lecture qu'ils font de leurs interactions avec d'autres citadins. En effet, les groupes ethniques ne relèvent pas d'une différence culturelle ou biologique définie substantiellement, mais ils sont des catégories d'attribution et d'identification opérée par les acteurs eux-mêmes. Ces catégories ne sont utilisées que lorsqu'elles présentent un intérêt pour l'action, notamment pour interpréter les situations et organiser les interactions (Rinaudo, ibid). L'ethnicité est une variable pouvant ou non être activée par les acteurs selon les situations et la nécessité éprouvée de produire une dichotomie de type similarité-altérité (Barth, 1995). Une partie des jeunes de ZUS s'autodéfinit ainsi à partir de cette variable en délimitant des territoires identitaires entre « eux » et « nous » (Kokoreff, 2005). L'activation de la variable ethnique dans la lecture d'une interaction dépend alors, nous allons le voir, de l'origine sociale et résidentielle de l'adolescent, de l'accumulation d'un stock d'expériences négatives où il s'est senti discriminé en raison de son origine nationale-raciale, mais également des caractéristiques situationnelles de cette interaction. Plus généralement, cette ethnicisation des rapports sociaux n'est pas indépendante de la racialisation de la société, c'est-à-dire de la réduction de l'identité des « immigrés » à celle d'un groupe stigmatisé et discriminé (Kokoreff, ibid).

Le recours ou non à la variable ethnique pour interpréter les interactions participe des trois grandes modalités de gestion de la cohabitation avec des inconnus que nous avons identifiées parmi les adolescents de notre échantillon. Ces modalités traduisent différents rapports à l'anonymat des foules urbaines, « *perçu différemment selon chacun, et différemment pour chacun selon les moments de son histoire* » (Petonnet, ibid) : l'indifférence, l'attirance et la méfiance. La première modalité est exclusive des deux suivantes, qui peuvent au contraire être mêlées chez certains adolescents.

a) Un premier type de cohabitation avec des inconnus est l'indifférence, lorsque les adolescents prêtent peu d'attention aux caractéristiques sociales des citadins avec lesquels ils interagissent. Ils les perçoivent avant tout comme un élément de décor et un facteur de densité plus ou moins importante des espaces qu'ils fréquentent. Ces adolescents essaient de minimiser leur fréquentation des grands rassemblements urbains, ils ne sont pas sensibles à la diversité sociale des personnes présentes, car ils n'y recherchent pas des occasions de rencontre. Ils privilégient au contraire des lieux fermés ou moins fréquentés, dans lesquels ils ont leurs habitudes.

b) Le second type de cohabitation se caractérise par une attirance des adolescents pour les échanges avec des inconnus. Ceux-là apprécient notamment dans la mobilité les interactions éphémères avec des jeunes d'une autre origine résidentielle et sociale, que cela débouche ou non sur des relations amoureuses ou amicales plus durables. Ils aiment

fréquenter les grands rassemblements urbains, qui leur offrent la possibilité de pratiquer cette sociabilité éphémère. Ils valorisent la diversité de fréquentations qui caractérisent ces rassemblements. Certains mettent alors en scène leur origine sociale et/ou résidentielle en adoptant un style vestimentaire et un langage corporel les distinguant des autres jeunes. Ils ne perçoivent pas cette origine comme un stigmate mais comme participant au travail de représentation des différences sociales sur la scène urbaine. Enfin, ces adolescents apprécient également l'anonymat des foules urbaines, car il leur permet d'adopter des comportements non tolérés dans leur quartier.

L'attirance pour les échanges avec des inconnus repose également parfois sur une volonté de s'amuser à leurs dépends. Certains adolescents transgressent ainsi volontairement certaines des règles habituelles d'interaction avec les autres citadins et ne cherchent pas à sauvegarder la coopération interactionnelle avec eux. Ils testent la perméabilité du domaine public aux règles de comportements des adolescents, qui se situent bien souvent dans la logique du jeu et de la recherche de visibilité (voir infra, chapitre 7).

c) Le troisième type de cohabitation est la méfiance vis-à-vis des interactions avec des citadins inconnus. Cette méfiance se nourrit soit de la crainte d'agressions, soit de la peur de ne pas être socialement à sa place, soit du sentiment de porter un stigmate ethnique. Dans le premier cas, la méfiance des adolescents est relativement autonome des caractéristiques sociales des inconnus qu'ils croisent dans les espaces publics urbains. A l'inverse, dans les autres cas, les adolescents perçoivent une forte opposition entre eux et les autres citadins en raison de leur origine sociale et/ou nationale-raciale.

Certains adolescents craignent ainsi fortement de se faire agresser ou de rencontrer des individus louches lorsqu'ils se déplacent. Ils ne se sentent pas en sécurité dans les espaces publics urbains, notamment lorsqu'ils sont fréquentés par une foule importante. Cette crainte se transforme en véritable phobie des foules urbaines pour certains. Ils utilisent alors un vocabulaire très proche de celui des travaux de la psychologie des foules de la fin du 19ème siècle[81] (Le Bon, 2002 [1895]). Ils considèrent ces foules comme une menace, à la fois d'agressions potentielles, mais également de perte d'identité. Ils insistent sur l'usure mentale qu'ils y éprouvent, car ils ont l'impression d'étouffer et ils sont gênés par la promiscuité physique avec des inconnus. Ils opposent cette usure au calme et au repos qu'ils éprouvent à leur domicile.

D'autres adolescents vivent leurs déplacements à Paris comme une expédition dans un univers social complètement opposé à leur quotidien. Ils y sont étonnés devant la singularité de certains des comportements des autres adolescents parisiens, mais ils ont également le sentiment de ne pas être à leur place. Ils ont l'impression de devoir faire en permanence des efforts afin de ne pas attirer le regard des autres citadins plus âgés, avec lesquels ils n'osent guère interagir.

[81] L'emploi d'un tel vocabulaire n'est pas une spécificité de ces adolescents. Comme l'a signalé V. Rubio (2008, p. 81), « il est effectivement saisissant de constater à quel point les individus qui composent notre société sont imprégnés de cette théorie de la foule née dans l'antiquité grecque dont Le Bon a élaboré la parfaite synthèse il y a à présent plus d'un siècle ».

Enfin, une partie des adolescents ressent une hostilité des autres citadins à leur égard. Ils expliquent cette hostilité non seulement par une distance générationnelle, culturelle et sociale mais également par le racisme, notamment des personnes âgées et des veilleurs d'espace. Différents indices leur font sentir cette hostilité. Un des plus explicites est le changement de places dans les transports en commun, comme cela a également été observé dans les bus de l'agglomération niçoise où la visibilité ethnique des passagers est une propriété déterminante de l'organisation des espaces et des places assises disponibles (Rinaudo, ibid). Ces adolescents perçoivent à l'inverse beaucoup plus de peur que d'hostilité de la part des jeunes d'un autre milieu social, notamment ceux de Paris intra-muros. Si certains adolescents arrivent à retourner ce stigmate dans les interactions, la plupart minimisent alors leur fréquentation des foules urbaines, si ce n'est lors des grandes festivités (voir infra, chapitre 7).

Le rapport des adolescents à l'anonymat et leur gestion de la cohabitation avec des inconnus sont intimement liés aux qualités des espaces publics qu'ils fréquentent (voir supra). Les particularités des dispositifs architecturaux entraînent par exemple des modes de production de l'anonymat très différents au Forum des Halles, sur la place Beaubourg ou au Parc de la Villette (Jarrigeon, ibid). Néanmoins, les modalités de la cohabitation avec des citadins inconnus dépendent avant tout de la familiarisation plus ou moins importante des adolescents à l'anonymat des espaces publics urbains et des transports en commun (voir infra, chapitre 10). Les adolescents qui appréhendent les interactions avec des inconnus sous l'angle de la méfiance sont ainsi en moyenne moins âgés que les autres et habitent dans des quartiers mal desservis par les transports en commun. Ils ont également souvent expérimenté un seul contexte urbain dans leur trajectoire résidentielle. Ils ont donc moins eu l'habitude que les autres adolescents d'interagir avec des citadins de différents milieux sociaux et résidentiels.

Enfin, les modalités de cohabitation avec des inconnus sont également fortement corrélées au sexe des adolescents. Les filles sont plus nombreuses à avoir peur de ces interactions. Les inquiétudes des adolescents vis-à-vis de l'anonymat se nourrissent en effet d'une part des représentations véhiculées par les médias sur les espaces publics urbains, d'autre part de l'incorporation des craintes de leurs parents sur leur sécurité dans ces espaces (Hillman, 1993 ; Zaffran, ibid). Or, les parents pensent généralement que les filles sont plus vulnérables que les garçons dans ces espaces, car elles feraient l'objet de plus d'agressions et elles seraient moins capables de se défendre. Plus généralement, les dispositions des parents vis-à-vis de la fréquentation enfantine des espaces publics urbains sont fortement influencées par leur trajectoire résidentielle (Goyon, 2009). Les parents qui ont vécu en centre-ville ont ainsi moins peur que les autres pour la sécurité de leurs enfants. La construction de notre échantillon ne nous permet malheureusement pas d'interroger une éventuelle corrélation entre les craintes des parents sur la sécurité de leurs enfants dans les espaces publics urbains et dans les établissements scolaires. Celui-ci ne comprend ainsi pas d'adolescents de ZUS ou vivant à proximité, dont les parents ont

contourné la carte scolaire ou inscrits leurs enfants dans le privé afin d'éviter l'établissement de leur quartier.

Les filles sont à l'inverse moins nombreuses que les garçons à se sentir stigmatisées dans les interactions avec des citadins d'une autre origine résidentielle et sociale. Scolarisées plus fréquemment en filière générale, elles ont plus l'habitude d'interagir avec des adolescents d'un autre milieu social. Elles provoquent également moins de réaction d'hostilité de la part des citadins plus âgés lorsqu'elles se déplacent (Lapeyronnie, 2008), si ce n'est lorsqu'elles portent le voile (Welzer-Lang et Kabeza, ibid ; Rinaudo, ibid). Elles ont aussi accumulé moins d'expériences négatives où elles se sont senties discriminées en raison de leur origine nationale-raciale. Elles sont ainsi moins nombreuses que les garçons à avoir vécu des contrôles policiers à répétition (Jobard et Levy, 2009) ou des situations d'échecs scolaires (Beaud, 2002). Or, le sentiment d'être victime de racisme est nourri par ces échecs, car il est pour les élèves une manière de rationaliser leur parcours scolaire (Payet, 1995) et une forme de résistance à un jugement scolaire perçu comme injuste (Dubet et Martucelli, 1996). Plus généralement, les adolescents dont les proches ont vécu des expériences de discrimination sur le marché du travail ont également plus tendance à percevoir un racisme des autres citadins lorsqu'ils se déplacent (voir infra, chapitre 7). Néanmoins, ce sentiment de stigmatisation s'atténue parfois lorsque les adolescents vivent des interactions répétées avec d'autres citadins ne débouchant pas sur une mise en échec de la coopération interactionnelle (voir infra, chapitre 10).

VII. La fréquentation des espaces d'interaction sociale sur Internet

Nous n'avions pas intégré initialement à notre recherche l'étude de la sociabilité en ligne. Cette thématique a cependant fortement émergé du terrain, car la majorité des adolescents se référaient à Internet comme un des principaux espaces d'interaction avec des citadins d'autres quartiers. Si nous voulions complexifier les approches statiques de la ségrégation en prenant en compte les interactions se déroulant en dehors de l'espace de résidence (voir supra, chapitre 2), il n'était donc pas possible de négliger les pratiques d'Internet. Elles contribuent autant que les mobilités urbaines au passage de l'adolescent du monde familier vers le domaine public (voir infra, chapitre 1). En effet, le domaine public ne se limite pas au sens strict aux espaces publics urbains. Il inclut également des espaces numériques, s'ils exigent des personnes qui y sont présentes une publicité de l'agir et la construction de procédures collectives permettant l'interprétation et la résolution de problèmes (Arendt, 1983).

Les pratiques de sociabilité en ligne des adolescents ont déjà fait l'objet de nombreuses investigations empiriques (Boyd, 2008). Il a ainsi été montré qu'elles participent autant que les mobilités urbaines à la construction identitaire des adolescents, car elles permettent notamment d'entretenir des relations amicales et amoureuses à l'écart du regard des adultes (Fluckiger, 2006 ; Metton, 2009). Nous nous sommes concentré pour notre part sur les relations de sociabilité plus ou moins éphémères que les adolescents de notre échantillon entretiennent sur Internet avec des jeunes ne résidant pas dans leur quartier. Mais nous les avons analysées en relation avec les pratiques de mobilité quotidienne. Nous nous sommes d'une part intéressé à la manière dont la sociabilité en ligne permet le maintien de liens à distance avec des adolescents rencontrés dans la mobilité. Nous nous sommes penché d'autre part sur les pratiques d'Internet qui sont directement à l'origine de sociabilité avec des adolescents d'autres quartiers. Nous nous sommes demandé si les adolescents qui développaient ces relations de sociabilité en ligne étaient les mêmes que ceux qui appréciaient les interactions avec des inconnus dans leurs mobilités urbaines.

Cette dernière dimension des manières d'habiter des adolescents complète donc en quelque sorte la précédente. Cela explique l'organisation spécifique de cette partie par rapport aux autres, notamment l'absence de présentation des variables corrélées à telle ou telle modalité de sociabilité en ligne. Nous verrons ainsi dans les prochains chapitres qu'il n'y a pas de substituabilité entre les pratiques de sociabilité des adolescents sur Internet et dans les espaces publics urbains. Il existe au contraire une adéquation dans les modalités de cohabitation avec des inconnus dans ces deux espaces[82].

Nous nous sommes intéressé plus particulièrement à cinq espaces d'interactions sociales sur Internet : les réseaux sociaux, les blogs, les messageries instantanées, les forums de

[82] Pour un développement plus exhaustif sur l'adéquation entre les pratiques de mobilité en ville et sur Internet, voir Oppenchaim (2011).

discussion et les jeux en réseau. Nous avons donc exclu de notre analyse la pratique des mails, car ce mode de communication n'a été évoqué que très rarement par les adolescents, à l'exception de ceux qui transitent par les réseaux sociaux. Ce faible emploi des mails est d'ailleurs confirmé par d'autres études, seul un quart des adolescents y ayant souvent recours (Fontar et Kredens, 2010). Nous avons également prêté une assez faible attention à l'usage du téléphone mobile, pourtant indissociable de la fréquentation des espaces d'interactions sociales sur l'Internet : d'une part, les téléphones du type Smartphone permettent désormais un accès à Internet, même si lors de notre enquête entre Mars 2008 et Juin 2010 peu d'adolescents interrogés en possédaient ; d'autre part, le téléphone mobile est également le support de sociabilités avec des adolescents d'autres quartiers. Néanmoins, ces sociabilités prolongent souvent des interactions préexistantes sur Internet. L'échange de numéro est ainsi beaucoup moins fréquent que celui d'adresse de messagerie lors des rencontres que font les adolescents dans leurs mobilités urbaines. Il n'intervient que dans une phase ultérieure, sans doute parce que le téléphone revêt un caractère plus intime pour eux. Nous ne nous sommes donc intéressé au rôle communicationnel du téléphone mobile que lorsque celui-ci prenait le relais d'échanges sur Internet.

Nous avons vu précédemment que les qualités des espaces publics urbains fréquentés par les adolescents influencent les modalités de leur cohabitation avec des inconnus. De même, les espaces d'interactions sur Internet n'ont pas tous les mêmes qualités. Tous se distinguent certes des espaces publics urbains par l'accessibilité durable de leur contenu à des personnes pas forcément présentes au moment où ce contenu y a été déposé (Boyd, op. cit.). Néanmoins, ces espaces ne partagent pas le même degré de publicisation de leur contenu, même si un même médium peut correspondre à des pratiques différentes (voir infra).

D'une part, les jeux en réseau permettent la communication avec d'autres joueurs qui sont inscrits sur le site, les discussions étant plus ou moins accessibles aux autres participants (Auray, 2007). D'autre part, les messageries instantanées du type MSN mettent le plus souvent en relation deux individus et permettent de maintenir à toute heure un espace de communication intime entre amis ou connaissances. Les forums, assez peu fréquentés par les adolescents de notre échantillon, mettent au contraire en relation des individus ne se connaissant pas mais partageant un même centre d'intérêt. Le contenu des discussions y est le plus souvent accessible à tous.

En ce qui concerne les blogs, le degré de diffusion souhaité par les adolescents est variable : certains sont pensés comme étant du registre intime, quelques uns comme un support d'une sociabilité préexistante, d'autres comme devant avoir une large diffusion publique. Cependant, quelque soit le degré de diffusion voulue, les blogs introduisent toujours un tiers à la relation entre deux individus, à savoir le public potentiel (Cardon et Delaunay-Teterel, 2006). Cette présence d'un public s'exprime notamment par l'importance des commentaires qui sont laissées sur le blog. Ces commentaires permettent aux adolescents d'avoir un retour sur la mise en scène de soi qu'ils mettent en œuvre. Comme dans l'espace public urbain, cette mise en scène de soi repose sur un

anonymat relatif, car souvent les jeunes qui se rencontrent sur les blogs ne connaissent que peu de choses les uns des autres (ne sont présents dans le profil que l'âge, le sexe et la ville d'origine). Mais alors que cette mise en scène passe dans l'espace urbain principalement par le style vestimentaire et trouve sa récompense dans les regards portés par les autres adolescents, elle passe sur les blogs par la publicisation de photographies et de textes, objets ensuite de commentaires plus ou moins élogieux. Cependant, l'usage des réseaux sociaux du type Facebook ont, d'après nos entretiens, supplanté en grande partie celui des blogs auprès des adolescents. Ces réseaux sociaux permettent de se mettre en scène, mais avec un contrôle sur le degré de publicisation désirée en fonction des caractéristiques des personnes fréquentant le profil. Ils permettent également des échanges instantanés entre amis à l'abri des regards indiscrets, à l'instar de MSN, ce qui explique sans doute son succès auprès des adolescents : « *Facebook c'est MSN et un blog en deux en un* » (Collégienne, 15 ans).

Ces degrés de publicisation variés nous rappellent qu'il ne faut pas faire de la fréquentation d'espaces d'interactions sur Internet le correcteur à la fragmentation urbaine, permettant une mise en contact de tous avec tous. Il a été ainsi montré que les réseaux sociaux pouvaient contribuer à renforcer la ségrégation, certains adolescents américains n'étant en contact qu'avec d'autres jeunes de la même origine ethnique qu'eux (Boyd, op. cit.).

Les pratiques de sociabilité en ligne sont d'autant moins à idéaliser, qu'elles sont fortement déterminées par l'environnement social et économique des adolescents (Dupuy, 2007). Symétriquement aux différentiels de potentiel de mobilité urbaine (voir supra, chapitre 5), les adolescents de ZUS ont-ils alors le même accès aux espaces d'interactions sur Internet que dans les autres quartiers ? L'état existant de la recherche ne permet pas de répondre clairement à cette question. Certains auteurs soulignent que le coût d'équipement en terminaux de connexion, les inégalités de desserte des territoires en infrastructures de télécommunication ainsi que la non-maîtrise de compétences essentielles à l'usage d'Internet exclut une partie de la population de ces quartiers (Beauchamps, 2009). Au contraire, une étude commandée par la Caisse des dépôts et Consignations (CDC, 2009) sur l'évaluation de la « fracture numérique » dans les ZUS montre que le niveau d'équipement au domicile (ordinateurs-abonnement) n'est que faiblement inférieur à celui des autres quartiers, et est partiellement compensé par le rôle des lieux publics, tels les cybercafés et établissements scolaires. Chez les 15-19 ans, la fréquence d'accès régulière à Internet est ainsi quasiment similaire en ZUS (43%) que sur le reste du territoire national (45%). Cependant, cet indicateur d'accès à Internet nous semble trop réducteur : pour un adolescent, posséder un ordinateur dans sa chambre n'a pas la même conséquence sur les pratiques, que de devoir se connecter dans un lieu public, ou même que de devoir partager cet ordinateur avec une fratrie nombreuse et ses parents (on pourra penser par analogie à l'influence de la bi-motorisation des ménages sur les mobilités urbaines des adolescents). Cet indicateur ne renseigne pas non plus sur l'état de l'équipement : de nombreux adolescents de notre échantillon se plaignent d'une mauvaise connexion en raison d'un matériel obsolète, ce qui conduit certains à renoncer à

la fréquentation des réseaux sociaux. De même, à l'instar de la mobilité urbaine, les pratiques d'Internet sont également influencées par la socialisation familiale à l'outil informatique (Fluckiger, 2007). La maîtrise des normes techniques et relationnelles permettant la fréquentation des espaces d'interactions sur Internet sont certes transmises en partie par les pairs, mais également par la famille. Or, cette transmission dépend fortement de la possibilité qu'ont les parents ou la fratrie plus âgée de partager du temps sur l'ordinateur avec les adolescents. La moindre disponibilité parentale identifiée au chapitre 5 joue donc également sans doute sur les pratiques d'Internet des adolescents de ZUS.

Au-delà des différentiels d'accès à Internet, nous avons identifié parmi les adolescents de notre échantillon trois grandes modalités d'interactions en ligne avec des jeunes d'autres quartiers: l'absence, l'entretien de relations préexistantes, la rencontre. La première modalité est exclusive des deux suivantes, qui peuvent au contraire se conjuguer. Chacun des cinq espaces d'interactions étudiés joue en partie sur la modalité de cohabitation recherchée, mais il n'y a pas de correspondance mécanique entre les deux.

a) Une première catégorie de pratiques de sociabilité en ligne se caractérise par l'absence de contact, si ce n'est occasionnel, avec des jeunes d'autres quartiers. Cette catégorie regroupe deux types d'adolescents. D'une part, certains adolescents ne fréquentent quasiment jamais les espaces d'interactions sociales, soit en raison de l'absence de connexion Internet au domicile, soit que l'usage d'Internet soit exclusivement fonctionnel. Le téléphone mobile occupe une place beaucoup plus importante qu'Internet dans l'organisation de leur sociabilité. D'autre part, des adolescents se servent de ces espaces exclusivement comme un support de la sociabilité locale et non comme un moyen d'élargir le réseau de sociabilité. Ces espaces permettent de se coordonner avec les proches pour les sorties et prolongent la sociabilité réelle : les blogs permettent de garder la trace des activités communes et MSN est utilisé sur le registre de la conversation continue avec les proches à l'instar du téléphone portable.

b) Une seconde catégorie de pratiques de sociabilité en ligne permet de maintenir des liens avec des jeunes ne résidant pas dans le quartier, mais qui n'ont pas été rencontrées sur Internet. Ces jeunes peuvent avoir déménagé du quartier, avoir été rencontrés durant la mobilité et lors de vacances ou résider dans le pays d'origine de l'adolescent. La communication avec ces jeunes se fait le plus souvent grâce aux messageries instantanées, et de plus en plus par le biais des réseaux sociaux. Avec la sociabilité locale, il s'agit de la pratique de sociabilité en ligne que nous avons le plus rencontrée chez les adolescents de notre échantillon.

c) La dernière catégorie de pratiques concerne les sociabilités plus ou moins éphémères se créant directement sur Internet. Ces pratiques connaissent quatre déclinaisons. Elles différent selon le support utilisé et le type de relations qui est recherché. Elles sont également influencées par le sexe des adolescents : la fréquentation d'espaces d'interaction sociales pour un usage expressif est par exemple majoritairement le fait de

filles, alors que la découverte d'autres adolescents grâce au partage d'une même passion concerne principalement des garçons.

Une première déclinaison de ces pratiques consiste ainsi à créer des liens avec des jeunes partageant des affinités électives autour d'une même passion. Ces liens sont le plus souvent créés grâce à des commentaires laissés sur les blogs ou des forums, puis entretenus grâce à l'échange des adresses de messagerie ou des rencontres physiques. Les canaux d'échange sur les plateformes de jeux en réseau peuvent également être le support de ces pratiques.

Une seconde déclinaison est l'emploi des espaces d'interactions à des visées de séduction. Ces espaces permettent de démultiplier les chances de rencontre potentielle tout en évitant le poids du contrôle social qui règne sur le quartier. Ces relations de séduction sont souvent analogues à celles qui se déroulent dans les espaces publics urbains, notamment dans les centres commerciaux : échange de compliments, demande de l'adresse MSN… Cependant, la distance initiale induite par une interaction sur Internet peut sécuriser certains adolescents, notamment les filles.

Une déclinaison proche est celle de la flânerie sur les blogs et réseaux sociaux d'inconnus, soit qu'ils s'agissent de connaissances d'amis, soit qu'ils aient été sélectionnés pour les caractéristiques du profil ou les photographies qui y sont présentes. Le choix de laisser un commentaire sur ces espaces repose bien souvent sur les caractéristiques physiques de l'adolescent ou la présence de signes laissant supposer des pôles d'intérêts communs.

La dernière déclinaison des pratiques de sociabilité se créant directement sur Internet est la fréquentation des espaces d'interactions sociales numériques pour un usage expressif. Ces espaces permettent ainsi de se confier à quelques adolescents rencontrés le plus souvent sur des forums. Une relation de confiance se construit peu à peu, permettant ensuite des échanges intimes sur les messageries instantanées ou le téléphone.

*

Nous avons exposé dans ce chapitre différentes dimensions à prendre en compte pour analyser les manières d'habiter des adolescents de ZUS ou vivant à proximité. Ces dimensions complètent les résultats statistiques présentés au chapitre précédent, en distinguant les adolescents autrement que par leur potentiel de mobilité, leur usage des modes de transports et leur programme d'activités. Nous avons également montré que la répartition des adolescents dans ces différentes dimensions était corrélée à des variables sociales, géographiques (le quartier de résidence et l'éloignement du centre de l'agglomération) et démographiques (l'âge et le sexe). Ces corrélations nous ont permis de préciser certaines spécificités des pratiques des adolescents de ZUS mises en évidence dans le chapitre précédent, en particulier les différences entre filles et garçons de ces

quartiers. Nous avons cependant vu que d'autres variables explicatives devaient être prises en compte, comme par exemple l'origine nationale-raciale des adolescents, leur destin scolaire ou les caractéristiques géographiques de leur réseau familial. Surtout, nous avons esquissé l'importance sur les pratiques des dispositions acquises dans la sphère familiale, dans le quartier de résidence mais également dans la trajectoire résidentielle.

Nous reviendrons plus largement sur l'importance de ces variables dans le chapitre 10. Mais avant cela, nous allons montrer dans les trois chapitres suivants que ces différentes dimensions ne prennent sens que dans leur imbrication. La répartition des adolescents sur un axe détermine en grande partie celle sur les autres axes. Le type d'ancrage des adolescents explique par exemple en partie la manière dont ils ont appris à se déplacer en transports en commun, mais cet apprentissage n'est en retour pas sans influence sur leur ancrage résidentiel. La construction de manières typiques d'habiter nous a alors semblé être la méthode la plus pertinente pour montrer la cohérence et l'adéquation entre ces différentes dimensions (voir le tableau 49 ci-dessous).

Certaines de ces dimensions structurent néanmoins plus que d'autres les différentes manières typiques d'habiter une ZUS ou à proximité de ces quartiers. C'est la raison pour laquelle nous avons décidé d'organiser la présentation de ces types autour de l'ancrage résidentiel des adolescents. Dans le chapitre 7, nous présenterons trois manières d'habiter qui se caractérisent par un fort sentiment d'appartenance au quartier de résidence : celui des *adolescents du quartier*, des *guerrières* et des *filles de bonne famille*. Puis, seront exposées au chapitre 8 deux manières typiques qui correspondent à des adolescents ayant une présence occasionnelle dans l'espace public de résidence : celle des *flâneurs* et des *passionnés*. Enfin, nous présenterons dans le chapitre 9 les deux dernières manières d'habiter, caractérisées par un rejet du quartier et une invisibilité revendiquée dans l'espace public de résidence : celle des *flâneurs exclusifs* et des *encadrés à faible mobilité*. Si cette typologie n'a pas pour objectif de classer les adolescents, nous expliquerons pourquoi certains adolescents se retrouvent majoritairement dans tel ou tel idéaltype en fonction d'un certain nombre de variables. A titre d'indication, le tableau 50 détaille ci-dessous certaines variables sociodémographiques fréquemment associés à chacun des types, mais elles sont loin d'être les seules permettant d'expliquer pourquoi dans un contexte donné les adolescents habitent de telle ou telle manière leur quartier.

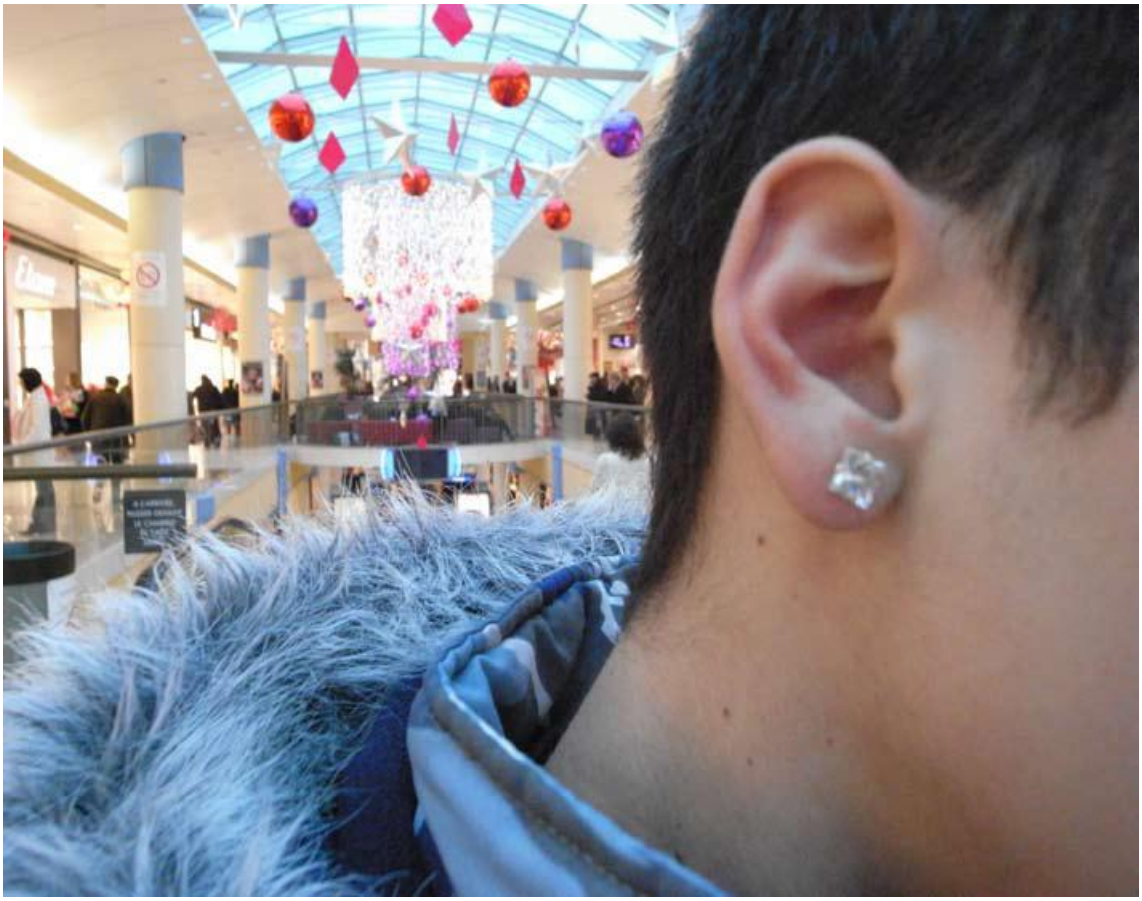
Tableau 49: La typologie des manières d'habiter

	Adolescents du quartier (n=20)	**Guerrières** (n=5)	**Filles de bonne famille** (n=6)	**Flâneurs** (n=23)	**Passionnés** (n=13)	**Flâneurs exclusifs** (n=12)	**Encadrés à faible mobilité** (n=14)
Rapport au quartier de résidence	Forte présence dans l'espace public de résidence	Présence intermittente, appropriation des codes du quartier	Ancrage familial dans le quartier	Présence intermittente et bonne entente avec les autres habitants	Présence intermittente et bonne entente avec les autres habitants	Rejet du quartier et invisibilité dans l'espace public	Rejet du quartier et invisibilité dans l'espace public
Projection dans le futur	Pavillons à proximité ou Sud de la France	Quartiers à proximité ou Sud de la France	Pavillons à proximité	Paris	Lieu qui permettra l'exercice de la passion	Paris	Pays/région d'origine des parents ou Sud de la France
Apprentissage de la mobilité en transports en commun	De manière précoce avec des cousins ou des jeunes plus âgés du quartier	De manière précoce avec leur mère et avec des amies	Vers quatorze ans avec des cousines ou des amies	Avec leurs parents et des membres de la famille, puis vers treize ans avec des jeunes du même âge	Vers treize ans avec un membre de la famille plus âgé	De manière précoce avec les parents et un membre plus âgé de la famille	Pas autorisés à se déplacer sans les parents ou un membre plus âgé de la famille
Rapport aux transports en commun	Lieu d'animation et d'épreuve	Lieu d'animation	Préférence pour le bus	Attrait	Utilisation faute de mieux et attrait pour la voiture	Attrait et peuvent y passer l'après-midi	Rejet et attrait pour la voiture
Lieux fréquentés en dehors du quartier	Centres commerciaux à proximité, Champs Elysées, Foire du Trône	Autres ZUS, Châtelet, Foire du Trône	Centres commerciaux à proximité, Champs Elysées	Châtelet et des quartiers touristiques de Paris	Lieu d'exercice de la passion	Quartiers touristiques de Paris	Centres commerciaux à proximité du domicile
Cohabitation avec des inconnus	Sentiment d'être stigmatisé	Provocation et transgression	Fascination et sentiment de ne pas être à sa place	Plaisir de la sociabilité éphémère	Indifférence	Plaisir de la sociabilité éphémère	Peur de rencontrer des « pervers » et de se faire agresser
Usage d'Internet	Faible ou sociabilité locale	Faible ou sociabilité locale	Sociabilité locale	Flânerie qui diminue avec la montée en âge	Affinités électives	Flânerie ou usage expressif	Faible ou communication avec pays d'origine

Tableau 50: Caractérisation des adolescents selon leur manière d'habiter

	Adolescents du quartier	**Guerrières**	**Filles de bonne famille**	**Flâneurs**	**Passionnés**	**Flâneurs exclusifs**	**Encadrés à faible mobilité**
Sexe surreprésenté	Garçons	Filles	Filles	Garçons	Garçons	Filles	Filles
Age surreprésenté	Moyenne de l'échantillon	Plus jeunes	Moyenne de l'échantillon	Plus âgés	Moyenne de l'échantillon	Moyenne de l'échantillon	Plus jeunes
Origine sociale surreprésentée	Catégories populaires	Catégories populaires	Catégories populaires	Catégories moyennes	Moyenne de l'échantillon	Moyenne de l'échantillon	Catégories moyennes
Origine résidentielle surreprésentée	ZUS	ZUS bien desservies en TC	Quartiers à proximité d'une ZUS mal desservis en TC	ZUS bien desservies en TC	Quartiers à proximité d'une ZUS bien desservis en TC	Quartiers à proximité d'une ZUS bien desservis en TC	Quartiers à proximité d'une ZUS mal desservis en TC
Trajectoire résidentielle surreprésenté	Ont grandi dans leur quartier ou une autre zus	Arrivées dans le quartier après dix ans	Communes limitrophes avant dix ans	Différents contextes urbains expérimentés	Pas de profil type	Ont grandi dans leur quartier	Ont grandi dans leur quartier

Chapitre 7 : Les manières d'habiter caractérisées par une forte identité territoriale



Rosny 2

Les week-ends, je sors avec mes potes, on joue au foot, ou alors on se livre à notre activité préférée : draguer les filles… Donc on va à Rosny 2 et puis au passage, on passe par Score Game. On regarde les nouveautés et on va aussi à Micromania, on ne sait jamais et puis comme on aime beaucoup le Mcdo, on va y faire un tour et puis on rentre. Au final on a pas trouvé de jeux, on a bien mangé et sur 4 approches, 3 râteaux mais c'est pas grave … On retentera notre chance le week-end prochain…

Source : Photographie et texte d'un élève de troisième (2009)

Nous présentons dans ce chapitre trois manières typiques d'habiter une ZUS d'adolescents qui se caractérisent par une forte identité territoriale. Cette identité territoriale ne se manifeste pas uniquement par une présence régulière dans l'espace public de résidence, mais également par une définition de soi dans laquelle l'appartenance au quartier joue un rôle déterminant. L'ancrage résidentiel de ces adolescents diffère néanmoins selon ces trois manières d'habiter, notamment parce que la première est constituée exclusivement de garçons et les deux suivantes de filles :

- les *adolescents du quartier* se caractérisent par une présence visible et continue dans l'espace public de résidence ;

- les *filles de bonne famille* possèdent un réseau familial étendu dans le quartier et leur réseau amical y est exclusivement féminin ;

- les *guerrières* ont une présence plus intermittente dans l'espace public de résidence, mais elles adoptent les principaux codes de comportement des *adolescents du quartier*.

Ces différentes formes d'ancrage résidentiel sont alors en adéquation avec des pratiques spécifiques de mobilité en dehors du quartier.

I. Les adolescents du quartier

Cette manière typique d'habiter une ZUS concerne des garçons issus des ménages les plus fragiles économiquement de notre échantillon, souvent monoparentaux et avec une fratrie nombreuse. Ces adolescents passent la plus grande partie de leur temps libre dans l'espace public de résidence, ils y possèdent la majorité de leurs amis et ils ont appris à maîtriser les codes qui y sont en vigueur. La faible disponibilité de leurs parents en temps, en argent et en voiture explique qu'ils ne sont quasiment plus accompagnés dans leurs déplacements à partir de onze ans. C'est en majorité à cet âge qu'ils ont appris à utiliser les transports en commun en fraudant avec d'autres jeunes du quartier pour se rendre dans des centres commerciaux situés à proximité. Ils ont donc pris l'habitude de se déplacer en groupe, sans planifier des déplacements dont l'objectif principal est de trouver l'animation qui fait défaut dans le quartier. Ces déplacements sont fortement structurés par la place que joue le quartier dans la définition de leur identité, en particulier par le sentiment d'opposition que ces adolescents développent avec les citadins d'une autre origine résidentielle et sociale. Ils se sentent porteurs d'un triple stigmate social, ethnique et d'âge dans les interactions avec ces citadins. Ils développent en conséquence une cartographie mentale qui représente l'espace extérieur au quartier comme un monde urbain clivé entre les lieux fréquentés par des jeunes de même origine qu'eux, et les lieux fréquentés par les autres citadins et où ils ne sont pas les bienvenus. Cela peut les conduire à retourner ce stigmate en mettant en scène leur virilité lorsqu'ils cherchent à séduire des filles ou à provoquer les citadins dont ils perçoivent l'hostilité, afin de renforcer leur visibilité dans l'espace public. Mais ils peuvent également privilégier les déplacements dans des lieux routiniers comme les centres commerciaux situés à proximité, ou pour certains se replier sur le quartier de résidence.

1. Des parents en situation de précarité et une trajectoire scolaire chaotique

L'idéaltype de cette manière d'habiter a été élaboré à partir de vingt entretiens, mais également à partir de nos observations ethnographiques. Ce type concerne exclusivement des garçons, qui résident quasi-majoritairement en ZUS (n=18) et sont issus des catégories populaires telles que nous les avons définies dans notre quatrième chapitre (n=17). La majorité de ces adolescents appartient ainsi aux ménages les plus fragiles économiquement de notre échantillon, avec au moins un des deux parents au chômage, une part très importante de familles monoparentales et une fratrie nombreuse, comprenant le plus souvent au moins trois frères ou sœurs.

Par ailleurs, les parents de neuf d'entre eux sont originaires du Maghreb ou d'Egypte, cinq d'entre eux d'Afrique subsaharienne, deux des Antilles françaises, deux de France métropolitaine, un de Turquie ou de Croatie. Cette répartition correspond à peu près à celle des garçons de notre échantillon. Elle traduit néanmoins une légère surreprésentation des adolescents dont les parents sont originaires d'Afrique subsaharienne et des Antilles et une sousreprésentation de ceux dont les parents sont originaires de France

métropolitaine. Cela s'explique principalement par la résidence quasi-exclusive des *adolescents du quartier* en ZUS (en comparant cette répartition à celle des garçons de ZUS de notre échantillon, les proportions sont identiques).

La répartition par âge des *adolescents du quartier* est également très proche de celle de notre échantillon : deux d'entre eux sont âgés de quatorze ans, six de quinze ans, six de douze ans, quatre de dix-sept ans et deux de dix-huit ans. Une attention particulière sera portée sur l'influence de la montée en âge sur l'évolution de leurs pratiques de mobilité.

Ces adolescents connaissent dans leur grande majorité une trajectoire scolaire heurtée, avec des redoublements fréquents et le sentiment que leur parcours scolaire ne leur permettra pas à terme de s'insérer avec succès sur le marché du travail. Ils sont d'ailleurs nombreux à confier un faible intérêt pour leurs études et à relater des incidents conflictuels avec le personnel de l'Education Nationale. Parmi les vingt entretiens sur lesquels s'appuie la construction de cet idéaltype, sept adolescents étaient en lycée professionnel, quatre en seconde générale (mais deux d'entre eux préparaient au moment de l'entretien une réorientation vers une filière professionnelle), sept en troisième d'insertion professionnelle et deux en troisième générale. Ce profil scolaire est également majoritaire dans les entretiens ethnographiques que nous avons menés dans le quartier des Prairies. Les jeunes y insistent sur leur rancune contre l'institution scolaire mais également sur les conséquences probables de leur parcours chaotique sur des difficultés futures d'insertion sociale et professionnelle. Le rapport à l'institution scolaire est d'ailleurs le principal critère de différenciation qu'ils font entre les garçons du quartier qu'ils connaissent, avec d'un côté les « *zouaves* », généralement en voie de déscolarisation ou scolarisés en filière professionnelle, et de l'autre les « *mecs déter* » (déterminés), scolarisés en filières générales ou technologiques et qui consacrent un minimum de temps à leurs devoirs. Cette distinction est accentuée par le fait que les adolescents du quartier des Prairies ne sont pas scolarisés dans la même ville selon la filière dans laquelle ils se trouvent au lycée.

Cette manière typique d'habiter concerne enfin assez peu les adolescents de ZUS résidant dans Paris intra-muros, qui n'ont été que deux à participer à la construction de ce type. A l'inverse, les adolescents avec des temps de trajets importants pour se rendre en transports en commun dans le centre de l'agglomération ont participé plus que les autres à cette élaboration.

2. Un fort ancrage résidentiel

Ces adolescents ont majoritairement grandi dans leur quartier de résidence (n=15), les autres y ont emménagé durant l'école primaire, en provenance d'une autre ZUS de la région (n=4). Ils ont un fort ancrage dans ce quartier, qui se caractérise principalement par trois dimensions interdépendantes : ils passent d'une part la majorité de leur temps libre dans l'espace public de résidence et/ou dans le tissu associatif local ; d'autre part,

une grande partie de leur réseau amical est constitué par des jeunes du quartier ; enfin, ils développent un sentiment d'appartenance prononcée à leur quartier, qui constitue une part importante de leur définition de soi. Ces adolescents ne possèdent néanmoins pas tous le même capital d'autochtonie, c'est-à-dire la capacité à mobiliser les ressources procurées par leur ancrage local.

21. Une présence continue et visible dans l'espace public de résidence

Ces adolescents passent la majorité de leur temps libre dans l'espace public de résidence, notamment autour des différents équipements sportifs de leur quartier (city-stades, gymnases…). Ces équipements permettent non seulement une pratique sportive gratuite, le plus souvent du football, mais ils servent également de lieu de ralliement pour les adolescents :

> *« Bouger je m'en fous. C'est plus à la cité que je me sens bien, tu sors, tu te te réveilles, pendant les vacances, tu t'habilles, tu sors, tu vas sur le terrain. Notre repère en fait c'est le terrain, c'est là que tu trouves le plus de monde, après c'est là qu'on fait les plans, qu'on dit « on va où ? ». Le dimanche aussi des fois, les grands ils font des trucs au terrain rouge ou au palais des Sports, des fois on fait ça, des matchs des petits contre les grands »* (Collégien, 16 ans).

Ces adolescents expliquent tout d'abord leur fréquentation continue de l'espace public de résidence par l'exigüité de leur logement et la présence chez eux d'un grand nombre de frères et sœurs. Ils insistent aussi sur le peu d'activités qu'ils peuvent y réaliser, notamment parce qu'une majorité ne possède pas de consoles de jeu ou d'équipements informatiques. Certains évoquent également des relations compliquées avec un de leurs parents. Mais, ils expliquent aussi cette présence continue par la forte sociabilité amicale qu'entraîne la densité d'adolescents vivant en ZUS. Le réseau amical de ces adolescents se situe ainsi principalement dans le quartier, dans lequel ils possèdent leur « *équipe* », c'est-à-dire un noyau dur de cinq à dix amis. Celle-ci est constituée principalement de jeunes rencontrés dès la maternelle ou l'école primaire, avec lesquels les adolescents partagent une communauté d'expérience et une confiance réciproque. Cette confiance a été nourrie par un grand nombre d'activités en commun ainsi que par des événements qui l'ont mise à l'épreuve avec succès (participation à des expéditions punitives quand un jeune de l'équipe a été attaqué, visite à l'hôpital en cas de problème médical, capacité à ne pas répéter certaines confidences…).

> *« J'aime bien ma cité, parce que j'ai grandi depuis tout petit ici, j'ai toujours vécu ici, je connais tout le monde, en plus on a un bon état d'esprit on s'embrouille pas trop entre nous. Tous mes potes proches ils habitent ici, ça fait presque dix ans qu'on se connaît tous. C'est des potes de mon âge, je les connais depuis le primaire, même certains depuis la maternelle. J'ai quatre potes très très proches, on va dire même sept, huit très très proches, et ensuite le reste on traîne quelques fois ensemble. Les sept, huit c'est la confiance,*

> *y'aura pas de problème avec eux, tu peux tout leur dire, ils répéteront pas, ils seront toujours là. Le reste c'est juste des potes du quartier en fait, même si on est réunis souvent tous ensemble. De toute façon, on reconnaît les vrais amis dans certaines situations, quand il nous arrive des trucs et qu'on est en galère. Moi par exemple j'ai été hospitalisé et ceux qui étaient venus, ou par exemple quand y'a une bagarre ou une embrouille, on voit ceux qui venaient »* (Lycéen, 17 ans).

Ces adolescents valorisent alors l'ambiance de leur quartier, en insistant sur la solidarité entre jeunes qu'ils opposent à la froideur des autres quartiers (voir infra), ce qui n'est pas antinomique de tensions, parfois fortes, avec des habitants plus âgés taxés de racisme. Ils mettent également en avant les activités qu'ils peuvent réaliser en groupe, comme les tournois de football, les parcours en moto en été, le visionnage d'événements sportifs ou l'organisation de barbecues :

> *« Ce que j'aime dans ma cité, c'est l'ambiance et la solidarité. C'est comme une grande famille quoi. J'ai toujours habité là-bas, depuis que je suis tout petit. Voilà c'est bien. On est tous solidaires, dès qu'il y a un problème on est tous ensemble. Par exemple si un pote à nous il a pas d'argent, on lui paye normal. On est solidaires (...) On discute, on joue au foot, après l'été on fait des barbecues, on fait de la moto aussi, tout ce qu'est comme ça »* (Lycéen, 17 ans).

Ces adolescents apprécient l'interconnaissance qui caractérise leur quartier, favorisée par la forte densité de jeunes qui y sont présents. Celle-ci leur permet de trouver à toute heure de la journée des camarades avec qui discuter ou s'amuser lorsqu'ils sortent de chez eux. Elle leur offre également la possibilité de quitter un groupe de discussions pour un autre lorsqu'ils s'y ennuient. Mais ces adolescents n'insistent pas seulement sur les conséquences positives de la forte densité d'adolescents présents dans le quartier, comme cette intense sociabilité amicale. Ils soulignent également l'influence du contexte urbain sur leurs pratiques, car ils ont dû apprendre les codes en vigueur dans le quartier afin de se faire une place parmi les jeunes. Certains insistent notamment sur l'influence négative de cette sociabilité juvénile sur leurs résultats scolaires et leur rapport à l'école, ainsi que sur leurs relations amoureuses (voir infra) :

> *« J'ai appris les trucs de la cité, les gens ils disaient « ouais il faut avoir des meufs etc.… », c'est comme ça la cité, tu regardes les mecs de quatorze ans tu l'as pas fait c'est une hachma, c'est la honte. Ils disaient aussi « faut faire des sous, aider tes parents surtout », c'est ce qu'ils nous donnaient, c'est un truc de la cité qu'on m'a appris, « toujours garde tes potes et prends soin de ta mère et de ta famille, c'est tout». Mais ils nous disaient pas « va à l'école, étudier c'est bien », ils nous disaient « fais gaffe à tes potes et à ta famille, c'est tout ». C'est vrai qu'on va dire que j'ai suivi leur exemple sur ça. Parce que des potes j'en ai jamais baisés pour des meufs ou quoi que ce soit, et ma famille aussi. Ça je les ai bien écoutés, mais après sur le fait de l'école on va dire que j'ai un peu*

> *regretté. Parce que personnellement ça m'intéresse pas trop, et ça depuis que je suis tout petit. Et en fait ça a été à cause d'eux, parce qu'ils me disaient pas « pars à l'école et tout », et moi je suivais leur exemple. En fait maintenant je suis devenu comme eux »* (Lycéen, 17 ans).

Ils soulignent alors principalement la nécessité d'acquérir et d'entretenir une réputation dans le quartier, en étant fidèles à leurs camarades du même âge et en accumulant du capital guerrier (Sauvadet, 2006) :

> *« Dans le quartier, tu peux te faire respecter par les grands frères, moi j'en ai ils sont plus là mais ils se sont fait connaître. Maintenant ils sont partis et c'est à toi de te faire respecter. C'est à force de se battre aussi, après du moment que tu fais pas le bouffon ça va, y'a pas de problème »* (Collégien, 16 ans).

Cette nécessité d'acquérir une réputation en mobilisant du capital guerrier concerne plus particulièrement les quelques adolescents qui ont emménagé dans le quartier à la fin de l'école primaire ou ultérieurement (voir infra, le cas spécifique des « *blédards* » dans le chapitre 10). Ceux-ci ne peuvent pas autant s'appuyer que les autres sur une communauté d'expériences préalables avec les jeunes du quartier ou sur la propre réputation de membres de la famille plus âgés :

> *« Ici je suis devenu connu, parce qu'avant y'avait une bagarre, moi je me suis battu avec un mec, avec le couteau tout ça, et voilà. Les gens ils m'ont dit de courir mais moi j'ai pas couru, donc je me suis défendu, j'ai pris le couteau et je l'ai jeté (...) En fait, on s'était embrouillé avec le mec parce que je vendais un téléphone et lui il a dit que personne n'achèterait le téléphone, je lui ai dit « ferme ta gueule » et après voilà il a commencé. D'abord il est venu sans couteau, mais après on est partis au terrain rouge, c'est moi qui lui dis « viens au terrain rouge », c'est parce qu'il avait mis sa bouche dans mes histoires, après on est partis, après il a sorti son couteau, je me suis dit « il a peur » donc je lui ai pris son couteau, et voilà (...) Mon père il voulait porter plainte après mais j'ai dit non, ça sert à rien, parce qu'aussi c'était un peu de ma faute, j'aurais pas dû lui dire « ta gueule ». Mais bon depuis les mecs de la cité ils me connaissent et ils me respectent, y'a plus jamais eu de problème »* (Collégien, 16 ans).

22. Un capital d'autochtonie variable et des rapports différents aux jeunes plus âgés

Les *adolescents du quartier* partagent tous une inscription visible et continue dans l'espace public de résidence. Ils connaissent, au moins de vue, l'ensemble des jeunes fréquentant cet espace. Néanmoins, ils se différencient par leur plus ou mois grande proximité avec les jeunes plus âgés qui y sont présents. Certains adolescents possèdent ainsi un réseau amical uniquement centré sur les autres adolescents de leur âge. Ils réalisent la quasi majorité de leurs activités avec les membres de leur « *équipe* » et ils

entretiennent des relations plus distantes avec les autres. Ces adolescents ont alors le plus souvent une forte inscription dans le tissu associatif local (club de football, maison de quartier….). Ils se contentent de simples salutations avec les jeunes plus âgés, car ils préfèrent réaliser des activités sportives plutôt que de passer trop longtemps à stationner dans l'espace public de résidence avec les « *grands* ». Ils différencient ces derniers en fonction de leurs attitudes vis-à-vis des plus jeunes. Ils louent les qualités de ceux qui organisent des tournois sportifs ou leur rendent occasionnellement des services, et ils entretiennent de la rancune contre ceux qu'ils accusent de profiter de leur âge pour les abuser.

> *« Dès qu'on est qu'avec des jeunes qu'ont quinze, seize, dix-sept ans on fait du foot. Sans ça dès que y'a les grands, on fait pas de foot, on fait rien, on galère à la cité. Eux ils jouent plus, ils restent en bas (...) Moi j'aime pas trop rester avec les grands, c'est juste bonjour et au revoir. Y'en a qu'aiment bien rester, mais moi j'aime pas galérer, ça sert à rien de rester, parler trop ça sert à rien. Je me dis que quand on était petits, on a déjà fait ça et que ça sert à rien maintenant, ça me saoule »* (Lycéen, 17 ans).

A l'inverse, d'autres *adolescents du quartier* ont des relations plus poussées et sont mieux connus par les jeunes plus âgés du quartier, notamment des jeunes adultes, qu'ils ont commencé à fréquenter entre douze et quatorze ans lors de leurs années au collège. Ils passent beaucoup de temps auprès d'eux dans l'espace public. Ils occupent d'ailleurs souvent une place spécifique, celle du « *petit rigolo* » qui les fait rire ou celle de messager auprès des filles qu'ils n'osent aborder directement.

Ces liens avec des jeunes plus âgés sont favorisés par la présence de cousins ou de grands frères dans le quartier, notamment lorsqu'ils ont une bonne réputation. Ils peuvent être renforcés, en particulier pour les adolescents d'origine maghrébine, par des retrouvailles avec une partie des jeunes du quartier lors de vacances au « *bled* » dans la ville d'origine des parents. Si la visibilité dans l'espace public est également nourrie par la participation à des affrontements entre jeunes de ZUS (voir infra), elle dépend aussi de la plus ou moins grande tolérance des parents vis-à-vis des fréquentations de l'adolescent. Certains parents voient ainsi d'un mauvais œil une présence trop affichée de leurs enfants auprès des jeunes plus âgés du quartier, ce qui peut limiter le temps passé avec eux :

> *« Ma mère, elle aime pas trop certains de mes potes, parce qu'ils ont une mauvaise réputation dans le quartier, donc elle a plus confiance dans mes cousins. J'ai pas d'heure limite si je suis avec mes cousins. Avec mes potes je peux rentrer à minuit aussi, mais elle va me dire « pourquoi t'étais avec eux, je t'avais dit quoi et tout ». Chez moi je ramène que les quatre, cinq à qui je fais confiance, elle les aime bien eux, dès que je lui dis que je suis avec eux elle me dit rien, mais sinon elle sait très bien que je suis avec les autres. Et les autres, dès que ça brûle des voitures et tout, elle croit que c'est eux, obligé. C'est surtout les grands qu'elle aime pas, même s'ils respectent ma famille, elle dit « ouais regarde ils sont là, ils ont rien à faire, ils fument le shit, ils sont en*

> *bas ». Même mon frère elle sait que lui il les connaît très bien, elle a confiance parce qu'elle se dit « ouais s'il est en bas il va rien arriver parce qu'on est connus et tout », mais elle a peur quand même un petit peu. Elle a peur que je commence à fumer, à boire et tout »* (Lycéen, 17 ans).

Ce rapport différent aux « *grands* » du quartier influence fortement le capital d'autochtonie de ces adolescents, c'est-à-dire la capacité à mobiliser les ressources offertes par leur ancrage dans l'espace local (Renahy, 2005). Il joue par extension sur leurs pratiques de mobilité : alors que la première catégorie d'adolescents réussit souvent à mobiliser les ressources qu'offrent les associations du quartier pour se déplacer, la seconde catégorie est véhiculée plus ou moins occasionnellement par des jeunes plus âgés, souvent en échange de services rendus (voir infra).

Ce rapport aux « *grands* » n'est également pas sans conséquence sur la manière dont le quartier participe à la définition identitaire des *adolescents du quartier*. Ces adolescents développent tous dans leur discours un fort sentiment d'appartenance à leur quartier, dont témoignent par exemple le port de T-shirt avec le code postal ou le nom de la commune de résidence, les tags dans les transports en commun du surnom donné au quartier, l'alimentation d'un blog mettant en scène la vie de la cité… Ce sentiment d'appartenance transcende les différentes origines nationales-raciales de ces adolescents[83]. Il est façonné à la fois par une communauté d'expérience avec les autres jeunes du quartier depuis le plus jeune âge, mais également par la conscience de vivre dans un lieu stigmatisé et marqué par l'absence de mixité ethnique et sociale. Il se nourrit ainsi grandement de l'opposition que ces adolescents développent entre *eux* et *nous*, entre les jeunes du quartier de résidence et les autres citadins. Ce sentiment peut être alimenté, nous le verrons, par les expériences de mobilité de ces adolescents qui les mettent en contact avec des citadins d'autres univers sociaux et dont ils perçoivent l'hostilité. Il n'est également pas antinomique de la volonté de quitter ultérieurement ce quartier, déménagement qui serait le signe pour ces adolescents d'une mobilité sociale ascendante (voir infra).

Il existe néanmoins une gradation dans la manière dont ce sentiment d'appartenance au quartier structure la définition de soi des adolescents. Les réactions des *adolescents du quartier* face aux attaques verbales et physiques dont peuvent être victimes les jeunes du quartier témoignent de cette gradation. Les adolescents qui passent la majorité de leurs temps dans l'espace public de résidence avec les membres de leur « *équipe* » ne vont ainsi participer aux rixes avec des adolescents d'autres quartiers que si un de leurs amis proches a été pris pour cible. Ils se définissent avant tout comme appartenant à un groupe d'adolescents du quartier plutôt qu'au quartier dans son ensemble. A l'inverse, parmi les adolescents dont le réseau amical est plus étendu dans le quartier et qui

83 Ce qui ne signifie pas que ces différences nationales-raciales ne participent pas à la construction identitaire de ces adolescents. Elles sont au contraire omniprésentes dans les discussions entre jeunes. A titre d'exemple, voici les différents surnoms et stéréotypes, que nous avons entendus, pour désigner les adolescents d'origine subsaharienne : « les esclaves », « ils sont sales », « ils ont trois mères différentes », « ils ne font pas le ramadan sérieusement »…..

fréquentent des jeunes plus âgés, chaque attaque va être considérée comme une atteinte à l'honneur du quartier, et par extension à celle de l'adolescent :

> *« Mon cousin, il s'est fait taper parce qu'il a insulté un mec qui disait des trucs sur notre cité. Il lui a fait « ferme ta gueule, arrête de parler, je suis un mec de là-bas, t'as un problème ? ». Lui il était tout seul alors que l'autre il était avec tous ses potes donc il s'est fait taper (...) Moi c'est pareil, quand ça parle de ma cité je m'énerve. Je m'énerve direct, il faut même pas parler de ma cité. Tant pis s'ils sont plus nombreux, je préfère me faire taper, j'en couche un et je me fais défoncer, mais je sais que je vais revenir et que je suis pas une baltringue alors qu'ils parlaient de ma cité. Y'a des mots qui blessent, « qu'ils aillent niquer leur mère », des mots comme ça, j'aime pas les entendre. Si y'a un mec qu'arrive comme ça, je vais le dégommer, même si je sais qu'il fait trois fois mon poids. C'est pour se faire respecter, c'est le respect qui joue après, parce que si on le tape pas il va continuer, il va ouvrir sa gueule partout, et nous on va passer pour qui ? »* (Lycéen, 17 ans).

Si le rapport aux jeunes plus âgés du quartier contribue à structurer la plus ou moins forte adhérence de ces adolescents à leur quartier, il joue également sur la manière dont ces adolescents ont appris à se déplacer en dehors de leur quartier. Cette distinction entre ces deux pôles parmi les *adolescents du quartier* (ceux qui n'ont que peu de rapports avec les « *grands* » et ceux dont le réseau amical est plus étendu dans le quartier) structurera en conséquence l'ensemble de ce chapitre.

3. Un apprentissage de la mobilité en groupe et un faible contrôle des parents

Les parents ne jouent pas un grand rôle dans l'apprentissage de la mobilité de ces adolescents. Ils effectuent rarement des déplacements en commun, en raison de la taille élevée de la fratrie, d'une situation économique précaire et de l'absence de véhicule dans le ménage (n=15). Ils accompagnent surtout leurs enfants avant dix ans pour rendre visite à d'autres membres de la famille, que ce soit en Ile-de-France ou vers des destinations plus lointaines. A partir de onze ans, ces adolescents ne sont plus accompagnés, si ce n'est lorsqu'ils se déplacent pour des démarches médicales ou administratives comme obtenir un visa au consulat. Ceux dont les parents sont originaires du Maghreb ou de Turquie retournent cependant très souvent durant les vacances scolaires avec leurs parents dans leur pays d'origine[84]. Ces retours sont d'autant plus fréquents depuis le développement des compagnies aériennes à bas prix, qui permettent des trajets plus rapides et moins onéreux. A l'inverse, les adolescents dont les parents viennent d'Afrique subsaharienne ou des Antilles effectuent moins souvent des retours au pays. Ils ne sont

84 Cela a pour conséquence dans la maison de quartier du quartier des Prairies une modification dans l'origine nationale-raciale des jeunes fréquentant la structure à partir du 15 Juillet, avec une présence beaucoup moins marquée des adolescents d'origine maghrébine et turque.

pas forcément accompagnés par les parents, car l'éloignement géographique ne permet pas un trajet en voiture et entraîne un coût élevé du voyage en avion. Lorsqu'ils se déplacent durant les vacances scolaires, ils rendent plus fréquemment visite à des membres de la famille qui résident dans d'autres capitales européennes.

À partir de onze ans, ces adolescents ont donc appris à utiliser les transports en commun sans leurs parents. Ils rendent visite à des membres de leur famille de manière solitaire (notamment lorsqu'y sont présents des cousins de leur âge), avec des membres de la fratrie ou avec des cousins plus âgés. Ces cousins jouent bien souvent un rôle primordial dans l'apprentissage des trajets en transports en commun :

> *« C'est pas mes frères qui m'ont appris à bouger, j'ai appris avec mon cousin en premier (...) Le coiffeur pour les teintures, il est à Saint-Denis, j'y vais depuis longtemps, j'avais dix ans, c'est mon cousin qui m'avait montré, lui il habite à Aubervilliers. Y'a un cousin qu'a mon âge et y'en a un autre qu'est plus âgé. C'est lui qui m'a montré. Je dormais chez ma tante et après mon cousin il m'emmenait, on y allait ensemble »* (Collégien, 15 ans).

Deux éléments spécifiques favorisent également la familiarisation précoce et régulière de certains de ces adolescents à l'autonomie dans les transports en commun : la fréquentation d'un club sportif d'un meilleur niveau que celui de la commune ; la fréquentation d'un collège éloigné du domicile en raison d'une exclusion de l'établissement scolaire du quartier. Dans ces deux cas particuliers, les adolescents acquièrent de manière précoce la carte Imagin'R. Mais, la majorité des *adolescents du quartier* ont commencé à utiliser régulièrement les transports en commun sans leurs parents en fraudant lors de virées avec des jeunes du quartier lors des premières années du collège.

Ces années sont en effet le moment d'une expérimentation ludique des transports en commun situés à proximité de la commune de résidence. De nombreux jeunes du quartier des Prairies de cet âge empruntent ainsi en groupe les trains SNCF sur de courtes distances, en faisant des allers-retours sur le tronçon de la ligne où les contrôleurs ne sont quasiment jamais présents (ce qui correspond à un trajet de trois stations). Ces trains constituent un terrain de jeu pour les adolescents qui s'amusent à passer d'un wagon ou d'un étage à un autre, à retenir les portes, pour certains à actionner le signal d'alarme (voir infra). Ils choisissent de descendre à telle ou telle station, selon la présence occasionnelle de contrôleurs ou les occasions de loisirs qu'ils y identifient (présence d'adolescents du même âge sur le quai, partie de football sur un des city-stades de la commune…). Ils peuvent également prendre des transports au hasard, le plus souvent des bus desservant des villes de leur département, afin d'occuper l'après-midi lorsqu'ils ne trouvent rien à faire dans leur quartier. Se perdre et apprendre à se retrouver participent alors de l'animation procurée par ces déplacements en groupe :

> *« Une fois on a pris les transports au hasard. On en avait marre, on a fait « venez on va prendre n'importe quel bus », on était là en train de galérer,*

> *vautrés sur des voitures, on avait rien à faire à part regarder les voitures qui passent, qui passent, qui passent… Après on a dit « ouais venez », on avait pris un petit carnet, on notait à chaque fois les bus, on écrivait les stations, on était quinze un truc comme ça. Comme on avait rien à faire, on prenait n'importe quel bus, on écrivait le bus, la station où on s'arrêtait, pour pas qu'on se perde et qu'on peut revenir. Après on changeait, on prenait un autre bus, après on est partis, partis, partis (…) On avait treize ans, un truc comme ça. Ça avait duré toute l'après-midi. On faisait n'importe quoi, on prenait n'importe quel bus et tout le temps on écrivait pour pas se perdre. C'était un petit carnet, mais il était rempli tellement on avait pris de bus. On a pris genre trente bus différents, on était partis jusqu'au Blanc-Mesnil, on a pris tous les petits bus de là-bas, après on est partis jusqu'au Bourget, après on avait fait un tour et on avait terminé par Bagnolet. On était allés partout, on voyait un bus on disait « allez on le prend », on prenait au hasard, après quand on voyait un feu rouge on descendait, des fois si on voyait un bus bien, on demandait au chauffeur qu'il nous ouvre la porte… »* (Collégien, 15 ans).

Entre douze et quatorze ans, ces adolescents commencent également à se déplacer vers les centres commerciaux situés à proximité de leur quartier. Ils peuvent y réaliser des activités à l'abri du regard de leurs parents ou de leurs voisins, comme celle d'aborder des filles ou de provoquer d'autres adolescents (voir infra). Les *adolescents du quartier* décrivent avec nostalgie cette expérimentation précoce et ludique des transports en commun, ainsi que ces premières expériences dans les centres commerciaux :

> *« Quand j'étais petit, on allait en bus à Belle Epine. C'était archi marrant, tout le monde rigolait, j'aurais kiffé revenir en arrière. C'était archi marrant, c'était un truc de ouf, on faisait n'importe quoi, le fond du 183 il était à nous, déjà dès qu'on sortait de notre cité c'était le feu vert pour nous, on est plus à la cité donc on pouvait rigoler… Dans la cité faut rester calme, tout le monde connaît tout le monde, faut pas faire le fou. Une fois qu'on est plus à la cité, on connaît personne, on s'en fout, c'est fini. Alors qu'à la cité, y'a toujours une daronne* (NDLA : mère de famille) *que tu connais, tu peux pas faire n'importe quoi, tu peux pas foutre la merde. Après c'est le téléphone arabe, ma mère va être au courant. Alors que dehors tu t'en fous, tu peux faire ce que tu veux, c'est le feu vert. On est au fond du bus, ça chambre, moi je chambrais pas, juste je rigolais, les grands ils chambraient, ils faisaient n'importe quoi, « ah t'es mal habillé, regarde tes pompes », ils se foutaient de sa gueule. Des trucs de gamin, une fois que t'as grandi, même si des fois ça reprend vite (…) Dans le bus, les chauffeurs ils devaient craquer, on était tous au fond, on se mettait là quand on était beaucoup, et quand y'avait des gens qui montaient on craquait, y'en a même qui demandaient « vous voulez pas aller devant s'il vous plaît ?». Des grands ils disaient ça, moi j'étais tout petit, j'avais douze ans, eux ils avaient quinze ou seize ans »* (Lycéen, 17 ans).

Cet extrait d'entretien illustre une des modalités d'apprentissage en groupe de la mobilité, celle consistant à suivre des jeunes plus âgés ayant l'habitude de se déplacer en dehors du quartier. Les adolescents profitent de l'expérience de ces jeunes pour se familiariser avec les trajets vers les centres commerciaux situés à proximité. Puis, à partir de quinze ans, ils se déplacent avec eux vers des destinations plus lointaines comme les Champs Elysées, en transports en commun ou parfois en voiture (voir infra). Cette modalité d'apprentissage concerne principalement les adolescents dont le réseau amical dans le quartier ne se limite pas à des jeunes du même âge. Les autres adolescents ont au contraire appris à se déplacer uniquement avec des membres de leur « *équipe* ». Lors de ces déplacements, ils ont beaucoup plus tendance à se perdre que ceux qui suivent des jeunes plus âgés, car aucun d'entre eux ne connaît le trajet. Ils se repèrent ainsi en grande partie à partir de conseils donnés par des frères et sœurs plus âgés. Cette absence de repères et le fait que les parents ne soient pas au courant du déplacement contribuent fortement à l'excitation procurée par ces expéditions.

Les *adolescents du quartier* ont recours à la fraude lors de ces premiers déplacements en dehors de leur commune. Ils continuent ensuite à frauder jusqu'à ce qu'ils accèdent à la carte Imagin'R, le plus souvent au moment du passage du collège au lycée. Ce recours à la fraude explique peut être que, parmi les adolescents ne possédant pas la carte Imagin'R, ceux de ZUS utilisent plus les transports en commun que les autres (voir supra, chapitre 5, tableau 24). Il est favorisé par l'absence de ressources permettant d'acheter des titres de transport (le trajet entre le quartier des Prairies et le centre commercial de La Défense coûte ainsi plus de dix euros aller-retour), mais également par son aspect ludique et habituel pour une grande partie des jeunes du quartier[85]. Même si leurs parents leur ont fourni de la monnaie pour le trajet, notamment lorsqu'ils rendent visite à un membre de leur famille, une partie des adolescents choisissent ainsi de frauder. Ils justifient ce choix par leur volonté d'économiser de l'argent et la certitude de pouvoir échapper aux contrôleurs. Mais, ils expliquent également qu'ils n'ont pas l'habitude et la patience d'aller acheter un titre de transport.

L'amplitude géographique et la nature de ces pratiques de fraude diffèrent en fonction du degré de contrôle parental. Tous ces adolescents décrivent un faible contrôle de leurs parents sur les horaires de sortie ou les lieux qu'ils fréquentent. Dès onze ans, ils ont pris l'habitude de rentrer au domicile en début de soirée et de sortir en dehors du quartier sans que les parents ne s'inquiètent et/ou soient au courant de ces déplacements. A partir de quinze ans, ils peuvent rentrer au domicile après vingt-deux heures, sans provoquer trop d'inquiétude. Cette absence de contrôle s'explique tout d'abord par une faible présence des parents au domicile, notamment lorsqu'ils ont des horaires de travail atypiques ou qu'ils élèvent seuls leurs enfants :

---

85 Ce recours fréquent à la fraude peut s'avérer préjudiciable des années après, comme le montre l'anecdote suivante racontée par le responsable des contrôleurs sur le tronçon SNCF qui dessert le quartier des Prairies. Le poste de contrôleur peut être attractif pour des jeunes adultes de ZUS, notamment parce qu'il génère de fortes primes. Un jeune, ayant passé avec succès tous les tests d'embauche, n'a pas pu intégrer la SNCF, car demandant son assermentation, l'entreprise s'est rendue compte qu'il avait plus de dix contraventions non payées.

> *« Je vis tout seul avec ma mère. C'est quand je rentre trop tard que j'invente des mythos, sinon elle va s'inquiéter. Mais hier (*NDLA : dimanche*), je suis rentré à une heure et demie, elle a rien dit, elle dormait. On va dire à douze ans c'était huit heures, neuf heures du soir que je pouvais rentrer, et après quand j'ai grandi c'était plus tard »* (Lycéen, 16 ans).

L'absence d'inquiétude des parents s'explique également par la faible présence de ces adolescents au domicile depuis leur entrée au collège. Ils ont en effet l'habitude de fréquenter l'espace public de résidence, en raison de l'exiguïté du domicile et de la forte sociabilité juvénile qui règne dans le quartier (voir supra). Les parents sont donc habitués à ne pas trouver leurs enfants chez eux. Cette absence d'inquiétude s'estompe néanmoins lorsque l'adolescent commence à décrocher scolairement ou à fréquenter des jeunes plus âgés du quartier dont les parents jugent l'influence néfaste (voir supra). Ils peuvent alors restreindre la mobilité de l'adolescent, en lui imposant de rester au domicile ou en s'enquérant des jeunes avec lesquels il se déplace.

> *« J'ai commencé à prendre le RER vers onze, douze ans. Mes parents ils savent pas trop ce que je fais, je leur dis « je sors » mais sans plus. Ils disent rien dessus, je veux sortir et voilà. Je leur dis que je sors et c'est tout. C'est juste mon père des fois il me dit « reste pas trop tard », mais sinon il sait pas ce que je fais. De toute façon ça l'intéresse pas, si je dis que je vais à Paris, si je lui dis que je vais à la Tour Eiffel un truc comme ça il s'en fout… »* (Collégien, 16 ans).

En effet, si la moindre disponibilité en temps des parents des *adolescents du quartier* peut compliquer l'exercice du contrôle parental, elle ne le supprime pas mécaniquement. Si les parents ne sont pas au courant des déplacements de leurs enfants en dehors du quartier, une partie de ces adolescents craint fortement leur réaction en cas d'amende à payer. Ils ont tendance à limiter leurs pratiques de fraude à de courts trajets, et profitent au maximum des sorties organisées par les associations et les clubs sportifs de la commune (voir infra). Certains d'entre eux se justifient également auprès de leurs parents en présentant la fraude comme un oubli de composter le billet et le résultat de pratiques discriminatoires des contrôleurs. Leurs parents peuvent alors fermer les yeux sur ce recours à la fraude, en raison de leur faible confiance dans certains agents de services publics accusés de racisme (Mohammed, 2007). Ce cas de figure concerne deux adolescents interrogés, dont les parents refusent de payer les amendes de leurs enfants, malgré plusieurs lettres de mise en demeure de la RATP ou de la SNCF.

Une autre partie des *adolescents du quartier* n'exprime au contraire guère de crainte vis-à-vis de la réaction de leurs parents en cas d'amende. Les pratiques de fraude sont d'autant plus régulières et étendues géographiquement que l'autorité des parents a perdu de sa légitimité symbolique. Ce processus de dé-légitimation symbolique est favorisée par les difficultés d'insertion des parents, par des relations conflictuelles à l'intérieur de la famille, par des ruptures familiales (divorce, décès) mais également par le contre-modèle que représentent parfois des cousins germains déjà engagés dans des activités déviantes

(Mohammed, ibid). Cette perte de légitimité est d'ailleurs souvent concomitante d'une insertion plus prononcée dans un réseau de jeunes plus âgés du quartier. Celle-ci contribue également à élargir géographiquement les pratiques de fraude. En effet, se déplacer avec des adolescents plus âgés diminue les risques de se faire contrôler, car cela évite d'avoir à sauter les barrières d'entrée et de sortie de station lorsqu'une partie des jeunes est titulaire de la carte Imagin'R. Surtout, la présence de nombreux jeunes plus âgés dissuade les contrôleurs de verbaliser les adolescents :

> *« Les grands, je les connais tous depuis tout petit, on a tout fait ensemble. Ça fait une ou deux piges que je bouge avec eux en voiture, mais ça fait bien plus longtemps que je bouge avec eux. J'étais plus jeune, j'avais dans les treize, quatorze ans, on prenait le RER tout ça. On prenait pas de tickets, on y allait cas sociaux. Une fois on s'est fait contrôler mais on était trop, donc ils pouvaient rien faire. Ils étaient une équipe de quatre contrôleurs pour au moins trente-cinq personnes. On les a pas agressés, c'était pas une agression, mais on va dire que c'était de l'intimidation. Ils sont repartis, ils nous ont pas contrôlés* » (Lycéen, 17 ans).

Le degré de contrôle parental et l'insertion dans un réseau de jeunes plus âgés jouent également sur les techniques de fraudes employées. Ces techniques présentent toutes un aspect ludique, notamment lorsqu'elles prennent la forme d'un jeu « du chat et de la souris » avec les contrôleurs. Les *adolescents du quartier* développent ainsi un savoir très important sur les pratiques des contrôleurs, par exemple sur la différence entre les « *siffleurs* » qui donnent l'autorisation au train de redémarrer et les « *leurs* » (abréviation du terme contrôleur) dont la mission consiste au contraire à contrôler les titres de transports. Ils connaissent également les stations et les tronçons de ligne où ces derniers sont présents, les trains dans lesquels ils n'osent pas monter ainsi que les périodes où ils contrôlent plus fréquemment (en début ou en fin de mois, «*parce que c'est à ces moments là que les contrôleurs ont la dalle*»).

Si les techniques de fraude comportent toutes un aspect ludique, elles se distinguent par leur degré d'élaboration, de violence et de provocation vis-à-vis des contrôleurs. Ceux-ci sont toujours décrits comme des « *ennemis* », qu'il faut duper ou intimider. Lors des rares sorties en transports en commun organisées par les associations locales, les animateurs doivent par exemple convaincre une partie des jeunes de composter leur ticket, alors que ces derniers ont le projet de prétendre en cas de contrôle qu'ils n'ont pas eu le temps de le faire. De même, une partie des adolescents s'amusent à berner les contrôleurs en sautant sur les bornes de compostage pour valider leur pass Navigo, afin de leur faire croire un court instant qu'ils vont pouvoir les verbaliser. A l'inverse, les adolescents avec un degré d'engagement important dans le pôle déviant du quartier sont plus indifférents à la présence de contrôleurs, qu'ils cherchent à intimider physiquement en cas de contrôle.

Ces différentes techniques de fraude sont l'achat d'un billet non composté que l'adolescent pourra présenter aux contrôleurs, l'utilisation d'une carte Imagin'R d'un frère plus âgé, la possession d'un faux carnet de correspondance ou d'une fausse pièce

d'identité, la circulation d'un wagon à l'autre en guettant à chaque station la présence des contrôleurs, « *l'explosion* » qui consiste pour chaque adolescent à emprunter en courant des sorties différentes lorsqu'ils ont été surpris par un contrôle. Elles peuvent également prendre la forme de trajets effectués en compagnie d'un groupe de jeunes plus âgés, voire celle de la détérioration de matériel. La sortie en dehors de l'espace des transports en commun se fait ainsi différemment selon le type de fraude employée. Lorsque la fraude est pratiquée sur de courtes distances, les adolescents connaissent les lieux de contrôle ou ils demandent aux autres usagers si les contrôleurs sont présents avant de sauter au-dessus des barrières. Lorsque des jeunes plus âgés et encore scolarisés sont présents, la sortie se fait grâce à leur carte de transports. A l'inverse, lorsqu'aucun adolescent ne possède de titre de transport, la sortie donne lieu dans certains cas à de la dégradation de matériel ou à un conflit physique avec les contrôleurs :

> *« J'ai pas la carte Imagin'R. Ça sert à rien ce truc-là, je vais pas poser quarante-cinq euros pour un truc comme ça qui sert à rien. Le matin dans le 132 je vois les leurs, ils sont deux, un mec une meuf, je me dis que si ça dégénère je me tape avec eux. Une meuf tu la pousses et après c'est fini. Le mec, même s'il est costaud, tu lui envoies une bonne série et il va être sonné, et après tu cours. La seule fois que je me suis fait attraper c'est quand ils étaient en masse, un délire comme ça. Faut vraiment qu'ils soient en masse pour me péter. Dans le 132, ils sont tout seuls, y'en a un qu'a un problème, carrément je m'embrouille avec lui, je le calcule même pas, « qu'est-ce qui y'a, tu veux quoi ? », si y'a un problème j'hésite pas à mettre un coup pour partir. Maintenant des contrôleurs y'en a beaucoup c'est des jeunes de cité, ils ont fait ça pour amadouer les plus durs. Mais ça marche pas toujours. »* (Lycéen, 17 ans).

4. De nombreux déplacements en groupe et à proximité du quartier de résidence

Les *adolescents du quartier* ont donc appris à utiliser les transports en commun avec d'autres jeunes au début de leur adolescence. Ils continuent ensuite à se déplacer en groupe, généralement non mixte. Symétriquement aux premières mobilités autonomes, il existe cependant une différence entre les adolescents qui privilégient uniquement des déplacements avec les amis de leur « *équipe* » et ceux qui se déplacent en compagnie d'autres garçons du quartier, plus nombreux et dont certains sont plus âgés (voir infra).

Ces déplacements en groupe ne sont pas spécifiques aux ZUS. Ils s'expliquent en partie par un effet d'âge, lié à la timidité dans la confrontation aux adolescents de sexe opposé. Ils offrent aussi, nous l'avons vu, l'avantage de pouvoir frauder sans risquer de contrôles, ainsi que celui d'être suffisamment nombreux en cas de provocations de jeunes d'autres quartiers, ou lorsque les adolescents se déplacent dans des lieux qu'ils savent propices aux tensions (voir infra).

Mais, ils permettent également de transformer le temps du déplacement en un moment ludique et amusant, alors qu'il est perçu au contraire comme un temps mort et ennuyeux lorsque les adolescents se déplacent seuls. Ils sont l'occasion de renforcer la cohésion de ces adolescents et de créer une communauté d'expérience en favorisant l'acquisition d'une mémoire commune autour des différents événements rencontrés dans la mobilité.

Enfin, ces déplacements en groupe sont également le moyen de transposer la solidarité qui règne dans le quartier en dehors de celui-ci, les transports en commun étant considérés comme une annexe de l'espace public de résidence. Ils peuvent alors également remplir pour certains une fonction de réassurance, leur permettant de s'aventurer dans des territoires habituellement non fréquentés (Kokoreff, 1993). D'autres *adolescents du quartier* peuvent aussi privilégier ces déplacements en groupe afin d'éviter l'épreuve de la cohabitation avec des citadins d'une autre origine résidentielle et sociale, car ils savent que le grand nombre de jeunes présents suscitera leur crainte (voir infra).

Ces déplacements sont également parfois la conséquence du contrôle spécifique du groupe sur les déplacements individuels qu'entraîne la présence régulière des *adolescents du quartier* dans l'espace public de résidence. Un adolescent qui se déplace seul fournit en effet un indice sur le fait qu'il entretient une relation amoureuse en dehors du quartier (voir infra). Cela peut provoquer des jalousies de son groupe d'amis, qui le suspectent de vouloir cacher certaines de ses activités :

> *« Y'a un mec de notre quartier qu'allait souvent à la Chicha à Paris, et il nous le disait pas, et un jour on l'a cramé. On lui a dit « tu vas à la Chicha et t'appelle pas ! », je sais pas avec qui il partait, mais on lui a dit « tu vas à la Chicha et tu le dis pas », et à partir de ce moment là on partait avec lui, y'avait pas moyen »* (Lycéen, 17 ans).

Une grande partie de ces déplacements en groupe se fait vers des lieux accessibles rapidement en transports en commun, notamment vers les centres commerciaux situés à proximité du quartier. Ces centres commerciaux constituent, nous l'avons vu, une des premières destinations que les *adolescents du quartier* ont appris à rejoindre en transports en commun sans leurs parents. Ils continuent ensuite à investir régulièrement ces lieux, qui permettent de prolonger la sociabilité de l'espace public de résidence, car ils sont fréquentés par une grande partie des adolescents et des jeunes adultes du quartier.

> *« Je vais souvent à Belle Epine, je suis bien là-bas, normal c'est un peu comme ma cité. C'est à côté, je fais ce que je veux, pour moi c'est la cité là-bas. C'est comme la cité, y'a des grands partout, y'en a ils travaillent à The Phone House, d'autres au Carrefour. Carrément y'en a partout, je suis là je marche et y'a des grands qu'achètent, y'en a qui vendent…»* (Lycéen, 17 ans).

L'identification du centre commercial à une annexe du quartier est renforcée lorsque celui-ci est situé dans la commune de résidence. La présence d'un groupe d'adolescents originaires d'une autre ZUS peut alors être considérée comme une intrusion et un manque

de respect, notamment s'ils s'amusent à provoquer les autres jeunes présents. A l'inverse, lorsqu'ils ne se situent pas à proximité immédiate d'une ZUS, ces centres commerciaux sont régulièrement fréquentés par des jeunes de différents quartiers. Ils peuvent être le théâtre de tensions éphémères entre groupes d'adolescents, ou plus durables lorsque l'appropriation des lieux est à l'origine du conflit. L'animation procurée par la provocation de jeunes d'autres quartiers ou de vigiles (voir infra) peut d'ailleurs motiver les déplacements d'une partie des adolescents qui s'ennuient dans leur quartier, de même que l'ivresse suscitée par des vols chez les commerçants :

> *« L'autre fois j'ai bien aimé on est allé voler à Rosny. A C&A on avait volé, on était rentrés dans le magasin et on avait volé des lunettes, et on faisait que rentrer et sortir, on rentrait et on sortait, après on avait pas calculé que c'était bizarre qu'on pouvait rentrer et sortir comme ça, après c'est à la fin quand on voulait sortir de Rosny ils nous ont tous attrapés, tous les vigiles ils sont arrivés, ils étaient au moins dix, ils nous ont entourés, ils nous ont attrapés. Maintenant on rigole de ça, c'était marrant, on l'a plus fait pour le délire que pour les lunettes »* (Collégien, 15 ans).

Plus largement, les *adolescents du quartier* aiment flâner dans ces centres commerciaux, car ils peuvent y rencontrer des filles originaires d'autres quartiers et parfois d'un autre milieu social, alors qu'il leur est plus difficile de nouer des relations amoureuses avec les filles de leur quartier (voir infra). Se déplacer en groupe dans ces lieux permet de surmonter la timidité voire la peur qu'avouent ressentir une grande partie de ces adolescents lorsqu'ils abordent des filles qu'ils ne connaissent pas. Ils doivent néanmoins trouver un équilibre entre la sécurité procurée par le groupe et le fait de ne pas être trop nombreux pour ne pas effrayer les filles. C'est la raison pour laquelle ces adolescents se séparent en petits groupes à l'entrée du centre commercial lorsqu'ils se déplacent en nombre. Puis, dans chaque « *équipe* », un ou deux membres moins timides que les autres ont pour mission de nouer le contact avec des adolescentes en s'éloignant provisoirement du groupe le temps de l'interaction.

De même, la présence d'autres habitants du quartier contribue à rendre ces lieux familiers et permet par là de se protéger de l'inconnu et de l'anonymat urbain, même si au final c'est en partie cela que ces adolescents recherchent. N'offrant qu'un anonymat relatif, ces centres commerciaux sont dès lors délaissés par les couples déjà constitués car ils ne permettent pas totalement de desserrer le contrôle social qui règne dans le quartier de résidence. Les adolescents n'y retrouvent que rarement leur petite amie, car ils craignent de croiser des jeunes de leur quartier ou des habitants de celui de leur amie, pouvant porter la nouvelle de cette relation aux oreilles de ses parents ou de ses grands frères (voir infra).

Les *adolescents du quartier* de ZUS parisiennes ne disposent pas quant à eux de ces centres commerciaux à proximité de leur domicile, si ce n'est le Forum des Halles dans lequel ils n'aiment guère se rendre. La fréquentation en groupe de ces centres commerciaux est alors remplacée par celle d' « *aprèms* ». Ces fêtes sont organisées par

des jeunes dans des maisons de quartiers ou des salles municipales, avec une entrée gratuite ou à un prix symbolique. Les adolescents suivent un des membres du groupe qui a appris l'existence d'une de ces fêtes grâce au bouche à oreille, à des SMS ou à des réseaux sociaux sur Internet. Ces fêtes offrent des sources d'animation similaires aux centres commerciaux de banlieue. Elles permettent ainsi de nouer des relations de séduction avec des filles d'autres quartiers en échappant au contrôle des jeunes plus âgés. Mais, elles peuvent être également l'occasion de provocations et d'affrontements avec des adolescents d'autres ZUS :

> *« Mes potes des fois ils me disent « ouais venez on va dans cet aprèm ». C'est les textos qui tournent partout. C'est dans des salles, c'est les premiers qui viennent ben ils sont là, après le reste si y'a pas de place ils restent dehors. C'est bien, on danse avec les filles, y'a pas de grands, y'a que des jeunes de notre génération. C'est à Paris ou en banlieue, mais nous on va plutôt à Paris, parce qu'en banlieue quand la fête elle est finie, ça part en bagarre. J'ai vu ça à Boissy-Saint-Léger. Je connaissais des gens, j'avais un cousin là-bas il m'a dit que y'avait une fête, moi j'étais déjà chez lui, après on est partis juste avec deux, trois potes du 19ème, on était chez lui, et après on est partis à la fête avec d'autres potes de là-bas. Et à la fin ça part en bagarre, ça arrive tout le temps, maintenant tout le monde vient équipé, il prend son extinct, sa matraque électrique, son taser. Du coup à chaque fois maintenant y'a de la sécurité devant les entrées, ils te fouillent. Moi ça m'arrive de venir avec un extincteur, on sait jamais (...) C'est plutôt en banlieue, faut que j'ai de la connaissance là-bas, sinon ça sert à rien d'y aller. Faut que je connaisse au moins une personne là-bas, parce que si tu connais personne, tu vas te faire attraper. A Paris je prends pas d'extinct, pas besoin »* (Collégien, 16 ans).

Ces adolescents se rendent également à l'occasion dans d'autres ZUS de la région dans lesquels ils connaissent des jeunes de leur âge. Certains ont fait leur connaissance dans des établissements scolaires, au collège lorsqu'ils ont été renvoyés de l'établissement de leur commune, ou dans des lycées professionnels. En effet, le choix d'un lycée professionnel se faisant sur les spécialités proposées, le bassin de recrutement de ces établissements est plus étendu géographiquement que les lycées polyvalents[86]. Il est également beaucoup moins divers socialement, car une grande partie des élèves sont issus des ZUS du département. Le même mécanisme est à l'œuvre dans les clubs sportifs, notamment de football, que ces adolescents fréquentent en dehors de leur commune : ces clubs recrutent des joueurs issus de différentes communes, mais qui partagent le plus souvent une même origine sociale. La connaissance d'adolescents d'autres ZUS passe également par deux autres canaux, plus rares : d'une part, la fréquentation d'équipements culturels et religieux (mosquée, cours d'arabe….) ; d'autre part, des amitiés nouées lors des vacances dans le pays d'origine des parents :

[86] Cet allongement de la durée du trajet entre le domicile et l'établissement scolaire peut d'ailleurs entraîner un absentéisme plus important de ces adolescents, notamment durant les cours de début de matinée.

> *« J'aime bien retourner au Maroc. Je viens d'Oujda à la frontière algérienne. J'y vais tous les étés, de temps en temps en février, j'aime bien aller là-bas. Je me sens bien là-bas, y'a beaucoup de mecs de France, de tous les départements, des mecs de partout, mais la plupart ils viennent de cité (...) Avant on avait une maison familiale, elle était à mon grand-père. Mais y'a un nouveau quartier en fait et y'a quasiment que des français là-bas, des mecs de France, et mon père il a acheté une maison dans ce quartier. Y'en a pas de ma cité, c'est que des mecs d'autres quartiers de ma ville ou d'à côté… Quand je les revois c'est « bonjour, au revoir », ou je leur demande s'ils veulent venir faire un foot »* (Lycéen, 17 ans).

Néanmoins, la majorité des liens avec les autres ZUS reposent sur la présence de cousins et/ou le fait d'y avoir résidé dans leur enfance. Certains de ces adolescents disent d'ailleurs préférer l'ambiance de ces ZUS à celle de leur propre quartier, lorsqu'ils y possèdent un grand nombre de cousins de leur âge ou qu'ils y ont vécu longtemps. Ils s'y rendent dès qu'ils ont un peu de temps libre et connaissent une grande partie des jeunes qui stationnent dans l'espace public. Plus généralement, les *adolescents du quartier* passent du temps dans ces quartiers durant les week-ends et les vacances scolaires, notamment lorsqu'ils peuvent dormir chez un de leurs oncles ou tantes. Lorsque ces ZUS sont situées à proximité géographique, ils s'y rendent également plus fréquemment pour y passer l'après-midi, notamment quand ils ne trouvent rien d'intéressant à faire dans leur propre quartier.

> *« J'ai aussi des cousins dans le 18, à la Courneuve, à Bobigny… Ils sont dispersés. Y'en a des fois j'y vais et y'en a des fois j'y vais pas du tout. Barbès par exemple j'y vais souvent. Dès que je vois que j'ai rien à faire dans le quartier, je vais là-bas. Il a mon âge mon cousin, je l'appelle je lui fais « t'es chez toi ?», il me dit « oui, vas- y viens dans le quartier » et après j'y vais. Je connais tous ses potes. La Courneuve aussi j'y vais, c'est pareil, c'est quand j'ai rien à faire dans le quartier. Ou sinon quand je suis posé chez moi, des fois c'est lui qui vient interphoner, il me dit « viens on va dans mon quartier ». Si je suis pas là, il vient dans ma cité comme il connaît mes potes. Des fois j'y vais aussi avec quelques potes, on rigole là-bas, y'a de l'ambiance. Y'a pas plus d'ambiance que dans ma cité, mais y'a de l'ambiance quand même, c'est marrant »* (Collégien, 15 ans).

La fréquentation de ces ZUS situées à proximité géographique permet d'élargir le réseau amical et amoureux des adolescents. Ils y emmènent souvent un ou deux membres de leur « *équipe* » avec lesquels ils s'entendent particulièrement bien, afin de leur faire rencontrer leur cousin et ses amis. Certains adolescents organisent même parfois des matchs de football informels entre deux ZUS lorsque les distances à pied ou en bus ne sont pas trop importantes. A l'inverse, lorsque les cousins des adolescents résident dans des ZUS de la région beaucoup plus éloignées, ils s'y rendent le plus souvent de manière solitaire ou accompagné par un membre de leur fratrie lorsque l'écart d'âge est faible. C'est plus

particulièrement le cas des adolescents qui résident en grande couronne, car la distance géographique entre les ZUS y est plus importante qu'en petite couronne. Rendre visite à ses cousins nécessite alors un temps de trajet élevé, sur des tronçons du réseau que les jeunes utilisent rarement. Ce trajet est faiblement planifié et les adolescents ne maîtrisent guère le choix des correspondances ou des trains permettant de minimiser la durée du déplacement. Ils se débrouillent néanmoins pour arriver à bon port, souvent à l'autre bout de l'Ile-de-France (voir chapitre 4, la description du trajet de Mehmet entre Clichy-sous-Bois et le quartier des Prairies). Se rendant moins fréquemment dans ces quartiers, ils y développent moins de liens d'amitié et se laissent plus souvent guidés dans leurs déplacements proches par leur cousin.

La connaissance d'adolescents résidant dans d'autres ZUS de la région a des effets ambigus sur la mobilité des *adolescents du quartier*. Elle est à l'origine, nous l'avons vu, de nombreux déplacements. Elle peut aussi apaiser des conflits personnels entre adolescents de deux ZUS, notamment lorsque l'un d'entre eux peut mobiliser un réseau de jeunes plus âgés dans le quartier de l'autre. Mais, elle peut également susciter des tensions entre quartiers et par là restreindre les déplacements des adolescents. Ces tensions peuvent naître au sein de clubs sportifs ou plus fréquemment au sein d'établissements scolaires fréquentés par des adolescents issus de différentes ZUS et réactiver par là des antagonismes plus anciens entre quartiers. Lorsque ces tensions deviennent trop importantes, la connaissance d'autres adolescents dans ces quartiers ne restreint pas nécessairement la participation aux divers provocations et affrontements :

> *« Quand y'avait les embrouilles avec Barbès je connaissais des jeunes grâce à mon cousin mais je fais comme si je les connaissais pas. Quand ça se rentre dedans, je suis obligé de sauter avec mes potes, mais par exemple quand je suis posé avec mes potes et ils me parlent d'eux, je fais comme si je les connaissais pas. Après ils vont dire je suis un bâtard, un traître. Donc voilà, ça m'est déjà arrivé de rentrer dedans alors que je connaissais des gens. Après ils ont le seum* (NDLA : ils sont énervés), *mais après ils pardonnent. Moi je pardonnerais (...) Des cousins, j'en ai partout. Quand y'avait les embrouilles entre Riquet et Cambrai je partais pas. J'avais peur de tomber sur les potes de mes cousins, je les connais trop bien. Quand mes potes ils me disaient de venir, des fois j'y allais, des fois j'y allais pas. Je voulais pas qu'ils disent « y'a son cousin et tout ». Je calculais pas trop, quand mes potes ils partaient là-bas je restais chez moi, ou je faisais comme si je connaissais personne là-bas. Ils ont pas grillé, ils se sont pas posé de questions »* (Collégien, 16 ans).

Ces tensions entre différentes ZUS, lorsqu'elles ne sont pas trop importantes, peuvent susciter des déplacements en groupe d'*adolescents du quartier* visant à provoquer puis à s'affronter à d'autres jeunes de leur âge (voir infra). Mais lorsque des jeunes plus âgés y sont impliqués, elles restreignent au contraire la mobilité de ces adolescents, notamment dans les lieux susceptibles d'être appropriés par les adolescents de différentes ZUS, comme les gares ou les centralités commerciales. Lorsque leur établissement scolaire est fréquenté par des jeunes d'autres ZUS, certains adolescents fortement impliqués dans

ces tensions peuvent s'absenter provisoirement de leur établissement, chercher à s'en faire exclure ou demander un changement d'établissement. Ce cas de figure concerne néanmoins plus particulièrement les établissements dans lesquels les adolescents d'une ZUS donnée sont plus représentés que les autres, alors que dans le cas d'une répartition équilibrée l'interconnaissance favorise au contraire une pacification des conflits.

Les adolescents sont en effet susceptibles de subir des représailles de la part des jeunes de l'autre quartier. Ils développent en conséquence une cartographie mentale avec des lieux à éviter impérativement ou d'autres dans lesquels ils ne peuvent se rendre qu'en groupe. Lorsqu'ils doivent se déplacer dans ces lieux pour des activités solitaires, comme les démarches administratives, ces adolescents essaient souvent d'être véhiculés par un membre de leur famille ou un jeune plus âgé, afin de ne pas prendre le risque de se retrouver seul face à un groupe souhaitant en découdre avec eux :

> *« Moi j'évite Créteil, parce qu'une fois ils ont tapé un de mes potes là-bas, et c'était à cause de moi la bagarre donc je vais pas là-bas. J'évite (...) C'était y'a même pas deux ans, c'est pas oublié c'est sûr. S'ils me voient ils me tapent, c'est sûr et certain. L'arabe je me rappelle, quand on s'est embrouillés il a enlevé sa casquette, j'ai enlevé la mienne, on s'est bien regardés, juste avant qu'on se batte. Si je le revois c'est sûr que je le reconnais, sa gueule je peux pas l'oublier, si je le vois je le tape c'est sûr, si je vois qu'il est tout seul je le tape (...) Parce qu'il a tapé un de mes potes, c'est pas fini, carrément ils ont arraché sa chaussure, ils l'ont mis à l'entrée de leur cité, ils l'ont accroché à un arbre et ils l'ont pris en photo, on me l'a montrée j'étais choqué. C'est une fille qui me l'a dit, elle m'a fait « y'a sa chaussure qu'est accrochée sur un arbre », elle était dans la cité, comme elle passe là-bas pour aller dans son lycée. Donc c'est sûr que si je le vois je le dégomme. Créteil c'est fini, si je vais là-bas c'est mort. Je suis juste reparti là-bas il y a deux semaines, mais j'étais en voiture pour rejoindre un copain. Créteil Soleil j'y vais mais il faut qu'on soit beaucoup. Si je tombe avec eux tout seul, ça va mal finir, donc si je vais là-bas, j'y vais en équipe »* (Lycéen, 17 ans).

Cette restriction des déplacements concerne prioritairement les adolescents qui participent activement aux provocations et aux affrontements entre ZUS. Ils sont en effet facilement identifiables, en raison notamment de l'interconnaissance qui règne dans les établissements scolaires. Ce sont généralement des adolescents pour lesquels l'appartenance au quartier joue un rôle déterminant dans la définition de soi (voir supra), ce qui a également pour conséquence de les rendre aisément repérable par les jeunes d'autres quartiers. En effet, ils possèdent souvent un blog ou un profil Facebook comportant leur photo ainsi que le nom de leur quartier (voir infra) et ils sont moins enclins à dissimuler leur lieu de résidence lorsqu'ils se déplacent :

> *« Je vais pas à la gare, parce que les mecs là-bas ils vont simplement demander « tu viens d'où ? ». S'ils me demandent je pourrai pas mentir, ça m'est déjà arrivé, ils me sont rentrés dedans à vingt, j'ai essayé de me défendre, je te jure*

> *je pouvais rien faire, après j'ai dû courir (…) Je crois pas que je pourrais dire que je viens d'une autre ville, ça voudrait dire que je perds mon respect, ça fait trop mal, ça fait trop grosse merde. Je comprends qu'ils sont vingt, que tu vas courir, ils sont vingt tu peux pas te tap* (NDLA : taper) *contre eux, tu peux me ramener qui tu veux il les tape pas les vingt, mais voilà au moins j'ai pas caché mon quartier, j'ai pas dit n'importe quoi pour éviter, ça ça m'intéresse pas »* (Lycéen, 18 ans).

Mais ces restrictions de la mobilité dans certains lieux concernent également les *adolescents du quartier* qui ne sont pas impliqués activement dans ces tensions. Ils peuvent en effet être la cible aléatoire de représailles visant plus largement leur quartier de résidence, notamment aux abords des gares ou dans les centres commerciaux :

> *« Ce que j'aime pas dans mon quartier c'est que y'a tout le temps des embrouilles avec des autres gens d'autres cités, tout le temps. C'est relou parce qu'après les autres gens ils peuvent pas sortir, parce que s'ils sortent on va leur dire « ouais t'es un mec d'où ? De quelle cité ? », et après ça fait des embrouilles. La dernière embrouille, ils avaient dit « vous êtes des mecs d'où ? », après c'est parti, c'était à Rosny. On était dix, eux ils étaient un petit groupe, je crois ils voulaient se taper et ça s'est fini comme ça »* (Collégien, 15 ans).

5. Un cas spécifique : les *adolescents du quartier* qui se contentent de mobilités locales

Une première déclinaison de la manière typique d'habiter une ZUS des *adolescents du quartier* apparaît alors : celle des adolescents dont la mobilité est quasi exclusivement constituée des déplacements à proximité du quartier et qui n'éprouvent pas le besoin de se déplacer vers des destinations plus lointaines. Ce profil concerne six *adolescents du quartier* résidant en ZUS, mais également deux adolescents n'habitant pas en ZUS et issus des couches plus intégrées des classes populaires. Il est assez proche de celui des *filles de bonne famille* exposé dans la prochaine partie.

Ces *adolescents du quartier* sont majoritairement ceux dont le réseau amical est centré sur des adolescents du même âge qu'eux, même s'ils sont connus et respectés par les autres jeunes du quartier. Ils se déplacent quasi exclusivement avec les membres de leur « *équipe* », jamais avec des jeunes plus âgés, car ils ne veulent pas prendre le risque d'une interpellation par la police liée aux actes délictueux qui pourraient être commis durant le trajet. Ils ont également un fort ancrage dans les associations et les clubs sportifs du quartier, dans lesquels certains d'entre eux souhaiteraient travailler ultérieurement. Lorsqu'ils sont âgés de plus de seize ans, une partie d'entre eux occupe d'ailleurs des emplois temporaires (aide sur les marchés, Mac Donalds…) qui leur permettent d'acquérir du matériel de loisirs (console, appareil de musculation, quad…).

Ce profil spécifique n'est pas le résultat d'un effet d'âge, car il concerne à la fois des collégiens et des lycéens. Il s'explique principalement par les ressources que ces jeunes trouvent dans leur quartier de résidence et auxquelles les autres *adolescents du quartier* n'ont au contraire pas accès : des relations amicales ou amoureuses avec des filles du quartier et les activités proposées par les associations locales.

En effet, si le réseau amical de ces adolescents est essentiellement composé de garçons de leur âge, ils ont également développé dans leurs établissements scolaires des liens d'amitié avec des filles de leur quartier. Ils se déplacent occasionnellement pendant les week-ends ou les vacances avec elles, par exemple pour les accompagner au centre commercial afin d'essayer des habits. Sous l'impulsion des filles, ils peuvent également réaliser des activités payantes en commun, auxquels seul un nombre limité de garçons peut participer : aller au cinéma, au bowling, à la piscine. Lorsqu'un de ces adolescents est sollicité pour réaliser ces activités, il n'intègre que les membres de son « *équipe* » et n'en parle pas aux autres jeunes de son quartier. Leur réseau amical étant plus mixte que les autres *adolescents du quartier*, ils ont également plus de facilité à développer des relations amoureuses, souvent avec des amies des filles du quartier qu'ils connaissent.

Ces adolescents profitent aussi des ressources offertes par les associations locales, auxquelles ils accèdent prioritairement grâce à leur bonne entente avec les animateurs. Dans la maison du quartier des Prairies, seule une minorité d'adolescents peuvent ainsi utiliser entre midi et deux heures les équipements de la structure, en particulier la connexion à Internet et la table de musculation. Ils sont souvent au courant avant les autres adolescents des sorties en dehors du quartier organisées par ces associations (cinéma, bowling, matchs du PSG…). Or, le nombre de participants à ces activités est limité, car le déplacement s'effectue en minibus et non en transports en commun. Ils profitent plus que les autres jeunes des séjours organisées durant les vacances scolaires, ce qui leur offre une possibilité supplémentaire de développer des relations amoureuses en dehors du quartier. Ils sont également occasionnellement véhiculés par des membres plus âgés de leur famille pour réaliser des activités à proximité du quartier, notamment des sorties au restaurant.

Ces adolescents déclarent en conséquence ne pas éprouver le besoin de se déplacer vers des destinations plus lointaines en transports en commun. S'ils possèdent quasiment tous la carte Imagin'R, elle n'a selon eux guère modifié leurs mobilités car ils s'en servent uniquement pour se rendre en cours ou sur leurs lieux de stages. Ils maîtrisent le réseau de transports en commun à proximité de leur quartier, notamment celui de bus qu'ils empruntent régulièrement. Ils ont au contraire une réticence pour les trajets plus lointains, notamment en métro ou en RER, et préfèrent dans ces cas là être accompagnés en voiture.

Ils n'aiment guère se déplacer à Paris, en raison principalement de la durée du trajet en transports en commun. Ils ne s'y rendent donc qu'occasionnellement, généralement à la Foire du Trône ou au Trocadéro pendant les vacances scolaires, et ils planifient leur sortie ainsi que le nombre de jeunes qui seront présents quelques jours à l'avance. L'envers de ce degré de préparation est « *le plan carotte* », c'est-à-dire la possibilité pour un

adolescent de ne pas être prévenu à temps d'un changement d'horaire ou de destination, notamment lorsqu'il est moins intégré au groupe qui se déplace.

Contrairement aux autres *adolescents du quartier*, ils n'expliquent donc pas leur faible nombre de déplacements vers Paris par l'hostilité des autres citadins à leur égard (voir infra). Ils établissent certes une différenciation nette entre « eux » et « nous », entre les adolescents de ZUS et ceux issus d'autres milieux sociaux, à partir de leurs vêtements, de leur hexis corporel et de leur comportement :

> *« Paris ça m'attire pas trop. Je sais pas pourquoi, les gens ils nous paraissent bizarres. Les parisiens ils ont pas l'air d'être dans le même délire que nous, ils ont l'air de faire d'autres choses, sûrement à cause de là où ils habitent. Ils aiment sûrement bien faire des soirées, beaucoup boire, faire des trucs comme ça, et je pense pas que eux ils restent trop dehors comme nous, qu'ils parlent et tout comme nous des fois on fait, je pense que eux ils iront beaucoup dans des soirées (...) Généralement ça se voit à la tête, ou au regard surtout. Un regard sûr de lui. Et ses vêtements bien sûr. Ca se voit. Bon après y'a des jeunes de Paris qu'essaient de nous imiter. Mais même s'il s'habille en lascar le mec de Paris, ça sera grillé »* (Lycéen, 17 ans).

La cohabitation avec ces citadins n'est néanmoins pas vécue sous le registre de l'épreuve, mais plus sous celui de la distance, voire de l'étonnement devant la singularité de certains de leurs comportements :

> *« Les meufs à Paris souvent c'est des bombes de meuf, mais elles sortent avec des mecs qui sont fatigués, ils ont des vieilles coupes de cheveux, ils ont des styles fashion, jean slim, petite chemise serrée, ils sont tout keus* (NDLA : maigres)*, ils ont des corps de lâches et ils sortent avec des bombes de meuf. Tu vois Christophe Maé ? Ben voilà les bombes de meuf elles sortent avec des mecs comme ça, c'est ça qui m'a perturbé, je me suis demandé « comment ils font ? » Des fois on est choqué, mais on se dit tant mieux pour lui »* (Lycéen, 17 ans).

Nous proposons deux hypothèses conjointes afin d'expliquer l'appréhension de ces interactions sous le registre de l'étrangeté et non de la stigmatisation : ces adolescents n'ont, d'une part, pas vécu de situations d'hostilité marquée de la part d'autres citadins lors des rares mobilités qu'ils ont effectuées dans Paris ; ils ont d'autre part, le sentiment de vivre dans un quartier différent des autres, marqué par une homogénéité sociale et ethnique, mais dans lequel il est possible de trouver des ressources permettant de réaliser les activités d'adolescents de leur âge (flirts, activités sportives, séjours de vacances….).

Ce profil particulier de mobilité ne concerne pas que des adolescents de ZUS de notre échantillon, mais également des jeunes résidant à proximité, issus des couches supérieures des catégories populaires avec un emploi stable d'ouvrier qualifié du père. Ces adolescents se caractérisent par un réseau amical centré sur quelques jeunes de leur commune rencontrés au primaire ou au collège, une forte présence dans l'espace public,

notamment autour des équipements sportifs, ainsi qu'une fréquentation des associations locales. Les tensions entre la ZUS de leur commune et d'autres quartiers restreignent leur mobilité. Ils peuvent en effet être assimilés durant leurs déplacements aux adolescents de cette ZUS, même s'ils n'y résident pas (port du survêtement du club de football local, interrogation sur leur ville de résidence…). Ils privilégient aussi les déplacements en bus ou à pied pour se rendre dans les centres commerciaux, les équipements sportifs ou les cinémas situés à proximité, et ils sont occasionnellement véhiculés par un membre plus âgé de leur famille pour sortir au restaurant. Ils ne se rendent guère à Paris en transports en commun en raison de la durée des trajets, si ce n'est pour des occasions spéciales prévues à l'avance, et ils préfèrent s'y déplacer en voiture. Ils se définissent clairement en opposition avec les adolescents des classes moyennes et supérieures, notamment ceux qui résident dans Paris intra-muros, en raison de l'homogénéité sociale et ethnique qu'ils perçoivent dans la capitale. Comme les *adolescents du quartier* de ZUS, ils se projettent également vers une mobilité résidentielle dans des quartiers calmes situés à proximité de leur domicile actuel.

Ils se différencient néanmoins des *adolescents du quartier* de ZUS sur un certain nombre de points. Ils sont d'une part beaucoup moins présents dans l'espace public situé à proximité immédiate de leur domicile, car il est peu fréquenté par des jeunes de leur âge. Surtout, alors que les adolescents de ZUS profitent en priorité des ressources offertes par les associations locales, ce sont plus fréquemment leurs parents qui les véhiculent pour réaliser des activités de loisirs en dehors de leur commune durant le week-end ou les vacances scolaires.

6. Des déplacements peu planifiés, motivés par la recherche d'animation en dehors du quartier

Ce profil de mobilité spécifique ne concerne cependant qu'une partie des *adolescents du quartier* de ZUS (n=6), ceux qui trouvent dans les associations et l'espace local des ressources leur permettant de réaliser des activités d'adolescents de leur âge (comme sortir avec des filles ou pratiquer un sport). A l'inverse, un grand nombre d'*adolescents du quartier*, s'ils ont un réseau amical plus étendu auprès des garçons stationnant dans l'espace public de résidence, sont bien moins présents dans les associations locales et/ou ont beaucoup moins d'amies du sexe opposé dans le quartier. Cela s'explique tout d'abord par une insertion plus importante auprès des jeunes plus âgés du quartier qui complique la fréquentation, même amicale, de leur petite sœur (voir infra). D'autre part, ces adolescents rejettent l'encadrement des activités dans les associations locales et ils nourrissent des conflits avec certains des jeunes ou des animateurs qui y sont présents (Mohammed et Mucchielli, 2003). Même en l'absence de conflits, l'accès aux ressources qu'offrent ces structures pour se déplacer est souvent conditionné par une fréquentation régulière, qui est contradictoire avec la volonté de ces adolescents de rester auprès de leurs amis dans l'espace public.

Les déplacements de la majorité des *adolescents du quartier* sont alors guidés par la recherche d'animation permettant de rompre avec l'ennui régnant sur le lieu de résidence. Le choix de se déplacer est improvisé lorsqu'il n'y a rien d'autre à faire dans le quartier. Ces déplacements sont en conséquence beaucoup moins planifiés que ceux des adolescents qui se déplacent avec les associations locales. Un adolescent peut en être à l'initiative. Devant par exemple réaliser des achats au centre commercial, il se rend dans l'espace public de résidence ou les structures associatives locales en sondant successivement les groupes de jeunes présents jusqu'à ce qu'il trouve des compagnons de voyage. Cela lui permet de rendre ludique un déplacement *a priori* fonctionnel, tout en offrant à ses compagnons de voyage l'opportunité de rompre avec l'absence éventuelle d'activités intéressantes dans le quartier :

> *« Si y'a un mec qu'a quelque chose à faire, ben on va avec lui. Le mec il veut acheter quelque chose, ben on l'accompagne. De toute façon y'a rien à faire on se dit, donc on y va. Moi j'ai déjà proposé quand je vais à Montgallet ou quand je veux acheter quelque chose pour mon ordi, je dis « j'y vais », après ils m'accompagnent. On se déplace jamais seul en fait, même si par exemple je suis sur le terrain et je veux aller à Lidl ou à Monoprix, je me déplace pas seul, même pour aller à la boulangerie je me déplace pas seul. C'est pour pas galérer, tu galères tout seul j'aime pas, généralement personne n'y va tout seul, y'a toujours quelqu'un avec lui »* (Collégien, 16 ans).

Un adolescent souhaitant se déplacer en dehors du quartier, mais n'ayant pas de destination précise en tête, peut adopter la même stratégie en se rendant dans l'espace public afin d'intégrer un groupe de jeunes prêt à se déplacer. Les ZUS de grande couronne se distinguent sur ce point de celles de petite couronne : l'éloignement du centre de l'agglomération et la faible fréquence de trains conduisent à l'institutionnalisation de certains déplacements à un horaire fixe. Dans le quartier des Prairies, les jeunes s'approprient le train de quatorze heures trente du samedi après-midi depuis de nombreuses années, la SNCF et les autres usagers étant parfaitement au courant de cette pratique. Ce train représente un lieu d'animation pour ceux qui sont au même moment désœuvrés dans le quartier. Les adolescents souhaitant se déplacer savent qu'ils trouveront à cet horaire sur le quai de la gare SNCF des groupes de jeunes qu'ils pourront intégrer en fonction de leurs affinités respectives.

Néanmoins, la décision de se déplacer est le plus souvent prise de manière soudaine et collective par un groupe d'adolescents se trouvant dans l'espace public. Ils espèrent alors que ces déplacements leur permettront de trouver une animation qui leur fait défaut en ce moment. Ces déplacements improvisés comportent souvent plus d'une vingtaine d'adolescents, car ils mêlent une grande partie des jeunes présents dans l'espace public de résidence au moment où la décision de se déplacer a été prise.

> *« Généralement on reste dans la cité, quand les scooters ils commencent à sortir et tout, les quads, c'est marrant. Mais quand y'a rien à faire, ben ça me dérange pas qu'on bouge. Par exemple, si on est en bas de chez nous, y'a tout*

> *le monde, on est en train de galérer, on se dit «on va où ?». C'est quand on en a marre de galérer, des fois c'est en même temps, des fois c'est une personne, y'en a un qui propose et après si les autres ils ont pas la flemme, ben on y va (...) Quand on va à Rosny par exemple, on ramène presque toute la cité, des fois on est même plus de trente-cinq. Tout le bus c'est nous, après on se fait contrôler souvent par la police, mais après y'a rien. »* (Lycéen, 17 ans).

Les *adolescents du quartier* n'ayant pas forcément d'objectif précis au moment où ils décident de se déplacer, si ce n'est la recherche d'animation procurée par un déplacement en groupe, le déroulement de leur mobilité peut vite devenir aléatoire. Ils ne connaissent pas à l'avance l'heure à laquelle ils vont rentrer, car elle dépend des événements qu'ils vont rencontrer durant leur périple. Elle est parfois tardive, lorsque les adolescents ratent les derniers trains ou métros et qu'ils doivent attendre l'aube pour retourner chez eux. Leur mobilité prend la forme d'une véritable expédition, car ils ne savent pas exactement où ils vont se rendre, beaucoup d'entre eux se contentent de suivre des jeunes plus âgés, le choix du trajet se fait sur le quai de la gare et il peut ensuite évoluer aux nœuds d'interconnexion des lignes de transport. Néanmoins, si la destination finale n'est pas fixée à l'avance, ces adolescents privilégient des lieux qu'ils ont l'habitude de fréquenter et dans lesquels ils possèdent des repères (voir infra). Deux catégories seulement d'adolescents prennent ainsi les transports au hasard, sans se soucier d'une quelconque destination : les plus jeunes, qui s'initient aux transports en commun en circulant en bus aléatoirement à l'intérieur de leur département (voir supra) ; les déscolarisés, qui s'ennuient en semaine dans leur quartier.

Ces déplacements improvisés et aléatoires se déroulent en effet le plus souvent les samedis après-midi et durant les vacances scolaires. Certains adolescents, déscolarisés ou fréquentant leur établissement scolaire par intermittence, passent néanmoins également en semaine une grande partie de leur journée dans les transports. Cela s'explique principalement par l'absence d'occupation dans le quartier, notamment lorsqu'ils ne sont pas impliqués dans les réseaux de trafic local, car les structures associatives sont fermées et leurs amis du même âge sont en cours. Ils prennent les trains aléatoirement, car ils sont plus indifférents que les autres adolescents à la présence des contrôleurs. Ils se déplacent en compagnie de deux ou trois autres jeunes déscolarisés et ils sont donc bien moins nombreux que le week-end. Ils développent en conséquence une meilleure connaissance du réseau francilien que les autres *adolescents du quartier*, qui est renforcée par des déplacements solitaires pour se rendre à des entretiens d'embauche de stage.

A l'inverse, si les autres *adolescents du quartier* maîtrisent parfaitement l'usage des transports situés à proximité de leur quartier, bus en petite couronne et trains en grande couronne (connaissance des horaires, des possibilités d'intermodalité…), ils ont beaucoup plus de difficultés à se repérer sur le reste du réseau francilien. A l'exception des visites familiales qui donnent parfois lieu à de véritables expéditions solitaires (voir supra), ils ne fréquentent en effet ce réseau que lorsqu'ils se déplacent en groupe dans des lieux routiniers. Si une grande partie de ces adolescents possède la carte Imagin'R, rendue

notamment nécessaire par une scolarisation en troisième d'insertion (qui implique des stages en dehors du quartier) ou en lycée professionnel, elle n'a selon eux guère modifié leur mobilité, car ils avaient auparavant l'habitude de frauder. Elle leur permet seulement une plus grande sérénité dans leurs déplacements, car ils ne sont plus obligés de scruter la présence éventuelle de contrôleurs. Une petite partie d'entre eux n'est d'ailleurs pas au courant qu'ils ont la possibilité de se déplacer librement avec cette carte durant le week-end sur l'ensemble du réseau francilien. Ils ne l'ont donc pas forcément sur eux lorsqu'ils se déplacent en groupe. Pour ces adolescents, le réseau francilien de transports est avant tout un lieu d'animation, il n'est pas perçu comme une fonctionnalité permettant de minimiser les temps de trajet d'un point à un autre de la région. Ils se projettent vers une mobilité en voiture, d'autant plus qu'ils associent la fréquentation des transports en commun après dix-huit ans à un stigmate de la pauvreté, ce mode étant réservé à ceux qui n'ont pas les moyens de s'acheter un véhicule (Lacascade, 2008).

7. Une animation procurée par la provocation, le jeu, les moqueries et la séduction

Lorsqu'ils se déplacent, les *adolescents du quartier* sont donc à la recherche d'animation. Les déplacements en groupe leur offrent la possibilité de provoquer d'autres adolescents ou des veilleurs d'espace, celle de se moquer de citadins aux comportements qu'ils jugent atypiques, mais également celle de courtiser des filles d'autres quartiers.

La première source d'animation que recherchent les *adolescents du quartier* dans leurs déplacements est la provocation d'adolescents du même âge qu'ils identifient comme venant de ZUS. Cette provocation passe essentiellement par des regards appuyés, mais également par des intimidations verbales ou physiques. Elle débouche fréquemment sur des affrontements physiques, dont la durée est relativement brève en raison de l'intervention de veilleurs d'espace, comme les vigiles de centres commerciaux ou les agents de la RATP :

> *« La différence avec la cité, c'est que quand tu bouges, y'a quelque chose à faire, tu galères pas, à la cité c'est la galère, t'es posé et tu dis « ben on fait quoi ? », alors que quand tu te déplaces peut-être qu'il y aura une embrouille ou n'importe quoi… Y'a de l'animation. Dans le centre commercial c'est pareil, des fois y'a des embrouilles. Généralement c'est le regard, mais j'ai des potes ils cherchent un peu, ils marchent à côté du gars, ils le collent, lui mettent un coup d'épaule, ils lui rentrent dedans, comme ça si le mec il répond (…) On provoque d'autres mecs de cité, généralement c'est toujours comme ça, on provoque d'autres jeunes. Par exemple, quelqu'un il voit passer un jeune, il lui dit « t'as pas des sous ?», et si l'autre il veut pas, ben ça va se battre. Après les vigiles ils arrivent, ils contrôlent. Des fois après on recroise des groupes avec qui on s'est embrouillé, ben on les regarde et c'est tout »* (Collégien, 16 ans).

La provocation des veilleurs d'espace participe d'ailleurs souvent de l'animation que les adolescents recherchent lorsqu'ils se déplacent :

> *« Une fois, y'a un pote il s'est pris un coup de matraque électrique par un surveillant de Rosny 2. Souvent, ils nous attrapent avant qu'on foute la merde, parce qu'on dirait ils ont des caméras dedans, parce qu'ils nous guettent. Y'a quelqu'un il va dans un magasin et il rigole, il fait un peu n'importe quoi, ben après on se fait attraper. C'est un peu un jeu, des fois on fait ça juste pour les emmerder. Ça passe le temps »* (Lycéen, 17 ans).

Les affrontements avec d'autres jeunes dans la mobilité ne conduisent que rarement à des conflits plus durables entre ZUS, car les adolescents ne connaissent pas leur quartier de résidence mutuel. Ils ont avant tout une fonction ludique, ils permettent de passer le temps et de souder le groupe d'adolescents :

> *« On s'embrouille, comme ça on rigole. Par exemple quand t'es en train de te faire taper, tu vois la tête de ton pote et tu rigoles. Quand tu vois que ton pote il se fait taper, je sais pas c'est rigolo. On s'est déjà fait cafouiller, mais on rigolait, c'était marrant quand même. C'est déjà parti loin mais on rigolait quand même, tu vois ton pote il se fait prendre une patate, ben tu rigoles »* (Collégien, 15 ans).

L'aspect ludique de ces affrontements explique que les adolescents ne provoquent pas verbalement et physiquement des jeunes plus âgés, car ils savent que ces jeunes ont moins de chance de répondre aux provocations. Ils risquent aussi le cas échéant une correction. Ils provoquent également rarement les adolescents d'un autre milieu social et résidentiel, si ce n'est durant les grandes festivités (voir infra) ou lorsque le but explicite du déplacement est de les dépouiller de leur matériel téléphonique ou audio. En effet, ils les identifient comme peu habitués aux affrontements physiques et donc peu susceptibles de répondre aux provocations.

Ils s'amusent cependant parfois à se moquer de ces adolescents ou de jeunes plus âgés, par exemple en s'immisçant dans des parties sportives, afin de montrer leur supériorité. L'issue plus ou moins conflictuelle de l'épisode dépend de la tolérance des autres citadins vis-à-vis de cette entrée impromptue. Nous avons ainsi organisés avec un professeur de français et un photographe professionnel une sortie de nuit avec des élèves de troisième, afin qu'ils prennent des clichés sur les lieux qu'ils fréquentent à Paris. Quelques élèves se mêlent alors à une partie de Frisbee sur le parvis de l'Hôtel de ville. Au bout d'un court moment, les autres joueurs arrêtent de courir après le Frisbee et commencent à s'énerver contre les adolescents. Deux collégiens réagissent vertement, avant qu'ils ne soient calmés par leur professeur. A l'inverse, des lycéens que nous accompagnons pour qu'ils distribuent leur questionnaire aux élèves du lycée Montaigne, s'amusent à entrer dans une partie de football disputée par des jeunes devant le parc du Luxembourg. Une partie des joueurs s'arrêtent de jouer, mais l'un d'entre eux réalise un tacle pour reprendre, avec succès, le contrôle du ballon. Ses camarades l'applaudissent et les adolescents de ZUS

acceptent de sortir du terrain en se moquant vertement de celui qui a perdu le contrôle du ballon.

Les *adolescents du quartier* se moquent également parfois de citadins plus âgés, sans que cela n'entraîne de confrontations physiques, du moins lorsque les adolescents ne perçoivent pas d'hostilité à leur égard (voir infra). Ils plaisantent entre eux de l'aspect extérieur de citadins qu'ils jugent excentriques ou ils s'amusent du comportement désordonné de marginaux :

> *« Nous quand on voit un gars il a une tête marrante, un mec il a une grosse moustache par exemple, on va vanner entre nous, dire « c'est ton père ». C'est pas pour être méchant avec lui. Ou des fois, on va parler à des fous, à des bourrés. Le soir y'a beaucoup de fous à Châtelet. Les fous c'est les toxicos, des fois ça nous fait peur, des fois ça nous fait rire. Des fois le mec il est bizarre, il nous colle, il nous regarde bizarre, on part. Par contre ça nous fait rire quand il raconte sa vie, qu'il parle aux gens, qu'il parle aux policiers (...) Les jeunes à Paris c'est des bouffons, des fois on entend leurs délires et c'est pas marrant, des vrais trucs de bouffon, des gros mots tout nazes. Des fois on leur parle « ouais, pourquoi tu t'habilles comme ça avec des slims ? ». Après ils ont un peu peur, mais ça a jamais dégénéré »* (Lycéen, 17 ans).

Enfin, la dernière source d'animation procurée par ces déplacements improvisés est la possibilité de séduire des filles d'autres quartiers. En effet, les relations amoureuses de ces adolescents sont soumises dans leur quartier à un fort contrôle social des jeunes plus âgés (Clair, 2008). Ce contrôle s'explique principalement par la force des liens interpersonnels dans le quartier entre ces adolescents, leurs frères plus âgés et ceux des filles qu'ils convoitent. Nous avons ainsi vu précédemment que les adolescents dont la sociabilité locale est uniquement tournée vers des jeunes de leur âge éprouvent moins de difficultés à nouer des relations amicales ou amoureuses avec des filles du quartier, puis avec leurs amies. A l'inverse, les adolescents dont le réseau amical comporte un grand nombre de jeunes plus âgés ne se risquent pas à fréquenter leurs petites sœurs ou leurs cousines. Ils risqueraient de fragiliser l'équilibre des forces entre les jeunes adultes du quartier :

> *« Je m'intéresse pas trop aux meufs de ma cité. Parce que je connais leurs grands frères et tout, après par respect du grand frère je vais pas sortir avec sa petite sœur. Je préfère que ça soit pas une fille de ma cité, parce que dans ma cité c'est le téléphone arabe. Ça parle trop. C'est pas que j'ai peur, mais je respecte un peu tout le monde dans ma cité, et si elle a des grands frères que je connais, ils vont entendre « t'as vu ? Yacine il sort avec ta sœur ». Ils vont pas pouvoir me taper, mais ils vont aller voir mon grand frère, parce que s'ils me tapent ils sont morts, mon grand frère il va les tuer, mais lui il va me dire « arrête tes conneries », il va me mettre une grande baffe. Ça m'est déjà arrivé ça, c'est archi écœurant. Je savais la meuf elle avait un frère, mais je me disais « je m'en fous », mais il est allé voir mon grand frère, parce que s'il vient me voir on va s'embrouiller, il va me taper et après il va regretter. Après c'est pas*

> *de ma faute, il a qu'à retenir sa sœur. Mon frère il m'a fait « t'arrête tes conneries, tu fais ça en dehors de la cité ». Il m'a mis une grande baffe. Bon, moi c'est pareil, ma sœur y'a un mec qui l'approche, c'est sûr je le tue, je le séquestre dans une cave et je le tue »* (Lycéen, 17 ans).

Dans le discours des adolescents, ce contrôle social des relations amoureuses dans le quartier concerne avant tout les filles d'origine maghrébine ou turque. De même, les garçons qui déclarent surveiller la mobilité de leurs sœurs en dehors du quartier sont également originaires de ces régions, beaucoup moins d'Afrique subsaharienne. Cela semble confirmer des études montrant que si les garçons de ZUS sont plus rarement amis avec des filles que ceux issus d'autres quartiers, cette différence est plus marquée chez les adolescents des familles maghrébines ou turques que dans les familles originaires d'Afrique noire (Lagrange, 2007). Cette différence est également peut être le résultat d'un effet de composition du quartier, car les adolescents d'origine maghrébine de notre échantillon ont souvent un réseau familial plus étendu dans le quartier que les autres. Les filles de cette origine ont plus de chances de posséder des liens familiaux avec les jeunes adultes du quartier et elles constituent donc des cibles amoureuses moins faciles d'accès pour les adolescents de leur âge.

Les *adolescents du quartier* ne peuvent donc développer des relations amoureuses avec les filles ayant un fort ancrage familial dans le quartier. Ils se déclarent parallèlement peu intéressés par celles qui reprennent certains attributs masculins et ont virilisé leur comportement afin de se faire une place dans l'espace public de résidence (voir la partie suivante sur les *guerrières*) :

> *« Moi j'aime pas trop les meufs de cité parce que c'est des bonhommes, je préfère une meuf normale. Une meuf du 75 et une meuf de cité c'est le jour et la nuit, tu vois une belle gosse et une meuf cas social… Les meufs dans ma cité c'est des sauvages, des bonhommes »* (Lycéen, 17 ans).

Les déplacements improvisés des *adolescents du quartier* leur permettent alors de courtiser des filles d'autres quartiers et donc d'éviter ce contrôle social. Ces adolescents se disent plus attirés par les filles de Paris, car ils les jugent plus soucieuses de leur apparence. Néanmoins, ils courtisent dans leurs mobilités des filles de toutes origines sociales et résidentielles. Ces tentatives de séduction se font cependant avec différents degrés de sérieux, ce dont témoigne leur crainte de se faire rabrouer. Lorsqu'ils sont attirés par des filles qu'ils jugent susceptibles d'être intéressées, ces adolescents sollicitent leur numéro de téléphone. Ces relations de séduction se déroulent principalement dans les centres commerciaux situés à proximité du quartier ou dans les transports en commun (voir infra). Les adolescents demandent souvent à un ami de les accompagner pour surmonter leur timidité. Au contraire, lorsqu'ils rencontrent dans leurs déplacements improvisés des filles qu'ils jugent inabordables, les tentatives de séduction ont une dimension plus ludique. Elles visent avant tout à faire rire les autres membres du groupe, les adolescents s'amusent à « *faire les gamins* » et ils sont beaucoup moins timides que lorsqu'ils sont réellement intéressés par une fille. Voir ses approches repoussées participe de l'animation recherchée

par le groupe, même si certains, vexés d'être la risée de leurs camarades, deviennent parfois plus agressifs. Au final, ces adolescents développent des relations amoureuses principalement avec des filles d'une origine sociale proche de la leur (Clair, ibid).

> *« Souvent les filles à Rosny on les connaît pas. Si on est en groupe, il y a deux personnes qui vont aller les voir et voilà. Généralement ça marche. Mais souvent ça refuse aussi (…) Si je trouve qu'elle est mignonne, ben je vais pister un autre copain à moi, en lui disant que la fille elle est très mignonne, si on va la voir ou pas. Et après s'il veut, on va la voir, et après ça marche ou pas. Ma première fille je l'ai eue à Rosny comme ça (rires). Je lui avais pris son numéro, après elle a accepté que je l'appelle, après je l'appelais tout le temps, après un jour je l'ai appelée et je lui ai dit que je rêvais de sortir avec elle un jour. Elle a dit que c'était gentil de ma part, mais qu'elle allait me donner une réponse plus tard. Après elle m'a donné sa réponse, elle m'a dit que ce que je lui avais dit, elle aussi c'était pareil et qu'elle voulait bien sortir avec moi »* (Collégien, 17 ans).

8. Un rapport à la foule urbaine qui traduit cette recherche d'animation

Le rapport des *adolescents du quartier* à la foule urbaine illustre cette recherche d'animation dans la mobilité. Cette foule n'est pas vue comme une source d'anonymat ou comme offrant un contrôle social moins fort que dans le quartier. Ces adolescents n'apprécient guère se perdre dans la foule ou croiser des jeunes avec un style vestimentaire différent de ceux en vigueur dans leur quartier de résidence. Ils sont notamment très critiques envers ceux qui adoptent un style « gothique ». Ces adolescents, qui les mettent mal à l'aise, peuvent alors être la cible de moqueries et d'insultes.

Ils déclarent n'apprécier la fréquentation des foules urbaines que lors de grandes festivités comme le Nouvel An ou la Fête de la Musique, car elle devient un lieu propice à l'animation. Elle permet un contact avec les autres adolescents, allant de la séduction à la provocation ou à des rapports plus conflictuels, sans trop risquer d'être contrôlé par la police. Ils décrivent ces grandes festivités comme une sorte de charivari[87] (Le Goff et Schmitt, 1981), durant lequel les débordements sont autorisés et où les rancœurs contre les jeunes d'autres milieux sociaux peuvent s'exprimer sous la forme d'agressions physiques n'entraînant pas toujours de réactions. C'est également le cas lors des mobilités pour assister aux grandes manifestations lycéennes contre le CPE ou les réformes de l'Education Nationale qui se tiennent dans Paris intra-muros (Boukir, en cours).

> *« Le premier Janvier, on est allé sur les Champs. J'aime bien, y'a une bonne ambiance, tu peux taper de partout, après y'a tellement de monde qu'ils savent*

[87] Au Moyen-âge, le charivari au a une « fonction sociologique d'agression », car il exprime la rancœur de la jeunesse contre celui, qui par ses secondes noces, réduit le vivier potentiel des conjointes (Le Goff et Schmitt, ibid).

> *pas c'est qui, ça fait rigoler. Même si par exemple ils se mangent un coup par derrière, ils sont tellement heureux comme c'est le premier Janvier qu'ils disent rien (…) Dès que je me mangeais un coup, nous, on le coursait mais y'avait des gens ils disaient rien, c'était les gens de Paris et tout, ils étaient là on mettait des coups par derrière et ils disaient rien, ils rigolaient, ils étaient heureux. C'était marrant, c'étaient des vrais coups, on leur mettait des coups par derrière, ils tombaient par terre et ils rigolaient. Ils étaient sous l'effet de…, ils étaient bourrés, ils étaient mal quoi. C'était des gens de Paris ça se voyait, comme quand on est parti distribuer les questionnaires dans les grands lycées, avec les vestes longues et tout. Ils étaient en train de danser au milieu de la rue, ils dansaient et on leur mettait des coups de pompe, après ils tombaient par terre et après ils se relevaient ils dansaient. Ils s'énervaient pas, on dirait ils avaient peur, ils voulaient pas venir alors qu'ils savaient très bien que c'était nous, ils rigolaient. Nous on marchait, on marchait, en fait on a fait tous les Champs en marchant »* (Lycéen, 17 ans).

Les célébrations sur les Champs-Elysées des victoires de l'équipe nationale de football du pays d'origine de leurs parents sont également l'occasion de chahuter dans les foules urbaines. C'est notamment le cas lorsque les adolescents sont véhiculés par des jeunes plus âgés. Certains d'entre eux profitent de l'euphorie ambiante et de l'appropriation festive et collective d'un lieu qu'ils n'ont guère l'habitude de fréquenter pour chahuter les autres citadins présents ou mettre à sac des magasins de cette avenue symbole du luxe.

Dans les ZUS parisiennes, ce charivari peut prendre le jour de la Fête Nationale la forme d'une appropriation en masse des rues de la capitale. Lorsque les tensions entre les ZUS ne sont pas trop importantes, les adolescents mènent des expéditions dans un quartier situé à proximité pour y allumer des pétards, puis ils se regroupent avec les autres jeunes pour continuer ce défilé jusqu'à l'aube :

> *« Le quatorze Juillet, on vient avec des pétards à Ramponneau dans leur cité et on les allume. On est trente, quarante… Si leurs grands ils viennent, nos grands ils viennent aussi. Au début ça commence par des petits trucs, ça lance des avertissements pendant l'après-midi, dans la rue ça chauffe un petit peu, genre le treize Juillet on va lancer des petits mortiers, on va les prévenir. Après, le quatorze Juillet vers minuit, une heure, on monte et on leur fait la fête. A chaque fois ils attendent qu'on les allume pour venir avec nous après. C'est pas une grosse bagarre, on rigole tout le temps. Après on se met ensemble, on était un peu plus de cent, on bougeait comme ça, on a mobilisé le grand boulevard de Belleville vers le Quick, on l'a monopolisé direct, celui qui va vers Pyrénées, Jourdain, y'avait plus personne dans la rue, ils étaient tous sur l'autre trottoir, après on est montés dans les autres quartiers plus haut, on a allumé rue Piat, rue Rébeval, après on a allumé la cité rouge, on est partis, on les a tués »* (Collégien, 16 ans).

Si la fréquentation des foules urbaines lors des grandes festivités est une source d'animation pour les *adolescents du quartier*, ils recherchent également cette animation de manière moins exceptionnelle dans l'espace des transports en commun.

9. Une recherche d'animation qui commence dans les transports en commun

L'animation procurée par la mobilité est en effet recherchée par les *adolescents du quartier* autant sur les lieux qu'ils fréquentent que dans l'espace des transports en commun, ce qui entraîne parfois une cohabitation difficile avec les autres usagers. Ils différencient ainsi fortement les déplacements en groupe, qu'ils considèrent comme une activité en soi, de la mobilité fonctionnelle de proximité, décrite comme un temps mort qu'ils essaient de meubler par l'accompagnement d'un autre jeune ou des rencontres fortuites (voir supra).

L'espace des transports en commun offre la possibilité de trouver les différentes sources d'animation décrites précédemment. Il est le théâtre de provocations avec d'autres adolescents identifiés comme venant de ZUS, qu'ils ne reverront ensuite jamais. Ces provocations donnent lieu à de brefs affrontements physiques, le plus souvent à l'extérieur de l'espace des transports, afin de ne pas être dérangés par les agents de la RATP qui risquent également d'alerter les forces de l'ordre. Encore une fois, la provocation d'adolescents d'un autre milieu social est moins fréquente, si ce n'est lorsque le but explicite du déplacement est de les dépouiller de leur matériel électronique[88]. Ceux-ci sont plus souvent victimes de moqueries, à propos de tenues vestimentaires que les *adolescents du quartier* jugent ridicules ou lorsqu'ils sont accusés de singer le comportement et le style des jeunes de ZUS sans y résider. De même, à l'exception des situations de dégradation de la coopération interactionnelle (voir infra), les usagers plus âgés ne sont pas provoqués, même s'ils peuvent parfois être également la cible de moqueries. Celles-ci sont plus fréquentes lorsque les adolescents s'approprient l'espace des transports en commun et elles diminuent à mesure que la densité d'usagers présents devient plus importante :

> *« J'aime bien le métro, on monte au terminus, on est sûr on aura notre place, on prend le petit carré, y'a six places, après y'en a deux qui se mettent sur les strapontins, les autres ils sont debout, je sais pas on trouve toujours un moyen de tenir à quinze. Le trajet c'est bon délire, on rigole, on vanne les gens, dans le métro on vanne des gens de l'extérieur qu'on connaît pas, mais jamais en dehors. Parce que dans le métro on dirait que c'est intime, on est entre nous et tout, je sais pas comment dire. On le ferait pas à l'extérieur parce qu'on a pas envie de s'afficher. Dans le wagon en fait y'a quasiment que nous, on s'en fout on est beaucoup et tout, alors que dehors c'est chaud, les gens ils vont nous prendre pour des guignols. Alors que dans le métro on est beaucoup, donc on voit pas vraiment qui clashe et tout. On dit fort « ouais vas-y regarde sa tête »,*

[88] Ces déplacements ne concernent qu'une partie des adolescents du quartier et ils n'occupent pas une place centrale dans leur mobilité.

> *après on regarde sa tête et tout le monde rigole, genre « c'est ton père », des trucs comme ça » (Lycéen, 17 ans).*

D'après le responsable de la ligne SNCF qui dessert le quartier des Prairies, les trains sont également parfois le lieu de pratiques à risque de ces adolescents. Nous n'avons été cependant témoin de telles pratiques qu'à une seule occasion, lors d'un aller-retour vers Paris en compagnie d'un éducateur spécialisé et de trois adolescents déscolarisés. Ces adolescents s'amusaient à ouvrir les portes du train en marche pour provoquer l'éducateur. Cette provocation présupposait néanmoins une certaine habitude, qui nous a ensuite été confirmée par un des trois jeunes. Ces conduites à risque, ainsi que les éventuelles situations conflictuelles avec les autres usagers, sont d'ailleurs une des explications de la préférence des associations de ZUS pour des déplacements en minibus plutôt qu'en transports en commun.

Enfin, les transports en commun sont également un espace de frottement avec des filles d'autres quartiers, ce qui en fait des lieux de séduction aussi recherchés que les centralités commerciales. Pendant les vacances scolaires, notamment lorsqu'ils ne trouvent rien à faire dans l'espace de résidence et qu'ils possèdent la carte Imagin'R, certains adolescents du quartier des Prairies peuvent ainsi passer l'après-midi à circuler du terminus de la ligne SNCF à un autre, dans l'espoir de récolter le numéro de téléphone de filles de leur âge. Cette demande du numéro permet à la fois de surmonter une certaine timidité mais offre également l'espoir d'engager une relation future malgré la brièveté de l'interaction de séduction (brièveté qui est liée en grande partie à cette timidité, les garçons courtisant les filles peu de temps avant de descendre du train). Voici ainsi une scène typique à laquelle nous avons assisté de nombreuses fois entre le quartier des Prairies et notre domicile, et que nous avons retranscrite dans notre carnet de terrain.

Au milieu d'un après-midi de Juillet, je décide de rentrer chez moi car il n'y a quasiment personne dans la maison de quartier. Je croise sur le quai des jeunes ayant l'habitude de fréquenter la structure. Dans le wagon, un groupe de quatre filles, qui ont, je pense, entre seize et dix-huit ans, est déjà assis à l'étage supérieur. Trois garçons du quartier des Prairies, commencent à circuler dans le wagon, passent une première fois devant les filles, descendent les marches afin de refaire le trajet en sens inverse, puis s'installent à quelques sièges de distance de celles-ci. Durant les dix minutes de trajet jusqu'à la gare de Conflans, ils rient un peu entre eux, ne cessent de regarder les filles, qui semblent avoir bien conscience de l'intérêt qu'elles suscitent. Aux abords de Conflans, un jeune se lance, s'assoit à côté des filles, « salut les filles, comment ça va, vous venez d'où ? », puis après qu'une d'entre elles lui réponde en souriant qu'elles étaient chez une amie de Mantes-la-Jolie, il lui demande son numéro, avant de descendre rapidement à la station pendant que ses deux camarades retiennent la porte pour lui permettre de sortir à temps.

Ces différentes qualités de l'espace des transports en commun conduisent à une appropriation ludique des lieux. Les adolescents investissent en nombre une partie de l'espace, ils parlent fort et écoutent de la musique, ils adoptent des conduites ostentatoires

qu'ils ne se permettent pas dans leur quartier par crainte des réactions des « *grands* », certains se mettent à danser… :

> « *J'aime bien le bus, c'est marrant. On y va à dix avec mes potes, on prend la moitié du bus, le chauffeur il pête un câble parce qu'on fait trop de bruit, on parle fort et tout, on met la musique, des fois on chante, des fois y'en a même qui dansent… C'est marrant, c'est la fête à chaque fois. C'est marrant, y'a même des fois des gens ils nous connaissent pas, ils viennent et ils dansent aussi* » (Collégien, 15 ans).

Dans les trains SNCF ou RER, les *adolescents du quartier* ne cessent de changer de place contrairement aux autres usagers. Ils avouent d'ailleurs une préférence pour les nouveaux trains à deux étages qui favorisent cette circulation interne. Celle-ci s'intensifie à l'arrivée des stations, où un des adolescents du groupe s'approche systématiquement des portes pour aller scruter le quai. Cette attention est certes dictée par les techniques de fraude décrites précédemment, mais elle témoigne également d'une volonté de prise de contrôle de la machine dans laquelle ils se trouvent. Elle leur permet de retenir la porte ouverte lorsqu'ils observent un retardataire, connu ou non, par exemple une femme portant une poussette ou un sac de course. De même, les fonctionnalités du train sont transformées en instrument de jeu (le porte-vélos devient un appareil à traction, la jonction entre deux wagons un espace où les jeunes s'amusent des vibrations, les escalators un appareil à monter en marche arrière…). Dans certains cas, les adolescents s'amusent à actionner le signal d'alarme. Cet acte peut répondre, comme nous l'avons vu au quatrième chapitre, à des motifs fonctionnels, comme la gestion des retardataires ou l'obtention de justificatifs de retard pour le lycée. Mais, il peut également constituer une démarche de provocation, vis-à-vis des autres usagers et des agents SNCF, engendrée par la mobilité en groupe et la dynamique des défis mutuels que se lancent les jeunes[89].

Dans les autres transports, les adolescents s'approprient les carrés situés à l'arrière des bus ou des métros. Ces emplacements sont ceux qui permettent de se regrouper et de bénéficier du meilleur contrôle visuel de l'espace des transports, notamment des entrées et des sorties (Rinaudo, 1999). Dans les bus, ces emplacements sont en outre situés à distance respectable du chauffeur. Ils sont fréquemment transformés en aire de jeu, l'intrusion d'autres usagers étant perçue comme une violation de territoire : les adolescents continuent leur chahut en faisant comme si le nouveau-venu n'était pas là (Rinaudo, ibid).

Cette transformation des transports en commun en un espace de jeux n'est pas propre qu'à ces adolescents. Elle est avant tout l'expression d'une période du cycle de vie pendant laquelle ils apprennent à se familiariser avec cet espace public particulier et avec les règles d'interactions qui les régissent. Il nous est ainsi arrivé bien souvent d'observer

[89] Pour le responsable des contrôleurs sur le tronçon SNCF desservant le quartier des Prairies et les médiateurs qui sillonnent les trains, ce tirage d'alarme constitue le principal motif de tension avec les adolescents, car il entraîne de nombreux retards et les amendes afférentes du STIF. A l'inverse, d'après eux, les problèmes de violence physique concernent beaucoup plus des jeunes adultes en voie de marginalisation de ces quartiers.

dans d'autres quartiers ce ballet d'adolescents circulant d'un wagon à un autre ou s'amusant à retenir les portes. Ce qui différencie les *adolescents du quartier* des autres jeunes est cependant, nous le verrons, les dynamiques situationnelles engendrées par les réactions des autres usagers.

Cette appropriation de l'espace des transports en commun concerne en priorité ceux qui sont situés à proximité du quartier. En effet, les adolescents y trouvent facilement des places assises, notamment lorsqu'ils montent au terminus de la ligne ou qu'ils s'y installent en soirée (ou dans le cas extrême de l'appropriation institutionnalisée de train à un horaire fixe). Ils s'y sentent plus à l'aise, car ils ont l'habitude de les emprunter et peuvent être facilement rejoints par d'autres jeunes du quartier en cas de tensions avec des usagers ou des professionnels de transports. Mais, ils y bénéficient parfois également de la bienveillance de ces agents, dont une partie est originaire de leur quartier ou d'autres ZUS du département :

> *« Des fois avec mes potes, on va jusqu'au terminus de la ligne le soir, parce qu'on est trop bien dans le bus, on fait tout le tour du 132. Quasiment tous mes potes ils ont la carte, le reste ils s'en foutent des contrôleurs, ils sont que deux à pas avoir la carte. On se pose dans le bus, on est bien, assis au chaud, on se met à l'arrière, le conducteur des fois il parle avec nous, un jour il rigolait avec nous. Même dans le bus il accélérait et après on commençait à crier, on fait « oh » et après il accélérait. On le fait souvent, vers vingt-deux, vingt-trois heures, quand on galère »* (Lycéen, 17 ans).

Cette appropriation ludique de l'espace des transports ne concerne pas uniquement les trajets réalisés à proximité du domicile, mais également des trajets plus lointains. Elle entraîne alors parfois des tensions avec des usagers plus âgés et d'une autre origine résidentielle et sociale. Il est possible d'analyser la dynamique de ces situations avec le paradigme de la mobilité comme épreuve, exposé dans le troisième chapitre. Lorsque la règle de l'inattention civile (grammaire publique), suivie par une majorité des usagers, entre en confrontation avec la règle de conduite suivie par les adolescents, celle de l'exploration et du jeu (grammaire naturelle), la cohabitation peut en effet devenir problématique. Cette épreuve, pour être résolue, nécessite un travail de justification des adolescents et des autres usagers sur les règles qu'ils suivent, puis un accord sur celles qu'ils jugent les plus appropriées dans la situation présente.

Les *adolescents du quartier* prennent ainsi fréquemment comme exemple l'écoute publique de musique, lorsqu'ils évoquent ces situations de tension avec les autres citadins dans les transports en commun. Ils reconnaissent le plus souvent le bien fondé de la règle consistant à ne pas faire trop de bruit pour ne pas gêner les usagers (grammaire publique). Cependant, dans certaines situations, des règles de la grammaire naturelle conduisent à l'écoute publique de musique, dont le but n'est pas forcément de provoquer les autres usagers. Cette écoute a pour objectif de faire écouter une chanson à un ami et elle contribue à transformer les transports en commun en un espace de jeu quand la promiscuité avec les autres usagers est faible. Elle est également une manière de tester les limites de

l'appropriation de l'espace des transports à mesure que le groupe d'adolescents s'éloigne de son quartier (lors de nos déplacements avec ces adolescents, ceux-ci baissaient systématiquement le volume de leur musique, sans l'éteindre totalement, à mesure que nous nous approchions du centre de l'agglomération[90]).

Les autres usagers relativisent alors parfois le trouble que provoque cette musique, en jugeant qu'il n'est pas assez gênant pour rechercher un accord avec les adolescents. Mais, ils notifient le plus souvent aux jeunes une faute grammaticale en se référant à la grammaire publique. Cette notification pousse les adolescents à modifier leur comportement :

> *« Des fois, on écoute de la musique sur les portables, « ouais faut que je te fasse écouter ce son », mais sans déranger personne. Si y'a trois, quatre personnes on met, si y'a du monde on met pas. Quand on nous demande de baisser, nous on est clean. Par exemple, quand une personne gentiment elle va dire « votre musique elle me dérange », on va éteindre normal, « ouais excusez-nous ». Si une personne elle est en train de lire, elle va faire « excusez-moi est-ce que vous pouvez couper votre musique, elle dérange tout ça », après on va couper normal. Après si elle est agressive « ouais, coupez votre musique ça m'énerve tout ça », ça va pas être pareil, là on va s'embrouiller »* (Lycéen, 17 ans).

Cette faute peut au contraire être notifiée en référence à d'autres grammaires, réaliste (avertissement sur le risque d'attirer l'attention des agents de la RATP) et surtout naturelle (je n'aime pas votre présence). La notification de la faute grammaticale est alors décrite sous le registre de l'agression par les adolescents :

> *« Mon cousin il me faisait écouter de la musique et là y'a une dame qu'est venue, qui lui a dit « ouais, espèce de racaille, vous écoutez de la musique de racaille», après il s'est énervé. Chacun est resté sur ses positions, moi j'ai calmé mon cousin. C'est juste en fait, la dame elle s'est levée, je sais pas pourquoi elle s'est levée comme ça sans raison »* (Collégien, 16 ans).

Ces adolescents seront plus enclins à percevoir la notification de cette faute comme une agression quand ils auront été auparavant confrontés à des épreuves non résolues avec d'autres citadins et qu'ils auront donc emmagasinés un « stock » d'échecs. Mais ils se sentent d'autant plus agressés, lorsque différents indices de l'atmosphère situationnelle (comme le ton et les expressions employés) leur font comprendre qu'on leur dénie la capacité d'accéder à la grammaire publique. Cette perception de la notification d'une faute grammaticale comme une agression est plus fréquente dans les transports en commun ne se situant pas à proximité immédiate du quartier de résidence. Deux explications peuvent rendre compte de cette évolution de la perception des remarques des

[90] De même, la circulation des adolescents à l'intérieur de l'espace des transports en commun diminue également, ce qui peut néanmoins être aussi le résultat d'une densité plus importante d'usagers dans le wagon et de la fatigue engendrée par le trajet.

autres usagers : d'une part, les adolescents sont plus sur la défensive, car ils sont moins familiers des lieux et ils appréhendent les réactions des autres usagers à leur présence ; d'autre part, ces derniers ont beaucoup moins recours à la relativisation et ils n'hésitent pas à manifester publiquement leur désaccord, car ils n'ont quasiment aucune chance de recroiser les adolescents ultérieurement. A l'inverse, lorsque l'épreuve survient dans les transports situés à proximité du quartier, les adolescents et les autres usagers ont plus tendance à tenter de la surmonter de manière non conflictuelle. Les premiers peuvent avoir peur que des voisins ou des amis des parents ne soient témoins de la scène et ne leur rapportent, les seconds vont craindre de basculer dans des épreuves de force répétées.

Un même déplacement donne alors parfois lieu à différentes épreuves, qui seront ou non surmontées selon la dynamique propre à chaque situation, comme le montre l'extrait de carnet de terrain suivant :

Dans le cadre d'une sortie organisée pour prendre des photographies, je me rends sur Paris en compagnie de trois adolescents déscolarisés et d'un animateur. Le wagon est peu rempli. Les jeunes commencent à parler fort et à écouter ponctuellement de la musique. Une dame d'une quarantaine d'années s'approche en leur demandant de parler moins fort et de baisser le volume de la musique. Elle précise qu'elle est professeure dans un collège de la Goutte d'or et qu'elle a l'habitude que les jeunes parlent fort. Puis, elle demande à un adolescent de venir la voir et lui glisse quelques mots à l'oreille. Les deux autres jeunes se moquent un peu de lui mais le reste du trajet se déroule bien. Arrivé à Paris, un jeune s'amuse à monter un escalator en sens inverse. Il est rappelé à l'ordre par un homme d'une cinquantaine d'années, qui lui crie « *que ce n'est pas normal d'être con comme ça* ». S'en suit immédiatement une montée en tension, le jeune fait mine d'intimider physiquement son interlocuteur et le taxe de racisme avant d'être calmé par l'animateur. Revenant quelques jours après sur la première scène, dont ils se rappellent bien plus que la seconde, les jeunes interprètent les paroles de la professeure comme un conseil légitime : « *donner un conseil, ce n'est pas agresser quelqu'un. Elle était pas méchante, elle avait l'air sympa, ça se voyait qu'elle avait pas peur* »

La mobilité en groupe des *adolescents du quartier* est rythmée par ces épreuves dans les transports en commun, qui débouchent ou non sur un accord avec les autres usagers. L'extrait précédent montre que l'emploi de l'humour et l'affirmation d'une communauté d'expérience, même partielle, avec ces adolescents contribuent à ce qu'ils perçoivent comme justifiée la demande de modification de comportement (ainsi que certaines caractéristiques de l'usager, comme être enceinte ou en train de lire un livre…). Ce sont d'ailleurs les principales techniques employées par les médiateurs qui circulent dans les trains desservant le quartier des Prairies lorsqu'ils demandent aux adolescents ou aux jeunes plus âgés de ces quartiers de modifier leur comportement. Elles sont également mobilisées par les médiateurs des transports de l'agglomération lyonnaise et stéphanoise (Begag et Rossini, 1999) ainsi que par les chauffeurs de bus traversant d'autres ZUS franciliennes (Scheller, 1996 ; Mohammed, 2007).

A l'inverse, ces épreuves, lorsqu'elles ne débouchent pas sur un accord, nourrissent le sentiment de stigmatisation et d'opposition avec les autres citadins. Celui-ci peut conduire les adolescents à la provocation, qui permet de stigmatiser l'autre à son tour et de renforcer leur visibilité dans l'espace des transports :

> *« Une fois on mettait de la musique fort, et y'a un vieux avec son journal il a commencé à s'énerver. Si le mec il parle gentiment on va baisser, mais nous les gens quand ils agressent ben ça nous donne envie de les agresser. Là le vieux il a commencé à crier, « allez barrez-vous », c'était un facho, nous on rigolait de plus en plus, on lui disait « t'es moche, t'es archi-moche », et on mettait la musique de plus en plus fort »* (Lycéen, 17 ans).

Mais ce sentiment favorise également, nous l'avons vu, le fait de percevoir comme une agression les remarques des autres citadins sur leur comportement (ce qui nourrit en retour le sentiment d'opposition entre « *eux* » et « *nous* »). Il peut conduire à la volonté d'éviter les épreuves, en se repliant sur le quartier ou en privilégiant des déplacements dans des lieux routiniers afin d'éviter le contact de citadins d'un autre milieu social (voir infra).

10. Un sentiment de stigmatisation et d'opposition avec les autres citadins

Le sentiment d'opposition que ces adolescents développent entre « *eux* » et « *nous* », entre les jeunes du quartier de résidence et les autres citadins, structure ainsi fortement leur mobilité. Ce sentiment d'opposition se nourrit tout d'abord d'une conscience aigüe de la ségrégation, c'est-à-dire de vivre dans un quartier différent des autres, en raison des effets négatifs de la concentration résidentielle sur une base ethnique et sociale. Mais il est renforcé chez les *adolescents du quartier* par leurs expériences scolaires chaotiques, marquées bien souvent par l'échec, propice au sentiment d'être victime d'un racisme institutionnel (Payet, 1992). C'est ainsi dans les établissements scolaires que se forge principalement la conscience d'une spécificité par rapport aux autres adolescents, notamment au collège puis au lycée (Mohammed, ibid). Malgré l'homogénéisation sociale croissante de ces établissements, ils sont pour de nombreux adolescents le premier lieu de contact avec des jeunes d'une autre origine sociale et/ou nationale-raciale. Dans le quartier des Prairies, les écoles maternelles et primaires sont ainsi beaucoup moins mixtes que les collèges, comme en témoigne le tollé qu'a provoqué, auprès de nombre de familles aisées du haut de la commune, l'initiative du maire de redessiner la carte scolaire des écoles pour favoriser le mélange social des enfants (Hajdenberg, 2008). A l'inverse, les deux collèges de la commune sont situés dans la ZUS, l'un étant plus côté que l'autre par les habitants du quartier, car il accueille également des élèves du haut de la ville[91].

[91] Ce collège envoie également plus d'élèves en filière générale à la fin de la troisième, ce qui peut conduire certains adolescents de la ZUS à demander une dérogation, notamment sous l'influence de grands frères ayant suivi des études en filière générale.

Côtoyer quotidiennement des camarades d'une autre origine sociale au collège n'induit cependant pas nécessairement de contacts en dehors du cadre scolaire. Un jeune collégien fréquentant la maison de quartier nous confie ainsi qu'il s'entend bien avec quelques adolescents de sa classe résidant dans le haut de la ville, mais qu'il ne s'est jamais rendu chez eux, car leurs parents « *vont flipper s'ils voient débarquer un grand reunoi d'un mètre quatre-vingt-dix qui vient de la cité, ils vont croire que je suis un voyou, c'est impossible que j'aille chez eux* ».

Les mauvais résultats scolaires des *adolescents du quartier* et leur orientation fréquente en classe de quatrième vers des sections d'insertion professionnelle contribuent à nourrir un sentiment d'opposition avec les élèves d'un autre milieu social. Ce sentiment est renforcé par une orientation au lycée vers des sections professionnelles, dans lesquelles les adolescents de ZUS sont largement surreprésentés. La scolarisation dans un lycée général et technologique permet au contraire de côtoyer quotidiennement des adolescents d'un autre milieu social. Mais, elle n'induit pas mécaniquement une fréquentation des autres élèves en dehors du cadre scolaire. Les adolescents du quartier des Prairies scolarisés en filière STG décrivent ainsi souvent une absence de contacts avec les lycéens des filières générales ne venant pas de leur quartier, voire le sentiment d'être tenus à l'écart. Les retours en train du lycée témoignent de cette séparation, les jeunes du quartier des Prairies restant systématiquement entre eux, à l'exception d'une minorité qui sont scolarisés en filière générale.

Enfin, dans certains cas, ce sentiment d'opposition est nourri par le vécu de discriminations par des membres plus âgés de la famille, en particulier sur le marché du travail. C'est notamment le cas, lorsque ces membres plus âgés développent un discours politique autour du racisme qu'ils subissent au quotidien. Ce discours peut conduire à un repli sur le quartier et à une dévalorisation du monde extérieur, lorsqu'il est confirmé par des épreuves de discrimination vécues personnellement par l'adolescent dans ses mobilités ou dans ses recherches de stage (voir infra) :

> *« Ma famille, elle m'a appris à faire attention au racisme depuis toujours. Parce que ma sœur elle est très intelligente et elle m'a appris les bases du racisme. Elle sait ce que c'est, même quand on partait à Paris, elle me disait « enlève ta capuche, on va savoir que tu viens du 9-3 ». Elle en a connu des profs qui rabaissent parce qu'on vient de la cité, ben elle m'a appris à lutter contre ça, elle nous a dit « ne parlez pas mal aux profs, mais quand même ne vous laissez pas marcher sur les pieds ». Parce que mes sœurs elles ont fait l'expérience du racisme, même si quand elles rentrent dans les magasins on les interpelle pas, mais elles savent ce que c'est : quand elles appellent pour un entretien d'embauche et qu'elles envoient une photo et qu'on leur dit « on vous rappellera », ma sœur elle est persuadée que c'est parce qu'elle est noire qu'on lui dit ça. Même elle était allée à un entretien d'embauche et à peine sortie, elle m'a raconté l'histoire, celle qui lui a fait passer l'entretien, elle rigolait « ouais, elle croit que je vais l'embaucher, que je vais la garder la noire ».*

> *Donc après, elle nous raconte et nous on sait (...) D'ailleurs, il m'est arrivé un truc comme ça, j'étais parti dans un centre commercial avec mon frère et ma sœur, elle est rentrée deux secondes avant nous, et le vigile il nous a stoppés net mon frère et moi. Donc je me rendais compte avant du racisme, mais là ça a confirmé on va dire. C'était y'a quatre ans, j'étais assez jeune quand même »* (Lycéen, 17 ans).

Ce sentiment d'opposition s'actualise lorsque ces adolescents se déplacent. Les citadins d'un autre milieu social et résidentiel leur feraient sentir qu'ils ne sont pas forcément les bienvenus et ils leur dénieraient la possibilité de recourir à la grammaire publique (voir supra, l'analyse de l'écoute de musique). Les *adolescents du quartier* se sentent porteurs dans ces interactions d'un triple stigmate, social, ethnique et d'âge. Ce stigmate est tout d'abord lié à la différence d'âge, car les adolescents disent percevoir plus fortement l'hostilité des autres citadins lorsqu'ils se déplacent en groupe. Il est également ethnique, car ils expliquent bien souvent le comportement des autres citadins par un racisme de « blancs ». Cependant, cette différenciation ethnique est avant tout le support d'un stigmate social, qui ne la recoupe pas totalement (Lapeyronnie, 2008). La visibilité raciale n'est qu'un critère parmi d'autres de la catégorisation de ces adolescents comme indésirables, elle n'est opérante qu'en lien avec un ensemble de propriétés sociales auxquelles sont associées des comportements et des pratiques particuliers, comme la tenue vestimentaire ou les codes de langage (Rinaudo, 1999).

> *« C'est plus des blancs qui disent qu'on n'a rien à faire là. Même si je rencontre des noirs à Paris forcément, les noirs ils ont l'air vraiment bien, ils marchent normalement, ils parlent bien, ils sont bien habillés, donc c'est pas des noirs de cité, y'a une grosse différence. Un « noir de Paris », un blanc il passe à côté il continue comme ça (*NDLA : il mime une trajectoire rectiligne*), alors qu'avec un « noir de cité », il passera comme ça (*NDLA: il mime l'évitement*), le blanc il le regardera comme ça, il le regardera mal. Même encore à cinq kilomètres, il se retournera encore pour dire « il fait quoi là lui ? », ça tu le sens clairement quand tu vas à Paris »* (Lycéen, 17 ans).

Différents indices leur font sentir cette hostilité des autres citadins : des regards désobligeants, un jugement agressif sur leur comportement (voir supra, l'analyse de l'écoute de musique), des changements de places dans les transports ou des stratégies d'évitement dans les rues, le refus de s'engager dans des interactions banales de la vie urbaine :

> *« Paris, c'est pas accueillant. Par exemple t'appelles quelqu'un pour lui demander l'heure, il s'arrête même pas. Ça m'est arrivé à Paris, je voulais arrêter quelqu'un, je lui ai dit « t'as pas l'heure ? », il m'a regardé puis il est parti, je crois qu'il a cru que je voulais lui piquer son portable »* (Lycéen, 16 ans).

Ils disent ressentir plus particulièrement cette hostilité lors d'interactions avec certaines catégories de citadins, avec les touristes, mais surtout avec les personnes âgées :

> *« Ça se voit au regard qu'ils nous aiment pas, des fois ils regardent bizarre, de haut en bas, c'est plutôt des vieux, je pense que c'est parce qu'ils ont pas l'habitude de nous voir. Ce regard tu le sens vraiment à Paris. Quand on va sur Paris, y'a beaucoup de racistes. Les vieux ils ont un sale regard. Tout seul ça passe un peu plus, on peut passer normal, mais quand on est beaucoup ils se disent « c'est les sauvages échappés d'une cage ». C'est comme s'ils avaient jamais vu des noirs et des arabes dans leur vie on dirait »* (Lycéen, 17 ans).

Ce triple stigmate est renforcé dans les interactions avec les veilleurs d'espace (gérants de lieux semi-publics, vigiles, contrôleurs, mais surtout les policiers), soupçonnés de vouloir entraver leur mobilité en adoptant des comportements spécifiques à leur égard[92]. Il s'agit par exemple d'un accès refusé à un club de bowling malgré une réservation, d'une surveillance accrue de leurs mouvements dans les centres commerciaux, de contrôles plus fréquents que pour les autres usagers dans les transports en commun. Dans tous ces cas, ils reprochent aux veilleurs d'espace d'agir par racisme et non en référence à un principe de bien commun compréhensible par tous (par exemple contrôler les tickets parce que les transports sont un service public financé en partie par les usagers ou vérifier les sacs à la sortie des magasins pour éviter les vols) :

> *« On est allé acheter PES 2006 à Virgin, à Paris sur les Champs avec mon frère et ma sœur. On a fini d'acheter, on est sortis du magasin, le vigile c'était un blanc, il nous dit « madame, je peux vérifier ? », il regarde normal, le ticket de caisse tout est en règle normal, on se dit qu'il fait son métier et tout, mais après y'a un autre mec il est passé et le vigile a pas vérifié. Et le mec c'était un blanc, comme quoi on est trois noirs et que ça pose problème »* (Lycéen, 17 ans).

Ils accusent notamment les policiers de mener à répétition des contrôles d'identité ciblés dans les lieux touristiques de la capitale afin de les empêcher de s'y rendre. Ils différencient ces contrôles « *gratuits* » de ceux qu'ils jugent justifiés, notamment lorsque les policiers interviennent au milieu d'une bagarre. Ils développent alors une cartographie différenciant les lieux de la capitale en fonction de la probabilité plus ou moins importante d'être confrontés à ces contrôles ou d'être interpellés au hasard pour des actes délictueux commis par d'autres jeunes qu'eux :

> *« Sur les Champs, y'a trop de contrôles de police, quand on est quinze, vingt ben direct on se fait contrôler. Direct, dès qu'on sort du métro en général, on*

[92] Nous rejoignons sur ce point le constat fait par d'autres auteurs : « Ce qui frappe, dans les descriptions qui sont faites aujourd'hui de l'expérience spatiale des jeunes dits des cités (en dehors de l'école) est non pas l'absence d'adultes dans leur univers ni l'existence d'un entre-soi particulièrement fort, mais que la présence adulte y est principalement incarnée par des figures d'ordre (policiers, vigiles…) » (Ménard et Zucker, 2007).

> *marche dix minutes et ça y'est on se fait contrôler. Alors qu'à Châtelet par exemple ils sont juste là pour les bagarres, parce qu'ils savent que ça va se battre. Ils sont pas vraiment là pour contrôler, ils sont juste là pour séparer en cas de bagarres. Ils contrôlent vite fait parce qu'ils croient que c'est nous qui avons fait quelque chose. Mais c'est pas des contrôles gratuits (...) Nous, on sait qu'il faut pas trop aller à Champs Elysées, Tour Eiffel, partout où y'a des touristes. C'est partout où il y a des grands trucs en fait, Arc de Triomphe, les trucs comme ça. Ils nous contrôlent comme pour dire « on est là, alors faites pas de conneries ». Après ils nous laissent, mais après s'ils nous revoient par exemple, ça peut être une heure ou deux après, ben ils nous recontrôlent, une autre patrouille, pour nous faire comprendre qu'il faut pas qu'on reste. Ils attendent qu'on réagisse, par exemple ils nous mettent une baffe et ils attendent qu'on riposte comme ça ils nous sautent tous dessus. C'est pour ça qu'il faut être intelligent (...) On peut pas filmer, parce qu'en fait ils nous font quoi, ils nous disent « contre le mur, contre le mur », ils nous mettent contre le mur et dès qu'on est contre le mur ils nous mettent des baffes de derrière. Ils disent « bande de cons, vous faîtes quoi ici ? ». Ca arrive souvent. Ils nous font « rentrez dans vos cités bande de cons, nanana ». C'est surtout les meufs les pires. Par exemple quand y'a quinze mecs et y'a une meuf, ben c'est mort, il faut pas lui parler à la meuf parce qu'elle se sent obligée de nous montrer qu'elle est là, elle tape et tout (...) On est vénères. On a envie de réagir, mais… On se dit « on va y retourner pour faire chier », mais… D'un côté on a envie de réagir, mais de l'autre on sait qu'il faut garder son calme si on veut pas finir au poste. Du coup on va rarement aux Champs Elysées ou on y va à moins. Quand vraiment, genre c'est le jour de l'An, ben on y va, là on y est allés cette année, c'était bien, y'avait beaucoup de monde, bon ils nous ont saoulés quand même, on marchait, ils sont arrivés à cent-cinquante ils nous ont entouré, les CRS ils commençaient à nous insulter, à nous mettre des baffes, ils nous embrouillaient et ils attendaient juste qu'on réagisse, et vu que nous on savait que si on réagit c'était foutu, ben on parlait pas, on restait comme ça tranquille. En fait ils provoquent pour pouvoir intervenir, parce que si on les tape pas, après ils peuvent rien faire »* (Lycéen, 17 ans).

Ce sentiment de stigmatisation conduit certains *adolescents du quartier* à éviter de se rendre en masse dans les quartiers touristiques de la capitale, si ce n'est lors de grandes festivités, par crainte notamment de passer la nuit en garde à vue. Lorsqu'ils se rendent à Paris, ils appréhendent également les interactions qu'ils vont avoir avec les veilleurs d'espace ou les autres citadins, persuadées qu'elles vont mal se terminer, ce dont témoigne leur attitude corporelle : les adolescents se tiennent serrés et ne cessent de jeter des regards de droite à gauche, comme s'ils étaient toujours susceptibles d'être agressés. Surtout, ce sentiment de stigmatisation les amène à développer une cartographie mentale qui représente l'espace extérieur au quartier comme un monde urbain clivé.

11. Une vision d'un monde urbain clivé

Cette cartographie mentale repose en grande partie sur la distinction entre deux types de lieux : ceux fréquentés par des jeunes de même origine sociale et nationale-raciale qu'eux, où leur présence est tolérée, et les lieux fréquentés par les autres citadins, particulièrement par les adolescents de Paris intra-muros. Ils envient le capital économique de ces adolescents, mais trouvent ridicule leur accoutrement vestimentaire et surtout les décrivent comme craintifs, exploitables et ne répondant pas aux provocations. Encore une fois, leur perception des adolescents parisiens repose en partie sur une différenciation ethnique et/ou religieuse, ceux-ci étant souvent nommés les « *petits blancs* », les « *gaulois* » ou les « *mangeurs de porc* ». Néanmoins, cette différenciation ethnique est avant tout le support d'une différenciation sociale, les « *parisiens* » étant le plus souvent décrits comme des « *bolos* ». Cette expression qui désignait au départ les personnes étrangères à la cité venues s'y fournir en drogue ou en vêtements et qu'il est possible d'abuser (Kokoreff, 2005), est utilisée désormais dans la bouche des adolescents pour décrire ceux qui sont faibles physiquement et n'oseront pas riposter en cas de provocations. Elle peut être employée à l'égard de jeunes d'une même origine nationale-raciale que les *adolescents du quartier* mais n'en partageant pas les codes. A l'inverse, l'unique *adolescent du quartier* d'origine européenne que nous avons interrogé était souvent surnommé par ses amis le « *gaulois* », mais jamais moqué en tant que « bolos » :

> *« A Paris, c'est des bolos. Ça se voit à sa tête, la manière de parler, façon de s'habiller, tout ça quoi. Les bolos c'est des gens ils ont peur de parler, par exemple y'en a un qui marche, tu le provoques « vas-y casse toi bolos », il répond pas. Ils vont se faire maltraiter, à chaque fois ils vont rien dire, ils ont aucun respect envers eux. Généralement c'est des français »* (Lycéen, 17 ans).

Les *adolescents du quartier* se déclarent alors peu attirés par Paris, si ce n'est pour la recherche ponctuelle d'animation. Ils critiquent le caractère froid et anonyme de la capitale qu'ils opposent à la solidarité et à l'ambiance de leur quartier. La géographie des lieux dans lesquels ils ne sentent pas à l'aise ne recoupe cependant pas totalement celle de Paris intra-muros. Certains nœuds de connexion des transports en commun de la capitale comme Châtelet et Gare du Nord servent selon eux de sas de passage entre leur monde et celui des parisiens. Ils n'identifient également pas « *Paname* » au quartier de La Porte de Clignancourt ou de la Foire du Trône. Ils aiment se rendre dans ces lieux qu'ils trouvent accueillants, car ils offrent des animations destinées spécifiquement à leur classe d'âge et ils sont fréquentés par des jeunes d'une même origine sociale qu'eux, en raison du type d'enseignes de vêtements, de restauration et de musique qui y sont présents. Ces lieux deviennent rapidement des espaces de tension et d'affrontements avec des jeunes d'autres ZUS, soit en raison d'une provocation spontanée d'un groupe, soit pour régler un conflit né localement. C'est notamment le cas à la Foire du Trône qui est fréquentée quasi exclusivement par des adolescents.

> *« C'est à Clignancourt que je vais le plus à Paris. La première fois j'étais choqué, je pensais pas que c'était ça, je m'attendais pas à voir des gens comme*

> *ça, ils sont comme nous, comme des mecs de cité. J'étais surpris, y'en a plein. Au début j'ai cru que c'était Paname, comme Châtelet, alors qu'en fait c'est comme les cités. C'est bien, avec les vendeurs on parle bien, normal. Y'a un bon délire là-bas, ça rigole, ça se clashe entre les vendeurs, en fait y'a que des jeunes de cité là-bas. Pour moi c'est pas vraiment Paname. Paris c'est plus Châtelet. Clignancourt c'est pas Paris pour moi, c'est pas les mêmes gens. Alors qu'à Châtelet les gens ils sont bien, y'a des gens classe, y'a de tout en fait, des skateurs et tout. Moi je préfère Clignancourt que Châtelet, parce que déjà quand tu veux acheter un truc les vendeurs ils sont bien, y'a un bon délire et tout. Et les prix. Tu peux négocier facilement (...) Quand on y va, on fait la grande allée, puis le marché à l'intérieur. Des fois on se pose, vers le Grec dans la grande allée, y'a des tables, on mange un grec vite fait, après on peut discuter avec les gens »* (Collégien, 16 ans).

En dehors de ces lieux, ils déclarent être attirés principalement à Paris par les Champs Elysées, même si au final ils s'y rendent assez peu, en raison notamment des contrôles policiers (voir supra). Ce lieu leur offre un dépaysement, lié en grande partie à l'étalage de luxe et à la présence de touristes fortunés, qui n'est pas forcément prisé par les autres adolescents de ZUS :

> *« Champs Elysées c'est beau, c'est bien, y'a des belles voitures, des bombes de voiture là-bas. J'aime bien le luxe là-bas, je préfère les Champs Elysées à Châtelet, c'est plus riche là-bas. Ils roulent en Ferrari et tout (...) On se fait des films, on se dit plus tard c'est sûr qu'on va pouvoir se payer des trucs comme ça. Y'a des magasins de fou comme Louis Vuitton. Quand je vois des montres à 34000 euros, je me dis que c'est sûr que je l'aurai. Y'a des prix de fou, je reste comme ça devant à regarder les prix»* (Collégien, 17 ans).

A l'inverse, ces adolescents n'aiment guère se rendre dans le forum des Halles et ses environs, qu'ils jugent fréquentés par des adolescents ayant un style trop éloigné du leur (les amateurs de tecktonick, les gothiques, les skateurs…). Ils savent également que la présence de nombreux policiers ne leur permettra pas de provoquer d'autres jeunes et ils sont moins à l'aise pour flirter avec les filles que dans les centres commerciaux situés à proximité de chez eux. Les rares fois où ils se rendent dans ce quartier, ils ne s'y attardent pas, ils restent dans des zones circonscrites et ils se contentent, avant de repartir, de regarder des spectacles de danse de rue ou de faire la cour sans conviction à quelques filles.

Enfin, ces adolescents fréquentent occasionnellement des quartiers plus touristiques de la capitale lorsqu'ils cherchent à développer une relation amoureuse à l'abri du regard des habitants de leur quartier ou de celui de leur petite amie. C'est le plus souvent celle-ci qui fait découvrir les lieux à l'adolescent, qui peut ensuite s'y rendre seul :

> *« Des fois je ramène ma petite amie au Sacré Cœur. La première fois je me suis dit « c'est beau, c'est magnifique ». La vue surtout. Là-bas on se balade, on*

> *regarde, on va au ciné, y'a un ciné là-bas à côté de Barbès, je connais pas le nom, même moi je savais pas c'était où, c'est elle qui m'a montré. Au Sacré Cœur, là-bas c'est autre chose, c'est pas une cité, c'est juste pour te reposer, des fois même si je m'embrouille avec mon père je pars là-bas, je respire un peu, je me balade. Je marche, je fais le tour, je me balade. Y'a des gens qui m'ont fait marrer, ils dansaient là-bas, une danse cheulou avec le violon et tout, je trouvais ça cheulou mais j'ai rigolé quand même »* (Collégien, 17 ans).

Comme nous l'avons vu précédemment, ces déplacements permettent d'échapper au contrôle des frères plus âgés de la petite amie. Il est plus facile de fuir ce contrôle dans les ZUS parisiennes, car dix minutes de marche suffisent à trouver des endroits qui ne sont pas fréquentés par les habitants du quartier. A l'inverse, dans les ZUS éloignés du centre de l'agglomération, ces mobilités amoureuses sont plus difficiles à mettre en œuvre, le jeune aperçu en train de se déplacer seul, notamment sur le quai de la gare, étant immédiatement soupçonné de rejoindre une fille.

12. Des pratiques de sociabilité sur Internet qui témoignent également du sentiment d'opposition avec les autres citadins

La fréquentation des espaces d'interactions sociales sur Internet des *adolescents du quartier* porte également la trace de cette vision d'un monde urbain clivé. Elle ne donne pas lieu à des interactions avec des d'adolescents d'une autre origine résidentielle et sociale, si ce n'est quelques commentaires laissés sur des blogs qu'ils jugent ridicules. Une partie des *adolescents du quartier* ne possèdent d'ailleurs pas de connexion à Internet à leur domicile. Si Internet permet à certains d'entre eux de garder des liens avec des adolescents d'autres ZUS, il est principalement utilisé comme un prolongement de la sociabilité locale :

> *« Sur MSN, j'invite tous les mecs de ma cité et après on chambre. C'est archi marrant, j'ouvre le débat, « vous êtes tous moches », et après ça part. On invite tout le monde sur la discussion et tout le monde voit ce que je mets. Par exemple je vais me faire Abdel, « Abdel t'es dégeu »… et après tout le monde va commenter » (Lycéen, 17 ans).*

De même, lorsqu'ils possèdent un blog ou un profil Facebook, ces jeunes s'identifient très fortement à leur quartier de résidence, ce qui peut entraîner une identification plus facile par les jeunes d'une autre ZUS avec laquelle ils sont en conflit (voir supra) :

> *« J'ai un Facebook, mais c'est un Facebook « cas sociaux », j'ai pas mis mon vrai nom de famille, j'ai juste mis un surnom, que mes initiales et le nom de ma cité. J'ai tous les mecs de ma cité comme amis, des grands, des petits »* (Lycéen, 17 ans).

Ils n'aiment guère flâner sur les blogs d'inconnus, si ce n'est parfois pour provoquer des jeunes d'autres ZUS. Ces provocations concernent cependant majoritairement les plus jeunes et les pratiques d'Internet en groupe dans les maisons de quartier. Symétriquement aux relations de séduction qu'ils peuvent avoir dans les centres commerciaux situés à proximité de leur domicile, ces adolescents laissent également parfois des commentaires sur les blogs de jeunes filles de même origine sociale qu'eux :

> *« Des fois ça m'arrive d'aller voir des blogs, mais c'est pour choper des meufs, un délire comme ça. Mais ça va pas plus loin, vous me verrez jamais sur un blog en train de m'afficher, de raconter ma vie. C'est juste pour les meufs. La meuf je vais la tchatcher, bim bim. Si la fille elle est bien, la photo elle est bien, ben bim on attaque, on perd pas de temps. Ça a marché plein de fois, je vais voir direct si elle aime les mecs comme moi »* (Lycéen, 16 ans).

13. Une projection de mobilité résidentielle future ambivalente

Si ces adolescents développent un fort sentiment d'appartenance à leur quartier, ils espèrent néanmoins pouvoir le quitter lorsqu'ils auront réussi leur insertion professionnelle. Ce départ témoignerait selon eux d'une ascension sociale et d'une réussite professionnelle. Ils ont en effet conscience de vivre dans un quartier stigmatisé, caractérisé en partie par les effets négatifs de la concentration résidentielle de populations avec des difficultés sociales. Un grand nombre d'entre eux exprime ainsi une lassitude vis-à-vis des conflits avec d'autres ZUS et de la nécessité d'y participer s'ils ne veulent pas perdre la face devant leurs amis. Ils ont surtout du mal à supporter la difficulté de construire des relations intimes avec des filles et le poids des rumeurs dans le quartier. Ils souhaitent également que leurs enfants connaissent un environnement plus calme et moins violent que celui dans lequel ils ont grandi.

> *« Le point négatif de mon quartier c'est les commères. Y'a trop de gens qui parlent pour rien. C'est vrai que je plains aussi les meufs parce que y'a trop de gens qui sortent des rumeurs dans la cité, mais moi je te parle plutôt des parents (...) Genre je suis posé au bout de la rue, je suis bien je me prends pas la tête et les gens ils commencent à parler pour rien. Mais c'est vrai j'avoue des fois on fout la merde parce que y'en a qui sont bourrés et tout. Y'a même des voisins qu'ont envoyé une lettre « votre fils tatata »... Et puis y'a trop de gens qui parlent pour rien, quand y'a des embrouilles les gens ils parlent, ils disent « lui c'est une grosse merde, il a rien fait » alors que c'est eux les merdes, mais bon maintenant je m'en fous, je les calcule plus »* (Lycéen, 17 ans).

Ils aimeraient ainsi bien aménager plus tard dans les quartiers pavillonnaires situés à proximité de leur cité, dans lesquels ils ne seraient pas dépaysés car des membres de leur famille y résident parfois. Une grande partie d'entre eux déclarent également être attirés

par un déménagement dans le Sud de la France, qu'ils associent au soleil et à la tranquillité :

> *« Si j'ai des sous pour quitter je pars, si je peux pas je reste. La cité c'est bien, mais ailleurs c'est mieux quand même. Je parle pas des gens, mais de la vie, comme ceux qu'habitent en cité généralement c'est ceux qu'ont pas trop de sous. La cité c'est bien mais faut pas vivre toute ta vie là-bas. Je kiffe ma cité mais plus tard il me faut un quartier propre, silencieux. Comme Jamel Debbouze dit « trop de quartier tue le quartier ». Déjà si j'ai des sous, j'aimerais bien habiter en pavillon. Je voudrais changer, parce qu'ici ça fait longtemps, depuis que je suis né j'habite ici. La Côte d'azur, là où il y a la mer, St Tropez, Cannes. Si je réussis déjà j'emmène ma mère, peut être elle aussi elle a envie de voir autre chose que la cité »* (Lycéen, 17 ans).

Un certain fatalisme est néanmoins perceptible dans leurs propos, car beaucoup d'entre eux ont conscience que leur parcours scolaire chaotique ne leur permettra pas nécessairement de mener à bien leurs rêves d'une insertion professionnelle stable et d'un déménagement dans des quartiers plus calmes :

> *« Je me projette pas trop dans l'avenir. Je sais même pas, parce que je suis réaliste, parce que y'en a qui disent qu'ils vont bouger mais après ils sont obligés de rester… Je sais même pas, je compte avoir mon bac et après on verra, je crois que je vais arrêter après le bac. De toute façon, j'ai jamais aimé l'école, j'ai pas eu le choix pour venir en filière pro. Je suis arrivé en seconde générale, je me suis fait virer parce que j'avais frappé mon CPE, j'ai fait toute l'année mais c'est à la fin que je me suis fais virer donc ça a pas trop compté, et bref…. J'ai toujours voulu vite quitter l'école, j'aime pas ça, j'aime pas cet univers. Moi, je voudrais pas rester dans ma cité, parce que c'est pas synonyme de prestige on va dire, c'est le ghetto ici, mais je suis réaliste (…) J'espère que je resterai pas en cité, parce qu'on y a vécu toute notre vie, ça serait triste de continuer dans ces quartiers. J'aimerais bien une résidence, un truc calme parce que la cité c'est pas reposant, tous les trafics qui y'a. C'est pas que je veux que y'ait plus de trafics, ces jeunes-là s'ils cassent leur pipe à vendre de la drogue, c'est qu'ils sont résignés à faire ça. Ils font pas ça par plaisir, donc je souhaite que ces jeunes-là leur avenir ils soient bien. Et j'espère aussi que je finirai pas comme ça »* (Lycéen, 17 ans).

14. Un sentiment d'opposition avec les autres citadins qui entraîne parfois un repli sur le quartier

Nous avons vu que la mobilité des *adolescents du quartier* était fortement structurée par le sentiment d'opposition et de stigmatisation qu'ils développent lors de leurs interactions avec des citadins d'un autre milieu social. Néanmoins, ce sentiment n'entraîne pas

toujours un repli sur le quartier, entendu comme « *une réduction de la circulation dans l'espace urbain et une transformation de l'immobilité sociale en immobilité urbaine* » (Lapeyronnie, 2008). Nous développerons l'hypothèse que ce repli survient lorsque le stigmate social, ethnique et d'âge dont ces adolescents se sentent porteurs devient trop difficile à supporter dans les interactions avec les autres citadins. En effet, les *adolescents du quartier* ne sont pas nécessairement écrasés par ce stigmate, ils peuvent y être indifférent ou au contraire le retourner. Ce rapport au stigmate est principalement influencé par le capital d'autochtonie des adolescents, en particulier par la capacité à être véhiculés par des jeunes plus âgés du quartier, ainsi que par leur confiance et leur estime de soi, notamment dans les interactions avec les filles.

Nous avons exposé précédemment le cas d'adolescents qui, s'ils ont conscience d'une opposition avec les autres citadins, sont indifférents à ce stigmate (voir infra, 5.). Si une grande partie de leurs déplacements se fait à proximité de chez eux, il ne s'agit pas d'un repli, car ils y trouvent des ressources leur permettant de réaliser les activités d'adolescents de leur âge. Ils s'entendent notamment bien avec les filles du quartier, qui peuvent leur présenter des amies. Ils sont également insérés dans les structures associatives locales, ce qui leur permet d'être véhiculés par ces structures en dehors de leur quartier. Ces sorties offrent non seulement l'avantage d'être peu onéreuses et économes en temps de trajet, mais elles sont surtout un gage qu'il n'y aura pas d'interactions conflictuelles avec les autres citadins : les déplacements en minibus permettent d'éviter l'épreuve de la co-présence dans les transports en commun ; la prise en charge financière de la sortie diminue les tentations de vol ; la présence d'animateurs qui sont des jeunes plus âgés du quartier est rassurante, car ils connaissent mieux les lieux et ils sauront gérer les éventuelles tensions avec d'autres citadins :

> *« Quand je vais sur La Tour Eiffel, c'est avec les camions du service jeunesse, j'y vais jamais tout seul. On fait des sorties l'été et ça coûte moins cher. On pourrait pas y aller sans eux. Déjà la voiture c'est mieux que les transports, parce que c'est pas toute la nuit les métros, en voiture c'est plus sûr, on sait qu'on va pas rentrer à pied. Et puis tout seul, je sais pas ce qu'on irait faire là-bas. Alors qu'avec les animateurs déjà on les connaît, c'est des grands de la cité. Ils ont des sous et ils nous payent des trucs là-bas sur place. Tout seul, on va aller là-bas, on va galérer ça sert à rien on a pas de sous, et en plus on va prendre du temps pour aller là-bas. Parce que par exemple à la Tour Eiffel, y'a les vendeurs de crêpes tout ça, et si on va là-bas on va voir les gens avec des crêpes et on va avoir envie d'en voler, ça c'est sûr. C'est mieux de pas y aller seul pour pas être tenté»* (Lycéen, 17 ans).

Cette indifférence au stigmate ne concerne qu'une partie des *adolescents du quartier*. D'autres adolescents peuvent également retourner le stigmate dans les interactions avec les autres citadins, soit en mettant en scène leur virilité, soit en affichant des symboles de réussite financière lorsqu'ils se déplacent avec des jeunes plus âgés.

La première manière de retourner le stigmate concerne essentiellement des adolescents âgés de quatorze à seize ans. Ces adolescents ont fortement conscience de l'image qu'ils dégagent et de la méfiance qu'ils suscitent chez les autres citadins. Ils peuvent toutefois en jouer dans une posture agressive et une mise en scène de soi et de sa virilité, qui n'est pas forcément possible dans leur quartier par peur des réactions des « *grands* ». Cette mise en scène de soi concerne surtout les interactions avec des filles, les adolescents jouant avec leur image de garçon viril et bagarreur tout en maîtrisant les codes oratoires leur permettant de ne pas les effrayer. Elle est donc plus difficile à mettre en œuvre pour les adolescents qui ne fréquentent pas des établissements scolaires dans lesquels de nombreuses filles d'autres quartiers sont présentes. Les jeunes déscolarisés ou ceux qui sont scolarisés dans certains lycées professionnels où les garçons sont surreprésentés ont ainsi eu moins l'occasion que les autres de développer ces talents oratoires. Plus largement, cette capacité à se mettre en scène dépend également fortement de l'apparence physique extérieure de l'adolescent ainsi que du soin qu'il apporte à sa tenue, ce qui suppose également des capacités financières :

> *« Ceux qui y arrivent pas avec les filles, c'est les mecs ils disent toujours « les meufs je m'en bas les couilles », c'est les beaux parleurs genre « moi je serre grave des meufs » alors qu'ils ont aucune meuf. Et dès qu'ils sont en face d'une meuf, surtout une meuf qui leur plaît beaucoup, ils sauront pas quoi dire, c'est ça le problème. Quand tu tombes sur une meuf, y'a le petit flash qui vient, ben ils sauront pas quoi dire. Moi quand je vais voir une meuf le premier mot que je vais dire faut que ça la fasse rire. Franchement j'ai jamais eu de problème, niveau tchatche et bogossité. Ceux qui y arrivent pas, c'est qu'ils ont pas confiance en eux, moi j'ai toujours eu confiance en moi. Les autres ils vont aller voir une meuf, avoir la rage, l'insulter… »* (Lycéen, 18 ans).

Une autre manière de mettre à distance le stigmate, voire de le retourner, consiste à afficher dans la mobilité des symboles de réussite financière et de se distinguer par là des autres adolescents du même âge. Elle dépend fortement de la capacité à être véhiculé par des jeunes plus âgés et d'accéder à des ressources économiques. Les adolescents qui retournent ainsi le stigmate sont généralement âgés de seize à dix-huit ans et résident dans des ZUS éloignées du centre de l'agglomération (sans doute parce que le taux de motorisation y est plus élevé que dans les autres ZUS).

Ces adolescents accèdent à des ressources économiques, soit grâce à un travail occasionnel ou saisonnier, soit par leur participation à des trafics plus ou moins légaux (vente de vêtements, de stupéfiants, de matériels électroniques…). Ils sont occasionnellement véhiculés, par des cousins habitant à proximité et qui viennent d'avoir leur permis, et surtout par des jeunes plus âgés du quartier. Cet accompagnement des « *grands* » est facilité par la présence de frères plus âgés ayant une bonne réputation locale, mais également par des services rendus dans le quartier (chercher une cannette ou un sandwich, transmettre un message, dépanner en tant qu'arbitre de touche lors de matchs de football….) ou à l'extérieur (aborder une fille pour eux). En échange de ces

services, ces adolescents ont également l'occasion de s'entraîner à la conduite bien avant d'avoir atteint la majorité, souvent sur des voitures volées.

Cet accompagnement en voiture par des jeunes plus âgés remplit plusieurs fonctions. Il permet tout d'abord aux adolescents d'éviter les tensions ou les affrontements physiques avec d'autres jeunes de ZUS qui se produisent lors des déplacements en groupe en transports en commun. Les provocations d'autres citadins sont également plus rares, car les adolescents ont peur de gâcher la sortie des « *grands* » et dès lors de ne plus se voir proposer de les accompagner en voiture. Ils ont également moins de chances de se faire contrôler ou interpeller par les forces de l'ordre, car se déplacer en voiture évite d'une part la confusion avec des adolescents qui auraient commis des actes délictueux dans les transports en commun, et d'autre part cela permet d'échapper plus facilement aux policiers en cas d'affrontements avec d'autres jeunes :

> *« A pied tu te fais plus contrôler qu'en voiture, parce qu'à pied on fait grave des conneries alors qu'en voiture non. Ça je leur dis tout le temps aux autres, moi je préfère y aller en voiture. Parce que sinon c'est quand on est à la cité, y'en a un qui fait « vas-y, on y va, on va foutre la merde là-bas », donc dans ta tête tu sais que si tu pars le pire qui peut t'arriver c'est une garde à vue. Mais moi j'essaie d'éviter la garde à vue, parce que c'est vraiment pas mon truc (…) En plus, si on a un problème, les transports (*NDLA : en commun*) c'est pas rapide. Si y'a une bagarre sur les Champs, un truc comme ça, pour rentrer chez nous, pour s'échapper, c'est pas en transports qu'on va pouvoir. Ça on y pense aussi, c'est pour ça qu'on y va en voiture »* (Lycéen, 17 ans).

Mais cet accompagnement en voiture permet surtout de fréquenter des lieux où il est possible de rencontrer des filles (cafés chicha, boîtes de nuit) et auxquels les autres adolescents du même âge du quartier n'ont pas accès ou à des horaires moins tardifs (les Champs Elysées). Cet accompagnement peut aussi concerner des destinations plus lointaines, notamment lors de virées en Belgique ou aux Pays-Bas pour les festivités de la nouvelle année. Se déplacer en voiture est alors une source de prestige pour ces adolescents, car elle est une ressource rare dans le quartier et elle permet d'afficher le signe d'une réussite financière auprès des autres citadins. Dans les ZUS parisiennes, cet usage de la voiture comme une marque de distinction est remplacé par celui du scooter, qui nécessite également des ressources financières ou une bonne entente avec les jeunes plus âgés du quartier pour se faire prêter une machine en échange de services rendus. Les déplacements en scooter se différencient néanmoins de ceux en voiture, car ils sont plus fréquemment effectués avec des adolescents du même âge, même s'ils permettent également des mobilités solitaires pour aller rendre visite à des filles d'autres quartiers.

> *« J'aime bien bouger avec les grands. Parce qu'avec les grands c'est gros « gamos » (NDLA : grosses voitures). Ils ont tout ce qui faut, tu te casses pas la tête, ils te disent « monte » et c'est tout ce que t'as à faire. Quand je vais manger avec eux, s'ils voient que je vais payer ils me tapent. Ils disent « tu touches à rien », c'est normal c'est des grands, c'est chacun son tour, eux ils*

> *payent à plus petit qu'eux et moi après je paierai à plus petit que moi. Il faut rendre ce qu'on m'a donné (...) En plus les grands, ils se font pas remarquer, y'a juste la voiture qui se fait remarquer des fois, parce que les grands ils ont des grosses, grosses voitures. Les gens ils font « elle est belle cette voiture » (Lycéen, 17 ans).*

A l'inverse, d'autres *adolescents du quartier* n'ont pas accès à ces différentes ressources locales qui permettent d'être indifférents au stigmate (mobilités avec les structures associatives, amitiés avec des filles du quartier) ou de le retourner (capacité de jouer de son image dans les interactions avec les filles, mobilités en voiture avec des jeunes plus âgés). Il s'agit généralement d'adolescents avec une faible confiance dans leurs capacités de séduction et une estime de soi entachée par leur trajectoire scolaire chaotique. Ils sont écrasés par le stigmate social, ethnique et d'âge dont ils se sentent porteurs. Celui-ci rend leurs déplacements en dehors du quartier pour une recherche d'animation trop éprouvants, au sens où les épreuves auxquels ils sont confrontés avec les autres citadins ne débouchent que trop rarement sur un accord. La multiplication de ces épreuves non résolues ancre alors la certitude qu'ils ne trouveront que des ennuis en dehors de leur quartier, notamment lorsque leurs amis du même âge ont été confrontés à des échecs similaires. Ils se replient alors sur leur quartier et n'en sortent qu'en compagnie d'un nombre de jeunes suffisamment important pour s'approprier l'espace des transports en commun et s'amuser sans s'exposer à la présence d'autres citadins.

II. Les filles de bonne famille

Cette manière typique d'habiter concerne des filles d'origine maghrébine, dont la construction identitaire est structurée par leur résidence en ZUS ou dans des quartiers situés à proximité. Cette appartenance résidentielle contribue fortement à leur définition de soi et les différencie, selon elles, des autres adolescents de leur âge. Elles sont certes moins visibles que les *adolescents du quartier* dans l'espace public de résidence, car elles doivent y négocier leur présence avec certains jeunes plus âgés et elles évitent les lieux appropriés par les garçons. Néanmoins, elles sont très attachées à leur commune de résidence, dans laquelle elles passent une grande partie de leur temps libre et où elles possèdent la majorité de leur réseau amical, qui est constitué exclusivement de filles. De nombreux membres de leur famille résident également dans leur commune, ce qui les conduit à être soucieuses de leur réputation. Leurs parents laissent à ces adolescentes une grande liberté de déplacements dans l'espace local, mais ils appréhendent au contraire les mobilités plus lointaines de leurs filles. Les *filles de bonne famille* se déplacent donc majoritairement dans des centralités commerciales situées à proximité de leur quartier, dans lesquelles elles apprécient de se retrouver entre amies. Elles se rendent beaucoup moins fréquemment à Paris, où elles ne recherchent ni l'anonymat urbain ni les possibilités de rencontres. Elles se déplacent occasionnellement pour réaliser des achats dans le Forum des Halles ou sur les Champs Elysées, un lieu qu'elles associent au luxe et à la réussite sociale. Elles développent une perception ambivalente de ces mobilités, mêlant une fascination pour le mode de vie des parisiens, mais également le sentiment de ne pas être à leur place. Contrairement aux *adolescents du quartier*, elles ne perçoivent pas lors de ces déplacements une hostilité des autres citadins à leur égard, mais elles ont l'impression de s'aventurer dans un monde étranger dont elles ne maîtrisent pas totalement les codes et où elles doivent se mettre en scène. Cela les conduit à ne pas s'approprier les lieux et à apprécier le retour dans leur quartier, qui sert de coulisse à ce travail de mise en scène de soi.

1. Des filles d'origine maghrébine avec un ancrage familial dans leur commune

L'idéaltype de cette manière d'habiter a été élaboré à partir de six entretiens. Ce type concerne quasi exclusivement des adolescentes d'origine maghrébine (n=5) et une fille dont le père, originaire d'Espagne, a passé son adolescence dans le quartier et dirige actuellement le club de football local. Ces filles sont issues des couches supérieures des catégories populaires (n=5) ou des catégories moyennes (n=1), le père étant fréquemment ouvrier qualifié (n=5), la mère travaillant dans le secteur des services à la personne (n=3) ou étant femme au foyer (n=3).

La répartition en âge de ces adolescentes est assez proche de celle de notre échantillon : deux d'entre elles sont âgées de quinze ans, trois de seize ans et une de dix-huit ans.

Elles résident dans des quartiers situés à plus de quarante-cinq minutes en transports en commun du centre de l'agglomération. Elles y ont emménagé dans leur enfance et habitaient auparavant dans des villes limitrophes. Elles résident actuellement en ZUS (n=3) ou dans des quartiers situés à proximité (n=3). Elles possèdent cependant toutes des liens familiaux dans la ZUS de leur commune, notamment des oncles et tantes présents depuis longtemps dans le quartier ou la belle-famille d'une sœur plus âgée. Elles appartiennent donc à une « famille-entourage locale » (Bonvalet, 2003), dont les membres entretiennent des liens étroits et habitent dans une même commune ou dans des communes limitrophes. Certains membres de leur famille sont également engagés dans le tissu associatif local.

Aucune de ces six filles ne vit dans une famille monoparentale. Elles ne sont que deux à avoir des frères plus âgés, dont un seul réside au domicile parental, ce qui nous le verrons a des conséquences sur le contrôle familial de leurs mobilités[93].

Ces adolescentes se caractérisent également par leur réussite scolaire : quatre sont scolarisées en seconde générale (dont trois s'apprêtent à passer brillamment en première économique et sociale), une autre figure dans la tête de classe de sa troisième et la dernière est en seconde BEP Vente. Lorsqu'elles étudient en filière générale, elles sont scolarisées dans un lycée de leur commune, où elles retrouvent nombre d'amies ou de cousines. Cette scolarisation dans un lycée général de la commune de résidence est une spécificité de la petite couronne francilienne[94] (et des grandes agglomérations comme Lyon). Elle n'est sans doute pas sans conséquence sur la trajectoire scolaire et sociale de ces adolescentes. En effet, le passage en seconde générale n'entraîne pas, dans ce cas là, une perte des points de repères, une séparation de ses amies et un abîme entre l'univers du quartier et celui de l'école, comme cela peut être le cas dans certains lycées bourgeois du centre-ville d'agglomérations de province (Beaud, 1996).

Enfin, ces adolescentes affirment leur identité culturelle de filles originaires du Maghreb et de confession musulmane. Elles sont quasiment toutes pratiquantes (n=5), une d'entre elles a étudié l'arabe littéraire dans une association pendant trois ans, une autre a également décidé, un an après l'entretien, de porter le voile (voir infra).

2. Une forte identité locale

Si leur culture d'origine et leur religion contribuent à leur construction identitaire, ces adolescentes se définissent également par une forte identité locale. En effet, leur réseau amical se situe quasi exclusivement dans leur commune de résidence, elles y passent une

[93] Kokoreff note également une influence de l'absence de frères plus âgés dans la trajectoire d'une jeune femme de ZUS qu'il a interrogé (2003, p. 232). Le contexte familial dans lequel a grandi Leïla possède d'ailleurs de nombreuses similitudes avec celui des filles de bonne famille.

[94] Il n'y a pas, par exemple, de lycée dans le quartier des Prairies, qui est situé en grande couronne. Les adolescents doivent donc prendre le train pour se rendre en cours (voir supra).

grande partie de leur temps libre et elles sont soucieuses de respecter les codes de comportement qui y sont en vigueur.

Leur réseau amical est tout d'abord composé majoritairement de filles du même âge de leur commune. Il existe parfois une indétermination entre ce réseau amical et les liens familiaux des *filles de bonne famille*. Elles sont très proches d'une ou deux filles, mais elles connaissent un grand nombre d'adolescentes, qu'elles ont rencontrées au collège et avec lesquelles elles peuvent occasionnellement se déplacer.

> *« Quand je sors, c'est avec des copines que je connais du collège, ou y'en a que je connais parce que ce sont des voisines, ou y'en a parce que c'est la famille. J'ai des cousines au lycée, et un cousin aussi. Pour moi tous c'est pareil, la plupart elles se connaissent, mes copines elles connaissent mes cousines, je fais pas de différences entre mes cousines et mes copines »* (Lycéenne, 16 ans).

Elles ont également des liens avec des filles résidant dans des ZUS situées à proximité de leur commune de résidence, souvent des cousines ou des amies qu'elles ont rencontrées dans leur établissement scolaire ou dans des associations. A l'inverse, elles ne développent pas de relations d'amitié avec les garçons de leur quartier. Elles se contentent de salutations cordiales dans l'espace public de résidence, même si elles s'entendent bien avec certains de leurs camarades de classe :

> *« Mon quartier il est familial, parce que chez nous, on connaît tout le monde, vraiment tout le monde. Je me sens bien dans mon quartier parce que j'ai des bons contacts, mais après bon je fais attention, pas trop de confiance quand même… Je connais des garçons, j'ai des connaissances comme y'a beaucoup de jeunes dans mon quartier, je m'entends bien avec eux mais c'est tout, ça va pas plus loin. J'essaie que ce soient des connaissances, mais pas vraiment des amis. Je les connais, mais sans plus, je parle avec eux de temps en temps, mais c'est tout, je peux pas vraiment dire que ce sont des amis. Je dis « bonjour, ça va ? », je parle vite fait avec eux, des fois sur MSN, mais c'est tout»* (Lycéenne, 16 ans).

Ces adolescentes passent la majorité de leur temps libre dans leur commune de résidence. Elles occupent cependant une place particulière dans l'espace public, car elles évitent d'y stationner trop longtemps, si ce n'est dans des endroits qui ne sont fréquentés que par des filles de leur âge. A l'inverse, elles ne fréquentent pas les lieux qui sont appropriés par les garçons, notamment en soirée. Une fois la nuit tombée, lorsqu'elles ne sont pas chez elles, elles restent dans les escaliers ou le porche de leur bâtiment, à portée de vue de leurs parents.

> *« Je me vois pas rester avec une foule de garçons autour de nous. Bon, y'a quand même des lieux où on peut aller, on s'éloigne un petit peu, on n'est pas obligé d'être à côté des garçons. On aime bien aller vers le stade parce que là-bas on est à l'aise, y'a personne et on peut parler comme on veut, on peut faire ce qu'on veut, on est à l'aise (...) Après vers vingt heures, il est hors de*

> *question d'aller dans ma cité, c'est hors de question. C'est pas que c'est dangereux, mais voilà ça ferait un peu mauvaise réputation. On va dire que les gens là-bas ils sont pas comme… Ils sont normaux, ils sont gentils, y'a pas de problèmes par rapport à ça, c'est juste que voilà, leur attitude tout ça… J'ai toujours appris qu'il fallait éviter, mais je passe normal, y'a pas de problèmes par rapport à ça, c'est pas ça le problème mais c'est juste que je fais attention. Après, des fois je traîne dans mon quartier jusqu'à vingt-deux heures, vingt-deux heures trente, c'est un peu la limite dans le quartier, mais je suis juste en bas de chez moi, donc ma mère elle sait très bien que je suis en bas de chez moi, quand elle m'appelle j'y vais »* (Lycéenne, 17 ans).

L'ancrage familial qu'elles ont dans le quartier joue alors un rôle ambigu sur leur présence dans l'espace public de résidence. Cet ancrage favorise en effet une liberté de circulation, car les adolescentes savent qu'elles ne seront pas sollicitées ou embêtées par les garçons. Mais, il les expose également à une surveillance de leurs mobilités dans l'espace local. Leurs cousins plus âgés jouent quelque part le rôle de grand frère, en les sommant de ne pas stationner dans l'espace public. Néanmoins, les *filles de bonne famille* ne tiennent pas compte, si ce n'est en apparence, de ces remarques, dans la mesure où la tutelle de ces cousins n'a pas été reconnue par leurs parents. Elles considèrent ces derniers comme l'unique source d'autorité qu'elles doivent respecter :

> *« Les garçons de la cité ils me connaissent pas trop, parce que je suis discrète, ils me connaissent juste de vue. On délire ensemble avec mes copines, on rigole, on est pas excentriques on va dire, on se fait discrètes, on se montre pas devant tout le monde. C'est des barres de rire, mais avec modération. J'ai pas mal de cousins et cousines de mon âge là-bas, une dizaine environ, donc je me fais respecter, parce que j'ai un cousin il veut pas que je fasse n'importe quoi, donc… Lui il habite à la cité, donc il me guette pour être sûr. Quand je vais là-bas il me dit « rentre chez toi ». Mais je rentre pas, parce que je lui dis « t'es pas mon père ». Mais vu que les garçons ils savent que je suis sa cousine, ben ils me respectent (…) S'ils m'emmerdaient, je le dirais pas à mon cousin, je me débrouillerais toute seule, mais s'il est au courant vaut mieux pas pour eux. Mais je traîne pas avec les garçons, mes cousins, je les vois je leur dis bonjour mais c'est tout, parce que vu que j'ai pas de frères c'est comme si j'étais leur petite sœur. Ils jouent un peu les grands frères, donc je les regarde de haut, mais… Quand il me dit « rentre chez toi, t'as rien à faire ici, t'habites pas ici, va t'en, casse-toi » je dis « ouais, ouais, dans cinq minutes, j'ai un truc à faire et après j'y vais », je m'en fous, je l'écoute pas»* (Lycéenne, 16 ans).

De même, l'unique *fille de bonne famille* habitant avec un frère plus âgé ne tient pas compte des remontrances de celui-ci afin de limiter ses sorties dans le quartier, car ses parents ne lui ont pas délégué d'autorité :

> *« Mon frère, il est bizarre, il veut faire comme s'il était mon père. Heureusement mon père il le remet en place, il lui dit que c'est pas mon père,*

> *que c'est pas à lui de faire les règles. De toute façon mon frère il parle et je fais « ouais, ouais » mais en fait je m'en fous, je l'écoute pas. Mes parents ils sont justes. Ils savent ce que je dois faire et ce que je dois pas faire, et moi aussi je sais »* (Lycéenne, 16 ans).

Ces remarques de frères ou de cousins plus âgés les conduisent néanmoins à ne pas stationner trop longtemps dans des endroits où leur présence est visible aux yeux des garçons. Elles restent au contraire le plus souvent en mouvement. Une des manières de profiter de la sociabilité locale tout en ne stationnant pas trop longtemps dans l'espace public consiste ainsi à s'approprier en partie les bus qui circulent dans la commune. Ces transports en commun constituent un lieu de discussions à l'abri du regard des garçons, tout en leur offrant la possibilité de rencontrer des connaissances du quartier :

> *« Des fois, on fait des tours de bus quand il fait froid, que c'est l'hiver. On prend le 619 et on fait des tours de bus, on se met tout au fond, là où il y a les sièges à six, et puis voilà c'est parti jusqu'à ce que le chauffeur il nous vire du bus. Il nous fait « vas-y descendez », mais on l'énerve, des fois quand il termine, ben on reprend le bus. C'est pour être au chaud, et puis quand on traverse la ville on regarde, « ah ouais là y'a ça », quand on voit des gens qu'on a envie de voir, ben on descend. On fait tout le tour de la ville, on descend pour aller dire bonjour aux gens, après on reprend le prochain, mais on galère pas, on rigole bien, on s'amuse, c'est pas des moments de galère»* (Lycéenne, 16 ans).

Si elles évitent de stationner trop longtemps dans l'espace public de résidence, c'est néanmoins avant tout parce que ces adolescentes sont soucieuses de la réputation qu'elles ont dans leur quartier. Cette réputation engage, selon elles, également celle de leurs parents. Elles adaptent ainsi leur comportement à certains codes d'occupation de l'espace public de leur quartier. Elles jugent par exemple qu'une présence trop tardive dehors ou que des vêtements et un comportement trop exubérants ne sont pas respectables. Elles développent dans leur discours une opposition entre leur comportement et celui de certaines filles du quartier, accusées de ne pas être assez soucieuses de leur réputation (Clair, 2008 ; Lapeyronnie, 2008) :

> *« Les garçons du quartier après comment ils se comportent, en fait ça dépend des filles. Si par exemple y'a des filles qui font pas attention aux trucs, qui même si on l'appelle, elle répond pas, franchement elle risque rien du tout. Mais après si c'est une fille qui voilà quoi, qu'est un petit peu…. C'est tout à fait normal. Si t'es un petit peu allumeuse on va dire, sans faire trop, mais je sais pas un petit peu, ben c'est normal que les garçons… Si c'est une fille sérieuse et tout, elle va faire ses affaires et après elle s'en fout des autres, franchement normal y'aura pas de problème. Elle risque rien. Moi c'est ce que je fais, personnellement moi j'ai jamais été agressée »* (Lycéenne, 17 ans).

Une des adolescentes que nous avons interrogée, Sadia, a décidé de porter le voile un an après l'entretien, ce qui a d'ailleurs posé un certain nombre de problèmes à ses enseignants lors de sorties périscolaires (à l'occasion de la réalisation d'un blog décrivant leur vie quotidienne, basée sur le principe du volontariat). Il nous est difficile de proposer une interprétation de cette décision, car nous n'avons pas réalisé de nouvel entretien avec Sadia. Nous nous basons donc uniquement sur les discussions qu'elle a eues à ce sujet avec sa professeure de français, mais cette décision nous semble s'inscrire dans le souci de la réputation des *filles de bonne famille*.
Il a été montré que le voile peut recouvrir une diversité de signification pour les jeunes filles qui ont décidé de le porter (Gaspard et Khosrokhavar, 1995). Ici, cette décision n'est pas une stratégie pour obtenir des parents l'autorisation de sortir tout en respectant la réputation de la famille, comme cela a pu être le cas pour d'autres adolescentes (Gaspard et Khosrokhavar, ibid). En effet, si ses parents peuvent être inquiets lorsqu'elle se déplace vers des destinations lointaines comme Paris, Sadia a l'autorisation de s'y rendre avec des amies (voir infra). De même, elle ne porte pas le voile uniquement lorsqu'elle se déplace en transports en commun, mais également dans son quartier. Cette décision n'est pas non plus une stratégie lui permettant d'échapper aux sollicitations des garçons dans l'espace public de résidence (Clair, 2009), car la réputation de ses cousins plus âgés n'encourageait pas ces sollicitations. Le port du voile est plus fondamentalement pour Sadia un signe de moralité et de bonne conduite, il participe de sa bonne réputation dans le quartier et du respect de ses parents, qui « *sont fiers d'elle, alors que ça n'a pas toujours été le cas* ».

Malgré la difficulté à stationner dans l'espace public de résidence et le souci d'en respecter les codes, les *filles de bonne famille* apprécient l'ambiance qui y règne. Elles décrivent cette ambiance comme familiale et solidaire en raison de l'interconnaissance entre les habitants du quartier. Elles l'opposent au caractère froid et anonyme de Paris, ainsi que, pour celles qui y résident, au calme qui caractérise les zones pavillonnaires situées à proximité. Elles se revendiquent comme des filles du quartier (ou de la commune pour celles qui résident à proximité de la ZUS), auquel elles sont fortement attachées.

> *« Dans ma cité, les gens ils sont tous….y'a pas que la gentillesse mais y'a cet esprit, comme une famille, alors qu'à Paris ils sont plus dispersés les uns des autres, c'est chacun fait sa route. Ça j'aime pas trop, je préfère des relations un peu amicales, qui vont vers la famille, plus chaleureux. Ici tout le monde se connaît alors que Paris c'est chacun pour soi, personne se calcule »* (Lycéenne, 17 ans).

3. Les dispositions de leurs parents à l'égard de la mobilité

Les parents des *filles de bonne famille* leur laissent une grande liberté de déplacements dans leur commune, car ils y résident depuis un certain temps et ils connaissent un grand nombre d'habitants. L'important pour eux est que leurs filles soient rentrées avant la tombée de la nuit ou qu'elles puissent alors être visibles depuis le domicile. A l'inverse, ils sont beaucoup plus craintifs vis-à-vis des déplacements plus lointains, notamment vers Paris, et ils préfèrent que leurs filles restent à proximité de leur commune de résidence. Ils appréhendent notamment les agressions susceptibles de se produire dans le métro ou les trains, alors qu'ils ont beaucoup plus confiance dans les trajets en bus. Cette crainte concerne surtout les mères de ces adolescentes, car elles sont moins familiarisées que leurs maris à ces déplacements lointains :

> *« Ma mère elle a peur pour tous les transports, elle aime pas me savoir dans le métro, le RER… Les bus elle a un peu moins peur. Je sais qu'elle a peur, parce qu'elle aime bien quand même savoir où je suis, et puis je la connais, c'est logique je sais comment elle est, qu'elle aime pas trop quand je suis dans les transports. Elle a peur des fous, et comme je suis une fille, c'est bête à dire, soi-disant il peut plus m'arriver de choses, donc elle aime pas trop »* (Collégienne, 15 ans).

Une autre explication, plus pragmatique, de cette préférence des parents pour les déplacements à proximité du domicile, est la place qu'occupent ces adolescentes dans le fonctionnement de la cellule familiale. Elles sont souvent l'aînée de la famille et elles doivent s'occuper de leurs frères et sœurs moins âgés :

> *« Le plus important pour mes parents c'est qu'ils sachent où je vais. Ils préfèrent que je leur dise la vérité. S'ils pouvaient, je resterais que dans ma chambre* (rires)*, ils préfèrent quand je reste dans le quartier. En plus des fois y'a des urgences et il faut que je rentre tout de suite, donc quand je suis sur Paris ou Parinor* (NDLA : centre commercial à Aulnay-sous-Bois) *je mets beaucoup plus de temps, il faut que le bus il vienne. Par exemple, une fois ma grand-mère elle est tombée, d'un seul coup elle est allée à l'hôpital, et puis y'avaient mes trois petites sœurs et il fallait que quelqu'un les garde. Et puis moi j'étais pas à la maison, donc mon père il était pas content »* (Lycéenne, 16 ans).

Leurs déplacements en dehors du quartier sont en conséquence beaucoup plus encadrés par leurs parents que les mobilités locales. Ils veulent savoir avec quelles amies leurs filles se déplacent, ils fixent des horaires plus stricts que dans l'espace local et ils peuvent leur téléphoner durant le déplacement afin de s'assurer que celui-ci se déroule normalement :

> *« Encore maintenant, mes parents ils posent trop de questions. Ils s'inquiètent, c'est normal, même si je suis la plus grande, je suis quand même leur petite fille. Ils me posent des questions, « tu vas avec qui ? », « rentre pas trop*

> *tard »… Mon père il m'harcèle aussi au téléphone, quand je sors une après-midi à Paris, il peut m'appeler trois fois. Je réponds, parce que si je réponds pas il va appeler Interpol. Mais bon j'ai des copines qui sortent carrément pas, donc bon ça va… Ils me demandent à chaque fois avec qui j'y vais, mais généralement ils connaissent les personnes, mes copines habituelles, mais si je sors de nouveaux noms ils vont me demander c'est qui, obligé, parce qu'ils auront jamais entendu ce nom (…) Pour eux, c'est forcément des filles, ils voudraient pas que je sorte avec des copains. Pour eux, c'est évident que je sors avec des filles, je suis trop jeune et tout. Bon des fois y'a des copains avec nous, mais bon voilà c'est plus rare. Mais mes parents ils sont pas au courant, il vaut mieux pas » (Lycéenne, 16 ans).*

Contrairement aux *encadrés à faible mobilité* présentés au chapitre 9, les inquiétudes des parents ne conduisent cependant pas à une interdiction de se déplacer en métro et en RER. De plus, l'intrication entre le réseau amical et familial permet de desserrer en grande partie ce contrôle des mobilités lointaines. En effet, ces adolescentes se déplacent fréquemment avec leurs cousines plus âgées, qui les ont initiées à l'usage des transports en commun. La présence de ces cousines rassure les parents qui sont plus enclins à laisser leurs filles se déplacer vers des destinations éloignées :

> *« Mes cousines, elles m'ont vachement appris par rapport aux transports et tout, comment me déplacer. Des fois elles venaient dans mon quartier et après on sortait pour aller sur Paris ou dans d'autres villes, elles me montraient le trajet même si je retiens pas toujours. En général elles viennent pour voir la famille, parce que y'a beaucoup de famille ici, et en même temps on sort. On s'entend bien malgré la différence d'âge, c'est comme des amies (…) Paris c'est plus avec mes cousines que j'y vais, j'ai plus le droit parce qu'elles sont grandes, elles ont dix-huit, dix-neuf ans. Avec mes copines, j'y suis allé que deux ou trois fois alors qu'avec mes cousines, j'y suis allé plusieurs fois »* (Lycéenne, 16 ans).

4. De fréquents déplacements entre amies dans les centralités commerciales du département

Lorsqu'elles se déplacent en dehors de leur quartier, les *filles de bonne famille* se rendent majoritairement dans des centralités commerciales situées à moins d'une demi-heure en bus de chez elles, notamment des centres commerciaux et des marchés ouverts. Elles ont appris fréquemment à s'y déplacer avec des cousines plus âgées, mais elles s'y rendent désormais avec des amies de leur âge, le mercredi ou le samedi après-midi. Ces déplacements n'ont pas d'objectifs précis et ils ne sont pas planifiés à l'avance, car les temps de trajet sont relativement courts. Lorsque ces adolescentes ont commencé à se déplacer dans ces lieux, elles avaient recours à des tickets, quand leurs parents étaient au courant du déplacement, ou dans le cas contraire à la fraude. Depuis leur entrée au lycée,

cinq d'entre elles possèdent la carte Imagin'R, qui leur permet désormais de se rendre dans ces lieux dès qu'elles ne trouvent aucune source d'occupation dans leur quartier.

> *« Des fois, on va à Parinor même sans avoir rien à faire. Des fois c'est prévu un peu en avance, ou des fois c'est sur le moment, on galère chez nous, on a rien à faire et on sort. Quand je galère, j'envoie un message à mes copines et si elles répondent voilà… On y va en bus, c'est direct. On y va le mercredi après-midi et le samedi. On y va vers deux heures et on rentre vers les six heures. Ça met environ trente minutes pour y aller en bus, comme il passe par des petits chemins, même s'il est direct. Donc on reste deux heures sur place. On y va régulièrement, une fois tous les dix jours à peu près »* (Lycéenne, 16 ans).

Contrairement aux *adolescents du quartier*, elles ne se déplacent pas dans ces lieux pour rencontrer et flirter avec d'autres adolescents, mais pour s'y retrouver entre amies et profiter de magasins qu'elles n'ont pas dans leur quartier :

> *« Là-bas on se promène, on va au Mac do, on fait des photos, des trucs de fille. On fait les magasins, on va dans les cabines, on essaye des vêtements comme y'a un grand miroir, on prend des photos et après on les met dans les blogs (…) On va pas là-bas pour galérer, je vois pas trop l'intérêt de voir des têtes nouvelles là-bas. Aller là-bas pour se poser et faire la même chose qu'on aurait fait dans notre quartier, autant rester chez nous, là où on connaît des gens, où on voit du monde et tout »* (Lycéenne, 16 ans).

Elles sont d'ailleurs très critiques vis-à-vis des tentatives de séduction dont elles font l'objet dans ces lieux, et plus largement vis-à-vis de celles d'un certain nombre de garçons de ZUS (voir infra). La thématique des relations amoureuses a été peu abordée dans les entretiens menés avec ces adolescentes. Une d'entre elles entretient néanmoins une relation amoureuse avec un jeune qu'elle a rencontré dans son lycée, et qu'elle retrouve dans des grands parcs parisiens le samedi après-midi.

> *« A Rosny, je reste avec mes copines. On s'est déjà fait aborder plein de fois, mais c'est par des gros reulous, avec leur drague à deux balles. Je supporte pas ça, c'est leur manière d'aborder, y'a des manières plus simples que leur vieux truc tout pourri. Par exemple, des mecs ils étaient dans une voiture, ils attendaient au Mac Drive et on passe et ils me disent « excusez-moi, vous connaissez pas le chemin pour sortir avec vous ? ». On leur a dit « non, au revoir », je sais pas y'a d'autres moyens, on sort pas ça, ça fait le gars trop reulou »* (Collégienne, 15 ans).

5. Des pratiques d'Internet en adéquation avec ces mobilités locales

L'usage d'Internet des *filles de bonne famille* témoigne lui aussi du privilège accordé aux relations entre amies du quartier et de ce rejet des relations de séduction avec des

adolescents inconnus. Elles se servent avant tout des espaces d'interactions sociales sur Internet comme un support de la sociabilité locale et non comme un moyen d'élargir le réseau de sociabilité. Ces espaces permettent de se coordonner avec les proches pour les sorties, même si le téléphone mobile occupe une place plus importante dans l'organisation de leurs déplacements. Ils permettent surtout de prolonger la sociabilité de ces adolescentes avec leurs amies. Les messageries instantanées sont utilisées sur le registre de la conversation continue avec les proches, à l'instar du téléphone portable. De même, les blogs permettent de garder la trace des activités communes, en mettant par exemple en ligne les photographies prises durant la mobilité. Ces adolescentes ne communiquent l'adresse de leur blog qu'à leurs amies, et elles n'utilisent pas un pseudo, mais un surnom donné par les proches. Elles ne répondent en général aux commentaires que lorsque ceux-ci sont laissés par des personnes qu'elles connaissent. L'extension vers un public élargi passe toujours par une interconnaissance préalable dans le monde réel, notamment la mise en contact par un ami proche ou un membre de la famille. Elles ne flânent que rarement sur les blogs ou les profils Facebook d'adolescents qu'elles ne connaissent pas, si ce n'est ceux qui sont signalés comme amis de leurs proches. Elles ne cherchent guère à rentrer en contact avec eux et elles se contentent de commenter des textes ou des photographies qu'elles apprécient :

> *« Sur Internet, je reste pas beaucoup, j'y vais pas tous les jours. Je préfère les vraies relations, les relations virtuelles je fais pas confiance. J'ai un facebook depuis six mois, je mets les photos qu'on prend sur Paris dessus. Mais c'est que des gens que je connais, j'aime pas les rencontres sur Internet, j'aime pas, je fais pas confiance. J'avais un blog, mais je l'ai supprimé. Facebook ce qui est bien, c'est qu'on a accès aux profils et donc c'est que des connaissances, des amis. Et MSN aussi, c'est que des gens que je connais, j'ai bloqué tous les contacts que je connaissais pas (...) Si je lâche des coms* (NDLA : commentaires) *sur les blogs, c'est juste avec mes amis. Mais c'est vrai que j'ai déjà rencontré une personne comme ça, mais après je l'ai vue cette personne, ça s'est passé qu'une fois. C'était une personne qu'était à côté de chez moi, que je connaissais en fait, ma famille connaissait sa famille aussi. Il venait de Villepinte en fait, je suis tombée sur lui sur un blog, avant j'avais un profil et c'était un ami d'un blog, c'était un hasard, il m'a parlé et tout, j'ai parlé un peu avec lui sur MSN. MSN c'est rien du tout si la personne vous énerve vous pouvez bloquer son contact, c'est pas comme un numéro de téléphone. Et en fait, ce garçon il connaissait ma cousine, ma famille et voilà après je l'ai vu mais c'est juste une connaissance »* (Lycéenne, 16 ans).

Leur utilisation d'Internet est d'ailleurs influencée par le souci qu'elles ont de leur réputation, car elles craignent que des habitants de leur commune ou des membres de leur famille puissent y trouver des éléments compromettants :

> *« Mes copines, elles ont des blogs et des facebooks, mais moi le blog j'aime pas, tout le monde peut y aller, on peut prendre des photos et tu sais jamais ce*

> *que les gens ils font avec. Par exemple, une fois j'ai retrouvé ma photo sur un blog d'une personne que je connaissais pas. Je suis tombée dessus grâce aux liens « mes amis », et je suis tombée sur ma photo. Y'avait marqué «Sadia, trop des bons délires avec toi » et la meuf je la connaissais pas. C'est pour ça, avant j'avais un blog, mais depuis j'ai supprimé. Finalement, elle a enlevé la photo, je l'ai menacée de porter plainte. Au début j'en ai parlé à ma mère, elle a commencé à crier, à baliser et tout, puis ensuite j'ai mis un commentaire, j'ai signalé le blog, mais ils ont rien fait »* (Lycéenne, 16 ans).

6. Des déplacements plus occasionnels vers Paris

Les *filles de bonne famille* se déplacent beaucoup moins fréquemment à Paris. Elles ne s'y sont quasiment jamais rendues accompagnées de leurs parents, et elles ont au contraire appris à s'y déplacer avec des cousines plus âgées. Elles expliquent tout d'abord ce faible nombre de déplacements par une durée et un coût élevés du trajet, notamment lorsqu'elles ne possédaient pas la carte Imagin'R. Le passage du collège au lycée a ainsi eu un effet ambigu sur ces déplacements. Il entraîne d'une part l'acquisition de la carte Imagin'R, dézonée durant le week-end et les vacances scolaires, qui annule le coût économique de la mobilité (contrairement aux *adolescents du quartier*, elles sont au courant de ce dézonage et en profitent). En effet, si ces adolescentes ne craignaient pas de frauder dans le réseau de bus à proximité de leur quartier, elles utilisaient systématiquement des tickets dans les métros et les trains RER. Mais, le passage au lycée accroît également la charge de travail scolaire, ce qui augmente le coût temporel relatif de ces déplacements.

Lorsqu'elles se déplacent dans la capitale, les *filles de bonne famille* déclarent ne pas être à la recherche d'un anonymat qui leur permettrait d'échapper au poids du contrôle social dans leur quartier. Contrairement aux autres adolescents qui profitent de leurs mobilités pour adopter des comportements non tolérés dans leur quartier et rencontrer d'autres adolescents à l'abri des regards indiscrets (voir infra, chapitre 8, *les flâneurs*), elles n'aiment guère fréquenter les environs du Forum des Halles. Elles n'apprécient pas particulièrement la diversité de styles des jeunes qui déambulent dans ce lieu. Elles sont notamment mal à l'aise avec les adolescents qui abordent un style « gothique » ou « tecktonick ». Mais elles sont surtout critiques vis-à-vis de la présence d'adolescents et de jeunes adultes de ZUS qui font de Châtelet un lieu où les filles ne sont pas respectées. Elles les accusent d'avoir un comportement non respectueux à leur égard, auquel elles sont moins confrontées dans leur quartier ou dans les centres commerciaux situés à proximité, car elles y sont connues et respectées. En conséquence, lorsqu'elles se déplacent à Châtelet, elles restent uniquement dans le Forum des Halles pour faire du shopping. Elles ne se rendent pas à l'extérieur, là où stationnent une grande partie des jeunes fréquentant ce lieu. Il leur arrive également de fréquenter d'autres centres commerciaux, comme celui des Quatre Temps à la Défense, qu'elles trouvent plus chic et mieux fréquenté que Châtelet.

> *« Châtelet, j'aime pas trop, parce que c'est mal fréquenté, et quand je vais là-bas j'ai l'impression d'être un morceau de viande. Y'a trop de mecs qui regardent, beaucoup trop à mon goût, beaucoup plus qu'à Parinor. A Parinor on m'agresse pas, je suis normale, alors qu'à Châtelet non, surtout là où il y a la place carrée, j'aime pas les regards là-bas. C'est pas que y'a de la racaille, j'aime pas ce terme, c'est plus des « dalleux », et j'aime pas, je me sens pas en sécurité. Des garçons qu'ont faim de filles, ça j'en vois pas à Parinor ou à Rosny. Ils viennent te voir, ils ont un regard expressif et y'en a qui te sifflent comme si t'étais un chien. J'aime pas ça. Franchement, les gens de Châtelet c'est des gamins, c'est la maturité des dix, onze ans. Ça m'arrive de m'énerver, des fois quand on me siffle. Après on me dit que je suis agressive, mais non je suis pas agressive, si c'est quelqu'un il me parle comme ça, ben c'est qu'il me respecte pas, c'est tout »* (Lycéenne, 17 ans).

Lorsqu'elles se déplacent à Paris, elles préfèrent alors fréquenter les Champs Elysées, même si au final elles ne s'y rendent qu'occasionnellement en raison de la durée du trajet. Si elles n'y effectuent pas toujours des achats, elles apprécient visiter des enseignes qu'elles ne trouvent pas dans leur quartier ou à Châtelet, et qui sont synonymes à leurs yeux de luxe et de réussite sociale. Elles aiment également côtoyer des citadins d'un autre milieu social, comme les touristes, qu'elles jugent plus respectueux que les garçons qui fréquentent Châtelet. Elles sont aussi sensibles à la beauté architecturale des lieux et elles aiment s'y prendre en photographies, afin d'emporter dans leur quartier un peu des « lumières de la ville » :

> *« Paris, y'a des touristes, c'est beau et tout. C'est la ville lumière, c'est une ville touristique, c'est une ville qui fait rêver plein de personnes. Quand on va sur les Champs, les magasins ils sont mieux là-bas qu'à Châtelet, même si c'est cher c'est de la bonne qualité. Bon les montres là-bas c'est du neuf cents euros, un truc comme ça, mais y'a aussi des beaux vêtements, on peut aussi se permettre d'acheter. Après c'est normal que ça soit cher, c'est de la marque. Quand on a pas assez d'argent pour acheter dans les magasins, ben juste on se promène. (…) Les Champs c'est beau. C'est plus correct qu'à Châtelet, c'est plutôt des gens issus d'un milieu un petit peu différent. D'un milieu plus calme, plus éduqué. Eduqué d'une manière différente on va dire. Y'a personne qui va t'emmerder, c'est des touristes, on voit des américains, des chinois, ils nous regardent pas eux, ils regardent la Tour Eiffel, les magasins donc ils nous regardent pas nous. On prend souvent des photos là-bas, de nous, des magasins…»* (Lycéenne, 16 ans).

7. Un sentiment ambivalent vis-à-vis des « lumières de la ville »

Si les *filles de bonne famille* sont attirées par les « lumières de la ville », elles développent un sentiment ambivalent vis-à-vis des lieux qu'elles fréquentent dans la capitale. Elles

sont à la fois fascinées par un univers complètement différent de celui dans lequel elles évoluent au quotidien, mais elles ont également l'impression de ne pas y être à leur place. Les déplacements à Paris sont vécus comme une expédition « *dans un autre pays* », d'autant plus qu'elles ne s'y sont jamais rendues plus jeunes avec leurs parents. Ces déplacements impliquent alors un soin particulier apporté à leurs tenues, afin de respecter les normes vestimentaires qu'elles jugent appropriées à Paris et de ne pas jurer avec les éléments du décor. Elles développent ainsi une cartographie clivée de l'espace francilien, différenciant les lieux fréquentés par des individus d'une origine sociale et géographique qui leur est proche (les centres commerciaux comme Rosny 2 ou Parinor, les communes situées à proximité de chez elles, Châtelet) et ceux où elles risquent d'attirer le regard désapprobateur des autres citadins :

> *« Quand on va sur Paris, on s'habille plus classe que quand on va au lycée, on se prépare pour y aller, on veut donner une bonne image. Là-bas, les gens ils sont plus classes, ils sortent avec un gros porte-monnaie dans la main, ils ont tous des sacs Louis Vuitton, et nous si on se ramène avec nos petits sacs du marché, ça le fait pas trop. Bon je sors pas non plus en truc, mais c'est plus classe qu'au lycée. C'est pas vulgaire non plus, mes parents ils le voient comment je m'habille (...) Moi, j'aime bien me sentir bien habillée. Sur les Champs, c'est plus des gens distingués, j'aime bien la classe, le luxe. Je suis pas trop superficielle, mais c'est vrai que ça m'attire. Parinor c'est pas comme ça, c'est pas des clochards non plus, mais c'est pas non plus les gens qui se promènent avec des Guess et tout »* (Lycéenne, 17 ans).

Malgré le souci qu'elles accordent à leur allure extérieure, elles ont l'impression d'attirer l'attention des autres citadins en raison de leur origine résidentielle et sociale. C'est plus particulièrement le cas d'une adolescente, qui a été confrontée à des remarques désobligeantes sur son habillement un jour où elle y avait apporté moins de soin. Elles ne développent cependant pas un sentiment de stigmatisation analogue à celui des *adolescents du quartier* ou des *guerrières*, mais celui d'être de passage dans des lieux où elles n'ont pas leur place. Ces adolescentes ne s'approprient pas les lieux qu'elles fréquentent lors de leurs déplacements à Paris, adoptant le comportement de touristes qui ne sont là que pour une courte durée :

> *« On marche pas au hasard quand on est sur Paris. On va que dans des endroits qu'on connaît, qu'on voit où c'est. Trocadéro, la Seine, ou une sorte de parc derrière la Tour Eiffel. Mais on connaît pas trop Paris sans ça, on connaît juste les endroits que tout le monde connaît. On n'ose pas trop s'aventurer non plus dans des zones où on sait pas où on va atterrir »* (Lycéenne, 16 ans).

Ce sentiment de ne pas être à sa place conduit à faire des déplacements à Paris une épreuve, au sens où elles ont l'impression de devoir faire en permanence des efforts afin de ne pas attirer le regard des autres citadins. Elles critiquent d'ailleurs le caractère extraverti de certaines filles parisiennes, qu'elles accusent d'être continuellement dans la

mise en scène de soi. Elles apprécient alors le retour dans leur commune de résidence, où elles ont plus de repères et ont moins l'impression de devoir se mettre en scène :

> *« La dernière fois que je suis partie à Paris, ben au retour j'étais contente de rentrer chez moi, j'étais contente de retrouver les rues que je connais, de revoir les gens. C'est une histoire de mentalités. Ici, les gens ils vont moins regarder comment tu t'habilles, ils s'en foutent de ça (...) C'est dur à expliquer la différence avec Paris, mais ça se voit à leur tête, dans le comportement, c'est surtout les jeunes qui habitent vraiment à Paris depuis qu'ils sont tout petits. Avec eux, on voit une différence, par exemple les filles, les grosses pimbêches ben ça me fait rire. Si elles viennent ici, pfuit… C'est des nanas en groupe, y'en a qui sont super extraverties, ça c'est le genre de meufs que j'aime pas du tout, pour moi c'est ça les meufs de Paris. Si elles venaient ici je pense qu'elles viendraient pas pareil, je dis pas que c'est mal fréquenté ici, mais elles seront pas vues pareil que là-bas. Je pense qu'elles risquent plus de se faire emmerder que sur Paris. C'était à base de gros talons comme ça, mais c'était pas juste une question d'habits, c'est qu'elles avaient des manières aussi, c'était horrible. Elles faisaient les grandes, mais ça par contre c'était marrant »* (Collégienne, 15 ans).

Le rapport que ces adolescentes entretiennent aux transports en commun traduit également ce sentiment de ne pas être à leur place à Paris. Si elles maîtrisent parfaitement le réseau de bus qui dessert leur commune, elles éprouvent au contraire de grandes difficultés à se repérer dans les lignes de transports plus lointaines. Lorsqu'elles se déplacent avec le métro ou avec le RER, elles se contentent alors de suivre des amies ou des cousines plus familiarisées qu'elles avec le réseau :

> *« Le métro, le RER, je préfère pas y aller toute seule, j'ai pas du tout le sens de l'orientation, je vais me perdre, j'ai trop peur d'y aller toute seule. Du coup j'y vais avec des copines, j'y vais pas toute seule parce que sinon je me perds. Dans mon groupe de copines je suis celle qui suit, mes copines elles ont peut-être plus l'habitude par rapport à leur grande sœur (...) J'ai déjà pris le RER toute seule, mais pas pour aller loin. Par exemple j'ai une copine qu'est au lycée à Mitry, donc je vais la voir à Mitry mais c'est pas loin, c'est à deux stations. Alors que quand c'est les longs trajets, où faut prendre le métro, ben je comprends rien. J'arrive pas à mémoriser, je suis mes copines. Si ma copine elle se trompe de chemin, moi aussi je vais me tromper avec elle »* (Lycéenne, 16 ans).

Elles se sentent également moins à l'aise durant les trajets en métro ou en RER que dans ceux en bus, car elles ont l'impression d'y être importunées plus fréquemment. Cette distinction entre les différents modes de transports est alors symétrique de l'opposition qu'elles font entre l'ambiance familiale de leur quartier et le caractère froid et anonyme de Paris (voir supra).

> *« Des fois, y'a des gens qui sont bizarres dans le RER et dans le métro, plus que dans les bus. Des mendiants qui demandent, des bourrés qui chantent des musiques. Je me sens moins en sécurité que dans le bus on va dire (…) Y'a plus des gens bizarres sur Paris que avant sur le RER. Vers Gare du Nord, Châtelet, les gens ils commencent à être bizarres, y'a beaucoup de bourrés. Je suis plus à l'aise avant sur le RER, en plus c'est dans le jour, on descend pas encore dans les souterrains. C'est dans les souterrains après, à partir de gare du Nord, je serre mon sac à main contre moi, je fais attention à mes affaires. Même ma mère elle s'est fait piquer son sac à main quand elle était plus jeune dans le RER, donc je parle d'expérience »* (Lycéenne, 16 ans).

8. Trouver peu à peu sa place dans ce monde étranger

Si les *filles de bonne famille* sont à la fois fascinées et mal à l'aise lorsqu'elles se déplacent à Paris, ce sentiment de ne pas être à leur place peut être atténué par un proche qui les initie peu à peu à ce monde étranger. Ce proche, amie ou membre plus âgé de la famille, réside à Paris ou y est scolarisé. Il fait profiter ces adolescentes de sa connaissance plus approfondie de la capitale, car celles-ci font confiance à ses qualités de guide. Il peut en conséquence infléchir les dispositions qu'elles ont acquises dans la sphère familiale et dans leur quartier de résidence.

Cette initiation à une mobilité moins « touristique » dans Paris est également favorisée par la carte Imagin'R, qui permet à ces adolescentes de se déplacer plus facilement dans la capitale (voir supra). Deux des *filles de bonne famille* commençaient ainsi au moment de l'entretien à se sentir plus à l'aise dans Paris et dans le réseau de métro. Inès est guidée par son frère résidant à Paris, à qui elle rend beaucoup plus visite depuis qu'elle est entrée au lycée et qu'elle possède la carte Imagin'R :

> *«J'ai un frère de vingt-neuf ans qui connaît parfaitement Paris. En fait, il est malvoyant de naissance mais comme il a vécu très très longtemps à Paris, et question sens de l'orientation il est très fort, il a fait ses études là-bas, il a vraiment vécu là-bas. Depuis pas longtemps on sort, on va faire les magasins, on va voir ses amis, et voilà quand on fait des tours dans la ville il me dit « ça, c'est ça »… C'est moi qui devrais le guider, mais c'est lui qui me montre la ville»* (Lycéenne, 16 ans).

De même, les *filles de bonne famille* ont de bons résultats scolaires et elles sont fréquemment amies avec des élèves qui réussissent leur scolarité. Elles peuvent ainsi avoir des liens d'amitié avec des filles scolarisées dans des grands lycées parisiens. C'est le cas de Sadia, qui est initiée aux déplacements en métro par une amie de son âge :

> *« J'ai une copine, on dirait vraiment qu'elle a le plan du métro dans la tête, parce qu'elle a des grandes sœurs et elle bouge avec eux. Et puis c'est une intello, elle est dans un lycée à Paris, à Henri IV, donc elle connaît tout dans le*

> *métro (…) Là pendant ces vacances, j'ai pris beaucoup le métro avec ma copine, mais sinon je le prends rarement. Des fois, on faisait des tours, on savait même pas où on allait. Elle nous disait « vous inquiétez pas, on va rentrer à l'heure » et on la suivait, on lui faisait confiance. On s'amusait, entre copines… Par exemple, d'habitude quand on allait des Champs Elysées à la Tour Eiffel on y allait à pied, alors que là on prenait le métro »* (Lycéenne, 16 ans).

La fascination pour la vie parisienne peut alors l'emporter sur le sentiment de ne pas y être à sa place. Cela n'est pas sans conséquence sur les souhaits de mobilité résidentielle future. Ainsi, la plupart des *filles de bonne famille* souhaitent s'installer dans les pavillons situés à proximité de leur quartier, car elles y possèdent leurs repères et une grande partie de leur réseau familial. Néanmoins, lorsque ces adolescentes deviennent plus familières de Paris, certaines désirent s'y installer en cas d'insertion professionnelle réussie. C'est le cas de Sadia, présentée précédemment :

> *« Paris, c'est vraiment la ville j'ai envie d'aller là-bas. Mais il faudra que je fasse ce qu'il faut pour y aller. Par exemple, là j'ai la possibilité d'arrêter les cours, comme j'ai l'âge légal, mais je me dis que si je veux Paris, faut que j'assure, le bac et plus loin après, faut que j'assure un bon métier »* (Lycéenne, 16 ans).

III. Les guerrières

Cette manière typique d'habiter est la dernière qui concerne des adolescents se définissant en priorité à partir de leur appartenance résidentielle. Le rôle du quartier dans la construction identitaire de ces adolescentes est cependant complètement différent de celui qu'il joue pour les *filles de bonne famille*. Ces dernières trouvent leur place dans l'espace public de résidence, grâce à leur ancrage familial et à l'entretien d'une réputation de fille sérieuse. Pour se faire respecter, les *guerrières* s'approprient à l'inverse certains codes de comportement des *adolescents du quartier*, sans pour autant sacrifier leur féminité. Elles affichent notamment leur détermination à ne pas se laisser faire en cas de provocation, quitte à se battre. La reprise de ces codes de comportement s'effectue le plus souvent à l'extérieur du quartier, car elle est plus difficile à mettre en œuvre dans un espace local dominé par des garçons plus âgés.

Ces adolescentes aiment passer du temps dans leur quartier, dont elles apprécient l'ambiance. Elles stationnent plus fréquemment que les *filles de bonne famille* dans des lieux fréquentés par des garçons. Si elles ne sont amies qu'avec quelques filles, elles développent également plus de liens amicaux ou amoureux avec des garçons plus âgés du quartier.

Elles se déplacent en dehors de leur quartier avec quelques amies. Elles cherchent à séduire des garçons de ZUS et à s'amuser, en transgressant certaines règles d'interaction habituelles avec les autres citadins. Si leurs mobilités sont le plus souvent improvisées et aléatoires, elles privilégient certains lieux dans lesquels elles savent pouvoir trouver ces possibilités d'animation et de séduction. Ces lieux étant fréquentés par d'autres filles de ZUS, ils deviennent régulièrement le théâtre de provocations, d'affrontements verbaux, et plus rarement physiques.

Les *guerrières* reprennent d'ailleurs la cartographie d'un monde urbain clivé des *adolescents du quartier*. Elles opposent les lieux fréquentés par les jeunes de ZUS et ceux fréquentés par des citadins d'un autre milieu social. Les nombreuses interactions conflictuelles avec ces citadins ne conduisent cependant pas à un repli sur le quartier. En effet, elles ne souffrent pas d'être stigmatisées par ces citadins et elles tirent au contraire une certaine fierté de leur capacité à leur tenir tête. Elles ont également conscience que, le plus souvent, la source de ces conflits provient de leur comportement volontairement transgressif.

1. Des filles originaires d'Afrique subsaharienne ou des Antilles, vivant dans des familles monoparentales

L'idéaltype de cette manière d'habiter a été élaboré à partir de cinq entretiens. Ce type concerne majoritairement des filles originaires d'Afrique subsaharienne (n=2) ou des Antilles (n=2), âgées de quinze à dix-sept ans et qui résident en ZUS. Ces filles vivent le plus souvent dans des familles monoparentales, avec leur mère (n=2) ou en étant placées

sous l'autorité d'une sœur plus âgée lorsque leurs parents sont décédés (n=2). Comme les autres, la dernière adolescente ayant contribué à l'élaboration de ce type ne réside pas avec son père biologique. Elle vit avec sa mère, son beau-père et ses demi-frères.

La mère ou la sœur tutrice de ces adolescentes sont employées dans le secteur des services à la personne (n=3) ou sans emploi (n=2). Seule une de ces adolescentes vit avec des frères ou des demi-frères plus âgés, mais qui n'accompagnent et ne contrôlent pas ses déplacements. Une *guerrière* venait par ailleurs de donner naissance à un fils trois mois avant la tenue de l'entretien.

Ces adolescentes ont beaucoup moins de liens familiaux dans leur commune de résidence que les *filles de bonne famille*. Quatre d'entre elles ont emménagé dans leur quartier alors qu'elles étaient âgées de plus de huit ans. Elles résidaient auparavant dans des quartiers populaires, mais non classés comme ZUS. A une exception près, elles n'appréciaient pas l'ambiance de leur quartier, dans lequel elles ont rarement conservé des liens.

Les *guerrières* sont en moyenne un peu plus jeunes que les autres adolescents interrogés, puisqu'elles sont trois à être âgées de quinze ans, les deux autres ayant respectivement seize et dix-sept ans. Il est envisageable qu'avec la montée en âge leurs pratiques de mobilités se rapprochent de celles des *flâneuses*, présentées dans le prochain chapitre. Quatre d'entre elles sont scolarisées en troisième d'insertion professionnelle et une autre en seconde générale. Elles ont en commun d'avoir des rapports conflictuels avec une bonne partie du personnel de leur établissement scolaire. Cela ne les empêche cependant pas d'avoir des relations privilégiées avec certains de leurs professeurs, qui voient en elles des « écorchées vives » au parcours biographique heurté.

Enfin, ces adolescentes résident plus fréquemment que les autres dans Paris intra-muros (n=2). Nous verrons que cette localisation géographique n'est pas sans conséquence sur la maîtrise précoce des déplacements en transports en commun et sur la possibilité d'adopter un comportement transgressif lorsqu'elles se déplacent à proximité de leur quartier de résidence.

2. Une présence dans l'espace public de résidence et des liens avec les garçons du quartier

Les *guerrières* n'aiment guère passer du temps à leur domicile, notamment lorsqu'elles ont des relations conflictuelles avec leur mère. Elles associent également la présence au domicile à une assignation des filles aux tâches ménagères et elles refusent d'être identifiées à cette identité de genre. Elles passent donc beaucoup de temps dans l'espace public de résidence, dans lequel elles ont un ancrage différent des *filles de bonne famille*. En effet, elles ont beaucoup moins de liens familiaux dans leur quartier, en raison de leur arrivée relativement récente. Celle-ci a pu, pour certaines d'entre elles, susciter quelques tensions avec les adolescents résidant depuis plus longtemps dans le quartier. C'est

notamment le cas d'une adolescente qui a emménagé dans une ZUS peuplée majoritairement de jeunes d'origine maghrébine :

> *« Au niveau ambiance, c'était mieux à Gagny que dans ma cité. Je trouve que les gens, ils sont plus solidaires entre eux à Gagny, parce que quand je suis arrivée ici j'ai trouvé que les gens ils étaient…, je sais pas comment dire. A Gagny, y'avait pas vraiment de différences, je sais pas comment dire, on était plus soudés. Alors qu'ici, je trouve qu'il y a un peu plus de clans entre les jeunes, alors qu'à Gagny non. Là-bas, y'avait pas autant de différences entre les arabes et les noirs par rapport à ici. Ici y'a vraiment une différence. Ici on traîne ensemble, mais pas autant que là-bas. Ici, on va voir rarement deux ou trois noirs traîner avec des personnes maghrébines. Je me dis que c'est peut-être que là où j'habite y'a plus de maghrébins que d'autres origines »* (Lycéenne, 17 ans).

Elles passent néanmoins beaucoup de temps dans leur quartier. Elles y développent plus de relations amicales et amoureuses avec les garçons que les *filles de bonne famille*. Elles stationnent également plus fréquemment dans des lieux que ceux-ci fréquentent : à proximité des terrains de sport lorsqu'elles sont plus jeunes, puis dans des restaurants ou dans des portions de l'espace public appropriés par des garçons. Elles sont donc connues d'une majorité des garçons et des filles qui fréquentent l'espace public de résidence. Mais, elles passent la majorité de leur temps avec trois ou quatre amies, qui partagent le plus souvent la même origine nationale-raciale qu'elles.

> *« On est très souvent au grec ou sur le* (NDLA : terrain) *synthétique avec mes copines, ou au Bleu* (NDLA : un quartier de la ZUS). *On va souvent au grec, pour acheter des barquettes de frites, on rencontre des gens là-bas, parce que y'a toute la cité le soir au Grec. Le soir, j'avoue c'est tranquille, parce qu'on les revoit tous au grec. On mange là-bas, et des fois on reste avec des gens et on se tape des barres. C'est bien, comme ça on rencontre tout le monde. Le synthé c'est pareil, même si ça dépend, des fois y'a des vieux gens aussi là-bas, des gens on s'en fout de leur vie »* (Collégienne, 15 ans).

Contrairement aux *filles de bonne famille*, elles ne recherchent pas dans leur quartier de lieux leur permettant de se retrouver entre filles, à l'abri du regard des garçons. Elles ne stationnent pas non plus toujours aux mêmes endroits. Elles passent au contraire d'un lieu à un autre du quartier, choisissant de s'y attarder, ou non, en fonction de l'ambiance et des gens qui y sont présents :

> *« Des fois, on fait des tours à Belleville, on reste un peu à la cité avec les gars de la cité, on se tape des barres et après on fait des tours, on monte vers Pyrénées, on se promène un peu, après Ménilmontant on descend, après on revient… On rencontre souvent des gens qu'on connaît, on tape la discute, on repart. Soit après on revient à Belleville, soit après on continue jusqu'à Père Lachaise et après on descend. On connaît des gens, parce que les gens ils*

> *traînent aussi, donc on les croise, « tu fais quoi ? ». Des fois on va au Mac Do, au KFC, à Ménilmontant… »* (Collégienne, 15 ans).

Elles apprécient l'interconnaissance entre jeunes et l'ambiance animée de leur quartier. Cela n'est pas antinomique de tensions avec des habitants plus âgées, avec qui elles n'hésitent pas à s'opposer, le plus souvent verbalement. Elles leur reprochent de critiquer leur présence prolongée dans l'espace public et de chercher à monter leur mère contre elles :

> *« Ce que j'aime bien dans le quartier, c'est que c'est comme une petite famille, quand tu sors de chez toi, y'a tout le monde et tout. Comme si c'était tes frères, tes sœurs et tout, je connais tout le monde en fait c'est bien (…) Ça c'est surtout les jeunes. Alors que les embrouilles, c'est plutôt les voisins. Y'a des daronnes ici, elles respectent rien. J'ai une voisine qui va dire à ma mère ce que je fais, et j'aime pas ça : « Ah oui, j'ai vu ta fille avec celui-ci, avec celui-là. Avant avec la dame, on se parlait bien, mais après je l'ai insultée, maintenant faut plus qu'elle me parle »* (Collégienne, 15 ans).

Certaines adolescentes déplorent également une dégradation récente de l'ambiance de leur quartier. Celui-ci serait devenu moins animé depuis le départ de certains garçons qui avaient l'habitude de stationner dans l'espace public de résidence :

> *« Ma cité, maintenant c'est devenu trop calme. C'est devenu le désert, parce que la plupart des gens ils sont allés en prison. Y'en a qu'ont dix-sept piges, ben ils y sont. Ça fait pas trop longtemps que c'est devenu calme, avant y'avait les motos, mais vu que maintenant la police elle traîne beaucoup dans le quartier… Maintenant c'est désert, y'a plus personne. Moi je préfère quand c'est ambiancé, là ça manque d'action depuis quelque temps »* (Collégienne, 16 ans).

Certaines d'entre elles préfèrent alors passer plus de temps dans d'autres ZUS qu'elles jugent plus animées que leur quartier. Elles appuient leur jugement sur la présence plus importante de garçons dans l'espace public et sur des tensions plus prononcées avec les forces de l'ordre ou avec d'autres quartiers. Elles ont des liens avec diverses ZUS de la région, car elles y ont de la famille, une ancienne amie de leur quartier y habite, elles ont rencontré des jeunes de ces quartiers dans leur établissement scolaire. Elles s'y rendent d'autant plus fréquemment lorsqu'elles entretiennent une relation amoureuse avec un jeune plus âgé de ces quartiers (voir infra).

> *« C'est tout calme ma cité, y'a même pas d'ambiance. C'est trop trop calme. Y'a pas d'ambiance, quand j'étais plus jeune j'aimais bien, mais là… C'est moins dynamique qu'ailleurs. Mes potes, ils habitent aux Beaudottes, je préférerais habiter là-bas. Dès qu'on sort du 15, direct on voit les CRS, je sais pas ça m'attire, après y'a des clans et tout j'aime bien, c'est plus ambiancé, c'est mouvementé. Je traîne là-bas depuis l'année dernière. Y'avaient des*

> *garçons des Beaudottes au lycée l'année dernière et donc je traînais avec eux, après j'allais tout le temps à Sevran. Je suis plus souvent là-bas qu'ici, avec ma copine on marche dans les cités, comme ça on va toujours trouver quelqu'un qu'on connaît. On marche, on discute, après quand on a fini de discuter on remarche, puis voilà on rediscute et ainsi de suite »* (Lycéenne, 17 ans).

3. Se faire une place dans un espace public de résidence sous le contrôle de garçons

Les *guerrières* passent donc du temps dans l'espace public de leur quartier, ou dans celui d'autres ZUS. Elles ont dû se faire une place dans ces espaces appropriés par des garçons, souvent plus âgés (voir supra, chapitre 6). Nous avons vu précédemment que les *filles de bonne famille* se faisaient respecter dans ces espaces, grâce à un ancrage familial et une réputation qu'elles entretiennent en ne stationnant pas trop longtemps dans le quartier et en se déplaçant uniquement en compagnie de filles. Pour se faire respecter, les *guerrières* s'approprient à l'inverse certains codes de comportement des *adolescents du quartier*. Elles jaugent les autres filles qui sont présentes dans ces espaces, elles ne baissent pas les yeux lorsqu'elles croisent un groupe qu'elles ne connaissent pas et elles affichent leur détermination à ne pas se laisser faire en cas de provocation, en haussant le ton et en montrant qu'elles n'ont pas peur de se battre. Il leur arrive également de provoquer d'autres filles. Ces situations d'intimidation débouchent cependant rarement sur des affrontements physiques :

> *« Avant, j'étais calme on va dire, c'est pas que j'étais bolos, parce que j'allais parler quand même, j'avais un fort caractère et fallait pas me chercher. Mais là, même si tu me cherches pas, ben tu me trouves. Je suis toujours sur la défensive, je suis dure. Aux Beaudottes, je parle pas aux filles. Là-bas, les filles elles me regardent et je les regarde aussi. Comme on est sur un chemin opposé, tant qu'elle est pas derrière moi je continue à la regarder. Mais elles font ça avec tout le monde, tout le monde fait ça avec tout le monde, donc c'est pas grave. Bon y'a juste les bolos, eux ils regardent par terre généralement »* (Lycéenne, 17 ans).

Ces filles reprennent d'ailleurs l'opposition que développent les *adolescents du quartier* entre *eux* et *nous*, entre les jeunes de ZUS et les autres adolescents, notamment ceux de Paris intra-muros. Elles fondent, elles aussi, cette opposition sur des différenciations sociales et ethniques, qui se traduiraient par une inégale possession de capital guerrier. Les *guerrières* sont ainsi les seules filles de ZUS à reprendre à leur compte l'usage des expressions « *babtous* », pour désigner les adolescents d'origine française, et « *bolos* » pour désigner ceux qui ne répondront pas aux provocations. Elles se moquent également de certaines filles de leur quartier, qu'elles accusent d'être des « *victimes* », car elles se laissent faire par les garçons de leur famille.

> « *La différence entre les parisiens et la banlieue, c'est l'argent. On a l'impression que les personnes qu'habitent à Paris c'est des personnes qu'ont des moyens. Chez les jeunes aussi, on voit la différence, parce que généralement c'est des français, des babtous. Après y'a babtou et bolos, c'est pas pareil. Dans ma classe c'est plutôt bolos, j'aime pas cette classe. Bolos c'est ceux qui se font victimiser, c'est quelqu'un à qui on peut tout faire, à qui on peut faire la misère et il dira jamais rien. C'est quelqu'un qui quand il rentre de l'école, il fait ses devoirs, le samedi au lieu de sortir il fait ses devoirs ou il lit un livre. A Paris c'est plutôt bolos. Après ça dépend, parce que je sais qu'à Paris y'a des banlieues comme Montreuil, ben c'est pas bolos là-bas. Y'a des endroits pour moi où c'est Paris mais c'est comme le 9-3 (...) C'est juste que y'a les bolos et les autres. Un bolos c'est que même s'il se fait bolosser il dira jamais rien, il sera toujours inférieur, même avec quelqu'un qu'est inférieur il sera encore plus inférieur. Généralement les bolos c'est des babtous, ou sinon c'est des reunois à lunettes. Moi je suis pas une bolos, parce que j'ai des connaissances, je me fais plus draguer que bolosser dans les cités* » (Lycéenne, 17 ans).

Les *guerrières* cherchent moins à intimider les garçons de leur quartier. Elles n'hésitent cependant pas à remettre à leur place les garçons de leur âge, en particulier leurs camarades de classe, avec lesquels elles peuvent se battre dans de rares occasions. A l'inverse, elles ne cherchent pas à se confronter aux jeunes qui stationnent dans l'espace public de résidence, notamment lorsqu'ils sont plus âgés. Certaines développent, au contraire, des relations amoureuses avec eux, ce qui facilite leur reconnaissance par les autres jeunes qui sont présents dans l'espace public. Au moment de l'entretien, une *guerrière* venait ainsi d'avoir un enfant avec un jeune de son quartier âgé de dix-huit ans. D'autres ont eu différentes relations amoureuses dans leur quartier ou dans des ZUS de la région. Ces adolescentes sont néanmoins soucieuses de ne pas se voir accolées une étiquette de « *fille facile* », afin d'éviter d'avoir des problèmes avec certains jeunes de ces quartiers.

> « *J'ai eu différents petits amis aux Beaudottes. Mais jamais de réputation, parce qu'en fait c'était pas les mêmes stades, entre eux c'était pas les mêmes fréquentations. Je pense que y'en a deux, trois qui savent que je suis sortie avec plusieurs mecs là-bas, mais le reste ils savent pas, parce que c'est pas la même génération, c'est la génération d'en-dessous. J'ai toujours peur de la réputation, mais qu'est-ce qu'on peut dire ? Je fais rien, j'ai pas de relations sexuelles, alors ils peuvent rien dire. Avant je les connaissais déjà assez bien, donc même ceux qui savent, comme ils m'aiment bien, ben ils le disent pas aux autres* » (Lycéenne, 17 ans).

Les *guerrières* savent donc utiliser leur charme physique pour se faire une place dans l'espace public de résidence. Elles n'hésitent pas à adopter des comportements virils en certaines circonstances, mais elles ne sacrifient pas leur féminité. Elles prennent soin de

leur apparence extérieure, elles vont souvent se faire faire des tresses avec leurs amies chez le coiffeur, et si elles ne sont jamais en jupe, elles s'habillent le plus souvent avec un jean porté près du corps et des hauts qui ne cachent pas totalement leurs formes.

Elles se différencient sur ce point de deux catégories de filles de ZUS, repérées dans la littérature, qui ont en commun d'adopter des comportements virils pour se faire une place dans leur quartier : les « crapuleuses » (Rubi, 2005) et les « garçonnes » (Robin, 2007). Ces deux catégories étaient désignées, par les filles et les garçons que nous avons interrogés, par le terme de « *bonhommes* ». Les garçons rejettent les relations amoureuses avec ces adolescentes. Ils les désignent d'ailleurs souvent avec des pronoms personnels masculins, lorsqu'ils parlent d'elles[95] :

> *« Y'a des meufs c'est des bonhommes. Elles parlent comme des garçons, elles avancent à plus que nous, elles préfèrent se battre. C'est des bonhommes, t'as juste à les voir et tu vois comment ils te regardent, comment ils avancent et après voilà… Ils sont féminines mais ils avancent voilà quoi. Ils font plus bonhommes quoi. Ils sont féminines, même des fois elles ont des jupes, mais voilà, tu vas commencer à leur parler, elles vont faire « vas-y casse-toi, je veux pas te parler », après toi tu vas prendre le seum tu vas vouloir la frapper (…) Ils ont un style aussi, je sais pas comment dire mais ça se voit. Ils mettent des jeans de gars on va dire, des G Star ou des trucs comme ça… »* (Collégien, 16 ans).

Contrairement aux « crapuleuses », les *guerrières* n'adoptent pas un style vestimentaire masquant leurs attributs féminins (survêtements, baggys), elles n'ont pas de comportements délinquants comme le racket, et les affrontements physiques avec d'autres adolescentes sont relativement rares. Elles ne cherchent pas non plus à provoquer des garçons de leur quartier. Elles sont alors plus proches des filles plus âgées que Rubi nomme les « clairvoyantes », des adolescentes qui savent davantage prendre de recul et analyser leur comportement transgressif.

Les *guerrières* se distinguent également des « garçonnes », qui pratiquent des sports masculins comme le football ou la boxe (même si une d'entre elles a pratiqué ce sport au début de son adolescence). Les « garçonnes » adoptent dans l'espace public de résidence des comportements virils (serrer la main aux garçons, participer aux matchs de football improvisés…), afin d'y circuler librement sans être suspectées d'être des « filles faciles ». Elles adoptent à l'inverse des comportements et des vêtements plus féminins lorsqu'elles se déplacent en dehors de leur quartier, où elles entretiennent des relations amoureuses. La logique du comportement des *guerrières* est inverse. Si elles sont soucieuses de leur

[95] Hamel (2003) remarque elle aussi cette inversion des pronoms masculins et féminins. Elle en conclut que les jeunes qui font cette inversion se représentent les genres dans un rapport de définition réciproque impliquant la domination du masculin sur le féminin. A partir de nos entretiens, nous ne pouvons pas valider complètement cette hypothèse explicative. L'inversion des pronoms nous semble, dans le cas présent, être avant tout liée à la masculinisation du comportement de ces adolescentes, puisqu'elles sont désignées par « elles » lorsqu'elles adoptent des comportements plus conformes aux représentations habituelles du genre féminin.

réputation, elles peuvent développer des relations amoureuses avec des jeunes plus âgés du quartier, et elles adoptent des comportements virils et provocants avant tout en dehors de leur quartier. Elles ne modifient également pas leurs habitudes vestimentaires quand elles se déplacent. Elles sont d'ailleurs très critiques vis-à-vis des filles de leur quartier qui adoptent des tenues plus féminines dans leurs mobilités que celles qu'elles portent habituellement :

> *« A Châtelet, c'est beaucoup des filles qui font les grandes. L'autre jour, y'a une copine à moi, on a accompagné des filles, elles sont allées dans les toilettes du Macdo pour se changer et pour aller jouer les bombes à Châtelet. C'étaient mes amies, mais elles font leur truc c'est leurs affaires, moi je leur ai juste dit « moi je me vois pas faire ça ». Tu t'habilles d'une façon pour aller là-bas et tu vas pas aller te changer. Si tu voulais t'habiller comme une bombe, fallait direct t'habiller comme une bombe (…) Ma mère elle dirait rien du tout. Si j'ai envie de me mettre des talons, ma mère elle va pas parler. Une mini-jupe, elle va rien dire. En tout cas, ces délires-là, ça me plaît pas, t'es habillée d'une façon, tu restes comme ça. Ça m'empêche pas de traîner avec elles, mais si elles me demandent mon avis, ben je leur dis »* (Collégienne, 16 ans).

Comment expliquer que nous n'ayons pas interrogé de « crapuleuses » ou de « garçonnes » parmi les quarante-et-un entretiens réalisés avec des filles résidant en ZUS ou à proximité ? Nous pensons que cela est principalement dû à un effet d'âge, car les filles de ces deux catégories se trouvent au début de l'adolescence. Après quatorze ans, la provocation de garçons ou de filles du quartier est plus difficile à mettre en œuvre, car elle débouche plus facilement sur un recadrage des jeunes plus âgés du quartier. Surtout, ces adolescentes sont alors plus préoccupées par les relations amoureuses avec des garçons. Or, ces relations ne sont guère compatibles avec une masculinisation totale des comportements.

Nous n'avons également malheureusement pas interrogé une catégorie de filles de ZUS souvent évoquée par les adolescents et dont le comportement en dehors du quartier semble se rapprocher en partie de celui des *guerrières* : les « *niafous* ». Il s'agit de filles originaires d'Afrique subsaharienne ou des Antilles, qui adoptent une tenue voyante et provocante (teinture et coupe de cheveux inspirées de la chanteuse Rihanna, piercings, collants multicolores…). Elles n'hésitent pas à provoquer les autres citadins lorsqu'elles se déplacent, le plus souvent accompagnées de garçons appelés les « boug'zers » (qui adoptent également une tenue voyante et pratiquent la logobie, alliance de danses ghanéennes et ivoiriennes, de hip hop et de tektonik). Voici ainsi une description qu'en fait une des *guerrières* que nous avons interrogée :

> *« Les niafous, elles sont percées partout, elles ont des mèches violettes, elles mettent des shorts on dirait qu'elles ont rien… Si t'es une niafou, tu touches vraiment le fond. Elles parlent trop, elles sont sales, crasseuses. Elles s'habillent comme des crasseuses, percées de partout. Elles se baladent toujours en bande et elles cherchent la bagarre avec les autres filles. Elles sont*

souvent avec des boug'zers. Lui, il a le petit nœud, il doit avoir un piercing, une teinture, il s'habille en mille couleurs, il crie son nom ou son quartier. C'est des mecs qui dansent la logobie, mais ils peuvent être agressifs quand ils sont beaucoup, quand ils sont pas beaucoup, c'est pas les mêmes, ils se font discrets. Quand ils sont beaucoup ils sont pas discrets, ils chantent, ils dansent dans le métro, des trucs comme ça, ils peuvent embrouiller d'autres gars aussi » (Collégienne, 15 ans).

4. De nombreux déplacements entre amies en dehors du quartier pour s'amuser aux dépens d'autres citadins…

Si elles reprennent en partie les codes de comportement des *adolescents du quartier*, elles adoptent principalement ces codes lorsqu'elles se déplacent. Les *guerrières* passent en effet beaucoup de temps en dehors de leur quartier. Dès leur plus jeune âge, elles ont été habituées à utiliser fréquemment les transports en commun avec leur mère, pour aller faire des courses ou pour se rendre dans des quartiers fréquentés par la communauté africaine (Château rouge, Château d'eau). Elles sont désormais rarement accompagnées par leur mère ou leurs sœurs plus âgées, qui ont peu de temps à leur accorder. Elles ont également appris à se déplacer en transports en commun avec leurs amies au début de l'adolescence (vers onze, douze ans). Leurs mères n'étaient souvent pas au courant de ces déplacements, durant lesquels elles avaient recours à la fraude.

Ces adolescentes ont depuis cet âge une assez grande liberté dans leurs sorties. Elles peuvent notamment rentrer au domicile tardivement sans que leur mère ou leur sœur s'occupant d'elles ne s'inquiète et/ou ne soit au courant. La plupart d'entre elles ont en effet des horaires de travail tardifs.

Les *guerrières* se déplacent toujours avec les deux ou trois amies du quartier dont elles sont particulièrement proches et qu'elles ont rencontrées dans leur établissement scolaire. Quand elles sont en couple, elles se déplacent également avec leur petit copain et ses amis. Lorsqu'elles sont entre filles, elles se déplacent pour s'amuser, le plus souvent aux dépens d'autres citadins. Elles transgressent ainsi les règles habituelles d'interaction, notamment l'inattention civile ou la sauvegarde de la coopération interactionnelle par des rites réparateurs (Goffman, 1973). Le refus de sauvegarder cette coopération est d'autant plus transgressif qu'il contrevient, selon elles, aux images habituellement associées aux filles :

« Je suis trop impulsive. C'est arrivé tellement de fois. Par exemple, en classe si le prof il me dit « dépêche-toi» et qu'il le dit mal, ben je vais m'énerver. Faut pas qu'il m'énerve. Dans la rue ça m'arrive aussi, quand y'a plus de place dans les RER et que les gens ils continuent à pousser, ben là je m'énerve. Même si je connais pas les gens, je fais « ouais y'a plus de place là, c'est bon cassez-vous ». Personne s'est jamais énervé contre moi, en fait je pense que c'est choquant de voir une fille s'énerver comme ça, donc je pense qu'ils ont

> *plus la réaction de se dire que c'est choquant, ils ont pas le temps de penser à m'embrouiller »* (Lycéenne, 17 ans).

Ces adolescentes revendiquent pleinement cette transgression en se désignant elles-mêmes comme des « *folles* ». Leur comportement a pour objectif de mettre à l'épreuve les normes d'interaction habituellement utilisées dans les espaces publics. Ces adolescentes cherchent ainsi, par leur comportement exubérant, à se faire une place dans le domaine public aux côtés des adultes. Elles testent la perméabilité de ce domaine aux règles de comportements des adolescents, qui suivent bien souvent une logique du jeu (voir supra, chapitre 1). La dénomination indigène « *les folles* » aurait été sans doute plus appropriée que celle de « *guerrières* » pour désigner ces adolescentes, d'autant plus que les affrontements physiques avec d'autres filles sont au final relativement rares (voir supra). Néanmoins, nous avons choisi de ne pas reprendre ce terme, car il contient une charge péjorative et il n'exprime pas « le cran » de ces adolescentes dans certaines situations conflictuelles avec les autres citadins.

Lorsqu'elles se déplacent, les *guerrières* s'amusent notamment à provoquer des citadins qu'elles jugent marginaux ou avoir des comportements bizarres. A l'inverse de la majorité des citadins, elles ne cherchent pas à sauvegarder la coopération interactionnelle avec eux, en ne prêtant pas attention à leurs comportements :

> *« Nous on est folles, dès qu'on marche, on va toujours trouver quelque chose pour rigoler. L'autre fois, y'a un clochard qui nous a coursé, il nous a coursé, ah là là ce jour-là j'ai eu tellement peur, j'ai couru trop vite. En fait, c'est un clochard vers Belleville, à chaque fois il insulte les gens, donc nous aussi on l'a insulté, et après il nous a coursées, il avait son chien en plus, heureusement il a pas lâché son chien (...) Il nous arrive toujours des trucs marrants, comme on se promène beaucoup, donc y'a toujours des trucs, tout le temps on croise des gens qui sont malades, des gens qui pètent un plomb. Ils vont nous voir dans la rue et ils vont commencer à crier, ils vont nous insulter. Sinon, un jour, y'a un monsieur il a lancé sa cigarette sur moi, oh là là ce jour-là comment on l'a agressé ce monsieur, je sais pas s'il a fait exprès. Après il nous regarde comme ça et il sourit sans s'excuser, c'est obligé il a fait exprès, c'était un babtou, on l'a insulté, on lui a fait « toi t'es malade ou quoi ? ». Après il a fait « t'arrête de me parler ton chinois », parce qu'on parlait vite et que lui il comprenait rien, après il a commencé à partir, il commençait à crier, je crois qu'il était malade dans sa tête, il commençait à crier tout seul, il est arrivé tout au bout de la rue de Belleville, il continuait à crier, à parler tout seul. Nous on arrêtait pas de rigoler, on est folles nous »* (Collégienne, 15 ans).

Les *guerrières* s'amusent également à provoquer des adultes, souvent d'origine asiatique, qu'elles jugent peu susceptibles de rétorquer physiquement à leurs provocations. Elles peuvent se servir dans les assiettes de consommateurs du Mac Donalds de Châtelet, voler des marrons aux vendeurs ambulants d'origine indienne ou pakistanaise (les « *poundés* ») ou chercher à faire peur aux prostituées chinoises de leur quartier :

> *« Moi, j'ai rien contre les chinois, même si on aime bien faire chier les chinois quand même. Par exemple, les tchoupis du métro Belleville, ben elles, on aime bien les faire chier dès qu'on passe. C'est pas genre on leur parle, parce qu'elles comprennent rien de toute façon. Genre des fois on va s'arrêter devant elles, on les regarde et elles ont trop peur, on fait n'importe quoi, on est folles nous »* (Collégienne, 15 ans).

Mais, elles aiment avant tout se moquer plus ou moins ouvertement de citadins qu'elles jugent ridicules, notamment des adolescents avec des styles vestimentaires très minoritaires dans leur quartier, qu'elles appellent les « *cassos* » (cas sociaux) :

> *« Ceux qui me font le plus rire, c'est ceux qui sont habillés bizarre, qui sont mal habillés, genre ils ont des pantalons trop court. Ça y'en a beaucoup à Châtelet, quand je les vois, je fais « cassos», ça fait rire les autres. Des fois c'est ma façon de parler qui les fait rire, mais je dis pas que ça, pendant cinq minutes je vais parler sur le cas de la personne. Je vais parler, parler, je vais le terminer, mais pas devant lui. Je vais pas aller le voir pour lui dire « nananina », il va dire « je te connais pas, il t'arrive quoi ? ». Ca s'appelle « pilletor », on aime bien pilletor. C'est à Châtelet qu'on pilletor, parce que y'a plein de gothiques là-bas, y'a plein de mecs cheulous, y'a toutes les différences : y'a les « cainri », y'a les gothiques, y'a les fashion, y'a les normal. Les tecktonick, ça rentre nulle part, je les aime pas eux, c'est ridicule, c'est plus moche qu'autre chose, trop de couleurs tue la couleur. Ceux que je pilletor le plus c'est les gothiques. Ils ont des talons de six gigas, ils s'habillent en noir… Ils sont libres de faire ce qu'ils veulent, mais quand même y'a un respect wesh, ils font peur. Je pourrais pas traîner avec ce genre de personnes, ils sont pas marrants, ça m'énerve plus qu'autre chose quand je les vanne, faut respecter les gens. A Châtelet, y'a plein de magasins pour eux, donc je pense que c'est pour ça qu'ils résident, si je peux me permettre, là-bas. Des magasins de gothiques, avec des talons qui font la taille de la table »* (Lycéenne, 17 ans).

Cette transgression des règles d'inattention civile et de sauvegarde de la coopération interactionnelle est plus ou moins ludique selon les situations. Elle peut parfois déboucher sur des situations plus conflictuelles lorsque les *guerrières* jugent qu'elles ont été provoquées ou qu'elles se sentent agressées. Elles considèrent alors qu'elles ne sont pas à l'origine de la rupture des normes habituelles d'interaction. C'est par exemple le cas lorsqu'elles se sentent fixées avec attention, en particulier par des citadins âgés dont elles ne supportent pas le regard jugé libidineux :

> *« Je suis folle moi, quand la personne elle va me regarder, ben je vais mal lui répondre ou je vais le fixer jusqu'à ce qu'il baisse les yeux. Je suis méchante, je le fais tout le temps, ça m'arrive tout le temps. C'est quand on me fixe sans raison. J'ai l'impression qu'on me juge, que dans sa tête l'autre il est en train de me juger. Ça arrive toujours en dehors de ma cité, parce qu'ici on connaît les gens en fait. Même les grands de la cité ils savent que voilà…. Ils me fixent,*

mais c'est pas comme en dehors, ils le font pour s'amuser. Ce qui m'énerve, c'est quand c'est des gens qui me connaissent pas qui me fixent. Surtout quand c'est des mecs vieux, des papas, des papis quoi. C'est des pervers. Eux c'est différent, ils me regardent et je sais ils sont mariés, ils ont des enfants, ils ont trente ans, quarante ans. Moi je regarde, je fixe jusqu'à ce que la personne elle baisse les yeux » (Lycéenne, 17 ans)

5. … ou chercher à séduire des garçons de ZUS

Lorsqu'elles se déplacent entre filles, les guerrières ont également pour objectif de séduire des garçons d'une même origine sociale et résidentielle qu'elles. Certaines d'entre elles ont des relations amoureuses avec des jeunes plus âgés de leur quartier, mais la plupart recherche des partenaires à l'extérieur de leur commune. En effet, elles ont eu successivement ou conjointement plusieurs petits amis, ce qui dans leur quartier risquerait de leur créer une mauvaise réputation. Elles sont principalement attirées par des garçons de ZUS plus âgés, bien mis de leur personne et avec des attributs virils, qu'elles nomment les « *BG* » (les « beaux gosses »). Cependant, elles sont fortement critiques des jeunes de même origine nationale-raciale qu'elles, accusés de ne pas assez respecter les femmes. Elles repoussent violemment leurs approches, notamment à Châtelet.

« Quand tu sors avec des blacks, ça signifie femme battue, femme trompée, femme insultée (...) A Châtelet, y'a que des mankas (NDLA : des antillais) *et les mankas, vu que je suis bien formée, dès qu'on va passer, on va me regarder et ça va énerver mon copain, donc il veut pas que j'aille là-bas. En plus, ils parlent en créole donc je comprends, et non, non, non. J'aime pas ça, je comprends ce qu'ils disent et moi j'ai pas envie de savoir, ça m'énerve, j'aime pas, ils parlent mal des femmes »* (Collégienne, 16 ans).

Elles adoptent à l'inverse une attitude offensive avec les garçons qui les attirent, n'hésitant pas, encore une fois, à transgresser les règles habituellement en vigueur dans les interactions de séduction :

« Je suis adolescente en fait, donc je pense qu'à ça, qu'à la drague, aux rencontres masculines. Quand je bouge, c'est toujours pour les garçons, parce qu'à mon âge souvent les filles elles veulent se poser avec un garçon, trouver le bon garçon. Moi, j'aimerais bien me poser mais j'ai pas encore rencontré le bon, y'a toujours un truc qui m'énerve. Mais je trouverai. Je vais aller parler à un garçon déjà que s'il est BG, après s'il est BG, j'improvise. Moi, j'ai une technique : si je vois qu'il a un téléphone, je lui dis « excuse-moi, t'aurais pas un message ? », et en fait j'envoie un message mais sur mon téléphone, comme ça après j'ai son numéro. Et après, avec mon téléphone j'envoie un message au numéro. Des fois les garçons ils viennent nous draguer, mais je pense que souvent ils ont peur de se faire recaler, parce que de plus en plus les filles elles

> *sont agressives, des fois ça se voit sur mon visage que je suis agressive, donc ils viennent pas me parler, donc moi je viens. De toute façon, quand on attire le garçon on le voit, parce qu'il nous fixe, il sourit bizarre, après nous on vient. C'est un sourire avec des yeux plus doux »* (Lycéenne, 17 ans).

Elles adoptent ensuite une même attitude offensive dans la gestion de leurs relations amoureuses. Elles se lassent en effet souvent rapidement de leur petit ami et elles ne sont pas prêtes à faire trop d'efforts en termes de mobilité, pour entretenir cette relation. Elles établissent une corrélation entre leur propension à se déplacer et le degré d'attachement à leur petit ami :

> *« Le mec, il faut juste qu'il remplisse le critère du 93, moi je vais pas ailleurs. Parce que c'est à côté de chez moi. Déjà, c'est les filles qui se déplacent, on se donne rendez-vous, donc faut que ça soit à côté de chez moi quand même. C'est toujours les filles qui se déplacent, dans tous les couples c'est les filles qui se déplacent. C'est juste quand je michetonne qu'ils se déplacent, quand on rend le garçon comme un pigeon, ils nous payent ci, ça et tout…. C'est des filles qui vont draguer un keu-mé (NDLA : mec), elles ont un physique assez joli, donc le keu-mé forcément il va kiffer et elle va lui dire « paye-moi ci, paye-moi ça » et il va le faire. Et le lendemain matin on se voit plus. Des fois je fais ça, il vient pas dans ma cité, mais le mec il me donne rendez-vous et il bouge plus que moi je bouge. Quand je bouge, faut que je tienne au garçon. En fait ça dépend si c'est quelqu'un que je michetonne ou pas (…) Rosny on y va une fois tous les deux mois. On y va quand on a plus de conquêtes, quand on commence à faire faillite niveau garçon. Quand je dis on fait faillite, c'est la lassitude, les anciens on les oublie, donc il faut des nouveaux pour renouveler. On est jeunes, c'est normal »* (Lycéenne, 17 ans).

6. Des mobilités improvisées et aléatoires, mais avec des lieux servant de repères

Les mobilités des *guerrières* sont fréquemment improvisées, notamment lorsqu'elles s'ennuient dans leur quartier et qu'une de leurs amies leur propose de se déplacer avec elle. Ces mobilités sont souvent aléatoires, car ces adolescentes ne savent pas nécessairement à l'avance où leur périple les mènera, en particulier lorsqu'elles résident dans des ZUS parisiennes. Elles aiment déambuler au hasard dans les rues de la capitale, en s'amusant entre amies du comportement des autres citadins.

Cependant, les *guerrières* privilégient également certains lieux, dans lesquels elles savent pouvoir trouver de l'animation et séduire des jeunes de ZUS. Elles reprennent d'ailleurs la cartographie d'un monde urbain clivé des *adolescents du quartier*, opposant les lieux fréquentés par les jeunes de ZUS et ceux fréquentés par des citadins d'un autre milieu social. Ce clivage repose principalement, selon elles, sur des variables sociales et ethniques qui se traduisent par un comportement et un habillement différenciés. Elles

distinguent ainsi dans la capitale les « *quartiers de babtous* » et les quartiers caractérisés par une diversité d'origine nationale-raciale des habitants et des citadins qui y sont présents.

Lorsqu'elles résident en banlieue, ces adolescentes se déplacent fréquemment dans les centres commerciaux situés à proximité de leur quartier. Contrairement aux *filles de bonne famille*, elles y recherchent principalement des opportunités de séduction :

> *« C'est surtout à Rosny que j'aime bien draguer, c'est plus petit que Châtelet, c'est plus concentré, j'aime bien les garçons là-bas, parce qu'on sait que les garçons ils viennent pour les filles, donc voilà. C'est pas le même âge et la même mentalité qu'à Châtelet, c'est plus jeune à Rosny. A Rosny, les garçons ils calculent plus les filles, c'est plus banlieue aussi. On sait qu'ils viennent pour les filles, donc forcément si on les accoste, on se fera pas recal »* (Lycéenne, 17 ans).

Elles se déplacent également dans d'autres ZUS de la région, dans lesquelles elles ont des liens amicaux, familiaux ou amoureux (voir supra). Lorsque les attractions sont ouvertes, elles se rendent aussi tous les week-ends, ou pendant les vacances, à la Foire du Trône, qu'elles savent fréquentée par de nombreux jeunes de ZUS. Elles ont un rapport plus ambigu au quartier du forum des Halles. En effet, elles aiment bien se rendre dans ce lieu, car elles y trouvent des adolescents avec un style vestimentaire qu'elles jugent atypique et dont elles vont pouvoir se moquer. Mais, comme les *filles de bonne famille*, elles n'apprécient pas les tentatives de séduction dont elles font l'objet de la part des « *dalleux* » qui y sont présents :

> *« La première fois que j'ai vu des gothiques, c'est quand je suis parti à Châtelet, j'avais jamais vu de gothiques comme ça avant. J'ai plus rigolé qu'autre chose. Là-bas, je me promène dans les rues, on peut rien acheter de toute façon, mais on se promène, on regarde les cassos, on serre les gothiques et tout. En fait, j'y vais quand je galère, parce que je sais que là-bas je peux rigoler, je peux me promener, je peux vanner des gens (…) Mais la première fois, j'ai été choquée aussi de la façon de parler aux filles des garçons. Ils devraient pas s'adresser comme ça à des filles, « ouais ouais », « wesh », des trucs comme ça. Je l'ai déjà entendu dans mon quartier et à Sevran, mais là je prends plaisir à l'entendre, mais venant de Châtelet ça me fait pas plaisir. Parce qu'à Châtelet, c'est des shiteux* (NDLA : fumeurs de cannabis) *bizarres, c'est des dalleux, ils viennent t'accoster pas pour faire connaissance et tout, mais que, si je peux me permettre, pour tes formes, pour t'amener à l'hôtel Ibis. Généralement, les quinze, seize ans ils sont pas comme ça, les dalleux ils sont toujours plus grands que nous, ils ont plus vingt ans. Ils courent derrière toi ou ils sifflent, ça arrive quand tu montes les escalators, y'a un petit rasta man il court après toi, il m'a tapé derrière l'épaule, ouh, j'ai cru que j'allais le…Je me suis sentie sale d'un coup, avec tous ses ongles noirs »* (Lycéenne, 17 ans).

Les *guerrières* se rendent également dans des quartiers fréquentés par la communauté africaine (Château rouge, Château d'eau), qu'elles ont découverts plus jeunes avec leur mère ou une sœur plus âgée. Elles y vont désormais accompagnées de leurs amies pour se faire coiffer et se faire rajouter des mèches. Elles fréquentent également des « aprèms », ces fêtes organisées par des jeunes dans des maisons de quartiers ou des salles municipales, dont l'entrée est gratuite ou à un prix symbolique (voir supra). Elles privilégient celles dans lesquelles les participants pratiquent des danses africaines, comme le coupé décalé. Elles sont au courant de l'organisation de ces fêtes par le bouche à oreille des SMS ou des réseaux sociaux sur Internet. Elles décident de s'y rendre lorsqu'elles n'ont rien de prévu, car elles savent qu'elles pourront y séduire des jeunes de ZUS qu'elles ne connaissent pas. Lorsqu'elles connaissent des jeunes plus âgés qui peuvent les véhiculer (sœur, petit ami…), elles fréquentent également occasionnellement des boîtes de nuit, généralement avec une ambiance africaine ou antillaise. La fréquentation de ces lieux est l'occasion pour elles de mettre en avant leur féminité et de se distinguer des adolescentes de leur âge qu'elles jugent moins matures :

> *« Je me vois pas aller dans une boîte de babtous, leur ambiance elle est trop nulle. Moi j'aime l'ambiance Caraïbes, façon tropicale. J'y vais avec ma sœur, et d'autres copines qui sont pas dans ce lycée. J'y vais pas avec mes copines du lycée, parce que je sais qu'elles rentrent pas. Par rapport à l'âge, tu vois avec mon visage je fais pas mon âge. Les autres je pense pas qu'elles rentrent, faut faire plus de dix-huit ans. J'y vais en voiture avec ma sœur, comme elle a d'autres potes qu'ont des voitures et après on y va. J'ai commencé à y aller vers quinze ans. Je mets des talons et tout, je m'habille bien. La première boîte j'ai pas aimé, mais après quand j'ai commencé à sortir, à aller plus vers Sevran et tout, là c'était des boîtes que j'aimais. La mieux c'est le Palacio, c'est une boîte y'aura pas des trucs de raï, y'a du Kuduro (NDLA : danse angolaise), y'a tout »* (Lycéenne, 17 ans).

7. Des provocations et des affrontements avec d'autres filles de ZUS

Les lieux dans lesquels se rendent les *guerrières* étant fréquentés par d'autres filles de ZUS de leur âge, ils deviennent régulièrement le théâtre de provocations et d'affrontements verbaux. Ces provocations ne constituent cependant pas l'objectif premier des déplacements. Elles passent en grande partie par le jeu des regards, suivant un mécanisme proche de celui de certains *adolescents du quartier*. Alors que ceux-ci s'amusent à fixer un autre jeune afin de déterminer de quel quartier il vient, les *guerrières* s'interrogent sur l'origine nationale-raciale d'autres adolescentes. Ce regard curieux peut alors être ensuite interprété comme un défi. Ces provocations sont amplifiées par le cadre des sorties en groupe, les adolescentes ne souhaitant pas perdre la face devant leurs amies. Celles-ci s'amusent également souvent à faire monter la tension entre les protagonistes :

> *« Y'a toujours des petits regards entre filles en fait, y'a toujours des… voilà quoi. Un peu comme les mecs entre eux, on se regarde, on se fixe. Je la fixe parce qu'elle a commencé à me fixer. C'est elle qui commence à me fixer, je sais pas pourquoi. Mais ça part pas en embrouilles, ça fait « psit ». Ou genre elle parle, mais j'entends pas, c'est de loin. On dit bien « chien méchant qui aboie, dents en plastique ». Je fais « psit », parce qu'elle a commencé, elle me met au défi. Bien sûr, sur le moment j'ai le sang qui monte, mais après quand elle est partie c'est terminé. C'est toujours les reunois qui me fixent, je sais pas pourquoi, on est des sœurs pourtant. Mais c'est tout le temps comme ça, c'est jamais avec des reubeus. C'est de la jalousie je crois. Ou genre c'est quand on veut deviner ses origines, parce que c'est difficile de distinguer des noirs entre eux. Quand on veut distinguer les origines, on fixe la personne pour savoir, je pense que c'est pour ça elles veulent savoir. Moi je le fais, je regarde par rapport aux habits. T'as jamais remarqué que des fois les Africaines elles ont plein de couleurs ? Ça c'est des zaïroises. Moi les filles, elles doutent, parce que je suis antillaise, alors que les gens ils croient que je suis africaine. Voilà, je crois c'est ça qu'est le départ des regards (…) Quand je suis avec ma sœur, je suis plus calme, je fais pas attention aux gens. Alors que quand je suis avec mes copines je fais plus attention aux gens, parce que c'est elles qui me disent « regarde comment elle est, naninana… », « regarde ci, regarde ça », et après je regarde »* (Lycéenne, 17 ans).

Les *guerrières* se déplaçant en groupe, la provocation d'une d'entre elles peut conduire à des tensions collectives. Néanmoins, ces tensions débouchent rarement sur des affrontements physiques et/ou des confrontations entre quartiers, comme cela peut être le cas pour les *adolescents du quartier* :

> *« On a déjà eu une embrouille avec des meufs de Barbès, elles étaient venues je sais même pas pourquoi. Moi je reste tout le temps avec une cousine à moi, je sais pas y'avait quoi et ils sont venus, je sais même pas ce qu'ils avaient contre elle. Déjà, on était partis à une fête, après le lendemain la fille elle est venue « ah ouais, le jour de la fête tu m'as mal regardée » ou je sais pas quoi, le lendemain elle est venue, après je lui ai dit « c'est quoi ton problème, quand elle était là hier tu lui as rien dit, et là aujourd'hui tu viens avec ta clique et tu dis que genre tu vas la frapper ». Ce jour là c'était trop marrant, je faisais que de rigoler. Au final on s'est pas battues, mais comment je les ai insultées, je faisais que de les insulter ces filles. C'était le lendemain de la soirée, je crois qu'elles nous cherchaient, parce qu'après elles sont retournées vers le métro. Elles nous cherchaient, mais en tout cas elles nous ont trouvées, elles sont folles elles. La fête elle était à Belleville et après elles sont venues nous chercher, elles sont trop folles »* (Collégienne, 15 ans).

8. Un usage des transports en commun transformés en lieu d'animation et de séduction

Ces adolescentes, notamment lorsqu'elles résident dans Paris, maîtrisent assez bien le réseau de transports en commun. Elles ont pris l'habitude de l'utiliser plus jeunes, souvent en fraudant, et elles l'empruntent désormais fréquemment, sans nécessairement connaître à l'avance leur destination finale (voir supra). Trois d'entre elles possédaient la carte Imagin'R au moment de l'entretien. Néanmoins, certaines ont recours à la fraude, notamment dans les transports situés à proximité de chez elles. C'est le cas, lorsqu'elles ne possèdent pas la carte Imagin'R, qu'elles l'oublient chez elles ou qu'elles n'ont pas eu le temps de la recharger. Elles peuvent ainsi emprunter la carte de la mère, escalader des portillons de sortie, connaître les stations dans lesquelles se trouvent les contrôleurs, livrer de faux prénoms lorsqu'elles se font contrôler… Le recours à la fraude est alors également une manière de provoquer les contrôleurs et donc de s'amuser entre amies :

> *« Avec mes copines, on part des fois au hasard, on prend le métro comme ça, on sait pas où on va. Des fois, on se fait courser par les contrôleurs, on fait du bruit dans le métro, pour nous c'est drôle, mais pour les gens c'est pas drôle. On voit les contrôleurs, on court et soit ils nous coursent, soit ils lâchent l'affaire (…) Moi je me suis jamais fait attraper. Au pire je donne un faux nom, ça j'ai fait une fois, j'ai rien eu après. Par exemple, je donne un faux nom, ils font le truc et quand ils parlent avec les autres, ben moi je me barre. Ils m'ont jamais demandé une carte d'identité. Ça nous arrive souvent de nous faire courser par les contrôleurs, des fois on se sépare, de toute façon toutes mes copines elles savent se repérer dans le métro. Après on rentre chez nous. À Gare du Nord, République, Châtelet y'a beaucoup de contrôleurs, mais c'est pas ça qui va nous empêcher d'y aller »* (Collégienne, 16 ans).

Les transports en commun constituent un lieu propice à l'animation pour les *guerrières*. Elles peuvent, d'une part, y séduire des jeunes d'une même origine résidentielle et sociale qu'elles. Elles projettent ainsi leur vision d'un monde urbain clivé sur le réseau de transports en commun. Celles qui résident en banlieue différencient par exemple les bus et les trains RER circulant dans leur département, du métro, qu'elles jugent moins mixte au niveau social, ethnique et générationnel. D'autre part, elles transforment ces transports en un espace de jeu, en s'amusant à transgresser les règles qui y sont habituellement en vigueur. Elles rompent la règle d'inattention civile en se moquant plus ou moins ouvertement du comportement d'usagers qu'elles jugent étranges, ceux qu'elles nomment les « *cassos* » (clochards, drogués…). Elles ne se soucient également pas des réactions des autres usagers, lorsqu'elles jouent entre amies, en s'arrosant par exemple mutuellement d'eau. Enfin, certaines s'amusent aussi à dégrader le matériel :

> *« Notre délire, c'est qu'on fait n'importe quoi. Par exemple, on est parties taguer dans les trains, c'était le train pour aller dans le 9-5, on devait partir aux Ulis chez la grand-mère de ma pote, et genre on a commencé à taguer, on a tagué partout, dans tout le train avec un marqueur. On était quatre filles, on*

> *marquait nos blazes* (NDLA : pseudonymes), *le nom de toutes nos copines, de notre quartier. Le nom de mon quartier, chaque fois que j'ai un marqueur, je le mets. Je fais ça partout, dehors et tout, même dans le collège, si je m'ennuie je le mets »* (Collégienne, 15 ans).

Les transports en commun deviennent alors souvent le lieu d'interactions conflictuelles avec les autres usagers. Comme dans la rue, les *guerrières* peuvent tout d'abord s'agacer d'être fixées du regard par des citadins plus âgés, qu'elles traitent de « *pervers* ». Surtout, l'espace fermé des transports ne permet pas aux autres usagers de fermer les yeux sur les transgressions des normes de comportement habituellement en vigueur. La montée des tensions avec les autres usagers suit alors un mécanisme similaire à celles qui naissent de l'écoute de musique des *adolescents du quartier*. Comme pour ces garçons, la transgression des normes habituelles de comportement est une manière de tester la réaction des autres usagers et les limites de l'appropriation de l'espace des transports. Lorsque certains usagers reprochent aux *guerrières* cette transgression en se référant à la grammaire publique, elles modifient le plus souvent leur comportement. Mais, ce reproche peut également être perçu sous le registre de l'infantilisation, de la stigmatisation voire de l'agression lorsque les usagers réagissent trop vertement à leur comportement. Celles-ci s'amusent bien souvent à amplifier leurs provocations, afin de montrer que les comportements adolescents ont également leur place dans cet espace, aux côtés de ceux des adultes :

> *« Dans le métro, on met la musique, on rigole, on crie, on chante. Ça arrive des gens ils disent de parler moins fort, mais en fait ça dépend la personne comment elle parle. Une personne qui parle bien, c'est genre elle dit « vous pouvez faire moins de bruit ? » ou des trucs comme ça. Si la personne elle parle bien, on arrête, on fait moins de bruit. Faut que la personne soit respectueuse. Une personne qui parle mal, elle dit ça violemment. Quand c'est des vieux on continue encore plus, comme quand on est parties taguer, y'avait un vieux, il commence à nous regarder, ben nous on est parties où il s'est assis, on a commencé à taguer à côté de lui, on commençait à crier, à chanter, pour lui foutre le seum. Il commençait à parler, à parler, et nous on continuait, on lui foutait encore plus le seum (...) Si c'est un jeune qui parle mal, ben on continue aussi. On va mettre plus fort. Après par exemple, si on voit des vieux vraiment ils font pitié, genre quand tu les vois ils te font pitié ou une femme avec un enfant, ben genre là on fait rien, on reste normal. Pour qu'on continue, il faut vraiment que la personne elle nous cherche. Genre elle commence à parler, elle commence à nous insulter, des trucs comme ça. Mais ça arrive aussi dehors qu'on insulte la personne, par exemple quand on fait des trucs et y'a des personnes c'est pas leur problème, ben elles viennent et elles s'en mêlent. Par exemple, moi et ma copine on va se donner des coups pour rigoler et la personne elle va venir, elle va s'en mêler, alors que c'est pas son problème, ben on va s'embrouiller avec elle. Genre elle va mal parler, « vous êtes des gamines » ou je sais pas quoi, « rentrez chez vous, votre mère elle vous*

attend », alors on commence à l'insulter. Je la traite de sale pute et tout » (Collégienne, 15 ans).

9. Une absence de repli sur le quartier

Ces nombreuses interactions conflictuelles ne conduisent pas les *guerrières* à un repli sur leur quartier. Elles développent certes un sentiment d'opposition avec les autres citadins, basé sur une différenciation ethnique et sociale. Mais, elles se sentent avant tout stigmatisées en tant qu'adolescentes transgressant les normes d'interaction des adultes. Elles ne semblent pas souffrir de cette stigmatisation et elles tirent au contraire une certaine fierté de leur capacité à tenir tête aux adultes.

Elles ont également conscience que, le plus souvent, la source des situations conflictuelles provient de leur comportement volontairement transgressif. Elles ont ainsi la capacité de changer de comportement selon les scènes d'interaction. Elles alternent entre provocation de citadins plus âgés, séduction de jeunes de ZUS et indifférence dans de nombreuses situations. Cette capacité à changer de comportement concerne plus particulièrement les adolescentes qui résident dans des ZUS parisiennes. Elles ont été habituées très jeunes à passer d'une ambiance urbaine à une autre, au gré de leurs pérégrinations à pied ou en métro. Elles possèdent également un réseau amical plus mixte socialement que les autres *guerrières*, car elles ont des amies qui sont scolarisées dans d'autres établissements. Ces adolescentes se situent alors à la limite de la manière d'habiter des *flâneuses*, qui sera exposée dans les pages qui suivent.

Enfin, les *guerrières* ne se replient pas sur leur quartier, car elles savent que l'espace public local est approprié par des garçons plus âgés, auxquels elles ne cherchent pas à se confronter. Elles ne pourront donc s'y amuser à transgresser les normes d'interaction comme elles le font à l'extérieur. Leurs souhaits de mobilité résidentielle future témoignent d'ailleurs de cette absence de volonté de s'ancrer durablement dans leur quartier. Si les *guerrières* qui habitent en banlieue s'y sentent bien, elles ont conscience de vivre dans un lieu ségrégué dont l'environnement n'est, selon elles, pas propice à l'éducation de leurs futurs et/ou actuels enfants. Elles espèrent donc déménager vers des quartiers pavillonnaires situés à proximité de chez elles, voire dans le sud de la France, une fois qu'elles en auront les moyens :

« Je ne me vois pas élever mon fils ici, c'est trop la dèche dans ma cité. Moi j'aime bien, mais c'est trop n'importe quoi. Mon fils il va devenir un niafar (NDLA : probablement un garçon qui traîne) *comme ça ? Je veux pas. Parce qu'ici y'a des petites, elles ont même pas l'âge de rester dehors et elles restent hyper tard dehors. Non, non, non, faut pas abuser, elles ont même pas cinq ans. En plus, elles sont toutes seules, elles restent hyper tard dehors. Même si je le surveille, l'influence ici c'est violent »* (Collégienne, 16 ans).

A l'inverse, les *guerrières* qui habitent dans des ZUS parisiennes souhaiteraient demeurer ultérieurement dans leur quartier ou dans ses environs, car elles apprécient particulièrement la vie urbaine parisienne.

Chapitre 8 : Les manières d'habiter caractérisées par une présence épisodique dans le quartier de résidence

Source : photographie d'un élève de troisième (2009)

Nous présentons dans ce chapitre deux manières typiques d'habiter, dans lesquelles les adolescents demeurent attachés à leur quartier, mais ont une présence de plus en plus épisodique dans l'espace public. Ils opèrent une distinction entre les résidents, valorisés, et l'ambiance du quartier dont ils se sont lassés, en raison du contrôle social et de l'interconnaissance qui y règnent.

Néanmoins, les pratiques de mobilité des adolescents différencient très fortement ces deux manières d'habiter. Les *flâneurs* recherchent dans leur mobilité la possibilité d'adopter, grâce à l'anonymat, des comportements non tolérés dans le quartier, de rencontrer des citadins qu'ils ne connaissent pas et de séduire d'autres adolescents. Ils aiment ainsi flâner dans la ville et laisser le hasard jouer un rôle important dans le

déroulement de leurs déplacements. A l'inverse, l'éloignement du quartier des *passionnés* a été concomitant de l'exercice d'une passion, qui les a amenés à fréquenter des adolescents d'autres milieux sociaux et résidentiels. Leurs déplacements, toujours motivés par un but précis, sont beaucoup plus planifiés que ceux des *flâneurs*.

Ces pratiques de mobilité sont également l'expression de différenciations sociales et résidentielles. En effet, les *flâneurs* sont quasi exclusivement des adolescents de catégorie populaire et moyenne résidant en ZUS, alors que les pratiques des *passionnés* se rapprochent fortement de celles des adolescents de catégorie moyenne n'habitant pas en ZUS.

I. Les flâneurs

Cette manière typique d'habiter concerne à la fois des garçons et des filles de ZUS de classes populaires, mais également une grande partie des adolescents de classes moyennes résidant dans ces quartiers. Nous exposerons donc simultanément la spécificité de cette manière d'habiter et les différences internes entre les garçons et les filles de cette catégorie.

Les *flâneurs* se caractérisent par une lassitude vis-à-vis de l'ambiance de leur quartier, dans lequel ils ont une présence de plus en plus épisodique. S'ils restent attachés aux autres habitants, leur réseau amical dans le quartier se concentre désormais sur quelques jeunes avec lesquels ils effectuent la majorité de leurs déplacements. Ils ont également des liens avec des adolescents n'habitant pas dans leur commune.

Leurs mobilités en dehors du quartier sont favorisées par une expérimentation préalable de différents contextes résidentiels ainsi que par des dispositions favorables des parents à l'utilisation des transports en commun. Ils ont été ainsi habitués très tôt à prendre ces transports avec leurs parents ou avec d'autres membres de la famille plus âgés qui travaillent ou qui résident à Paris. Ces trajets les ont familiarisés avec certains aspects de la vie urbaine, comme l'anonymat ou la présence de marginaux, qui peuvent effrayer les autres adolescents.

Puis, ils ont commencé à se déplacer avec des amis du même âge entre douze et quatorze ans, continuant par ailleurs à bénéficier de conseils de membres plus âgés de la famille pour se repérer dans le réseau de transports. L'acquisition de la carte Imagin'R leur a permis ensuite d'élargir la fréquence et l'amplitude géographique de leurs déplacements en transports en commun, qu'ils maîtrisent mieux que les adolescents présentés jusqu'à présent.

S'ils planifient leurs déplacements en dehors du quartier, ils aiment, une fois sur place, se perdre et laisser le hasard jouer un rôle important dans le déroulement de l'après-midi. En effet, ils n'ont pas d'objectif précis en se déplaçant si ce n'est ce que permettent la diversité et l'anonymat de la foule urbaine : se mettre en scène et adopter des comportements non tolérés dans le quartier ; être dépaysé par des spectacles de rue, des événements spontanés et les différents styles vestimentaires des citadins ; rencontrer, même de manière éphémère, des jeunes qu'ils ne connaissent pas ; séduire d'autres adolescents. Ils trouvent principalement ces qualités dans le quartier du forum des Halles, mais également dans d'autres quartiers touristiques de la capitale ainsi que dans l'espace des transports en commun.

Ces adolescents revendiquent une capacité relationnelle qui leur permet d'être aussi à l'aise dans la sociabilité avec les autres citadins que dans leur quartier. Ils arrivent ainsi à passer des codes du quartier de résidence à ceux des lieux fréquentés dans la mobilité. L'acquisition de cette compétence a été favorisée par leur trajectoire résidentielle, par leur familiarisation précoce avec l'anonymat urbain et par un réseau amical et/ou familial qui

s'étend dans d'autres quartiers que les ZUS. Mais elle a également été nourrie par la confrontation réussie et répétée aux épreuves de la co-présence avec des citadins d'une autre origine sociale et résidentielle. Ces épreuves, passées avec succès, concernent cependant plus les *flâneurs* que les *flâneuses*. Ces dernières sont en effet moins susceptibles que les garçons de faire l'objet, durant leurs mobilités, de réactions d'hostilité des autres citadins et des veilleurs d'espace.

1. Des adolescents de ZUS issus des catégories populaires et moyennes

L'idéaltype de cette manière d'habiter a été élaboré à partir de vingt-trois entretiens, dont quinze avec des garçons. La surreprésentation de ces derniers s'explique principalement par un nombre plus important dans notre échantillon de filles qui rejettent leur quartier (voir supra, chapitre 6). Celles-ci sont ainsi majoritaires parmi les *flâneurs exclusifs*, qui ont des pratiques de mobilité très proches de celles des *flâneurs*, mais sont invisibles dans l'espace public de résidence (voir infra, chapitre 9).

Cette manière d'habiter concerne quasi exclusivement des adolescents qui habitent en ZUS (n=21). Ils sont à la fois issus des catégories populaires (n=14) et moyennes (n=7). Si nous rapportons ces chiffres à l'ensemble des entretiens réalisés, cette manière d'habiter caractérise les adolescents de catégories moyennes de ZUS plus que ceux de catégories populaires : la moitié d'entre eux sont des *flâneurs*, alors que les adolescents de catégories populaires de ZUS ne sont qu'un quart à habiter de cette manière leur quartier. Ces derniers sont d'ailleurs fréquemment issus des couches supérieures des catégories populaires, le ou les parents avec lesquels ils vivent étant rarement au chômage. Une partie d'entre eux travaille dans le secteur de la restauration, de l'hôtellerie ou des services, la mère d'un des adolescents étant par ailleurs employée à la RATP.

Cette manière d'habiter est plus présente dans les ZUS bien desservies en transports en commun et proches du centre de l'agglomération. Les garçons *flâneurs* sont ainsi surreprésentés dans les ZUS parisiennes ou dans celles qui sont situées à moins de dix minutes à pied d'une station de métro, ce qui n'est pas le cas pour les filles de cette catégorie.

Les *flâneurs* ont également pour caractéristique d'avoir expérimenté différents contextes urbains de résidence. Un très grand nombre a habité auparavant dans un ou plusieurs quartiers, dans lesquels la ségrégation ethnique et sociale était moindre qu'en ZUS (n=15). Une partie de ceux qui résident actuellement en banlieue ont ainsi vécu par exemple au début de leur enfance dans des quartiers de Paris intra-muros. Une partie du chapitre 10 sera par ailleurs consacrée au cas des migrants primo-arrivants, dont cinq sont des *flâneurs*.

Les *flâneurs* habitent aussi plus que les autres adolescents sans un de leurs deux parents (n=13). Ils résident le plus souvent avec leur mère seule, parfois avec un beau-père, ou

pour certains chez un oncle ou une tante qui les accueillent. Cette configuration familiale favorise des mobilités autonomes précoces en transports en commun. Elle implique en effet une moindre disponibilité en temps du parent avec qui vit l'enfant, mais également des déplacements fréquents pour rendre visite à l'autre parent (voir supra, chapitre 5). Ces visites contribuent également à l'expérimentation de différents contextes résidentiels, car leur père ne réside pas toujours dans une ZUS.

Soulignons également qu'aucune des huit filles de cette catégorie n'habite avec un frère plus âgé, qui ont tous déménagé en dehors du quartier. Elles ne possèdent également pas de famille proche à proximité de chez elles, si ce n'est, pour une adolescente, la belle-famille de sa sœur aînée. Elles ont, à l'inverse, beaucoup d'oncles et tantes en Ile-de-France ou dans des agglomérations de province, à qui elles rendent visite durant les vacances scolaires.

Enfin, ces adolescents sont en moyenne un peu plus âgés que les autres : deux d'entre eux ont quatorze ans, cinq ont quinze ans, six ont seize ans, neuf ont dix-sept ans et un a dix-huit ans. Ils sont donc logiquement plus fréquemment scolarisés au lycée. Ils connaissent une trajectoire scolaire intermédiaire : ils réussissent moins bien à l'école que les *filles de bonne famille*, les *passionnés* et les *flâneurs exclusifs*, mais mieux que les *adolescents du quartier*, les *guerrières* et les *encadrés à faible mobilité*. Parmi les quinze garçons qui contribuent à l'élaboration de ce type, six sont au moment de l'entretien en seconde générale, trois en seconde professionnelle et six en troisième, essentiellement à Paris. Ces chiffres traduisent au final une surreprésentation de la scolarisation en filière générale par rapport à l'ensemble des garçons interrogés. Plus largement, ces adolescents ont en commun de fréquenter, plus que les autres, des établissements scolaires mixtes socialement (lycées polyvalents en banlieue et collèges à Paris). Dans le cas des collèges parisiens, cette mixité est cependant relative car les classes de troisième d'insertion professionnelle sont beaucoup plus homogènes socialement que les autres classes de l'établissement.

Parmi les *flâneuses*, quatre d'entre elles sont scolarisées en seconde générale (trois ont redoublé à la fin de l'année ou été réorientées vers un lycée professionnel), trois en seconde professionnelle et une en troisième d'insertion professionnelle. Cette répartition traduit une surreprésentation des lycéennes professionnelles par rapport à celles qui sont scolarisées en filière générale. Elle est logique, car les filles scolarisées en filière professionnelle sont plus nombreuses que les autres lycéennes à apprécier l'ambiance de leur quartier. Cette scolarisation en lycée professionnel a alors pour conséquence d'élargir géographiquement le réseau amical des *flâneuses*. En effet, le jeu des spécialités fait que le bassin de recrutement de ces établissements est souvent moins local que les lycées polyvalents.

2. Une lassitude vis-à-vis de l'ambiance du quartier et une présence épisodique dans l'espace public de résidence

Les *flâneurs* se différencient des adolescents présentés jusqu'à présent par une présence de plus en plus épisodique dans l'espace public de résidence. Ils soulignent tous de nombreux aspects positifs de leur quartier, comme la solidarité entre les habitants ou le grand nombre de jeunes qu'ils apprécient. Néanmoins, ils opèrent une distinction entre les résidents, auxquels ils restent attachés, et l'ambiance du quartier dont ils se sont lassés. Au niveau discursif, cette lassitude s'exprime par l'emploi fréquent du terme « *là-bas* » pour désigner le quartier de résidence, alors que les adolescents présentés jusqu'à présent emploient plus souvent celui « *d'ici* ». Les raisons de cette lassitude sont diverses et ne sont pas exactement les mêmes pour les filles et pour les garçons. Ces derniers regrettent que la majorité des activités et des discussions des adolescents du quartier soient organisées autour du football ou de la pratique de la moto. Ils mettent en avant le manque d'événements festifs et d'équipements culturels (salles de concerts, cinéma multiplexe…) en comparaison de Paris intra-muros. Ils ne fréquentent quasiment jamais la salle de cinéma ou le théâtre de leur commune, dont ils jugent les programmations trop élitistes.

Ces adolescents déplorent le manque de motivation d'une majorité des jeunes qu'ils connaissent à se déplacer en dehors de la commune. Ils sont aussi très critiques vis-à-vis des affrontements avec les jeunes d'autres ZUS. Ils justifient alors en partie leur éloignement du quartier par leur volonté de ne pas être entraînés, contre leur gré et par amitié, dans l'engrenage de ces conflits. Ils ont également peur d'être impliqués dans des actions délictueuses, qui risqueraient d'avoir des conséquences judiciaires.

> *« Franchement ma cité j'aime bien, mais y'a un moment j'ai arrêté de traîner là-bas. Y'a quoi comme ambiance dans la cité ? A part les bagarres et l'ambiance moto, comme dans toutes les cités, franchement y'a quoi ? Y'a rien. Bon, comme j'ai dit, les gens qu'il y a dedans, y'a rien à dire, mais pour faire des trucs il faut pas que des gens. C'est ambiance moto et foot, le foot j'ai arrêté et la moto, attends, leur seul truc c'est de faire de la moto. C'est vrai que y'en a ça comble, y'en a faire de la moto tous les jours ça les comble, ça leur va. Moi je peux faire une ou deux fois de la moto, après c'est bon, je vais pas faire ça tous les samedis »* (Lycéen, 16 ans).

Ces adolescents expriment également une lassitude vis-à-vis de l'interconnaissance entre les habitants. Ils regrettent aussi l'absence de mixité ethnique et sociale du quartier :

> *« Dans ma cité, y'a que des arabes et des noirs, y'a pas de français, c'est ça qu'est nul. Y'en a trois tous les kilomètres carrés, alors qu'ailleurs y'a des français, des chinois, des hindous, y'a de tout. Quand tu vas marcher à La Villette tu le vois, c'est pour ça que j'aime bien aller là-bas, c'est plus marrant que regarder tout le temps des noirs et des arabes »* (Collégien, 15 ans).

Les filles de cette catégorie se déclarent, elles aussi, lassées de cette interconnaissance, de l'absence d'anonymat et de la fréquentation continue des mêmes adolescents. Comme certains garçons, elles déplorent également le manque de calme, lié notamment aux tours de moto et aux discussions nocturnes des jeunes dans l'espace public de résidence :

> *« Ce qu'est bien dans mon quartier, c'est la convivialité, tout le monde se connaît, c'est une bonne ambiance. Les mauvais points c'est que y'a des jeunes qui fument, qui font du bruit, qui laissent pas dormir. Y'a les voitures brûlées, la délinquance, les trafics, comme y'a dans toutes les cités. Mais bon ça me dérange pas trop, c'est pas comme si on était dans un ghetto non plus, c'est chacun fait ses trucs, eux ils font ce qu'ils veulent, moi je fais ma vie »* (Lycéenne, 17 ans).

Elles sont plus critiques que les garçons vis-à-vis des effets négatifs de la ségrégation résidentielle sur l'ambiance de leur quartier. Elles insistent notamment sur les désagréments occasionnés par les trafics de drogue, comme la présence de dealers qui peuvent parfois stationner dans leur hall d'immeuble, ou celle permanente de policiers. Elles critiquent également le poids du contrôle social et des rumeurs qui peuvent circuler sur leurs relations amoureuses. Si elles portent un regard bienveillant sur les garçons du quartier de leur âge, elles accusent au contraire des filles de colporter ces rumeurs.

Elles n'apprécient également pas le comportement et les réflexions misogynes d'une partie des jeunes adultes qui stationnent dans l'espace public. Elles évitent alors de fréquenter certains lieux appropriés par les garçons. Elles font aussi attention à ne pas rentrer trop tard chez elles, car elles ne souhaitent pas être vues comme des « *filles faciles* ». Elles sont cependant moins soucieuses de leur réputation dans le quartier que les *filles de bonne famille*, car leur ancrage familial y est moins important.

> *« C'est bien ici, mais voilà…. C'est pas que j'aime pas, mais y'a des endroits où y'a trop de jeunes, y'a des endroits où j'aime pas passer, parce que y'a trop de jeunes, c'est pour ça que j'aime pas rester dans ma cité. C'est pas à cause des garçons, mais c'est les grands. Moi j'aime pas passer devant eux, parce que voilà ils vont parler. J'aime pas, je trouve que c'est un manque de respect. Si c'est des jeunes de notre âge je m'en fous, mais si c'est des grands j'aime pas, c'est un manque de respect. Et comme y'en a de partout. Du coup j'évite la dalle, quand je sors de chez moi j'évite, des fois je reste dans la cité mais avec des gens de mon âge. Dans la cité, y'a un endroit où y'a les grands, et y'a un endroit où nous on peut rester »* (Lycéenne, 17 ans).

Cette lassitude des *flâneurs* vis-à-vis de l'ambiance de leur quartier coïncide bien souvent avec celle du ou des parents avec lesquels ils résident. Ces derniers ont peu d'attaches familiales dans le quartier. Ils souhaiteraient déménager s'ils en avaient la possibilité, car ils jugent son influence néfaste sur l'éducation des enfants, notamment sur celle des garçons.

Ces adolescents ne sont alors présents dans l'espace public de résidence que de manière épisodique. Les filles se contentent de saluer et de discuter brièvement avec les jeunes qu'elles connaissent et qui sont présents en bas de leur immeuble. Lorsqu'elles s'attardent plus longtemps, elles privilégient des lieux fréquentés uniquement par des garçons et des filles de leur âge. De même, si les garçons passaient les années précédentes une grande partie de leur temps libre dans le quartier, ils n'y stationnent désormais que ponctuellement afin de mener de brèves discussions avec les autres jeunes qui y sont présents.

> *« Ça m'arrive de rester un peu dans le hall de mon immeuble ou juste devant l'immeuble, mais je reste pas longtemps. Je discute avec des mecs que je connais et après j'y vais, jamais je galère. Y'a rien à faire dans cet endroit. Les mecs de mon quartier ils me respectent, je les connais depuis longtemps, c'est pas parce qu'ils tiennent les murs que je les respecte pas, ils font ce qu'ils veulent… Mais je vais être maximum une heure, une demi-heure avec eux. Je vais parler avec eux, mais dès que ça me saoule, je vais bouger quelque part ou je rentre chez moi. Je tiens pas les murs »* (Lycéen, 16 ans).

Lorsqu'ils sont dans le quartier, ils fréquentent surtout les équipements sportifs avec des jeunes de leur âge. Une partie d'entre eux pratique d'ailleurs en compétition un autre sport que le football (basket et handball), ce qui a pu contribuer à les éloigner d'autres adolescents discutant très souvent de ce sport. Certains fréquentent également occasionnellement des structures associatives de la commune, mais ils ont plus de liens d'amitié avec les animateurs qu'avec les autres jeunes présents, souvent un peu moins âgés qu'eux.

S'ils sont connus d'une grande partie des habitants, en particulier des plus jeunes, le réseau amical des *flâneurs* dans le quartier se concentre désormais sur quelques jeunes de leur âge avec lesquels ils effectuent la majorité de leurs déplacements. Ce réseau de quatre ou cinq amis, qu'ils différencient fortement des autres connaissances qu'ils ont dans le quartier, comprend à la fois des garçons et des filles. Il est donc plus mixte que celui des autres adolescents de ZUS présentés jusqu'à présent.

Les garçons de cette catégorie n'entretiennent également guère de relations amoureuses dans leur quartier. Ils ne craignent pas de froisser des grands frères, mais ils n'apprécient pas le comportement d'une partie des filles, à qui ils reprochent de trop viriliser leur comportement. De même, les *flâneuses* déclarent ne pas ressentir de contrôle sur leurs relations amoureuses dans leur quartier, mais elles n'y ont pas de petit ami. Elles se déclarent peu attirées par les jeunes du quartier plus âgés et elles jugent les adolescents de leur âge relativement immatures, exception faite de leurs amis proches.

Si les *flâneurs* passent la majorité de leur temps libre avec quelques amis de leur quartier, ils ont également des liens avec des adolescents habitant dans d'autres types de quartiers que les ZUS. Ils ont rencontré fréquemment ces adolescents dans leur établissement scolaire. C'est particulièrement le cas des filles scolarisées en lycée professionnel, dont le

bassin de recrutement est plus étendu géographiquement que les lycées polyvalents, du moins en petite couronne. Les *flâneurs* scolarisés en seconde générale rencontrent à l'inverse moins d'adolescents vivant dans une autre commune. Une adolescente a d'ailleurs demandé une dérogation pour être scolarisée dans un autre lycée que celui de sa commune, afin d'élargir son réseau amical. Ils sont cependant scolarisés avec plus de jeunes de classes moyennes, car leur établissement est plus mixte socialement. Enfin, les adolescents qui sont scolarisés dans un collège parisien ont aussi eu l'occasion de nouer des liens d'amitié dans les classes de sixième ou de cinquième avec d'autres élèves ne résidant pas en ZUS. Ils ont ensuite été orientés vers des filières d'insertion professionnelle, dans lesquelles les jeunes de ZUS sont plus nombreux :

> *«J'ai quelques potes à Courcelles à qui je fais confiance. Courcelles c'est à côté des Champs Elysées. C'est un pote à moi que je connaissais y'a longtemps, qui était au collège, et maintenant il habite à Courcelles, sa mère c'est une gardienne donc il paye pas de loyer. Il est au lycée en restauration là-bas et il m'a fait rencontrer ses potes, et après moi j'ai fait connaissance avec eux »* (Collégien, 16 ans).

Ils peuvent également être restés en contact avec d'anciens adolescents du quartier qui ont déménagé, avec des jeunes rencontrés lors de colonies de vacances ou dans un club sportif au bassin de recrutement départemental ou régional. Ces adolescents les introduisent ensuite auprès de leurs amis.

Ces liens avec des adolescents d'autres quartiers sont également la conséquence d'une expérimentation, plus ou moins prolongée, de différents contextes urbains de résidence. Certains *flâneurs* ont ainsi gardé des liens d'amitié dans le quartier où ils habitaient avant d'emménager en ZUS. D'autres ont rencontré des amis dans le quartier du parent avec lequel ils ne résident pas au quotidien. Enfin, les *flâneurs* ont l'habitude, depuis tout petit, de se déplacer chez des membres de leur famille (frères ou sœurs plus âgés, oncles et tantes, grands parents…) qui habitent dans Paris intra-muros ou dans d'autres centres-villes de province. Ils entretiennent souvent avec eux des liens forts et ils passent régulièrement du temps dans leur quartier. Ils y rencontrent fréquemment les amis de leurs cousins ou cousines de leur âge.

> *« Ma tante, elle habite à Porte d'Asnières, c'est la sœur de mon père. Ce qu'est bien c'est que y'a mes cousins, ils sont plus grands que moi, même si y'en a un qu'a dix-sept ans. J'y vais depuis que je suis petit, j'y vais pas tout le temps, des fois je pars, des fois je pars pas, en un mois je peux y aller trois fois. Ou deux fois, ça dépend. Je dors là-bas, je fais le week-end là-bas, ils viennent chez moi aussi des fois. Je suis vraiment proche d'eux, c'est pas la même que mes potes. J'ai commencé à y aller seul à partir de onze ans, ma mère avant quand on partait elle me dit « rappelle toi et tout, tu vas revenir tout seul » et après c'est bon »* (Collégien, 15 ans).

Ils peuvent également avoir rencontré ces adolescents ne résidant pas en ZUS lors de flânerie en ville ou sur Internet (voir infra). Réciproquement, les différents liens avec ces adolescents favorisent la mobilité des *flâneurs* en dehors de leur quartier. Cette mobilité est aussi favorisée par des dispositions favorables des parents à l'utilisation des transports en commun.

3. Une familiarisation précoce aux trajets en transports en commun

Les *flâneurs* soulignent tous le goût de leurs parents pour les voyages ou pour les déplacements hebdomadaires vers le centre de l'agglomération. Ils ont été ainsi habitués à voir un de leurs deux parents utiliser fréquemment les transports en commun, notamment pour se rendre dans Paris intra-muros où ils peuvent travailler et avoir des liens amicaux. En effet, contrairement à l'extrait d'entretien suivant, les parents des *flâneurs* possèdent rarement une voiture, ce que ces adolescents expliquent plus spontanément par la bonne desserte en transports en commun de leur quartier plutôt que par un manque de ressources économiques.

> *« Mon goût pour bouger, je crois que c'est de famille. Mes parents, ils ont toujours voyagé, ils sont comme ça, on aime pas rester chez nous. Le Maroc ils le connaissent par cœur, y'a pas un été où j'y vais et où ils vont pas dire « on va aller là, aller là » (...) Ma mère tout le temps elle bouge, souvent à Paris. Dans ma famille c'est comme ça. J'ai un grand frère aussi mais lui il habite plus là. Lui c'est plutôt les voyages, Paris c'est pas trop son délire, il préfère être à quatorze mille kilomètres, là il est parti en Inde avec un copain. Mon père c'est plus le délire famille, je vais voir mon frère, je vais voir mon autre frère. Mais il aime bien prendre sa voiture, « tu vas où ? », « je sais pas » et il se promène. Il descend à Paris. Mes parents ils travaillent avec le monde extérieur, donc ils sont plus ouverts comparés aux autres parents »* (Lycéenne, 17 ans).

Ils ont été habitués à accompagner leurs parents en transports en commun, pour faire des courses dans des centres commerciaux, visiter des monuments parisiens, aller à leur travail ou rendre visite à un membre de la famille. À partir de onze ans, une fois familiarisés avec les trajets, ils ont été encouragés par leurs parents à effectuer certains de ces déplacements de manière autonome (en particulier les visites familiales ou sur le lieu de travail). De même, ceux qui ont vécu à cet âge une mobilité résidentielle ont continué à être scolarisés dans leur ancien établissement les mois suivants leur(s) déménagement(s). Ils ont donc dû utiliser quotidiennement les transports en commun, accompagnés au début par leurs parents, puis tout seuls :

> *« J'ai commencé à me déplacer seule à partir de la 5ème. Mais c'est parce que c'est en 5ème que j'ai déménagé, en fait quand je suis arrivée ici je continuais à aller au collège où j'étais, tous les jours je faisais le trajet. Donc c'est à*

> *partir de là que j'ai commencé à me déplacer seule. Ça prenait quarante-cinq minutes, j'ai fait ça pendant un an. Avant, avec mes copines c'était juste le bus, pas le train. Au début, j'avais un peu peur. En premier ma mère elle faisait un peu le chemin avec moi, pour aller à son boulot aussi, et après elle me laissait à la gare du Nord. J'avais peur en fait, parce que je connaissais pas trop au début. Donc j'avais peur, mais j'étais contente »* (Lycéenne, 16 ans).

Ces adolescents, lorsqu'ils étaient âgés d'une dizaine d'années, ont également été souvent accompagnés dans les transports en commun par un frère ou une sœur plus âgés ayant l'habitude de les utiliser. Quelques camarades du même âge que les *flâneurs* peuvent d'ailleurs être présents lors de ces déplacements, lorsque son but n'est pas de rendre visite à un membre de la famille, mais de sortir à Paris ou dans des centres commerciaux. Dans certains cas, les frères et sœurs ont initié ces adolescents aux transports en commun en leur fixant comme défi de rejoindre par leurs propres moyens, mais munis d'un téléphone portable, une station de métro dans Paris, avant de les raccompagner chez eux.

Des cousins ou cousines plus âgés ont fréquemment joué un rôle similaire, lorsqu'ils venaient rendre visite à leurs oncles ou tantes. Ils prennent ainsi en charge, le temps d'un après-midi, ces adolescents en leur faisant découvrir les lieux qu'ils ont l'habitude de fréquenter, notamment le quartier du forum des Halles. Les *flâneurs* sont d'ailleurs encore très amis avec ces cousins, qui les véhiculent désormais occasionnellement ou les initient aux sorties en boîte de nuit.

> *« Mes cousins ils sont plus grands, mais je bougeais avec eux. Y'a un cousin à moi qu'a dix-neuf ans, et lui j'ai vachement bougé avec lui. C'était « vas-y accompagne-moi, là et là ». Parce qu'en fait il venait archi souvent chez moi, tout le temps il me faisait « vas-y accompagne-moi, je vais voir une meuf », « vas-y accompagne-moi là-bas je vais voir un mec »… Il dormait souvent chez moi aussi, franchement c'est lui qui m'a appris à me déplacer en transports. Il m'a appris comment ça marchait le métro et tout. Il m'expliquait bizarrement, en fait au début je comprenais rien, après il m'a expliqué le RER, le plan tout ça, parce que quand c'était des longs trajets y'avait rien à faire, il avait le plan dans les mains et il me montrait comment on faisait, il m'a montré comment on allait à Châtelet et tout »* (Lycéen, 17 ans).

D'autres membres plus âgés de leur famille, notamment des oncles et tantes de moins de trente ans qui travaillent ou qui résident à Paris, ont aussi bien souvent initié ces adolescents aux trajets en transports en commun. Ils ont ainsi pu accompagner ces adolescents dans leurs déplacements, mais également leur expliquer les trajets à suivre pour les retrouver par leurs propres moyens à leur domicile ou sur leur lieu de travail :

> *« Ma tante, elle a vingt-six ans, on est très très proches, donc on fait tout ensemble. Elle est plus proche de moi que de ma sœur, parce que depuis que je suis petite, elle s'est toujours occupée de moi. Elle a vraiment joué un rôle important dans ma mobilité. Elle a toujours été présente, quand je partais en*

> *vacances quand j'étais petite, ben je partais avec elle, je faisais tout avec elle. On faisait tout ensemble, chaque fois qu'elle partait quelque part, elle me prenait. Quand elle allait en vacances chez son père elle me prenait, j'allais avec elle. Puis après c'est vrai que quand j'ai commencé à vouloir être indépendante elle m'a aidée, c'est elle qui m'a appris comment me déplacer, elle a joué un rôle plus important que ma sœur en fait. Plus que ma mère. C'est elle qui me montrait les chemins qu'il fallait prendre pour aller à tel endroit, à tel endroit (...) Encore maintenant, des fois elle m'appelle, elle me fait « viens tu me rejoins là et tout », je fais « je sais pas comment y aller », et elle m'explique. Ou sinon des fois, ça lui arrive de m'appeler pour me dire « je me suis perdue », après je lui explique comment elle revient, parce que moi je me suis habituée, je connais à peu près les lignes. Ou sinon quand elle est vraiment dans un endroit perdu, perdu, là je prends l'ordinateur et je lui dis par où elle doit passer »* (Lycéenne, 16 ans).

Ces déplacements en transports en commun, avec leurs parents ou des membres plus âgés de la famille, ont familiarisé précocement les *flâneurs* avec certains aspects de la vie urbaine, qu'ils n'avaient pas l'habitude de voir dans leur quartier : l'anonymat, les foules urbaines ou la présence de marginaux.

> *« En métro quand j'étais petite et que je me déplaçais avec mes sœurs, j'avais un peu peur. Je voyais les SDF, des gens qu'étaient par terre, qui buvaient, j'en voyais pas souvent avant. Quand t'es petite, ça te choque, t'as pas l'habitude de voir ça, mais en fait on s'habitue vite»* (Lycéenne, 16 ans).

Cette familiarisation précoce aux transports en commun et à certaines scènes de la vie urbaine joue un rôle fondamental dans la spécificité des pratiques de mobilité des *flâneurs*. Elle n'est néanmoins pas le seul facteur explicatif de cette spécificité. C'est ce que montre le cas particulier, exposé plus en détail au chapitre 10, d'anciens *adolescents du quartier* dont la manière d'habiter change au cours de l'adolescence pour se rapprocher de celle des *flâneurs*. La familiarisation de ces adolescents à l'anonymat urbain et à la co-présence avec des citadins inconnus n'a pas été assurée par des membres de la famille, mais par des pairs. Elle est progressive, les jeunes commençant à fréquenter des lieux comme le parc de la Villette ou le marché aux puces de Clignancourt. Ils n'y sont pas complètement dépaysés, grâce à la présence d'adolescents de même origine résidentielle et sociale. Puis, voyant que la cohabitation avec les autres citadins ne conduit pas systématiquement à des conflits, ils explorent d'autres quartiers. Ce cas particulier montre qu'il ne faut pas réduire uniquement la manière d'habiter des *flâneurs* à des dispositions acquises dans la sphère familiale ou liées à l'expérimentation de différents contextes résidentiels. Cette manière d'habiter s'explique au contraire également par une succession réussie d'épreuves de co-présence, avec des citadins plus âgés d'un autre milieu résidentiel et social (voir infra).

4. Des déplacements entre amis au début de l'adolescence et une maîtrise du réseau de transports en commun

À partir de treize ans, les *flâneurs* se déplacent moins fréquemment avec des membres plus âgés de leur famille. Ils continuent à être accompagnés ponctuellement par les cousins ou les oncles et tantes qui les ont familiarisés aux trajets en transports en commun. Néanmoins, ils se déplacent désormais majoritairement avec des amis du quartier de leur âge.

Les parents encadrent en partie ces mobilités, notamment celles des filles. Ils s'assurent ainsi que leurs enfants ont fait leurs devoirs, ils fixent des horaires de sorties et ils s'enquièrent des compagnons de voyage et des lieux fréquentés (avant qu'ils ne se déplacent ou durant le déplacement à l'aide de messages téléphoniques). Mais, ils encouragent aussi la mobilité autonome de leurs enfants, qu'ils préfèrent bien souvent savoir en dehors du quartier que dans l'espace public de résidence. Ils leur fournissent ainsi occasionnellement des tickets pour se déplacer, même si ces adolescents ont également recours à la fraude ou acquièrent parfois ces tickets à l'insu de leurs parents :

> *« Avant d'avoir la carte Imagin'R, j'avais plein de tickets à la maison, mon oncle je savais pas comment il faisait, mais il avait tout le temps des gros blocs comme ça de tickets. Y'avait une imprimante à côté et y'avait des tickets qui sortaient. Je me disais « il fait des tickets, donc pourquoi pas lui en prendre quelques uns ?». Quitte à en prendre une trentaine, c'était rien par rapport aux cinq cents qu'il avait, je me disais que c'était rien d'en prendre un peu. C'était vraiment bizarre de voir des gros tas de tickets comme ça, je me suis dit « il fait partie de la Mafia », mais quand je les mettais, ça marchait. Je me suis demandé « comment il fait pour la bande ? », j'ai cherché vraiment longtemps comment il faisait, une fois je suis resté dans un train jusqu'au terminus juste pour penser à ça. Et j'ai pas trouvé la solution. Je me suis dit, peut-être que comme c'est un informaticien c'est à cause de ça. Mais ça a été bien pour moi, vraiment ils m'ont beaucoup aidé ses tickets (rires) »* (Lycéen, 16 ans).

Ces adolescents bénéficient également de conseils de leurs parents et de leurs frères et sœurs pour se repérer dans le réseau de transports. Ceux-ci leur recommandent de s'adresser au guichet lorsqu'ils sont perdus, ils leur donnent des plans de lignes ou leur indiquent des trajets à suivre. Certains leur apprennent à se servir du site Internet de la RATP. Ils fournissent aussi des indications par téléphone, lorsque les adolescents ne retrouvent plus leur chemin.

Les *flâneurs* sont le plus souvent à l'origine de ces premières mobilités autonomes aux environs de leur treizième année. Ils incitent leurs amis du quartier à les accompagner dans leurs déplacements, même si leurs tentatives ne sont pas toujours couronnées de succès. Ce sont également eux qui guident les autres jeunes dans les transports en commun, car ils sont plus familiers de ce mode de transport.

> *« Moi, je suis plutôt celui qui propose aux autres de bouger. Parce que les gens, si tu leur proposes pas, ils sont pas chauds, ils vont rester sur place toute la journée. Alors que moi, j'aime pas rester sur place trop longtemps. Par exemple, la première fois quand on est allé à Mouffetard, y'a trois ans, je leur ai dit à mes potes, comme ils avaient jamais mangé de crêpes (rires), ils avaient jamais mangé de crêpes salées, après je les ai engrainés, je leur ai dit « venez y'a des crêpes, venez y'a de la meuf », après y'en a un peu qui sont venus »* (Lycéen, 17 ans).

Certains jeunes, aussi familiers qu'eux des transports en commun, peuvent également les accompagner dans ces premiers déplacements entre amis. Les garçons de cette catégorie entretiennent ainsi bien souvent des liens d'amitié, plus rarement amoureux, avec des filles de leur âge, qui peuvent améliorer leur connaissance du réseau de transports :

> *« C'est avec des filles surtout que j'ai appris à bouger, des filles qu'aiment bien aller faire du shopping et tout. C'est plutôt avec elles que j'ai commencé à aimer bouger. J'avais quatorze ans, c'était des filles de mon âge, pas des petites amies, juste des copines. Je m'entendais bien avec elles, elles me disaient « ouais, accompagne-nous » (...) Des fois j'étais vraiment le seul mec, ça me dérangeait pas du tout, mes autres potes ils étaient même pas au courant. Elles étaient célibataires et chaque fois qu'elles passaient devant un mec, elles disaient « ouais, vas-y celui-là il est beau, viens on va lui parler, vas lui demander son numéro », je faisais « ouais c'est ça ». C'était plutôt pour draguer qu'elles allaient à Paris, et pour le shopping. Elles m'ont appris des choses pour prendre le RER, avant j'avais pas compris pourquoi des fois y'avait un D, un 3, un 5. Et c'est elles qui m'ont appris, « ouais si tu descends là, ça veut dire que tu peux prendre le métro 3 », ou à bien regarder sur la carte où je veux aller »* (Lycéen, 16 ans).

Ces déplacements autonomes entre jeunes du même âge se font d'abord vers les centres commerciaux situés à proximité du quartier, généralement vers douze ans pour les garçons et quatorze ans pour les filles. Néanmoins, les *flâneurs* se lassent vite de la fréquentation de ces lieux, car ils y croisent une grande partie des habitants de leur quartier et ils n'y sont donc pas dépaysés. Ils se déplacent alors rapidement vers des destinations plus lointaines, comme Châtelet-Les Halles ou des quartiers touristiques de la capitale (voir infra) :

> *« J'ai pu sortir toute seule avec mes amis en quatrième, troisième. Je commençais à découvrir Belle Epine. Je disais à ma mère que j'allais là-bas, et juste elle me disait de pas rentrer trop tard, de faire attention, parce que je commençais juste à sortir, elle allait pas me dire de rentrer à minuit. Je me suis dis « vas-y, je vais acheter mes affaires sans ma mère, c'est bien », mais en même temps je connaissais déjà, parce que j'y allais avec ma mère avant, mais là j'y allais toute seule, c'était mieux. En fait jusqu'à Choisy ça allait, mais après j'étais perdue, je me dis « on prend le TVM dans ce sens là ou dans ce*

> *sens là ? ». Je disais à ma mère que j'allais me perdre, mais elle me disait « tout est affiché, tu peux pas te perdre » (…) Bon, Belle Epine ça a commencé à saouler au bout d'un moment, ça restait toujours pareil, donc après rapidement j'ai commencé à aller à Châtelet »* (Lycéenne, 17 ans).

L'accès à la carte Imagin'R, lors du passage du collège au lycée pour les banlieusards, avant pour les *flâneurs* parisiens, joue alors un rôle fondamental pour ces adolescents. Elle leur permet d'élargir la fréquence et l'amplitude géographique de leurs déplacements en transports en commun. En effet, même si leurs parents leur fournissaient occasionnellement des tickets, ils avaient auparavant très souvent recours à la fraude pour se déplacer. Celle-ci se faisait sur de plus courtes distances que les *adolescents du quartier*. Les *flâneurs* n'aiment en effet guère se déplacer avec des jeunes plus âgés, alors que la présence de ces derniers facilite l'amplitude géographique de la fraude (voir supra, chapitre 7). Ils fraudaient ainsi le plus souvent pour se déplacer dans les centres commerciaux situés à proximité ou pour se rendre en cours. Cela leur permettait de réutiliser le week-end, pour des trajets plus lointains, les tickets fournis par leurs parents pour les déplacements scolaires.

> *« La carte Imagin'R, je l'ai eue en seconde, comme je suis obligée de prendre le bus tous les jours pour venir en cours. Ça a changé pas mal de choses. En fait, la carte elle me permet d'aller plus loin, parce que j'aime pas frauder dans les RER, c'est trop dangereux. Déjà pour passer, il faut demander aux gens si tu peux passer avec eux ou bien il faut sauter, non moi j'aime pas. C'était plus dans le bus que je fraudais, mais là c'est bon vu que j'ai la carte Imagin'R, y'a plus besoin maintenant. Dans le bus au pire si tu te fais prendre, ben t'es déjà dans le bus ils vont te filer une amende et toi tu continues quand même, alors que dans les RER ils vont t'arrêter direct »* (Lycéenne, 16 ans).

Ces adolescents ont insisté auprès de leurs parents pour obtenir la carte Imagin'R, en soulignant notamment son avantage financier vis-à-vis de l'emploi de tickets. Le passage au lycée contribue à emporter la décision, car il nécessite des déplacements quotidiens en transports en commun. Depuis, ils utilisent cette carte pour se déplacer à Paris tous les week-ends ou durant les vacances scolaires, période pendant laquelle ils sortent peu de la région francilienne. Ils sont d'ailleurs au courant des diverses modalités d'utilisation de cette carte, comme son dézonage le week-end ou la possibilité de se faire rembourser une amende en cas d'oubli lors d'un contrôle. Cette carte contribue également à sécuriser les parents, car ils savent que leurs enfants ne risquent plus de récolter des amendes en se déplaçant.

L'accès à la carte Imagin'R leur a permis de perfectionner leur connaissance du réseau de transports en commun, acquise en partie lors de leurs premiers déplacements avec des membres plus âgés de la famille. Ils maîtrisent, bien mieux que les adolescents présentés jusqu'à maintenant, les différentes lignes de transports et les connexions intermodales. Ils n'ont donc pas peur d'emprunter des tronçons du réseau qu'ils ne connaissent pas, car ils savent qu'ils arriveront à retrouver leur chemin. Si les parents des *flâneurs* de banlieue

maîtrisent parfaitement le réseau de transports (voir supra), les adolescents résidant dans une ZUS parisienne peuvent alors également partager leur savoir avec leurs parents, lorsqu'ils se déplacent en dehors de la capitale :

> *« Un jour, j'étais allé accompagner ma mère pour aller au travail, parce qu'en fait ma mère elle connaissait pas ce trajet-là. Parce que c'était les grèves, donc par où elle passait d'habitude c'était pas possible et moi j'étais en vacances. Elle m'a demandé « tu sais comment on fait pour aller à Orly autrement ? ». Je lui ai dit de prendre le RER jusqu'à Antony, parce que moi je prends tout le temps le RER B pour aller à l'entraînement et c'est écrit sur le truc que y'a l'aéroport à cette station (...) Elle devait payer le ticket cinq euros après pour aller à Orly, sa carte elle était pas valable là-bas, et comme de par hasard elle avait pas d'argent, pas de monnaie, moi j'avais rien non plus, donc elle a dû prendre un autre trajet. J'ai regardé le plan de métro, j'ai cherché autre chose, j'ai réfléchi, j'ai réfléchi, et j'ai trouvé un bus. Après on est allé demander au guichet, après le guichet il nous a confirmé, après ma mère elle est partie, elle a pris le bus, le bus il l'a déposée à l'aéroport (...) Moi je maîtrise les transports, je me retrouve, RER et métro je m'en sors facile »* (Collégien, 15 ans).

5. Des déplacements planifiés jusqu'au lieu d'arrivée qui deviennent plus aléatoires ensuite

Désormais et à l'exception des visites familiales, les *flâneurs* se déplacent accompagnés des quelques amis du quartier dont ils sont très proches, filles ou garçons. Ces déplacements sont donc plus mixtes que ceux des adolescents présentés jusqu'à présent. Ils sont planifiés quelques jours à l'avance, les adolescents prévoyant le nombre de jeunes présents et le trajet suivi. Deux adolescents de cette catégorie se déplacent néanmoins de manière plus solitaire, car aucun ami de leur quartier ne partage leur goût pour la mobilité. Ces déplacements solitaires sont beaucoup plus caractéristiques des *flâneurs exclusifs*, qui seront présentés dans le chapitre suivant. Les *flâneurs* peuvent également se déplacer avec d'anciens amis du quartier ayant déménagé ou avec des jeunes d'un des quartiers où ils ont auparavant résidé. Ils se fixent ainsi un point de rendez-vous, le plus souvent à Châtelet ou à Gare du Nord.

> *« En fait, on prévoit toujours un petit peu, parce qu'on aime pas faire sur le moment, parce qu'après la plupart du temps ça marche pas. Donc on prévoit un petit peu ce qu'on va faire, ça m'est jamais arrivé d'aller chercher quelqu'un sans le prévenir ou de lui dire « viens, on va à Châtelet ». C'est pas on part au hasard. Avant, on regardait le trajet sur Internet, bon maintenant on connaît par cœur, mais avant, c'était ça. Si on voit que ce sera une journée galère, ben on reste chez nous, faut que ce soit un vrai plan. Après, on*

> *s'appelle par MSN ou par texto pour se donner rendez-vous à la station de métro »* (Lycéen, 17 ans).

S'ils planifient leurs déplacements en dehors du quartier, les flâneurs aiment au contraire, une fois sur place, marcher sans but précis, se perdre, laisser le hasard jouer un rôle important dans le déroulement de l'après-midi.

> *« C'est le hasard qui nous fait découvrir, on s'arrête à une station pour faire quelque chose et après on continue un peu à se balader. A Bastille j'ai découvert les petites rues par exemple. C'est parce que je devais accompagner une copine à une boutique, et après on est parties se promener à côté, même si on est pas parties trop loin quand même, pour pas se perdre. Bon ça nous arrive de nous perdre, mais après on demande aux gens où est la station de métro la plus proche. C'est pas grave de se perdre, c'est marrant en fait »* (Lycéenne, 15 ans).

Cette flânerie urbaine peut également être nocturne pour les garçons de cette catégorie, notamment lors de grandes festivités comme la Fête de la Musique ou les Nuits Blanches. Elle peut également se dérouler sur le réseau de transports en commun, mais ce type particulier de flânerie concerne généralement les adolescents parisiens, qui ont moins l'habitude que les autres de choisir un lieu de destination précis avant de se déplacer :

> *« Avec mes trois potes, on va n'importe où, quand on a envie d'aller là-bas, on y va. Chacun son tour on va décider sur le plan du métro où on va aller. Y'a pas d'endroits où on va le plus, on choisit au hasard sur une carte, « aujourd'hui on va là », en regardant le plan de métro. J'ai un Navigo en plus, donc il faut naviguer c'est normal »* (Collégien, 15 ans).

6. Profiter de la diversité et de l'anonymat de la foule urbaine

Si les *flâneurs* aiment laisser le hasard jouer un rôle important dans le déroulement de leurs sorties, c'est qu'ils n'ont pas d'objectif précis en se déplaçant si ce n'est « fréquenter les fréquentations » (Ostrowetsky et Bordreuil, 1989). A l'inverse de nombreux autres adolescents de ZUS, ils n'ont donc pas peur de se fondre dans la foule urbaine, dont les flots peuvent même être détournés dans un esprit ludique :

> *« Perso, moi j'aime bien être dans la foule. Y'a des gens quand ils vont se faire bousculer, ils vont faire « ouah », commencer à crier… Moi perso, si je me fais bousculer, je vais regarder la personne, elle sait qu'elle m'a bousculé, elle va s'excuser, je vais pas faire « ouais, pourquoi tu m'as poussé ?». La foule c'est normal, je m'embrouille pas pour des trucs comme cela. Au contraire, moi c'est ça que j'aime bien, des fois j'aime bien esquiver les gens, parce que des fois y'a des gens ils sont énervés « vas-y je bouge pas, je marche et si y'a une personne qui vient je la bouscule », moi j'aime bien l'esquiver, je marche vite*

et quand la personne elle arrive, ben je l'esquive, c'est marrant » (Collégien, 15 ans).

Mais ils cherchent avant tout à profiter de la diversité et de l'anonymat de cette foule urbaine. Ils considèrent qu'ils n'ont pas accès à ces deux qualités dans leur quartier ou dans les centres commerciaux situés à proximité, ce qui explique qu'ils cessent de fréquenter ces lieux dès le début de l'adolescence (si ce n'est pour des motifs précis d'achat). Contrairement aux *adolescents du quartier* et aux *filles de bonne famille* qui trouvent rassurante la présence dans ces centres commerciaux de nombreux habitants du quartier, les *flâneurs* n'apprécient pas d'y rencontrer des connaissances. Ils ne voient guère de différences entre passer du temps dans ces lieux ou dans leur quartier. En raison de la présence de nombreux jeunes de ZUS, les garçons de cette catégorie craignent également d'y être interpellés par la police pour des actes délictueux qu'ils n'ont pas commis :

« Rosny 2, j'y vais pas trop. J'y suis allé y'a pas longtemps avec deux potes et je suis arrivé dans le truc, on a fait les magasins, même pas dix minutes après on est ressortis. Après y'a eu une histoire, nous on était dans le bus, et des grands de cité ils avaient volé je crois et ils s'étaient embrouillés avec la police, ben ils sont montés dans le bus, les policiers ils ont commencé à courser, le bus il s'est arrêté, les policiers ils sont montés, ils ont gazé dans le bus, donc on est sortis. Après les policiers ils nous ont pris, ils voulaient nous emmener au poste, alors qu'on avait rien fait, ils pensaient qu'on était avec eux. Après y'a une dame qu'a dit « ouais, ils y sont pas », et après ils nous ont relâchés » (Collégien, 15 ans).

Ces adolescents recherchent dans leurs mobilités la possibilité, qu'offre l'anonymat, de se mettre en scène et d'adopter des comportements exubérants qu'ils n'osent pas avoir dans leur quartier par crainte des réactions des autres habitants. Ils immortalisent cette mise en scène temporaire de soi en se prenant en photographie avec leurs amis sur des téléphones portables. Ce sont principalement les filles de cette catégorie qui sont en quête de ces « espaces de secondarité », ces lieux qui permettent aux individus de jouer des rôles différents et moins contraints que dans les espaces du quotidien (Rémy, 1996). Les garçons mettent moins en avant cette motivation à se déplacer, car ils ne se sentent pas autant surveillés dans leur quartier. Certains d'entre eux soulignent néanmoins que se perdre dans la foule urbaine leur offre des moments de solitude auxquels ils n'ont pas forcément accès au quotidien, en raison de l'interconnaissance et de l'effervescence dans leur quartier :

« A Châtelet, je monte sur la place et puis je me balade un peu en haut. J'y suis allé plusieurs fois tout seul, j'aime bien marcher là-bas parce que y'a plein de pavés partout, moi j'aime bien les routes qui sont pas droites, donc j'ai marché, marché… J'allais toujours tout droit et après dès que j'ai vu que j'atteignais le fond et que y'avait rien du tout, ben je suis retourné dans l'autre sens. Après quand je suis revenu, je prenais d'autres chemins. En fait je

> *réfléchissais aussi, parce que y'avait un truc que j'avais en tête. Quand je marche, je pense à plein de trucs, par exemple mes souvenirs en colonie et d'un coup ils reviennent comme ça, et y'en a un qui revient, après y'en a un autre qui revient, et un autre, et à chaque fois c'est comme ça et me les remémorer ça me fait un bien, un truc de ouf (...) C'est vraiment un truc que j'aime, c'est comme si c'était une drogue et c'est en marchant seul que j'y pense. Dans le quartier, ou quand je suis au hand, j'y pense pas, c'est bizarre mais chaque endroit a sa personnalité, moi au hand je suis super actif, un peu trop même. A l'école je peux être super lent comme super rapide, et puis quand je marche je suis super lent. C'est chaque endroit en fait il a son propre rythme, RER et marche c'est plus lent, ça permet de penser aux souvenirs »* (Lycéen, 16 ans).

Les *flâneurs* sont également séduits par la diversité de la foule urbaine, dans laquelle ils aiment observer les différents styles vestimentaires des jeunes. Ils ont fortement conscience des différences entre adolescents en fonction de leur origine sociale et résidentielle. Ils différencient en particulier les jeunes de banlieue de ceux qui résident à Paris, qu'ils repèrent à leur accoutrement (jean slim, sacs de marque pour les filles, cheveux longs et lunettes voyantes pour les garçons…) ainsi qu'à leur comportement (sentiment de peur lorsqu'ils croisent certains jeunes de ZUS, attitude exubérante dans d'autres situations). Mais, contrairement aux *adolescents du quartier* et aux *filles de bonne famille*, les *flâneurs* sont friands de la diversité de styles et de comportements qu'ils observent dans leur mobilité :

> *« C'est intriguant des fois de partir sur Paris. Parce qu'on voit plein de personnes qu'on pourrait pas voir dans notre cité. Par exemple, si je vais à Paris, si je croise des gothiques, ben moi dans ma cité y'a pas de gothiques. Donc voilà, ça fait bizarre, on voit des trucs à Paris qu'on voit pas dans la cité, parce que franchement y'en a pas beaucoup des gothiques en banlieue. Que quand on va à Paris, ils sont plus libres. Ça me fait rire, c'est drôle, y'en a que je regarde, y'en a que je calcule même pas, ça dépend de la façon dont ils s'habillent, s'ils sont extravagants genre mille piercings, c'est sûr on les remarque, c'est marrant… A Paris, y'a plus de gens qui s'habillent comme ils veulent, nous on s'habille tous comme on veut mais moins extravagant. Je sais pas dans ma cité, y'a pas de femmes qui mettent des trucs archi serrés, moulants, alors qu'à Paris on peut voir ça. C'est intriguant, ça fait bizarre de voir ça, alors que si on habitait à Paris peut être on serait moins surpris »* (Lycéenne, 17 ans).

Ces adolescents aiment également être dépaysés par des spectacles de rue auxquels ils n'ont pas l'habitude d'assister (acrobaties, clowneries, batailles entre danseurs), mais surtout par les événements spontanés de la vie urbaine. Ces événements sont l'occasion de rire entre amis, notamment lorsque les adolescents observent le comportement désordonné de marginaux. Mais contrairement aux *guerrières*, ils ne se moquent pas de ces citadins et ils ne s'amusent pas à les provoquer :

> *« À chaque fois que je vais à Place d'Italie, y'a un vieux qui danse et il nous fait rire, il est avec un caddie et une radio, c'est un SDF et il danse, les gens ils lui donnent de l'argent, ça nous fait rigoler. C'est notre pote en fait, des fois on va même lui parler »* (Lycéen, 17 ans).

Se déplacer leur permet de rencontrer et d'échanger, même de manière éphémère, avec d'autres jeunes qu'ils ne connaissent pas. La plupart des *flâneurs* valorisent ainsi la mentalité des « *parisiens* », plus ouverts, selon eux, à ces relations de sociabilité que les jeunes de leur quartier. Ce terme ne désigne pas seulement les adolescents qui habitent à Paris, mais également ceux qui fréquentent la capitale dans leurs mobilités. Cette sociabilité éphémère peut ensuite parfois déboucher sur des relations d'amitiés plus durables :

> *« Des fois, quand je bouge, je rencontre des gens que je connais et des fois je rencontre des gens que je connais pas et que j'apprends à connaître s'ils sont bon délire. C'est dans les fast foods, les Mac do, des trucs comme ça (…) C'est des garçons ou des filles. Y'a quelqu'un qui vient te voir, on discute, il va faire une blague, tu vas en refaire une et après ça sympathise, voilà. Des gens que tu connais pas forcément avant, tu discutes de tout et n'importe quoi. Tu gardes pas autant le contact qu'avec tes amis, mais on va garder le contact quand même un peu, on s'envoie des messages de temps en temps. Et après si on a plus d'affinités, on va aller sur MSN. Y'en a quelques uns que j'ai rencontrés comme ça et après on se revoit à Châtelet, ou autre part »* (Lycéenne, 17 ans).

Les *flâneurs* fréquentent également la foule urbaine avec l'objectif de séduire d'autres adolescents au gré de leurs pérégrinations. Ces tentatives de séduction sont généralement orientées vers des jeunes de même origine sociale, repérés notamment grâce à leur style vestimentaire. En effet, s'ils aiment observer dans leurs déplacements une diversité de styles, les *flâneurs* considèrent généralement que la différence de mentalité avec les adolescents d'une autre origine sociale rend difficile la naissance d'une relation amoureuse.

> *« Souvent on sort comme ça avec ma copine, on sait même pas là où on va. On se fait draguer, on regarde si on voit des beaux gosses… Y'a plein de beaux gosses à Châtelet, bon y'a des garçons qui sont bizarres aussi, mais y'a beaucoup de beaux gosses qui passent. La plupart des beaux gosses, c'est des blacks. Mais y'a des blancs aussi qui sont beaux gosses. Mais je regarde juste, je drague pas, enfin un petit peu (rires). On fait ça à Châtelet, dans le jardin qui est derrière, on marche, on s'assoit si on est fatiguées. On a pas d'argent pour acheter, donc on se promène comme ça, pour voir les gens, rencontrer des beaux gosses »* (Collégienne, 16 ans).

Les garçons de cette catégorie possèdent une compétence à aborder les filles de catégories populaires sans agressivité et avec humour, tout en étant reconnus comme des jeunes de ZUS, grâce par exemple à des marqueurs vestimentaires. Certains d'entre eux cherchent

également à séduire des filles d'un autre milieu social, qui résident souvent dans Paris intra-muros. Ils jugent que celles-ci sont plus soucieuses de leur apparence extérieure et qu'il leur sera plus facile de disposer de moments d'intimité, alors que les relations amoureuses des filles de ZUS seraient plus surveillées par leur famille. Ces adolescents doivent alors arriver à gérer différents registres de comportements, selon qu'ils sont avec les amis de leur quartier ou avec l'entourage de leur petite amie (voir infra) :

> *« Des fois, je vais à la Tour Eiffel avec ma meuf, elle vient de Paris. Je l'ai rencontrée à Paris, à la Tour Eiffel, ça doit faire un an et demi qu'on est ensemble, des fois je vais chez elle, ses parents ils me connaissent. C'est une française, plutôt bourgeoise, je fais le gentil garçon devant les parents mais je suis pas un gentil garçon. Elle est jamais venue dans ma cité, c'est une bourgeoise, elle a peur des banlieues. Mais, je lui ai montré une bonne face de moi, je lui ai pas montré la face jeune délinquant. Même si je suis pas un super délinquant, j'ai jamais fait quelque chose de ouf, mais on va dire je suis pas pareil avec elle ou mes potes »* (Lycéen, 17 ans).

7. Châtelet-Les Halles, lieu emblématique de cette flânerie urbaine

Les *flâneurs* trouvent ces différentes qualités de la foule urbaine lorsqu'ils se déplacent dans Paris intra-muros, en particulier à proximité du forum des Halles. Ce lieu participe autant que le quartier de résidence à leur construction identitaire. Comme l'affirme une adolescente, « *avec mes copines, on est des meufs de Châtelet* ». Ce quartier concentre un certain nombre de qualités qui en font un lieu mythique pour les jeunes au début de l'adolescence, car ils savent que de nombreux adolescents s'y rendent le week-end[96] :

> *« La première fois que je suis allé à Châtelet, j'étais content, parce que je savais que tout le monde traînait sur Paris, donc j'étais un peu excité. Y'avait des potes qu'en parlaient, mon grand frère je savais qu'il allait tout le temps sur Châtelet. Il me racontait pas trop ce qu'il faisait là-bas, mais je savais qu'il allait sur Châtelet. On m'a dit que c'était un lieu où tout le monde allait, un lieu fréquenté on va dire, où il y a beaucoup de monde qui y va, beaucoup de jeunes de mon âge, donc je me suis dit « pourquoi pas moi ? ». Donc j'y suis allé et maintenant j'ai pris l'habitude »* (Lycéen, 16 ans).

Ce quartier est tout d'abord particulièrement prisé par les *flâneurs*, parce qu'il constitue pour eux le lieu francilien par excellence des jeunes. En effet, les adolescents y sont majoritaires, du moins le week-end, ce qui explique que la fréquentation des lieux perde de son intérêt en semaine, car moins de jeunes sont présents. Les *flâneurs* considèrent le Forum des Halles et ses environs comme un lieu dans lequel ils peuvent côtoyer des adolescents de toutes les origines géographiques et sociales, car il est situé au centre du

[96] Le centre commercial de La Part Dieu joue un rôle similaire pour les adolescents de ZUS de l'agglomération lyonnaise (Berthet, 2002).

réseau de transports publics franciliens. Ils aiment assister à l'exposition de la diversité de comportements, de styles vestimentaires et de cultures urbaines qui caractérise ce lieu, chaque groupe d'adolescents affichant ses différences aux yeux des autres (Hass et Hérard, 2008). Ils opèrent d'ailleurs un découpage cartographique du quartier en différenciant des micro-lieux en fonction du style, de l'origine résidentielle, sociale et/ou ethnique des jeunes qui y sont plus présents que les autres (les « *tecktonicks* », les « *gothique*s », les « *électros* », les « *antillais* »….).

> *« Châtelet le week-end c'est le lieu des jeunes, y'a tellement de jeunes que j'ai l'impression que y'a tout le monde qui vient ici. C'est divers aussi, en fait c'est pour ça que j'aime bien Châtelet, parce que y'a plusieurs styles en fait. Donc on se retrouve au moins dans le style de quelqu'un. Y'a des punks, des gens qui s'habillent large, y'a ceux qui sont électro et nouvelle mode on va dire, après y'a ceux qui sont style hip hop. Et y'en a je sais pas trop c'est des quoi, je sais pas trop comment on appelle leur style, mais c'est des gens qui se déguisent, ils aiment bien se déguiser, et on en voit souvent aussi des comme ça là-bas. Ils ont des personnages, des chevaliers et tout, on les voit surtout vers la fontaine. Et puis y'a des antillais aussi, des africains, des reubeus, des français, des asiatiques aussi. Ça me plaît de voir ça, ça me fait rire, j'aime bien ils ont tous leur style. La première fois je me suis dit « ah c'est cool ici, y'a de tout »* (Lycéenne, 16 ans).

Lorsque ces adolescents se rendent à Châtelet, contrairement aux *adolescents du quartier* et aux *passionnés*, ils ne restent pas dans un endroit circonscrit. Ils sont au contraire constamment en mouvement. Ils commencent par déambuler à l'intérieur du Forum des Halles, puis ils flânent à l'extérieur. Ils s'arrêtent ponctuellement pour acheter à boire et à manger, se reposer sur un banc, discuter entre amis ou avec des inconnus, regarder des vitrines ou essayer des vêtements en prévision de futurs achats. Cette flânerie dans le Forum et ses environs est propice à la rencontre d'autres adolescents. Si les *flâneurs* y fixent parfois des rendez-vous avec des amis qui n'habitent pas dans leur quartier, ils peuvent ainsi également les croiser par hasard dans ces lieux :

> *« Châtelet, j'aime bien, parce que c'est comme les retrouvailles, parce qu'on a l'impression que y'a pas de gens de Châtelet qui vont à Châtelet, c'est plus les autres personnes qui vont à Châtelet. Des fois je rencontre un ou deux potes là-bas comme ça par hasard, « ouais tu fais quoi ?» et tout. Après on continue la journée ensemble. Ça change à chaque fois. Un jour je vais y aller, je vais voir personne, un autre jour je vais peut être rencontrer trois potes que je connais, on va draguer des filles et tout. Par exemple, y'a une personne que j'ai rencontrée, avant je traînais beaucoup avec lui, quand on était petit on traînait tout le temps ensemble et après il a déménagé. Après je l'ai revu à Châtelet et c'est la dernière fois que je l'ai vu, après il est parti en Guadeloupe et depuis je l'ai plus jamais revu, j'ai plus de nouvelles de lui »* (Collégien, 16 ans).

Mais, ce quartier offre surtout la possibilité aux *flâneurs* de rencontrer des adolescents qu'ils ne connaissent pas, que cette sociabilité éphémère débouche ou non sur des liens d'amitié plus durables grâce à l'échange de numéros de téléphone ou d'adresses MSN. Cette sociabilité peut prendre la forme d'une remarque positive sur le style vestimentaire de l'adolescent, de discussions éphémères sur un sujet d'actualité, de participations à une discussion déjà en cours entre adolescents, d'un échange de plaisanteries ou de moqueries sur d'autres jeunes présents :

> *« J'aime bien Châtelet, parce qu'on se tape des barres là-bas, on rigole et tout. Avec les gens on s'amuse, on fait des rencontres. Si on voit un mec il est dans notre délire, on le connaît pas, mais normal on va aller lui parler. Si par exemple on est assis au Macdo et on clashe un mec, et lui le mec à côté il rigole, ben on va lui dire « ouais t'as vu sa tête et tout » des trucs comme ça, on va le faire rentrer dans notre délire. On se fout de la gueule gentiment d'un mec de notre équipe, c'est juste un jour il a fait une erreur, on a un dossier sur lui. Après les mecs à côté ils rigolent « ouais même tes potes ils te vannent », après c'est bon on part, barre de rire, on fait « regarde même les gens qui te connaissent pas ils se moquent de ta tête, regarde ta tête ». Après ils sont là « ah ouais, j'avoue sa tête et tout », après on commence à rigoler. Après, on parle vite fait, on parle des chichas où on va et tout, après ils disent « on connaît une putain de chicha nanana ». Après les mecs on peut les revoir là-bas. Je sais pas comment dire, on se capte. On se dit « tiens voilà mon numéro, on y va samedi »* (Lycéen, 17 ans).

Enfin, la fréquentation du quartier par des adolescents de l'ensemble de la région francilienne en fait également un lieu propice au flirt. Les filles de cette catégorie sont cependant plus critiques que les garçons à propos des tentatives de séduction dont elles font l'objet dans ces lieux, qu'elles jugent souvent trop directes (voir, supra le chapitre sur les *filles de bonne famille*).

Notons également que, contrairement aux autres *flâneurs*, ceux qui résident dans une ZUS parisienne n'apprécient pas ce quartier. Ils s'en sont lassés, car ils connaissent le lieu depuis tout jeunes. Ils considèrent qu'il est fréquenté majoritairement par des jeunes de banlieue, qui pourraient leur chercher querelle. Ils ont également plus la possibilité que les *flâneurs* de banlieue de flirter à proximité de chez eux avec des inconnus, sans se soucier de la réaction des jeunes plus âgés. Ils préfèrent en conséquence séduire d'autres adolescents au hasard de leurs flâneries urbaines dans Paris plutôt qu'à Châtelet :

> *« Moi, j'aime pas les lieux comme Châtelet. Les gens ils se posent comme ça, ils attendent que les gens passent. Châtelet jamais je vais traîner là-bas, avant oui, mais maintenant non. Les gens, ils vont là-bas pour les filles. Y'a trop de banlieusards là-bas, et en fait eux ils sont là juste pour les filles. Ça fait trop daleux de filles, ça fait trop mecs en manque. Tu vas pas te poser dans un endroit de deux heures à six heures pour des filles, c'est un peu bête ça (...) Nous on va pas draguer non plus des meufs de notre cité. Eux en banlieue, il*

> *faut qu'ils fassent comme nous, ils vont autre part. C'est leur problème, après ils vont à Châtelet. Alors que nous, les filles c'est dans la rue, si t'es beau tu te fais remarquer, c'est tout. Ça peut être des filles de Paris ou de banlieue, je les rencontre quand elles viennent sur Paris (…) En plus, à Châtelet y'a beaucoup de gwadas (NDLA : antillais) là-bas, ils aiment pas les arabes eux. Des martiniquais, tous ceux qu'ont des gros manteaux de fourrure et tout. Avant quand je traînais là-bas y'en a un qu'est venu nous voir et qui nous a dit « moi j'aime pas les arabes ». Depuis je vais plus là-bas, ils sont trop agressifs »* (Collégien, 16 ans).

8. Une flânerie qui se prolonge dans les quartiers touristiques de la capitale

Les *flâneurs* de Paris intra-muros ne sont pas les seuls à s'être lassés de la fréquentation du Forum des Halles et de ses environs. Ceux qui habitent en banlieue, en particulier les filles, sont également nombreux à fréquenter ce lieu de manière plus épisodique à mesure qu'ils montent en âge. La possibilité de croiser d'autres jeunes de leur quartier ainsi qu'une connaissance intime des lieux, font qu'ils n'ont plus l'impression d'être dépaysés lorsqu'ils s'y déplacent. Ils décrivent alors Châtelet comme un sas d'entrée qui leur a permis de s'habituer à la vie urbaine parisienne. Mais, dans leur discours, ils l'incluent de moins en moins dans les quartiers parisiens. Ils opèrent au contraire un rapprochement entre ce lieu et les espaces qu'ils ont l'habitude de fréquenter au quotidien :

> *« Châtelet, maintenant j'y vais moins souvent, j'y vais de temps en temps, mais je vais autre part pour changer un peu, parce qu'à force on connaît tout par cœur, c'est devenu une habitude, c'est même plus un plaisir. L'année dernière j'y allais tous les week-end, c'était surtout pour voir d'autres jeunes (…) Mais maintenant, je trouve que c'est mieux de rester sur Paris même, enfin Paris centre, je préfère ça à Châtelet. Parce que Châtelet c'est pas vraiment Paris, c'est comme si c'était la banlieue. Les gens de cité je les vois tous les jours, je préfère voir de nouvelles têtes, de nouvelles choses, parce que ça m'apprend plus »* (Lycéenne, 16 ans).

Les *flâneurs* ont donc pris l'habitude de fréquenter d'autres lieux que Châtelet durant leurs mobilités. Les filles de cette catégorie se rendent occasionnellement dans des centralités commerciales éloignées de leur domicile, comme La Défense, qu'elles trouvent plus chic que Châtelet en raison de ses fréquentations. Certains d'entre eux rendent également visite à des amis habitant dans Paris intra-muros, qu'ils ont rencontrés dans leur quartier de résidence ou durant leurs déplacements :

> *« J'ai une amie dans le 17ème, je descends au métro Brochant et après c'est tout droit. Je l'ai connue dans la rue à Châtelet, en ayant fait connaissance grâce à une copine. Je la connaissais pas avant Châtelet, j'étais avec une amie et elle aussi c'est une amie à mon amie. Elle l'avait amenée. Quand je vais la voir*

> *dans le 17ème, souvent on sort, on reste pas toute la journée chez elle. J'aime bien me balader là-bas, à Paris»* (Collégienne, 17 ans).

Mais, ces adolescents fréquentent surtout avec leurs amis des quartiers touristiques de la capitale, comme celui de Bastille, de Saint-Michel, de Trocadéro ou de la Tour Eiffel. Ils sont plus particulièrement sensibles à l'anonymat qu'ils peuvent trouver dans ces lieux, car ils ont beaucoup moins de chances d'y croiser des jeunes de leur quartier qu'à Châtelet. Cet anonymat est d'autant plus recherché lorsqu'ils se promènent avec leur petit(e) ami(e). Ils y apprécient aussi l'architecture dépaysante, ainsi que la possibilité de s'immerger, même ponctuellement, dans le quotidien de citadins d'un autre milieu social :

> *« J'aime bien ne pas être dans ma banlieue, ne pas rencontrer les mêmes gens, ne pas voir les mêmes têtes. Bon des fois je vais voir quelque personnes que je connais, mais ça c'est plus à Châtelet. Paris c'est plus chic que Châtelet, c'est pas le même milieu. Là-bas c'est plutôt touriste et on va plutôt voir des habitués, qui eux ont les moyens de venir à Paris tous les jours. Des fois un petit regard, un petit sourire et après on va aller rigoler avec eux, leur parler. Pendant une journée, t'as l'impression d'être important »* (Lycéenne, 17 ans).

Ces adolescents aiment également rencontrer des touristes, qu'ils peuvent aider à trouver leur chemin. Ces interactions éphémères les aident à s'approprier les lieux, car ils ont l'impression que leur présence est perçue comme naturelle et habituelle. Ils apprécient aussi de côtoyer des jeunes d'une autre origine ethnique et sociale. C'est d'ailleurs généralement dans ces quartiers touristiques que se rendent les garçons de cette catégorie, lorsqu'ils cherchent à séduire des filles de catégories moyennes ou supérieures :

> *« J'aime bien aller à Mouffetard. Parce que le soir, y'a du monde par rapport à autre part. Y'a des filles le soir, y'a des blanches. Y'a des groupes de filles qui viennent le soir, des jolies filles. A Châtelet en fait, y'a plus de filles africaines et tout, et vers Mouffetard y'a plus d'européennes, de blanches. A Mouffetard, c'est rare de voir des africaines. En fait la journée Châtelet c'est bien, mais le soir c'est plus Mouffetard, à partir de vingt heures et tout. A Châtelet le soir y'a plus personne, y'a plus que des gens bizarres, des drogués et tout »* (Lycéen, 17 ans).

Cependant, les *flâneurs* n'apprécient pas tous les quartiers parisiens. A une exception près, ils ne se rendent ainsi pas sur les Champs Elysées. Ils ne sont pas à l'aise dans ce lieu qu'ils jugent trop chic et peu propice aux rencontres, car il n'est pas fréquenté par des jeunes de leur âge. Ils n'aiment pas non plus les quartiers fréquentés quasi exclusivement par la communauté africaine (Château rouge, Château d'eau), qu'ils jugent trop homogènes ethniquement. Ils adressent également ce reproche à un lieu comme Gare du Nord.

Parmi les *flâneurs* les plus à l'aise financièrement, souvent issus des catégories moyennes, certains se rendent dans des lieux semi-privés de la capitale. Ces lieux, aux fréquentations mixtes, leur permettent d'augmenter les chances de rencontres, amicales

ou amoureuses, avec d'autres adolescents. Ces adolescents fréquentent ainsi occasionnellement des fêtes organisées par d'autres jeunes (les « aprèms »), des cafés du centre-ville, mais surtout des cafés-chichas. Ce sont essentiellement les adolescents d'origine maghrébine qui se rendent dans ces cafés, dans lesquels ils peuvent rencontrer d'autres adolescents d'une même origine nationale-raciale et souvent sociale. La fréquentation des cafés-chichas des quartiers centraux permet ainsi aux *« jeunes des classes moyennes d'origine maghrébine, issus des banlieues populaires* (…) *de trouver un lieu d'insertion dans la ville, qui leur permet d'échapper à l'image du ghetto dans laquelle la société française semble vouloir les enfermer* » (Pagès-El Karoui, 2011) :

> *« A la chicha, on va toujours à Châtelet. Si on voit que y'a trop de monde dans une chicha, on va dans une autre. Y'a des gens qu'on connaît pas et après on commence à les connaître. J'ai fait des rencontres, on dirait la chicha c'est comme un endroit de rencontres (...) C'est pas fumer qu'est bien, c'est l'ambiance. Y'a beaucoup de reubeus, je trouve que c'est plus la banlieue qui va à la chicha. Plus la banlieue reubeu. C'est entre seize et vingt-cinq ans, plutôt reubeu, banlieue. Tu peux rencontrer des gens, on peut danser, y'a de la musique reubeu, les gens ils dansent. J'ai l'impression les gens qui vont à la chicha, ben on a tous le même délire, on aime bien la musique. Après on les revoit une autre fois à la chicha, on commence à parler avec eux normal, et après quand on revient on les voit, et c'est là où on commence à rester avec eux »* (Lycéenne, 17 ans).

Ces nombreux déplacements à Paris se traduisent dans les souhaits de mobilité résidentielle, car les *flâneurs* ambitionnent ultérieurement de déménager dans la capitale et/ou d'y mener des études. Certains d'entre eux souhaiteraient également vivre plus tard dans le centre-ville d'agglomérations de Province, qu'ils ont l'habitude de fréquenter lorsqu'ils rendent visite à un membre de leur famille, à un ancien ami de leur quartier ou lors de virées improvisées. Ces déplacements en province, effectués en train, sont rendus possibles par une aide financière des parents ou par les économies amassées grâce à un travail intermittent (marchés, déménagement, mécanique…).

> *« Un jour je suis parti, parce que mon pote il m'a appelé, c'était un jeudi, il m'a fait « ouais, je suis à Nantes ». Je lui ai dit que j'avais rien à faire, il m'a fait « vas-y, viens à Nantes », il était parti avec un autre pote avant, ils avaient rien à faire en fait, ils m'ont dit de venir. Je leur ai dit « ouais, vas-y j'arrive », comme ça deux heures après j'ai fait mes valises et j'ai pris le TGV. J'ai pris les billets à la caisse et je les ai rejoints là-bas. C'était cher quand même mais je savais que le retour j'allais le faire en voiture, parce qu'ils étaient partis en voiture (...) Ils connaissaient personne à Nantes. Moi j'avais une cousine là-bas, je suis passé lui rendre visite vite fait. J'ai bien aimé Nantes, c'est un peu comme Paris en fait (...) En fait, je prends le TGV quand je galère, j'ai un pote à Marseille aussi, c'était un mec de ma cité qu'a déménagé à Marseille. Donc des fois je descends à Marseille, je pars comme ça quand ça galère, je me dis*

> *« vas-y, y'a rien à faire ici », je l'appelle et je lui dis « j'arrive », après il me dit « vas-y viens, tranquille »* (Lycéen, 17 ans).

9. Des qualités que les *flâneurs* trouvent également dans l'espace des transports en commun

Les *flâneurs* cherchent en priorité dans leurs mobilités, nous l'avons vu, à profiter de l'anonymat et de la diversité de la foule urbaine. Or, ils trouvent également ces qualités dans l'espace des transports en commun. Si ces adolescents insistent tous sur la bonne desserte de leur quartier, ils transfèrent leur lassitude vis-à-vis de l'ambiance de leur quartier sur le réseau de transports en commun situé à proximité. Ils n'apprécient ainsi pas la fréquentation de ces transports, quel qu'ils soient (bus, métro ou RER), et ils les jugent moins bien entretenus et avec une moindre fréquence de passage que ceux qui circulent dans Paris. Ils n'aiment notamment guère emprunter les bus qui circulent à proximité de leur quartier.

> *« Dans le métro vers ma cité, les gens on sent très bien que c'est du gens du 93, alors qu'à Paris, la population elle est variée, ils sont plus calmes… Ou quand je prends le RER B, il est pas très bien entretenu on va dire. Alors que le RER à Paris, il est mieux entretenu on dirait. Dans le RER B, on entend des gens qui rigolent fort, aucun respect, alors que des fois y'a un malade. C'est surtout leurs attitudes, par exemple quand ils s'insultent comme ça, c'est pas du respect. Après sur la ligne, c'est Châtelet la limite en fait. Vers Châtelet, les gens ils sont plus calmes, on va dire que leur attitude elle change »* (Lycéenne, 17 ans).

A l'inverse, ils apprécient très fortement les transports qui leur permettent d'élargir géographiquement leurs mobilités et qui traversent Paris intra-muros. Ils avouent notamment une préférence pour le métro et le RER, qu'ils ont l'habitude de fréquenter depuis tout jeune (voir supra). Les plus âgés, ainsi que ceux qui doivent emprunter le RER pour se rendre à Paris, pensent néanmoins passer rapidement leur permis de conduire, en raison de la mauvaise desserte de leur quartier en soirée.

Les *flâneurs* aiment passer du temps dans ces transports, ce qui les conduit même parfois à refuser les propositions de jeunes plus âgés du quartier de les véhiculer à destination de Paris. A l'inverse des *adolescents du quartier* et des *guerrières*, ils ne cherchent pas à s'approprier l'espace des transports ou à provoquer les autres usagers. Ils apprécient la diversité des usagers présents et ils aiment entretenir avec eux des relations de sociabilité éphémères, notamment avec des adolescents :

> *« Le métro j'aime bien. Il t'emmène plus loin déjà que le bus. J'aime bien voir les gens dans le métro aussi. J'aime bien les trajets dans le métro, tu rencontres plein de gens différents, j'aime bien regarder les gens, voir de la nouveauté. Dans le trajet je suis avec mes copines, on rigole, on regarde les gens. On aime bien voir des gens différents, à Paris ils vivent pas forcément pareil que nous (…) J'ai fait des rencontres parfois dans le métro, avec des gens de mon*

> *âge. Plus dans le métro qu'à Châtelet même, mais ça c'est quand je suis pas seule, quand je suis seule je parle pas trop aux gens, plus quand je suis avec un groupe d'amis »* (Lycéenne, 16 ans).

Ces adolescents sont également friands des scènes de la vie urbaine qu'ils peuvent observer dans les transports, mais également de l'anonymat qui caractérise cet espace. Celui-ci leur permet d'avoir des comportements qu'ils n'osent pas adopter dans leur quartier par crainte des réactions des autres habitants :

> *« C'est le RER que je préfère, c'est le mieux, y'a tout le temps de la place, et après comme ça prend du temps, on s'assoit dans le RER, on rigole et tout, alors que dans le bus comme y'a du monde on peut pas rigoler, et dans le métro aussi y'a du monde. Le RER c'est joyeux, on rigole, on crie même des fois. Les gens ils nous regardent, ils disent « c'est quoi ces fous ? ». C'est ça qu'est bien, je connais pas les gens, parce que si on fait ça dans ma cité, les gens ils vont dire « on dirait ils font exprès de crier juste pour qu'on les voie », tandis que dans le RER ou à Paris je les verrai plus les gens, je vais rigoler une fois, ils vont se dire elle est bizarre, mais c'est tout »* (Lycéenne, 17 ans).

Certains *flâneurs* considèrent alors les transports en commun comme un espace où il est possible de flâner au hasard, sans objectif précis, si ce n'est celui de profiter de l'anonymat et de la diversité des usagers. Dans certains cas, cette flânerie peut être solitaire, notamment lorsque les adolescents recherchent des moments d'intimité. Ces pratiques sont cependant plus caractéristiques des *flâneurs exclusifs* qui ont moins d'amis dans leur quartier (voir infra, chapitre 9) :

> *« Des fois je prends le train et je m'arrête dès que j'en ai envie. J'y vais pour réfléchir en fait, je sais pas pourquoi, mais j'aime bien réfléchir dans le train. Je réfléchis sur ma journée, sur ma semaine. Donc j'avance et en plus je découvre de nouvelles lignes. Par exemple, j'ai découvert le métro comme ça. Je monte dans le train, je sais pas trop où je vais aller et dès que je sens que y'a beaucoup de monde qui commence à sortir ben je sors avec eux. Après, je suis quelqu'un et je vois qu'il tourne là, après au dernier moment je tourne dans une autre direction, après je prends un autre train (...) Je fais plutôt ça le dimanche, en général le dimanche je vais voir mon père, mais si je vais pas le voir ben je sors et je vais réfléchir dans le RER. En fait, je sais pas pourquoi mais je me sens bien dans le RER, ça bouge pas trop, c'est assez silencieux. Je suis dans mes pensées, je réfléchis, j'écoute de la musique, et puis je réfléchis je réfléchis. Je suis bien quoi. Quand je réfléchis je suis seul, parce que si mes potes ils sont là, ils vont se dire « ouais, il se moque de moi, il parle pas, il s'en fout de moi » (...) Avant, j'avais jamais vu que le RER c'était bien pour réfléchir, parce que justement je partais avec mes potes, donc à chaque fois, soit on était occupé à faire quelque chose, soit on discutait, donc ça me laissait pas le temps de réfléchir dans mon coin. Mais là aussi j'étais bien quand je parlais avec eux, donc en même temps d'un côté c'était bien, mais sauf que là*

> *c'est vraiment bien aussi quand je suis tout seul. En fait, ça a commencé l'année dernière. C'était avec un ami, on avait pris le train et lui il est descendu à la mauvaise gare, il était descendu à Gare du Nord alors qu'il fallait descendre à Châtelet. J'étais en train de rêver, et après je l'ai pas vu descendre. Dès que je me suis levé, je voulais lui parler et puis je l'ai vu il était là et il m'a dit « à la prochaine tu viens », parce qu'en fait y'avait du monde, lui il était avec sa PSP et moi j'écoutais de la musique, et moi je me suis dit « mais il est bête, c'est pas cette station », et après j'ai oublié, je réfléchissais et après je l'ai perdu. Je suis descendu, je suis revenu mais lui il était plus là, il était parti aussi de l'autre côté, donc après le temps que je revienne chez moi, ben j'ai réfléchi et ça m'a plu »* (Lycéen, 16 ans).

10. Des pratiques d'Internet en adéquation avec la flânerie urbaine

Les *flâneurs* se caractérisent par une fréquentation des espaces d'interactions sociales sur Internet (blogs, MSN, Facebook) relativement en adéquation avec leurs pratiques de mobilité urbaine. Ils y entretiennent ou y créent en effet des liens avec des adolescents ne résidant pas dans leur quartier.

Ces espaces d'interactions sociales leur permettent tout d'abord de rester en contact avec d'anciens amis du quartier qui ont déménagé dans une autre ville. Ils permettent également, dans certaines occasions, de prolonger les rencontres faites sur les lieux de mobilité, grâce à l'échange d'adresses de messageries instantanées, et de plus en plus par celle du profil Facebook :

> *« Quand on va sur Paris, des fois on rencontre des gens. On se donne nos adresses MSN et voilà. Ils habitent pas tous à Paris, y'a même des gens qui viennent en visite sur Paris de la province qu'on a rencontrés. Après, on parle le soir sur MSN »* (Lycéen, 17 ans).

Réciproquement, les *flâneurs* se servent également de ces espaces pour rencontrer des adolescents n'habitant pas dans leur quartier. Il peut s'agir d'une connaissance de leurs amis ou d'un adolescent ayant laissé un commentaire sur leur blog lorsqu'ils en ont un :

> *« J'ai certains amis que j'ai connus sur Internet, sur MSN tout ça, y'a des amis qui me les ont présentés. Par exemple j'ai un ami, il me passe l'adresse d'une personne et après on commence à parler tout ça, et après on se voit. Ou alors, tu peux rencontrer avec les blogs. Par exemple j'ai un blog, y'a des mecs ils viennent et quand ils mettent un message, ils laissent leur adresse MSN ou tu peux aller voir leur blog et après on se parle sur MSN. Mais après y'en a que deux, trois que j'ai vraiment rencontrés »* (Lycéen, 16 ans).

Ces adolescents aiment également flâner sur des blogs et des réseaux sociaux de jeunes qu'ils ne connaissent pas. Ils décident alors de laisser, ou non, un commentaire, en

fonction des caractéristiques de l'adolescent, des photographies qui y sont présentes et de signes laissant supposer des pôles d'intérêts communs :

> *« Des fois, je vais sur les blogs de jeunes que je ne connais pas, et je laisse un petit commentaire. C'est surtout quand ils font des descriptions d'eux, surtout sur leur profil en fait. Sur leur profil, ils mettent leur activité et tout ça. Je regarde si la personne elle est sympa, si leur caractère il ressemble un peu au mien, s'ils aiment bien rire et tout ça, si les photos elles sont bien aussi »* (Lycéenne, 16 ans).

Ces adolescents apprécient l'anonymat procuré par cette flânerie, envoyer ou recevoir des commentaires n'engageant pas nécessairement une relation durable. Ces commentaires peuvent laisser place à un dévoilement plus poussé d'éléments identitaires, grâce à l'échange de l'adresse MSN puis éventuellement du téléphone. La sociabilité dans les espaces d'interactions sociales sur Internet débouche cependant rarement sur des rencontres physiques. En effet, alors que les rencontres occasionnées par les flâneries urbaines peuvent perdurer grâce à Internet, l'inverse est moins vrai. Tous les *flâneurs* évoquent ainsi l'impossibilité d'entretenir une relation virtuelle durable sans rencontre en face à face. Bien souvent, cette sociabilité amicale ne s'inscrit alors dans la durée que lorsque les adolescents rencontrés habitent à proximité :

> *« Comme mon blog il est connu, les gens ils lancent beaucoup de coms. J'ai trois cents et quelques amis, c'est des gens de partout qui lâchent des coms, pas seulement de ma ville, y'a vraiment de tout : pour commenter les photos, pour dire « vas-y passe sur mon blog » (...) Mais moi, je vais bien parler avec la personne que si elle vient de ma ville, si je suis sûre de la croiser, c'est que si je peux la rencontrer après. Ça va jamais très loin avec les gens qu'habitent pas dans ma ville, parce qu'après si par exemple la personne elle habite dans le 93 et que je dois aller jusqu'à là-bas pour la rencontrer, ben j'ai pas envie »* (Lycéenne, 17 ans).

Si la flânerie sur Internet débouche rarement sur des liens amicaux durables, elle peut à l'inverse donner naissance à des relations amoureuses. En effet, une partie des *flâneurs* se sert de ces espaces d'interaction sociale pour flirter avec des adolescents de leur âge. La distance initiale induite par une interaction sur Internet, avant d'accepter le principe d'une rencontre physique, sécurise certains d'entre eux, notamment les filles :

> *« En fait, mon copain actuel je suis passée sur son blog, j'ai pas fait attention, et sur le profil on voit qui est passé. Donc il a dû voir, il est passé « salut ça va? T'es mignonne ». Au début je me suis dit « il a dû le dire à tout le monde », je me suis dit tranquille donc j'ai fait « OK merci, je te retourne le compliment » et c'est tout, j'ai pas flashé forcément. Après il a fait « c'est possible qu'on se parle sur MSN ? ». J'ai fait OK et je me suis dit « au pire s'il est bizarre, je le supprime », après on a parlé et voilà (...) En fait, je me dis que les garçons ils ont plus de chance avec moi sur l'ordi qu'en vrai. Parce qu'en*

> *vrai, je vais me dire « qu'est-ce qu'il a lui ? », alors que sur Internet on va parler, je vais me dire « tranquille, on va être amis », et après ça peut aller plus loin. Alors que dehors s'il me dit « salut ça va? Tu me passes ton MSN ?», ben ça va faire bizarre »* (Lycéenne, 16 ans).

Cependant, cette flânerie sur Internet occupe une place de moins en moins centrale dans la vie des adolescents à mesure qu'ils grandissent. Elle s'efface peu à peu devant la flânerie dans l'espace urbain, plus dépaysante pour les adolescents. Près de la moitié des *flâneurs*, souvent les plus âgés, déclarent ainsi se servir de moins en moins d'Internet pour échanger avec d'autres adolescents. Ce sont principalement des filles qui continuent à flâner sur Internet, car elles ont des horaires de sorties moins tardifs et elles sont donc plus souvent au domicile.

11. Une capacité à passer des codes du quartier de résidence à ceux des lieux fréquentés dans la mobilité

Conséquence de leur manière particulière d'habiter, les *flâneurs* développent une capacité relationnelle qui leur permet d'être aussi à l'aise dans la sociabilité avec les autres citadins rencontrés durant leurs déplacements que dans leur quartier. Continuant à y être présents de manière épisodique, ces adolescents ont acquis la capacité à passer des codes de celui-ci à ceux des lieux fréquentés dans la mobilité : le « code-switching » (Gumperz, 1989).

> *« Je suis à l'aise aux deux endroits, dans ma cité et à Paris. Quand je vais à Paris je mens pas, je dis pas que j'habite à côté quand les gens ils me demandent où j'habite, je dis que j'habite dans une cité (...) J'ai des potes garçons de cité comme d'autres potes qui sont gays. Moi je m'en fiche, faut juste s'adapter à la personne. Mes potes de cité c'est genre ils trafiquent, ils dealent, mais c'est vraiment des bons potes à moi, y'a pas de préjugés, rien du tout, je les connais depuis que je suis petite, ils m'ont vu grandir. C'est les grands frères de mes copines. Mes potes gays, y'en a un c'est comme le confident à ma cousine, il était tout le temps chez elle, il rigolait trop avec moi, on allait au Marais avec lui, on rigole ensemble. Et il a m'a présenté des amis à lui. Je rigole avec mes potes de cité ou ceux qui sont gays, c'est la même chose, on rigole ensemble, mais je ne suis pas non plus pareille. Quand je suis avec mes potes de cité, on dirait trop je suis un garçon avec eux, parce qu'ils me considèrent comme un garçon, pas comme une fille, ils me parlent comme si j'étais un garçon »* (Lycéenne, 17 ans).

Cette compétence à passer d'un code de comportement à un autre est également nourrie par un réseau amical qui comprend à la fois des adolescents de ZUS et des jeunes d'autres quartiers, rencontrés dans les établissements scolaires, des colonies de vacances, par l'entremise de leurs cousins ou cousines ou durant leurs déplacements (voir supra). Les

flâneurs n'adoptent ainsi pas le même comportement selon les amis avec qui ils sont présents :

> *« Moi, je suis très sociable, j'adore aller voir les gens, rentrer dans leur vie, je suis curieux donc je m'entendais bien avec tout le monde dans la colo. J'arrive à m'adapter, si j'étais avec un mec de la colo comme ça, ben je parlerais pas de la même manière qu'avec mes potes. C'était vraiment différent, on pourrait pas me reconnaître si on me voyait parler avec eux. A la cité, quand je rentrais, je me réadaptais tout de suite, c'est comme si j'avais mis Pause et que je remettais Play »* (Lycéen, 16 ans).

Ils occupent d'ailleurs souvent une place spécifique parmi leur groupe d'amis du quartier, car ce sont eux qui les incitent à se déplacer à Paris. S'ils s'entendent bien avec eux, les *flâneurs* ne souhaitent pas qu'ils rencontrent les jeunes qu'ils connaissent à l'extérieur de leur quartier. Ils craignent en effet que les différences sociales et économiques ne rendent impossible la communication entre leurs amis :

> *« Par contre, j'ai jamais incrusté mes potes ghetto chez les gens que je connais. Je sais qu'ils vont pas se sentir à l'aise, parce que c'est pas des caméléons comme moi, ils vont pas s'adapter, ils vont faire « c'est des bolos, venez on se casse ». C'est pas du tout le même délire, pas la même mentalité. Eux là-bas ils sont riches, donc ils s'en battent les couilles de l'argent. Alors qu'ici ils ont rien, donc c'est pas pareil déjà »* (Lycéen, 17 ans).

Quelques garçons de cette catégorie distinguent alors strictement les lieux où ils aiment flâner, en général avec des amis qui ne résident pas dans leur commune, des lieux qu'ils fréquentent en groupe avec les *adolescents du quartier* dont ils sont proches, généralement lors des festivités du Nouvel An ou du 14 Juillet (voir infra chapitre 10, le cas exemplaire de Malcom). Leur habillement et comportement évoluent selon les lieux ou les moments de la mobilité, ce qu'ils résument par l'expression « *être en mode* » (« *être en mode ghetto* », « *être en mode beau gosse* »…). Certains sont ainsi entraînés occasionnellement, par amitié, dans des bagarres dans les centres commerciaux environnants, tout en s'y refusant dans la capitale, par peur de se discréditer aux yeux des autres citadins.

L'acquisition de cette compétence à passer d'un code de comportement à un autre au fil de la mobilité a été favorisée par l'expérimentation préalable de contextes urbains de résidence différents de celui des ZUS. Ces adolescents ont également été familiarisés de manière précoce avec l'anonymat urbain et avec la co-présence avec des inconnus (voir supra). Mais, cette compétence a aussi été nourrie par la confrontation réussie et répétée aux épreuves de la co-présence dans la mobilité. Une partie du chapitre 10 sera d'ailleurs consacrée au cas spécifique des *adolescents du quartier* qui deviennent *flâneurs*, en s'habituant peu à peu aux situations de co-présence avec des citadins d'un autre milieu social et résidentiel. Ces épreuves, passées avec succès, concernent cependant plus les *flâneurs* que les *flâneuses*, qui sont moins susceptibles que les garçons de faire l'objet,

durant leurs mobilités, de réactions d'hostilité des autres citadins et des veilleurs d'espace.

Différentes situations de co-présence occasionnées par la mobilité des garçons de ZUS peuvent ainsi donner lieu à des tensions, comme nous l'avons montré dans le chapitre sur les *adolescents du quartier* : celles avec d'autres jeunes de ZUS, celles avec des citadins d'une autre origine sociale et résidentielle et enfin celles avec les veilleurs d'espace des lieux qu'ils fréquentent. Or, ces trois types d'épreuves ont rarement débouché sur des situations conflictuelles pour les *flâneurs*. Lorsqu'ils croisent d'autres adolescents de ZUS, ils n'interprètent ainsi pas nécessairement l'échange de regards comme une provocation, ou ils jugent qu'il ne justifie pas un affrontement verbal ou physique :

> *« Y'a des jeunes qui sont posés, ben ils te regardent. Pour moi c'est normal de regarder les gens. Juste ils se demandent ce que tu fais là, pourquoi t'avances comme ça. C'est un regard normal pour moi. Par exemple à Colonel Fabien, y'a des jeunes de notre âge qui nous ont fixés, pour moi c'est pas une provocation, parce que toi aussi des fois tu fais ça, mais tu t'en rends pas compte. Ça mérite pas une embrouille »* (Collégien, 16 ans).

De même, ces adolescents n'ont guère été confrontés à des réactions d'hostilité lors d'interactions avec des citadins d'une autre origine sociale et résidentielle. Lorsqu'ils adoptent un comportement ludique avec des citadins plus âgés, ceux-ci ne le perçoivent pas comme une provocation et ils réagissent le plus souvent avec humour :

> *« Quand on est sur Paris, on charrie un peu les gens, surtout ceux qui sont habillés bizarre, y'en a qui mettent des pantalons on voit toutes leurs chaussettes. Mais, c'est gentil. On a aussi d'autres délires, on parle à des gens, on se moque pas, on fait des petites blagues « ah, vous êtes pas passés sur France 3 à la télé ? », les mecs ils font « ouais, ouais ». Ça, on le fait plutôt à des mecs en costard, et y'a des gens qui jouent le jeu « ah ouais tu m'as vu et tout sur Canal + », après on rigole »* (Lycéen, 17 ans).

Enfin, les interactions avec les veilleurs d'espace ne sont pas vécues sous l'angle de la discrimination, notamment parce que les *flâneurs* ont parfois connu des situations dans lesquelles ceux-ci ont fermé les yeux sur la transgression des règles en vigueur dans les espaces dont ils sont responsables :

> *« Quand on bouge sur Paris, on est trois à avoir la carte, ils sont deux à frauder. Y'en a un qui s'est fait attraper, on rentrait de Châtelet et il s'est fait avoir, après le contrôleur il lui a dit « c'est bon tu peux partir », et il l'a laissé, il a eu de la chance (...) Mais c'était déjà arrivé une fois quand j'étais plus petit. On revenait chez nous et la police et les contrôleurs ils attrapent un pote qu'avait pas de ticket. Ils font « personne n'a un euro pour lui ? Comme ça il va s'acheter un ticket, comme ça on lui donne pas d'amende ». Après, on a tous fait « non, on a pas », après il lui a donné un ticket et il est parti normal, il a eu*

de la chance. J'étais choqué qu'ils puissent être sympas en fait » (Lycéen, 17 ans).

II. Les passionnés

Cette manière typique d'habiter concerne principalement des garçons. Elle caractérise des adolescents de ZUS dont les pratiques de mobilité se rapprochent fortement de celles des jeunes de catégories populaires et moyennes résidant à proximité. L'exercice d'une passion ou d'un hobby structure en grande partie la mobilité de ces adolescents et la manière dont ils habitent leur quartier.

La nature de cette passion diffère cependant selon l'origine résidentielle et sociale des adolescents. En ZUS, elle est fréquemment partagée et transmise par des membres plus âgés de la famille. Les adolescents de ZUS se passionnent souvent pour un sport ou pour les mangas, ceux des autres quartiers plus fréquemment pour la musique ou des danses urbaines.

Cette passion est plus ou moins admise dans l'espace de résidence, selon qu'elle correspond, ou non, aux codes culturels en vigueur. Elle influence alors fortement le rapport entretenu au quartier. Elle peut ainsi entraîner chez les adolescents qui avaient l'habitude de passer du temps dans l'espace public de résidence une lassitude vis-à-vis de l'ambiance qui y règne. S'ils restent attachés à leur quartier, ils n'y sont plus présents que ponctuellement. Mais, lorsqu'elle y est mal vue, cette passion amplifie un rejet préexistant du quartier. Elle est l'occasion pour ces adolescents de sortir, ponctuellement, d'un quartier qu'ils n'aiment pas.

Cette passion structure fortement les pratiques de mobilité de ces adolescents, au sens où leurs déplacements ne sauraient être que fonctionnels. Ceux-ci sont dévolus principalement à l'exercice de la passion ou d'activités en compagnie de jeunes rencontrés dans le cadre de celle-ci. Les déplacements sont donc organisés et planifiés : lorsque les *passionnés* n'ont pas de raison précise de se déplacer, ils préfèrent rester chez eux. Ils n'aiment ainsi guère passer du temps à flâner, à se perdre dans les foules urbaines et à utiliser les transports en commun. Ils affichent à l'inverse la volonté de passer le plus rapidement possible leur permis de conduire. Ils se distinguent également des autres adolescents par un usage plus important de la voiture avec des amis plus âgés, qu'ils ont connu dans le cadre de leur passion.

1. Des garçons de ZUS, issus des catégories populaires et de famille monoparentale, dont les pratiques de mobilité se rapprochent de celles des jeunes vivant à proximité

L'idéaltype de cette manière d'habiter a été élaboré à partir de treize entretiens, dont neuf avec des garçons. Cette surreprésentation est logique, car les garçons franciliens sont plus nombreux que les filles à exercer des activités de loisirs (voir supra, chapitre 5).

En proportion, cette manière d'habiter concerne également plus les adolescents résidant dans des résidences privées ou des pavillons situés à proximité d'une ZUS (n=5). Cela

s'explique par le fait que la pratique de loisirs est moins fréquente en ZUS que dans les autres quartiers franciliens (voir supra, chapitre 5). Ces adolescents sont issus des catégories moyennes (n=3) ou des couches supérieures des catégories populaires (n=2), les parents étant ouvriers qualifiés ou employés de bureau. Quatre d'entre eux habitent par ailleurs avec leurs deux parents.

A l'inverse, tous les *passionnés* qui résident en ZUS (n=8) sont issus des catégories populaires. Ils ont de nombreux frères et sœurs plus âgés, qui ont souvent quitté le domicile familial. Seulement deux d'entre eux habitent avec leurs deux parents. Trois adolescents vivent seuls avec leur mère et ne voient leur père que très occasionnellement, un autre habite avec son père alors que sa mère est restée dans son pays d'origine, les deux derniers sont accueillis par un oncle le temps qu'ils achèvent leur formation sportive.

Les parents des *passionnés*, ainsi que leurs frères et sœurs plus âgés, soutiennent leurs enfants dans l'exercice de leur passion (voir infra). Ils s'investissent également dans leur scolarité (surveillance des devoirs et des résultats, scolarisation d'un d'entre eux dans une école primaire privée…). Cet investissement explique en partie les bons résultats scolaires de ces adolescents, menacés cependant dans certains cas par le caractère chronophage de leur passion. Huit *passionnés* sur treize sont ainsi scolarisés en seconde générale au moment de l'entretien (quatre sur cinq parmi ceux qui n'habitent pas en ZUS), deux en seconde professionnelle et trois en troisième d'insertion professionnelle. La répartition par âge de ces adolescents est par ailleurs assez proche de celle de notre échantillon : cinq ont quinze ans, quatre ont seize ans et quatre ont dix-sept ans.

2. Une passion qui structure le quotidien

Le point commun de ces adolescents est l'exercice d'une passion qui structure en grande partie leur quotidien. Ces passions sont diverses, elles englobent la pratique d'un sport à un niveau régional ou national, la participation à un groupe de musique, la lecture et l'écriture de mangas, la participation à des cultures urbaines comme la danse électro, mais également pour une adolescente la pratique assidue du shopping. Nous traiterons, à la fin de ce chapitre, le cas spécifique de deux adolescentes dont les mobilités sont organisées toutes entières autour de liens familiaux et/ou communautaires. Elles ont été incluses dans cette manière d'habiter, car elles partagent avec les *passionnés* une même vision fonctionnelle des déplacements.

La nature de la passion diffère selon l'origine résidentielle et sociale des adolescents. Les adolescents de ZUS se passionnent pour le football, le basket et le handball (n=3), les mangas (n=2), la musique hip-hop (n=1) et les liens familiaux (n=2), alors que les passions de ceux qui ne résident pas en ZUS sont la danse électro (n=2), la musique rock (n=1), la culture punk (n=1) et le shopping (n=1).

Les parents des *passionnés* ne résidant pas en ZUS n'ont pas joué de rôle dans le choix de cette passion, à l'exception du fan de rock dont la mère est professeure de musique. Les autres ont découvert cette passion grâce à des amis ou à la fréquentation d'Internet (voir infra). Leurs parents se contentent de les encourager dans cette pratique, en s'y intéressant et en leur fournissant les moyens de s'y investir pleinement (titres de transport pour se déplacer, aide financière…).

A l'inverse, un membre plus âgé de la famille des adolescents de ZUS a fréquemment joué un rôle fondamental dans la découverte de leur passion. Celui-ci possède le plus souvent une compétence reconnue dans le champ de cette passion. Cela peut être le cas d'un père ancien footballeur professionnel au Congo, qui, s'il n'est pas présent au domicile, a transmis sa passion et sa connaissance du sport de haut niveau à ses enfants. Mais, ce sont le plus souvent des membres de la fratrie ou des cousins proches plus âgés qui ont influencé ces adolescents. Ils les poussent à s'investir dans leur passion, en les aidant grâce à des conseils ou à leurs relations dans le milieu. Ils vivent souvent financièrement de cette passion, qui les a amenés à déménager dans une autre ville, voire dans un autre pays (le reste de la fratrie a fréquemment fait des études supérieures, une partie d'entre eux s'étant expatriés, car ils se sentaient victimes de discriminations professionnelles en France) : un cousin du *passionné* footballeur, qui a étudié à l'INF Clairefontaine et est actuellement en centre de formation à Manchester City ; un demi-frère du passionné *basketteur* qui est footballeur professionnel au Stade Rennais et un autre qui a fréquenté le centre de formation de l'Inter de Milan ; une sœur du *passionné* fan de manga qui est programmeuse de jeux vidéos au Japon et qui lui ramène les dernières nouveautés lors de ses retours en France ; le frère du *passionné* musicien qui est disc-jockey ainsi que son cousin qui a fait une formation au conservatoire et est l'auteur de plusieurs albums de R'n'B.

L'aide fournie par ces membres de la famille explique en partie la réussite des *passionnés* dans leur domaine. Un des *passionnés* de ZUS est actuellement en centre de formation d'un club de football professionnel, un autre pratique le handball au niveau national, un troisième a été accepté au lycée dans une section sport étude, un quatrième venait de terminer au moment de l'entretien un album de hip-hop qu'il envoyait à différentes maisons de disque, un dernier commence à se faire une bonne réputation, selon lui, dans le milieu du manga. Parmi ceux qui ne résident pas en ZUS, un adolescent a été sollicité pour danser dans différents clips de chanteurs.

> *« J'ai toujours été sportif, toute ma famille est sportive. Le père de mes frères c'était un footballeur. Même ma grande sœur, tous les sports qui existent, elle les a faits : l'escalade, le saut en parachute, la plongée sous marine, le basket, le foot, la boxe… Moi j'ai commencé à huit ans le judo, puis à partir de dix ans le foot, j'en ai fait jusqu'à quatorze ans, après j'ai fait du basket. C'est moi qu'avais envie de changer, dans ma famille on s'est jamais fixé de limites. C'est juste mon frère, il m'a poussé à faire du foot, il m'a beaucoup poussé à arrêter le judo et à faire du foot. Mais après, j'aimais plus le foot et j'ai fait du basket et je sais que ça va rester le basket. J'aime vraiment le basket, je veux*

> *aller loin, de toute façon dans ma famille mon frère il m'a toujours dit « si tu fais un sport, le fais pas pour rien, fais le pour arriver au plus haut niveau » (...) Mon frère il était en centre de formation, mon demi-frère aussi. Mon grand frère il était parti à Clairefontaine et mon demi frère il était parti à Guingamp, mais il voulait pas partir à Guingamp, après il est parti à Beauvais, après quand il est parti à Beauvais ça s'est mal passé, parce qu'à l'école là-bas il travaillait pas au sport étude, et comme t'es obligé de travailler quand tu fais sport étude ils l'ont viré, après il est revenu, puis il est parti à l'Inter. Lui quand il a grandi il a pas voulu faire toutes les démarches pour les papiers, et quand tu joues à l'Inter il faut avoir les papiers, donc ils l'avaient pris, mais il avait pas les papiers et tout, alors il a fait les démarches et c'est bon ça s'est bien passé, et là il va partir (...) Mes frères c'est des grands modèles pour moi dans la vie. Mes sœurs elles travaillent, c'est plus des exemples pour ma petite sœur, pas pour moi en fait, parce qu'elles ont toutes travaillé à l'école, super bien travaillé à l'école, elles s'en sont bien sorties, et ma mère elle lui dit tout le temps de suivre leurs exemples. Les garçons c'est le sport dans ma famille, et les filles les études »* (Collégien, 15 ans).

Cette passion est plus ou moins admise dans l'espace de résidence, selon qu'elle correspond, ou non, aux codes culturels qui y sont en vigueur. Celles qui sont les plus répandues parmi les jeunes de ZUS, et donc les plus acceptées dans ces quartiers et à proximité, sont la pratique d'un sport, notamment le football, le chant ou la danse hip-hop. A l'inverse, certaines passions, plus fréquemment pratiquées par des adolescents de catégories moyennes et supérieures, suscitent la réprobation d'une partie des jeunes de ces quartiers. Lorsqu'elles sont exposées dans l'espace public, à proximité du domicile ou dans des quartiers parisiens comme Châtelet, elles entraînent parfois des provocations verbales et physiques. Ce cas de figure concerne, à une exception près, des *passionnés* résidant à proximité d'une ZUS : deux adolescents qui pratiquent la danse électro, un fan de manga qui se déguise afin de ressembler à ses héros et un adolescent qui arbore des signes distinctifs de la culture punk (veste rouge, chaussures doc Martens…).

> *« A Châtelet, y'a une certaine heure, par exemple le soir vers quatre, cinq heures, il commence à y avoir des éléments perturbateurs, qui commencent à vouloir dégager tout le monde. Eux, ils aiment pas trop les danseurs électro tout ça, donc voilà ils veulent carrément faire leur loi. C'est des gens qui foutent la merde, des mecs qui sont prêts à se battre pour tout ou rien, qui cherchent les embrouilles n'importe comment. On sait qu'à partir de quatre, cinq heures voilà, mais bon moi c'est pas parce que y'a quelqu'un qui dit « ouais casse-toi, on aime pas ce que tu fais » que je vais me casser. Moi personnellement j'assume tout à fait ce que je fais, j'assume ma danse, j'ai pas commencé à tailler les gens qui font du hip hop, j'ai mes opinions, ils ont les leurs. Bon, maintenant si ça leur pose un problème voilà on le règle tout de suite et y'a plus de problème. Y'a une fois, ça a dégénéré comme ça. En fait, on était beaucoup, toute une communauté de danseurs électro, y'avait pas que mes*

> *potes, et y'avait des mecs, des racailles quoi, des mecs de cité, ils sont venus pour foutre la merde. Ils avaient voulu voler une connaissance à moi, et après il s'est battu et après tout le monde a sauté, c'est parti en bagarre générale (...) Y'a un mec à côté de chez moi l'année dernière, il a voulu chercher la merde avec moi, il me disait de danser tout ça, moi je voulais pas danser et je lui ai tenu tête jusqu'à la fin. Il m'a dit « vas- y, danse, danse, danse » et moi je lui ai dit non, jusqu'au dernier moment j'ai pas cédé. Moi à partir du moment où je dis non c'est non, et à la fin le mec il est parti »* (Lycéen, 16 ans).

Lorsque cette passion n'est pas admise, elle est pratiquée exclusivement en dehors du quartier[97]. Certains *passionnés* préfèrent déserter totalement leur quartier, d'autres tiennent leur passion secrète, alors qu'une partie d'entre eux mène un travail de justification de leurs pratiques auprès de leurs amis. Ils rapprochent leur hobby de ceux qui sont admis dans le quartier et ils le différencient de ceux qui suscitent la désapprobation des autres jeunes.

> *« Mes potes ici, ils savent que je danse. Tu demandes à n'importe qui ici au lycée « il est où Rachid ? », il te dira « il est en train de danser ». Y'a pas de problème avec ça. Parce que je danse pas que la tecktonick ou l'électro, à la base moi je fais du hip-hop, maintenant du modern-jazz, donc ils peuvent pas me dire « ouais, tecktonick et tout », parce que moi je danse pas que ça, je fais tous les types de danse. Parce qu'avant, y'en avait ils me disaient « tecktoncick, danse de pédé », mais depuis qu'ils m'ont vu danser dans quelques clips, des clips de petits DJ, ça les a impressionnés, ils se taisent maintenant »* (Lycéen, 16 ans).

Le choix des adolescents d'exposer, ou non, leur passion ne peut alors être analysé sans se pencher sur leur ancrage résidentiel.

3. Une lassitude ou un rejet de l'espace de résidence et un réseau amical en dehors du quartier

Les *passionnés* sont très peu présents dans l'espace public de résidence. Lorsqu'ils sont dans leur quartier, ils passent beaucoup de temps au domicile, où à l'exception des sportifs, ils peuvent se consacrer à l'exercice de leur passion. Leur chambre est souvent mieux équipée en possibilités ludiques que celles des autres adolescents, grâce à l'argent de leurs parents, pour ceux qui ne résident pas en ZUS, ou aux bénéfices financiers qu'ils peuvent retirer de leur passion (cours de danse, vente de DVD japonais ou de vêtements de rappeurs importés des Etats-Unis…).

> *« Ma chambre c'est important pour moi, parce que y'a tout dedans. En fait, comme je fais de la musique, y'a mon PC, ma guitare, les enceintes et tout ce*

[97] A l'image des adolescents hispaniques d'un ghetto de Los Angeles, fans de culture punk, qui choisissent de faire du skate à Beverly Hills dans le film Wassup Rockers (Clark, 2006)

> *qu'il faut. Je travaille mes instrus, je me concentre pour écrire de bons textes. Y'a ma Play aussi, la télé… Comme chez moi j'ai une chicha, des fois on se pose avec mes potes quand ma mère elle est pas là, on joue à la Play, on regarde des films tranquille. Le samedi soir, je vais plus rester chez moi avec des potes. Ma mère, des fois elle est pas là, et même si elle est là, ça la dérange pas trop qu'on reste »* (Lycéen, 16 ans).

Ces adolescents n'avaient cependant pas le même ancrage dans leur quartier avant que leur passion occupe la majorité de leur temps. Deux d'entre eux n'ont jamais aimé leur quartier, car ils ne s'entendent pas avec les autres jeunes, notamment avec ceux qui stationnent dans l'espace public. Ce rejet est amplifié par la découverte de leur passion, qui est mal vue dans leur quartier (les mangas et la culture punk). Ils l'investissent alors fortement, car elle leur permet d'une part de se distinguer des autres jeunes, en adoptant par exemple des codes vestimentaires différents, et d'autre part de sortir ponctuellement d'un quartier qu'ils n'aiment pas (voir infra). Elle leur permet également de rencontrer des adolescents d'une autre origine géographique et, parfois sociale, dans les expositions de mangas ou dans des lieux fréquentés par des jeunes qui s'identifient à la culture punk, par exemple à Bastille. Ils se distinguent néanmoins des adolescents présentés au chapitre suivant, qui rejettent également leur quartier, car leurs mobilités sont d'une part moins surveillées par leurs parents que celles des *encadrés*, et d'autre part plus fonctionnelles que celles des *flâneurs exclusifs*.

A l'inverse, les autres *passionnés* avaient l'habitude de passer du temps dans l'espace public de résidence. La découverte et l'investissement de leur passion a entraîné chez eux une lassitude vis-à-vis de l'ambiance de leur quartier. C'est notamment le cas lorsque peu de jeunes partagent leur passion et que celle-ci est mal perçue. Ils ne sont plus présents que ponctuellement dans l'espace public. S'ils restent attachés aux habitants de leur quartier, ils ne sont proches que de quelques amis de leur âge, qui ne partagent pas nécessairement leur passion. Ils les distinguent des autres jeunes du quartier dont ils critiquent l'immobilité, un manque d'ouverture, un comportement provocateur et parfois délictueux. Si certains jeunes sont au courant de leur passion, les *passionnés* se contentent de les saluer et ils ne se déplacent jamais avec eux.

> *« Dans le quartier, y'a des jours j'aime bien, y'a des jours j'aime pas. En fait, les gens ici ils sont pas méchants, si t'es tranquille, que tu leur casses pas la tête, y'a pas de problème. On les connaît tous, ils connaissent nos parents, y'a pas de problème, le seul truc qu'est un peu relou, c'est quand ils bloquent l'ascenseur, des trucs comme ça, mais bon c'est rare, mais c'est relou quand ça arrive (...) Le délire « embrouilles de cité », c'est vraiment pas mon délire. C'est une perte de temps, c'est n'importe quoi ça, les gens qui font ça, ils ont pas du tout compris que ça se passe plus comme ça. Mes vrais amis ici, j'en ai que quatre, cinq. Eux c'est pareil, ils habitent dans ma cité, mais ils sont pas dans le délire embrouilles de cités. Ça, c'est les mecs de la cité, ceux qui sont en bas, qui vendent de la drogue et tout. Je les connais tous, parce qu'on a tous*

> *fait des conneries ensemble, y'en a certains que je connais leur mère, je vais même manger chez eux. Y'en a quelques uns c'est des amis, mais après les autres c'est que des connaissances. Des fois, je descends en bas discuter, mais ça s'arrête là, y'a pas de « rends-moi un service » et tout. Amis c'est un grand mot quand même, parce que moi je leur fais pas confiance, je leur parle, mais sans leur dire des trucs, ils pensent connaître ma vie, parce qu'ils voient comment je suis habillé, ils savent que je chante, mais ils connaissent pas ma vie »* (Lycéen, 16 ans).

Ils ont rencontré, grâce à leur passion, des jeunes ne résidant pas dans leur quartier, souvent plus âgés qu'eux. Dans le cadre d'une passion sportive ou de la musique hip-hop, cet élargissement du réseau amical est plus géographique et générationnel que social, car les jeunes rencontrés sont issus des classes populaires et habitent fréquemment en ZUS. A l'inverse, lorsque cette passion est peu pratiquée dans leur quartier (les mangas, la danse électro ou la musique rock), les *passionnés* rencontrent fréquemment des adolescents d'un autre milieu social, dans les expositions de mangas, dans des concerts de musique et lors de combats de danse improvisés à Châtelet ou dans des concours plus institutionnalisés. Comme les *flâneurs*, ils ont alors acquis la capacité à passer d'un code de comportement et vestimentaire à un autre, selon qu'ils se trouvent avec ces adolescents ou avec leurs amis du quartier.

> *« Mes potes d'ici, ils me perçoivent plus rap, jeux vidéos et foot. Moi, j'aime bien le rap mais j'ai plusieurs centres d'intérêts. Le manga, c'est plus avec quelques autres personnes, c'est surtout en dehors. Ici, même s'ils sont au courant, ils s'en foutent que je kiffe les mangas, parce qu'on a certaines choses qui sont pareilles. Par exemple, moi j'adore le foot, comme les autres, donc quand je suis avec eux on va parler foot. Avec mes potes mangas, ceux de ma cité ou d'ailleurs, je parle manga, avec mes potes foot je parle de foot, je sépare les discussions comme ça, c'est pas les mêmes délires. Y'a pas de souci, je sais ceux qui chambrent et ceux qui chambrent pas. Y'en a qui sont vraiment contre les mangas et d'autres qui aiment quand même certains mangas. Ceux qu'aiment pas les mangas, je vais pas aller leur dire que j'aime les mangas, ils le savent pas. Sans ça, on sera peut-être plus potes, surtout ils vont se foutre de moi (...) Ce que j'aime bien à Paris, c'est les « Japan Expo », les expositions de mangas. Ces trucs-là j'y vais pas avec les mecs de ma cité. Des fois tu vas en déguisement, tu mets des lentilles, donc c'est sûr que dans la cité tu peux pas trop. Ici, je suis plutôt en mode jogging, donc tu te déguises là-bas »* (Lycéen, 17 ans).

Parmi ces adolescents, notons le cas particulier d'un *adolescent du quartier* qui est devenu un *passionné* en investissant très fortement une passion sportive, car il l'associe à une évolution personnelle positive (voir infra, chapitre 10). L'éloignement et la lassitude vis-à-vis du quartier entraînée par l'investissement dans la passion sont dans son cas plus prononcés que pour les autres *passionné*s. Cet investissement est d'ailleurs très fortement encouragé par sa mère, qui y voit un moyen de l'éloigner de fréquentations qu'elle juge

néfastes. Le retour provisoire au domicile d'un frère plus âgé, qui a tiré profit des sacrifices qu'il a fait pour se consacrer à sa passion, encourage également cet adolescent à rompre avec une présence dans l'espace public de résidence incompatible avec l'ascèse nécessaire à la réussite dans le sport de haut niveau.

> *« Je vais aller en sport-étude, soit à Liévin ou à Lens dans le Nord-Pas de Calais, un des deux. J'ai pris ma décision avec ma mère, je lui ai dit et elle m'a dit « d'accord », mais elle veut pas que je reste dans la région Ile-de-France, elle veut pas que je grandisse ici, parce qu'elle veut pas les mauvaises fréquentations. Mais, déjà je traîne plus trop dans mon quartier. Ça c'était avant, quand je traînais là-bas c'était que pour foutre la merde, pour faire n'importe quoi. On suivait l'exemple des grands, tout le temps y'avaient des embrouilles. On faisait n'importe quoi, on cassait des trucs et tout, quand on avait treize ans, c'était y'a pas si longtemps. Mon pote, il voyait des gens, il allait les emmerder, il leur donnait des coups de pied, il les poussait, on faisait que se battre. Ça servait à rien, je perdais mon temps, des machins ils étaient déjà cassés on les cassait encore plus, on faisait n'importe quoi, vraiment n'importe quoi. En fait c'est depuis que j'ai arrêté que j'ai pris conscience que ça servait à rien, et maintenant je sais que je suis bien dans ma tête. Maintenant avec eux c'est juste « bonjour, au revoir », on se serre la main et on parle un peu, c'est tout. De toute façon, ils se sont quasiment tous fait virer du collège (...) Ma mère, elle me disait tout le temps d'arrêter de faire n'importe quoi, même que ça avait des conséquences sur mes cours parce que je faisais n'importe quoi à l'école, je travaillais pas, quand je rentrais ma mère elle me demandait si j'avais fait mes devoirs, je lui disais oui, alors que c'était faux. Après c'est plus quand mon frère il est parti en centre de formation que j'ai commencé vraiment à faire n'importe quoi. Mais dès qu'il est là, ça va. Là il est revenu, mais il va repartir. Il me dit « arrête, ça sert à rien de faire n'importe quoi, travaille à l'école, fais ton basket à côté, et fais pas n'importe quoi, t'as pas le temps ». Là j'ai pris conscience que ça servait à rien et que si je voulais aller en sport-étude, il faudrait que je travaille »* (Collégien, 15 ans).

Un autre cas particulier est celui de deux *passionnés*, originaires des Antilles et de Champagne Ardennes, qui ont dû déménager chez un de leurs oncles en Ile-de-France, afin d'intégrer un centre de formation de football ou une section sport-étude en handball. Ces adolescents considèrent leur quartier d'accueil comme un dortoir, car leur pratique sportive et leur scolarité leur laissent peu de temps pour nouer des liens avec les autres jeunes. Ils rencontrent essentiellement leurs amis en cours ou dans le cadre de leur pratique sportive. La présence, ou non, de cousins du même âge influence néanmoins le rapport des adolescents à ce quartier (voir sur ce point, au chapitre 10, le cas des *blédards* dont l'adaptation au quartier d'accueil est également favorisée par la présence de cousins). L'adolescent qui vit avec ses cousins apprécie beaucoup plus son quartier que celui qui habite seul avec son oncle.

> *« Pour moi ici, c'est juste un lieu où dormir, je fréquente pas les jeunes qui sont là. Je traîne pas trop dans mon quartier, des fois quand je rentre tard de l'entraînement, ils me regardent et tout, je leur parle même pas. Je pense qu'ils osent pas me demander qui je suis. Je connais personne ici, je connais qu'une seule fille, celle qui me coiffe »* (Lycéen, 17 ans).

4. Des mobilités fonctionnelles

Les *passionnés* ont commencé à se déplacer en transports en commun sans leurs parents en classe de quatrième. A cet âge, ils se déplacent dans des lieux à proximité de leur quartier avec des amis, et vers des destinations plus lointaines (Châtelet, Clignancourt) avec un membre de la famille plus âgé, qui est souvent celui qui les a initiés à leur passion. Ils continuent d'ailleurs à être accompagnés en transports en commun ou véhiculés occasionnellement par celui-ci, en particulier lorsqu'ils se déplacent pour exercer leur passion commune.

> *« Je dessine des mangas, c'est ma passion depuis toute petite. C'est mon beau-frère qui m'a donné envie, lui il dessine trop bien, il est français mais il aime les mangas. Y'a des petites boutiques de mangas dans Paris, c'est lui qui me les a montrées. Même maintenant, il me propose tout le temps d'y aller. Ou d'aller voir des expositions japonaises, y'en a une en juillet je vais y aller, j'adore. Il me propose, il vient me voir à la maison pour ça, ça rend jalouse ma grande sœur* (rires). *On y va en métro avec son cousin, parce que lui aussi il adore les mangas »* (Lycéenne, 16 ans).

En effet, depuis la découverte de leur passion, celle-ci structure fortement les pratiques de mobilité de ces adolescents. Leurs déplacements sont dévolus uniquement à l'exercice de la passion ou d'activités en compagnie de personnes rencontrées dans le cadre de celle-ci. Les *passionnés* ne se déplacent ainsi avec d'autres adolescents de leur quartier, que lorsque ceux-ci partagent leur passion. Dans le cas contraire, il leur arrive de se déplacer de manière solitaire, pour rencontrer des amis qui ne résident pas dans leur quartier. Ils ont des points de rendez-vous avec ces jeunes et ils connaissent au préalable le trajet qu'ils vont suivre. Ils ont donc toujours un objectif précis en se déplaçant et leurs déplacements sont organisés et planifiés. Ils se rendent quasiment exclusivement dans des lieux publics qu'ils savent fréquentés par d'autres adolescents partageant leur passion et avec lesquels ils vont pouvoir échanger (par exemple Châtelet pour les danseurs ou Bastille pour le *passionné* de culture punk). Ils ont découvert ces lieux par le bouche à oreille, sur Internet (voir infra) ou grâce aux conseils d'un membre plus âgé de leur famille.

> *« Je bouge sans les mecs de mon quartier. Parce que même si j'y vais tout seul, je suis sûr de trouver quelqu'un à Châtelet, je vais forcément trouver deux ou trois danseurs. En fait, je suis toujours là-bas, ou à Trocadéro. Si je vais là-bas, c'est pour danser, je me balade pas dans Paris, mes lieux sont précis. Je*

> *vais pas aller n'importe où, si je prends le métro c'est vraiment pour aller quelque part, pas pour me balader. C'est soit pour aller danser, soit pour aller voir des potes (...) A Châtelet, on se retrouve avec d'autres danseurs, vers la fontaine Beaubourg, et après une fois qu'il y a tout le monde, on va dans le petit parc à côté pour s'entraîner. C'est des gens ils viennent de toute l'Ile-de-France, du 92, du 93… C'est toujours des gens que je connais d'avant, genre je les ai rencontrés au « Dirty Fight »* (NDLA : qualifications pour les championnats de France de danse électro), *et des fois les gens que je connais d'avant, ils ramènent leurs potes et moi je me fais pote avec eux. C'est une vraie communauté en fait »* (Lycéen, 16 ans).

Certains d'entre eux, notamment les danseurs et les amateurs de mangas, se distinguent également des autres adolescents par une fréquentation, en journée ou en soirée, de lieux semi-privés, dans lesquels ils rencontrent des jeunes avec qui ils ont des affinités électives (les boîtes de jour et de nuit, les salles de concerts, les expositions ou les soirées privées organisées autour des mangas, les cafés). Cette fréquentation est également facilitée par la connaissance d'amis plus âgés.

Leur passion a donc structuré fortement leur rapport à l'espace, au sens où, contrairement aux *flâneurs*, leurs déplacements ne sauraient être que fonctionnels. Lorsqu'ils n'ont pas de raison précise de se déplacer, ils préfèrent rester chez eux. Ils n'aiment guère flâner et se perdre dans les foules urbaines, car ils considèrent ces activités comme une perte de temps. Ils sont notamment très critiques vis-à-vis des adolescents qui passent leur après-midi à Châtelet et qu'ils considèrent comme des « *galériens* » (exception faite des danseurs électro pour qui Châtelet est le lieu d'exercice de leur passion). Ils expliquent ainsi que l'investissement dans leur passion ne leur permet pas de dégager du temps pour des déplacements qui n'auraient pas d'objectifs précis.

> *« J'aime pas aller à Rosny ou à Châtelet pour traîner comme ça, parce que moi j'aime pas traîner, si j'ai quelque chose de concret je vais le faire, mais je vais pas aller traîner comme ça. Galérer, j'aime pas ça, c'est une perte de temps à rester comme ça debout, donc je vais jamais là-bas. Si je vais à Châtelet, c'est pour acheter quelque chose, pas pour galérer. Quand j'ai du temps, je préfère travailler ma musique ou réviser mon lycée, parce que c'est plus dur que le collège (...) J'aime pas trop la foule, ça dépend dans quel contexte, mais la foule j'aime pas trop. Dans les soirées, ça c'est normal, ça ça va, mais en pleine journée des gens qui sont là, qui n'ont rien à faire, ça sert à quoi ? »* (Lycéen, 16 ans).

Cette structuration de l'ensemble des pratiques de mobilité autour de la passion concerne plus particulièrement les sportifs qui ont déménagé pour intégrer des structures de formation. Pendant la semaine, ils se déplacent exclusivement en journée pour se rendre en cours et à leurs entraînements en soirée. Ils consacrent tout leur dimanche à la compétition, notamment lorsqu'ils disputent des matchs à un niveau régional ou national, et ils préfèrent se reposer le samedi plutôt que de sortir. Cette immobilité est renforcée

lorsqu'ils connaissent peu d'amis de leur âge dans la région. Ils profitent alors des vacances scolaires, notamment celles d'été, pour avoir des mobilités moins fonctionnelles avec des amis, dans leur région d'origine ou dans une ville dans laquelle ils ont effectué une grande partie de leur formation.

> *« Les entraînements, c'est tous les jours, ça finit à vingt et une heure, après le temps que je rentre, que je mange, il est dix heures et demie et je vais me coucher. Les dimanches, je suis au foot, les matchs ils prennent du temps comme on est en championnat de France, donc y'a les déplacements. Le samedi, j'ai pas mal d'amis qui me proposent d'aller en boîte, mais moi je dis non, je fais pas trop de sorties. En période scolaire, je sors pas du tout, je vais pas en boîte, en soirée... C'est seulement pendant les vacances, là j'étais au Mans* (NDLA : il y a fait une partie de sa formation) *donc là y'a mes deux potes antillais, on sort ensemble. J'y passe une semaine, on sort ensemble, mais sinon non, à Paris je sors pas. Y'a une boîte où tous les Antillais vont, c'est le Palacio, ben j'y suis jamais allé, même si mes potes ils m'en parlent. Je m'amuse plus quand je vais au Mans, c'est là-bas où y'a mes vrais potes. Paris personnellement ça me dit rien du tout, si je peux partir dans un autre club en Province j'aurais préféré, y'a moins de tentations de faire des bêtises en plus. Je suis dans mon foot, donc je vais pas aller traîner à Paris pour rien »* (Lycéen, 17 ans).

Les souhaits de mobilité résidentielle future des *passionnés* portent également la trace du caractère fonctionnel de leurs déplacements quotidiens. Contrairement aux autres manières d'habiter, il n'existe ainsi pas de destination type souhaitée pour un déménagement, si ce n'est celle qui permettra à ces adolescents d'aller au bout de leur passion. Le cas typique est celui des sportifs exposés précédemment, puisque les trois *passionnés* concernés ont déjà quitté le domicile familial (ou s'apprêtaient à le faire) afin de rejoindre des structures de formation. Ils sont prêts à changer à nouveau de région ou à émigrer dans un autre pays si cela leur permet de devenir sportif professionnel. L'un d'entre eux multiplie ainsi les essais dans différents clubs professionnels français et étrangers proposés par son agent. Les autres *passionnés* souhaiteraient aussi déménager ultérieurement dans des lieux leur permettant d'assouvir leur passion, le plus souvent à l'étranger (par exemple au Japon pour le fan de manga ou à Londres pour le chanteur de hip-hop).

5. Une vision de la mobilité qui structure leur rapport aux modes de transport et à Internet

Le rapport des *passionnés* aux différents modes de transport traduit leur vision fonctionnelle de la mobilité. Ils n'aiment pas emprunter les transports en commun, en raison de la promiscuité physique avec les autres usagers et surtout de la durée élevée des déplacements, qui est pour eux une perte de temps.

> *« J'ai pas le choix, soit je prends les transports, soit je bouge pas. Bon c'est pas un lieu que j'apprécie plus que ça, y'a des gens bizarres, qui sentent pas bons. C'est le bus que je préfère. Y'a moins de gens que dans le RER, le métro et tout. Métro et RER c'est serré, ça pue la sueur, y'a trop de gens ça m'énerve. Dans le métro y'a beaucoup de gens, c'est serré et après ça pue »* (Collégien, 15 ans).

Ces adolescents utilisent les transports en commun faute de mieux, ils sont indifférents aux autres usagers et ils écoutent de la musique pour ne pas s'ennuyer. Ils affichent la volonté de passer le plus rapidement possible leur permis de conduire, afin d'éviter ces déplacements en transports en commun et de gagner du temps. Ils se distinguent également des autres adolescents par un usage plus important de la voiture, car ils ont rencontré, grâce à leur passion, des jeunes plus âgés.

> *« Avec les mecs de mon crew* (NDLA : groupe de musique)*, on fait des soirées ensemble, on va au bowling, on va au cinéma, des fois on part en vacances ensemble. C'est comme une famille. Ils viennent me chercher en voiture, avant au début on bougeait en transports, mais comme ils ont tous eu leur permis, ils ont acheté leurs voitures. Ils viennent me chercher quand on a un plan ou quelque chose de prévu. Y'en a un qui va proposer un laserquest, moi j'ai proposé un karting par exemple, et après on y va tous ensemble en voiture »* (Lycéen, 16 ans).

L'utilisation d'Internet de ces adolescents est également en adéquation avec leurs pratiques de mobilité. Ils se servent ainsi prioritairement des espaces d'interactions sociales sur Internet pour entretenir des liens et organiser des rencontres avec les individus partageant leur passion qu'ils ont rencontrés dans leurs mobilités urbaines. Internet a d'ailleurs pu jouer un rôle dans la découverte de cette passion et des lieux dans lesquels elle est pratiquée :

> *« En fait la Fontaine Beaubourg, j'ai découvert à une période où je dansais pas encore. Une fois on était sur MSN et on nous avait dit que tous les danseurs se regroupaient là-bas, et donc un jour on s'est tous regroupés là-bas, et puis après c'était notre coin où on sortait »* (Lycéen, 16 ans).

Ces adolescents alimentent souvent un blog dans lequel ils mettent en scène leur passion et ils participent parfois à des forums spécialisés. Ils ne sont pas attirés par des rencontres avec des inconnus, sauf sur une base élective. Ils développent le même discours sur la perte de temps occasionnée par la déambulation au hasard sur des blogs d'adolescents que celui qu'ils tiennent sur la flânerie urbaine. A l'inverse, ils créent des liens avec d'autres adolescents en laissant des commentaires sur des blogs et des forums organisés autour de leur passion, ou en répondant aux commentaires qui leur sont adressés. Ces liens sont plus ou moins éphémères, ils peuvent être entretenus grâce à l'échange des adresses de messagerie instantanée ou des rencontres physiques.

> *« Je suis en train de faire un blog en ce moment. Un blog orienté manga (…) Des fois, j'envoie des commentaires, parce qu'on voit les profils, je vais voir un peu partout sur les blogs, quand je vois que c'est des fans de manga j'envoie un petit commentaire. Des fois on discute juste comme ça entre passionnés, des fois on se file notre MSN, j'ai rencontré des copines comme ça à Lyon »* (Lycéen, 17 ans).

6. Un cas spécifique : les *passionnées* de la famille

Nous concluons ce chapitre par le cas spécifique de deux adolescentes de ZUS, originaires de Turquie et de Guinée Bissau, dont les pratiques de mobilité sont organisées exclusivement autour des liens familiaux et/ou communautaires. Elles ont participé à l'élaboration de cette manière typique d'habiter, car elles partagent avec les *passionnés* une même vision fonctionnelle de la mobilité. Elles ont toutes deux quinze ans et sont donc moins âgées que la moyenne des adolescents interrogés.

Ces deux adolescentes ont un réseau familial qui s'étend sur l'ensemble de l'Ile-de France, et qui comprend notamment des cousines de leur âge (ce qui les différencie des *filles de bonne famille*, dont le réseau familial est concentré à proximité du quartier de résidence, et qui effectuent en conséquence moins de visites familiales en dehors de leur commune). Elles rendent très fréquemment visite aux membres de leur famille de leur âge (ce qui est relativement atypique en ZUS, voir chapitre 5), qui se déplacent également chez elles. Ces mobilités familiales s'étendent également en dehors du pays, ces deux adolescentes séjournant fréquemment sans leurs parents pendant les vacances chez des membres de leur famille qui vivent dans d'autres capitales européennes (Berlin et Lisbonne, notamment). Ces mobilités incluent aussi la participation à des festivités rassemblant la famille élargie (mariage, baptêmes, anniversaire). Ces adolescentes se promènent également très souvent dans des quartiers parisiens fréquentés majoritairement par des citadins d'une même origine nationale-raciale qu'elles (Strasbourg Saint-Denis et Château Rouge). Elles apprécient les commerces et l'ambiance de ces quartiers, qui leur rappellent leur pays d'origine ou celui de leurs parents, même si elles peuvent se lasser du contrôle social qui y règne (voir infra).

> *« Ma famille, elle joue le rôle le plus important dans ma vie. Mes cousines, elles viennent souvent chez nous, moi aussi je vais chez elles en transports. A la base dans la semaine on se voit au moins deux fois. Soit le mercredi, c'est ma tante et elles qui viennent chez moi, ou soit c'est moi qui y vais le mercredi ou le samedi. En plus, le week-end on se voit, c'est obligé, tout le temps, plutôt le samedi. (…) En fait, le samedi c'est plus pour sortir entre cousines, entre jeunes. Alors que le dimanche c'est plutôt aller vraiment chez la famille, pour s'asseoir, pour dîner et tout. Généralement on y va en voiture avec mes parents, par exemple chez ma grand-mère ou chez mes tantes, j'en ai beaucoup, ma mère elle a six frères et sœurs et ils sont tous ici, alors que mon*

> *père ils sont quatre, tous ici aussi. Y'a les connaissances aussi, parce qu'en général chez nous les turcs, les connaissances elles deviennent vraiment vite des amis, et nous par exemple pendant l'hiver on a toujours des mariages le dimanche. Toutes les semaines, alors que des fois on y va, on sait même pas qui c'est, du style des amis de ma tante qui connaissent mon père vite fait, ils se disent bonjour et après ils lui donnent une invitation et on y va. C'est toujours mariage, mariage, c'est des grandes salles avec plus de mille personnes. Une fois y'avait plus de mille personnes, c'était dans les grandes salles de Villiers le Bel. Les mariages, c'est vraiment comme des fêtes, c'est grand et tout, c'est souvent pendant les vacances pour que tout le monde puisse venir. Moi j'aime bien, j'ai l'occasion de voir plein de gens, de rencontrer des autres, de m'amuser (...) Strasbourg-Saint Denis c'est pareil, là-bas on connaît beaucoup de personnes en fait, y'a beaucoup de turcs et on les connaît beaucoup, donc quand on y va, y'a mon cousin et tout qui travaille là-bas, on en connaît qui sont coiffeurs, d'autres dans des restaurants…On va voir des films turcs là-bas, parce que les films turcs ils sont trop bien et y'a que là-bas qu'on peut les voir»* (Lycéenne, 15 ans).

Ces adolescentes se différencient des *encadrés* présentés au chapitre suivant, car, s'il leur arrive de se déplacer en voiture avec leurs parents pour rendre visite à des membres de la famille, elles effectuent le plus souvent ces visites seules et en transports en commun. C'est également le cas lorsqu'elles se déplacent dans un autre pays, puisqu'elles empruntent alors le réseau de bus Eurolines sans leurs parents et elles sont attendues à l'arrivée par un membre de leur famille. Leurs mobilités sont donc beaucoup moins surveillées que celles des *encadrés* et elles peuvent décider à tout moment de rendre visite à une de leurs cousines. Habituées à utiliser seules les transports en commun, elles arrivent facilement à se repérer sur le réseau francilien. Néanmoins, comme les autres *passionnés*, les trajets en transports en commun sont strictement fonctionnels et elles les considèrent comme une perte de temps. Elles n'apprécient également pas la promiscuité des autres usagers, notamment les tentatives de séduction dont elles peuvent faire l'objet. Elles souhaitent donc passer rapidement le permis de conduire une fois qu'elles seront majeures.

> *« Depuis deux, trois ans, je prends le métro toute seule. C'est soit pour aller voir mes cousines, soit pour aller aider mon père dans son restaurant à Asnières, il m'appelle et me dit « viens », à chaque fois je me trompe mais après je m'en sors. C'est trop compliqué pour aller là-bas, même après quand on descend du métro, il faut prendre des rues bizarres et tout. Soit le plus souvent je vais à Créteil chez ma grande cousine. Elle est mariée, elle a un fils d'un an, et des fois quand elle travaille, je vais garder son fils. Quand j'y vais, je prends le métro mais c'est trop long, je déteste ça. Pour aller du restaurant de mon père à Asnières jusqu'à Créteil, y'a vingt-deux arrêts, d'abord c'est neuf arrêts, après on change de métro pour prendre la ligne 8, au total ça fait vingt-deux arrêts, c'est trop long (...) Durant le trajet, j'écoute de la musique.*

> *En fait, je suis pas patiente, quand je vais quelque part je veux direct y aller, que ça se termine et tout. Ce trajet il me saoule, en plus il faut pas venir me parler, si on me parle je vais m'énerver, des fois y'a des gens ils viennent, ils m'accostent et c'est trop saoulant. Parce que sinon moi je me retourne et je pars quand c'est comme ça, mais quand on est dans le métro forcément on est trop gênés. Ils viennent « ouais ouais t'as pas un numéro ? », après ça me saoule, je me lève je me déplace. Donc voilà, parce que déjà je suis grave énervée parce que j'aime pas le métro, en plus après on vient on me saoule, ça m'énerve quoi »* (Lycéenne, 15 ans).

Si l'ensemble de leurs mobilités sont organisées autour des liens familiaux et communautaires, ces adolescentes commencent à se lasser du caractère strictement fonctionnel de leurs déplacements. Elles n'aiment également pas le contrôle social qui pèse sur leurs comportements lorsqu'elles se déplacent dans des fêtes familiales ou des quartiers fréquentés par des membres de leur communauté. Ce contrôle se traduit notamment par des rumeurs portées sur leur vie amoureuse et/ou sur le laxisme supposé de leurs parents qui les laisseraient trop sortir. Elles apprécient alors fortement les flâneries avec des cousines ou des amies de leur classe dans des quartiers de Paris qu'elles ont moins l'habitude de fréquenter. Elles y trouvent en effet un anonymat qui leur permet d'échapper temporairement à ce contrôle.

> *« Comme on connaît beaucoup de famille chez les turcs, ben quand on sort avec ma cousine à Strasbourg-Saint Denis, ils risquent de nous voir et après ils font des petites rumeurs, « ouais elles sont tout le temps dehors » et après nos parents ils veulent pas qu'on ait une réputation. C'est pas qu'ils nous font pas confiance, c'est juste pour que les gens ils parlent pas. Quand on y va c'est ça dont ils ont peur les parents, ils ont pas envie que les gens ils nous voient trop dehors en train de traîner. Si on était grandes, ils diraient rien, mais là ils peuvent se dire « ouais leurs parents ils les laissent », ils peuvent pas savoir que c'est rare. Parce que par exemple quand j'y vais avec mes cousines, on voit tout le monde, après les gens ils disent « vous faites quoi ? » mais après quand ils vont rentrer, ils vont dire « ouais j'ai vu ta fille là-bas, tu les laisses souvent sortir » et tout, parce qu'ils ont déjà fait ça à ma mère, ils lui ont dit « ouais on a vu ta fille, elle était avec sa cousine, elles étaient en train de se balader tout ça ». Après ma mère elle l'a mal pris, normal quoi, c'est pas son problème, c'est pas à elle de dire si je dois sortir ou pas. Si j'étais avec un garçon, c'est même pas la peine, tout le monde aurait dit « c'est bon, elle a un fiancé », parce que c'est comme ça, ça se diffuse trop vite (...) Châtelet y'a pas trop de turcs donc je peux aller là-bas, à Trocadéro aussi, parce que quand ils y vont c'est vraiment des exceptions, mais nous on y va pour se balader. Avec mes copines, même si c'est rare, on va à Trocadéro, mais c'est pas tout le temps tout le temps, c'est environ une fois par mois pour se balader. Ou sinon y'a Clignancourt aussi, pour s'acheter des trucs. Parce que nous quand on va à Paris, on y va pas que sur un seul endroit, par exemple on va à Trocadéro on*

> *se balade un petit peu, et de là-bas on va à Clignancourt ou à Châtelet »* (Lycéenne, 15 ans).

Rappelons sur ce point que ces deux filles font partie des adolescents les plus jeunes de notre échantillon. L'extrait d'entretien cité précédemment laisse supposer que la montée en âge entraînera peut-être une lassitude vis-à-vis d'une mobilité organisée uniquement autour des liens familiaux et communautaires. Il est alors possible que leurs pratiques de mobilité futures se rapprochent en partie de celles des *flâneurs*, car elles apprécient les promenades en ville avec leurs cousines et/ou leurs amies.

Chapitre 9 : Les manières d'habiter des adolescents qui rejettent leur quartier

Source : élève de seconde professionnelle (2010)

Dans ce chapitre nous présentons deux manières typiques d'habiter d'adolescents qui minimisent leur présence dans l'espace public de résidence. Ces adolescents détestent leur quartier, en raison de la peur d'agressions, du poids du contrôle social et de l'inimitié avec les autres jeunes qui y habitent. Ces deux manières d'habiter concernent proportionnellement plus des adolescents qui résident à proximité d'une ZUS, en majorité des filles.

Ces adolescents se distinguent par les dispositions de leurs parents vis-à-vis de la mobilité, par la manière dont ils ont appris à se déplacer et par la localisation de leur quartier. Les *flâneurs exclusifs* évoluent dans un environnement familial qui valorise la mobilité des adolescents, ils ont été habitués très tôt à prendre les transports en commun et ils résident très fréquemment à proximité d'un axe lourd de transports. Au contraire, les

encadrés ont une mobilité très contrôlée par leur famille, en raison de craintes d'agressions. Lorsqu'ils se déplacent, ils sont le plus souvent accompagnés par leurs parents ou par un membre plus âgé de la famille. Cette manière d'habiter est plus fréquente dans les quartiers éloignés du centre de l'agglomération et/ou d'un axe lourd de transports en commun.

Ces différences se traduisent dans les pratiques de mobilité de ces adolescents, par exemple dans leur rapport aux différents modes de transport et à l'anonymat urbain. Elles sont en particulier opérantes dans la gestion des situations de co-présence avec des citadins inconnus. Alors que les *flâneurs exclusifs* apprécient la sociabilité éphémère avec ces citadins, les *encadrés* craignent les interactions avec des inconnus, notamment par peur de rencontrer des « *pervers* ». Néanmoins, les épreuves qu'ils rencontrent lors de déplacements occasionnels avec des amis peuvent, lorsqu'elles sont passées avec succès, infléchir les dispositions qu'ils ont acquises dans la sphère familiale.

I. Les flâneurs exclusifs

Cette manière typique d'habiter concerne majoritairement des filles et est, en proportion, plus importante chez les jeunes qui ne résident pas en ZUS mais à proximité. Elle caractérise des adolescents qui ont des pratiques de mobilité proches de celles des *flâneurs*, mais qui rejettent très fortement le quartier dans lequel ils habitent. Ils minimisent leur présence dans l'espace public de résidence, en raison de la peur d'agressions physiques ou verbales et du poids du contrôle social et des rumeurs. Cela les conduit à se désolidariser des autres jeunes de leur ville, notamment ceux qu'ils nomment « *racailles* » et dont ils fuient la présence. Leur réseau amical dans le quartier est de fait beaucoup plus réduit que celui des *flâneurs* et se limite à une amitié forte avec une ou deux personnes. Ces adolescents entretiennent à l'inverse des liens d'amitié avec des jeunes ne résidant pas dans leur commune, qu'ils voient plus régulièrement que les *flâneurs*, car ils ont moins d'amis près de chez eux.

Comme les *flâneurs*, ces adolescents évoluent dans un environnement familial qui valorise fortement la mobilité des enfants et la découverte du monde extérieur. Ils ont été habitués à prendre très tôt avec leurs parents les transports en commun, qu'ils maîtrisent parfaitement. Leurs parents les ont ensuite incités à les utiliser de manière autonome, encouragés en ce sens par la présence de frères ou sœurs plus âgés ayant l'habitude de se déplacer seuls. Cette autonomie a également été favorisée par l'aide d'un autre membre plus âgé de la famille, qui a appris aux *flâneurs exclusifs* à se déplacer sans leurs parents. Elle s'est traduite par un accès à la carte Imagin'R plus précoce que les autres jeunes du quartier, souvent à la demande active des adolescents.

Les pratiques de mobilité de ces adolescents se rapprochent de celles des *flâneurs*. Leur objectif lorsqu'ils se déplacent est de profiter de la diversité et de l'anonymat de la foule urbaine. Ces deux qualités leur permettent d'adopter des comportements qu'ils n'osent pas avoir au quotidien, de faire des rencontres et d'accéder, même provisoirement, à un mode de vie qu'ils jugent à l'opposé de celui des habitants de leur quartier.

Néanmoins, en raison du rejet de leur quartier, les pratiques de ces adolescents diffèrent de celles des *flâneurs* sur trois points. D'une part, les *flâneurs exclusifs* planifient assez peu leurs déplacements, car ils ont peu d'amis dans leur commune. Ils aiment également se déplacer seuls, notamment dans les transports en commun où ils peuvent passer des heures. D'autre part, ils recherchent tant l'anonymat et le dépaysement qu'ils désertent les centres commerciaux et les environs du Forum des Halles par crainte de croiser des jeunes de leur commune. Ils privilégient à l'inverse la fréquentation de quartiers de la capitale plus touristiques. Enfin, ils ont fréquemment un usage expressif des espaces d'interactions sociales sur Internet. Les rencontres qu'ils y font débouchent plus souvent sur des mobilités urbaines que chez les autres jeunes. Cependant, ils entretiennent aussi des relations à distance avec d'autres adolescents sans que des rencontres en face à face ne viennent les soutenir.

1. Une majorité de filles issues de catégories populaires et moyennes, résidant fréquemment à proximité d'une ZUS

L'idéaltype de cette manière d'habiter a été élaboré à partir de douze entretiens, dont huit avec des filles. Cette surreprésentation de filles s'explique par le fait qu'elles sont plus nombreuses que les garçons, dans l'ensemble des entretiens réalisés, à rejeter leur quartier de résidence. Parmi les garçons de cette catégorie, deux adolescents sont des primo-arrivants, arrivés du Maghreb il y a moins de deux ans. Leur cas, relativement spécifique, sera développé avec plus de précision au chapitre 10.

Les *flâneurs exclusifs* sont issus à la fois des catégories populaires (n=9) et moyennes (n=3), ce qui correspond aux proportions générales de notre échantillon. Néanmoins, ces adolescents sont fréquemment issus des couches supérieures des catégories populaires, leurs parents occupant un emploi fixe d'ouvrier qualifié ou d'employé.

Cette manière d'habiter concerne également proportionnellement plus les adolescents résidant dans un quartier situé à proximité d'une ZUS (n=5). C'est notamment le cas pour les garçons de cette catégorie, puisqu'un seul d'entre eux réside en ZUS. A l'inverse, six filles de cette catégorie sur huit résident en ZUS, proportion assez proche de celle de notre échantillon. Comme les *flâneuses*, elles résident majoritairement dans des ZUS parisiennes (n=2) ou situées à moins d'une dizaine de minutes à pied d'une station de métro ou de RER (n=3).

L'origine nationale-raciale de ces adolescents les distingue également des *flâneurs* : alors que parmi cette dernière catégorie un seul adolescent a des parents originaires de France métropolitaine, trois *flâneurs exclusifs* sont dans ce cas. Cinq d'entre eux ont par ailleurs des parents originaires du Maghreb (dont un a également une mère originaire de France), trois d'Afrique subsaharienne (dont un a aussi une mère originaire de France) et un des Antilles.

Ces adolescents sont aussi moins nombreux que les *flâneurs* à ne résider qu'avec un seul de leurs parents (n=4). Les filles de cette catégorie sont, à l'inverse, beaucoup plus nombreuses à habiter avec une sœur (n=6) ou un frère (n=1) plus âgés, ce qui n'est pas sans incidence sur leur usage autonome précoce des transports en commun (voir infra).

Les *flâneurs exclusifs* sont un peu plus âgés en moyenne que les autres adolescents de notre échantillon, notamment que les *encadrés* qui rejettent aussi leur quartier. Une d'entre eux est âgée de quatorze ans, trois de quinze ans, huit de seize ans et une de dix-sept ans. Ces adolescents investissent par ailleurs fortement leurs études. Ils font partie des adolescents interrogés qui ont, avec les *passionnés* et les *filles de bonne famille*, les meilleurs résultats scolaires. Au moment de l'entretien, sept d'entre eux sont scolarisés en seconde générale, un en seconde professionnelle, deux en troisième générale et deux en troisième d'insertion professionnelle.

Notons enfin, que les garçons et les filles de cette catégorie ne partagent pas les mêmes expériences de mobilité résidentielle. Les garçons n'ont pas toujours vécu dans le quartier

où ils résident actuellement (les deux primo-arrivants mais également un autre adolescent). A l'inverse et contrairement aux *flâneuses*, seule une des huit filles de cette catégorie n'a pas passé son enfance dans son quartier actuel (mais à Paris). Leurs parents sont généralement installés depuis assez longtemps dans le quartier qu'ils souhaiteraient quitter, s'ils en avaient les moyens, car ils en ont vu l'ambiance se dégrader. Certaines de ces adolescentes ont néanmoins expérimenté provisoirement un autre contexte urbain de résidence que les ZUS. Elles ont ainsi vécu chez un membre de leur famille pendant une année scolaire ou de manière plus temporaire durant les vacances.

2. Un rejet de leur quartier et une invisibilité dans l'espace public de résidence

Les parents des *flâneurs exclusifs* ne partagent pas tous la même trajectoire résidentielle, mais aucun membre de leur famille ne réside dans leur commune. Ils ont également en commun de ne pas apprécier l'insécurité qui, selon eux, caractérise leur quartier. Ils souhaiteraient donc déménager s'ils en avaient la possibilité financière. Ce souhait est cependant pondéré par un manque de moyens ainsi que par la conscience de la bonne desserte du quartier en transports en commun.

> *« Le quartier, ça a quand même beaucoup changé par rapport à avant, d'après ce que disent mes sœurs. Parce qu'avant y'avait les bandes de filles et de garçons, alors que maintenant les filles elles sortent pas beaucoup, on voit pas de filles, on voit plus de garçons, parce qu'avant mes sœurs elles m'ont dit que y'avait plein de monde et tout. Du coup je traîne jamais dehors, comme je suis toute seule, traîner toute seule c'est pas très… Même quand ils font les soirées de voisinage, où tout le monde peut descendre, ben y'a pas beaucoup de monde. Avant on y allait, alors que maintenant on n'y va plus, parce que c'est moins convivial qu'avant on va dire. Les gens ils ont changé, mes sœurs elles me l'ont dit (…) Mes parents ils veulent déménager, mais ils m'ont dit que si on déménage ça serait pour aller loin, partir du 93. Mais bon ils ont pas l'argent pour déménager on va dire. Mon père il fait « ouais, faut qu'on gagne au loto », ils ont pas l'argent, mais s'ils l'avaient je pense que ça fait longtemps qu'on serait plus là. A cause de tout, le fait que ça a changé, ça ils l'ont bien vu, ils en ont marre, les voitures brûlées, les jeunes qui font leur tour en moto… »* (Lycéenne, 15 ans).

À l'instar de leurs parents, les *flâneurs exclusifs* rejettent très fortement le quartier dans lequel ils habitent. Les garçons de cette catégorie justifient ce rejet par le comportement des autres jeunes du quartier et de ses environs, notamment ceux qu'ils nomment « *racailles* » et dont ils fuient la présence. Ils les accusent de semer le trouble dans l'espace public de résidence, dans les transports et les établissements scolaires, de mener des actes délictueux et d'entretenir des conflits avec les autres citadins et les forces de l'ordre :

> *« C'est des stéréotypes, ça fait cliché de dire ça, mais à côté de chez moi c'est des racailles, le cliché des jeunes de banlieue qui foutent le bordel, qui respectent rien. Au lycée, rien qu'hier, ils ont mis trois bombes lacrymogènes en une heure, donc… Pareil hier dans le bus y'a eu des problèmes, c'est un peu bête. C'est des jeunes qui veulent faire les moutons, suivre les autres, moi j'aime pas trop ce délire-là. Je vois pas l'utilité de brûler des voitures »* (Lycéen, 16 ans).

Ces adolescents se désolidarisent de la majorité des jeunes de leur quartier et/ou de leur commune, dont ils rejettent le mode de vie et les codes culturels. Ils ne partagent pas « *les mêmes délires* », ce qui se traduit dans le choix des vêtements (rejet des survêtements ou des marques comme G-star) ou du style de musique écoutée (du rock plutôt que du hip-hop). Les garçons primo-arrivants affichent également une distance ironique vis-à-vis des autres jeunes, qu'ils accusent, en comparaison de la situation qu'ils ont connue dans leur pays d'origine, de mettre en scène et d'exagérer leurs problèmes économiques et sociaux (voir infra, chapitre 10).

Les filles de cette catégorie sont également très critiques vis-à-vis de la majorité des jeunes de leur quartier et/ou de leur commune, comme le montre ce texte écrit par une lycéenne de seconde générale pour décrire sa rue :

> Debout à ma fenêtre, j'entends tous ces cris d'animaux. Je vois au loin deux jeunes se battant comme des sauvages et toute une foule de personnes qui les dévisagent. Cela fait penser aux disputes que peuvent provoquer les animaux.
>
> Assis sur des pierres devant mon bâtiment, il y a plusieurs garçons qui mangent un peu n'importe comment, comme pourrait le faire un singe en cage. Plusieurs voitures de police sont garées devant la gare RER pour surveiller ma rue et les gens qui s'y trouvent. Ils ressemblent à des gardiens postés devant une cage surveillant sans cesse des animaux sauvages comme un lion ou encore des léopards.
>
> Dans ma rue, on remarque aussi que la plupart des gens sont agressifs ; on pourrait penser qu'ils n'agissent qu'en fonction de leur instinct et jamais avec la raison. Certains ont même l'air d'être obsédés par le fait de terroriser les plus faibles qu'eux.
>
> Ma rue ressemble à un zoo.

Comme les garçons, les *flâneuses exclusives* utilisent le terme de « *racaille* » pour désigner ces jeunes. Elles les accusent de faire du bruit, d'importuner les autres habitants en les intimidant verbalement ou physiquement et de mener des actions délictueuses. Cette accusation concerne à la fois les filles et les garçons de leur quartier, mais elles sont plus particulièrement remontées contre les garçons plus âgés qui stationnent, souvent tardivement, dans l'espace public de résidence et y mènent des trafics. Leur présence est

d'autant plus durement ressentie, que malgré des stratégies d'évitement, ces adolescentes sont parfois obligées de les croiser :

> *« Franchement je déteste mon quartier. En fait je suis dans un quartier où y'a vraiment des dealers, j'habite dans un bâtiment où y'a que ça, c'est le bâtiment où ils trafiquent. C'est pas des gens qu'habitent dans le bâtiment, ils viennent et ils restent là comme ça. Franchement je déteste. Ça donne pas envie de rentrer chez toi, quand tu rentres et qu'ils sont là tous. C'est un hall, et donc y'en a de chaque côté, ils te regardent en train de passer, ça dégoûte de rentrer chez toi, et en plus quand t'es chez toi ils sont là avec leur moto, ils font grave du bruit. Tu regardes la télé et t'entends leurs trucs, la police qui passe toutes les heures. C'est trop animé, tout le temps. Toujours je m'embrouille avec eux en bas en plus. Parce que quand on passe souvent ils font des commentaires. En fait déjà ils sont là et on leur dit rien du tout, donc je pense qu'ils devraient avoir un minimum de respect pour les gens qui habitent ici, mais non, eux en plus ils font des commentaires quand on passe »* (Lycéenne, 16 ans).

Elles ont également peur des vols et des agressions, dont certaines ont déjà pu être victimes. Celles-ci connaissaient le plus souvent l'auteur du délit, contre qui elles n'ont pas nécessairement porté plainte par crainte de représailles. Elles se sentent alors impuissantes, car si elles se confient à des amis ou des membres de leur famille ne résidant pas dans le quartier, elles ne connaissent personne sur place susceptible de les écouter et de les aider. Les mobilités à proximité de leur domicile deviennent alors une véritable épreuve :

> *« Je me suis faite agressée, ça va faire un an. J'étais allé chercher mon frère, et il y avait une dame, apparemment elle avait eu des histoires avec ma mère et je savais pas. Et y'avait cette femme, sa fille, elle a dix-neuf ans, et deux amies à sa fille et elles m'ont tapée. J'étais avec ma copine et mon frère, on était en train d'arriver, elles ont poussé ma copine, elles m'ont tirée, y'avait des gens de la pharmacie et du tabac, s'ils étaient pas là j'allais mourir sous les coups, elles avaient des bottes et elles me tapaient dans le ventre et moi je pouvais pas me défendre parce que sa mère elle me donnait des baffes (…) Je pouvais plus sortir de chez moi, parce que j'avais trop peur. Maintenant je les croise tout le temps, tout le temps. Elles n'arrêtent pas de m'insulter. Et depuis ce jour là j'ai peur, on a même failli déménager, là on est en train de chercher. Vendredi ma mère elle a rendez-vous pour voir si on peut trouver autre chose, parce qu'on en a marre. La dernière fois je suis passée, elle était avec sa fille, elles ont commencé à m'insulter et tout, « on va te défoncer encore », des trucs comme ça, à chaque fois que je me déplace je les vois et elles me parlent mal, même la dernière fois dans le bus, j'étais dans le bus elles sont montées donc je suis descendue. Je la croise tout le temps dans le bus, parce qu'en fait elle habite à moins de cinq minutes de chez moi, et quand je vais chercher mon frère je suis obligée de la voir. Et tout le temps elles me parlent, elles me parlent, j'en ai marre, l'autre fois elles étaient en train de me parler, en fait comme elles*

> *savent qu'elles m'ont frappée, l'autre fois je suis passée avec ma copine et elles ont commencé à danser, elles se foutaient de ma gueule, ça fait mal, j'ai commencé à pleurer après quand elles ont vu mes larmes, elles se sont moquées (…) Ça m'a traumatisée, mais j'aime pas raconter aux gens, parce qu'à chaque fois ils se moquent de moi, « ouais tu t'es fait défoncer et tout », donc moi je parle plus, c'est pas grave si elle m'a défoncée. Mais ça fait peur, parce que chaque fois que je la vois, je veux pas faire la meuf qui flippe, mais j'ai peur au fond de moi. J'ai raconté à personne, j'ai trop honte, y'a qu'une seule personne qui sait, c'est ma cousine. Mais, même avec elle j'ai arrêté d'en parler, donc je me replie plus sur moi-même »* (Lycéenne, 16 ans).

Enfin, ces adolescentes ont du mal à supporter le poids des rumeurs de voisinage, notamment sur leur vie amoureuse et/ou sexuelle. Elles craignent notamment que ces rumeurs atterrissent aux oreilles de leurs parents. Ce cas de figure est cependant relativement rare, car leurs parents s'entendent généralement assez mal avec les autres habitants du quartier :

> *« Les gens de ma cité, ils parlent trop, genre s'ils me voient parler avec un garçon de la cité, ben le lendemain ça va être « ouais elle drague et tout ». C'est comme une fois je parlais avec un mec, « Arsène ça fait longtemps », « ouais, j'étais parti au bled et tout ». Après le lendemain, je vois marquer en bas de ma porte « sale pute », des trucs comme ça, et moi je savais pas, après ma mère elle a vu, elle m'a, ouah, frappée et tout, elle m'a dit « qu'est-ce que t'as fait ? », moi je lui dis « j'ai rien fait, c'est pas moi ». Elle m'a pas crue, je lui ai dit « j'ai rien fait, le gars je l'ai vu qu'une seule fois », elle m'a dit « ouais ça fait combien de temps que tu couches avec lui ? », je lui ai dit « j'ai rien fait et tout », mais elle m'a fait passer des tests. On me croit pas chez moi c'est ça le problème, on me fait pas confiance et tout. Après elle a vu que j'avais raison, elle s'est excusée, mais ça servait à rien, elle avait qu'à me faire confiance. Après on dit « ouais je parle pas aux gens, je suis réservée », mais moi je suis pas réservée, c'est qu'on m'écoute pas quand je parle. Parce qu'ils parlent trop là-bas, les parents ils viennent me voir, voir ma mère « ouais on a vu ta fille en train de faire ci, en train de faire ça ». Les pires c'est les voisins, je sais même pas comment ils font pour me connaître, « ah t'as vu elle était habillée comme ci, elle était habillée comme ça » (…) Une fois j'étais malade, je suis allée à l'hôpital, après les voisins ils ont dit « t'as quoi ? », ils ont même dit que j'étais enceinte, parce que j'avais maigri, j'ai perdu six kilos. Ils ont dit « comment ça se fait que t'as maigri comme ça depuis la rentrée ». Après ma mère elle m'a tuée : « oui, t'es enceinte », « non je suis pas enceinte », « ouais pourquoi tu dors beaucoup ? ». En plus les voisins, ils continuaient, « elle est enceinte, on l'a vu passer devant la PMI» alors que je suis même pas passée par là, je sais même pas c'est où. Ils disent « si, on t'a vu », mais je suis même pas passée. Donc voilà c'est chiant, c'est pour ça que j'aime pas ma cité »* (Lycéenne, 16 ans).

En conséquence, les *flâneurs exclusifs* minimisent leur présence dans leur quartier. Ils sont très peu connus des autres jeunes, notamment de ceux qui stationnent dans l'espace public, dont ils fuient la présence en adaptant leurs trajets quotidiens à proximité du domicile (achats quotidiens, retour de l'école). Lorsqu'ils les croisent malgré tout, ils essaient de ne pas attirer leur attention et de ne pas avoir d'interactions avec eux, en écoutant de la musique ou en baissant les yeux. Lorsque ces adolescents sont dans leur quartier, ils restent chez eux ou au domicile de leurs rares amis. Ils ne fréquentent également pas les structures associatives de leur quartier, car ils ne s'entendent pas avec les autres jeunes présents et ils craignent leurs provocations. Ils peuvent à l'inverse privilégier la fréquentation d'associations et de maisons du quartier de communes environnantes, dans lesquels vivent des amis qu'ils ont rencontrés dans leur établissement scolaire.

3. Un réseau amical majoritairement à l'extérieur du quartier

Le réseau amical de ces adolescents dans leur commune est logiquement beaucoup plus réduit que celui des *flâneurs*. Il se limite à une amitié forte avec une ou deux personnes, qu'ils distinguent très fortement des autres jeunes du quartier. Ils appuient cette distinction sur des différences de comportement, qui peuvent cependant déboucher au final sur des classifications raciales. Ces amis sont indifféremment des filles ou des garçons, ils ont souvent été rencontrés au collège et ils résident soit dans la ZUS de la commune soit dans ses environs. Ils souhaiteraient également quitter leur quartier, qu'ils n'aiment pas. Certains d'entre eux sont d'ailleurs scolarisés dans un collège ou un lycée situés dans une autre commune, souvent dans Paris intra-muros, en raison de l'ambiance des établissements locaux que leurs parents jugent néfaste.

> *« J'aime pas les jeunes ici, ils sont trop racailles, à faire n'importe quoi, ils ont pas de personnalité, moi j'aime pas les gens qu'ont pas de personnalité. J'ai trois amis, mais eux on va dire que c'est des « petits français », parce qu'ils font pas les racailles, moi j'aime bien les gens discrets, les gens de banlieue ils m'intéressent pas. « Petits français » c'est ce qu'on se dit entre nous, ça veut dire discrets, c'est pas du tout lié à l'origine, c'est plus par rapport au comportement, à la mentalité, à la façon de penser. Celui qui va pas foutre la merde. Ça fait cliché mais ceux qui foutent la merde c'est souvent des arabes et des noirs. C'est pour ça que mes potes je les appelle « petits français » en rigolant »* (Lycéenne, 16 ans).

Ces adolescents entretiennent à l'inverse des liens d'amitié avec des jeunes ne résidant pas dans leur commune, qu'ils voient plus régulièrement que les *flâneurs*, car ils ont moins d'amis près de chez eux. Ils retrouvent ces amis lors de leurs mobilités urbaines et ils restent en contact avec eux grâce au téléphone et à Internet (voir infra). Ces amis sont d'anciens jeunes du quartier qui ont déménagé dans d'autres communes de l'agglomération parisienne, des adolescents rencontrés dans des colonies de vacances, ou

pour les parisiens dans leurs établissements scolaires. Ils peuvent également les avoir rencontrés lorsqu'ils rendent visite à un membre de leur famille ou lorsqu'ils flânent en ville et sur Internet (voir infra). Enfin, les amis du quartier des *flâneurs exclusifs* qui sont scolarisés dans une autre commune peuvent leur présenter des camarades de classe.

Certains *flâneurs exclusifs* ne souhaitent pas que leurs amis du quartier lient connaissance avec ceux qui habitent à l'extérieur, en particulier lorsque les différences économiques et sociales entre ces adolescents sont très marquées. Ils craignent en effet que ces différences ne rendent difficile la communication entre eux. A l'inverse, lorsque ces différences sont moins importantes, les différents amis des *flâneurs exclusifs* se rencontrent, le plus souvent lors de flâneries urbaines ou dans des soirées privées en dehors du quartier.

Quelques *flâneurs exclusifs* entretiennent également des relations amoureuses avec des adolescents ne résidant pas dans leur quartier (à l'inverse, aucun d'entre eux n'a signalé une relation avec un jeune de sa commune). Ils ont rencontré leur petit(e) ami(e) grâce à leurs amis qui ne résident pas dans leur quartier, lors de visites chez un membre de la famille ou de flânerie en ville et sur Internet. Ils se retrouvent le plus souvent dans le quartier de leur petit(e) ami(e), dans des lieux situés à mi-distance de leur domicile respectif ou dans Paris intra-muros.

4. Une valorisation par les parents de la mobilité et de l'autonomie

Comme les *flâneurs*, ces adolescents évoluent dans un environnement familial qui valorise très fortement la mobilité des enfants et la découverte du monde extérieur. Leurs parents ont d'ailleurs souvent expérimenté très jeunes une mobilité longue distance nationale ou transnationale. Ils se déplacent également fréquemment dans Paris le week-end, le plus souvent en transports en commun car peu d'entre eux ont une voiture. Ils voyagent également souvent vers des destinations plus lointaines durant les vacances. Les *flâneurs exclusifs* perçoivent ainsi leurs parents comme très mobiles et comme les ayant incités à acquérir très jeunes leur autonomie.

> *« On est assez original dans la famille. C'est comme ça dans la famille, mon père à dix-huit ans il est parti de chez lui, là il est toujours dehors, donc y'a toujours le fait qu'il faut sortir, il faut pas rester enfermé, faut s'ouvrir aux autres. Mon père il préfère qu'on voit les choses, qu'on en retire quelque chose plutôt qu'on découvre pas. Par exemple la première fois où je suis allée en colo, j'avais quatre ans, depuis qu'on est toutes petites ils veulent que si on est toutes seules on puisse s'en sortir »* (Lycéenne, 16 ans).

Ces adolescents ont en conséquence été habitués à prendre dès le plus jeune âge les transports en commun avec un de leurs parents. Comme les *flâneurs*, ils accompagnaient ainsi fréquemment celui-ci lors de ses déplacements dans Paris, lorsqu'il se rendait sur son lieu de travail, effectuait une visite à un ami ou flânait en famille dans des quartiers

touristiques. Dans le cas des deux adolescents primo-arrivants, cette découverte en famille des quartiers touristiques de la capitale (mais également de ceux fréquentés majoritairement par la communauté du pays d'origine) s'effectue lors des premiers mois de leur arrivée en France (voir infra, chapitre 10).

> *« Ma mère elle adore bouger, elle est jamais à la maison. Avant on allait partout, on allait faire les magasins, chez le grand père, on faisait tout. On prenait toujours le métro, mais c'était elle, moi juste je la suivais (...) Quand j'étais petite des fois pendant les vacances, ma mère elle m'emmenait aussi avec elle au travail. Elle travaille dans un lycée d'Arts Plastiques vers Place d'Italie, elle est femme de ménage. Je me promène dans les classes, je vais dans la salle de théâtre, je marque des trucs sur le tableau… Même maintenant je vais la voir quand je m'ennuie, je l'appelle sur son portable, je lui demande si je peux venir et après je viens »* (Collégienne, 15 ans).

Contrairement aux autres adolescents de notre échantillon, les filles de cette catégorie continuent d'ailleurs à se déplacer relativement fréquemment en transports en commun avec leurs parents. Elles apprécient plus particulièrement les déplacements solitaires avec leur mère, lorsqu'elles vont ensemble au cinéma ou chez le coiffeur, qu'elles flânent dans des boutiques ou qu'elles rendent visite à un membre de leur famille. Ces déplacements leur offrent la possibilité de partager durant le trajet des moments d'intimité, plus difficiles à obtenir au quotidien, en raison des horaires de travail souvent tardifs de leur mère et d'un nombre élevé de frères et sœurs. Dans le cas des *flâneurs exclusifs* ne résidant pas avec un de leurs deux parents, ces déplacements sont également l'occasion de profiter de sa présence temporaire pour renforcer les liens avec lui :

> *« Quand mon père il vient nous voir de Suisse, on rentre grave tard, on reste jamais à la maison. On va souvent à Château Rouge. Y'a mon petit frère avec nous aussi, ma grande sœur ça l'intéresse moins. C'est pour aller chez le coiffeur ou pour aller voir des amis de mon père, il a plein d'amis qui tiennent des magasins là-bas. Généralement c'est des amis qu'il connaît de Côte d'Ivoire, parce qu'il a habité là- bas quand il est petit, il est venu ici il avait vingt ans pour trouver une vie meilleure. Et il a gardé le contact avec ses amis, et comme ses amis ils sont beaucoup à Château Rouge, donc ils se voient là-bas. Bon après y'a plein de gens qu'il a rencontrés ici aussi. A partir du moment où il rencontre des gens qui viennent de la même région que lui, ben ça devient directement ses amis. Quand mon père il discute avec ses potes, je lui dis « bon papa, on y va ». Lui il oublie un peu qu'il est en France quand il est avec eux, il a l'impression de retomber en enfance (...) Ou on va aussi à Clignancourt. On y va toujours pour aller se balader, parce qu'il a plein d'amis là-bas en fait aussi. Partout où on va, on croise un de ses amis, parce qu'avant il habitait ici, et après ils se posent, ils parlent pendant une heure. Les puces c'est lui qui m'a fait découvrir, depuis que je suis petite j'y vais avec lui, tout le temps, c'est des moments que j'aime»* (Lycéenne, 16 ans).

Les parents de ces adolescents les ont également incités à utiliser de manière autonome les transports en commun. Ils leur ont ainsi appris à se déplacer seuls en dehors du quartier à partir de dix ans, pour des actes de la vie courante (démarches administratives, médicales…), pour les rejoindre sur leur lieu de travail ou pour rendre visite à un membre de leur famille. Ils ont bénéficié pour cela des conseils de leurs parents, qui sécurisaient par exemple leurs enfants en les attendant à la sortie du métro ou en leur fournissant un téléphone portable pour les joindre en cas de problème. Ces adolescents ont ensuite reçu l'autorisation de se déplacer seuls vers des destinations plus lointaines vers treize ans, tout en devant respecter des horaires de retour relativement stricts (vers dix-huit heures avant quatorze ans, avant la tombée de la nuit pour ceux qui sont âgés de moins de seize ans, avec le dernier métro ou RER en dehors des périodes scolaires pour les jeunes plus âgés). Cet accès à l'autonomie guidé par les parents concerne également les deux adolescents primo-arrivants lors de leur arrivée en France (voir infra, chapitre 10).

> *« La première fois que j'ai pris le métro seule j'avais dix ans, ma mère elle m'a envoyée chez ma grand-mère, et j'ai fait toute la ligne 3. Elle m'a fait « voilà tu prends toute la ligne 3, tu t'assois et tu descends au terminus », comme ma grand-mère elle habite à Levallois. Et c'est comme ça que j'ai vu que c'était facile, elle m'a fait « c'est bon, je peux te faire confiance », et c'est à ce moment là qu'elle m'a donné un portable aussi pour l'appeler au cas où »* (Collégienne, 14 ans).

Cette autonomie dans les transports en commun est d'autant plus précoce pour les adolescents qui ne vivent qu'avec un seul de leurs deux parents ou qui ont déménagé en cours d'année, car ils doivent se déplacer seuls pour se rendre en cours ou rejoindre le domicile de leurs parents (voir supra, chapitre 8). Mais, cet accès à l'autonomie a également été encouragé par la présence de frères ou sœurs plus âgés, qui ont l'habitude de se déplacer seuls sans qu'il ne leur soit arrivé de mésaventures. Cela contribue à sécuriser les parents des *flâneurs exclusifs*, qui bénéficient également des conseils de leurs frères et sœurs pour se repérer dans le réseau de transports en commun. Ils se déplacent occasionnellement avec eux dans Paris pour aller au cinéma, faire les boutiques ou flâner avec leurs amis.

> *« Mes parents ils ont pas peur que je prenne les transports, ils ont l'habitude avec ma grande sœur (…) C'est avec elle aussi que j'ai commencé à aller à Paris. Elle est plus grande que moi, elle a vingt ans, on est deux filles et deux garçons dans la famille. On s'entend très très bien ma sœur et moi, et chacune connaît les amis de l'autre. Des fois on sort toutes les deux, des fois avec ses amis. En fait on a le même délire avec ma sœur : les magasins, Paris, on va aller se prendre un café là-bas… »* (Lycéenne, 16 ans).

Outre les frères et sœurs, un autre membre plus âgé de la famille n'habitant pas dans leur quartier (oncle ou tante, cousin(e), parrain) a également favorisé cet usage précoce des transports en commun sans les parents. Ils ont accompagné les *flâneurs exclusifs* au début de l'adolescence à la découverte de ce mode de transport et de quartiers jusque-là

inconnus. Leur présence a permis également à ces adolescents de sortir à des heures plus tardives, car les parents leur font confiance et apprécient qu'ils les ramènent chez eux. Ces déplacements occupent au début de l'adolescence une place beaucoup plus importante dans la vie de ces adolescents que dans celle des *flâneurs*, car ils sortent beaucoup moins avec des amis de leur quartier. Certains adolescents se déplacent ainsi à cet âge au moins une fois par mois avec ce membre de la famille (ce qui est parfois encore le cas actuellement). Lorsque celui-ci ne réside pas en région parisienne, les déplacements sont moins fréquents, mais ils occupent une place tout aussi importante pour l'adolescent :

> *« La première fois que je suis allé à Paris, c'était avec mon parrain, parce qu'au début il y allait beaucoup et j'allais avec lui. Il est plus âgé que moi, là il a vingt-cinq ans. Il a neuf ans de plus que moi, à l'époque il devait avoir dix-neuf ans environ. On s'entend super bien, c'est celui dans la famille avec qui je m'entends le mieux. C'est lui qui m'a appris à bouger (...) Un jour il m'a proposé de l'accompagner, parce qu'en fait il habite pas à Paris, il habite dans le Nord de la France, donc quand il vient, à chaque fois il va à Paris et après je vais avec lui. Il m'emmenait un peu partout, dans les coins mal famés ou pas connus du tout, genre vers la bibliothèque François Mitterrand y'a un entrepôt bizarre où y'a que des punks et il m'emmenait là-bas. Lui il est un peu skate mais il s'habille un peu rap. Il m'emmenait partout, dans le 93 et tout, des fois il m'emmenait archi loin, des fois il connaissait pas, on prenait le métro et on s'arrêtait au hasard. On bougeait dans Paris quoi, c'était bien, on sortait et on connaissait pas. Il venait rarement, mais genre quand il venait c'était trois semaines et comme c'était pendant les vacances, on sortait tous les jours »* (Lycéen, 16 ans).

Signalons enfin le cas d'une *flâneuse exclusive* qui entretient depuis qu'elle a quatorze ans une relation amoureuse avec un jeune plus âgé, habitant à Paris et rencontré par le biais d'un ami du quartier ayant déménagé. Ce petit ami a alors également grandement participé à ce qu'elle se déplace en transports en commun sans ses parents et à ce qu'elle découvre des quartiers jusque-là inconnus.

5. Une maîtrise du réseau de transports en commun renforcée par l'accès à la carte Imagin'R

L'importance accordée par les parents à l'autonomie de leurs enfants s'est traduite par un accès à la carte Imagin'R avant les autres jeunes du quartier. Ainsi, alors que les *flâneurs* obtiennent le plus souvent cette carte lors de leur entrée au lycée, les *flâneurs exclusifs* y ont accès en classe de quatrième ou de troisième. Outre le cas spécifique des adolescents qui ne résident pas avec un de leurs deux parents, qui ont déménagé en cours d'année et/ou qui doivent emprunter les transports en commun pour se rendre en cours, les *flâneurs exclusifs* ont fortement insisté auprès de leurs parents pour obtenir cette carte

précocement. Certains parents ont cependant proposé d'eux même la formule de l'abonnement à leurs enfants, car cela revenait moins cher que de leur fournir des tickets pour se déplacer. Cette carte a alors accru la fréquence et l'amplitude géographique de leurs trajets autonomes durant le week-end ou les vacances scolaires, car elle est valable dans toutes les zones franciliennes à ces périodes (contrairement à la carte Orange que certains adolescents possédaient auparavant).

> *« La Carte Imagin'R ça fait très très longtemps que je l'ai, mais je sais plus c'était quand. C'est ma mère qui m'a donné le formulaire, elle m'a dit « tu veux le pass Navigo ? », j'ai dit oui, et après voilà je l'ai rempli. Ça a tout changé, à partir de là je sortais tout le temps. Je prenais tout le temps le métro, surtout le week-end, je m'amusais à prendre toutes les lignes avec toutes les stations, toute seule. C'était y'a deux ans je crois. Parce que comme je faisais toujours l'aller-retour entre chez mon père et ma mère, elle m'avait donné le pass. Avec la carte je bouge partout, c'est trop bien, tu passes la carte sur le truc et après c'est bon, tu peux aller où tu veux. Alors qu'avant je devais mettre des tickets »* (Collégienne, 15 ans).

La navigation illimitée offerte par cette carte enrichit leur connaissance du réseau de transports en commun francilien. Parmi les adolescents interrogés, ce sont ainsi ceux qui maîtrisent le mieux les différentes lignes de métro et de RER, les changements à effectuer ou la durée des trajets. Ils affichent leur certitude de toujours pouvoir se repérer dans le réseau et ils peuvent être occasionnellement sollicités par des amis pour leur indiquer les trajets à suivre.

6. Des pratiques de mobilité qui se rapprochent de celles des flâneurs mais qui diffèrent sur trois points

Les pratiques de mobilité de ces adolescents se rapprochent de celles des *flâneurs*. En effet, ils aiment flâner sans but précis dans la ville, si ce n'est celui de profiter de la diversité et de l'anonymat de la foule urbaine :

> *« On va partout avec mes amis, on s'aventure dans Paris. C'est pas toujours prévu à l'avance. On se dit « on fait quoi ? », après je dis « venez, on marche », et après on marche, on marche, et on se retrouve je sais pas où. Comme ça, on a découvert des routes qu'on connaissait pas. Genre on marchait et après on faisait « ouais venez on tourne ici » et voilà. On rentre dans des rues, on sait pas où on va, mais on se dit c'est pas grave, si on se perd on prend le premier métro qu'on voit. Une fois on s'est retrouvé jusque dans le 16ème, mais comme on se raconte notre vie en même temps, ben voilà on s'était pas rendu compte. C'est bien de se perdre en fait, c'est marrant comme on sait pas sur quoi on va tomber »* (Collégienne, 15 ans).

Cette flânerie est l'occasion de rire et d'échanger avec des amis qui ne résident pas dans leur quartier. Elle leur permet également d'adopter des comportements exubérants qu'ils n'osent pas avoir au quotidien et qu'ils immortalisent en prenant des photographies sur leur téléphone portable. Ils aiment également découvrir des quartiers qu'ils ne connaissent pas et profiter des spectacles de rue, des incidents de la vie urbaine ou de l'observation de styles vestimentaires qu'aucun adolescent n'arbore dans leur quartier.

Néanmoins, en raison du rejet du quartier dans lequel ils vivent, les pratiques de ces adolescents diffèrent de celles des *flâneurs* sur trois points : ils se déplacent de manière plus solitaire et moins planifiée, ils fréquentent d'autres lieux et ils ont un usage différent des espaces d'interactions sociales sur Internet.

Les *flâneurs exclusifs* ont tout d'abord beaucoup moins d'amis dans leur commune et ils se déplacent donc le plus souvent en petit groupe de deux ou trois personnes. Mais ils flânent également seuls dans Paris, lorsqu'aucun ami du quartier ne partage leur goût de la mobilité. Ils peuvent alors également retrouver des proches qui n'habitent pas dans leur quartier.

Quelques uns aiment aussi passer du temps en solitaire dans les transports en commun, qu'ils considèrent comme un lieu à part entière. Les *flâneurs exclusifs* différencient néanmoins les transports en commun en fonction de leur fréquentation. Ils minimisent ainsi leur présence dans le réseau de transports situé à proximité de chez eux, afin d'éviter de croiser des jeunes de leur quartier dont la présence et le comportement les exaspèrent. Ils préfèrent ainsi bien souvent marcher qu'emprunter ces transports lorsqu'ils se déplacent à l'intérieur de leur commune. Ces adolescents habitent en majorité à Paris ou dans des quartiers de petite couronne bien desservis en transports en commun. Lorsqu'ils quittent leur commune, ils choisissent donc généralement de prendre les transports à une station de métro ou de RER qu'ils savent moins fréquentée que d'autres par les jeunes de leur quartier. Cette stratégie est plus difficile à mettre en œuvre pour les quatre *flâneurs exclusifs* qui sont plus éloignés du centre de l'agglomération et qui dépendent en conséquence d'une seule gare RER. Plutôt que de fréquenter cette gare, certains d'entre eux peuvent faire le choix de trajets plus longs en privilégiant l'intermodalité entre le bus et d'autres stations de RER ou de métro.

A l'inverse, ils apprécient fortement les tronçons du réseau fréquentés par des citadins d'un autre milieu social et résidentiel, notamment le métro. Ils aiment y observer la diversité de styles vestimentaires des autres usagers et développer des relations de sociabilité éphémères avec eux. Ils en profitent également pour discuter de leurs soucis familiaux ou amoureux avec des amis qu'ils ne fréquentent pas au quotidien. Lorsqu'ils se déplacent seuls, les trajets en transports en commun leur fournissent l'occasion de réfléchir sur eux-mêmes et de s'aérer l'esprit en s'éloignant d'un quartier qu'ils n'aiment pas.

> *« Le trajet c'est toujours joyeux, y'a tout et n'importe quoi qui nous fait rire dans les transports. Par exemple on peut voir quelqu'un dans le métro et ça va*

> *nous faire rire. Ou on se raconte des blagues, on se raconte ce qui s'est passé dans la semaine, ou des fois ce que nos parents ils nous font comme misère, des trucs comme ça. Quand on est deux, on se met l'une en face de l'autre, ou quand on est trois on se met dans un carré et on se raconte nos vies, ce qui s'est passé en cours. On a toujours un truc à se dire »* (Lycéenne, 16 ans).

Les *flâneurs exclusifs* aiment emprunter les transports au hasard, seuls ou en groupe, en s'arrêtant au terminus ou à des nœuds de connexion avec des lignes qu'ils ne connaissent pas et qu'ils ont envie de découvrir. Ils savent en effet qu'ils arriveront au final à retrouver leur chemin ou qui leur restera toujours la possibilité d'appeler leurs parents pour qu'ils les renseignent sur le trajet à suivre. Ces mobilités aléatoires dans les transports en commun se déroulent toujours l'après-midi, car ces adolescents, notamment les filles, craignent d'y faire des mauvaises rencontres en soirée (ils ont également des horaires de sortie à respecter lorsqu'ils ont moins de seize ans).

> *« J'aime bien les trajets au hasard, souvent quand je m'ennuie je prends le bus et je vais jusqu'au terminus, je reviens et tout. Parce qu'en fait j'ai rien à faire dans mon quartier, donc comme ça je vois des gens, je vois des visages, je vois des gens que je connais pas, ça change en fait. Souvent je prends le RER, je sais même pas où je vais. C'est depuis que j'ai la carte Imagin'R mais ça passe que le week-end. La dernière fois j'ai pris le RER et je suis descendue à Massy-Palaiseau, après j'ai repris le RER en sens inverse. C'est parce que j'ai un ami il habite à Villejuif et il habitait avant à Massy Palaiseau, donc je me suis dit « allez, je vais là-bas ». C'était un peu long, à un moment je voulais m'arrêter, mais je me suis dit « non, Massy Palaiseau, le terme », j'étais à fond. Je voulais pas lâcher, je me suis dit que si j'arrêtais avant Massy Palaiseau j'étais une lâcheuse »* (Lycéenne, 16 ans).

La conséquence de ces mobilités solitaires, ou avec peu d'amis, est une planification moins importante de la mobilité que les *flâneurs*. Ces adolescents ne préparent pas à l'avance leurs déplacements, ils décident de prendre les transports en commun lorsqu'ils s'ennuient et ils ne savent pas toujours dans quel lieu ils vont se rendre au final. L'accès précoce à la carte Imagin'R facilite cette absence de planification, car ils n'ont plus à demander de l'argent ou des tickets à leurs parents pour se déplacer. Ils ne planifient leurs déplacements que lorsqu'ils ont rendez-vous pour aller flâner dans Paris avec des amis n'habitant pas dans leur quartier.

> *« Des fois, si je suis chez moi et que je m'ennuie, ben j'envoie un message à ma copine, « tu fais quoi ? », « ben je fais rien », et je lui fais « vas-y, on sort ». Ça peut se décider dix minutes à l'avance. Après on sait pas encore où on va, on décide entre la gare et la Gare du Nord, « viens on s'arrête à Châtelet, viens on s'arrête à Saint Michel ». Y'a pas de critères, on décide comme ça, parce que dans chaque endroit où on va, on a des habitudes, donc par exemple s'il fait beau on va dire « viens on va au Parc du Luxembourg », s'il fait plutôt gris on*

> *dit « viens on va à Rosny, on va aller manger une glace au Macdo »* (Lycéenne, 16 ans).

Les *flâneurs exclusifs* se différencient également des *flâneurs* par les lieux qu'ils fréquentent. En effet, contrairement à ceux-ci, ils ne recherchent pas dans leur flânerie urbaine la possibilité de rencontrer des adolescents d'une même origine résidentielle et sociale qu'eux afin d'engager des relations amicales ou amoureuses. Ils apprécient bien plus la possibilité d'avoir des échanges, même brefs, avec des citadins d'un autre milieu social. Ils valorisent en particulier les adolescents résidant dans Paris intra-muros, qu'ils trouvent beaucoup plus calmes, sociables et intéressants que les jeunes de leur quartier. Ils sont très fortement attirés par leur mode de vie, notamment par une liberté vestimentaire qu'ils n'ont pas l'impression de posséder dans leur quartier (ce qui est également le cas des deux *flâneuses exclusives* qui résident dans une ZUS parisienne) :

> *« Dans les autres quartiers, y'a des emos* (NDLA : style vestimentaire inspiré du punk et du grunge, avec des pantalons slims, des pulls de couleur vive, des piercings et une frange sur les yeux)*, y'a des gothiques, y'a des skateuses, tout les styles quoi. Moi j'aime bien les différents styles alors que dans mon quartier j'en vois pas. Y'a plus de liberté dans les autres quartiers de Paris. Moi, je suis normale. Mais hier j'étais habillée de toutes les couleurs, j'avais un jean clair et j'étais en vert et rouge et bleu. Au collège, ils me disent que je suis bizarre, parce que j'ai pas le même style qu'eux. Pour eux, il faut qu'on ait tous le même style. Ils me comprennent pas ici. Dans les autres quartiers, ils ont plus de liberté, mais ça me fait rire dans ma tête quand ils me jugent ici, parce qu'ils se croient supérieurs »* (Collégienne, 14 ans).

Ces adolescents cherchent alors en priorité dans leur mobilité la possibilité de se fondre dans une atmosphère qu'ils jugent à l'opposée de celle de leur quartier, en raison d'une architecture différente, de la présence de magasins chics et du comportement plus discret des citadins. Ce changement de décor leur permet, le temps d'un après-midi, de se mettre dans la peau d'un adolescent parisien et d'accéder à un mode de vie qu'ils jugent antagoniste de celui des habitants de leur quartier :

> *« Des fois on va à la Tour Eiffel, à Saint Michel, à Luxembourg. Pendant les vacances, on essaye vraiment de bouger pour voir un maximum d'endroits. On essaye de diversifier, on dit pas « on va où ? ben comme d'hab ». C'est le fait d'être loin qu'est bien, de voir d'autres personnes. Ça permet de changer de milieu aussi, de voir et de se dire « ouais peut-être qu'un jour je serai comme ça ». On voit qu'ils ont réussi, qu'ils ont pas fini ouvrier de je ne sais pas quelle usine »* (Lycéen, 16 ans).

Cette recherche du dépaysement et de l'anonymat les conduit à déserter les centres commerciaux situés à proximité de chez eux, mais également les environs du Forum des Halles par crainte de croiser des jeunes de leur quartier. Les rares fois où ils se sont rendus dans ce lieu pour aller au cinéma ou faire du shopping, ils n'ont pas eu

l'impression de se déplacer mais de retrouver au contraire l'atmosphère de leur quartier. Ils ne fréquentent également pas les « aprèms »[98] pour la même raison et ils préfèrent au contraire se rendre dans des fêtes organisées au domicile des amis qui ne résident pas dans leur quartier.

> *« Châtelet j'aime pas trop. C'est encore une question de gens, mais les gens là-bas j'aime pas trop. En fait, c'est dans Paris, mais là-bas c'est vraiment le rendez-vous des gens de la banlieue. Quand j'y vais j'ai vraiment l'impression de pas avoir bougé, de me retrouver au même endroit. Quand on sort de chez nous c'est aussi pour pas croiser les gens qu'on voit tous les jours. En fait à treize ans, j'ai commencé Paris par Châtelet, parce que tout le monde en parlait, donc je suis parti voir, mais j'ai eu l'impression de pas avoir vraiment changé d'endroit, donc après avec mes amis on est allé voir ailleurs »* (Lycéen, 16 ans).

Ils privilégient à l'inverse la flânerie dans d'autres quartiers de la capitale, plus touristiques, qu'ils fréquentent alternativement selon leur humeur (Saint Michel, Luxembourg, Bastille, Saint Germain des Prés, Pigalle, Invalides, Montparnasse, Le Marais ou le Trocadéro sont autant de lieux dans lesquels les *flâneurs exclusifs* déclarent aimer se promener). Parmi les adolescents interrogés, ce sont d'ailleurs eux qui se repèrent le mieux dans Paris et qui savent comment passer d'un quartier à un autre, non seulement en transports en commun mais également en marchant. Certains en profitent également pour s'arrêter avec leurs amis dans des cafés dont ils apprécient l'atmosphère. La fréquentation de ces cafés leur donne l'impression d'être considérés temporairement par les serveurs et par les autres clients comme des adultes, et non comme des adolescents venant de banlieue (Hachimi Alaoui et Jarvin, 2007). Enfin, les garçons et filles de cette catégorie fréquentent également des centralités commerciales qu'ils jugent plus chics que Châtelet, comme le centre commercial de La Défense, les magasins de la rue de Rivoli ou les Grands Magasins dans le quartier de Saint Lazare.

> *« Avec mes copines on va souvent à Saint Michel. On sort, on va se promener, on va sur le boulevard et on se promène, on parle. L'été par exemple j'avais l'habitude d'aller avec une amie, on allait toujours là-bas, on partait vers midi et demi, on mangeait là bas, on faisait les magasins, y'a des magasins de chaussures, de vêtements. Et après, on va se poser un petit peu au Parc du Luxembourg comme c'est juste à côté, et on mange une glace des trucs comme ça. Saint Michel c'est plus chic que Châtelet, c'est pas pareil, y'a moins de jeunes, c'est pas le même milieu »* (Lycéenne, 16 ans).

Cette fréquentation de Paris se traduit par une volonté de mobilité résidentielle future dans les beaux quartiers de la capitale. Comme les *flâneurs*, ils espèrent y vivre ou y mener des études, ce qui symboliserait une mobilité sociale ascendante. Certains d'entre eux déclarent également une attirance pour des grandes métropoles européennes.

[98] Fêtes organisées dans des maisons de quartiers ou des salles louées par des jeunes (voir supra, chapitre 6).

La dernière différence entre les *flâneurs* et les *flâneurs exclusifs* concerne leurs pratiques de sociabilité en ligne. Ces derniers se servent ainsi fréquemment des espaces d'interactions sociales sur Internet pour un usage expressif. Ayant peu de liens d'amitié dans leur quartier, ils s'entretiennent sur Internet avec leurs amis qui ne résident pas à proximité de chez eux. Mais, ils se confient également à des adolescents qu'ils ont rencontrés sur Internet, le plus souvent sur des forums pour les filles ou sur des blogs et des jeux en ligne pour les garçons. Après cette rencontre, une relation de confiance se construit peu à peu entre les adolescents, permettant ensuite des échanges intimes sur les messageries instantanées ou le téléphone :

> *« Je connais des gens par Internet, ils habitent dans le Sud Ouest, Nord Ouest, je les ai rencontrés par MSN ou par des blogs, même s'il faut attendre longtemps quand même. Tu dis un truc, après tu réponds et ça le fait ou ça le fait pas. Tu mets un commentaire, la personne elle répond, de fil en aiguille tu donnes ton adresse MSN et tu peux bien parler, faire plus connaissance (...) Sur Internet des fois c'est plus facile de parler aux gens qu'en face d'eux. Y'a des gens où au début tu parles pas trop, après tu commences à plus parler et tu approfondis la connaissance de l'autre, tu te confies et tout »* (Lycéenne, 16 ans).

Ces rencontres sur Internet débouchent plus souvent sur des mobilités urbaines que chez les *flâneurs*, car ils sont plus disposés à se déplacer loin de leur domicile pour entretenir une relation d'amitié. Certains d'entre eux ont également rencontré leur petit(e) ami(e) sur Internet, qu'ils retrouvent ensuite le plus souvent dans des quartiers parisiens.

> *« En fait j'ai rencontré des gens sur un forum, ensuite au bout d'une à deux semaines y'a une fille qui m'a envoyé un message comme elle a remarqué que j'habitais dans le 93, et elle habitait à Aubervilliers, du coup on a commencé à faire connaissance, et ça s'est fait comme ça. Le premier concert que j'ai fait c'était avec elle, après j'ai rencontré d'autres personnes toujours sur les forums (...) Comme la copine que j'ai ici sort pas beaucoup, ben je me rapporte beaucoup à Internet, je cherche des gens avec qui je peux m'entendre donc j'en trouve parfois sur Internet. Vu que j'arrive pas à en trouver au lycée ou dans mon quartier, j'en cherche ailleurs on va dire»* (Lycéenne, 16 ans).

Notons néanmoins, que ces adolescents, contrairement aux *flâneurs*, entretiennent également des relations à distance avec d'autres adolescents sans que des rencontres en face à face ne viennent les soutenir. Cette spécificité est peut-être liée au fait qu'ils ont moins d'amis dans le quartier : ils passent donc plus de temps sur Internet et ils ont moins l'occasion de se confier quotidiennement à des jeunes de leur âge habitant près de chez eux.

II. Les encadrés à faible mobilité

Cette manière typique d'habiter concerne principalement des adolescents de catégories populaires et moyennes ne résidant pas en ZUS, mais à proximité. Parmi les adolescents de ZUS, les *encadrés à faible mobilité* sont, à l'inverse, issus exclusivement des catégories populaires et d'une origine nationale-raciale minoritaire dans le quartier et/ou la commune. Cette manière d'habiter caractérise des adolescents qui partagent une même invisibilité dans leur quartier que les *flâneurs exclusifs*, mais qui évoluent dans un milieu familial encadrant très fortement leur mobilité. Leurs parents craignent en effet les agressions susceptibles de se produire dans les transports en commun. Les *encadrés* partagent alors en grande partie ces craintes. Celles-ci structurent leurs dispositions vis-à-vis de la mobilité dans trois principales dimensions : ils craignent les interactions avec des inconnus, notamment par peur de rencontrer des « *pervers* » ; ils développent une véritable phobie des foules urbaines, non seulement en raison de craintes d'agressions, mais également parce qu'ils ont peur de s'y perdre ; peu habitués à les utiliser, ils appréhendent fortement les déplacements en métro ou en RER, alors que l'emploi du bus est pour eux beaucoup moins anxiogène.

Ces adolescents se différencient cependant en fonction de la disponibilité en temps et en argent de leurs parents, ainsi que par la présence, ou non, de frères et sœurs plus âgés au domicile. Certains d'entre eux sont ainsi accompagnés ponctuellement en transports en commun ou en voiture par un aîné. D'autres profitent de la voiture familiale pour réaliser des activités de loisirs, faire des achats dans les centres commerciaux ou visiter occasionnellement des quartiers touristiques de la capitale. Ces déplacements sont vécus comme purement fonctionnels et ne donnent pas lieu à des promenades ou à une appropriation du lieu par les adolescents qui se contentent de suivre leurs parents.

Lorsque ces deux formes d'accompagnements ne sont pas possibles, principalement en ZUS, ces adolescents passent beaucoup de temps au domicile, ce qui peut être difficile à vivre lorsqu'ils sont peu autorisés à y amener des amis. Ils présentent alors leurs rares sorties sans leurs parents comme une respiration vis-à-vis de l'enfermement au domicile et d'un quartier qu'ils n'aiment pas. Ces sorties se font généralement dans le cadre d'activités organisées par l'Education Nationale, de manière solitaire dans les centres commerciaux situés à proximité, et plus rarement dans Paris en suivant un ami habitué à l'usage autonome des transports. Peu en confiance, ils y apprécient néanmoins le dépaysement, l'anonymat et la diversité qu'ils peuvent y trouver. Ils sont plus particulièrement séduits par la brièveté des interactions urbaines qui leur offre la possibilité de rire des autres citadins, voire d'en être la cible, sans que cela prête à conséquence, contrairement à ce qui peut se passer dans leur quartier. Les épreuves qu'ils rencontrent dans la mobilité peuvent alors, lorsqu'elles sont passées avec succès, infléchir les dispositions qu'ils ont acquises dans la sphère familiale.

1. Une majorité d'adolescents résidant dans des quartiers situés à proximité d'une ZUS et mal desservis en transports en commun

L'idéaltype de cette manière d'habiter a été élaboré à partir de quatorze entretiens, dont neuf avec des filles. Deux éléments expliquent principalement cette surreprésentation : d'une part, comme pour les *flâneurs exclusifs*, le nombre plus important dans notre échantillon de filles qui n'aiment pas leur quartier ; d'autre part, en population générale, un encadrement plus important des mobilités des filles par rapport à celles des garçons (voir infra, chapitre 5).

Cette manière d'habiter concerne majoritairement des adolescents résidant dans les quartiers pavillonnaires situés à proximité d'une ZUS (n=8). Parmi eux, les adolescents issus de catégories populaires sont minoritaires (n=3). A l'inverse, un jeune sur deux de notre échantillon de catégorie moyenne ne résidant pas en ZUS habite son quartier de cette manière (n=5). Au final, ces adolescents sont très proches des « petits-moyens » décrits dans la littérature sociologique (Cartier et al, 2008), leurs parents occupant des emplois d'ouvriers qualifiés, d'employés ou de petits commerçants. Ces derniers sont également plus fréquemment que les autres originaires de France ou de pays du Sud de l'Europe (n=4), quatre d'entre eux étant par ailleurs originaires du Maghreb, de Turquie ou du Liban.

Parmi les adolescents de ZUS, les *encadrés à faible mobilité* sont, à l'inverse, issus exclusivement des catégories populaires (n=6). Leurs parents se trouvent dans une situation économique fragile, une grande partie d'entre eux étant au chômage (n=4) ou occupant un poste d'ouvrier non qualifié. Ils sont le plus souvent d'une origine nationale-raciale minoritaire dans leur quartier (belge, indienne, vietnamienne, guyanaise), deux d'entre eux étant par ailleurs d'origine algérienne ou turque.

Que les adolescents résident ou non en ZUS, cette manière d'habiter est plus fréquente dans les quartiers éloignés du centre de l'agglomération et/ou d'un axe lourd de transports en commun. Elle ne concerne par exemple aucun adolescent de notre échantillon habitant dans Paris intra-muros. Sur les quatorze adolescents qui ont participé à l'élaboration de ce type, douze doivent ainsi prendre le bus ou le tramway pour se rendre à la station de métro ou de RER la plus proche de chez eux.

Une des conséquences de cet éloignement est qu'un seul *encadré* ne réside pas dans un ménage disposant d'une voiture. L'adolescente concernée habite à moins de dix minutes à pied d'une station de métro. Elle est aussi la seule à vivre dans une famille monoparentale. Dans le discours des adolescents, la voiture du ménage est présentée comme un objet essentiel du quotidien de leur père, dont il prend grand soin. C'est lui qui utilise le plus souvent ce véhicule, notamment pour se rendre au travail ou effectuer des déplacements professionnels. La mère, à l'inverse, ne possède pas systématiquement le permis de conduire (voir infra). Une seule adolescente de cette catégorie réside d'ailleurs dans un ménage bi-motorisé. La motorisation du ménage n'entraîne alors pas

mécaniquement un accompagnement fréquent des enfants en voiture, notamment lorsque le père a des horaires de travail atypiques.

Enfin, ces adolescents sont un peu plus jeunes que les *flâneurs exclusifs* et que la moyenne de notre échantillon : neuf d'entre eux ont quinze ans, quatre ont seize ans et un a dix-sept ans. Ils ont également de moins bons résultats scolaires que les *flâneurs exclusifs*. Six d'entre eux sont scolarisés en seconde générale au moment de l'entretien (dont quatre ont redoublé ou été réorientés vers une filière professionnelle à la fin de l'année), un en seconde professionnelle, un en troisième d'insertion professionnelle et six en troisième générale (dont trois ont obtenu le passage en seconde générale à la fin de l'année).

2. Un même rejet de leur quartier que les *flâneurs exclusifs*

Ces adolescents partagent le même rejet de leur quartier que les *flâneurs exclusifs*. Ce rejet est commun aux autres membres de la famille, qui souhaiteraient quitter un quartier dans lequel ils résident depuis un certain nombre d'années et dont ils ont vu l'ambiance se dégrader. Les parents n'ont cependant pas les moyens financiers d'acheter un pavillon dans un autre quartier (pour ceux qui habitent à proximité d'une ZUS) ou de devenir propriétaire ou locataire dans le parc privé (pour ceux qui résident en ZUS).

> *« On n'a plus envie de vivre ici dans ma famille, tous. C'est que de la racaille ici. Même mes parents ils disent ça, même mes deux frères ils disent ça aussi. Eux quand ils sortent dehors, ils restent jamais ici, ils s'en vont ailleurs. Mais on reste, parce que mes parents ils ont pas d'argent. Parce que mon père il est manutentionnaire et ma mère elle est au chômage »* (Collégien, 15 ans).

Comme les *flâneurs exclusifs*, les garçons de cette catégorie habitant en ZUS expliquent ce rejet par le comportement des autres jeunes de leur quartier, notamment celui des garçons qui stationnent dans l'espace public de résidence. Les *encadrés* qui ne résident pas en ZUS côtoient majoritairement ces jeunes dans leur établissement scolaire depuis leur entrée au collège, mais ils les croisent également lorsqu'ils sortent de leur quartier pour des motifs fonctionnels (se rendre en cours, faire des courses…). Ils les accusent de mener des actes délictueux et de chercher perpétuellement à provoquer verbalement et physiquement les autres adolescents ou leurs professeurs. Ils utilisent aussi le terme de « *racailles* » pour désigner ces jeunes, dont ils sont parfois les souffre-douleurs dans leur établissement scolaire.

> « *Moi je déteste ici, je déteste, je voudrais changer de ville. Ce que j'aime pas ici c'est que y'a trop de racailles, comme y'a une cité juste à côté de chez moi. La racaille c'est les gens qui traînent, c'est les gens qui savent pas quoi faire, qui foutent le bordel, qui savent pas parler, s'habillent mal, se croient supérieurs aux autres. Ils s'habillent comme des clowns. J'aime pas leur façon*

> *d'agir. Ils ont tous l'impression d'être supérieurs à toi. Ils se moquent de toi, ils viennent chercher la merde comme ça »* (Collégien, 15 ans).

Les brimades verbales ou physiques dont ils font l'objet et qui renforcent leur rejet du quartier sont d'autant plus fréquentes lorsque leurs parents ont peu de relations amicales et familiales dans le quartier et/ou la commune. Un jeune rencontré lors de notre ethnographie, présentant un grand nombre de caractéristiques des *encadrés*, déclarait ainsi éviter les provocations d'une partie des jeunes du quartier, grâce à l'interconnaissance entre leurs parents respectifs, originaires d'une même région en Algérie.

Les filles de cette catégorie reprennent également ce terme de « *racaille* » pour désigner une grande partie des jeunes de leur quartier et/ou de leur commune. Elles les identifient à partir de leur comportement provocant, agressif, voire délictueux, même si cette identification peut, in fine, reposer sur des différenciations raciales (voir supra). Elles redoutent également les insultes, les intimidations et les brimades physiques des autres filles de leur quartier et/ou de leur établissement scolaire.

> *« Ici avec les autres filles ça passe, ça regarde mal et après ça s'embrouille pour rien, moi j'aime pas les embrouilles comme ça. Y'a des filles qui te regardent mal, les regards de rageuses et après elles te disent « ouais je vais te taper et tout », c'est n'importe quoi. Ça part d'un regard, ça part de n'importe quoi, ils ont pas de mentalité ici, c'est pour ça (...) Avant on va dire que j'avais pas de caractère, je me laissais faire, les filles ici elles m'insultaient, elles me créaient des embrouilles, j'étais une victime, je disais rien parce que j'avais peur. Mais, maintenant j'ai changé. Quand une fille elle fait « ouais pourquoi tu regardes et tout ? », avant je disais « ouais, désolée », maintenant je lui dis « tu veux qu'on fasse quoi, tu veux qu'on se tape pour un regard ? », je la regarde « tu veux qu'on se tape ? », après elle fait « non, euh », et ben voilà, après elle part »* (Lycéenne, 16 ans).

Ces adolescentes ont moins été confrontées à des intimidations de garçons, si ce n'est pour les dissuader de parler à la police lorsqu'elles ont été témoins d'actes délictueux. Mais, elles vivent très mal le comportement d'une partie des jeunes adultes de leur quartier et/ou de leur commune, qu'elles accusent de misogynie à leur égard, en particulier de les siffler lorsqu'elles les croisent. Celles qui résident en ZUS ne supportent également plus leurs remarques sur leur tenue vestimentaire ou leurs relations amoureuses.

> *« Les gens ils font des réputations sur les filles ici, c'est ça qu'est chiant. C'est les embrouilles et les réputations que j'aime pas. Ça c'est tous les jours, dès qu'une fille met une jupe c'est une salope, ou des talons aussi. Un jour j'ai mis une jupe avec des talons, normal, pour aller acheter du sucre, j'étais avec ma sœur, et après y'a une bande de racailles ils m'ont pris en photo. Après je suis sortie ils m'ont fait « c'est toi ça ? », j'ai fait « et alors, oui ? », ils ont dit « ça va se savoir, ça va aller loin », après j'ai pas compris ce qu'ils voulaient dire*

par là. De toute façon je m'en fous, ils ont une photo mais bon… Moi je reste chez moi ou je vais voir les copines chez elles, parce qu'à la cité quand tu traînes ils viennent te parler et après ils font des histoires pour rien » (Lycéenne, 16 ans).

3. Une invisibilité dans l'espace public de résidence

Le réseau amical de ces adolescents dans leur quartier et/ou leur commune est logiquement aussi réduit que celui des *flâneurs exclusifs* (mais ils ont beaucoup moins d'amis en dehors). Ils sont amis avec quelques adolescents, parfois même avec un seul, qui partagent leur rejet du quartier, et qu'ils ont rencontrés à l'école primaire ou au collège. Les filles et les garçons de cette catégorie se différencient néanmoins, car les amies des filles sont parfois des *flâneuses exclusives* (voir infra), ce qui n'est jamais le cas pour les garçons qui sont amis avec d'autres *encadrés*. Ces adolescents, lorsqu'ils sont encore scolarisés en troisième, attendent avec impatience leur entrée au lycée, car ils espèrent pouvoir y élargir leur réseau amical et y échapper à la présence de leurs camarades de classe qu'ils n'aiment pas.

La perception de l'espace local des *encadrés* est alors soutenue par une géographie de la peur, celle d'être pris à partie par les jeunes qu'ils nomment « *racailles* », comme le montre ce texte rédigé pour décrire sa rue par un lycéen de ZUS scolarisé en seconde générale :

Ma rue est une sorte de guet-apens
Où il n'y a que des jeunes de cités ;
Ils ne laissent pas les gens vivre normalement,
Et ne pensent qu'à s'entretuer.
On se demande quel est leur âge.
Ils sont tellement fatigants
Qu'on dirait des sauvages,
Jusqu'à dire des délinquants.
Ces jeunes n'ont pas le moindre respect
Pour les gens qui veulent avoir la paix.
On les considère comme des cons,
Et on veut qu'ils aillent en prison.
Ils jouent les racailles,
Les flics arrivent en embuscade
Pour les prendre dans la tenaille,
Et ne ratent pas la parade.
Ma rue est tellement dangereuse

Qu'on aimerait être tranquille, Et avoir une vie silencieuse Sinon c'est l'asile.

Ils cartographient leur quartier et/ou leur commune, en fonction des lieux qu'ils savent appropriés par ces jeunes. Cette cartographie repose parfois sur des micro-différenciations entre des rues, voire des bâtiments, contigus, distingués en fonction de leur fréquentation. Certains justifient d'ailleurs la pertinence de leur cartographie en s'appuyant sur la géographie des destructions de bâtiment entraînées par le programme de rénovation urbaine.

Ils minimisent en conséquence leur présence dans l'espace public de résidence, notamment lorsqu'ils résident en ZUS, par peur de croiser ces jeunes. Pour les mêmes raisons, ceux qui ne résident pas en ZUS évitent également certains trajets et préfèrent faire des détours, par exemple lorsqu'ils se rendent en cours. Quand ils croisent néanmoins les jeunes qu'ils identifient comme des « *racailles* », ils font demi-tour, changent de trottoir ou élaborent des stratégies pour ne pas attirer leur attention (en accélérant le pas ou en faisant semblant de téléphoner). Lorsque les *encadrés* savent qu'ils ont de grandes chances de rencontrer ces jeunes sur un trajet qu'ils doivent emprunter, notamment pour rentrer de cours, ils demandent parfois à leurs amis de les accompagner, ou à leurs parents de les véhiculer.

Les *encadrés* passent à l'inverse beaucoup de temps au domicile de leurs amis, notamment lorsque leurs parents se connaissent et qu'ils habitent à quelques rues d'écart. Ils privilégient également la fréquentation dans leur quartier de lieux fermés qu'ils savent surveillés par des adultes, comme les bibliothèques ou les cinémas. Ils fréquentent aussi des lieux en plein air, lorsqu'ils sont certains de ne pas y croiser des jeunes du quartier. Les garçons de cette catégorie privilégient ainsi la fréquentation des équipements sportifs qui ne se trouvent pas à proximité immédiate de la ZUS de leur commune.

4. Des dispositions vis-à-vis de la mobilité influencées par les craintes des parents

Si les *encadrés* partagent le même rejet de leur quartier que les *flâneurs exclusifs*, le rapport de leurs parents à la mobilité les différencie très fortement de ces adolescents. Les *encadrés* évoluent dans un milieu familial encadrant très fortement leurs déplacements en dehors du quartier, en raison de craintes d'agressions, ou pour certains d'enlèvement, dans les transports en commun ou à Paris. C'est le plus souvent la mère de ces adolescents qui est porteuse de ces craintes, qui se transforment parfois en véritable phobie. Celle-ci a souvent grandi dans un environnement rural et est peu familière de la vie urbaine. Elle passe beaucoup de temps au domicile, notamment lorsqu'elle ne travaille pas, et elle ne se déplace guère en dehors de sa commune, car elle n'aime pas les foules urbaines. Elle ne possède d'ailleurs pas nécessairement le permis de conduire. Si le père de ces adolescents se déplace plus fréquemment en dehors de sa commune, il utilise

systématiquement la voiture et il est au contraire très peu familier des transports en commun :

> *« Mon père il sait pas aller à Paris, vraiment pas. En voiture oui, mais pas en transports. Il a toujours eu une voiture, il sait même pas prendre le bus pour aller à la gare. C'est toujours voiture, voiture… Il travaille à Aulnay, il y va en voiture, il connaît rien aux transports en commun, j'ai jamais pris les transports avec lui. Même pour aller à la gare RER, on prend la voiture (…) Ma mère elle aime pas sortir. Mon père non plus. Le soir ils regardent la télé et moi je suis sur l'ordinateur. Je reste toute la nuit sur l'ordinateur »* (Collégienne, 15 ans).

Ces craintes conduisent à un encadrement de la mobilité de leurs enfants, les parents leur interdisant d'emprunter les transports en commun ou de se déplacer vers Paris lorsqu'ils ne sont pas accompagnés par un membre de la famille plus âgé (voir infra). Lorsqu'ils se déplacent à proximité de chez eux, ils doivent également respecter des horaires de sortie stricts et être toujours joignables par téléphone. Si certains renoncent par avance à demander à leurs parents l'autorisation de sortir, d'autres vivent mal cet encadrement. C'est notamment le cas des filles qui ont un frère plus âgé, qui est moins surveillé dans ses déplacements. Elles vivent alors les mobilités de leur frère par procuration, en écoutant le récit qu'il fait de ses déplacements. Certaines mettent ce contrôle plus important de leurs déplacements en relation avec l'origine culturelle de leurs parents, notamment lorsqu'elles sont issues du Maghreb. La perception du contrôle parental comme une contrainte ou, au contraire comme étant justifié, dépend cependant avant tout des expériences de mobilités qu'ont ces adolescents avec leurs amis (voir infra).

> *« J'ai commencé à prendre le bus l'année dernière, en troisième. Parce que ma mère elle me fait pas confiance, et j'en ai eu marre je lui ai tout dit, je lui ai dit « ouais tu me fais pas confiance, c'est bon je suis plus une gamine et tout », après on a parlé et elle m'a dit « c'est bon je te laisse sortir, mais faut pas que ça devienne une habitude ». J'en avais marre de rester chez moi. Mes copines elles sortaient et ça m'énervait, parce qu'elles disaient « ouais tu viens et tout », et je disais « non, ma mère elle veut pas », et elles rigolaient, « t'es une prisonnière et tout ». Ma mère elle m'empêche de découvrir le monde en fait. Elle doit savoir où je suis, je lui dis « je vais là-bas et je rentre à telle heure », et si je suis en retard j'envoie toujours un message pour lui dire. Mais elle veut pas trop que j'aille à Paris, elle a pas confiance non plus. Une fois je lui ai dit « maman je vais à Châtelet », et elle m'a dit non. Pour elle, le métro y'a que des fous dedans, donc elle a peur que je me fasse agresser et tout »* (Lycéenne, 16 ans).

Si certains d'entre eux vivent assez mal l'encadrement de leur mobilité, les *encadrés* partagent en grande partie les craintes de leurs parents. Ces craintes sont incorporées lors de leur apprentissage de la mobilité, caractérisé par un accompagnement systématique des déplacements et une faible fréquentation des centralités urbaines franciliennes. Elles

prennent la forme de dispositions qui sont opérantes dans trois dimensions principales de la mobilité: l'appréhension des situations de co-présence avec des inconnus, la perception des foules urbaines et le rapport aux transports en commun.

Ces adolescents craignent tout d'abord les interactions avec des inconnus occasionnées par la mobilité, par peur notamment de rencontrer des « *pervers* » et autres individus louches. Ils ne considèrent pas la mobilité comme un moyen de rencontrer des citadins qu'ils ne connaissent pas. Craintifs, ils ont à l'inverse des difficultés à interpréter les moments de sociabilité éphémère, et donc la mise en suspens de l'indifférence mutuelle (sourires, regards appuyés, plaisanteries).

Ils développent également une véritable phobie des foules urbaines, non seulement en raison de craintes d'agression, mais également parce qu'ils ont peur de s'y perdre. Ils insistent sur l'usure mentale que provoque chez eux la fréquentation de ces foules, dans lesquels ils ont l'impression d'étouffer et sont gênés par la promiscuité physique avec des inconnus. Ils opposent cette usure au calme et au repos qu'ils éprouvent à leur domicile. Certains d'entre eux déclarent néanmoins apprécier la fréquentation des foules dans leur pays d'origine, car ils s'y sentent plus apaisés et en confiance que dans leur vie quotidienne (voir infra).

> *« La semaine je sors pas. Je sors que le week-end et le mercredi après-midi, mais ça c'est qu'une fois dans le mois. Ça vient pas de mes parents, ça vient de moi, j'aime pas sortir. En fait ils m'ont interdit à la base, mais ça me dérange pas, parce que je suis pas une fille qu'aime sortir, je suis bien chez moi, j'aime bien être toute seule dans ma chambre, dans le silence. C'est calme, je me repose. Les seules fois où j'aime bien l'ambiance, ben c'est en Italie, quand ils font des fêtes le soir. J'aime bien parce que c'est en Italie, je me repose, parce qu'en fait j'aime pas l'endroit où je vis, ça me plaît pas. J'aime pas le bruit, j'aime bien le calme, et ici je vois pas les montagnes* (rires) » (Lycéenne, 16 ans).

Ces adolescents partagent également les craintes de leurs parents sur les déplacements à Paris, où ils se sentent peu à l'aise. Ils ont peu l'habitude de s'y rendre et ils n'apprécient pas l'anonymat qui y règne. Ils perçoivent la capitale comme un lieu lointain et une destination touristique socialement très différente du milieu dans lequel ils vivent au quotidien. Surtout, ils n'aiment pas se déplacer à Paris car ils redoutent la durée du trajet en transports en commun entraînée par l'éloignement du centre de l'agglomération.

En effet, l'espace des transports en commun cristallise les angoisses qu'ils ont à se déplacer. Peu habitués à utiliser le métro ou le RER, ils appréhendent fortement les déplacements avec ces modes. Ils craignent les agressions susceptibles de s'y produire, les filles redoutant notamment de croiser des « *pervers* ». Ces craintes sont nourries par les agressions dont ils ont déjà pu être l'objet, mais également par le récit d'incidents dont les membres plus âgés de leur famille ont été témoins ou victimes (vol de téléphone

portable ou de sac à main, comportement irrationnel de certains usagers, marginaux qui parlent tout seul).

> *« J'aime pas le métro, sur toutes les lignes c'est dangereux. Partout. Y'a plein de pervers, des gens qui viennent t'accoster pour rien ou qui t'agressent. J'ai peur de ça en fait, parce que chaque fois que j'y vais, je rencontre des gens bizarres. Des vieux ou des jeunes qui m'accostent alors qu'ils sont bourrés, ça m'est même arrivé en journée. Y'en a même un carrément, on était dans le métro et il me regardait, il devait avoir quarante ans et quand le métro il s'est arrêté, je me lève pour sortir, il commence à me suivre et à me toucher, j'ai hurlé, y'a tout le monde qui me regardait, j'ai fait un cinéma dans le métro. C'était à Gare du Nord. J'ai commencé à crier, à l'engueuler, y'avait tout le monde qui regardait, « tu me touches pas toi, t'es fou, qu'est-ce que tu mets tes mains sur moi ». Et il répondait pas, il regardait par terre et il répondait pas. C'est pour ça que j'aime pas le métro, chaque fois que j'y vais, il m'arrive quelque chose. Je le prends une fois par mois, mais c'est quand je suis obligée de le prendre que je le prends, par exemple si je peux y aller en bus je vais y aller en bus. Je préfère le bus, en plus le métro c'est souterrain »* (Lycéenne, 16 ans).

L'emploi du bus ou du tramway est pour eux beaucoup moins anxiogène, en raison de la présence du conducteur. Ils sont plus à l'aise dans ce mode de transport non-souterrain qu'ils ont l'impression de pouvoir quitter plus facilement en cas d'agressions physiques ou verbales d'un autre usager. Ils déclarent d'ailleurs y croiser moins de « *pervers* » ou de marginaux que dans les autres modes de transport. Ils sont plus familiers de ces deux modes et ils apprécient la rapidité des trajets. Ils ont moins peur de s'y perdre que dans le métro ou le RER, car la possibilité de se repérer grâce au paysage extérieur ou de demander son chemin au chauffeur les sécurise. Ils arrivent ainsi à se repérer dans le réseau de bus situés à proximité de chez eux, qu'ils empruntent parfois pour se rendre dans des centres commerciaux (voir infra). L'emploi du bus ou du tramway est également moins anxiogène pour leurs parents qui ne les autorisent à se déplacer seuls en transports en commun qu'avec ces deux modes.

Exceptées les lignes de bus situées à proximité de chez eux, les *encadrés* n'arrivent pas à se repérer dans le réseau de transports en commun francilien, notamment au niveau des changements de lignes et de modes. Ils sont également peu nombreux à posséder la carte Imagin'R, ce qui s'explique en partie par la scolarisation de près de la moitié d'entre eux en troisième générale (ils ont donc moins de stages à faire que les élèves de troisième d'insertion professionnelle). Si leurs parents refusent de leur payer cette carte, car leur faible usage des transports en commun ne justifie pas, selon eux, cet investissement financier, les *encadrés* ne sont pas non plus demandeurs de cet abonnement dont ils ne voient pas l'utilité. Ceux qui l'ont obtenu lors de leur passage au lycée ne s'en servent quasiment pas durant les week-ends ou les vacances scolaires.

> *« La carte Imagin'R, je l'ai depuis cette année, mais je l'attendais pas vraiment non plus avec impatience, ça m'a fait ni chaud ni froid. Ça change rien. C'est utile mais bon voilà, sans plus. C'est juste pour le bus pour aller en cours, c'est tout. J'aime pas les transports en fait. J'aime pas prendre les transports, j'ai pas confiance y'a toujours soit des pervers soit des gens bizarres, donc j'utilise pas la carte »* (Lycéenne, 16 ans).

Ces adolescents souhaitent passer rapidement leur permis de conduire afin d'éviter ces déplacements trop angoissants en transports en commun. La voiture présente selon eux toutes les qualités qui manquent aux transports en commun : la fiabilité, le calme, l'absence de promiscuité physique et de situations d'interaction avec des inconnus. Ils sont encouragés sur ce point par leurs parents, qui sont souvent disposés à leur financer des cours de conduite et à les accompagner dans l'apprentissage de la conduite accompagnée.

> *« C'est la voiture que je préfère. J'ai hâte d'avoir dix-huit ans pour avoir le permis, mais mes parents ils vont peut être me payer la conduite accompagnée l'année prochaine. J'aime tout dans la voiture. Pas besoin d'attendre, c'est bon t'as tout, t'es à l'aise comme à la maison, tu peux écouter de la musique. Mais bon, le plus souvent je me déplace à pied, parce que mes parents ils sont pas là pour moi non plus. Ils ont une voiture, mais on se déplace pour des longs trucs, quand on va chez ma tante, quand on va faire des courses, en vacances… Mon père il la prend juste pour aller au travail, mais sinon on s'en sert pas trop »* (Collégienne, 15 ans).

5. Un accompagnement des déplacements par les parents ou par des frères et sœurs plus âgés

Si leurs mobilités sont fortement encadrées, ces adolescents se différencient cependant en fonction de la disponibilité en temps et en argent de leurs parents, de la bonne entente avec des frères ou sœurs plus âgés et de la présence de membres de la famille dans la région. Ces différents paramètres influent fortement sur la possibilité de se déplacer, ou non, en dehors du quartier.

Certains d'entre eux sont ainsi accompagnés ponctuellement en transports en commun ou en voiture par un aîné, notamment pour fréquenter des centralités commerciales. Ces frères ou sœurs plus âgés se voient confiés par leurs parents la surveillance de ces adolescents. La bonne entente avec eux est alors fondamentale pour ces adolescents, car elle leur permet de se rendre dans des lieux dans lesquels ils ne sont pas autorisés habituellement à se déplacer (à Paris, dans des soirées privées…). C'est notamment le cas lorsque le frère ou la sœur aînée possède le permis de conduire, ce qui leur permet de rentrer à des horaires beaucoup plus tardifs qu'en temps normal sans que les parents ne s'en inquiètent en cherchant à les joindre sur leur téléphone. Ce rôle d'accompagnateur

est également parfois joué par un cousin ou une cousine plus âgés à qui les parents des *encadrés* accordent leur confiance.

Mais ces adolescents se distinguent surtout par la disponibilité en temps et en argent de leurs parents, qui permet à ces derniers d'accompagner leurs enfants en voiture. Ces déplacements constituent ainsi la plus grande partie des mobilités des *encadrés* en dehors de leur quartier. Ils ne se déplacent au contraire quasiment jamais avec leurs parents en transports en commun. Ce sont généralement les parents des adolescents de classes moyennes ne résidant pas en ZUS qui sont les plus disponibles, ce qui est cohérent avec l'exploitation statistique de l'enquête EGT présentée au chapitre 5.

La disponibilité de leurs parents permet ainsi à ces adolescents de réaliser des activités de loisirs encadrées par des adultes, notamment de participer à une association culturelle du pays d'origine, de fréquenter une base de loisirs ou de pratiquer un sport non collectif dans des structures privées (le tennis, le ping-pong ou le tir à la carabine). Cette pratique d'une activité sportive encadrée concerne majoritairement les adolescents qui ne résident pas en ZUS, mais également deux *encadrés* de ces quartiers. Ils sont accompagnés en voiture par leurs parents à l'équipement sportif, situé fréquemment en dehors de la commune. Ceux-ci les regardent jouer ou pratiquent l'activité avec eux, les frères et sœurs étant également parfois présents. Ils sont d'ailleurs souvent à l'origine du choix du sport pratiqué par leur enfant. Ces adolescents peuvent aussi accompagner en famille le week-end un membre plus âgé du ménage, lorsqu'il pratique une activité sportive en compétition.

Les *encadrés* se déplacent parfois avec leurs parents au cinéma, mais ils se rendent surtout dans les centres commerciaux accessibles rapidement en voiture depuis chez eux. Ils restent quelques heures sur place à se promener dans les magasins de vêtements, en se faisant parfois offrir des cadeaux par leurs parents. Ils se promènent aussi occasionnellement en famille dans des quartiers touristiques de la capitale (La Tour Eiffel et les Champs Elysées), notamment quand leurs parents reçoivent la visite d'un proche habitant à l'étranger. Lorsque ces adolescents sont d'origine étrangère, ils se rendent aussi dans des quartiers de la capitale fréquentés majoritairement par des citadins d'une même origine que leurs parents (dans le 13ème arrondissement pour une adolescente d'origine vietnamienne, à Strasbourg-Saint Denis pour ceux qui sont d'origine turque, dans le quartier de la Chapelle pour ceux originaires d'Inde).

Les *encadrés* présentent ces différents déplacements comme une respiration vis-à-vis de leur vie quotidienne dans un quartier qu'il n'aime pas. Ceux-ci sont néanmoins vécus comme purement fonctionnels et ils ne donnent pas lieu à des promenades ou à une appropriation du lieu par les adolescents, qui se contentent de suivre leurs parents.

> *« On va pas souvent à Paris. Quand j'y vais, j'y vais en voiture avec mon père. Parce qu'en fait c'est quand y'a des films indiens qui sortent (…) Je sais pas où c'est à Paris, je regarde pas en fait, c'est mon père qui conduit. Je sais juste que c'est à Paris. On regarde le film, et après on rentre. Parce que ma mère,*

> *elle est très stricte. À Bombay elle nous laisse, on fait ce qu'on veut, mais en France elle veut pas. Mais mon père il est cool par contre, comparé à ma mère. Des fois quand on va au cinéma et qu'il y a que mon père, on fait un peu les boutiques, on va voir les magasins à côté, mais c'est pas vraiment une balade, parce qu'après on rentre direct. Des fois on va au temple aussi tous ensemble »* (Lycéenne, 16 ans).

Enfin, les *encadrés* se différencient par la présence, ou non, de membres de leur famille et/ou de leur communauté d'origine dans la région. Les liens communautaires ou familiaux peuvent constituer l'essentiel du réseau amical de certains d'entre eux. Lorsque c'est le cas, ces adolescents se déplacent quasiment tous les week-ends en voiture avec leurs parents pour rendre visite à des membres de leur famille. A l'inverse, ils n'effectuent jamais ces visites sans leurs parents, même lorsqu'ils ont des cousins du même âge en Ile-de-France. Ils assistent plus ponctuellement à des mariages et à des fêtes familiales ou communautaires, dans lesquels ils sont véhiculés par leur père ou leurs frères et sœurs plus âgés. Certains *encadrés* entretiennent également des liens avec des adolescents franciliens originaires du même pays qu'eux, présentés par des membres de la famille ou rencontrés dans le pays d'origine, dans des associations culturelles et dans des lieux religieux. Ils se différencient cependant des *passionnés* dont la mobilité est organisée autour des liens familiaux et communautaires (voir supra, chapitre 8) : s'ils rendent fréquemment visite à ces amis, ils sont systématiquement accompagnés par leurs parents en voiture jusqu'à leur domicile.

> *« J'ai des amis qui viennent de Gagny, Garges ou Sarcelles. Je les ai rencontrés le dimanche à la messe, mais c'est surtout par la famille. Soit ils viennent chez moi, soit je vais chez eux, je demande à mon père de me déposer, je sais pas y aller en transports. Il connaît les parents, c'est un peu des liens comme ça, familiaux et tout. C'est plutôt par la famille, on est très proches par la famille. Y'en a même, c'est des cousins du cousin, on se connaît tous quoi. On est d'origine libanaise, on a beaucoup beaucoup de famille en Ile-de-France, donc y'a beaucoup de relations comme ça. Des fois ils organisent des soirées, la dernière fois y'avait un anniversaire d'une cousine qu'avait dix-sept ans. L'anniversaire c'était dans un resto, y'avaient que des jeunes, pas les parents, mais c'était des jeunes de ma famille, mes frères, mes cousins, mes cousines (...) A chaque fois c'est mon frère qui m'emmène, un peu taxi quoi. J'ai de la chance, on s'entend bien, on est grave proches. Sinon, faudrait que je demande à mon père »* (Collégienne, 15 ans).

6. Un possible repli au domicile…

Lorsque ces différentes formes d'accompagnements des déplacements ne sont pas possibles, principalement en ZUS, ces adolescents passent beaucoup de temps au

domicile. C'est le cas des *encadrés* qui n'ont pas de frères et sœurs plus âgés, dont le père travaille le week-end ou en soirée et qui n'ont pas de liens familiaux en Ile-de-France.

Ce repli sur le domicile peut être encouragé par les parents, qui suréquipent le cadre domestique de possibilités ludiques pour y retenir leurs enfants et éviter qu'ils ne sortent dans le quartier ou en dehors (Livingstone, 2002). Certains *encadrés* sont ainsi des adeptes du cocooning, ils passent beaucoup de temps en journée et en soirée devant la télévision, une console de jeu ou, lorsqu'ils y ont accès, Internet. Ce sont le plus souvent les adolescents qui ne résident pas en ZUS qui ont un ordinateur dans leur chambre. Cela leur permet pour passer le temps d'en faire un usage conversationnel ou ludique avec les jeux en réseau. L'absence d'ordinateur conduit au contraire bien souvent à un repli sur soi des *encadrés* de ZUS.

Certains auteurs ont montré qu'il existe un lien dans l'encadrement par les parents des mobilités urbaines et de l'usage d'Internet (Martin, 2007). Nous avons cependant constaté que les pratiques d'Internet des *encadrés* étaient beaucoup moins contrôlées que leurs mobilités urbaines, notamment parce que les parents ne sont pas souvent au domicile. Ils profitent alors d'Internet pour entretenir des liens et se confier à des amis ou à des membres de leur famille, résidant en France ou dans le pays d'origine de leurs parents. A l'inverse, l'impossibilité de faire des rencontres dans l'espace urbain n'est pas compensée par des rencontres faites sur Internet. D'une part, parce que ces adolescents n'ont pas la possibilité d'entretenir la sociabilité éphémère en ligne par des rencontres physiques. D'autre part, parce qu'ils redoutent les rencontres sur Internet avec des inconnus, de la même manière qu'ils craignent de croiser des « *pervers* » dans l'espace urbain. Ils se contentent alors de flâner sur certains blogs qu'ils apprécient, mais sans jamais chercher à rentrer en contact avec son auteur.

> *«Je reste tard sur l'ordi, quand y'a plus personne de connecté chez moi. Je vais que sur MSN et les skyblogs. Mais ça dépend lesquels, par exemple si y'a la photo du Portugal ben je vais cliquer dessus. Je le vois par rapport aux photos. Ou alors le nom des blogs, des trucs genre « tos ». Si la photo elle est bien, je laisse un commentaire, mais ça va jamais plus loin. Des fois on me demande mon adresse MSN, mais je dis que j'ai pas MSN. Je vais pas donner mon adresse à quelqu'un que je connais pas, MSN c'est juste avec des personnes que je connais »* (Collégienne, 15 ans).

Une partie des *encadrés* n'a cependant pas accès à ces possibilités ludiques au domicile, notamment en ZUS. Cette absence d'équipements de loisirs est d'autant plus difficile à vivre lorsqu'ils sont peu autorisés à amener des amis chez eux, en raison d'une part de la méfiance de leurs parents vis-à-vis des jeunes du quartier, d'autre part de leur réticence à ce que des personnes extérieures puissent observer l'état de leur logement en leur

absence[99]. Elle entraîne une pratique importante de la lecture et un investissement, pas toujours récompensé, dans le travail scolaire. Mais elle conduit également souvent à un ennui et à un repli sur soi, qui se traduit, entre autres, par l'écriture d'un journal intime et par beaucoup de temps passé à dormir.

> *« Le mercredi après-midi je dors, je dors toute l'après midi. Parce qu'en semaine j'arrive pas à dormir, je fais des cauchemars et je me réveille la nuit. Ou sinon je fais rien, je m'assois et je laisse passer le temps, je mets la musique. J'aime bien rien faire en fait, je pense à tout ce que je ferais si j'étais pas dans cette ville »* (Lycéenne, 16 ans).

Les séjours que ces adolescents effectuent durant les vacances scolaires dans le pays ou la région d'origine de leurs parents sont alors présentés comme une parenthèse enchantée. Leurs parents ou grands-parents y possèdent bien souvent une maison, notamment lorsqu'ils appartiennent aux classes moyennes. Ces séjours sont logiquement moins fréquents quand le pays d'origine est éloigné géographiquement (Inde, Vietnam et Turquie), mais même lorsqu'ils ne s'y rendent pas tous les ans, les *encadrés* déclarent être nostalgiques des moments qu'ils y ont passés. Ils y possèdent en effet un important réseau familial et amical, pour certains plus étendu qu'en France, notamment lorsque la migration de leurs parents est relativement récente. Connaissant plus de monde, ils se sentent plus en sécurité qu'en France et ils ont donc moins peur de fréquenter les foules urbaines. Cette confiance plus importante est partagée par leurs parents, qui leur autorisent des horaires de sorties plus tardifs et contrôlent moins leurs mobilités qu'habituellement.

> *« Au Portugal, c'est pas la même vie, je me sens mieux là-bas qu'ici, c'est pas la même mentalité. Au Portugal, j'ai plus de liberté, je sais que là-bas si je sors il peut rien m'arriver, alors qu'ici tu sors c'est mort, c'est la banlieue ici, on se dit « ouais il va se passer quelque chose ». Même mes parents ils se disent ça, avec tout ce qu'ils entendent aux informations. A Porto, c'est pas pareil qu'ici, c'est chez moi là-bas, je suis mieux là-bas, ça s'explique pas »* (Collégienne, 15 ans).

Ils désirent retourner y vivre une fois qu'ils auront terminé leurs études, ce projet pouvant être partagé par leurs parents. Aucun d'entre eux n'envisage au contraire de déménager dans Paris, qu'ils ne fréquentent que très occasionnellement, ou dans les quartiers pavillonnaires situés à proximité, car ils ont peur d'y éprouver les mêmes difficultés relationnelles qu'actuellement. Certains d'entre eux déclarent également une attirance pour le sud de la France (excepté Marseille), qu'ils perçoivent comme une région calme, dans laquelle les habitants sont très différents de ceux de leur quartier actuel. Ils envisagent alors bien souvent de mener une vie à la campagne.

---

[99] L'influence d'une situation de précarité sur le rapport au logement et sur la réticence à l'exposer à des yeux extérieurs sans qu'il ait été mis en ordre a déjà été largement exposée dans la littérature (Schwartz, 1990 ; Vignal, 2005).

« Je me sens pas d'ici, j'aurais envie de déménager, dans les montagnes, là où j'habite en Italie. J'aime pas ici, j'aime pas la ville, son ambiance, le bruit, la pollution. J'aime bien les montagnes, le calme (…) Retourner en Italie, c'est déjà prévu avec mon père. On va déménager là-bas dans quelques années. Quand j'aurai fini mes études et les diplômes, mon père il attend sa retraite, et après on va partir, y'a tout le monde qui va déménager là-bas, mon grand frère de vingt ans et tout. Lui depuis qu'il est tout petit, il dit qu'il veut déménager. Si je trouve un patron l'année prochaine, c'est cinq ans de formation, et après voilà je pars. Là où on a notre maison là-bas. Mon futur il est là-bas, je le vois pas au pied d'une cité. Depuis que je suis née, ma tête elle est ailleurs qu'ici. Chez nous à la maison de toute façon c'est culture italienne : on parle italien, y'a les drapeaux Ferrari… » (Lycéenne, 16 ans).

7. … entrecoupées de rares sorties autonomes

Les séjours dans le pays d'origine ne constituent pas l'unique source de respiration de ces adolescents vis-à-vis de l'enfermement au domicile et d'un quartier qu'ils n'aiment pas. Les rares sorties qu'ils font sans leurs parents en région parisienne jouent également un rôle similaire. Ces sorties sont de trois sortes : des déplacements organisés par l'Education Nationale ; des déplacements solitaires dans des centralités commerciales situées à proximité du quartier ; plus rarement, des déplacements à Paris en suivant un ami habitué à l'usage autonome des transports.

Les sorties organisées par l'Education Nationale (au théâtre et au musée notamment) jouent un rôle très important pour les *encadrés* qui sont le plus surveillés par leurs parents et qui se caractérisent par un repli sur eux. La présence d'adultes encadrant le déplacement sécurise leurs parents, même si ces adolescents doivent parfois adopter des stratagèmes pour qu'ils acceptent de les laisser participer aux sorties. Ces adolescents présentent ces sorties comme propices à la découverte et à l'aventure, car elles sont l'occasion d'une première familiarisation avec les déplacements en transports en commun et les promenades urbaines. Certains découvrent le système d'ouverture des portes ou les changements entre lignes, d'autres se perdent pour rentrer chez eux et ils suivent alors un camarade plus familiarisé aux transports en commun (lorsqu'ils sont accompagnés par des professeurs à l'aller et non au retour). Les stages de découverte professionnelle en classe de troisième jouent un rôle analogue, car ils sont souvent l'occasion pour les adolescents d'utiliser durant une semaine les transports en commun sans leurs parents et de flâner à proximité du lieu de stage.

«Ma mère pour me laisser sortir, il faut qu'il y ait mon frère ou mon père, sinon après elle me laisse pas, elle dira non. Ou alors, si y'a un garçon et que c'est un indien, elle va dire « vas-y », elle a trop confiance dans les indiens (…) L'autre fois pour la sortie avec la classe au théâtre de l'Odéon, j'ai dit que y'avait un indien, après elle a dit d'accord. En fait c'était le petit copain de ma

> *sœur, mais j'ai dit qu'il était dans ma classe, parce qu'elle le connaît. Heureusement elle a cru, sinon même si c'était avec ma classe, elle aurait pas voulu. La sortie c'était trop bien, même si ma mère elle faisait que appeler. Heureusement mes copines elles savent pas que ma mère elle est comme ça, je répondais pas. Après quand je suis rentrée elle m'a dit « pourquoi t'as pris trop de temps ? », elle a fait que poser des questions »* (Lycéenne, 16 ans).

Les *encadrés* utilisent également souvent des stratagèmes pour se rendre, seuls et à l'insu de leurs parents, dans des centralités commerciales accessibles en moins d'une demi-heure en bus. Ils profitent de l'absence au domicile de leurs parents, lorsque ceux-ci travaillent, ou ils déclarent aller chez un ami, à la bibliothèque pour étudier ou dans le parc de la ville pour se promener tout en laissant volontairement leur téléphone portable chez eux. Ils privilégient la fréquentation de centralités commerciales dans lesquelles ils savent avoir peu de chances de croiser des jeunes de leur quartier. Ils évitent donc les centres commerciaux situés dans leur commune. Ils s'y rendent en bus, le plus souvent en fraudant, car ils n'ont ni carte Imagin'R ni tickets, les parents n'étant pas au courant du déplacement. Ils se sentent en sécurité dans ces centralités commerciales, en raison de la présence d'adultes et de vigiles, mais également parce qu'ils les ont souvent déjà fréquentées avec leurs parents. Ils ne cherchent pas à y rencontrer d'autres adolescents, mais plutôt l'occasion de sortir provisoirement de leur enfermement au domicile en se promenant pendant une heure au milieu de gens qu'ils ne connaissent pas.

> *« Des fois ça m'arrive d'aller à Rosny. J'y vais en bus tout seul. La première fois que j'y suis allé tout seul, ça me faisait flipper un peu de prendre le bus. J'avais pas demandé à mes parents. J'avais pas acheté de tickets, j'avais un peu peur de me faire attraper. Si je me faisais attraper mes parents ils se seraient énervés. Maintenant encore c'est secret, s'ils savaient ils m'engueuleraient, ils seraient pas d'accord (...) Je vais aussi à la porte de Bagnolet, j'y vais en 351. Y'a des magasins aussi là-bas. J'ai découvert avec mes parents, c'est un grand centre commercial, y'a Auchan. Ça met vingt minutes en bus. Je mets pas de tickets, je les achète pas, parce que je sais que y'a jamais de contrôleurs. Bon je fais attention quand même, je regarde par la fenêtre pour voir si y'en a. Je reste une heure là-bas, je regarde les magasins, je me balade »* (Collégien, 15 ans).

Enfin, certaines filles de cette catégorie ont une amitié forte dans leur quartier avec une ou plusieurs *flâneuses exclusives*. Ces pairs peuvent alors infléchir les dispositions acquises dans la sphère familiale. En effet, ces amies leur proposent parfois de les accompagner en transports en commun à Paris. Elles insistent souvent plusieurs fois et elles mettent tout en œuvre pour sécuriser ces adolescentes afin d'éviter leurs refus répétés (explication du trajet, achat d'une gazeuse…). Pour suivre leurs amies sans que leurs parents ne soient au courant, les *encadrés* mettent en place des stratégies similaires à celles qu'elles emploient pour se rendre dans des centralités commerciales.

> *« Ça m'est déjà arrivé de profiter que ma mère elle travaille pour sortir, mais quasiment à chaque fois je me suis fait prendre. Des fois elle sortait et moi aussi je sortais, mais j'oubliais de rentrer à la bonne heure ou c'est elle qui rentrait pas à la bonne heure, comme par hasard… La dernière fois que je l'ai fait, je suis sortie avec une copine, on a pris le métro, on est allé aux Galeries Lafayette. Ma copine, elle a tout le métro dans sa tête. Elle connaît tout, comme elle peut sortir comme elle veut. C'est elle qui m'a dit « viens on y va », je me suis dit « tant pis, pour une fois j'y vais » et puis voilà j'y suis allée. Je savais que je pouvais pas me faire prendre ce jour-là. On est rentrées vers dix-sept heures, je savais que je pouvais dire à ma mère que j'étais à la bibliothèque, parce que pour aller à son boulot elle prend pas le métro donc c'était impossible qu'elle me voie »* (Lycéenne, 16 ans).

Si la présence de leurs amies contribue à les sécuriser, ces adolescentes se sentent peu en confiance durant le trajet en transports en commun et à Paris. Elles y apprécient néanmoins le dépaysement, l'anonymat et la diversité qu'elles peuvent y trouver. Elles sont plus particulièrement séduites par la brièveté des interactions urbaines qui leur offre la possibilité de rire des autres citadins, voire d'en être la cible, sans que cela prête à conséquence, contrairement à ce qui peut se passer dans leur quartier.

> *« Mes copines elles ont confiance, elles vont partout. Des fois je vais avec elles, mais j'ai pas confiance. Mais j'ai une pote elle a une gazeuse sur elle, elle l'a achetée spécial pour moi. Quand je suis avec elles ça va, on rigole, je pense pas à ce que je vais me faire agresser et tout, parce qu'elles savent comment faire pour pas que je pense à ça, mais j'aime quand même pas trop le trajet (…) La dernière fois qu'on est allées à Paris, je me suis fait agresser, parce qu'on passait et on a commencé à rigoler d'un mec parce qu'il avait un vélo bizarre, j'ai fait « ah comment il est moche son vélo ». Il s'est arrêté et il a commencé à m'agresser. Avec les mots, parce que s'il me touchait je devenais ouf, je serais partie en vrille. Il m'a terminée. Comme j'avais un slim rose il me faisait « ouais avec ta tenue de cochon », il commençait à sortir des trucs comme ça « ouais retourne dans ta banlieue », et les autres elles arrêtaient pas de rigoler, elles étaient par terre. Mais bon, c'est pas grave je m'en fous, il a dit ça mais il m'a pas insultée, il m'a pas insultée comme ici ils insultent, « ouais sale pute, salope », des trucs comme ça. Là-bas ça m'a fait rire de m'embrouiller, alors qu'ici les embrouilles ça dure longtemps parce qu'après ça parle ça parle, y'en a d'autres qui s'y mettent… Mais là-bas c'était drôle, on était morts de rire après »* (Lycéenne, 16 ans).

Les épreuves de co-présence que ces adolescentes rencontrent dans la mobilité peuvent alors, lorsqu'elles sont passées avec succès, infléchir les dispositions acquises dans la sphère familiale. Posséder, ou non, des liens d'amitiés avec une *flâneuse exclusive* influe alors fortement sur la perception qu'ont les *encadrés* de la surveillance de leurs mobilités par les parents. Cette surveillance peut ainsi être acceptée ou au contraire être de plus en

plus perçue comme une contrainte à mesure que ces adolescents apprivoisent leurs peurs avec une amie en se déplaçant en transports en commun. La présence d'éléments de socialisation parfois contradictoires (celle des parents et celle des amis) et l'importance de l'apprentissage dans la pratique, qui peut faire vaciller les habitudes d'action intériorisées depuis l'enfance, rendent alors nécessaire de s'intéresser à la coexistence et aux passages d'une manière d'habiter à une autre.

Chapitre 10 : Dynamiques des situations et cheminements d'une manière d'habiter à une autre

Source : photographie d'un élève de seconde professionnelle (2010)

Dans ce dernier chapitre, nous comparons les manières typiques d'habiter présentées précédemment à des cas singuliers d'adolescents. Les pratiques de ces derniers peuvent être rendues intelligibles par deux idéaltypes différents. Il s'agit d'adolescents, qui selon les contextes d'action, se rattachent à un type ou à un autre, ou qui ont, à un moment donné, modifié la manière dont ils habitent leur quartier. Lors de compte-rendus de nos résultats de recherche aux adolescents interrogés, certains d'entre eux nous ont d'ailleurs fait remarquer qu'ils se reconnaissaient dans différents types (voir supra, chapitre 4). Ce chapitre prend en compte ce constat de la coexistence ou de la succession de pratiques hétérogènes chez certains adolescents au fil de leur trajectoire.

Nous procéderons en deux temps, en présentant tout d'abord des adolescents qui appartiennent conjointement à deux types, puis ceux qui sont passés d'un type à un autre. Ces comparaisons ont pour objectif de dépasser la dimension figée du travail typologique en mettant en évidence les déterminants du passage, plus ou moins définitif, d'un type à un autre. Elles permettent d'expliquer comment un adolescent « vient » dans une case de la typologie et comment il en « sort ». Elles montrent ainsi comment différentes déterminations causales peuvent jouer, conjointement ou successivement, sur les pratiques de mobilité des adolescents.

Ces comparaisons présentent alors un double intérêt dans le cadre de notre problématique générale sur les liens dynamiques entre mobilité et socialisation. Elles mettent d'une part en évidence des schèmes de causalité qui expliquent pourquoi dans un contexte donné les adolescents présentés habitent de telle ou telle manière leur quartier. Elles permettent d'autre part d'être attentif aux dynamiques des situations et de repérer les éléments déclencheurs des changements de manière d'habiter. Elles ont pour avantage de proposer d'autres éléments explicatifs des modifications des façons d'agir des adolescents, donc de leur socialisation, que la simple montée en âge. Cette dernière n'est évidemment pas sans influence sur l'évolution de leurs pratiques (voir supra, chapitres 5 et 6). Nous avons vu précédemment que les adolescents qui habitent leur quartier à la manière des *flâneurs* ou des *flâneurs exclusifs* sont en moyenne un peu plus âgés que les autres. Il est donc logique que les adolescents, présentés dans ce chapitre, qui ont modifié, à un moment donné, leur manière d'habiter appartiennent le plus souvent à ces deux catégories.

I. L'appartenance conjointe à deux types

Nous verrons dans cette première partie que l'appartenance conjointe à deux types est le résultat de l'incorporation par l'adolescent de principes de socialisation hétérogènes et parfois même contradictoires (Lahire, 1998). Nous avons déjà montré à deux reprises que les dispositions vis-à-vis de la mobilité acquises dans la sphère familiale pouvaient être infléchies par l'influence d'un proche. C'est le cas de deux *filles de bonne famille*, dont le sentiment de ne pas être à leur place à Paris, commençait au moment de l'entretien à être atténué par des déplacements plus fréquents dans la capitale. Elles étaient ainsi guidées par un frère plus âgé qui réside à Paris ou par une amie proche qui y est scolarisée (voir supra, chapitre 7). De même, certaines amies des *encadrées à faible mobilité* les aident à surmonter leur phobie des déplacements en transports en commun, en mettant tout en œuvre pour qu'elles acceptent de les accompagner à Paris malgré leurs craintes et celles de leurs parents (voir supra, chapitre 9). Dans ces deux cas, ces adolescentes ont des pratiques de mobilité qui commencent à se rapprocher de celles des *flâneurs* ou des *flâneurs exclusifs*.

Néanmoins, les coexistences de manière d'habiter ne sont pas toutes analytiquement possibles : celle des *flâneurs exclusifs*, qui rejettent leur quartier de résidence, n'est ainsi guère compatible avec celle des *adolescents du quartier*. La coexistence de différentes manières d'habiter concerne ainsi principalement des *adolescents du quartier* ou des *filles de bonne famille*, dont certaines pratiques de mobilité se rapprochent très fortement de celles des *flâneurs* ou des *passionnés*.

Dans les lignes qui suivent, nous nous contenterons d'exposer le cas d'adolescents appartenant conjointement à deux types parce qu'ils ont incorporé des dispositions hétérogènes dans leurs différentes expériences résidentielles. Nous mettons donc volontairement de côté les dispositions acquises dans la sphère familiale, qui jouent, nous l'avons vu, un rôle fondamental dans la manière d'habiter des adolescents. Nous faisons ce choix afin de montrer l'influence durable des trajectoires résidentielles sur les pratiques de mobilité quotidienne des adolescents.

Nous présenterons tout d'abord le cas des adolescents primo-arrivants, les *blédards*, dont les pratiques ne peuvent pas toujours être rendues intelligibles par un seul type. Ces adolescents n'habitent pas tous leur quartier de la même manière. Leur ancrage dans l'espace local dépend en effet principalement de la présence de cousins du même âge dans des ZUS franciliennes à leur arrivée en France. Néanmoins, l'expérience du déracinement structure les pratiques de mobilité de ces adolescents, elle entraîne notamment un goût commun pour la flânerie urbaine. Nous nous pencherons plus précisément sur le cas d'un adolescent qui s'est approprié une grande partie des codes de comportement des *adolescents du quartier*, mais qui s'en distingue par ce goût pour la flânerie.

Dans un second temps, nous nous intéresserons à un adolescent qui a grandi dans un quartier de Paris intra-muros avant de déménager au début de l'adolescence dans une

ZUS de petite couronne. Ses pratiques de mobilité portent la trace de ces expériences résidentielles, car il a intégré les codes en vigueur dans ces deux quartiers. Cet adolescent pousse à l'extrême la capacité des *flâneurs* à passer d'un code de comportement à un autre selon les temps et les lieux de la mobilité (voir supra, chapitre 8). Il établit ainsi une barrière stricte entre les déplacements qu'il effectue en groupe avec les amis de son quartier et ses flâneries solitaires dans le quartier des Abbesses à Paris.

1. Les *blédards*

Nous nous intéressons dans cette partie aux jeunes arrivant en France au début ou au milieu de l'adolescence depuis un pays étranger dans le cadre du regroupement familial, d'une demande d'asile ou de manière irrégulière : les primo-arrivants, souvent surnommés les « *blédards* » par les autres jeunes. Ils ont été peu étudiés par les chercheurs s'intéressant aux adolescents de ZUS, à l'inverse des « jeunes de la seconde génération » nés en France (Schiff, 2001). Or, les primo-arrivants constituent sans doute une part non négligeable des adolescents de ZUS, même si nous ne disposons pas sur ce point de constats statistiques établis. Ces adolescents occupent une place importante dans les migrations vers la France. A titre d'exemple, au début des années 2000, les entrées de mineurs admis dans le cadre du regroupement familial représentaient près de 10 % de l'ensemble des entrées d'immigrés sur le territoire, soit entre quinze-mille et vingt-mille par an (Thierry, 2004). Ces mineurs arrivent en France à un âge de plus en plus tardif : 43% des mineurs admis au séjour en 1980 avaient moins de six ans, alors que cela n'était le cas que de 20% de ceux qui étaient enregistrés en 2000 comme bénéficiaires du regroupement familial (Thierry, ibid).

Nous nous concentrons pour notre part sur les primo-arrivants qui ont migré à l'adolescence. Nous excluons donc les adolescents qui sont arrivés en France avant dix ans, ce qui était le cas de cinq jeunes de notre échantillon. Nous avons fait ce choix, car nous nous intéressons à la manière dont la socialisation exercée par le contexte urbain du quartier d'arrivée en France se greffe sur les dispositions acquises dans le pays d'origine et dans l'expérience de la migration. Or, nous avons considéré que le déracinement et la confrontation de ces trois principes de socialisation hétérogènes (celle du pays d'origine, celle de la migration et celle du quartier d'accueil) étaient moindres pour les adolescents arrivés avant dix ans. Pour les mêmes raisons, nous avons également exclu les adolescents ayant quitté les DOM-TOM pour venir en France métropolitaine afin de suivre leurs parents, de poursuivre leurs études ou d'intégrer des structures de formation sportive. En effet, ces adolescents étaient déjà familiarisés à la vie en métropole avant de migrer, car ils avaient l'habitude de rendre visite à des membres de leur famille habitant en Ile-de-France durant les vacances scolaires. Cependant, comme pour les *blédards*, la présence de cousins du même âge dans leur quartier d'accueil ou dans des ZUS franciliennes joue un rôle fondamental dans leur ancrage résidentiel et dans la manière dont ils ont appris à se déplacer en transports en commun (voir infra).

Après ces différents filtres, neuf adolescents sur les quatre-vingt douze de notre échantillon sont considérés comme des primo-arrivants. Huit habitent en ZUS et six sont des garçons. Une explication possible de cette surreprésentation est que les migrations pour rejoindre des membres plus âgés de la famille résidant déjà en France semblent concerner les garçons plus que les filles (quatre sur les six adolescents concernés dans notre échantillon). A l'inverse, parmi les huit adolescents de notre échantillon qui ont migré en famille, avant ou après dix ans, le nombre de filles et de garçons est équivalent.

Les *blédards* se différencient en effet très fortement, nous allons le voir, en fonction des conditions de leur migration. Les ressources dont ils disposent en région parisienne, en particulier celles liées au réseau familial et/ou communautaire, les distinguent également.

11. Des conditions de migration diverses

Parmi les neufs adolescents primo-arrivants de notre échantillon, six sont originaires du Maghreb et trois d'Afrique subsaharienne. La qualité de notre échantillon ne nous permet pas de faire des différenciations culturelles parmi les primo-arrivants originaires d'Afrique subsaharienne[100], alors qu'elles jouent un rôle important dans les pratiques des adolescents (Lagrange, 2010). Cette répartition se distingue en partie de celle des élèves non francophones accueillis dans l'académie de Créteil en 1998, qui étaient seulement la moitié à venir de Turquie, d'Afrique ou du Moyen-Orient, dont 35% de maghrébins et 18,6% de turcs (Schiff et Fouquet-Chauprade, 2007). Les primo-arrivants d'Asie, notamment de Chine, sont donc nettement sous-représentés dans notre échantillon. Deux collégiens chinois d'une ZUS parisienne n'ont pas souhaité prendre part aux entretiens et au travail d'élaboration des questionnaires, car ils ne parlaient quasiment aucun mot de français (le collège ne disposant pas de classes d'accueil, ils avaient été affectés en troisième d'insertion professionnelle).

Ces adolescents n'ont pas migré dans les mêmes conditions. Trois d'entre eux ont émigré avec leurs deux parents et leurs frères et sœurs. Parmi ces trois adolescents, deux ont émigré en France parce qu'ils avaient des problèmes de santé, la troisième parce que ses parents voulaient fuir la guerre civile en Algérie. Ces adolescents étaient déjà venus au moins une fois en France pendant les vacances avant leur migration définitive.

Quatre adolescents primo-arrivants ont par ailleurs rejoint au titre du regroupement familial un de leurs deux parents déjà installé en France, le plus souvent leur père (le père de l'adolescent qui rejoint sa mère est décédé, et cette dernière s'est remariée en France). Ils sont alors accompagnés de leurs frères et sœurs, mais leur mère reste dans leur pays d'origine :

[100] Ces trois primo-arrivants viennent de pays d'Afrique du Sahel : le Sénégal, le Mali et la Guinée Bissau. Les modèles familiaux dans lesquels ils ont grandi les distinguent cependant fortement. Deux d'entre eux sont issus de communautés traditionnellement matrilinéaires, une autre d'une communauté patrilinéaire.

> *« Je suis arrivé à l'âge de onze ans ici. J'avais déjà mes deux frères qu'étaient ici, donc ils connaissaient déjà un peu, donc ça allait. Si j'étais venu et que je connaissais personne ici, là ça aurait été autre chose, mais là mes frères ils connaissaient déjà un peu ici. Mon père il habitait ici en fait, et il les a ramenés ici, et moi j'étais tout seul avec ma mère au Maroc. Je suis resté avec elle un peu et dès que j'ai eu onze ans je suis venu ici. Elle est restée au Maroc, mais elle va venir Inch Allah. J'étais pas dégoûté de quitter le Maroc, c'était plutôt vis-à-vis de ma mère, j'étais dégoûté d'avoir laissé ma mère toute seule là-bas »* (Collégien, 16 ans).

Enfin, deux adolescents ont migré de manière solitaire pour être accueillis par une tante ou une cousine qui résident en France. Une d'entre eux a été ensuite mise à la porte par sa cousine et est désormais prise en charge par un foyer de l'Aide Sociale à l'Enfance. Ces deux migrations solitaires concernent des adolescents qui sont les aînés de leur famille :

> *« J'ai un frère et deux sœurs, mais je suis le plus grand. Je crois pas qu'ils vont venir ici, parce que ma tante elle pourra pas les garder. Parce qu'elle va bientôt rentrer au Maroc, dès que j'aurai dix-huit ans. Après je vais terminer ma vie. Là elle attend, elle est fatiguée déjà. Moi je peux pas les accueillir, je peux pas tout faire. Ils m'ont choisi parce que j'étais l'aîné, ça c'est fait comme ça. J'ai eu le choix, mais j'ai jamais eu peur, je me suis dit « ouais je vais partir ». J'avais pas une idée de ce que c'était une vie comme ça, donc je suis venu comme ça. J'étais déjà venu une fois en France, puis après je suis revenu l'année d'après pour les vacances. Et je suis resté avec ma tante »* (Collégien, 17 ans).

Ces conditions de migration ne sont pas indépendantes de l'environnement social des adolescents dans leur pays d'origine. Leurs parents ne possédaient pas tous le même capital économique, culturel et symbolique avant leur départ. La profession qu'ils occupaient dans le pays d'origine ne correspond cependant pas nécessairement à celle qu'ils exercent actuellement en France (ou celle des membres de la famille accueillant l'adolescent), car la migration donne souvent lieu à un déclassement temporaire ou durable (Schiff, ibid). Par exemple, le père de l'adolescent cité dans l'extrait précédent occupe une fonction de juge au Maroc, alors que la tante chez qui il réside vit de petits métiers dans la restauration.

Les migrations en famille concernent ainsi surtout dans notre échantillon des adolescents issus des classes moyennes ou supérieures, avec par exemple un père médecin ou travaillant dans le secteur de la santé. Les autres formes de migrations caractérisent à l'inverse des adolescents qui sont plus fréquemment issus de milieux populaires. Il existe d'ailleurs une corrélation entre le retard scolaire des adolescents et les conditions de leur migration, et donc leur origine sociale : les trois adolescents qui ont migré en famille sont scolarisés en lycée, alors que les autres sont tous en troisième d'insertion professionnelle.

Ces adolescents ont cependant pour point commun d'être originaires d'une grande ville, au centre de l'agglomération ou dans des banlieues résidentielles. Aucun d'entre eux n'a grandi à la campagne, même s'ils y possèdent des liens :

> *« Un village c'est trop ennuyant. En Afrique, j'ai connu celui d'où viennent mes grands-parents, mais ma mère elle habite dans la capitale, à Bissau. J'aime pas la campagne, parce que la campagne faut toujours travailler, aider mes grands-parents à faire des récoltes… J'aimais pas aller là-bas en fait »* (Collégienne, 15 ans).

La situation de ces adolescents dans leur pays d'origine influence également leur souhait de retourner, ou non, y vivre dans le futur. Quatre d'entre eux n'envisagent à aucun moment ce retour, car ils trouvent que leurs conditions de vie sont meilleures en France. C'est notamment le cas des trois filles primo-arrivantes, qui insistent sur leur liberté actuelle dans le domaine des mobilités ou des relations amoureuses :

> *« Je suis venue ici pour être libre. J'ai pas toujours été libre. Chez nous à Bamako, c'est pas comme ça, tu sors pas quand tu veux, surtout avec les garçons. Mon père il était très strict. Je ne serais même pas à l'école si j'étais avec lui. Il est resté au Mali avec ma mère, mais elle, elle n'est pas compliquée. Tout ce que je veux, elle aussi elle le veut »* (Collégienne, 17 ans).

Les cinq autres garçons de cette catégorie envisagent de rentrer ultérieurement dans leur pays d'origine, même s'ils ont conscience qu'ils auront beaucoup plus de mal à s'y faire une situation qu'en France. Ils déclarent cependant avoir perçu une évolution de l'accueil des étrangers depuis leur arrivée, « *la France elle commence à devenir comme si elle avait soixante-dix ans* ». Ces garçons ont tous gardé un réseau d'amis dans leur pays d'origine, avec qui ils sont en contact au quotidien grâce à Internet :

> *« Je suis en contact avec mes potes du Sénégal grâce à MSN. Au début à mes copains du Sénégal, je leur ai dit que c'était nul, qu'il n'y avait rien à faire et que je voulais retourner là-bas. Après eux ils ont cru que je leur mentais, comme beaucoup voulaient venir. Maintenant je leur dis que ça va, que ça évolue un petit peu »* (Collégien, 17 ans).

Les adolescents originaires du Maghreb revoient également leurs amis pendant les vacances. En effet, les primo-arrivants de cette région du monde reviennent annuellement, voire plusieurs fois par an, dans leur pays d'origine. Certains d'entre eux profitent d'ailleurs des ces aller-retours pour gagner de l'argent de poche : ils vendent dans leur pays d'origine des téléphones portables qu'ils se sont procurés en France et dans leur quartier des vêtements achetés au Maghreb. Au contraire, aucun adolescent originaire d'Afrique subsaharienne n'était retourné dans son pays au moment de l'entretien. Durant les vacances, ils rendent plutôt visite à des membres de leur famille ayant émigré dans d'autres métropoles européennes, le plus souvent sans leurs parents :

> *« Moi j'ai de la famille partout, je suis allée aux vacances de quatrième au Portugal, à Lisbonne. J'aime bien là-bas, ça se trouve c'est là-bas que je vais vivre plus tard, c'est trop magnifique là-bas. En plus là où ma cousine elle habite c'est bien, c'est calme, y'a pas d'histoire (...) Je suis partie toute seule là-bas, en car. C'est trop long. Comme je pouvais pas voyager toute seule, j'ai dû voyager avec un monsieur que je connaissais même pas, j'étais trop jeune. Il fallait demander l'autorisation. Du coup, c'était un monsieur qu'on a rencontré autour du car, et le monsieur il a accepté. En plus là-bas ma cousine elle m'attendait pas du tout. Je suis arrivée, y'avait personne, du coup j'ai été obligée de demander le portable du monsieur pour appeler ma mère, qu'elle appelle ma cousine, elle était au travail. J'ai pas eu peur, j'étais calme. Je suis restée assise, je regardais les gens qui passaient. Pourquoi j'aurais peur ? Ils vont rien me faire. De toute façon ma mère elle me dit quand je vois quelqu'un que je connais pas, de pas lui parler »* (Collégienne, 15 ans).

12. La nécessité de s'adapter à un nouveau contexte urbain de résidence

Les adolescents primo-arrivants ont en commun de devoir s'adapter à un nouveau contexte urbain de résidence, celui des ZUS. L'expérience du déracinement entraîne une phase initiale de repli au domicile, mais ces adolescents ne partagent ensuite pas le même rapport à leur quartier. Ce rapport dépend avant tout de leur ancrage familial en Ile-de-France, en particulier dans les ZUS de la région.

Parmi les neuf primo-arrivants de notre échantillon, huit adolescents résident en ZUS, un autre dans une résidence située à proximité. Trois d'entre eux habitent dans Paris intra-muros, le rôle que jouent les ZUS parisiennes comme sas d'entrée pour les migrants expliquant sans doute cette surreprésentation (Bouly de Lesdain, 1999 ; Bacqué et Fijalkow, 2007). Ces trois adolescents ont en commun d'avoir toujours vécu dans Paris intra-muros depuis leur arrivée en France, une seule d'entre eux ayant par ailleurs changé de quartier. A l'inverse, parmi les six autres primo-arrivants, cinq adolescents ont déménagé, une ou plusieurs fois, depuis leur arrivée. Avant d'emménager dans leur domicile actuel, ils ont ainsi vécu dans des ZUS ou dans des quartiers aux caractéristiques proches. Cette trajectoire résidentielle s'explique en partie par un hébergement initial chez un membre de la famille ou un proche résidant déjà en France. Elle est congruente avec la littérature, qui montre que les primo-arrivants ont une mobilité résidentielle plus importante que les autres adolescents (Schiff, ibid). La trajectoire résidentielle de ces adolescents est d'autant plus aléatoire lorsqu'ils ont migré seuls et qu'ils sont accueillis par un membre de leur famille dont ils ne sont pas initialement très proches. C'est le cas

d'une adolescente, qui au moment de l'entretien était prise en charge par l'Aide sociale à l'enfance et était hébergée dans un foyer[101] :

> *« Je suis la seule à être venue en France. J'étais chez ma cousine, à Saint-Denis, c'est elle qui m'a mise dehors, c'est pour ça que je suis partie au foyer. Elle me faisait trop travailler, j'en avais marre je lui dis que je fais rien, et elle m'a dit « si tu fais rien, tu te casses » (...) Elle a vingt-huit ans. En plus c'est la nuit où elle m'a dit ça, je connaissais personne, je vais jamais oublier ça la nuit. Quand elle m'a mise dehors, y'a cette fille, celle dont je t'ai parlé et qu'habite à Paris, c'est elle que j'ai rencontrée dans la rue tout ça, parce qu'elle était avec son gars et il parlait malien, moi je me suis approchée, je savais pas où aller, je savais même pas comment on prenait le bus, je ne connaissais rien parce que je sortais pas avec elle, je suis sortie juste une fois pour aller à Carrefour avec elle pour faire des courses, mais sans ça je savais rien. Je suis restée quatre mois chez elle, je sortais pas dehors, on était toujours, toujours à la maison, c'est pour ça que je savais pas me débrouiller, je connaissais pas la ville, j'allais pas à l'école, elle m'avait pas inscrite. Après je lui ai expliquée tout ça à cette fille, après je suis partie chez elle, je suis restée. Elle a vingt ans, c'est comme si c'était ma sœur maintenant. Elle est malienne aussi. Son gars il voulait pas que je reste, après y'a une dame qui s'appelle Geneviève c'est une assistante sociale c'est elle qui m'a dit pour le foyer, elle a appelé la police, cherché une place pour moi. Moi, je pleurais, pleurais… Après, ils m'ont inscrite au foyer et ils m'ont mise dans une classe de niveau au collège »* (Collégienne, 17 ans).

Quelle que soit leur trajectoire résidentielle, les adolescents primo-arrivants doivent s'adapter à un nouveau contexte urbain de résidence, dans lequel ils n'ont pas d'amis. Cette solitude initiale est renforcée par une absence de scolarisation lors des premiers mois et des difficultés de maîtrise de la langue française (en particulier pour une adolescente originaire de Guinée Bissau, dont la langue maternelle est le portugais). Elle se traduit par une immobilité et un repli sur le domicile qui peut durer plusieurs mois. Cette solitude et ce repli sont d'autant plus mal vécus qu'ils contrastent avec l'habitude qu'avaient ces adolescents de sortir fréquemment et sans contraintes avec des amis dans leur pays d'origine. Ce mal-être est amplifié par l'absence de connexion Internet au domicile, qui ne permet pas de s'occuper et d'échanger avec les amis du pays d'origine :

> *« Je suis arrivé du bled quand j'avais treize ans et demi. C'était un peu dur, parce que j'allais pas à l'école pendant un moins environ, je connaissais personne. Après quand j'allais à l'école, je rentrais chez moi, je sortais même pas, je rentrais direct, c'est surtout que j'avais personne pour parler avec moi,*

[101] Lors d'une précédente recherche sur la vie affective et sexuelle des personnes sans domicile, nous avions déjà rencontré dans les structures d'accueil d'urgence du Samu plusieurs jeunes primo-arrivants âgés de dix-huit à vingt ans. Ceux-ci avaient été mis à la porte par le membre de la famille ou le proche de leurs parents qui les avaient accueillis lors de leur arrivée. Beaucoup avaient alors erré dans la ville, l'un d'entre eux ayant même rejoint Paris depuis Sarcelles à pied, avant d'être pris en charge par les services sociaux (Laporte, Le mener, Oppenchaim, Pourette 2007).

> *personne. Quand je suis arrivé, je restais chez moi, je suis resté comme ça pendant sept mois, c'était un peu dur. Je rentrais chez moi, j'avais pas Internet, pas de téléphone, donc je faisais mes devoirs, je regardais un peu la télé, je sortais jamais dans la cité. C'est parce que je maîtrisais pas très bien la langue. Après petit à petit j'ai commencé à parler avec des gens »* (Collégien, 16 ans).

Une fois scolarisés et maîtrisant mieux la langue, les primo-arrivants doivent également acquérir les codes de comportement et de langage des adolescents de leur quartier pour se faire des amis. Cette acquisition des codes du quartier est d'autant plus nécessaire pour les garçons, car ils subissent initialement les moqueries des autres adolescents. Ils se font traiter de « *blédards* » à cause de leurs vêtements, de leur accent et de leur immobilité initiale (le terme « *blédard* » qui désigne initialement les primo-arrivants était ainsi utilisé par extension par de nombreux jeunes du quartier des Prairies pour se moquer des adolescents qui ne se déplacent pas beaucoup et ne savent pas se repérer dans les transports en commun). Certains ont par exemple dû se battre physiquement avec les garçons qui stationnent dans l'espace public de résidence pour s'y faire une place et se faire respecter. L'acquisition des codes de comportement et de langage des pairs est parfois difficile, car ils sont à l'opposée des codes de l'institution scolaire que ces adolescents doivent également intégrer :

> *« Au début, c'était dur, je restais dans l'appartement, je connaissais rien du tout. C'était les jours de l'été, y'avait un magasin juste à côté, je me souviens plus de ce que je suis allé acheter, après je suis resté un petit peu, après les gens ont commencé à se moquer de moi « ah ouais, regarde ce blédard, il est mal habillé ça se voit qu'il vient d'arriver ». Je comprenais pas trop en français ce qu'ils disaient, mais je comprenais qu'ils se moquaient de moi, mais j'ai rien dit parce que je sais que c'est la vie, que c'est normal parce qu'eux aussi, s'ils viennent chez nous on va trouver aussi que ce sont des gens bizarres (…) J'ai mis deux mois à m'adapter. Après j'ai commencé à sortir petit à petit. Un jour je me suis battu avec un pote à moi, avant je le connaissais pas et il me traitait de blédard. On s'est battus, c'est moi qui l'avais eu et depuis ce jour-là tout le monde commence à me respecter petit à petit quand je sors. Après les gens ils ont commencé à m'aider, à me donner des conseils, plutôt des jeunes mais un peu plus âgés que moi, ils ont dit « arrêtez, ça se fait pas que vous vous moquiez de lui ». Y'a même des gens qu'étaient comme moi, y'a un mec qu'a dit « pourquoi vous vous moquez de lui, déjà toi-même tu étais comme lui, alors pourquoi tu veux faire crari* (NDLA : semblant) *?». Depuis ce jour là, quand je sors dans ma cité je commence à avoir du respect petit à petit, et après les amis. Ça a mis un peu longtemps entre le moment où je me suis battu et les amis. Au début je restais chez moi, ma mère me disait de sortir un peu, pour que je puisse savoir ce qui se passe dehors plutôt que de rester dans la maison tout le temps. Après au bout de trois mois, j'étais jamais à la maison (rires) (…) Y'a des personnes qui me perçoivent encore comme blédard, comme*

> *un sénégalais. Mais c'est un jeu, eux ils le prennent comme un jeu mais voilà… J'ai commencé à comprendre que je m'en foutais, même s'ils m'appelaient blédard ça change rien pour moi. Y'a des gens qui se moquent de moi à cause de mon accent, mais je m'en fous »* (Collégien, 17 ans).

S'ils ont chacun connu des difficultés initiales d'adaptation, les primo-arrivants ne possèdent pas tous la même capacité à s'approprier les codes de leur quartier. Celle-ci dépend de la date d'arrivée en France, car ces adolescents ont eu moins de difficultés à se créer un nouveau réseau amical lorsqu'ils ont émigré tôt (peut-être parce qu'il est plus facile de se faire rapidement des amis à l'enfance qu'à l'adolescence). La proximité du contexte urbain du quartier de résidence dans le pays d'origine avec celui d'une ZUS influe également sur l'appropriation de ces codes. Pour les adolescents qui rejoignent un de leurs deux parents en France, l'acculturation au quartier est également facilitée lorsque celui-ci est bien intégré dans les réseaux associatifs et communautaires locaux.

La capacité à s'approprier les codes du quartier est néanmoins avant tout liée à l'ancrage familial de ces adolescents en Ile-de-France. Un primo-arrivant avait par exemple déjà deux frères présents dans le quartier à son arrivée. Plus généralement, l'adaptation au contexte de résidence est facilitée lorsque les adolescents connaissent des cousins ou des cousines de leur âge dans d'autres ZUS de la région. Ces cousins jouent un rôle fondamental dans l'acculturation progressive des primo-arrivants aux modes de vie en ZUS. Lorsqu'ils résident en ZUS, ou dans des quartiers socialement proches, ils les invitent ainsi à stationner avec eux dans l'espace public de leur quartier et ils leur présentent des amis.

Une fois passée la phase d'adaptation, ces adolescents ne partagent alors pas tous le même ancrage dans leur quartier. Deux d'entre eux, une fille et un garçon, sont très attachés à leur quartier, qui participe à leur construction identitaire. Ils habitent leur quartier à la manière des *filles de bonne famille* ou des *adolescents du quartier*. Ils ont en commun d'avoir des cousins ou des cousines de leur âge qui vivent dans des ZUS de leur département.

Quatre adolescents primo-arrivants ont une présence intermittente dans l'espace public de résidence et habitent leur quartier à la manière des *flâneurs*. Un d'entre eux a été familiarisé au contexte urbain des ZUS par des frères plus âgés déjà présents lors de son arrivée ; deux autres par des amis qu'ils ont rencontrés à la fin du primaire et au début du collège, car ils sont arrivés en France à dix et onze ans ; la dernière adolescente concernée constitue un cas particulier car elle a été guidée dans la découverte de son quartier par ses amies du foyer de l'Aide Sociale à l'Enfance qui l'accueille.

Enfin, trois adolescents primo-arrivants n'apprécient pas du tout l'ambiance de leur quartier et passent le moins de temps possible dans l'espace public de résidence. Une adolescente a une manière d'habiter proche des *passionnés de la famille* (voir infra, chapitre 8). Elle a beaucoup de cousines de son âge en Ile-de-France, mais aucune d'entre elles ne réside en ZUS. Les deux autres primo-arrivants habitent leur quartier à la manière

des *flâneurs exclusifs*. Ils sont tous les deux arrivés en France après treize ans et ils n'ont pas de cousins de leur âge en Ile-de-France susceptibles de les acculturer aux normes des adolescents de ZUS. Leurs parents n'ont pas non plus d'attaches dans le quartier.

> *« J'ai pas beaucoup d'amis dans mon quartier, parce que je suis un peu réservé et les gens ici c'est pas la même mentalité. Les gens ils arrivent pas trop à me comprendre et ça c'est normal parce que c'est très différent en Algérie et ici. J'avais un ami dans ma classe, je traînais beaucoup avec lui, mais on s'est un peu embrouillé, on se parle plus, donc maintenant je suis toujours seul. A la base c'était vraiment lui mon pote et personne d'autre n'est venu vers moi. Il m'a présenté des gens, mais y'a vraiment que lui, les autres c'était des simples connaissances »* (Lycéen, 16 ans).

On constate donc parmi les primo-arrivants une surreprésentation de *flâneurs* et de *flâneurs exclusifs*. Cette surreprésentation est logique, car les primo-arrivants ont en commun un goût pour la flânerie (voir infra). Aucun n'habite son quartier à la manière des *encadrés*, sans doute parce que contrôler les mobilités quotidiennes d'un adolescent qui a migré d'un pays à un autre, souvent de manière solitaire, n'a guère de sens. A l'inverse, deux adolescents sur cinq ayant émigré en France avant dix ans avec leurs parents habitent leur quartier de cette manière. Enfin, on notera que les primo-arrivants habitent moins leur quartier à la manière des *adolescents du quartier*, des *filles de bonne famille* ou des *guerrières* que les autres adolescents de notre échantillon. L'arrivée récente en France explique logiquement que le quartier joue rarement un rôle essentiel dans la construction identitaire des adolescents : il n'est pas un « espace fondateur » (Gotman, 1999). L'expérience du déracinement contribue également à un certain recul vis-à-vis de l'identification au quartier de résidence (voir infra).

Le cas de Moussa, l'adolescent de dix-sept ans originaire du Sénégal qui habite son quartier à la manière des *adolescents du quartier* est riche d'enseignements sur ce point. Il passe la majeure partie de son temps avec ses cousins qui habitent dans une ZUS de son département ou avec les jeunes qui stationnent dans l'espace public de son quartier. Il ne partage cependant pas le sentiment de stigmatisation et d'opposition avec les autres citadins que ressentent ces jeunes (voir supra, chapitre 7). En effet, il ne perçoit pas son quartier, ou celui de ses cousins, comme un lieu de relégation, en raison de la desserte rapide vers le centre de l'agglomération. Le quartier de Dakar où il a grandi était ainsi beaucoup plus éloigné en transports en commun du centre-ville. Il juge également que les difficultés sociales des jeunes du quartier sont réelles mais moins prononcées que dans son pays d'origine.

Les autres adolescents primo-arrivants reprennent ce constat, qui devient un reproche dans la bouche de ceux qui rejettent leur quartier. Ceux-ci accusent notamment les jeunes d'amplifier leurs difficultés et de manquer de maturité, notamment dans leur comportement vis-à-vis des professeurs (voir pour un cas similaire Schiff, 2001) :

> *« C'est juste qu'ici, en fait moi l'image que j'avais de la banlieue quand j'étais en Algérie c'était vraiment… Quand on parlait de la banlieue, « ouais là-bas c'est le crime », c'est ça l'image de la banlieue en Algérie. Quand on entendait les rappeurs à la télévision, je me suis dit la banlieue en France ça doit vraiment être… Mais quand je suis venu c'est normal, c'est vraiment pas l'image qu'on connaît nous de la banlieue en Algérie (…) Je suis heureux d'être en France, c'est une chance, parce qu'en Algérie, faut vivre là-bas pour comprendre, on est exploité, le peuple il est exploité, là-bas y'a pas de pouvoir d'achat, le SMIC ça n'existe pas, faut vivre là-bas pour comprendre comment c'est dur. Et quand je suis venu en France, ben c'est pas la même chose. Moi j'ai toujours remercié la France, je suis pas du genre à insulter la France, comme ils font les rappeurs, ben moi j'aime pas. J'aime vraiment pas. Sous prétexte qu'ils sont nés ici, mais s'ils vont chez eux, au Maghreb ben ils vont voir comment ils vont souffrir (…) C'est pas à cause du terrorisme, en Algérie y'a pas de terrorisme faut pas croire ce qu'on dit à la télé, mais là-bas y'a pas de pouvoir d'achat ce qui fait que le peuple il a faim alors ce qu'ils font les jeunes c'est qu'ils viennent avec des couteaux, on peut même vous tuer contre un téléphone, les bijoux, l'argent… Là-bas la classe sociale ça définit tout. Paris et les cités, c'est sûr que c'est pas pareil, mais ici tout le monde a une console, tout le monde a un téléphone, tout le monde a un I-Pod, on voit pas la différence. Mais là-bas si je m'habille bien, que je mets de la marque et que je vais dans certains quartiers d'Oran que je connais, c'est sûr que je reviendrai en morceaux chez moi »* (Lycéen, 16 ans).

L'ancrage familial dans la région, en particulier dans des ZUS, détermine donc fortement le rapport des adolescents à leur quartier de résidence. Cet ancrage joue également par extension un rôle sur leurs pratiques de mobilité, en raison du lien entre ces pratiques et l'inscription résidentielle des adolescents. Plus largement, il influence aussi la manière dont ces adolescents ont appris à se déplacer en transports en commun.

13. La découverte de la mobilité en transports en commun

La découverte des transports en commun franciliens participe fortement au dépaysement des primo-arrivants à leur arrivée en France. En effet, même s'ils vivaient tous dans des grandes villes, ils n'avaient pas l'habitude d'emprunter les transports en commun, si ce n'est occasionnellement des bus ou des taxis. Ils sont notamment impressionnés par les métros et l'équipement des transports (escalator, cabane d'arrêt de bus, système de validation des tickets dans les bus…) :

> *« La première fois que j'ai pris le bus, je me suis dit c'est propre, y'a des chaises, tu t'assois. Chez nous y'a pas de trucs comme ça, c'est pas pareil comme ici où chacun a sa place. Y'a pas de métro, y'a pas de RER, y'a que des bus. La première fois que j'ai pris le métro, ça m'a fait bizarre d'être en sous-*

> *sol. Le truc qui m'a le plus étonnée c'est l'escalier qui roule, l'escalator, quand je suis arrivée ici j'avais peur de monter dessus. J'ai pris la ligne 14 aussi, elle est trop bien mais je me suis dit « comment ça se fait que ça s'ouvre tout seul comme ça ? », et puis je me suis dit que le métro il parle : « c'est quoi ça ? ». Mes copines elles se sont foutues de moi, « ah la blédarde, tu vois pas que y'a pas de conducteur»* (Collégienne, 17 ans).

Ces adolescents apprennent cependant rapidement à se déplacer en transports en commun, notamment à partir du moment où ils commencent à être scolarisés. En effet, pendant quelques temps certains se déplacent quotidiennement en transports pour se rendre en cours. Leurs établissements scolaires ne se situent ainsi pas toujours à proximité immédiate de leur domicile, car les collèges ne possèdent d'une part pas tous de classes d'accueil pour les primo-arrivants et ces adolescents ont d'autre part souvent vécu une forte mobilité résidentielle depuis leur arrivée en France (voir supra).

Ils n'ont cependant pas appris de la même manière à utiliser les transports en commun selon leur réseau familial en Ile-de-France. Lorsqu'ils ont des cousins ou des cousines du même âge, ce sont eux qui assurent la familiarisation des primo-arrivants aux déplacements en transports en commun. Ils viennent chercher l'adolescent à son domicile, puis ils l'emmènent dans leur quartier ou lui montrent des lieux touristiques dans la capitale. Ils lui apprennent également à se repérer dans le réseau francilien avant qu'il ne vienne leur rendre visite sans être accompagné :

> *« Les transports ça a été un peu difficile au début. Parce que je connaissais pas le plan de l'Ile-de-France, maintenant ça va, je me débrouille bien. La première fois que j'ai pris le métro, j'ai pété un plomb, je me suis dit « c'est quoi ça ? », franchement je savais rien du tout. Mais mes cousins ils m'ont aidé. Avant d'avoir mes copains, souvent mes cousins ils venaient me prendre, par exemple si on allait chez eux ils me montraient comment on faisait, ils me guidaient, « la prochaine fois si tu veux venir, comme ça tu sauras, ou si tu veux aller quelque part » (…) J'ai un cousin il habite à Pantin, il a mon âge. J'aime bien être avec lui. C'est vraiment lui qui m'a appris. Il est venu me chercher dans ma cité, on est partis chez lui, c'était une semaine après être arrivé je crois. Je me rappelle on avait pris le bus, on avait changé à Eglise de Pantin et après on avait pris le métro. Il m'a montré le plan. Ça me faisait pas peur, j'étais très content, ça m'a fait vraiment plaisir »* (Collégien, 17 ans).

Lorsque le réseau familial en Ile-de-France est uniquement composé de personnes plus âgées, ces adolescents apprennent à se déplacer en leur rendant visite. Ils sont initialement accompagnés par un de leurs parents ou par un membre de leur famille, puis ils effectuent rapidement ces déplacements tout seuls. Ils prennent également l'habitude d'utiliser les transports en commun de manière autonome pour acheminer des documents administratifs ou des sommes d'argent chez différents membres de leur famille. C'est également le cas lorsque leurs parents ont une inscription importante dans des réseaux communautaires :

> *« Souvent il y a mes parents qui m'envoient quelque part. Ils m'envoient dans les foyers africains, parce qu'en fait y'a des gens qui sont au foyer et qui veulent ramener de l'argent au bled pour leur famille, et c'est moi qui vais y aller pour le ramener. Si y'a un problème, c'est ma mère qui va envoyer l'argent à la famille. Du coup, je connais presque tous les foyers du 93. Ma mère elle me donne l'adresse, et après elle va m'expliquer quel transport je dois prendre, et après quand j'arrive là-bas elle téléphone aux gens pour qu'ils viennent me prendre à la gare ou à la station de bus. Je fais ça souvent »* (Collégien, 17 ans).

A l'inverse, les adolescents qui n'ont pas de réseau familial et/ou communautaire en Ile-de-France apprennent à se déplacer en transports en commun avec le(s) parent(s) avec lequel ils habitent. Ils effectuent avec eux des sorties dans des lieux touristiques de la capitale ou dans des quartiers majoritairement fréquentés par des citadins de leur région d'origine (Barbès ou Château-Rouge). Les parents leur expliquent également comment utiliser les transports en commun et ils testent parfois leur capacité à se repérer dans le réseau en leur demandant de les rejoindre à une station donnée. Ces adolescents n'ayant pas de cousins en Ile-de-France, ils ont rarement acquis les codes de comportement des jeunes de leur quartier et ils y ont peu d'amis (voir supra). Ils se déplacent donc très rapidement de manière solitaire, ce qui entraîne une maîtrise rapide du réseau de transports franciliens. Ces adolescents connaissent la plupart des lignes de RER et de métro, ainsi que leurs particularités (par exemple le fait que les lignes 2 et 6 sont les seules lignes de métro aériennes à Paris). Ils n'ont pas peur de se perdre dans les transports, qu'ils jugent plus facile à utiliser que dans leur pays d'origine, en raison notamment de la fixité des trajets et des horaires. Cette maîtrise du réseau de transports en commun est d'ailleurs généralisée parmi les primo-arrivants.

> *« Au début Barbès je connaissais même pas, c'est mon père qui m'a montré. Quand je suis parti avec lui, j'ai regardé, y'a des magasins de téléphone, et après à chaque fois je reviens, je reviens. Mon père il allait là-bas pour faire la prière et pour acheter un téléphone. Je me suis dit que c'était bien et qu'à chaque fois j'allais revenir. Je suis revenu tout seul après (...) Mon père il dit on se déplace, et après moi je lui dis « comment on fait ? », par exemple je lui demande si je me perds un jour comment je fais pour revenir, et il me dit « voilà, voilà, comment tu fais ». Quand je suis arrivé du Bled, il m'a lâché dans le métro et il m'a dit de le rejoindre à Gallieni. Il m'attendait à Porte de Gallieni. C'était la première fois, j'avais peur de me perdre, mais je me suis pas perdu. Pour aller à la gare c'était facile, parce que la gare je connaissais bien, y'a le marché là-bas, j'étais toujours là-bas donc je connaissais. La gare c'est le premier truc que j'ai appris, avant que j'apprenne le métro tout ça, toujours j'allais à la gare. Je suis parti à la gare, puis je suis allé à Gare du Nord et après jusqu'à Gallieni direct. C'est facile, le RER il va direct à Gare du Nord, après la ligne 4 c'est marqué partout, sur 70.000 kilomètres, tu peux pas la manquer, et après tu descends à Sébastopol et c'est bon. Mon père il*

> *m'avait appris le trajet avant de me lâcher, et il m'avait imprimé les plans pour que j'apprenne. Il m'a pas lâché comme ça. Mais ici en France c'est vraiment facile, y'a le train, le métro, le bus, parce qu'au Bled y'a pas de métro, y'a rien, même les cars de bus y'a pas, parce que les cars de bus y'a pas une ligne qu'il doit suivre, en fait le bus là-bas c'est quelqu'un qui dit « est-ce que y'a quelqu'un qui veut descendre ici ? », c'est comme ça, c'est très vieux»* (Collégien, 16 ans).

Notons enfin le cas particulier de l'adolescente qui a été mise à la porte par la cousine qui l'accueillait et qui est désormais prise en charge par l'Aide Sociale à l'Enfance. Celle-ci a appris à se déplacer en Ile-de-France avec l'aide de ses amies du foyer :

> *« Quand je suis arrivée du Mali, c'était très difficile, je connaissais pas la ville, je savais pas comment on prenait les bus tout ça, c'était difficile. Je suis arrivée y'a deux ans, je connaissais personne au début. Les filles du foyer elles m'ont aidée, on sortait tout le temps ensemble le week-end, elles m'ont appris le métro, comme elles connaissaient la route, elles m'ont emmenée avec elles et je regarde (...) Au début je restais au foyer, comme on avait pas eu le droit de sortir pendant deux semaines, comme ils ont peur de la fuite tout ça. Mais après quand ils ont pris confiance ils te laissent un peu plus sortir. Le premier endroit où je suis allée c'est Paris Gare du Nord (rires), je me suis dit « ah c'est quoi Paris Gare du Nord ? Y'a le métro, le RER, c'est quoi ça ? ». Mes amies, elles m'ont dit « t'inquiète pas, on va sortir, tu vas prendre l'habitude, tu vas t'amuser ». Elles m'ont appris, elles m'ont montré, je leur disais « comment vous faîtes pour prendre le bus ? », parce que y'a pas ça chez nous. Elles m'ont traitée de blédarde en rigolant »* (Collégienne, 17 ans).

14. Différents lieux fréquentés mais un même goût pour la flânerie

Les différentes modalités d'apprentissage de la mobilité en Ile-de-France se traduisent dans les lieux fréquentés. Les adolescents qui ont appris à se déplacer avec leurs cousins et cousines du même âge (ou dans un cas particulier avec des amies) ont pris l'habitude de se rendre dans des lieux fréquentés en grande partie par des adolescents, comme le quartier du Forum des Halles ou le parc de la Villette. Contrairement à eux, ceux qui ont appris à se déplacer avec leurs parents fréquentent également d'autres quartiers touristiques de la capitale. Ils y apprécient tout particulièrement d'être dépaysés par l'architecture des lieux et par la présence de citadins de différents milieux sociaux. Ils ont néanmoins pu y être choqués par certains commerces non tolérés dans leur pays d'origine :

> *« J'aime tous les quartiers à Paris. Y'a rien que j'aime pas à Paris, sauf peut-être quelque chose auquel je suis pas habitué c'est des endroits où c'est un peu vulgaire. Y'a des endroits où y'a des magasins je sais pas trop comme on*

> *appelle ça, comme à Pigalle. Ça c'est vraiment…. Aux Halles y'a aussi des trucs comme ça, et c'est pas que ça me fait peur ni rien, mais je trouve que c'est un peu abusé. Je trouve que y'en a beaucoup, moi j'avais jamais vu ça de ma vie, pour moi c'était… J'étais avec mon père et puis je vois un truc comme ça, c'est gênant. Mon père il a fait comme s'il avait rien vu, on a tous fait ça, j'étais avec mon père et mes frères, on a fait comme s'il se passait rien, normal quoi. Heureusement ma mère elle était pas avec nous parce que j'aurais vraiment eu honte* » (Lycéen, 16 ans).

Ils ont également pris l'habitude de se rendre dans des quartiers parisiens fréquentés majoritairement par des citadins originaires de la même région du monde qu'eux. La majorité des autres adolescents de ZUS n'apprécient pas ces quartiers, qu'ils associent justement à la figure du « *blédard* » et à la mise en scène d'une certaine image de l'Afrique qui ne leur correspond pas. Ils se moquent ainsi des accents des vendeurs, en particulier des femmes exerçant à la sauvette et des coiffeurs. A l'inverse, les primo-arrivants aiment se déplacer dans ces quartiers qui leur rappellent leur pays d'origine, en raison des produits qui y sont vendus ou des discussions entre citadins dans leur langue maternelle :

> *« Je partais jusqu'au dix-huitième arrondissement pour aller acheter des cartes téléphoniques, ou des trucs africains, les légumes tout ça. Parce que là-bas à Château Rouge j'y vais souvent pour aller acheter des trucs pour ma mère. Y'a beaucoup de monde là-bas, ça me rappelle l'Afrique. Le premier jour qu'on est partis là-bas j'ai dit « mais on n'est pas en France, on est en Afrique », après ma mère elle m'a fait « non on est en France, c'est juste que y'a plein de noirs ici »* (Collégienne, 15 ans).

Si les primo-arrivants se distinguent entre eux par la manière dont ils ont appris à se déplacer et les lieux qu'ils fréquentent, ils partagent tous un goût pour la flânerie urbaine. Ils apprécient notamment de flâner en soirée dans le centre de l'agglomération, car ils n'avaient pas cette possibilité dans leur pays d'origine en raison de l'absence de transports en commun. Ces adolescents aiment observer la diversité des styles vestimentaires des adolescents franciliens et développer des relations de sociabilité éphémère avec eux.

Ces flâneries sont solitaires, lorsque les primo-arrivants ne connaissent guère de jeunes de leur âge dans leur quartier. Ils ont alors au contraire souvent fait la connaissance d'autres adolescents dans leurs mobilités (et pour l'un d'entre eux sur Internet), avec qui ils entretiennent ensuite des relations amicales ou amoureuses. Mais ce goût pour la flânerie ne concerne pas seulement les adolescents qui habitent leur quartier à la manière des *flâneurs* ou des *flâneurs exclusifs*. Les primo-arrivants qui habitent leur quartier différemment (une *fille de bonne famille*, une *passionnée de la famille* et un *adolescent du quartier*) ont également une propension à flâner beaucoup plus prononcée que les adolescents qui ont participé à l'élaboration de ces différents types. Leurs pratiques

peuvent alors être rendues intelligibles conjointement par ces idéaltypes et par celui des *flâneurs*.

C'est notamment le cas de Moussa, adolescent de dix-sept ans présenté précédemment, qui habite son quartier à la manière des *adolescents du quartier*. Ses cousins lui ont appris à se déplacer et à se familiariser avec le contexte urbain de son quartier. Il a désormais beaucoup d'amis parmi les jeunes qui stationnent dans l'espace public de résidence, dans lequel il passe une grande partie de son temps libre. Il a acquis en partie les codes de comportement de ses pairs, notamment la pratique de mobilités aléatoires en groupe afin de trouver une animation qui fait défaut provisoirement dans le quartier. Mais parallèlement, il aime flâner dans la ville, par exemple au parc de la Villette situé à proximité de chez ses cousins. Il essaie ainsi de motiver ses amis du quartier pour qu'ils se déplacent à Paris. Il est particulièrement attiré par le quartier du Forum des Halles en raison de la diversité de ses fréquentations :

> *« Les autres jeunes en France, ils font bien, parce qu'ils font leur jeunesse. Chacun a son style. Y'a quelqu'un qui va trouver que je suis mal habillé, mais après y'a quelqu'un qui va trouver que je suis trop beau aussi. Ça dépend des gens, c'est ça qu'est bien. Châtelet c'est ça qu'est bien, parce que là-bas y'a trop de monde, c'est abusé comment y'a beaucoup de jeunes, j'aime bien le monde, j'aime bien la foule, la rencontre. C'est ça que j'aime là-bas, y'a plein de styles. Y'a le style tecktonick par exemple. Ça j'aime moins, c'est pas que j'aime pas mais voilà ça me dérange pas. Y'a électro, tecktonick, y'a des gens qui font une crête et ils vont mettre un slim. Moi par contre je suis plutôt rap. Chez les filles, chez les mecs, chacun a son style, mais moi je préfère les filles avec le style hip hop »* (Collégien, 17 ans).

Comment expliquer ce goût commun pour la flânerie qui transcende les différentes manières d'habiter de ces adolescents ? Nous proposons trois hypothèses explicatives de cette spécificité. Ces adolescents accèdent d'une part à leur arrivée en France à un nouvel environnement urbain, dont l'exploration constitue une attraction en soi. Cela explique leur soif de découverte des différents transports en commun et des quartiers de la capitale qu'ils ne connaissent pas. D'autre part, ils ont tous vécu une expérience du déracinement et la nécessité de s'adapter à un nouveau contexte urbain de résidence. Ils en ont retiré une capacité de passer d'un code de comportement à un autre selon les contextes, qui est essentielle dans la sociabilité éphémère des flâneurs. De même, les nombreux déplacements solitaires en transports en commun qu'ils ont effectués peu de temps après leur arrivée en France (pour aller en cours, rendre visite à de la famille…) leur ont permis de maîtriser rapidement ce mode. Enfin, si certains primo-arrivants ont une inscription forte dans leur quartier de résidence, ils ne partagent pas le même sentiment de stigmatisation que certains de leurs amis. S'ils ont conscience des différences sociales entre les adolescents franciliens, ils n'ont ainsi pas l'impression de vivre dans un ghetto, car ils se déplacent beaucoup plus facilement dans le centre de l'agglomération que dans leur pays d'origine. Ils gardent alors du recul par rapport à certains comportements des

jeunes de leur quartier avec lesquels ils se déplacent, notamment la mise en scène de la virilité aux yeux des citadins d'une autre origine sociale et résidentielle.

2. Malcom, à la fois *adolescent du quartier* et *flâneur*

De nombreux adolescents de notre échantillon ont expérimenté différents contextes urbains de résidence, notamment ceux qui habitent leur quartier à la manière des *flâneurs* (voir supra, chapitre 8). Ils acquièrent ainsi bien souvent la capacité à changer de code de comportement selon les interactions. Dans certains cas, les contextes urbains expérimentés par les adolescents possèdent des caractéristiques radicalement opposées. La modification des comportements selon les temps et les lieux de leurs mobilités est alors poussée à l'extrême. C'est le cas par exemple d'un adolescent de notre échantillon originaire d'un village de Champagne Ardennes et qui est hébergé depuis un an par son oncle dans une ZUS francilienne, car il est scolarisé dans une section sport-étude en Ile-de-France. Durant l'année scolaire, il habite son quartier d'accueil à la manière des *passionnés*, avec des mobilités fonctionnelles organisées uniquement autour de ses pratiques sportives. Il n'a d'ailleurs aucun ami dans ce quartier. A l'inverse, lorsqu'il revient chez ses parents durant les vacances scolaires, il passe l'essentiel de son temps dans l'espace public de résidence avec ses amis d'enfance et il se déplace avec eux en mobylette à la recherche d'animation. Son village de résidence participe alors fortement à sa construction identitaire, car il se définit comme un « *gars du coin* ».

Malcom, un adolescent de seize ans scolarisé en seconde générale, a lui aussi expérimenté différents contextes urbains de résidence. Originaire d'Haïti, il est arrivé en France à six ans, puis il a vécu jusqu'à onze ans dans le dix-huitième arrondissement, à l'ouest du quartier de la Goutte d'Or (devant le métro Château Rouge). Il a ensuite déménagé dans une ZUS de petite couronne, où il réside actuellement, située à dix minutes à pied d'une station terminus de métro. Ses pratiques de mobilité portent fortement la trace de ces expériences résidentielles contrastées. Malcom a ainsi participé à l'élaboration du type *adolescent du quartier*, mais certaines caractéristiques de sa mobilité se rapprochent très fortement de celles des *flâneurs* (même s'il ne flâne pas avec des amis de son âge), voire des *flâneurs exclusifs* (même s'il ne rejette pas son quartier de résidence). Un autre adolescent de notre échantillon possède un profil très proche de Malcom, en raison également de sa trajectoire résidentielle, puisqu'il a grandi dans le quartier de Bercy jusqu'au divorce de ses parents, avant d'emménager à douze ans avec sa mère dans une ZUS de petite couronne.

Malcom possède un ancrage familial important dans sa commune, dans laquelle résident deux de ses oncles et tantes ainsi que des cousines un peu plus âgées que lui. Il a beaucoup d'amis de son âge dans son quartier, il est connu et respecté des jeunes qui stationnent dans l'espace public de résidence. Il y passe occasionnellement du temps pour discuter, notamment devant son hall d'immeuble, mais jamais plus d'une heure et demie.

Il est également souvent présent dans les city-stades du quartier afin de jouer au football, même s'il n'est plus inscrit au club de sa commune depuis deux ans.

Les pratiques de mobilité de Malcom lors des grandes festivités comme la Fête de la musique ou le Nouvel An sont très similaires à celles des *adolescents du quartier*. Il se déplace en groupe à la recherche d'animation avec des amis du quartier de son âge. Il se rend avec eux sur les Champs-Elysées, où il s'amuse à provoquer les autres citadins. Il flirte également à cette occasion avec des filles de Paris, mais ces tentatives de séduction ont avant tout un but ludique, car il n'envisage pas de développer une relation amoureuse avec une adolescente habitant loin de chez lui. Quelques provocations avec d'autres jeunes émaillent occasionnellement ces déplacements, même si elles débouchent rarement sur des affrontements physiques. Lors de ces déplacements, il pratique la fraude, car habitant près de son lycée il ne possède pas la carte Imagin'R (comme une partie de ses amis, qui ont quitté le système scolaire). Il développe d'ailleurs un discours très agressif envers les contrôleurs, qui « *font un sale métier* » et lui ont déjà infligé cinq amendes dans le tramway qui dessert son quartier.

> *« Nous, notre délire avec mes potes, c'est foutre la merde. C'est bordel, bordel. C'est pour s'amuser bien comme il faut (…) Fête de la musique, Nouvel an, ça je fais avec mes potes, toujours. La nouvelle année on fait tout, vraiment le bordel. On crie « bonne année » partout, on jette des bouteilles, on crie. Tout le monde fout sa merde comme il veut. On embête des gens, on leur lance des trucs, de l'eau. C'est plutôt les jeunes qu'on emmerde, pas les victimes, nous on les laisse tranquilles, nous c'est plutôt les filles. Les adultes, nous on les laisse de côté. Y'en a qui vont draguer, nous on rigole, y'en a un il va se manger un grand vent on va rigoler. Là-bas, on drague plus pour rigoler, bon après si y'en a un qui trouve l'amour ben il trouve l'amour (…) On drague et on embête aussi. Des fois, on commence à draguer et dès qu'elle commence à foutre un vent, ben là ça commence à devenir embêter. Le mec il va se manger un vent, ben il est pas content de se manger un vent, alors il va l'embêter, pour pas dire casser les couilles. Ou j'ai des potes, c'est pas bien ce qu'ils font, mais y'en a qui vont casser les couilles aux gens dans le métro, leur poser des questions qu'ils ont pas le droit de poser, y'a des filles ils vont aller la faire chier « ouais donne-moi ton numéro » (…) C'est bon enfant quand même, ça a jamais dégénéré. Bon on rigole c'est vrai, mais on blague pas aussi. On peut rigoler avec tout le monde, mais si après y'a un autre groupe de jeunes qu'est chaud, ben on va pas rigoler avec eux. Genre y'a des gens ils sont dans le métro, ils regardent mal, je sais pas pourquoi ils regardent mal, après tu les regardes, eux ils pensent que tu les regardes mal, et après ils vont venir te voir « ouais pourquoi tu me regardes ? », et après ça part comme ça »*

Comme les *adolescents du quartier*, Malcom n'aime fréquenter les foules urbaines en groupe que durant ces grandes festivités. Il ne recherche pas non plus lorsqu'il se déplace à observer la diversité de styles des adolescents franciliens. Il est notamment très critique

vis-à-vis des adolescents qui arborent un style « gothique » ou « tecktonick ». Il évite en conséquence de se rendre dans le quartier du Forum des Halles, car il considère que les lieux sont appropriés par ces adolescents.

> *« Châtelet j'y vais jamais, je suis pas comme les autres à aller à Châtelet pour rien foutre. On n'aime pas Châtelet avec mes potes, déjà les gens de là-bas, à s'habiller n'importe comment et à faire leur intéressant pour rien, les gens tecktonick tout ça, nous on veut pas voir ça, donc on préfère éviter. On évite ce coin. Nous c'est Champs-Elysées, Tour Eiffel, dès qu'y a un truc là-bas, on bouge, pour le Nouvel An tout ça. Si y'a rien à faire on n'y va pas (...) Champs-Elysées c'est tout le monde, tout le monde peut aller aux Champs-Elysées, les gens riches et tout, alors que Châtelet comme coin c'est un coin des gens qui font de la tecktonick, ben c'est bien reste dans ton coin, moi je reste dans le mien. C'est pas notre coin à nous, j'aime pas traîner là-bas c'est tout. A Châtelet, si t'es pas gothique ou tecktonick, ben les mecs ils te regardent bizarre. C'est quoi ces conneries ! J'y suis allé y'a deux semaines, j'ai vu trente gars gothiques qui marchaient comme ça. C'est pas que j'aime pas, ils font ce qu'ils veulent, mais je les évite »*

Il n'aime pas non plus les trajets en transports en commun, qu'il considère comme une perte de temps si ce n'est lorsqu'il peut s'y amuser avec ses amis. Il espère ainsi obtenir rapidement son permis de conduire.

Néanmoins, les pratiques de mobilité de Malcom ne se limitent pas aux déplacements en groupe avec ses amis à la recherche d'animation. Il se rend en effet quasiment tous les samedis dans le quartier parisien dans lequel il a passé son enfance, une période qu'il évoque avec nostalgie. Il a conservé des attaches dans ce quartier, il y connaît encore des jeunes de son âge et des amis de son père. Il a également réalisé un stage au collège dans une radio du quartier (Radio Shalom), qui lui a permis de nouer des liens avec les salariés de la station à qui il rend visite occasionnellement. Il développe alors dans son discours l'idée d'un double ancrage résidentiel, comme s'il habitait encore en partie les lieux, qu'il nomme d'ailleurs souvent « *mon quartier* » :

> *« J'ai habité boulevard Barbès de sept à onze ans. J'étais à l'école Richomme, juste en bas du Sacré-Cœur. Dès que j'ai le temps, j'y vais. Mais j'y vais au moins un week-end sur deux, le samedi, parce que le dimanche c'est avec ma famille. Samedi, je pars à treize heures et après c'est toute la journée dehors dans le quartier (...) Je fais tout, en fait c'est comme si j'habitais encore là-bas. J'ai encore quelques potes là-bas, mais je fais surtout des trucs tout seul. Je peux aller manger au KFC, je me balade, je vais voir en face de mon ancienne école, y'a des salons de coiffure où je connais des gens donc je vais leur dire bonjour, des amis de mon père. Il avait un salon de coiffure là-bas, et il a travaillé longtemps, donc des fois je vais saluer des gens. Mon père il a gardé pas mal de connaissances là-bas. J'aime bien acheter aussi des trucs là-bas, parce que je connais quelqu'un qu'a un magasin, de jeux et de musique, donc*

> *j'y vais (...) Dès que j'arrive à Barbès, Anvers je descends, et puis je fais le tour, toute la journée, y'a plein de choses à voir, plein de magasins. Moi je vais visiter et m'amuser. Y'a aussi Clignancourt où je vais souvent pour acheter, me balader et y'a le stade aussi où je vais souvent. C'est là-bas que j'ai commencé à jouer au foot quand j'étais petit et puis je connais des gens là-bas, des gens qu'étaient là quand j'étais petit et qui sont encore là »*

Il se rend dans ce quartier de manière solitaire et improvisée, à la manière des *flâneurs exclusifs*. Il passe son après-midi à flâner à pied en effectuant un circuit entre Anvers, le Sacré-Cœur, Château Rouge, Porte de Clignancourt, le quartier des Abbesses et de Lamarck-Caulaincourt. Il apprécie tout particulièrement d'assister aux spectacles de rue destinés aux touristes et de guider ceux qui ne retrouvent pas leur chemin. Ces interactions éphémères avec les touristes renforcent son sentiment d'appartenance au quartier, car elles lui permettent de mettre en avant sa connaissance des lieux. Il aime également se promener devant les devantures des commerces, notamment les librairies, les magasins de disques et de souvenirs, dont il regrette l'absence dans son quartier actuel. Il souhaiterait donc retourner habiter à Paris ultérieurement, même s'il craint que le niveau élevé des loyers dans la capitale ne l'empêche de déménager.

> *« J'aime bien rester vers le Sacré-Cœur et Anvers, y'a tout le temps du monde, j'aime bien, y'a les touristes qui visitent, j'aime bien l'ambiance. Je parle souvent aux touristes. C'est eux qui me parlent, je réponds, des fois je les guide. Y'a toujours des spectacles aussi, des musiciens qui viennent jouer le samedi (...) Y'a un petit quartier là-bas aussi où j'aime bien aller, comment il s'appelle déjà, entre Anvers et Pigalle y'a ce petit quartier. C'est les Abbesses, le quartier là-bas, il est trop bien. C'est un petit quartier trop bien, avec des petits trucs en bois qu'on achète, des librairies, moi j'aime bien aller là-bas. Et Lamarck-Caulaincourt j'aime bien aussi. Les petits magasins dans ces quartiers, c'est parfait (...) Paris c'est une vraie ville, franchement y'a rien à dire. Franchement, je vais jamais me lasser de cette ville. J'aime le mélange des différentes personnes, c'est à tout le monde, y'a pas de différences, y'a l'Olympia, y'a des salles de concert de ouf...»*

Malcom établit alors une coupure stricte et hermétique entre les deux univers qu'il fréquente, entre les deux quartiers dans lesquels il a vécu. Il pousse ainsi à l'extrême la capacité des *flâneurs* de changer de codes de comportement selon les situations. Cette déconnexion entre ces deux univers est sans doute favorisée par la desserte de son quartier par une ligne de métro. Celle-ci lui permet de se rendre dans son ancien quartier en une demi-heure, mais également de ne pas susciter la curiosité de ses amis qui ne sont pas nécessairement au courant de ses déplacements solitaires. Ce cas de figure est sans doute moins probable dans les ZUS de grande couronne, car la moindre fréquence de trains entraîne une présence beaucoup plus importante de jeunes le samedi après-midi dans la gare RER ou SNCF du quartier.

> *« Je vais à Château Rouge quand j'ai envie d'y aller. J'y vais tout seul, avec mes potes c'est autre chose. Je sors avec mes potes pour les concerts, le Nouvel An, voir des matchs, plein d'autres choses, mais y'a des choses qu'on fait seul, dans mon quartier j'y vais tout seul. C'est mes coins à moi. J'ai jamais eu envie de leur montrer, ça reste à moi, chacun son coin. Y'en a qui veulent pas le dire aussi qu'ils bougent tout seuls. Moi, je bouge tout seul, y'a pas de honte, c'est mes trucs à moi »*

Notons d'ailleurs que, d'après ses professeurs, le comportement de Malcom en classe se caractérise également par la coexistence de deux attitudes opposées. Comme de nombreux élèves, mais de manière exacerbée, il alterne ainsi des phases de participation et d'intérêt pour les cours avec des phases de provocations, dans lesquelles il exploite les faiblesses de ses professeurs. C'était également le cas de l'adolescent de notre échantillon dont le profil est très proche de celui de Malcom. Le lien entre manière d'habiter et comportement en classe n'a cependant pas été exploité dans notre recherche.

II. Le passage d'un type à un autre

Dans cette partie, nous nous intéresserons à des adolescents qui modifient à un moment donné la manière dont ils habitent leur quartier. Nous chercherons notamment à rendre intelligible les éléments qui favorisent le passage d'un type à un autre. Cela permettra de compléter l'étude des déterminismes sociaux et résidentiels qui pèsent sur les pratiques de mobilité par la prise en compte de la dynamique des trajectoires individuelles. Cette attention portée aux évolutions individuelles des manières d'habiter est d'autant plus nécessaire lorsqu'on travaille sur les adolescents. L'adolescence est en effet une période de construction identitaire dans laquelle les habitudes d'action se construisent peu à peu avec la découverte de nouveaux territoires et autruis significatifs (voir supra, chapitre 1). Les habitudes des adolescents ne sont pas encore figées et elles évoluent durant toute cette période.

Les pratiques de mobilité d'adolescents de quatorze ans, qui s'habituent peu à peu à la fréquentation autonome des espaces publics urbains, et celles de jeunes de dix-huit ans, qui commencent pour certains à s'insérer professionnellement, sont ainsi très différentes. Les déplacements en groupe, qui permettent au début de l'adolescence de surmonter l'appréhension de la découverte du domaine public et la timidité dans les interactions avec des jeunes de sexe opposé, deviennent par exemple moins fréquents, même si certains jeunes continuent à se déplacer ainsi (voir supra, chapitre 7).

Dans les chapitres 5 et 6, nous avons cependant montré que la montée en âge n'avait pas d'effet unidimensionnel sur les pratiques de mobilité des adolescents. Elle se traduit tout d'abord par une augmentation de l'usage autonome des transports en commun (chapitre 6, tableau 47) et une amplitude géographique plus importante de ces déplacements autonomes. En effet, les adolescents sont d'une part plus habitués à se déplacer en transports en commun, d'autre part leurs parents leur font généralement plus confiance, même si certaines filles de ZUS sont plus surveillées avec la montée en âge (voir supra, chapitre 6). Surtout, une grande partie des adolescents accèdent à la carte Imagin'R, qui leur permet de se déplacer gratuitement le week-end, lors du passage du collège au lycée. De plus, en entrant au lycée, les adolescents rencontrent des jeunes d'une autre origine sociale et/ou géographique ce qui contribue à élargir leur mobilité. Cet élargissement du réseau amical est beaucoup plus social que géographique avec l'entrée en seconde générale[102], alors que l'entrée en lycée professionnel a l'effet inverse.

Néanmoins, l'entrée au lycée restreint à l'inverse la fréquence des déplacements autonomes de certains adolescents, qui troquent du temps libre contre du temps scolaire (Zaffran, 2010). La charge plus importante de travail scolaire conduit ces adolescents à rester plus fréquemment au domicile ou à la bibliothèque pour faire leurs devoirs et à

[102] C'est le cas en Ile de France, notamment en petite couronne. Les conséquences sur le réseau amical de l'entrée en classe de seconde sont très différentes dans les agglomérations plus petites, car le lycée général est souvent situé en centre-ville. La scolarisation dans ce lycée entraîne alors bien souvent un accroissement important des sorties des filles en dehors du quartier (Beaud, 2002).

moins se déplacer qu'auparavant en dehors de leur commune. Dans notre échantillon, ce cas de figure concernait essentiellement des adolescents scolarisés en seconde générale et correspondant au type « *forçat du travail* » (Zaffran, ibid, p. 82), qui conçoivent la réussite scolaire comme un impératif et qui passent beaucoup de temps à travailler sans que leurs efforts ne soient nécessairement rentables scolairement. Ces adolescents dont les mobilités diminuent avec l'entrée au lycée habitent majoritairement leur quartier à la manière des *flâneurs* ou des *flâneurs exclusifs*. Cela est logique car les adolescents de ces deux catégories sont plus scolarisés que les autres en seconde générale et ils ont l'habitude d'utiliser les transports en commun de manière autonome dès le collège. Il n'est donc pas possible d'analyser l'évolution des pratiques de mobilité avec la montée en âge sans la mettre en relation avec l'investissement et la trajectoire scolaire des adolescents.

Cet investissement scolaire explique en partie l'augmentation du nombre d'adolescents n'ayant pas eu d'activités extrascolaires durant le week-end après quatorze ans (chapitre 6, tableau 50). Celle-ci est également fortement liée à la diminution de l'accompagnement des déplacements en voiture par les parents (tableau 44). Cependant, la montée en âge n'entraîne pas nécessairement moins de déplacements en voiture. En effet, un plus grand nombre d'adolescents sont alors véhiculés par des frères et sœurs ou des amis proches du quartier ayant obtenu le permis de conduire.

L'ambition de donner une plus grande profondeur temporelle aux manières d'habiter des adolescents est néanmoins limitée par la qualité de nos matériaux. Notre terrain ethnographique d'un an nous a certes permis de noter quelques évolutions dans les pratiques de mobilité de certains jeunes, notamment lors du passage du collège au lycée. Mais, nous nous appuierons avant tout sur le retour réflexif des adolescents sur l'évolution de leurs pratiques durant les entretiens semi-directifs. Ces matériaux ne permettent évidemment pas d'observer l'évolution des pratiques dans le temps long, comme le font par exemple les enquêtes longitudinales (Bidart, 2010). Une piste intéressante pour compléter nos matériaux consisterait alors à recontacter les adolescents interrogés dans deux ou trois ans, afin de comprendre comment évoluent leurs manières d'habiter entre l'adolescence et l'entrée dans l'âge adulte (voir supra, chapitre 4).

Nos matériaux révèlent cependant des changements importants de la manière d'habiter de certains adolescents au fil du temps. Le passage le plus fréquent est celui du type des *adolescents du quartier* à celui des *flâneurs* (n=3), ce qui est logique car les adolescents de cette dernière catégorie sont plus âgés que les autres. Nous avons également observé des passages singuliers de *flâneur* à *passionné*, d'*adolescent du quartier* à *passionné* ou d'*encadrée* à *flâneuse exclusive*. Nous présenterons dans cette partie le cas de trois *adolescents du quartier* qui ont modifié de façon plus ou moins prononcée la manière dont ils habitent leur quartier. Ces trois adolescents sont logiquement plus âgés que les autres jeunes de notre échantillon, ils ont entre dix-sept et dix-huit ans. Afin d'étudier l'évolution de leurs pratiques, nous reviendrons cependant tout d'abord sur la manière dont la sociologie rend compte des modifications des trajectoires individuelles.

1. Comment rendre intelligible l'évolution des manières d'habiter ?

Il existe en sociologie deux grands cadres théoriques permettant de rendre intelligible l'évolution des trajectoires individuelles (Passeron, 1990). Dans le premier cadre, celui de « l'institution biographique » d'inspiration durkheimienne, l'intelligibilité de la trajectoire biographique est subordonnée à la description des structures objectives qui la précédent et la déterminent. La sociologie durkheimienne s'est en effet construite contre la prise en compte des contingences et des événements dans l'explication des phénomènes sociaux (Bessin, Bidart et Grossetti, 2010). Dans ce cadre théorique, les points d'inflexion de la trajectoire biographiques sont socialement conditionnés, ils prennent donc la forme de chances typiques calculables *a priori*. Il est par exemple possible de déterminer la probabilité qu'un individu soit confronté à un accident du travail en fonction de sa profession.

Dans le second cadre théorique, celui de la « carrière » et des « trajectoires », l'évolution biographique est pensée comme le produit d'un double mouvement, celui du déterminisme des structures et celui de l'action sociale des individus, notamment lorsqu'ils sont confrontés à des situations de bouleversement du quotidien. Ce cadre a surtout été mis en œuvre dans la sociologie américaine, dès la seconde moitié du vingtième siècle, avec les outils de « carrière » et de « turning points ». Il se développe depuis une vingtaine d'années en France, entre autres avec les travaux sur les récits de vie (Bessin, Bidart et Grossetti, ibid). Ce cadre théorique permet de donner une place plus importante aux bifurcations, c'est-à-dire aux configurations dans lesquelles des événements contingents peuvent être la source de réorientations importantes dans les trajectoires individuelles (Bessin, Bidart et Grossetti, ibid).

Dans ce cadre théorique, il existe toujours une articulation entre une posture « objectivante », sous-tendue par une forme de déterminisme, et une posture « subjectivante », sous-tendue par une forme de narrativisme mettant l'accent sur les événements nouveaux qui transforment les trajectoires de manière imprévisible. C'est le cas par exemple dans l'usage que fait Lahire du concept d'habitus. Contrairement à une vision déterministe dans laquelle les trajectoires individuelles ne seraient que l'actualisation au fil du temps d'un habitus prédéterminé, Lahire montre que les dispositions incorporées par les acteurs peuvent rester à l'état de veille et ne devenir opérantes que dans certaines situations : « *Ni l'événement déclencheur, ni la disposition incorporée par les acteurs ne peuvent être désignés comme de véritables déterminants de la pratique car le risque serait de dire qu'il y a un modèle causal. La réalité est ici relationnelle : l'action est le produit de la rencontre entre ces deux éléments* » (Lahire, 1998, p.65). Cette articulation entre posture « objectivante » et « subjectivante » permet d'éviter deux dérives de l'analyse biographique (Passeron, ibid) : d'une part, un « *structuralisme dogmatique* » dans lequel les acteurs sont de simples porteurs de la structure, l'évolution de leur biographie ne s'expliquant que par leurs propriétés sociales et les modifications structurelles de la société ; d'autre part, la fiction du cas exemplaire, « *illusion de la pertinence tous azimuts d'une expérience singulière* » et type sociologique explicatif qui

se suffirait à lui-même. Ce renoncement à l'explication sociologique fait toujours courir le risque au sociologue d'être dupe de l'héroïsation du discours des acteurs.

Nous étudierons l'évolution des manières d'habiter à l'aide de ce second cadre théorique. Nous pensons en effet que les trajectoires des adolescents ne suivent pas une évolution linéaire avec la montée en âge et qu'elles comportent toujours une part d'imprévu. Il est cependant possible d'analyser ces trajectoires en mettant plus ou moins l'accent sur la posture « objectivante » ou « subjectivante ». Les travaux de Lahire accordent par exemple un poids déterminant aux dispositions incorporées par les acteurs, comme le montre leur application aux situations de ruptures professionnelles (Denave, 2010). L'auteur met en évidence que les événements qui ont précipité ces ruptures (restructurations d'entreprise, conflit avec des supérieurs….) n'ont produit cet effet que parce qu'ils s'articulent de manière spécifique avec les dispositions de l'individu. D'autres courants sociologiques mettent à l'inverse l'accent sur la dynamique des situations qui peuvent modifier les dispositions incorporées par les acteurs. C'est le cas des travaux de Lemieux présenté au chapitre 3, qui montrent que les habitudes d'action sont sans cesse transformées par leur rencontre avec des atmosphères situationnelles dans lesquelles elles ne sont pas totalement adaptées : « *nous ne cessons ainsi jamais de nous socialiser* » (Lemieux, 2009, p. 212).

Nous essaierons dans notre analyse de trouver un équilibre entre ces deux postures, comme nous l'avons fait dans notre troisième chapitre : il est nécessaire de prendre en compte les dispositions que les adolescents ont acquises dans la sphère familiale ou le quartier de résidence, mais également de ne pas négliger les transformations de ces dispositions dans le cours de l'action en fonction des épreuves rencontrées dans la mobilité.

Quelque soit la posture privilégiée, il existe dans la littérature sociologique trois grands modèles d'interprétation des évolutions biographiques et de mise en forme des relations de causalité à l'œuvre (De Coninck et Godard, 1990). Ces modèles n'accordent pas la même place aux déterminismes et à la contingence de l'événement, mais ils ne se réduisent pas à cette opposition. Les modèles de type « archéologique » consistent tout d'abord à rechercher le point d'origine à partir duquel les autres événements de la biographie vont se mettre en place. Ils sont essentiellement déterministes, comme lorsqu'on explique l'ensemble de la biographie par l'habitus initial. Mais, ils peuvent également laisser une place à la contingence, par exemple lorsqu'est mis en évidence un événement fondateur expliquant la trajectoire future de l'individu. Dans les modèles de type « structurels », les évolutions de la biographie sont le résultat de temporalités externes préexistantes au déroulement des vies singulières (le temps historique, le temps des générations, celui des carrières professionnelles…). Ces modèles expliquent notamment les évolutions biographiques par des effets d'âge et/ou de génération. Enfin, les derniers modèles, ceux du « cheminement », consistent à reconstruire la logique du déroulement des événements afin de faire émerger des relations causales expliquant la modification de la trajectoire biographique.

Nous nous inspirerons pour notre part de ces modèles du « cheminement », notamment du sous-modèle dit « bifurcatif » où « *chaque existence se divise en tronçons calmes, où les choses suivent leur cours, et en moments décisifs où tout est remis en jeu, où les destinées bifurquent les unes des autres* » (De Coninck et Godard, ibid, p.36). Ces modèles nous semblent en effet les plus adéquats pour rendre intelligible les évolutions des manières d'habiter des adolescents. En effet, ils permettent d'articuler une pluralité d'éléments explicatifs : les dispositions que les adolescents ont acquises dans la sphère familiale ou le quartier de résidence et qui deviennent opérantes dans certaines situations (voir supra chapitre 8, le cas d'un *adolescent du quartier* issu d'une famille de sportifs et qui modifie sa manière d'habiter en investissant très fortement la pratique du basket lors du retour de son frère au domicile) ; la soumission à de nouveaux principes de socialisation, notamment celle des pairs et/ou d'une relation amoureuse, qui infléchissent ou transforment ces dispositions initiales (voir supra chapitre 9, le cas d'une *encadrée* qui commence à emprunter les transports en commun sous l'impulsion de ses amies) ; la transformation des habitudes d'action dans la confrontation répétée et réussie aux épreuves de la co-présence dans la mobilité ; les événements qui bouleversent le quotidien des adolescents, comme le refus d'un titre de séjour ou le renvoi durant un an dans le pays d'origine des parents. L'emploi de modèles du « cheminement » ne nous conduira cependant pas à négliger les effets de la montée en âge, qui influe fortement sur les pratiques de mobilité des adolescents (voir supra, chapitres 5). La combinaison de différents modèles de mise en forme des relations de causalité constitue d'ailleurs le propre de l'analyse sociologique des biographies (De Coninck et Godard, ibid).

2. Le cheminement de Nassim : les rencontres amoureuses et le début de l'insertion professionnelle

Nous présenterons d'abord le cas de Nassim, un adolescent de dix-huit ans d'origine tunisienne qui a grandi à Clichy-sous-Bois et qui a déménagé ensuite à l'âge de dix ans dans une autre ZUS du département. Son père est ouvrier qualifié et sa mère femme au foyer. Il est actuellement en première année de BEP plomberie, mais il fréquente son lycée par intermittence car la formation ne lui plaît guère. Il rend occasionnellement visite aux élèves de troisième d'insertion professionnelle de son ancien collège. C'est là que nous l'avons rencontré.

Nassim a contribué à l'élaboration de la manière d'habiter des *adolescents du quartier*. Mais, il cesse peu à peu au moment de l'entretien d'habiter ainsi son quartier. S'il n'adopte pas une autre manière typique d'habiter, l'exposé de son parcours permet néanmoins de donner une profondeur temporelle au type des *adolescents du quartier*. Il montre en effet comment cette manière d'habiter se transforme sous l'effet de la montée en âge, d'un début d'insertion professionnelle et de rencontres marquantes.

Nassim possède de nombreuses caractéristiques des *adolescents du quartier*. Il fréquente assidûment l'espace public de résidence depuis le début de l'adolescence, il y est ami

avec des jeunes de tout âge et il développe un fort sentiment d'appartenance à son quartier. Son ancrage local a été favorisé par la bonne réputation de ses deux frères aînés et par sa participation à de nombreux affrontements physiques avec des jeunes d'autres ZUS depuis son arrivée de Clichy-sous-Bois. Il a appris à se déplacer en transports en commun à partir de onze ans en effectuant des virées avec des jeunes du quartier plus âgés au centre commercial de Rosny 2. A partir de cet âge, il n'a jamais été accompagné par ses parents dans ses déplacements, si ce n'est durant les vacances scolaires pour se rendre en Tunisie ou chez des membres de sa famille dans le sud de la France. Au quotidien, il a continué à se déplacer ensuite avec des jeunes de tout âge de son quartier à la recherche d'animation, notamment dans les centres commerciaux du département afin de séduire des filles ou de provoquer d'autres jeunes de ZUS. Depuis ses seize ans, il se déplace plus fréquemment en voiture avec des jeunes plus âgés du quartier. Il se rend ainsi parfois le samedi soir sur les Champs-Elysées ou plus occasionnellement dans des destinations plus lointaines (Belgique, Amsterdam, Marseille), notamment lors des festivités de la nouvelle année. Il ne possède pas le permis de conduire, mais il déclare conduire parfois sans permis.

Nassim se rapproche ainsi des *adolescents du quartier* dont le fort capital d'autochtonie permet de mettre à distance, voire de retourner, le stigmate dont ils se sentent porteurs lors des interactions avec des citadins d'un autre milieu social et résidentiel (voir supra, chapitre 7). Sa connaissance de jeunes plus âgés et l'accès à des ressources économiques (voir infra) lui permettent de surmonter le sentiment d'opposition qu'il développe vis-à-vis de ces citadins. Il peut ainsi afficher dans la mobilité des symboles de réussite financière, comme les déplacements dans des belles voitures, ou fréquenter des lieux comme les boites de nuit auxquels les autres jeunes du quartier de son âge n'ont pas nécessairement accès.

Depuis un an, Nassim stationne cependant beaucoup moins fréquemment dans l'espace public de résidence. Il ne participe désormais aux affrontements entre jeunes de ZUS que lorsqu'un de ses amis y est impliqué. Ces affrontements continuent à restreindre sa mobilité dans certains lieux de passage, comme les gares ou les centres commerciaux. Il est activement recherché par des jeunes d'une autre ZUS du département avec qui il a eu maille à partir dans son lycée. Il a également conscience qu'il a de grandes chances d'être pris à parti dans ces lieux par des jeunes de ZUS en conflit avec son quartier. En effet, il s'identifie encore à celui-ci et il ne dissimulera pas son lieu de résidence si on lui demande où il habite. Nassim a également arrêté de se déplacer en groupe avec les jeunes du quartier dans les centres commerciaux situés à proximité. Outre les virées en voiture en boîte de nuit ou en dehors de l'Ile-de-France le week-end, il privilégie désormais les déplacements avec deux ou trois de ses amis proches, notamment pour faire des achats à Paris. Il alterne alors le « *mode schlag* » dans son quartier (en survêtement et mal peigné) et le « *mode petite coupe au gel* » lorsqu'il se déplace dans la capitale. Il adopte également un style vestimentaire plus « *bourgeois* », qui contribue selon lui à modifier le regard que porte sur lui les citadins d'un autre milieu social et résidentiel. Il se sent ainsi moins stigmatisé qu'auparavant. Ce changement de style est bien accepté par ses amis

proches, qui sont également dans une phase de transformation de leurs pratiques (voir infra). Il entraîne cependant une réaction plus négative d'une partie des jeunes qui stationnent dans l'espace public de résidence :

> *« J'ai toujours les mêmes potes, mais on va dire que je traîne moins à la cité, je préfère bouger. Ou si y'a pas moyen de bouger je reste chez moi (...) J'ai arrêté aussi de traîner en bande, parce que la plupart du temps on traînait à daf massif* (NDLA : en groupe)*, on était grave… Et j'ai arrêté, maintenant je préfère bouger à deux, trois potes, tranquille on y va, c'est pour m'acheter des petits trucs voilà, pour changer un peu, comme ça ça me saoule pas (...) Même moi aussi des fois je m'habille en petit bourgeois maintenant. Une petite veste trois quarts, je varie les choses. Quand j'étais petit je m'habillais pas comme ça, j'ai commencé à m'habiller comme ça y'a pas longtemps, y'a six mois, un an. Ça faisait classe, les gens ils me regardaient autrement. Je sais pas, quand je suis habillé comme ça (*NDLA : en survêtement*), les gens ils me regardent un peu bizarrement. Alors que quand je m'habille en veste trois quarts et tout, les gens ils me regardent différemment. Ça je le sens, surtout par rapport au regard. Moi quand je regarde les gens tu sens si c'est un regard bien ou pas. C'est les schmidts (*NDLA : policiers*) qui changent leur regard surtout (rires) (...) Mes potes ils en ont rien à foutre, y'en a qui me disent que ça fait classe. Ils me disent simplement « habille toi pas comme ça quand t'es à la cité », c'est un peu normal je m'habille pas comme ça quand je traîne dans la cité. C'est juste quand je trace sur Paname. Mais des fois je reste posé avec mes potes et après je leur dis « bon allez les mecs je me casse ». Moi j'en ai rien à foutre les gens ce qu'ils disent, ce qu'ils pensent j'en ai rien à foutre, du moment qu'ils viennent me le dire en face, là ça serait mieux, ça serait plus honnête ça m'intéresserait plus. Parce que moi dès que j'ai quelque chose à dire je le dis en face de la personne, je peux pas le dire derrière lui. Là je sais y'en a ils disent « ouais il veut faire le petit bourgeois et tout, c'est un petit fils à papa », tu connais les gens ils aiment bien parler, ils aiment bien dire « c'est un petit fils à papa et tout ». Ça se voit, moi je le vois dans le regard, mais je m'en fous »*

Trois éléments sont à prendre en compte afin de rendre intelligible l'évolution actuelle de la manière d'habiter de Nassim : son habitude de se déplacer fréquemment à l'intérieur du département et sa confiance en lui dans les interactions avec les filles ; une rencontre amoureuse marquante avec une jeune parisienne ; un désir d'insertion professionnelle et sociale entraîné par la montée en âge.

En effet, si la manière d'habiter de Nassim durant son adolescence correspond à celle des *adolescents du quartier*, il possède néanmoins deux caractéristiques qui ne sont pas partagées par tous ces adolescents. Depuis son arrivée dans le quartier, il se déplace tout d'abord fréquemment dans différentes ZUS du département pour rendre visite à des amis. Ce réseau amical étendu s'explique par sa trajectoire résidentielle car il a gardé des liens à

Clichy-sous-Bois, mais également par sa pratique du football et de la boxe dans des clubs de niveau régional. Cette connaissance de jeunes d'autres ZUS, renforcée par sa scolarisation actuelle en lycée professionnel, a contribué selon lui à ce qu'il ne prenne pas l'habitude de rester enfermé dans son quartier comme certains de ses amis :

> *« Les gens depuis qu'ils sont petits, ils ont appris à être dans leur cité, ils ont grandi dans leur cité, ils veulent mourir dans leur cité, en restant tout le temps dans leur cité. Et c'est pas mon mental à moi, chacun son mental. Parce qu'un mec de cité quand il est à la cité avec ses potes, je vais te donner un exemple, tout le temps il va faire le fou quand il est dans sa cité. Tout le monde le respecte parce que c'est sa cité, mais tu vas le voir dans une autre cité il va faire sa grosse merde c'est tout. Alors que t'as des gens qui bougent de partout, ils connaissent tout de partout, ben il fera pas sa grosse merde dans une autre cité. Moi je connais des gens de tout partout. Voilà, moi j'aime pas rester que dans ma cité, depuis que je suis tout petit ça m'intéressait pas, pendant un moment je me posais tout le temps mais ça m'intéressait pas, je voulais bouger je m'ennuyais, je voulais découvrir un peu le 93, connaître un peu toutes les cités. Comme j'avais des potes, je partais les voir dans leur cité, et eux ils venaient dans ma cité ».*

La seconde caractéristique qui le différencie d'une partie des *adolescents du quartier* est une confiance en soi dans les interactions de séduction avec les filles. Il arrive dans ces interactions à jouer de son apparence physique et d'une image de garçon viril et bagarreur, tout en maîtrisant les codes oratoires permettant de ne pas effrayer les filles (voir supra, chapitre 7). Cette confiance en soi est favorisée par l'accès à des ressources financières qui lui permettent de soigner son apparence extérieure, notamment vestimentaire. Mais, elle a été surtout nourrie par des succès répétés dans ses tentatives de séduction, dans les centres commerciaux du département ou lors de rencontres sur le site de discussion en ligne de la radio Skyrock. Il n'a pas peur en conséquence d'aborder avec sérieux des filles plus âgées et d'un autre milieu social et résidentiel (de fait, pendant une sortie scolaire nocturne réalisée à Paris pour prendre des photographies, il a cherché plusieurs fois à engager la conversation avec des filles d'une vingtaine d'années, même si une seule d'entre elles a pris le temps de répondre poliment à ses avances).

> *« Je suis sorti avec des meufs depuis que je suis petit, la première meuf ça a été à l'âge de dix ans (...) Quand j'étais petit, j'étais un petit pervers (rires). Vers quatorze ans je partais voir les filles en face à face à Rosny, j'avais pas le droit à l'Internet tout ça, mais je m'en foutais. A Rosny y'avait pas trop de meufs de mon âge, donc quand j'avais quatorze ans je partais voir des meufs de seize ans et tout. T'as vu, j'ai tout le temps aimé les meufs qui sont plus grandes que moi, comme j'ai traîné avec des gens qui sont plus âgés que moi, c'est pour ça que j'ai un bon mental avec les meufs, parce qu'elles préfèrent un mec qu'a un bon mental qu'un mec qu'est comme un gamin. En fait les meufs ça a jamais été un problème pour moi. Du moment que t'as la tchatche, ça va, que t'es bien sapé ça va, t'en as rien à foutre. Les filles on va dire que c'est comme le porte à*

> *porte, si je la vois en face de moi je vais aller la voir (…) Moi niveau Paname j'ai jamais eu de problèmes, niveau meuf j'ai jamais eu de problèmes. Une fille si je vois qu'elle me plaît j'en ai rien à foutre d'où elle vient, je vais pas faire le petit timide à me dire « c'est une petite bourgeoise, elle va me recaler ». Pour l'instant on va dire que j'ai eu que des bonnes prestations, je sais pas à chaque fois je suis bien tombé »*

Un an avant l'entretien, Nassim a ainsi développé une relation amoureuse avec une jeune adulte de Paris rencontrée sur un site de discussion en ligne. Cette rencontre a contribué à lui faire découvrir un autre univers social et résidentiel. Elle a modifié en conséquence ses habitudes, notamment vestimentaires, et le regard qu'il porte sur une partie des jeunes parisiens. Nassim apprend à changer de codes de comportement selon qu'il se trouve avec ses amis du quartier ou en compagnie de sa petite amie.

> *« J'ai déjà eu une meuf de Paname, là elle a vingt piges. Sincèrement c'était le top avec elle. Je l'avais rencontrée sur un site de tchatche. Et on s'est vu et tout, ça date pas, je lui ai dit que j'avais dix-neuf ans et demi, j'ai menti c'est quand j'avais dix-sept ans. Je sortais avec elle, elle avait un boulot, elle avait le travail, elle avait le permis. C'était une espagnole, une espagnole marocaine. Elle avait le permis, la voiture, le taf, elle avait tout ce qu'il fallait. Elle avait son appart, je partais chez elle, on rodait, elle m'offrait des trucs. Elle habitait vers Paris 16, on va dire qu'elle avait des sous, une belle voiture, une Mini Cooper S, moi j'en ai profité. Elle m'a payé des petits parfums aussi, j'ai un peu squatté, je faisais des tours avec sa voiture… C'est à partir de là que je m'habille bien, la veste trois quarts c'est elle qui me l'a achetée. Mais je lui ai acheté des trucs aussi, je vais pas te mentir (...) Je me suis senti plus à l'aise à Paris à partir de là. Je sais pas, j'ai appris, j'ai connu des gens là-bas, j'ai appris que c'était pas tous des gens à parler derrière, comme elle m'avait présenté des potes. Même si j'ai eu des petits problèmes quand même sur Paname, y'avaient trop de gens qui me regardaient bizarrement quand je m'habillais en mode racaille (…) A Paris on va dire qu'ils sont dans un autre monde. Tu vois ils ont leur style de sape, leur manière de parler, ils ont différents styles. Alors qu'ici regarde comment on est sapé quand même, ça fait trop racaille. Moi j'ai appris avec le temps, c'est pour ça que quand je vais à Paname je m'habille classe. Petite chemise des fois, comme quand tu vas en boîte, tout le temps s'habiller classe »*

Cette rencontre amoureuse constitue donc un événement qui contribue à modifier la manière dont Nassim habite son quartier. Mais, si les rencontres sont susceptibles d'influer fortement le cours d'une existence, elles sont toujours contingentes d'autres événements et elles ne surviennent donc jamais totalement au hasard (Becker, 2002). Dans le cas de Nassim, cette rencontre n'a été possible qu'en raison de la confiance en soi qu'il avait auparavant développé dans les relations de séduction. Elle a également été favorisée par la possibilité qu'avait Nassim de se déplacer en voiture à Paris, véhiculé par

des amis ou en conduisant lui-même sans permis. Symétriquement, cette rencontre a été opérante parce qu'elle a eu lieu à une période de reconfiguration identitaire entraînée par la montée en âge et un début d'insertion professionnelle. Elle a ainsi contribué à conforter cette nouvelle définition de soi en construction.

En effet, au moment de cette rencontre, Nassim éprouve une lassitude vis-à-vis de son quotidien, notamment de sa présence continue dans l'espace public de résidence et des affrontements fréquents avec d'autres jeunes de ZUS. Ce sentiment de lassitude est renforcé par l'entrée sur le marché du travail d'une partie de ses amis plus âgés. Celle-ci lui fait prendre conscience des risques que fait courir sa trajectoire scolaire sur sa future insertion professionnelle. Il commence alors à travailler occasionnellement pendant le week-end ou les vacances, notamment sur les marchés, ce qui lui permet de financer les dépenses occasionnées par ses déplacements à Paris. Au moment de l'entretien, il essaie ainsi de négocier un contrat d'apprentissage en plomberie avec l'entreprise dans laquelle il a réalisé son dernier stage.

> *« Ce qui m'a fait arrêté de traîner, c'est que… , je sais pas comment le dire, j'avais aucun intérêt, j'étais posé à la cité ça me menait à rien, j'étais posé au bout de la rue, au moins si c'était pour se faire des sous mais je me faisais pas de sous donc ça me servait à rien, donc j'ai préféré me chercher un petit boulot pendant les vacances ou le week-end, j'ai commencé à travailler le week-end avec des darons à mes potes, quand ils avaient besoin d'un coup de main je partais au marché travailler. Et je voyais que je commençais à me faire de l'argent, pas de l'argent sale mais de l'argent propre, je me faisais mes sous et je m'offrais les trucs qui me faisaient plaisir, donc j'ai préféré, j'ai arrêté de trop traîner (…) C'est aussi à cause de mes potes, parce que j'ai des potes maintenant ils commencent à travailler et tout, je suis un peu leur exemple et j'ai vu qu'ils travaillaient, ils faisaient des sous, moi je me posais à la cité, je gagnais rien, des fois je séchais les cours pour me poser à la cité, ça me menait à rien donc j'ai préféré me calmer. C'est vrai que j'ai tout le temps autant d'absences mais je préfère partir faire des petits boulots par-ci par-là, me faire un peu d'argent quoi. Donc on va dire c'est pas complètement à cause des meufs que j'ai changé, on va dire que la meuf de Paris elle m'a un peu changé, je vais pas te mentir, mais c'est surtout grâce à mes potes aussi »*

Ce désir d'insertion sociale entraînée par la montée en âge prend également la forme d'un investissement dans une relation amoureuse sérieuse devant déboucher à terme sur un mariage. Les mobilités motivées par l'objectif de séduire des filles, en particulier dans les centralités commerciales du département, se font alors plus rares. Nassim continue néanmoins occasionnellement à flirter durant ses déplacements.

> *« C'est vrai que pendant un moment je bougeais toujours pour les meufs, les meufs, toujours les meufs, mais ça m'a saoulé. Là tu vois je me suis casé avec une meuf, je me prends plus la tête avec les meufs. En fait elle habitait dans le 9-5, mais là elle a déménagé à Lyon. Normalement on se fiance dans deux ans,*

> *je connais ses parents, ils connaissent mes parents, ça se passe bien donc y'a pas de problèmes sur ça (...) J'ai arrêté les jeux de gamin, les petits délires genre partir voir la meuf tatata, tu sais les petits délires avec les meufs et tout. Y'en a avec les meufs c'est des vrais gamins, moi je suis pas trop comme ça. C'est les mecs ils sont là avec les meufs, ils s'en battent les couilles, ils la baisent et tout et après ils la jettent normal, ils s'en foutent. Moi je suis passé dans ça, mais on va dire que j'ai appris vite, je suis passé dans ça, sincèrement j'ai connu grave des meufs mais un jour je me suis dit « vas-y, je vais être marié, je vais pas encore partir voir à droite à gauche, ça sert à rien ». Donc j'ai préféré calmer un peu le jeu, je vais pas te mentir en te disant que j'ai arrêté, c'est un peu dur quand même, mais voilà je le fais de moins en moins »*

Différents éléments permettent donc de rendre intelligible l'évolution des pratiques de Nassim. Ces éléments ne sont pas indépendants et s'éclairent mutuellement. Sa confiance en soi dans les relations de séduction a ainsi favorisé la rencontre de la jeune parisienne, qui lui a fait découvrir de nouvelles habitudes d'action. Ces dernières n'ont sans doute été adoptées que parce qu'elles étaient en adéquation avec la lassitude vis-à-vis du quotidien entraînée par la montée en âge. Nous allons à présent voir comment les habitudes d'action des adolescents peuvent également évoluer dans le cours même de la pratique.

3. Le cheminement de Miguel : la familiarisation progressive à l'altérité

Miguel est un adolescent de dix-sept ans d'origine portugaise qui habite depuis sa naissance dans une ZUS de petite couronne située à dix minutes à pied de la station terminus d'une ligne de métro. Il est fils unique et il vit seul avec sa mère, animatrice de centre de loisirs au chômage. Il est scolarisé au moment de l'entretien en seconde générale.

Miguel possède la particularité d'avoir changé la manière dont il habite son quartier au cours de l'adolescence. Jusqu'à quinze ans, ses pratiques de mobilité sont en effet très proches de celles d'une partie des *adolescents du quartier*, mais elles se rapprochent ensuite de celles des *flâneurs*. Ses habitudes d'action ont ainsi été peu à peu modifiées par une confrontation répétée et réussie aux épreuves de la co-présence avec des citadins inconnus en compagnie d'amis de son âge. Miguel fait d'ailleurs partie des adolescents interrogés qui ont affiché le plus de satisfaction à la fin de l'entretien. Selon lui, cet entretien a permis de faire retour sur son apprentissage des trajets en transports en commun à Paris et sur le fait que cela n'allait pas de soi. Il est difficile de déterminer si ce regard réflexif est le résultat de l'évolution spécifique de ses pratiques ou de la tournure de l'entretien, notamment de notre insistance à comprendre les raisons de cette évolution.

Miguel possède des caractéristiques très différentes des autres adolescents qui habitent leur quartier à la manière des *flâneurs*. Il n'a pas expérimenté différents contextes urbains de résidence. Il n'a pas été habitué non plus par des membres de sa famille à se déplacer

en transports en commun, à l'anonymat urbain et à la co-présence avec des citadins inconnus. A l'inverse, son profil est au début de l'adolescence assez proche de celui d'une partie des *adolescents du quartier* dont la mobilité est quasi exclusivement constituée de déplacements à proximité du quartier (voir supra, chapitre 7). Il possède à cette époque un fort ancrage dans l'espace local. Son réseau amical est centré sur cinq amis du quartier de son âge rencontrés à l'école primaire ou en maternelle. Il passe la majorité de son temps avec eux, dans l'espace public de résidence ou dans un parc de la commune. Sa grand-mère et plusieurs tantes habitent également dans sa commune, ce qui lui permet d'être véhiculé occasionnellement par ses cousins plus âgés, notamment dans des restaurants situés à proximité. Il profite aussi des ressources offertes par les associations locales, car il fréquente assidûment un club d'acrobaties et de danse. Il se déplace à cette époque essentiellement à pied ou en bus, dans les centres commerciaux situés à proximité ou dans la commune limitrophe où il possède des amis (voir infra). Ces mobilités sont alors rythmées par des tensions avec des jeunes d'autres ZUS du département :

> *«Ici les gens, y'en a beaucoup ils sont pas vraiment sortis pour aller voir ce qui y'a dehors. Mais franchement, moi j'étais comme ça avant, j'étais pareil. Genre on habitait à Bobigny, donc les mecs de Pantin par exemple on pouvait pas les voir, même entre cités on pouvait pas se voir. J'avoue, j'étais comme ça, dans le trip embrouilles, capuche quand je marchais, on était vraiment dans ce délire, y'a un mec de Pantin qui passe et voilà ça se chauffe… Et après on est sortis, et franchement ça nous a fait vraiment vraiment mûrir, parce qu'avant on était vraiment trop dans le délire embrouilles »*

A cette époque, Miguel se différencie cependant déjà d'une partie des *adolescents du quartier* sur différents points. Sa mère suit tout d'abord d'assez près sa scolarité, en lui fixant par exemple des horaires de sortie stricts en semaine et en s'assurant de la réalisation des devoirs. Il ne relate pas non plus dans son discours d'expériences d'échec scolaire ou de tensions avec le personnel éducatif. D'autre part, il pratique les danses urbaines et les acrobaties. Le groupe qu'il forme avec ses amis proches est nommé « *le groupe salto* » par les autres jeunes du quartier. Cette pratique lui a permis de sympathiser avec des adolescents d'une commune limitrophe, dans laquelle il se déplace alors fréquemment :

> *« J'ai un pote, il a tous ses cousins sur Drancy, donc il nous a présentés, des fois il ramenait ses cousins avec nous, et son cousin Rafik il a un pote à lui il s'appelle Cédric et il est dans la musique, il chante. Et un jour il voulait faire un clip, et comme il sait qu'on fait beaucoup d'acrobaties, capoeira et tout, ben il voulait qu'on en fasse là-bas. Et en fait, c'est lui qu'habite à Delacroix* (NDLA : lycée de Drancy), *donc on est allé là-bas, y'avait ses potes, et eux aussi ils sont comme nous, on a les mêmes délires en fait, on s'entend bien. Donc on est rentré dedans, on s'est bien amusé et à force on y allait souvent »*

La montée en âge entraîne une lassitude de Miguel vis-à-vis de ces déplacements exclusivement locaux. En classe de troisième, il éprouve l'envie de découvrir avec ses

amis de nouveaux territoires, notamment Paris intra-muros qu'il ne connaît pas. Le choix d'une option le mercredi après-midi au collège lui permet alors de réaliser ses premiers déplacements en métro à l'insu de sa mère.

> *« Quand on est arrivé vers le second trimestre de troisième, là on a commencé à bouger parce qu'on s'ennuyait dans notre cité. Ici c'est bien, mais bon à force, on voulait voir un peu ce que c'était à l'extérieur. Donc la première fois on était allé en cachette, sans l'autorisation de nos parents, la première fois c'était même pas sur Paris, on était allé au Parc de la Villette. Je me rappelle on y allait tous les mercredis, on sortait des cours et on y allait. Le collège en fait il faisait option cirque le mercredi après-midi, et nous on faisait genre on allait là-bas, mais en fait on allait à la Villette. Toujours en fraudant, c'était un ticket pour un, un ticket pour douze (…) C'est l'ennui qui nous a fait bouger. On s'est dit que c'était toujours pareil, nous on voulait voir aussi ce qu'il y'avait à l'extérieur. Parce que nous vraiment notre maximum c'était Drancy, on marchait pour y aller, le chemin on le connaissait par cœur pour aller à Delacroix on mettait vingt, vingt-cinq minutes facile, mais on le faisait toujours à pied »*

Malgré la proximité d'une station, Miguel n'avait pas l'habitude d'emprunter le métro, avec sa mère ou avec ses amis, qui ont tous le même âge que lui. S'il est excité par la découverte de ce nouveau mode de transports, il doit alors surmonter ses craintes. Il appréhende initialement les déplacements en métro sous le registre de la tension avec les autres usagers, car il était habitué à des situations de provocation entre jeunes dans ses mobilités locales. Cette appréhension conduit Miguel et ses amis à se déplacer de manière soudée, au sens propre comme figuré :

> *« La première fois qu'on a pris le métro, ça nous a mis une petite pression, on était sur nos gardes un truc de malade, c'était limite on entendait un mec faire « ah » on lui sautait dessus, on était sur nos gardes quoi. Bon, on connaissait pas, on était des jeunes. On était dans le délire embrouilles voilà, dans nos têtes on s'est tous regardés avant de partir, on s'est dit « si y'a un mec qu'essaie de nous embrouiller, on est bref, c'est pas genre…, tout le monde vient ». On se prenait des délires, on croyait trop on allait se faire agresser, pas que par des jeunes, en général quoi (….) Après c'était à force, on avait plus peur. Mais au début on avait toujours cette peur un peu. La première fois, c'était serré, c'était « te mets même pas à côté de nous », les autres gens ils voyaient ils se mettaient même pas à côté de nous. On était assis, mais on laissait personne à l'écart. On était que des mecs, c'était chaud »*

Il appréhende également lors de ces premiers déplacements d'être confronté à une épreuve inhabituelle, celle de la cohabitation avec des citadins d'un autre milieu social et résidentiel. Miguel et ses amis choisissent alors de se confronter à cette épreuve de manière progressive. Ils se déplacent ainsi initialement au parc de la Villette, qui est accessible directement en moins de vingt minutes de métro depuis leur quartier et où ils

pensent ne pas être complètement dépaysés. Sur place, ils affrontent tout d'abord cette épreuve en se moquant entre eux des autres citadins. Puis voyant que cette épreuve ne conduit pas systématiquement à des conflits, ils abordent peu à peu ces interactions plus sereinement :

> *« Quand on est arrivé à la Villette la première fois, on a avancé comme ça, on regardait partout, on savait même pas où on était, on cherchait le parc alors qu'il était juste en face de nous, déjà on se dit « ouais c'est ça le parc ? » on savait même pas que c'était ça, genre on a avancé puis on a vu les toboggans, on a avancé, on a été se poser là, on rigolait et au fur et à mesure des heures on a commencé à s'adapter et à se dire « au final, c'est pas si mal », on a passé une bonne journée et on s'est dit « viens mercredi prochain on y retourne ». Après on est revenus, puis après encore, on va dire qu'on a pris le vice, après ça a été les samedis, les dimanches, tout le temps le Parc de la Villette (...) En fait, on est arrivé là-bas la première fois, y'avait d'autres groupes de jeunes, donc nous on les regardait et tout. Et en fait, les gens qui venaient c'était pas forcément des gens de cité, c'était des gens de Paris aussi, et nous on voyait les différences, genre y'en avait qu'étaient vraiment petits manteaux et tout, bien, alors que nous c'était les grosses requins, le survet. Nous on se disait « c'est qui ce bouffon ?», on allait les voir et on les vannait un peu, alors qu'aujourd'hui c'est marrant on commence à prendre le style aussi. Après voilà, on mûrit quoi. Ce qui a fait le déclic c'est à force d'y aller, maintenant franchement on est normal, on rigole avec les gens, on n'embrouille personne »*

Comment expliquer que la confrontation de Miguel et de ses amis aux épreuves de la co-présence se termine bien ? Trois éléments sont à prendre en compte. Contrairement à certains *adolescents du quartier*, Miguel n'avait tout d'abord pas emmagasiné un stock d'expériences négatives dans ses interactions avec les veilleurs d'espace (vigiles et policiers notamment) ou le personnel éducatif des établissements scolaires (voir supra, chapitre 7). De même, il ne relate aucune situation de discrimination dont aurait été victime un membre de sa famille ou un de ses amis. Il appréhendait donc *a priori* les interactions avec les autres citadins avant de se déplacer à Paris sous le registre de la crainte mais pas sous celui de la possible stigmatisation.

D'autre part, cette confrontation réussie a été favorisée par les qualités du lieu qui a servi de sas d'entrée à Paris. En effet, le parc de la Villette est un « *espace public à part, une sorte de parenthèse où les sociabilités ordinaires se recomposent, où les horizons culturels se télescopent et parfois se rencontrent, où les corps citadins se réinventent dans des chorégraphies singulières ou collectives* » (Jarrigeon, 2007, pp.447-467). Le parc conçu par Bernard Tschumi est un espace ouvert, dédié dans son cahier des charges à la libre appropriation des usagers. Les modalités de cette appropriation sont très diverses et la superposition d'activités favorise les rencontres de population lorsque les différents univers se télescopent (par exemple lorsqu'un instrument de jeu passe sans le vouloir d'un regroupement à un autre). De plus, le maintien de l'ordre public y est organisé différemment que dans les autres espaces publics parisiens, par exemple dans le Forum

des Halles où des dispositions disciplinaires particulièrement drastiques ont été prises pour faire régner l'ordre public. Les modes de surveillance sont ainsi assez relâchés, les vigiles, peu nombreux, ne revêtent pas des uniformes ressemblant à ceux des institutions étatiques mais des tenues de couleurs voyantes et gaies, il n'y a ni caméras de surveillance ni clôtures du parc et l'architecture de celui-ci ne correspond pas aux critères d'une architecture disciplinaire (Jarrigeon, ibid). Cette qualité du lieu explique en partie que Miguel et ses amis n'aient pas été confrontés dans leurs premiers déplacements à Paris à des expériences problématiques avec les veilleurs d'espace, comme cela aurait pu être le cas dans le Forum des Halles ou sur les Champs-Elysées. Enfin, le parc de la Villette se différencie des autres espaces publics parisiens par une liberté d'observation : « *une autorisation sociale implicite à regarder, même de façon insistante et sans aucune forme de dissimulation régit les interactions dans ce lieu* » (Jarrigeon, ibid, p. 456). En effet, ces interactions reposent sur une acceptation du regard des autres sous la forme du déni, sous le régime du « *je sais bien que vous me regardez, mais je fais comme si je ne le savais pas* » (Jarrigeon, ibid, p. 457). La Villette n'est ainsi pas un lieu d'exposition et de mise en scène de soi, mais un lieu de répétition et de préparation à quelque chose qui ne va pas s'y dérouler (c'est notamment le cas pour les musiciens, les jongleurs, les danseurs de capoeira, mais également les footballeurs amateurs du dimanche matin). Cet « *effet coulisse* » rend alors moins intimidant et dramatique pour les adolescents la mise à l'épreuve de leurs habitudes d'action. Les tâtonnements dans la manière de s'exposer aux yeux des autres citadins entraînent par exemple moins de regards désapprobateurs que dans un lieu comme Châtelet-Les-Halles, dans lequel les adolescents mettent en scène leurs différences (voir supra, chapitre 8)

Enfin, la pratique de l'acrobatie par Miguel et ses amis était en adéquation avec les qualités de ce lieu. Elle leur a permis de trouver une justification *a priori* à leur présence et de se faire une place parmi les autres citadins fréquentant le parc. Ils n'ont donc pas été confrontés à des réactions d'hostilité et ils ont au contraire rapidement échangé avec d'autres danseurs et acrobates :

> *« Là-bas on faisait des acrobaties. En plus là-bas y'a des grands bacs de sable, parce que le béton il nous faisait un petit peu mal. On s'est approprié un endroit à côté du fleuve, nous on était toujours là, en plus y'avait des mecs qui venaient faire de la capoeira qu'on connaissait pas, ça fait des échanges et tout. Le coin il était déjà là en fait, y'avait des gens qui faisaient des acrobaties, et nous on savait pas, ça nous a surpris, franchement on pensait qu'on était les seuls au monde à savoir faire ça, donc on a été, on s'est mis dans notre coin, on faisait des saltos, après c'est eux qui sont venus nous parler, des plus âgés et de notre âge, et nous franchement ça nous a surpris parce qu'on était vraiment pas habitués à ça, on pensait pas que des gens viendraient nous parler »*

Après avoir fréquenté les lieux plusieurs fois par semaine pendant six mois, Miguel explore ensuite d'autres quartiers de la capitale avec ses amis, tout d'abord les abords du

forum des Halles puis des quartiers plus touristiques. Il flâne dans ces lieux, il y réalise des acrobaties devant les touristes, il sympathise de manière plus ou moins éphémère avec d'autres adolescents, notamment avec ceux qui partagent sa passion pour les acrobaties et/ou les danses urbaines. Il espère depuis déménager ultérieurement à Paris s'il en a la possibilité :

> *« Dès qu'on est sortis, on a vu vraiment, c'est là qu'après on a pris confiance, nous avant on se disait « on va faire notre vie à Bobigny », pour nous Bobigny c'était notre ville, alors que maintenant qu'on est plus mûrs, on se dit voilà plus tard on peut pas vivre à Bobigny, nos enfants on veut pas qu'ils habitent là. Franchement pour moi c'est clair, plus tard je sors de Bobigny, alors que c'était pas le cas avant. Même si vraiment, j'ai aucun problème avec les gens de Bobigny, c'est juste que y'a largement plus de choses sur Paris par rapport à ici »*

Cet élargissement de la mobilité est tout d'abord permis par la confiance en ses capacités à interagir avec d'autres citadins, qui s'est construite progressivement dans la fréquentation du parc de la Villette. Il est d'ailleurs intéressant de noter que Miguel n'inclut plus ce lieu à l'intérieur des frontières symboliques de la capitale, car il considère que les citadins s'y mélangent moins que dans les quartiers qu'il fréquente actuellement. Cet élargissement a également été impulsé par un de ses amis proches plus familier des déplacements à Paris. Il a aussi été favorisé par le passage au lycée. Miguel accède à ce moment à la carte Imagin'R, alors qu'il se rendait auparavant au parc de la Villette en fraudant.

> *« Au début c'était vraiment que la Villette et après on va dire que c'est Djamel qu'a fait le déclic sur Paris, parce que lui il avait déjà été à Châtelet, comme lui il est vraiment grave dans le délire danse danse danse, il avait vu que y avait plein de mecs qui dansaient là-bas, il a dit « ouais venez moi je veux y aller ». On a dit « vas-y, on va voir », franchement la Villette ça nous avait débloqués, c'était normal après d'aller sur Paris. Donc on y a été, on a bien aimé, donc on s'est dit on va tester un peu partout, donc on a testé le Louvre, la Tour Eiffel, Notre Dame. Là-bas, on reste un petit peu sur la place, là où il y a vraiment beaucoup de touristes, et on va dire on se montre un peu, genre saltos et tout »*

Cet élargissement de la mobilité se traduit également par une modification du comportement dans les transports en commun, qu'il maîtrise désormais parfaitement. Alors que dans leurs premiers déplacements en métro Miguel et ses amis étaient sur leurs gardes et ne se séparaient pas d'un pouce, ils sont maintenant beaucoup plus à l'aise et ils s'approprient sereinement l'espace des transports.

> *« On rigole trop toujours dans le métro, mais maintenant on essaie de plus trop faire groupe, on est répartis partout dans le métro, on se sépare un petit peu, y'en a qui vont parler de leurs affaires là-bas, les autres là, y'en a qui vont*

> *écouter de la musique. Franchement on a trop changé, au début on était tous dans le carré… Même avant, y'a un an, tu m'aurais dit « prends le métro tout seul », ben je l'aurais pas pris, alors que maintenant je m'en fous, je pourrais le faire, c'est l'habitude quoi »*

Si les pratiques de mobilité de Miguel se sont très fortement modifiées avec la montée en âge, elles portent néanmoins certaines traces de son ancienne manière d'habiter et de son processus particulier d'apprentissage de la flânerie urbaine. Lorsqu'il se déplace à Paris, il est ainsi accompagné de beaucoup plus d'amis de sa commune que les autres adolescents qui habitent leur quartier à la manière des *flâneurs*. Ces déplacements en groupe attirent l'attention d'autres jeunes et ils donnent parfois lieu à des provocations verbales et physiques, beaucoup plus inhabituelles pour les autres *flâneurs* :

> *« Quand on bouge, on est beaucoup. A douze, treize. On sort massif. Ça nous est déjà arrivé de sortir à trois, quatre, même à deux mais ça c'est pour des trucs banals. Mais quand on sort, pour rigoler et tout, enfin pas pour foutre la merde, c'est toujours à douze, treize. Comme on est un groupe, on parle fort entre nous, on va dire qu'on attire l'attention (…) Bon y'a encore des embrouilles, mais c'est vraiment pas on a cherché. Par exemple on s'est retrouvé dans des métros avec d'autres groupes de jeunes et ça se regardait, ça se regardait mal et puis voilà après c'est clair au final que ça part en embrouille (…) Avec les mecs normal jamais on s'embrouille, eux ils ont autre chose à faire, mais c'est vraiment avec les mecs d'autres cités, on va dire ils sont pas à jeun et après ça part du regard, les mecs ils te disent « ouais vous vous prenez pour des racailles et tout ». Ça arrive souvent à Gare du Nord, parce que là-bas y'a beaucoup de groupes, et c'est vraiment là-bas on s'est embrouillé plein de fois. Toujours ça commence pareil « ouais, pourquoi vous me regardez ? », et après ça part en couilles. Bon maintenant, on a l'habitude, on attend même plus, dès qu'on entend ça, on rentre dedans, on discute pas, parce que justement si après on montre qu'on veut pas calculer, c'est là qu'ils vont nous prendre pour des victimes, et là ils vont faire les mecs genre on va vous dépouiller et tout, ça on l'a bien remarqué. Nous maintenant, on s'est dit quoi, parce qu'avant ça parlait mais ça se battait quand même ensuite, on s'est dit on parle plus, si y'a un mec il veut s'embrouiller ben on y va cash (…) Honnêtement je vais pas te mentir, on a déjà provoqué une fois, parce que c'était un groupe vraiment à chaque fois qu'on se voyait c'était super tendu, ça se voyait vraiment qu'un jour on allait se rentrer dedans. C'était à Gare du Nord, on se connaissait pas, on savait qu'ils venaient de cité mais pas d'où. C'était les regards, on se regardait tout le temps mal, ça se regardait mal mal mal, des semaines et des semaines, un jour y'en a un d'entre nous il a pété un câble, il a dit « ouais, c'est bon ils m'énervent, pourquoi ils nous regardent », en plus quand ils nous regardaient ça parlait, donc on est allé les voir en leur disant « vas y c'est quoi ton problème ? ». On s'est torchés* (NDLA : battus violemment) »

4. Le cheminement de Nabil : l'épreuve de l'injustice

Nous avons exposé jusqu'à présent le portrait d'adolescents dont les manières d'habiter évoluent sous l'effet d'une rencontre amoureuse et d'un début d'insertion professionnelle ou sous celui d'une modification des habitudes d'action dans le cours même de la mobilité. Nous allons conclure ce chapitre en présentant le cas de Nabil, dont les pratiques ont été modifiées sous l'impulsion d'un événement marquant, le refus de la délivrance de sa carte de séjour. Dans la reconstruction narrative de sa trajectoire à laquelle donne lieu l'entretien, Nabil met en relation cet événement avec une transformation radicale de sa manière d'habiter : alors qu'il passait la majorité de son temps dans l'espace public de résidence à la manière des *adolescents du quartier*, il rejette désormais son quartier et il réalise l'ensemble de ses activités à l'extérieur de celui-ci. La manière dont il habite son quartier se rapproche donc de celle des *flâneurs exclusifs*. D'autres adolescents de notre échantillon ont également été confrontés à des événements qui ont modifié leur manière d'habiter, en particulier un garçon envoyé pendant une année dans une école coranique en Mauritanie lorsqu'il avait treize ans.

L'influence de cet événement sur la trajectoire de Nabil doit cependant être mise en relation avec les dispositions qu'il a incorporées précédemment au cours de sa trajectoire résidentielle et dans la sphère familiale. Ces dispositions créent en effet les conditions d'un goût pour la flânerie urbaine. Au moment de l'entretien, Nabil est un élève de dix-huit ans scolarisé en seconde BEP. Il est arrivé avec ses parents en France à l'âge de dix ans en provenance d'Algérie, essentiellement pour des raisons médicales. Il habite désormais dans une ZUS de petite couronne, située à dix minutes à pied d'une station de RER. Il est fils unique, son père est décédé, il était auparavant animateur dans une radio et sa mère est aide-soignante dans un hôpital parisien. Une fois en France, Nabil apprend rapidement à se déplacer à Paris en transports en commun. Il découvre en famille les quartiers touristiques de la capitale les mois suivants son arrivée. Il est alors soigné dans un hôpital parisien dans lequel il se rend régulièrement avec sa mère. Il rejoint également parfois celle-ci sur son lieu de travail pour se promener dans le quartier. Enfin, il rend fréquemment visite à une de ses tantes qui habite dans le nord de Paris, d'abord accompagné par sa mère, puis tout seul à partir de treize ans :

> *« Pour mes potes de banlieue, ça se passe aussi au niveau des parents, parce que des parents qui seraient plus d'origine française, on va dire des personnes qui s'occupent à 100% de leurs enfants, ils sortent avec eux à Paris même quand ils sont tout petits. Moi j'ai eu un peu de la chance d'avoir ça, mais je pense pas que toutes les personnes en banlieue ont cette chance-là (...) Ma tante habite à Paris, à Marcadet, ce qui est bien c'est que ça change, y'a des personnes différentes là-bas. Je vais chez ma tante depuis tout petit, j'y allais une fois tous les quinze jours et après on sortait. J'étais habitué à aller sur Paris depuis tout petit, même mon hôpital il était sur Paris, alors que y'a beaucoup de personnes qui vont rarement sur Paris. Avec ma mère si on allait à l'hôpital, ben après on allait faire un petit tour. J'allais aussi sur Paris avec elle de temps en temps. Après maintenant c'est pas forcément évident vu qu'elle*

> *travaille, on a plus trop le temps de sortir ensemble. Mais quand j'étais petit, je prenais le métro pour la rejoindre à son travail et après on faisait un tour »*

De même, l'influence de cet événement sur la manière d'habiter de Nabil doit également être replacée dans le contexte dans lequel il est advenu. En effet, les événements qui entraînent des bifurcations biographiques surviennent généralement dans des périodes d'altération des ressources, des routines d'action et des certitudes (Soulet, 2010). Au moment du refus de l'administration française de lui délivrer une carte de séjour, Nabil se trouvait ainsi dans une situation d'inquiétude, favorable à une mise à distance du vécu quotidien (Soulet, ibid). Il venait d'arrêter sa scolarité en première année de BEP comptabilité, car la formation ne lui plaisait pas et il avait des problèmes de discipline avec ses professeurs. Il a cherché ensuite des stages pendant quelques mois, avant de passer avec succès un concours d'entrée en centre de formation d'apprentis (CFA). L'absence de carte de séjour l'empêche alors d'entrer dans ce CFA :

> *« C'est clair qu'entre les deux périodes ça s'est pas fait comme ça, y'a eu un déclic et je crois que le déclic ça a été au moment du CFA. Je me suis fait refuser pour un truc qu'était voilà, pour une histoire de papiers. J'avais passé un concours, des épreuves pour rentrer, j'ai eu les meilleures notes, la dame elle m'a dit que y'aurait pas de problème, et j'avais un employeur vu que j'avais mes stages là-bas, donc là sur ce, ils m'envoient une lettre comme quoi c'est pas possible, ils me disent que j'ai pas de carte de séjour parce que j'ai pas dix-huit ans et pas la nationalité française. Je suis allé voir la Préfecture, et avant dix-huit ans on a juste une carte de circulation, pas de séjour. A la Préfecture ils ont pas voulu, j'ai insisté partout, en plus les personnes à la Préfecture elles te parlent pas vraiment gentiment, et c'est là que j'ai compris que voilà… Je pouvais pas prendre la nationalité vu que je suis rentré à dix ans et demi, pour tous les autres pays c'est douze ans mais pour les algériens c'est dix ans, c'est assez compliqué. Mais moi ce qui m'a choqué, ce qui m'a donné ce déclic, c'est que la Préfecture ils me disent que je suis pas français. Alors que j'ai eu la meilleure note en français, c'est ça qui m'a fait le déclic, tu réussis ton truc, t'as ton patron, et on te dit que t'es pas français. Donc depuis ce jour-là, j'ai compris que… A la Préfecture les gens ils te parlent super mal, on m'a dit « c'est pas possible, vous êtes rentré à dix ans et demi, dix ans cela aurait été bon, mais là non ». Vu comment on m'a parlé, ça me donnait plus envie d'avoir la nationalité. Quand j'ai vu que ça m'empêchait de faire mon projet, j'étais dégoûté j'avais même plus envie de demander la carte* (NDLA : d'identité)*, ça m'intéresse plus du moment que j'ai ma carte de dix ans* (NDLA : de séjour). *Ça a été le déclic, je me disais que j'étais en train de rater un truc et que c'était pas normal. J'avais plus rien, j'étais dehors »*

Cet événement entraîne un changement significatif de son système d'interprétation du monde, qui est une des conditions des bifurcations durables de trajectoire (Bidart, 2010). Il provoque un fort sentiment d'injustice et d'urgence. Nabil a l'impression de ne plus

avoir de temps à perdre, car il est dans une situation où il est à la fois exclu du système scolaire, et symboliquement de la société française. Ce sentiment d'urgence ne le conduit pas à un repli sur soi et sur son quartier, comme cela aurait pu être le cas des *adolescents du quartier* qui se sentent stigmatisés lorsqu'ils se déplacent (voir supra, chapitre 7). Il le pousse au contraire à rompre avec ses anciennes habitudes d'action et à arrêter de stationner trop longtemps dans l'espace public de résidence. Nabil se contente ainsi désormais de fréquenter un club de musculation de son quartier. L'absence de repli sur le quartier est sans doute encouragée par ses dispositions à la flânerie urbaine (voir supra). Mais, elle est surtout favorisée par le soutien actif de sa mère et d'un conseiller d'orientation de son ancien lycée professionnel, qui réussit à lui obtenir des conventions de stage puis une place dans le lycée où nous l'avons interrogé. Ce soutien lui a permis d'être accompagné dans l'épreuve qu'il rencontre et dans la modification de ses habitudes d'action.

> *« J'ai envie de découvrir, de pas être renfermé, parce qu'une vie on en a qu'une. C'était une envie de sortir de ce milieu en fait, parce qu'on sait que c'est une routine, on a plus envie de vivre que ça. On n'a pas plus envie de vivre ça, mais on n'a pas envie de vivre que ça. Parce que rester tout le temps en galère comme ça, ne faire que ça, ça sert à rien (...) Dans mon quartier maintenant c'est juste « salut ça va ? », des fois on parle un peu mais vite fait. Mes connaissances du quartier ils ont compris le changement, des fois quand ils me voient, ils me disent « ouais on te voit pas beaucoup », je leur dis la vérité, que je travaille, que j'ai des trucs à faire. En fait dans le quartier on comprend vite, y'a beaucoup de personnes qu'on voit et qu'après on voit plus, voilà c'est simple on sait très bien que tout le monde change, qu'à un moment quelqu'un il reste dans le quartier puis à un autre moment il trouve du travail et il traîne plus là. Il a pas de temps à perdre à rester là, parce qu'en fait c'est une perte de temps de rester là. Maintenant j'ai plus le temps ou même si j'ai du temps je reste chez moi ou je sors sur Paris mais je reste pas là »*

Un début d'insertion professionnelle contribue également à stabiliser ses nouvelles habitudes d'action. Les stages qu'il fait dans le cadre de sa scolarité ne lui laissent en effet pas le temps de stationner dans l'espace public. Plus largement, l'entrée dans la vie professionnelle achève sa rupture avec les jeunes du quartier qui sont contrairement à lui désœuvrés.

> *« Ça fait un mois que j'ai commencé mon travail, je suis allé voir le responsable j'ai déposé mon CV et il m'a pris. J'avais fait un stage l'année dernière. Si l'occasion se présente je vais continuer à bosser à côté parce que j'ai besoin de mettre de l'argent de côté. Y'a deux choix en fait, soit on n'a pas de boulot et on sort on s'amuse, soit on a un boulot et là on a pas le temps. Je bosse le lundi après-midi, le mercredi de treize heures à vingt heures, le jeudi pareil dès que je sors de l'école je vais bosser jusqu'à vingt heures et le samedi toute la journée. Quand je rentre chez moi, je vais dormir, je sors plus, c'est un grand changement »*

Son sentiment d'urgence entraîne aussi une modification de ses activités de loisirs, car il décide de s'inscrire dans une troupe de théâtre de sa commune. Son goût pour le théâtre hérité de ses parents entrait en effet jusqu'à maintenant en contradiction avec les codes de comportement majoritairement en vigueur parmi les garçons de son quartier. Il met désormais ces codes de comportement à distance, car il considère qu'ils l'empêchent de vivre sa vie pleinement et de découvrir d'autres univers :

> *«Avant j'étais un peu renfermé, dans le quartier, dans la mentalité qui est un peu banlieusard entre guillemets. Un banlieusard il va pas être ami avec une fille, il va peut-être sortir avec une fille mais pour sortir avec elle pas pour être ami avec elle, j'en vois pas des banlieusards qui sont avec une fille pour être ami. C'est plus cette mentalité-là. On veut pas s'afficher, c'est la honte si on te voit ami avec une fille, c'est la honte si tu mets pas de gel, si tu sors il faut mettre ta capuche, c'est ça la mentalité. Mais après faut être ouvert, faut faire ce que tu veux si tu veux mettre ta capuche tu la mets mais si tu veux pas la mettre tu la mets pas. Y'a une mentalité fermée et une mentalité ouverte, et moi avant j'étais fermé, les élèves de ma classe c'était pareil. Les vêtements c'est pareil, avant je cherchais plus la marque maintenant je m'en fous (...) Je fais du théâtre, avant je faisais pas, jamais j'aurais fait ça. Je suis allé voir à la mairie, ils m'ont donné une adresse, je suis allé voir, j'ai regardé au niveau des prix et voilà. Ce qui m'a donné envie c'est que depuis petit j'ai envie de faire du théâtre mais j'ai jamais osé avant. C'est peut être dans mes gênes parce que ma mère elle en a fait quand elle était jeune, mon père aussi, ils aimaient beaucoup le théâtre. Quand j'étais petit j'aimais bien, parce que je voyais ma mère en faire (...) Donc à la même période où j'ai changé, j'ai décidé d'aller faire du théâtre. Je me disais « faut que j'en fasse », mais j'osais pas le faire, j'avais peur de m'afficher. Par exemple quand j'étais en BEP et que je sortais tout le temps avec mes potes j'allais pas leur dire « mardi j'ai théâtre ». Ils vont me dire « théâtre de quoi ? », ça passerait pas »*

La pratique du théâtre entraîne alors une réorganisation radicale du réseau amical de Nabil. Il développe pour la première fois une forte relation d'amitié avec une fille de la troupe, qui habite dans un quartier calme et résidentiel de sa commune. Celle-ci lui fait également rencontrer certaines de ses amies. Il sympathise aussi avec des membres plus âgés de la troupe d'un autre milieu social et résidentiel. Ils dînent occasionnellement ensemble au restaurant ou à leur domicile et ils vont voir des pièces de théâtre. Nabil oppose l'ouverture de ses nouveaux amis à la mentalité fermée de la majorité des garçons de son quartier.

> *« C'est une troupe d'amateurs, et on est une quinzaine. Les gens dans la troupe ça va de seize ans à soixante ans. On est trois jeunes, et y'a des gens qu'ont vingt-quatre, vingt-cinq ans. On apprend beaucoup de choses sur soi-même quand on fait du théâtre (...) Et ce qui a changé aussi c'est qu'avant j'avais pas d'amies filles alors que maintenant j'ai plus d'amies filles. Y'a une de mes*

> *amies filles que j'ai rencontrée au théâtre, et puis l'autre c'était une de ses connaissances. Elle habite ici, mais dans la troupe y'a même des gens qu'habitent à Paris. C'est pas des banlieusards, c'est des personnes ouvertes, des personnes entre guillemets normales. Ça s'est fait naturellement la rencontre, à force de parler avec eux on s'y habitue, après c'est un travail sur soi même aussi. Au début j'étais un peu timide, parce qu'ils ont pas du tout la même mentalité, ils sont tellement ouverts qu'ils rigolent tout le temps, ils ont pas les mêmes blagues, c'est pas la cité quoi »*

Nabil effectue ainsi un tri parmi les jeunes qu'il avait auparavant l'habitude de fréquenter. Il n'a plus aucun contact, à une exception près, avec ses anciens camarades de BEP comptabilité. Il les associe en effet à une période où il était en échec scolaire et en conflit avec les professeurs. Il se situe à l'inverse désormais dans une dynamique scolaire positive. Il est ainsi en tête de sa classe au moment de l'entretien, alors qu'il avait initialement choisi sa formation et son lycée par défaut. Il a ensuite réussi quelques mois après l'entretien à intégrer une filière technologique en première STG.

> *« Avant je traînais surtout avec les élèves de ma classe, on sortait beaucoup, mais là je les revois pas, quand je suis parti de là-bas j'ai tout coupé, avec les profs les élèves… Avant, je m'entendais pas avec les profs, j'étais pas bien, je foutais la merde, y'a vraiment une différence entre avant et maintenant. C'était un tout, mauvaise fréquentation, c'était la pire classe du lycée, je me sentais pas très bien dans la classe, quand on se fait remarquer en classe c'est dur de s'en défaire, les profs ils te mettent une étiquette et ils peuvent plus être gentils avec toi. La seule chance qu'on a c'est de tout recommencer à zéro. J'ai eu la chance de recommencer à zéro (….) Y'a qu'un élève qu'était dans ma classe avant et que je revois, mais lui aussi il a changé, il a arrêté son BEP, il a passé son permis et il est passé à autre chose »*

Dans son quartier, il se contente dorénavant de saluer les jeunes qui stationnent dans l'espace public. Il n'a gardé des liens d'amitié qu'avec trois garçons, qu'il connaît depuis longtemps et dont il loue l'ouverture d'esprit. Ces amis sont les seuls jeunes du quartier à être au courant de sa pratique du théâtre et de ses amitiés féminines. Nabil n'a cependant jamais organisé de rencontre entre eux et ses amies, car il craint que les différences entre leurs deux univers ne soient trop importantes. Il a développé la capacité d'adopter alternativement les codes de comportement de ces univers, selon qu'il est en classe, avec les amis de son quartier ou ceux de sa troupe de théâtre :

> *« Avant j'avais beaucoup de potes, mais maintenant non. Y'a eu une coupure. J'ai moins d'amis qu'avant c'est sûr, mais voilà j'ai quand même quelques amis (…) En fait c'est pas vraiment des amis banlieusards, banlieusards, parce qu'en fait quand on dit ça y'a un juste milieu quand même, y'a des gens qui sont vraiment banlieusards parce qu'ils sont nés en cité, qu'ils ont grandi en cité, comme les amis que j'ai, mais quand même c'est des personnes qui peuvent s'intégrer à n'importe quel milieu. Moi par exemple j'ai grandi en cité*

> *mais je peux m'intégrer. Ça vient de l'envie de la personne, si tu veux t'intégrer tu t'intègres, si tu veux pas t'intégrer… (…) En classe, je parle pas trop, je suis devenu discret. Comme dans mon quartier. J'ai encore des amis qui sont banlieusards, mais je leur parle normalement, banlieusard quoi, en fait on s'adapte à la personne. Comme avec un employeur en fait, tu dois t'adapter, tu parles pas pareil avec des banlieusards ou avec d'autres (…) Je sépare mes deux types d'amis, parce que ça passerait pas. Ça passerait pas, mais de toute façon vu que j'ai perdu pas mal d'amis banlieusards, j'en ai plus beaucoup. Mais ceux qui restent, ils ont pas forcément la même mentalité, donc pourquoi pas ? Mes amis banlieusards ils savent que je fais du théâtre, ils savent que je bouge avec des filles sur Paris, ils m'ont demandé s'ils pouvaient venir mais je disais un peu non, enfin pas vraiment non, mais je disais qu'elles étaient occupées, je leur disais pas non plus tout le temps que je sortais avec elles. Mais ça peut arriver, si un jour on fait une petite sortie, on va au ciné, ben on peut faire ça ensemble. On est des êtres humains, qu'on soit banlieusard ou pas »*

Nabil modifie également fortement ses pratiques de mobilité qui se rapprochent désormais de celles des *flâneurs exclusifs*. Il ne fréquente plus les centres commerciaux de son département et il flâne au contraire durant les week-ends dans des quartiers touristiques de la capitale, notamment celui des Invalides qui se trouve sur la ligne RER qui dessert sa commune. Il s'y rend soit avec ses amis du théâtre soit avec ceux de son quartier, à qui il a fait découvrir les lieux. Il envisage d'ailleurs désormais d'étudier ultérieurement dans une classe de BTS à Paris, et éventuellement d'y déménager. L'épreuve à laquelle Nabil a été confrontée actualise ainsi les dispositions à la flânerie urbaine acquises dans sa famille et sa trajectoire résidentielle. Elle entraîne l'impression de ne pas avoir assez profité des ressources de la capitale depuis son arrivée en France et de ne plus avoir de temps à perdre pour le faire. Cette transformation des pratiques de mobilité est également encouragée par la reconfiguration de son réseau amical et la rencontres d'amies habituées à se déplacer à Paris.

> *« Ce qui a changé aussi, c'est les endroits où je vais. À Paris, je vais plus vers des monuments, des trucs plus…, pas que dans des centres commerciaux. Genre à la Tour Eiffel. Je me suis rendu compte que ça fait très longtemps que je suis en France et j'ai jamais vraiment été voir, j'allais que dans des centres commerciaux alors qu'il y a des trucs bien, donc voilà. J'y étais allé avec mes parents mais jamais avec mes amis. C'est moi qu'ai proposé à mes amis, je leur ai juste dit « venez on y va, c'est bien, vous allez voir », y'en a un qu'a fait « ouais qu'est-ce qu'on va faire là-bas ? », je lui ai dit « viens, et après tu verras ». On est descendu aux Invalides, là où il y a le gazon, le RER C il y va direct et c'est pas mal là-bas, y'a des gens, c'est sympa, y'a un gazon. On s'est posé là-bas, on arrive à Invalides et après on marche, on va jusqu'à une autre station. C'est un plaisir que j'avais pas avant, avant je me serais pas dit je vais*

aller aux Invalides et marcher toute l'allée, je me serais pas dit ça. C'est ça qu'est bien, voir un truc nouveau, pouvoir marcher, discuter»

*

Nous avons présenté des portraits singuliers d'adolescents dont les pratiques de mobilité ne peuvent être rendues intelligibles par une seule des sept manières typiques d'habiter présentées dans les chapitres précédents. Ces portraits permettent ainsi de donner une plus grande profondeur temporelle à ces manières d'habiter, en montrant comment les pratiques de mobilité se modifient avec la montée en âge. Ils rappellent également qu'un même individu peut revêtir des identités multiples et adopter des pratiques différentes selon les espaces dans lesquels il se situe. Mais ces portraits permettent aussi d'introduire ou de préciser certains schèmes de causalité qui expliquent pourquoi dans un contexte donné les adolescents habitent de telle ou telle manière leur quartier : les dispositions acquises dans la trajectoire résidentielle (dans le cas des primo-arrivants et de Malcom), la confrontation réussie et répétée aux épreuves de la co-présence (Miguel), un événement marquant qui active des dispositions acquises dans la sphère familiale (Nabil), une rencontre amoureuse qui intervient dans une période de lassitude vis-à-vis du quotidien (Nassim) et enfin un début d'insertion professionnelle (Nassim et Nabil). Cependant, ces schèmes de causalité ne prennent totalement leur sens qu'en imbrication avec ceux qui ont été exposés dans les chapitres précédents, notamment le potentiel de mobilité et les dispositions acquises dans la sphère familiale ou le quartier de résidence.

De plus, le lien entre évolution des manières d'habiter et insertion professionnelle reste à creuser lorsqu'on connaît l'importance des modalités de cette insertion sur les trajectoires individuelles (Bidart, 2008). Les caractéristiques de notre échantillon, essentiellement composé d'adolescents âgés de quinze à dix-sept ans qui ne travaillent pas ou occasionnellement, ne nous a pas permis de creuser cette dimension. Enfin, les cheminements présentés ne sont pas exhaustifs de ceux de l'ensemble des adolescents de ZUS. Ils pourront sembler essentiellement « vertueux » au lecteur. Rappelons que la multiplication d'épreuves non résolues avec les autres citadins dans leurs mobilités conduit au contraire une partie des *adolescents du quartier* à être écrasés par le stigmate social, ethnique et d'âge dont ils se sentent porteurs (voir infra, chapitre 7). Ils se replient alors sur leur quartier et n'en sortent qu'en compagnie d'un nombre de jeunes suffisamment important pour s'approprier l'espace des transports en commun et s'amuser sans s'exposer à la présence d'autres citadins. Par ailleurs, la construction de notre échantillon dans des établissements scolaires et une maison de quartier ne nous a pas donné accès aux cheminements les plus négatifs, ceux qui conduisent à la marginalisation sociale, la fragilisation de la santé mentale, la consommation intensive de drogues ou à l'incarcération des « jeunes de rue » qui ne fréquentent plus les structures dans lesquelles nous avons enquêté (Sauvadet, 2010).

Conclusion générale

Source : Photographie d'un élève de seconde professionnelle (2010)

L'ensemble de notre réflexion a été guidé par l'ambition de mieux cerner le rôle que jouent les mobilités quotidiennes dans la socialisation des adolescents. Ces mobilités sont le support du passage progressif du passage progressif du monde familier au domaine public urbain (Breviglieri, 2007). Elles ne permettent pas seulement aux adolescents de s'affranchir de la tutelle de leurs parents, mais surtout de découvrir des territoires inconnus. Elles mettent alors à l'épreuve les habitudes d'action qu'ils ont acquises dans leur quartier de résidence ou dans leur famille. Elles donnent ainsi lieu à des interactions,

qui si elles sont d'une autre nature que dans ces deux sphères, n'en sont *a priori* pas moins socialisantes.

Nous nous sommes focalisé sur les adolescents de Zones Urbaines Sensibles afin de compléter les approches traditionnelles de la ségrégation. Celles-ci insistent sur l'influence néfaste du cadre urbain non seulement sur la réussite scolaire des adolescents de ZUS mais également sur leur socialisation : l'absence de contacts avec des catégories porteuses d'autres normes sociales que celles en vigueur dans leur quartier conduirait à des habitudes d'action spécifiques compliquant leur future insertion sociale. Ces approches négligent cependant l'hétérogénéité sociale de ces adolescents et la diversité géographique des ZUS. Elles ne prennent également pas en compte les effets socialisants de la mobilité, car elles résument l'inscription urbaine des adolescents de quartiers ségrégués à leur localisation résidentielle. Nous avons à l'inverse posé l'hypothèse que les pratiques de mobilité participent aux différentes manières d'habiter des adolescents. Ces manières d'habiter ne se résument ainsi pas aux pratiques de l'espace local.

Nous avons cependant rappelé qu'il ne fallait pas faire de la mobilité quotidienne la solution idoine face aux problématiques de ségrégation urbaine. En effet, l'objectif de favoriser la mobilité des adolescents de ZUS repose d'une part sur un certain nombre de postulats qui doivent être soumis à discussion. A l'encontre des thèses d'une explosion généralisée des mobilités, ces dernières sont d'autre part des pratiques fortement déterminées par l'environnement social et résidentiel des adolescents.

Dès lors, trois questions découlaient logiquement de ce cadre théorique :

- les adolescents de ZUS ont-ils une mobilité spécifique par rapport aux adolescents franciliens d'autres milieux sociaux et/ou résidentiels ?

- la diversité géographique des ZUS et l'hétérogénéité sociale des adolescents de ces quartiers se traduisent-elles par des pratiques de mobilité différenciée et, au final, par différentes manières d'habiter un quartier ségrégué ?

- Quelle est l'influence de ces différentes manières d'habiter sur la socialisation des adolescents de ZUS et leur exposition aux externalités négatives de la ségrégation résidentielle ?

Afin de répondre à ces différentes questions, nous avons proposé d'appréhender les pratiques de mobilité avec différentes théories sociologiques de l'action : l'action rationnelle en finalité, l'incorporation de dispositions à agir et l'agir créatif. Ces théories permettent de dégager trois paradigmes de description et/ou d'explication des pratiques de mobilité : l'accessibilité, les dispositions et l'épreuve. Chaque paradigme insiste sur une dimension spécifique de cette pratique déterminée par des contraintes socio-économiques et territoriales, influencée par les dispositions acquises dans la socialisation et donnant lieu à des situations de coprésence.

Au regard de ces objectifs initiaux, quels enseignements pouvons-nous donc tirer au terme de notre travail ? Afin de répondre à cette question, nous reviendrons tout d'abord sur nos principaux résultats, en distinguant les apports méthodologiques et empiriques de notre travail. Nous en discuterons ensuite les prolongements possibles dans le domaine de la recherche. Enfin, nous proposerons quelques pistes de réflexion pour des actions à mener en direction des adolescents de ZUS, en présentant celles que nous avons amorcées sur nos terrains d'enquête. Si le but premier de notre recherche était la production de connaissance, les interrogations sur son utilité immédiate nous ont ainsi conduit à tenter de faire évoluer, même à la marge, les compétences de mobilité des adolescents.

Les principaux résultats méthodologiques et empiriques de notre travail

Le premier enseignement à tirer de notre travail est d'ordre méthodologique. Outre l'exploitation d'une enquête statistique, l'élaboration d'indicateurs d'accès en transports en commun et une ethnographie dans une maison de quartier, nous avons ainsi mené huit projets dans des établissements scolaires. Ces projets combinaient initiation des adolescents à la sociologie, réalisation de textes et de photographies sur leurs mobilités ainsi que des entretiens individuels semi-directifs. Il nous semble important de souligner **la pertinence de cette démarche qui consistait à faire participer les adolescents au processus de recherche**. Cette démarche a présenté de nombreux avantages éthiques et scientifiques pour notre recherche. Elle était tout d'abord adaptée à notre objet d'étude qui visait à mieux comprendre les liens dynamiques entre mobilité et socialisation, en s'intéressant notamment aux épreuves que les adolescents rencontrent lorsqu'ils interagissent avec des citadins avec lesquels ils ne sont pas familiers. En effet, l'implication active des adolescents dans la recherche stimule leur réflexivité, qui favorise le retour sur ces épreuves durant les entretiens. Cette implication active a également contribué à créer une relation de confiance avec les adolescents et à favoriser la participation ultérieure aux entretiens de jeunes initialement peu intéressés. Enfin, elle a permis d'infléchir nos thématiques de recherche initiales, en prêtant une attention plus soutenue aux processus de socialisation multiples des adolescents.

Au niveau éthique, cette démarche a favorisé la compréhension des adolescents des enjeux déontologiques et scientifiques d'une enquête de sociologie. Elle a éclairé en conséquence leur consentement à participer à la recherche. Elle a également apaisé nos craintes sur la question du sens et de l'utilité de notre recherche. Les adolescents ont en effet pris, semble-t-il, globalement plaisir à y participer et ils ont tiré de la fierté du résultat final de ces projets (blog, expositions…). Enfin, cette démarche a pu également contribuer à infléchir les habitudes d'action d'une partie des adolescents, comme nous le verrons à la fin de cette conclusion.

Il n'est cependant pas certain que cette méthode soit aisée à mettre en œuvre dans des recherches sur d'autres sujets plus intimes que la mobilité. Elle ne prend également sens qu'en complémentarité avec les autres matériaux ethnographiques et statistiques que nous

avons recueillis. Ces différentes méthodes s'éclairent mutuellement et soulèvent chacune des difficultés éthiques et scientifiques propres. Nous avons cependant tiré deux enseignements majeurs de cette méthode relativement originale consistant à faire des adolescents des partenaires de recherche et non un simple objet d'étude. D'une part, les dimensions éthiques et scientifiques d'une recherche sur les adolescents ne sont guère dissociables, la méthode de collecte de données influant fortement sur le matériau recueilli. D'autre part, les adolescents sont sans nul doute compétents pour interpréter ce que la sociologie dit à leur propos. Ils ne sont pas les simples réceptacles d'une socialisation familiale ou dans l'apprentissage de normes, comme on les présente trop souvent. Ils ne sont pas non plus uniquement des êtres vulnérables, incapables de déterminer les implications de leur participation à une recherche. Ils sont au contraire des acteurs capables et souvent désireux d'avoir un regard réflexif sur leurs pratiques. Nous perfectionnerons d'ailleurs notre maîtrise de ces méthodes de participation active des enquêtés l'année prochaine, dans le cadre d'une recherche menée par l'Observatoire du Samu Social sur les enfants sans domicile et leurs parents.

Outre cet enseignement méthodologique, notre travail apporte également quatre principaux résultats empiriques permettant de répondre à nos questions de recherche :

a) Le premier résultat empirique est que **les adolescents de ZUS ont un potentiel de mobilité différent de celui des autres adolescents franciliens**. Ils se caractérisent ainsi par une moindre disponibilité de leurs parents en temps, argent et voitures individuelles. Cette moindre disponibilité n'est compensée qu'en partie par un accès équivalent à la carte Imagin'R et une meilleure desserte de leur quartier en transports en commun en raison de leur surreprésentation en petite couronne. Rappelons cependant que ce constat ne vaut que pour les adolescents et non pour les actifs de ces quartiers. En effet, les bassins d'emplois, notamment peu qualifiés, se situent de moins en moins au centre de l'agglomération et leurs horaires ne correspondent pas nécessairement à ceux des services publics de transports (Orfeuil, 2010).

Ce potentiel de mobilité se traduit par **un usage des modes de transports et un programme d'activités spécifiques**. Les adolescents de ZUS ont ainsi un usage plus précoce des transports en commun, mais ils sont beaucoup moins accompagnés par leurs parents et ils se déplacent peu en voiture. Ils réalisent donc plus fréquemment des activités à proximité du domicile et ils privilégient les visites amicales et les promenades au détriment des activités de loisirs et des visites familiales.

L'effet de la moindre disponibilité des parents touche les filles de ZUS plus que les garçons, en raison d'un contrôle différencié des mobilités selon le sexe. Ce contrôle différencié n'est pas spécifique aux ZUS, mais il y est amplifié par une forte densité de population et l'interconnaissance entre les habitants de ces quartiers. Ce contexte urbain favorise la circulation de rumeurs sur la vertu amoureuse et/ou sexuelle des filles qui nourrissent les craintes des parents. Il entraîne une évolution spécifique de l'encadrement

des filles de ZUS, car celles-ci sont plus accompagnées par leurs parents après quatorze ans qu'auparavant. Conjuguée à la moindre disponibilité des parents, cette surveillance des mobilités entraîne une inactivité plus importante des filles de ZUS durant le week-end. A l'inverse, **les garçons de ZUS sont aussi nombreux que les autres adolescents de catégories populaires et moyennes à réaliser sans leurs parents des activités extrascolaires en dehors de leur commune**.

b) Il ne suffit cependant pas de différencier le potentiel de mobilité des adolescents de ZUS de celui des autres adolescents et de distinguer les activités des filles et des garçons de ces quartiers. La mobilité n'est pas seulement le moyen de réaliser des activités, elle est également une pratique qui suppose un apprentissage et qui met les adolescents en contact avec d'autres citadins qu'ils ne connaissent pas. La fréquence des déplacements en dehors du quartier ne dit ainsi pas grand-chose des différentes manières d'habiter des adolescents. Celles-ci articulent au contraire l'ancrage résidentiel des adolescents, leurs souhaits de mobilité résidentielle future et différentes dimensions de leurs pratiques de mobilité, comme par exemple les lieux qu'ils fréquentent ou leur rapport à l'anonymat urbain.

Nous avons ainsi identifié **sept manières typiques d'habiter une ZUS ou à proximité de celle-ci** parmi les adolescents de notre échantillon. Ces manières d'habiter sont certes influencées par le sexe des adolescents, leur âge, leur origine nationale-raciale, l'éloignement du centre de l'agglomération, la desserte en transports en commun et l'enclavement de leur quartier, la catégorie sociale de leurs parents et les caractéristiques de leur réseau familial. Mais elles dépendent tout autant de l'incorporation de différents principes de socialisation : **les dispositions dont les adolescents ont hérité dans la sphère familiale**, notamment vis-à-vis des espaces publics urbains et des transports en commun ; **les dispositions héritées de leur trajectoire résidentielle**, notamment lorsqu'ils ont expérimenté différents contextes urbains de résidence ; **les dispositions héritées de la vie dans un quartier ségrégué, d'une trajectoire scolaire chaotique et d'expériences répétées de discrimination**. Certaines manières typiques d'habiter concernent ainsi quasi exclusivement des adolescents de ZUS, alors que d'autres sont plus fréquentes chez ceux qui résident à proximité.

Ces principes de socialisation sont parfois contradictoires, ce qui explique que les pratiques de certains adolescents peuvent être rendues conjointement intelligibles par deux types selon les temps et les lieux de leurs mobilités. La typologie des manières d'habiter que nous proposons n'est ainsi pas un système de catégories au sens strict dans lesquelles chaque adolescent doit obligatoirement entrer.

c) La **ségrégation résidentielle n'entraîne alors pas les mêmes effets négatifs sur les habitudes d'action des adolescents** selon leur manière d'habiter. Vivre dans un quartier ségrégué n'implique pas une absence de contacts avec des citadins d'une autre origine

résidentielle et sociale. Dans leurs mobilités, les adolescents de ZUS apprennent à composer avec d'autres habitudes d'action que celles en vigueur dans leur quartier. Cependant, il ne faut pas idéaliser la rencontre dans la mobilité de personnes issues d'univers hétérogènes de la même manière que de nombreux auteurs idéalisent la mixité sur le lieu de résidence. Les modalités de cohabitation avec les autres citadins sont très différentes selon les manières d'habiter des adolescents. Certains adolescents, notamment les *flâneurs*, ont ainsi plus de facilités que les autres à adopter de nouvelles habitudes d'action lorsqu'ils rencontrent des atmosphères situationnelles inédites. A l'inverse, **les interactions avec des citadins inconnus sont vécues comme problématiques par deux catégories d'adolescents, les *encadrés* qui craignent de se faire agresser et une partie des *adolescents du quartier* qui se sentent stigmatisés dans ces interactions, en raison de leur origine sociale et surtout nationale-raciale.**

d) Si elles dépendent en grande partie des dispositions incorporées dans la sphère familiale et dans les différents contextes urbains expérimentés par les adolescents, **les manières d'habiter ne sont cependant pas figées**. Certains adolescents modifient ainsi à un moment donné leur manière d'habiter, sous l'effet de trois éléments qui se combinent le plus souvent. Les potentiels de mobilité évoluent tout d'abord avec la montée en âge et l'accès à la carte Imagin'R. De plus, un événement plus ou moins contingent (le refus d'une carte de séjour, un début d'insertion professionnelle) déstabilise parfois les habitudes d'action des adolescents et active certaines dispositions vis-à-vis de la mobilité qui étaient jusque là en veille. Enfin, sous l'impulsion de pairs ou d'une relation amoureuse, les adolescents peuvent modifier leurs pratiques de mobilité et s'aventurer dans des territoires inconnus. La confrontation réussie et répétée aux épreuves de la co-présence avec les autres citadins infléchit ou transforme alors les dispositions qu'ils avaient initialement acquises vis-à-vis de la mobilité et modifie leurs façons d'agir.

Comment approfondir ces résultats ?

Plusieurs points de notre travail constituent des pistes à explorer pour mettre en perspective et enrichir les résultats présentés précédemment. Nous distinguerons trois principales directions de recherche : améliorer les qualités de notre échantillon d'adolescents de ZUS franciliennes ; employer d'autres méthodes permettant de renseigner le lien entre mobilité quotidienne et socialisation à l'adolescence ; transposer notre approche théorique et méthodologique à d'autres populations.

a) Les manières typiques d'habiter présentées dans notre travail rendent intelligibles les pratiques des adolescents de classes populaires ou des couches inférieures des classes moyennes qui résident dans une ZUS francilienne ou à proximité. Elles s'appuient sur un échantillon d'adolescents rencontrés dans une maison de quartier ou dans des

établissements scolaires. Cet échantillon exclut trois catégories de jeunes, dont la prise en compte complexifierait sans doute les manières d'habiter présentés dans ce travail. Elle rendrait donc nos résultats sur les adolescents de ZUS franciliennes plus robustes.

Il conviendrait tout d'abord d'**interroger les adolescents de ces quartiers qui contournent la carte scolaire**. Ces adolescents ont d'une part plus de chances d'être issus de catégories sociales élevées que ceux que nous avons interrogés. D'autre part, les raisons qui poussent les parents à contourner la carte scolaire ne sont sans doute pas sans influence sur le rapport qu'ils entretiennent à leur quartier, sur l'encadrement du temps libre de leurs enfants et sur leurs dispositions vis-à-vis de la fréquentation enfantine des espaces publics urbains. Enfin, le contournement de la carte scolaire a également des effets importants sur la mobilité des adolescents, car ils empruntent probablement les transports en commun au quotidien pour se rendre en cours et ils ont donc sans doute accès de manière précoce à la carte Imagin'R.

Il serait aussi souhaitable d'élargir notre enquête aux **adolescents qui habitent dans les quelques ZUS franciliennes très mal desservies en transports en commun**, comme celles de Clichy-sous-Bois, Dugny, Magny-les-Hameaux ou Draveil (voir infra, chapitre 5). Cela permettrait d'être plus attentif aux adolescents qui avec la montée en âge souhaitent se déplacer en dehors de leur quartier, mais qui doivent alors employer différentes tactiques afin de surmonter l'absence de transports en commun réguliers dans leur quartier. Cela aurait également pour avantage d'approfondir le lien entre les manières d'habiter et la qualité de l'accès aux transports en commun mis en évidence dans notre travail (voir infra, chapitre 6, tableau 50).

Enfin, il conviendrait d'inclure dans notre échantillon des **adolescents qui ne fréquentent plus d'institutions comme les établissements scolaires ou les associations locales**. Cela permettrait de mieux comprendre les cheminements qui conduisent certains adolescents non seulement à un repli sur le quartier mais également à une marginalisation sociale (voir infra, chapitre 10).

b) Une seconde direction de recherche consisterait à employer d'autres méthodes de recherche afin de compléter notre analyse du lien dynamique entre mobilité et socialisation à l'adolescence.

Nous avons tout d'abord mis en évidence dans notre travail l'influence des dispositions des parents vis-à-vis des espaces publics urbains et des transports en commun sur les pratiques de mobilité de leurs enfants. Afin de mieux cerner le rôle de ces dispositions, il pourrait être intéressant d'**interroger successivement ou conjointement des adolescents et leurs parents** (Goyon, 2009). Cette double interrogation permettrait de mieux comprendre pourquoi certaines dispositions sont incorporées et d'autres restent à l'état de veille. De même, il pourrait être pertinent de déplacer un peu la focale en **suivant des trajets dans la ville effectués par des préadolescents avec leurs parents** afin d'observer *in situ* les canaux de transmission de ces dispositions.

D'autre part, nous avons principalement étudié les épreuves rencontrées par les adolescents dans leur mobilité à partir du retour réflexif qu'ils effectuent dessus durant les entretiens. Afin de mieux appréhender les dynamiques situationnelles de ces épreuves, il serait intéressant de réaliser une **ethnographie prolongée dans les transports en commun ou dans les lieux prisés par les adolescents**, comme le Forum des Halles ou le centre commercial Rosny 2. Cette ethnographie permettrait aussi de prêter une attention soutenue à l'influence des qualités environnementales des lieux (aménagement des rames, architecture…) sur la survenue et le déroulement de ces épreuves (Jarrigeon, 2007). Néanmoins, cette approche ne peut se suffire à elle-même, car elle ne touche pas les adolescents, nombreux nous l'avons vu, qui ne se déplacent pas dans ces lieux ou qui empruntent rarement les transports en commun.

Enfin, nous avons également cherché à donner une plus grande profondeur temporelle aux manières typiques d'habiter afin d'intégrer les transformations des pratiques de certains adolescents avec la montée en âge. Pour continuer dans cette voie, une piste intéressante consisterait à **recontacter les adolescents interrogés dans deux ou trois ans, afin de comprendre comment évoluent leurs manières d'habiter entre l'adolescence et l'âge adulte.** Cela nous permettrait notamment de creuser le lien entre l'évolution des pratiques de mobilité et les modalités d'insertion professionnelle. Celles-ci jouent un grand rôle sur les trajectoires individuelles (Bidart, 2008), alors qu'un des principaux problèmes des ZUS est un taux de chômage des jeunes adultes significativement plus élevé que dans les autres quartiers (ONZUS, 2009).

c) La dernière direction de recherche consisterait à **élargir notre enquête à des adolescents d'une autre origine géographique et/ou sociale** : d'une part, les adolescents de catégories populaires qui habitent dans des ZUS d'agglomérations de province, dans le périurbain (Goyon, ibid) ou dans le rural (Devaux, 2011) ; d'autre part des adolescents de catégories supérieurs qui vivent à proximité du centre de l'agglomération. Cette extension du champ d'enquête permettrait de mieux distinguer l'effet de l'âge, des propriétés sociales et des caractéristiques du lieu de résidence des adolescents sur leur manière d'habiter. Elle permettrait également de tester à nouveau la complémentarité des trois paradigmes de compréhension et d'explication de la mobilité présentés dans notre travail.

De la même manière, il pourrait être possible de **tester la pertinence de ces trois paradigmes pour appréhender les pratiques de mobilité de citadins plus âgés**, dont les habitudes d'action sont sans doute plus ancrées que celles des adolescents. Les paradigmes de l'accessibilité, des dispositions et de l'épreuve semblent ainsi, à première vue, pouvoir être mobilisés dans l'étude de la mobilité des personnes âgées (Lord et Desprès, 2011). En effet, la dégradation des capacités physiques de ces personnes entache sans doute leur potentiel de mobilité, elles se situent souvent dans une période de disparition plus ou moins prononcée des dispositions qu'elles ont acquises dans leur socialisation antérieure (Cicourel, 2010) et elles appréhendent probablement d'une

manière différente que précédemment les interactions avec les autres citadins, notamment les plus jeunes.

Accompagner les adolescents dans la découverte du domaine public

S'il est possible de compléter nos résultats de recherche, ceux-ci nous permettent déjà de proposer certaines pistes afin d'agir sur les pratiques de mobilité des adolescents de ZUS. Ces pistes d'action sont intimement liées à la manière d'appréhender la mobilité, donc aux trois paradigmes présentés dans notre troisième chapitre. **Il convient néanmoins avant toutes choses d'abandonner le postulat que des déplacements plus fréquents en dehors du quartier ne pourraient être que bénéfiques pour ces adolescents** (voir supra, chapitre 2). Les *filles de bonne famille* et une partie des *adolescents du quartier* passent ainsi beaucoup de temps dans leur quartier, mais ils ne se sentent pas assignés à résidence. Leur ancrage local leur offre des ressources leur permettant de réaliser les activités d'adolescents de leur âge. A l'inverse, les *flâneurs exclusifs* se déplacent très fréquemment, en grande partie parce qu'ils ne se sentent pas à l'aise dans l'espace local et qu'ils rejettent les autres jeunes.

S'appuyer sur le paradigme de l'accessibilité suppose par exemple d'**agir sur les potentiels de mobilité de ces adolescents**. Il semble néanmoins difficile d'influer sur la moindre disponibilité en temps, argent et voitures individuelles de leurs parents. La politique de la ville a de son côté contribué à augmenter le potentiel de mobilité de ces adolescents, notamment avec la mise en place de la carte Imagin'R. Cette politique aura encore un grand rôle à jouer dans l'avenir : il faudra faire en sorte que la forte pression exercée par le prix du foncier en Ile-de-France ne conduise pas à un déplacement des habitants de ZUS vers des zones plus éloignées du centre de l'agglomération, notamment lors des démolitions/reconstructions d'immeubles. En effet, les adolescents de ZUS habitent majoritairement dans des quartiers bien desservis en journée par les transports en commun. Ils se différencient sur ce point des adolescents habitant dans le périurbain ou le rural, qui sont plus éloignés des axes de transports et possèdent très rarement la carte Imagin'R car ils utilisent le système de ramassage scolaire en semaine (Devaux, ibid). Or, ces deux zones géographiques connaissent une croissance importante de la part des classes populaires, alors que celle-ci décroît très fortement au centre des agglomérations (Orfeuil, 2010). Dans le cadre des opérations de rénovation urbaine menées par l'ANRU en Ile-de-France, la très grande majorité des ménages de ZUS (93%) a pour l'instant été relogée dans la même commune (Lélevrier et Noyé, 2007). Néanmoins, près d'un quart des ménages (22%) dont les bâtiments ont été démolis n'ont pas été relogés par leur bailleur, soit parce qu'ils ont trouvé eux-mêmes un nouveau logement, soit parce qu'ils étaient en instance d'expulsion ou ne possédaient pas de titres d'occupation (Lélevrier et Noyé, ibid).

Ces actions ne doivent cependant pas se limiter à agir sur le potentiel de mobilité des adolescents de ZUS. **Une desserte satisfaisante en transports en commun et l'accès à**

la carte Imagin'R sont des conditions nécessaires, mais pas toujours suffisantes pour qu'ils se déplacent. Notre travail montre ainsi que deux catégories d'adolescents de ZUS entretiennent un rapport problématique avec la mobilité, car ils craignent les interactions qui s'y produisent : les *encadrés à faible mobilité* qui ne se sentent pas bien dans leur quartier, mais qui en sortent peu et appréhendent les interactions avec les inconnus sous le registre de la méfiance, voire de l'angoisse ; une minorité des *adolescents du quartier* pour lesquels le triple stigmate, social, ethnique et d'âge dont ils se sentent porteurs conduit à un repli sur le quartier. C'est sans doute vers ces deux catégories d'adolescents qu'il est nécessaire d'orienter en priorité des actions ambitieuses visant à modifier leurs habitudes d'action afin qu'ils puissent sortir sans crainte de leur quartier. Ces actions et les acteurs susceptibles de les mettre en œuvre ne sont cependant pas identiques pour ces deux catégories, car la peur de se déplacer en dehors du quartier n'a pas la même origine dans les deux cas.

a) **En ce qui concerne les *encadrés*, c'est sans aucun doute l'Education Nationale qui peut aider ces adolescents à vaincre leur appréhension des espaces publics urbains et des trajets en transports en commun héritée de la sphère familiale.** Ces adolescents ne fréquentent ainsi pas les associations locales et les sorties scolaires sont souvent les seules qui sont autorisées par leurs parents. Ils présentent d'ailleurs ces sorties comme une source de respiration vis-à-vis de l'enfermement au domicile et d'un quartier qu'ils n'aiment pas. Nous rejoignons alors Orfeuil (2010) pour qui une des missions de l'école devrait être que « *tout jeune en sortie de scolarité obligatoire soit à même de rejoindre tout point préalablement défini de son agglomération de résidence* ». Il propose des sorties scolaires plus fréquentes, la fréquentation d'équipements situés en dehors de la commune, l'emploi exclusif des transports en commun et des exercices de lecture de plan du réseau. La RATP essaye également de développer depuis quelques années des classes mobilité auprès de collégiens (Allemand, 2008). Dans le cadre des projets menés dans les établissements scolaires, nous avons tenté de familiariser les *encadrés* aux espaces publics urbains et aux trajets en transports en commun. Ce sont notamment les sorties à deux ou trois élèves avec un photographe professionnel qui se sont révélées les plus favorables à cette familiarisation : un processus d'apprentissage a pu se réaliser dans un cadre rassurant pour les adolescents.

b) En ce qui concerne les *adolescents du quartier*, leurs craintes lorsqu'ils se déplacent ne proviennent pas de la peur d'agression, mais du sentiment d'être porteurs d'un stigmate qui déclencherait l'hostilité des autres citadins à leur égard. Outre des marques de défiance plus ou moins explicites, ce sentiment se nourrit, nous l'avons vu, de la trajectoire scolaire chaotique des adolescents, des discriminations vécues par eux ou par leurs proches, et, pour les plus âgés, des difficultés d'insertion professionnelle. Cela montre bien que la mobilité ne peut avoir seule un effet correcteur sur les effets de la ségrégation résidentielle, car elle n'est qu'une des dimensions de la manière d'habiter des adolescents : ceux qui se sentent mis à l'écart du reste de la société dans leur quartier gardent ce sentiment lorsqu'ils se déplacent. Il faut donc d'abord agir sur la scolarité de ces adolescents et sur les discriminations que subissent les habitants de ZUS dans la

sphère professionnelle, les contrôles policiers ou l'accès aux lieux de loisirs. Néanmoins, la dynamique propre des interactions alimente ou au contraire infléchit parfois ce sentiment de stigmatisation. Celui-ci est bien souvent la conséquence d'échecs répétés à résoudre avec les autres citadins les situations problématiques qui surviennent dans la mobilité.

Des associations locales peuvent ainsi **aider les *adolescents du quartier* à surmonter ces épreuves**. Pour cela, elles ne doivent pas être perçues par ces derniers comme une agence d'encadrement de leurs activités. C'est le cas de la maison de quartier dans laquelle nous avons réalisé notre ethnographie et avec laquelle nous avons mis en place des sorties collectives en transports en commun dans des lieux que les adolescents ne connaissaient pas (voir supra chapitre 4). Néanmoins, il n'est pas toujours aisé dans un cadre associatif d'aider ces adolescents à surmonter les épreuves qu'ils rencontrent dans la mobilité. Une grande partie des associations a tout d'abord tendance à privilégier les trajets collectifs en minibus privé plutôt qu'en transports en commun, par crainte d'incidents avec les autres usagers et pour des raisons financières. Ces contraintes financières ne permettent également pas de multiplier les sorties en petit groupe. Enfin, lorsque les associations ne sont pas perçues comme une agence d'encadrement, il est difficile de planifier à l'avance ces déplacements car une partie importante des adolescents les fréquentent selon leurs humeurs. A l'inverse, lorsqu'une association encadre fortement les activités il est certes plus facile de planifier des déplacements en transports en commun, mais ceux-ci sont beaucoup moins efficaces pour changer les habitudes d'action des adolescents, car ceux-ci perçoivent alors la sortie comme une obligation.

Paradoxalement, si les *adolescents du quartier* ont souvent des relations conflictuelles avec le personnel scolaire, il nous a semblé plus aisé de les aider à surmonter leur sentiment de stigmatisation dans le cadre de projets menés dans des établissements scolaires. Nous y disposions de plus de moyens financiers, il était plus facile de planifier des déplacements et les élèves étaient relativement enthousiasmés par des projets sortant du cadre scolaire habituel. A titre d'exemple, dans un projet d'initiation à la sociologie avec une classe de seconde professionnelle, il a été décidé que les élèves ne distribueraient pas seulement le questionnaire aux adolescents de leur quartier mais également de manière collective à la sortie de grands lycées du centre de Paris. Cela avait pour premier avantage de faire réfléchir les élèves sur les disparités entre adolescents banlieusards et parisiens durant la restitution des résultats. Mais, cela donnait également l'occasion à certains élèves qui ne s'y étaient jamais rendus, de fréquenter les quartiers centraux de Paris. Ils étaient ainsi confrontés, lors de la distribution en tête à tête des questionnaires, à l'altérité d'adolescents d'un autre milieu social. Une partie des élèves se rendirent ainsi initialement à contrecœur à Paris, ayant peur que personne n'accepte de répondre à leurs questions. S'ils avaient au début faiblement confiance en eux, ils se sont peu à peu rendus compte qu'ils pouvaient réussir à obtenir l'attention des adolescents parisiens, le statut d'enquêteur permettant par ailleurs de suspendre le temps d'une interaction le stigmate dont ils se sentaient porteurs. Lien de cause à effet ou non, ces

élèves ont été ensuite beaucoup plus nombreux que la moyenne à effectuer leur stage professionnalisant dans Paris intra-muros.

Ces quelques exemples fournissent ainsi des pistes d'actions spécifiques à mener pour aider certains adolescents à se déplacer en dehors de leur quartier. Celles-ci ne doivent pas se faire au détriment de politiques locales et nationales visant à améliorer le quotidien des adolescents de ZUS dans leur quartier : continuer à développer des infrastructures de loisirs et des centres culturels, donner plus de moyens aux associations locales, créer des lieux où les adolescents peuvent se retrouver entre eux, notamment les filles… Ces politiques doivent donner aux adolescents la possibilité de se déplacer tout en les aidant à bien vivre dans leur quartier. Pour parvenir à ce double objectif, ces politiques devront commencer par s'intéresser à la parole des adolescents, qui offrent des profils très variés et qui n'habitent pas tous leur quartier de la même manière.

ANNEXES

Annexe A : Test de la représentativité de notre échantillon de ménages résidant en ZUS dans l'enquête EGT

Afin de nous assurer de la représentativité de notre échantillon de ménages résidant en ZUS dans l'enquête EGT, nous l'avons comparé avec les résultats du recensement de 1999. Cette comparaison porte sur les variables suivantes : le taux de chômage, l'habitat, la structure des âges, les catégories socioprofessionnelles des habitants, les taux d'activité, le niveau d'études, la structure familiale. Pour chacune de ces variables, nous présenterons la situation des habitants de ZUS dans l'échantillon de l'EGT et dans le recensement, mais également la situation de l'ensemble des franciliens dans ces deux enquêtes.

1. Une surreprésentation en ZUS des ménages résidants en HLM dans les deux enquêtes

	Echantillon ZUS de l'enquête EGT 2001	ZUS tiré du recensement de 1999	Ile de France tiré de l'EGT 2001	Ile de France tiré du recensement 1999
Propriétaire ou accédant à la propriété	**22,3%**	**24%**	46,8%	51,2%
Locataire HLM	**54,8%**	**61,8%**	21,1%	23,4%
Locataire en logement non HLM	**19,2%**	**14,2%**	26,7%	25,4%

Lecture : 22,3% des ménages résidants en ZUS de notre échantillon sont propriétaires ou accèdent à la propriété contre 24% d'après le recensement de 1999. 46,8% des ménages de notre échantillon sont également propriétaires contre 51,2% en Ile de France d'après le recensement de 1999.

2. Une surreprésentation des plus jeunes en ZUS dans les deux enquêtes

	ZUS EGT 2001	ZUS IDF 1999	EGT 2001	Ile de France 1999
6-14 ans	**16,7%**	**15,1%**	12,8%	11,4%
15-24 ans	**17,3%**	**17,3%**	14,1%	14,3%
25-59 ans	**52,6%**	**54,8%**	55,3%	56%
Plus de 60 ans	**13,3%**	**12,8%**	17,7%	18,1%

Lecture : 16,7% des résidants en ZUS de notre échantillon ont moins de 14 ans contre 15,1% d'après le recensement de 1999.

3. Une répartition des catégories socioprofessionnelles similaire dans les deux enquêtes

Statut d'activité	Echantillon « ZUS EGT » 2001	ZUS IDF 1999	EGT 2001	IDF 1999
Agriculteur	0	0	0,1	0,1
Artisan	**1,1**	**1,5**	2,3	2,6
Cadre	**4,2**	**3,4**	11,4	10,6
Prof. intermédiaire	**8,5**	**8,3**	12,8	12,3
Employé	**18,5**	**18**	15,1	14,9
Ouvrier	**10,4**	**14,7**	6,9	8,7
Etudiant	**28,8**	**34,2**	23,7	28,4
Retraité	**11,2**	**9,5**	15,8	14,1
Inactif	**16,5**	**12,3**	11	7,8

Lecture : 1,1% des résidents en ZUS de notre échantillon sont des artisans contre 1,5% dans le recensement de 1999.

Un écart relativement significatif apparaît entre les chiffres du recensement et ceux de notre échantillon dans la proportion d'inactifs et d'étudiants parmi les habitants de ZUS. Cet écart est selon nous dû à une différence de nomenclature entre les deux enquêtes. D'une part, l'EGT comptabilise les chômeurs dans la catégorie « inactifs », alors qu'ils sont classés dans leur profession précédente pour le recensement. Le pourcentage

d'inactifs est donc logiquement plus important dans l'EGT, en ZUS et pour la population francilienne dans son ensemble. D'autre part, le recensement comptabilise comme « étudiant » les élèves de moins de six ans, alors que l'EGT ne concerne que les individus âgés de plus de six ans, d'où un taux moins important d'étudiants dans notre échantillon.

4. Des taux d'activité et de chômage similaires dans les deux enquêtes

	ZUS EGT 2001	ZUS IDF 1999	EGT 2001	IDF 1999
Taux de chômage	**15,1%**	**19,6%**	8,4%	11,5%
Taux de chômage des 15-24 ans	**29,7%**	**30,7%**	18,7%	19,7%
Taux d'activité des 15-59 ans	**71,2%**	**71,9%**	75,3%	75,8%
Taux d'activité des 15-24 ans	**32,1%**	**31,8%**	26,6%	28,6%

Lecture : 29,7% des jeunes âgés de 15 à 24 ans habitant en ZUS de notre échantillon sont au chômage contre 30,7% dans les chiffres du recensement

Si les taux d'activité sont très proches entre notre échantillon et les chiffres du recensement de 1999, les taux de chômage diffèrent dans ces deux enquêtes, notamment pour les plus de 25 ans. Cet écart ne caractérise pas seulement les ZUS de notre échantillon, mais également l'ensemble des ménages franciliens. Encore une fois, une différence de nomenclature est responsable à nos yeux de cet écart. On constate en effet que cet écart entre les deux sources concerne majoritairement les femmes (les taux de chômage des hommes sont beaucoup plus proche dans les deux enquêtes, respectivement 17,3% et 19,3%, que celui des femmes, respectivement 11,6% et 19,9%). Cet écart est également concomitant d'une proportion beaucoup plus importante de femmes au foyer dans notre échantillon (plus du triple que le nombre de chômeuses). Ces deux caractéristique caractérisant l'ensemble de l'EGT, il est fort probable que nombreuses soient les femmes au foyer « EGT » à s'être déclarées chômeuses lors du recensement. Ce problème de nomenclature n'est pas si étonnant que cela, puisque le taux de chômage du recensement comptabilise les personnes se déclarant explicitement chômeuses sur le bulletin du recensement, et diffère par conséquent du taux de chômage au sens du BIT, défini par des critères internationaux plus restrictifs.

5. Des niveaux d'études comparables ?

La comparaison entre le niveau d'étude des individus notre échantillon et celui des franciliens recensés en 1999 n'est pas aisée car la nomenclature utilisée lors du recensement et lors de l'enquête EGT diffère[103]. Pour pouvoir comparer les données, nous les avons alors agrégées de la manière suivante : « aucun diplôme » = niveau primaire ou pas d'études ; « CEP », « CAP », « Bac » = niveau secondaire ; « Bac +2 », « Diplômes supérieurs » = niveau supérieur.

Cette agrégation est bien évidemment arbitraire et assez superficielle (un grand nombre de bacheliers va par exemple à l'Université sans en ressortir avec un diplôme). Si elle ne permet donc pas une comparaison fine, elle permet de montrer dans notre échantillon une surreprésentation en ZUS des moins diplômés par rapport aux autres quartiers. Voici les chiffres pour la population de plus de 15 ans n'étant pas en cours d'études :

	ZUS EGT 2001	ZUS IDF 1999	IDF EGT 2001	IDF 1999
Niveau primaire ou pas d'études	29,4%	29,1%	18,3%	16,2%
Niveau secondaire	48,3%	57,5%	39,8%	55,9%
Niveau supérieur	21,7%	13,5%	41,4%	27,9%

Lecture : 29,4% des résidants de ZUS de notre échantillon ne possèdent aucun diplôme, 29,1% selon le recensement de 1999.

6. Des structures familiales divergentes

Le seul point où nous notons une différence significative entre notre échantillon et les données récoltées dans d'autres enquêtes sur les ZUS franciliennes concerne la structure des familles avec enfants. La plupart des enquêtes montre une surreprésentation des familles monoparentales dans ces quartiers : d'après les données de la CAF de 2004, 33,7% des familles allocataires avec enfants en ZUS sont monoparentales contre 25,3% dans le reste de l'Ile de France (Jacquesson, 2006). Si nous observons dans notre échantillon un nombre un peu plus important en ZUS que dans le reste de l'Ile-de-France de familles monoparentales (parmi celles qui comportent des enfants de moins de 25 ans), les écarts sont beaucoup plus faibles que dans les données du recensement :

[103] La nomenclature du recensement raisonne en termes de diplômes obtenus : « aucun diplôme », « CEP », « BEPC », « CAP, BEP », « Bac », « Bac +2 », « Diplômes supérieurs » alors que dans le cadre de l'EGT, le raisonnement se fait en niveau d'étude : « Pas d'études », « Etudes primaires », « Etudes secondaires » et « Etudes supérieures ».

	ZUS EGT	ZUS IDF 1999	IDF EGT	IDF 1999
	20,2%	26,2%	18,6%	19,7%

Lecture : 20,2% des familles de ZUS de notre échantillon sont monoparentales contre 26,2% dans les données du recensement.

Cet écart entre les données du recensement et notre échantillon de l'EGT, s'il ne remet pas en cause la significativité de notre échantillon, doit être souligné, en raison du poids qu'ont les structures familiales sur les profils de mobilité des adolescents.

7. Des taux de motorisation plus faibles que dans les autres quartiers

Conformément aux données du recensement, le taux de motorisation des ménages de ZUS est bien plus faible que dans les autres quartiers dans notre échantillon. Les écarts entre les ZUS et les autres quartiers sont globalement les mêmes entre notre échantillon et les données du recensement, si ce n'est pour les habitants des Yvelines et de Seine-et-Marne :

Ménage sans voiture selon les départements franciliens	ZUS EGT	ZUS IDF 1999	IDF EGT	IDF 1999
92	**37,9**	**38,7**	28,6	30,4
93	**37,5**	**41,8**	30,5	33,4
95	**35,6**	**34,3**	18,7	18,9
94	**33,9**	**35,4**	25,3	27,1
91	**28,8**	**26,5**	15,2	14,9
77	**21,4**	**29,9**	13,3	14,7
78	**14,9**	**24,4**	12,5	14,6

Lecture : 37,9% des ménages de ZUS de notre échantillon résidant dans le 92 n'ont pas de voiture contre 38,7% d'après les données du recensement.

ANNEXE B : L'évolution de la grille d'entretien

Nous présentons ici deux versions successives de notre grille d'entretien : celle que nous avons élaborée avant de réaliser notre ethnographie dans le quartier des Prairies, puis celle que nous avons utilisée dans les projets menés dans l'Education Nationale qui ont suivi cette ethnographie. Cette dernière version a été aussi complétée au fur et à mesure des entretiens menés dans les établissements scolaires.

La première version

Première question : Description fournie des déplacements le week-end précédent : qu'as-tu fait ce week-end ?

I) *Cartographie et réseaux*

11) Faire faire à l'adolescent une carte de ses déplacements de la semaine sur une feuille blanche ou sur des plans SNCF/RATP (en lui laissant le choix du plan entre métro, RER et SNCF).

12) Lui demander d'indiquer dix endroits sur le plan où il aime bien aller et qu'il les classe par ordre croissant en précisant l'âge où il a commencé à y aller (voir si ça correspond aux lieux où il est allé dans la semaine).

13) Lui faire décrire son réseau de sociabilité en lui faisant indiquer sur la carte RER les lieux des gens qu'il connaît en dehors de son quartier, notamment ceux chez qui il a l'habitude de se rendre (distinction amis proches/connaissance/familles) et comment il a appris à les connaître : à quelle fréquence vas-tu là bas ? Es tu en contact avec eux grâce aux moyens de communication type Internet, téléphone mobile? Tu vas à son domicile ou dans des espaces types café ?

14) Toujours sur une carte, lui faire colorier en rouge les lieux où il al'habitude d'aller, en bleu les lieux qu'il n'aime pas et en vert les lieux qu'il ne connaît pas mais qui l'attire.

15) Lui faire dessiner sur une feuille blanche en temps limité (2 minutes) la manière dont il se représente son environnement et sa place dans la ville : peux-tu me dessiner là où tu habites et l'Ile-de-France comme si tu devais les présenter à une personne qui ne connaît pas la région et l'aider à se repérer.

II) *L'apprentissage de la mobilité*

21) Quand est-ce que tu as commencé à sortir de ton quartier, à te déplacer en dehors ?

22) Pour chaque lieu indiqué en rouge sur la carte, demander à partir de quel âge il s'y est rendu. Est-ce que tu y vas tout seul ou en groupe ? Tu peux me raconter comment ça s'est passé la première fois que tu y es allé ? C'est toi qui avais eu l'idée du lieu ?

23) Pour les lieux coloriés en vert, lui demander comment il ferait pour s'y rendre : Quand tu veux te rendre dans un lieu que tu ne connais pas, tu fais comment ? Auprès de qui tu demanderais de l'aide pour t'y rendre ?

24) A partir de quel âge as-tu pris les transports en commun tout seul ? Comment as-tu appris à te servir des transports en commun ? Est-ce que ces premiers trajets c'était seul ou en groupe ?

25) Est-ce que tu t'es déjà perdu ? Tu as fait comment pour retrouver ton chemin ?

26) Quels sont les lieux que tu as découverts avec tes parents ? Avec tes potes ? Tout seul ?

III) Les pratiques de mobilité

31) Est-ce que cette semaine tu as fait un déplacement avec un de tes parents ? Avec un de tes frères ?

32) Est-ce que quand tu te déplaces, il y a toujours un but ? Ca t'arrive de décider durant le trajet l'endroit où finalement tu vas te rendre ?

33) Tu peux me raconter comment tu t'es rendu au lycée ou au collège ce matin ?

IV) La cohabitation avec les autres usagers dans les transports en commun

41) Quel transports en commun préfères-tu prendre ? Quel est celui que tu prends le plus fréquemment ?

42) Comment ça se passe avec les autres usagers des transports en commun ? Est-ce que tu restes assis ou tu te déplaces ? Est-ce que tu te sens à l'aise dans les TC ?

43) Est-ce que tu t'es déjà embrouillé dans les transports en commun ?

44) Des contrôleurs tu en croises souvent ? Comment tu gères les moments où ils sont là ou pas ?

45) Est-ce qu'il y a des moments dans le RER où tu sens des changements, que les gens qui sont dans les wagons ne sont plus les mêmes ?

46) Pourquoi dans les trains vous vous mettez systématiquement près des portes ? Qu'est-ce qui fait que vous aimez bloquer les portes ?

V) La cohabitation dans les lieux d'arrivée : poser les questions pour chaque lieu indiqué en rouge.

51) Si tu devais décrire les gens que tu rencontres dans ces lieux, tu le ferais comment ? Comment ça se passe avec les gens qui sont aussi présents dans ces lieux ?

52) Quels rapports tu as avec les jeunes d'autres cités du département ? Et avec les jeunes qui n'habitent pas en cité ?

53) Combien de temps tu passes dans ces lieux ?

54) Tu y vas en groupe ou non dans ces lieux ?

55) Dans ces lieux, quand c'est des espaces publics, tu es toujours en mouvement ou ça t'arrive de stationner ? Est-ce que tu consommes ou tu te contentes de déambuler ? Peux tu me raconter ton après midi type dans ces lieux ?

VI) Les effets socialisants de l'espace public

61) Pour chaque lieu indiqué en rouge (si c'est des espaces publics), qu'est-ce qui te pousse à aller là bas plutôt que de rester dans ton quartier de résidence ? Qu'est ce que tu y recherches que tu n'as pas dans ton quartier ?

62) Est-ce que tu t'es senti tout de suite à l'aise dans ces lieux ou il t'a fallu du temps?

VII) Le rapport aux modes de transport

71) Est-ce que tu penses que ça changerait beaucoup de choses pour toi d'avoir une voiture ?

VIII) Mise en perspective

81) Vécu ou non d'une mobilité résidentielle (internationale ou au niveau de la région parisienne).

82) Te vois tu rester plus tard dans le quartier ?

83) Situation scolaire et familiale.

84) Disponibilité des parents en temps et moyens de motorisation.

85) Nombre de frères et sœurs.

La seconde version

Première question : Peux-tu me donner trois lieux qui sont importants pour toi en Ile-de-France, où tu as l'habitude de te rendre ?

I) Les lieux fréquentés, le réseau de sociabilité et les pratiques d'Internet

11) Qu'est-ce que tu aimes dans ces trois lieux ? Qu'est-ce que tu y fais ? Comment tu t'y rends ? C'est long ou pas pour y aller ?

12) A quel âge à peu près tu as commencé à y aller ? Tu as pensé quoi la première fois que tu y es allé?

13) Tu connais beaucoup de gens en dehors de ton quartier ? A qui rends-tu visite ? Comment es-tu en contact avec eux ? Comment les as-tu connus ? A quelle fréquence vas-tu là bas ? Es tu en contact avec eux grâce aux moyens de communication type Internet, téléphone mobile? Tu vas à leur domicile ou dans des espaces types café, parcs… ?

14) Est-ce que tu as un blog ? Qui sont tes contacts sur MSN ?

15) Ca t'arrives de laisser des commentaires comme ça sur les blogs de jeunes que tu connais pas ? Qu'est-ce qui va faire que tu vas répondre à un commentaire ? Qu'est-ce qui va te donner envie de laisser un commentaire ? A partir de quand et à qui tu donnes ton adresse MSN ?

16) Est-ce qu'il y a des lieux que tu détestes ? Des lieux où tu n'aimes pas aller ? Pourquoi tu n'aimes pas aller là bas ?

II) L'apprentissage de la mobilité et la négociation avec les parents pour sortir

21) Pour chaque lieu dont on a parlé, à partir de quel âge t'y es-tu-rendu ? Est-ce que tu y vas tout seul ou en groupe ? Tu peux me raconter comment ça s'est passé la première fois que tu y es allé ? C'est toi qui avais eu l'idée du lieu ?

22) Quand tu veux te rendre dans un lieu que tu ne connais pas, tu fais comment ? Auprès de qui tu demanderais de l'aide pour t'y rendre ?

23) A partir de quel âge as-tu pris les transports en commun tout seul ? Comment as-tu appris à te servir des transports en commun ? Est-ce que ces premiers trajets c'était seul ou en groupe ? A partir de quel âge ta mère t'a laissé te déplacer tout seul ? Qu'est-ce qui pensent tes parents quand tu bouges ?

24) Est-ce que tu t'es déjà perdu ? Tu as fait comment pour retrouver ton chemin ?

25) Quels sont les lieux que tu as découverts avec tes parents ? Avec tes potes ? Tout seul ?

26) Ca te faisait peur de prendre le train ? Tu préférais prendre le bus ?

27) T'attends quoi de la carte Imagin'R si tu l'as pas ? Qu'est ce que ça a changé pour toi de l'avoir ?

28) Si tu te fais attraper par des contrôleurs, qu'est-ce qu'il va se passer, notamment avec ta mère ?

29) Est-ce que tu te sers des plans de métro pour te déplacer ? Ca t'es arrivé d'aller chercher sur Internet une adresse ou un trajet ?

III) Les pratiques de mobilité

31) Est-ce que cette semaine tu as fait un déplacement avec un de tes parents ? Avec un de tes frères et sœurs? Pour quels déplacements ta mère est au courant de ce que tu fais ? Quels sont les déplacements que tu fais avec ta famille ?

32) Est-ce que quand tu te déplaces, il y a toujours un but ? Ca t'arrive de décider durant le trajet l'endroit où finalement tu vas te rendre ?

33) Tu peux me raconter comment tu t'es rendu au lycée ce matin ?

34) Pour aller acheter des pompes ou des fringues, ça t'arrive d'y aller tout seul ?

35) C'est quelle heure le plus tard où tu rentres ? A partir de quelle heure tes parents commencent-ils à s'inquiéter ? Tu dois leur envoyer des textos ou les appeler ? Ils doivent être au courant des lieux et des gens avec qui tu y vas ?

IV) Le rapport au quartier de résidence

41) T'aimes bien ton quartier ?

42) Y'a-t-il des gens du quartier avec qui tu ne t'entends pas ?

43) Si tu devais décrire les avantages et les inconvénients de ton quartier, ça serait quoi ?

44) Est-ce qu'il y a des lieux ou des gens que tu évites dans le quartier ?

45) Tu peux rester jusqu'à quelle heure dehors dans le quartier ?

46) Plus tard, tu te vois rester dans le quartier ? Si tu pouvais déménager, tu voudrais aller où ?

V) La cohabitation dans les transports en commun et le rapport aux différents modes de transports

51) Quels transports en commun préfères-tu prendre ? Quel est celui que tu prends le plus fréquemment ? Tu préfères les trains à étage ou les trains simples ?

52) Comment ça se passe avec les autres utilisateurs des transports en commun ? Est-ce que tu restes assis ou tu te déplaces ? Quels sont les TC dans lesquels tu te sens le plus à l'aise? Le plus mal à l'aise ? Dans quel wagon tu préfères monter ?

53) Est-ce que tu t'es déjà embrouillé dans les transports en commun ?

54) Des contrôleurs tu en croises souvent ? Comment tu gères les moments où ils sont là si tu n'es pas en règle ?

55) Est-ce qu'il y a des moments dans les TC où tu sens des changements, que les gens qui sont dedans ne sont plus les mêmes ?

56) T'as déjà dragué une fille/un garçon dans un train ?

57) T'as déjà tiré le signal d'alarme ?

58) A chaque station, tu peux me dire qui c'est que tu t'attends à voir monter ? Jusqu'à quelle station, c'est des gens comme toi ? Jusqu'à quelle station tu connais des gens ?

59) T'écoutes de la musique dans le train ?

60) Est-ce que tu penses que ça changerait beaucoup de choses pour toi d'avoir une voiture ?

61) Ca peut être un moment agréable pour toi quand tu prends les transports ?

62) Ca se passe comment concrètement le trajet avec tes potes ? Vous faîtes quoi ? Vous vous asseyez où ?

63) Tes parents ils ont le même rapport que toi aux transports en commun ?

VI) La cohabitation dans les lieux d'arrivée (questions sur les lieux évoqués par l'adolescent)

61) Tu te sens à l'aise dans les lieux où tu ne connais personne ? Qu'est-ce qui peut faire que tu vas te sentir mieux ? Tu préfères les lieux où tu ne connais personne ou où tu connais quelqu'un ? Est-ce que tu t'es senti tout de suite à l'aise dans ces lieux ou il t'a fallu du temps?

62) Si tu devais décrire les gens que tu rencontres dans ces lieux, tu le ferais comment ? Comment ça se passe avec les gens qui sont aussi présents dans ces lieux ? Est-ce que y'a déjà eu des tensions, des moments d'incompréhension ?

63) La foule c'est quelque chose que t'aimes bien ?

64) Quels rapports tu as avec les jeunes d'autres cités du département ? Et avec les jeunes qui n'habitent pas en cité ? Tu les rencontres dans les trains ou dans les lieux fréquentés ?

65) Combien de temps tu passes dans ces lieux ?

66) Tu y vas en groupe ou non dans ces lieux ?

67) Dans ces lieux, quand c'est des espaces publics, tu es toujours en mouvement ou ça t'arrive de stationner ? Est-ce que tu consommes ou tu te contentes de déambuler ? Peux tu me raconter ton après midi type dans ces lieux ? C'est quoi les petits trucs que t'aimes faire là-bas ?

68) Lui demander de décrire une scène de drague.

69) Ca t'es déjà arrivé que quelqu'un que tu connaisses pas vienne te parler ? Ca s'est passé comment ?

70) Qu'est-ce que tu peux trouver là bas que tu n'as pas dans ton quartier ?

VII) Mise en perspective

71) Vécu ou non d'une mobilité résidentielle (internationale ou au niveau de la région parisienne) : est-ce que t'as déjà déménagé ?

72) Te vois tu rester plus tard dans le quartier ?

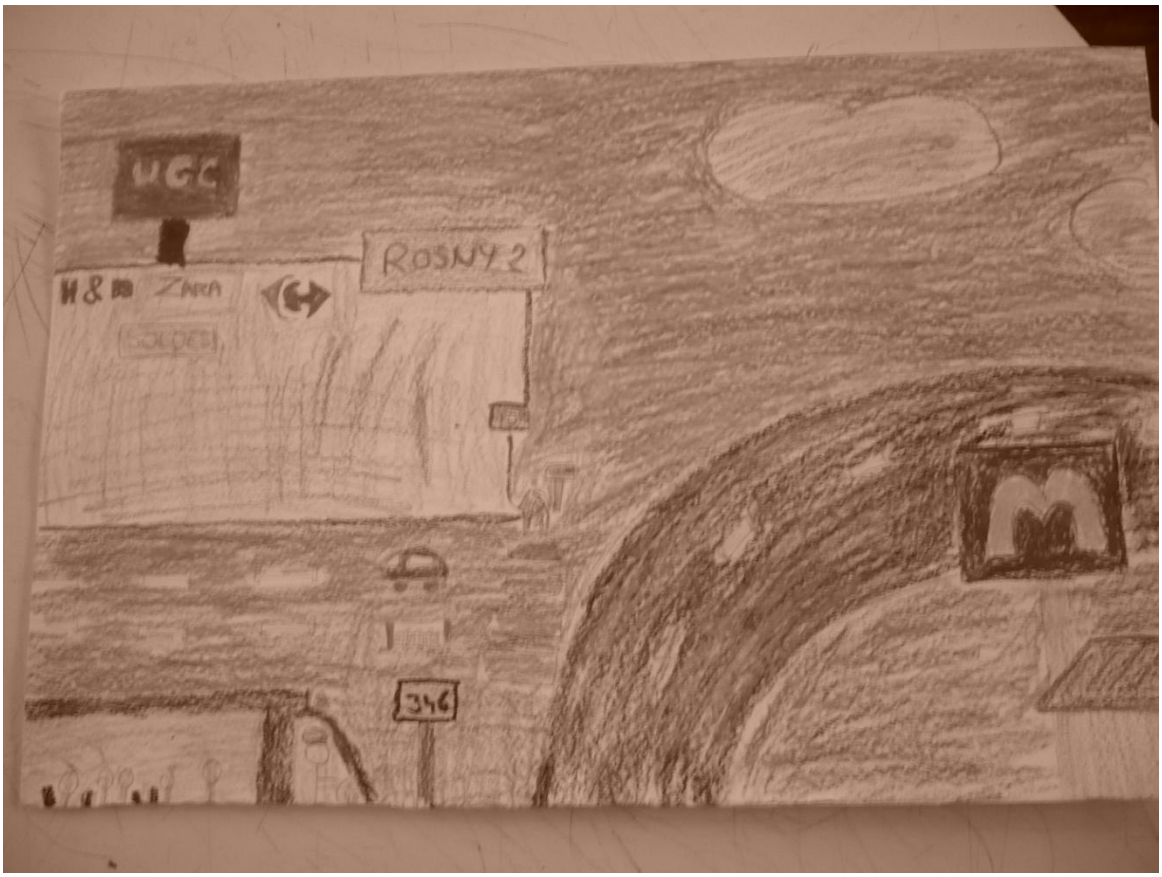
73) Situation scolaire et familiale.

74) Disponibilité des parents en temps et moyens de motorisation.

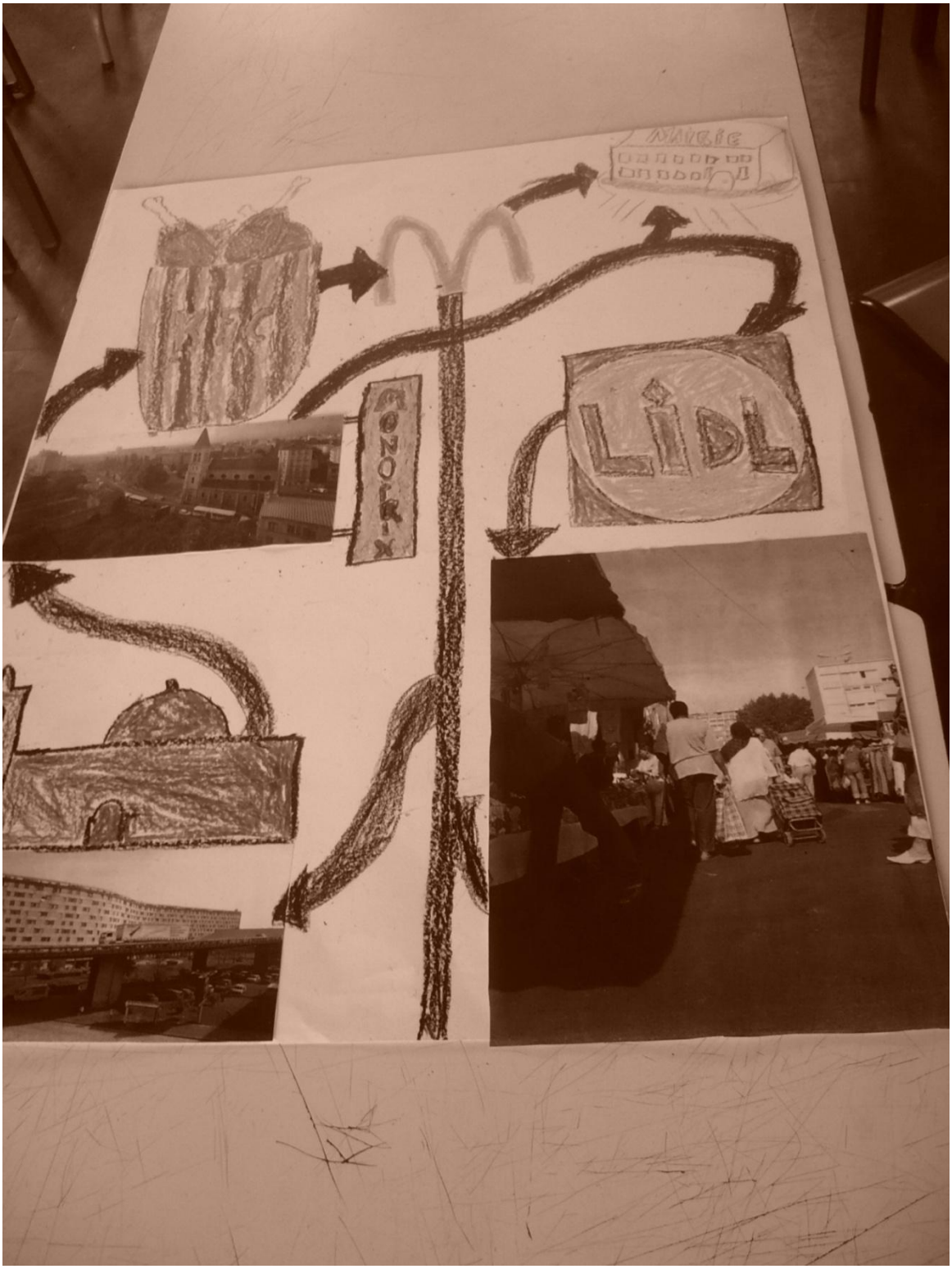
75) Nombre de frères et sœurs. Est-ce qu'ils l'accompagnent dans la mobilité ? Quels sont les rapports entre les membres de la famille ?

76) Boursier ou non

ANNEXE C : Exemples de carte mentale réalisée par des élèves de troisième en cours d'Arts Plastiques



ST DENIS
KFC


MARCHE
CONOFRIX
LIDL

ANNEXE D : Exemples de questionnaires réalisés par les élèves

1) Questionnaire réalisé par une classe de seconde BEP

Le sport

1. Pratiques tu un (ou des) sports ? □ oui □ non
Si oui lequel(s) ?.....
Si non pourquoi ?.....

2. Si oui, le pratiques tu en club ? □ oui □ non

3. Combien d'heures par semaine ?.....

4. Depuis quel âge pratiques tu ce sport ?.....

5. Aimerais tu en faire ton métier ? □ oui □ non
Si oui pourquoi ?.....

6. Aimerais tu faire un autre sport ? □ oui □ non
Si oui lequel ?.....

La mode

1. Est-ce important pour toi de porter de la marque ?
□ très important □ important □ peu important □ indifférent

2. Si cela est important, pourquoi ?.....

3. Quelle est ta marque préférée ?.....

4. Quel est ton style vestimentaire préféré (hip hop, électro, classe…) ?
……..

5. Qu'est-ce qui t'inspire le plus dans le choix de tes vêtements ?
□ les magazines □ les clips □ les stars □ les fréquentations proches
□ autre :……

6. Quel budget consacres tu aux vêtements par mois ?.....

7. Tes parents jouent-ils un rôle important dans le choix de ton style ?
□ très important □ important □ peu important □ aucun

Les sorties et loisirs

1. Jusqu'à quelle heure as-tu le droit de sortir en semaine ?.....

Et le week-end ?.....

2. A quelle fréquence sors tu durant la semaine ? □ jamais □ de 1 à 3 fois □ plus de 3 fois

3. Avec qui sors tu le plus souvent ? Numérotes les réponses de 1 à 3 («1» = personne avec qui tu sors le plus) : □ mes amis □ mon petit(e) ami(e) □ ma famille
□ autre :……

4. Quels sont tes 3 passes temps favori ? Classes tes réponses de 1 à 3 :
1)…… 2)……..
3)…….

Relations entre amis

1. Combien d'amis as-tu ? □ 0 □ □ 1 à 5 □ □ 6 à 10 □ □ plus de 10

2. Qu'attends-tu de ton ami en priorité ? □ pouvoir rigoler□ □ sincérité – fidélité
□ □ générosité □ confiance □ autre : ……

3. Où sors-tu le plus souvent avec tes amis ?.....

4. Quel est le moyen que tu utilises le plus pour être en contact avec tes amis ?
□ MSN □ Face à face □ □ portable □ Autre :…….

5. As-tu des amis proches de sexe opposé ? □ oui □ non

Relations familiales des adolescents

1. Combien de frères et sœurs as-tu ?.....

2. Quelles relations as-tu avec tes frères et sœurs ?
□ confiance □ copains-copines □ conflits □ absence de relation
□ autre :….....

3. Avec qui t'entends-tu le mieux dans ta famille ?.....

4. Quelles relations entretiens-tu avec tes parents ?
□ autoritaire □ copains-copines □ confiance □ conflits □ absence de relation □ autre :…….

5. Te sens-tu bien dans ta famille ? □ oui □ non

Relations amoureuses

1. Es-tu déjà sorti avec un garçon ou une fille ? □ oui □ non

2. Si oui, quel âge avais-tu la première fois ?.....

3. Avec combien de filles ou garçons es-tu sorti ? ……..

4. Es-tu déjà tombé amoureux (se) ? □ oui □ non

5. Combien de temps es-tu resté au maximum avec une personne ?.....

6. As-tu déjà eu une relation sexuelle ? □ oui □ non

7. Si oui, à quel âge ?.....

Rêves, désirs, projets

1. Quel était ton rêve d'enfance ?.....

2. As-tu une passion dans la vie ? □ oui □ non
Si oui laquelle ?.....

3. Es tu satisfais de ton orientation scolaire ? □ oui □ non
Pourquoi ?.....

4. As-tu un projet professionnel ? □ oui □ non
Si oui lequel ?.....

5. As-tu un projet personnel ? □ oui □ non
Si oui lequel ?.....

6. Quel est ton héros, ton exemple dans la vie ?.....

□ Fille □ Garçon

Ville d'habitation :……..

Tes parents sont-ils séparés ? □ Oui □ non

De quelle origine es tu ?.....

Quel âge as-tu ? □ 13 □ 14 □ 15 □ 16 □ 17 □ 18 □ Plus de 18

En quelle classe es-tu ? □ 4e □ 3e □ 2e □ 1e □ Terminale

Merci beaucoup d'avoir pris du temps pour répondre au questionnaire. Toutes les réponses sont bien entendu anonymes et confidentielles.

2) Questionnaire réalisé par une classe de troisième d'insertion professionnelle

Lieux fréquentés

1) Classes de 1 à 6 les lieux que tu fréquentes le plus à Belleville (1 pour le lieu le plus fréquenté et 6 pour le moins fréquenté) :
Lieu sportif :..... Lieu culturel (cinéma, théâtre…) : ……..... Commerces : ..... Associations :……. Espaces urbains (rues, parcs…) : ..... Autres : .....

2) Y a-t-il des lieux où tu n'aimes pas aller à Belleville ? □ oui □ non

3) Si oui, lesquels et pourquoi ?.....

Ambiance du quartier

1) Quelle est l'ambiance du quartier ? □ calme □ agitée □ bouillante
□ nulle □ autre :…….

2) D'après toi à quel moment de la journée y a-t-il le plus souvent de l'animation dans le quartier ?.....

3) D'après toi dans quel endroit y a-t-il le plus d'ambiance à Belleville ?.....
……
…..

4) Les jeunes du quartier s'entendent ils bien avec :
- les personnes âgées ? □ oui □ non □ autre :……
- les adultes ? □ oui □ non □ autre :……
- les autres adolescents ? □ oui □ non □ autre :……

La sécurité dans le quartier

1) La police est-elle présente dans le quartier ? □ pas assez □ un peu
□ normal □ beaucoup □ trop

2) Te sens-tu en sécurité à Belleville ? □ oui □ non
Pourquoi ?.....

Les relations entre filles et garçons à Belleville

1) Ton petit(e) ami(e) habite t'il à Belleville ? □ oui □ non
Si tu n'en as pas actuellement, le dernier en date habitait-il Belleville? □ oui □ non

2) Si tu es une fille as-tu beaucoup d'amis garçons dans le quartier ? □ oui □ non
Si tu es un garçon as-tu beaucoup d'amis filles dans le quartier ? □ oui □ non

3) Dans ton collège ou lycée les filles et les garçons s'entendent-ils bien ? □ oui □ non
Si non, pourquoi ?.....

4) Les garçons sont ils violents avec les filles dans ton collège ou lycée? □ oui □ non
Les filles sont-elles violentes avec les garçons dans ton collège ou lycée ? □ oui □ non
Si oui pourquoi ?.....

5) Si tu as une bande est-elle composée de filles et de garçons ? □ oui □ non
Si elle est non mixte, à ton avis pourquoi ?.....

Amis et connaissances dans et hors de Belleville

1) As-tu des amis dans le quartier ? □ non □ un peu □ beaucoup

2) Tous tes amis habitent-ils dans le quartier ? □ oui □ non

3) Vois- tu souvent tes amis en dehors du collège ou lycée ?
□ oui □ non □ de temps en temps
Si oui, dans quel lieu les vois-tu le plus souvent ?.....

4) Quelles activités fais-tu le plus avec tes amis ?.....

5) Traînes-tu avec des gens : □ de ton âge □ moins âgés □ plus âgés

Qu'est-ce qu'il y a comme équipement dans le quartier et qu'est-ce qui manque ?

1) A ton avis que manque-t-il le plus dans le quartier pour te distraire ? …….
……

2) Ces activités sont-elles présentes dans le quartier :
- Lieux sportifs ? □ oui □ non
- Centre culturel ? □ oui □ non
- Centre de loisir et maison de quartier ? □ oui □ non
- Parc ? □ oui □ non
- Cinéma ? □ oui □ non
- Théâtre ? □ oui □ non

Les associations du quartier

1) Participes-tu à une association? □ sportive □ de loisirs □culturelle
□ éducative □ autre :……

2) Cette association est-elle dans le quartier ? □ oui □ non

3) Comment s'appelle-t-elle ?.....

4) Connais-tu des associations en dehors du quartier de Belleville ? □ oui □ non

Les transports dans le quartier

1) Quel transport prends-tu le plus ? Classes les de 1 à 5 (1 pour le plus utilisé et 5 pour le moins utilisé) : □ bus □ métro □ RER □ Scooter □ vélo

2) Quel transport préfères-tu prendre ?.....

3) Y'a-t-il un transport que tu détestes ? □ oui □ non
Si oui lequel et pourquoi ?.....

4) Combien de fois sors-tu du quartier dans la semaine ?.....

□ Fille □ Garçon

Quel âge as-tu ? □ 13 □ 14 □ 15 □ 16 □ 17 □ 18 □ Plus de 18

Es tu au : □ collège □ lycée général □ lycée professionnel □ autre:.....

Merci beaucoup d'avoir pris du temps pour répondre au questionnaire. Toutes les réponses sont bien entendu anonymes et confidentielles.
Nous vous présenterons prochainement les résultats.

Bibliographie

Alderson P., *Listening to Children: Children, Ethics and Social Research*, Londres, Barnardo's, 1995, 130 pages.

Alderson P., Morrow V., « Multi-disciplinary research ethics review: is it feasible? », *International Journal of Social Research Methodology: Theory and Practice,* vol 9, n° 5, 2006, pp.405-417.

Allemand S., *Apprendre la mobilité. Les ateliers mobilité, une expérience originale*, Paris, Le Cavalier Bleu, 2008, 139 pages.

Allen B., « Le quartier à l'articulation d'enjeux spatiaux temporels », in Authier JY., Bacqué M-H., Guérin-Pace F. (dir). *Le quartier. Enjeux scientifiques, actions politiques et pratiques sociales,* Paris, La Découverte, 2007, 293 pages.

Amar G., « Pour une écologie urbaine des transports », *Les annales de la recherche urbaine*, n°59-60, 1993, pp. 140-157.

Anderson N., *Le Hobo, sociologie du sans-abri*, Paris, Nathan, 1993 [1923], 320 pages.

Andréo C., *Déviance scolaire et contrôle social, Une Ethnographie des jeunes à l'école,* Villeneuve d'Ascq, Presses Universitaires du Septentrion, 2005, 221 pages.

Andrieux V., Herviant J., « Les zones urbaines sensibles en Ile de France en 1999 », *INSEE Ile de France à la page*, n°205, 2001.

Arendt H., *Condition* de l'*homme moderne*, Paris, Calmann-Lévy, 1983, 406 pages.

Ariès P., L'enfant et la vie familiale sous l'Ancien Régime, Paris, Seuil, 1973, 316 pages.

Ascher F., *Métapolis ou l'avenir des villes*, Odile Jacob, Paris, 1995, 346 pages.

Auray N., Legout MC, « Entre individualisme et singularité : le Star Sims Theme des amateurs de Sims », *Médiamorphoses*, n°21, 2007, pp 63-68.

Authier J-Y., *Espace et socialisation. Regards sociologiques sur les dimensions spatiales de la vie sociale*, Habilitation à Diriger des Recherches, Université Lyon 2, 13 Novembre 2001, 183 pages.

Authier J-Y., « Les rapports au quartier » in Authier J-Y., Bensoussan B., Grafmeyer Y., Lévy J-P., Lévy-Vroelant C. (dir.), *Du domicile à la ville, vivre en quartier ancien*, Paris, Anthropos, collection «Villes», 2001, 209 pages.

Authier J-Y., « Les citadins et leur quartier. Enquêtes auprès d'habitants de quartiers anciens centraux en France », *L'année sociologique*, vol 58, 2008, pp. 21-46.

Bachiri N., Després C., « Mobilité quotidienne dans la communauté métropolitaine de Québec d'adolescents résidant en territoires rurbains », *Enfances, Familles, Générations*, 2008, 8.

Bacqué M-H., Fijalkow Y., « En attendant la gentrification de la Goutte d'Or (1982-2000), Discours et politiques », *Sociétés contemporaines*, n°63, 2006, pp. 63-84.

Bacqué M-H., Fol S., « Effets de quartier : enjeux scientifiques et politiques de l'importation d'une controverse », in Authier JY. ; Bacqué M-H. ; Guérin-Pace F. (dir). *Le quartier. Enjeux scientifiques, actions politiques et pratiques sociales*, Paris, La Découverte, 2007.

Bacqué M-H., Fol S., « L'inégalité face à la mobilité : du constat à l'injonction », *Revue suisse de sociologie, n*°33, 2007, pp. 89-104.

Barth F., *Ethnic Groups and Bounderies. The Social Organization of Culture Difference*, Boston, Little and Brown, traduit in Poutignat G., Streiff-fenart J., *Théories de l'ethnicité*, Paris, PUF, 1995, pp.204-214.

Bassand M., « La mobilité spatiale, un phénomène macroscopique », in Balandier G., M. Érard (dir.), *Sociologie pluraliste et pluralisme sociologique*, Université de Neuchâtel, EDES, 1986, 215 pages.

Bassand M., Kaufmann V., Joye D. (dir.), *Enjeux de la sociologie urbaine*, Lausanne, Presses Polytechniques et Universitaires Romandes, 2007, 411 pages.

Baudouin T., Collin M., « L'enjeu métropolitain des Halles », *French Politics, Culture & Society*, vol 25, n°2, 2007, pp. 94-115.

Bauman Z., *Liquid modernity*, Cambridge, Polity Press, 2000, 240 pages.

Bavoux, P., Forêt, C., *En passant par le centre. La rue de la République à Lyon*, anthropologie d'une espace public, Marseille, CERFISE, 1990, 95 pages.

Beauchamps M., « L'accessibilité numérique. Transformer le risque de renforcement des inégalités numériques en opportunité », *Les cahiers du numérique*, n°5, 2009, pp.101-118.

Beaud S., « L'usage de l'entretien en sciences sociales. Plaidoyer pour l'«entretien ethnographique », *Politix*, vol 9, n°35, 1996, pp. 226-257.

Beaud S., *80% au bac et après ? Les enfants de la démocratisation scolaire*, Paris, La Découverte, 2002, 345 pages.

Beaud S., Pialoux M., *Violences urbaines, violence sociale. Genèse des nouvelles classes dangereuses*, Paris, Fayard, 2003, 426 pages.

Beaud S., Pialoux M., « La racaille et les vrais jeunes. Critique d'une vision binaire du monde des cités », *Liens Socio*, 2005.

Beck U., *La société du risque. Sur la voie d'une autre modernité*, Paris, Flammarion, 2003, 522 pages.

Becker H., *Les ficelles du métier. Comment conduire sa recherche en sciences sociales*, Paris, La Découverte, 2002, 360 pages.

Becker H., « Georges Pérec : tentatives de description sociale », *Comment parler de la société ? Artistes, écrivains, chercheurs et représentations sociales*, Paris, La Découverte, 2010, 320 pages.

Begag A., « Mobilité et quartiers en difficulté : entre rouiller et s'arracher, réapprendre à flâner », *Actes du séminaire Déplacements et liens sociaux*, CETUR, 1993.

Begag A., Rossini R., *Du bon usage de la distance chez les sauvageons*, Paris, Le Seuil, 1999, 215 pages.

Behar D., « Banlieues ghettos, quartiers populaires ou ville éclatée », *Annales de la recherche urbaine*, n°68-69, 1995, pp. 6-14.

Behar D., « La politique de la ville : une politique a-territoriale ? », *Recherches sociales*, 2001, n°158, pp.13-20.

Bell N., « Ethics in child research: rights, reason and responsibilities », *Children's Geographies*, vol. 6, n°1, 2008, pp.7–20.

Bénabou R., Kramarz F., Prost C., « Zones d'éducation prioritaire : quels moyens pour quels résultats ? Une évaluation sur la période 1982-1992 », *Economie et statistique*, vol 380, 2004, pp. 3-34.

Berger P., Luckmann T., *La construction sociale de la réalité*, Paris, Méridiens Klincksieck, 1986.

Berthet J-M., *Lyon, la banlieue et leur centre. Entre la rue de la République et la Part Dieu*, Rapport pour le programme interministériel « Apprentissages, transmission et créativité de la ville et dans la ville », 2002, 79 pages.

Bessin M., Bidart C., Grossetti M.(dir.), *Les sciences sociales face aux ruptures et à l'événement*, Paris, La Découverte, 2010, 397 pages.

Bidart C., « Dynamiques des réseaux personnels et processus de socialisation: évolutions et influences des entourages lors des transitions vers la vie adulte », *Revue française de sociologie*, vol. 49, n°3, 2008, pp. 559-583.

Bidart C., « Bifurcations biographiques et ingrédients de l'action », in Bessin M., Bidart C., Grossetti M.(dir.), *Les sciences sociales face aux ruptures et à l'événement*, Paris, La Découverte, 2010, pp. 224-237.

Bizeul D., « Les sociologues ont-ils des comptes à rendre ? Enquêter et publier sur le Front national », *Sociétés contemporaines*, n°70, 2008, pp. 95-113.

Boissonade J., « Pratiques d'agrégation juvénile et dynamiques du proche », *Annales de la recherche urbaine*, n° 90, 2001, pp. 173-181.

Boquet M., Mus M., « Dé-localiser les jeunes », *EspacesTemps.net,* Mensuelles, 20.12.2007.

Boquet M, *Les banlieues entre ouverture et fermeture : réalités et représentations de l'enclavement dans les quartiers urbains défavorisés*, Thèse de doctorat, Université du Havre, 2008, 454 pages.

Boltanski L., Thévenot L., *De la justification. Les économies de la grandeur*, Paris, Gallimard, 1991, 483 pages.

Boltanski L, Chiapello E., *Le nouvel esprit du capitalisme*, Paris, Gallimard, 1999, 843 pages.

Boltanski L., « Usages faibles, usages forts de l'habitus », in Encreve P., Lagrave R-M. (dir.), *Travailler avec Bourdieu*, Paris, Flammarion, 2003, pp. 153-161.

Bonvalet C., « La famille-entourage locale », *Population*, 200, n°1,vol. 58, 2003, pp. 9-43.

Bordes V., *Prendre place dans la cité. Jeunes et politiques municipales*, Paris, l'Harmattan, 2007.

Bordigoni M., « Terrain désigné. Observation sous contrôle : quelques enjeux d'une ethnographie des Tsiganes », *Ethnologie française*, vol 37, n°2, 2001, pp. 117-126.

Bordreuil J-S., « Hommes à la rue aux États-Unis », *Annales de la Recherche Urbaine*, n°57-58, 1992, pp. 135-146.

Bordreuil J-S., « Plan de Campagne, la ville résurgente », in Dubois-Taine G., *La Ville émergente. Résultats de recherches*, Paris, PUCA, ministère de l'Equipement, 2002, pp. 63-80.

Boukir K., *« On est des mecs des cités ». Amitiés, honnêteté et complicité dans une commune de la banlieue parisienne*, Thèse de doctorat, Paris, EHESS (en cours).

Bouly de Lesdain S., « *Château Rouge, une centralité africaine à Paris* », *Ethnologie française*, vol. 29, n° 1, 1999, pp. 86–99.

Boyd, D., *Taken Out of Context: American Teen Sociality in Networked Publics*, Thèse de doctorat, Université de Berkeley, 2008, 406 pages.

Bourdieu P., *La distinction. Critique sociale du jugement*, Paris, Éditions de Minuit, 1979, 672 pages.

Bourdieu P., « La jeunesse n'est qu'un mot », *Questions de sociologie*, Paris, Éditions de Minuit, 1980, pp. 95-112.

Bourdieu P., « Le capital social », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°31, 1980, pp. 2-3.

Bourdieu P., *Le sens pratique*. Paris, Minuit, 1980, 480 pages.

Bourdieu P., « L'ordre des choses. Entretien avec des jeunes gens du nord de la France », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 90, 1991, pp. 7-19.

Bourdieu P., *Réponses. Pour une anthropologie réflexive*, Paris, Seuil, 1992, 270 pages.

Bourdieu P., *Esquisse d'une théorie de la pratique*, Paris, Seuil, 2000 [1972], 429 pages.

Bourdieu P., *Langage et pouvoir symbolique*, Paris, Seuil, 2001, 423 pages.

Bourdieu P., *Le Bal des célibataires. Crise de la société paysanne en Béarn*, Paris, Points Seuil, 2002, 266 pages.

Bourdin A., « Les mobilités et le programme de la sociologie », *Les cahiers internationaux de la sociologie*, vol 118, 2005, pp. 5-21.

Bozon M., Villeneuve-Gokalp C., « Les enjeux des relations entre générations à la fin de l'adolescence », *Populations*, n°6, 1994, pp.1524-1556.

Braudel F., *Civilisation matérielle, économie et capitalisme XV-XVI siècle*, Paris, Colin, 1979, 449 pages.

Breitbart M., « Banners for the Street: Reclaiming Space and Designing Change with Urban Youth », *Journal of Education and Planning Research*, vol 15, n°1, 1995, pp. 35-49.

Bretagnolle A., « Les villes dans l'espace-temps : vitesse des communications et structuration des territoires », in Volvey (dir.), *Echelles et temporalités*. Paris, Editions Atlande, 2005, pp. 180-187.

Bréviglieri M., Cicchelli V., *Adolescences méditerranéennes. L'espace public à petit pas*, Paris, L'Harmattan, 2007, 445 pages.

Breviglieri M., « Ouvrir le monde en personne. Une anthropologie des adolescences », in Breviglieri M., Cicchelli V., *Adolescences méditerranéennes. L'espace public à petit pas*, L'Harmattan, Paris, 2007, pp. 19-59.

Briggs X., « Mixité sociale et « géographie des opportunités » : pistes pour de nouvelles politiques et questions irrésolues », in Authier JY. ; Bacqué M-H. ; Guérin-Pace F. (dir). *Le quartier. Enjeux scientifiques, actions politiques et pratiques sociales*, Paris, La Découverte, 2007.

Bronner L., « Au cœur d'une bande du 93, le plaisir de la violence », *Le Monde*, 26 Mars 2006.

Buffet L., « La mobilité quotidienne des membres de la famille dans les quartiers défavorisés », Colloque AISLF, 10-12 octobre 2002, Lausanne.

Burgess E., « La croissance de la ville. Introduction à un projet de recherche », in I. Joseph et Y. Grafmeyer, *L'école de Chicago*, Paris, Flammarion, 2005 [1925], pp. 131-147.

CDC, Etude Caisse des dépôts et consignations sur « L'évaluation de la fracture numérique dans les territoires sensibles traités par l'ANRU », 2009.

Caillé A., *Don, intérêt et désintéressement. Bourdieu, Mauss, Platon et quelques autres*, Paris, La Découverte, 2005, 352 pages.

Cailly L., Dodier R., « La diversité des modes d'habiter des espaces périurbains dans les villes intermédiaires : différenciations sociales, démographiques et de genre », *Norois*, n° 205, 2007, pp 67-80.

Cailly L., « Existe-t-il un mode d'habiter spécifiquement périurbain ? », *EspacesTemps.net*, Textuel, 2008.

Capron G., « Les centres commerciaux à Buenos Aires : les nouveaux espaces publics de la ville de la fin du XXème siècle », *Annales de la recherche urbaine*, n°78, 1998, pp.55-69.

Cardon D., Delaunay-Teterel H., « La production de soi comme technique relationnelle. Un essai de typologie des blogs par leurs publics », *Réseaux*, n°13, 2006, pp. 15-71.

Cartier M., Coutant I., Masclet O., Siblot Y., *La France des « petits-moyens ». Enquête sur la banlieue pavillonnaire*, Paris, La découverte, 2008, 320 pages.

Cass N, Shove E, Urry J., « Social exclusion, mobility and access », *The sociological review*, n°53, 2005, pp. 539-555.

Caubel D., « Réduire les disparités d'accès à la ville ? Une réponse concrète mais imparfaite par les transports collectifs », *Cahiers scientifiques du transport*, n°51, 2007, pp.9-36.

Cefaï D., *Pourquoi se mobilise-t-on ? Les théories de l'action collective*, Paris, La Découverte, 2007, 730 pages.

Cefaï D. (dir), *L'engagement ethnographique*, Paris, Editions EHESS, 2010, 637 pages.

CERTU, *L'enquête ménages déplacements : « méthode standard »*, Paris, Centre d'Etudes sur les Réseaux, les Transports, l'Urbanisme, 1998.

Chalas Y., Dubois-Taine G., *La ville émergente*, Paris, Éditions de l'Aube, 1997, 281 pages.

Chamboredon J-C., « La société française et sa jeunesse », in J-P. Darras (dir), *Le partage des bénéfices*. Paris, Minuit, 1966, pp. 156-175.

Chamboredon, J-C ; Lemaire M. « Proximité spatiale et distance sociale. Les grands ensembles et leur peuplement », *Revue française de sociologie*, vol 11, n°1, 1970, p. 3-33.

Chamboredon J-C., « La délinquance juvénile, essai de construction d'objet », *Revue française de sociologie*, vol 12, n°3, 1971, pp. 335-377.

Champion J-B, Marpsat M., « La diversité des quartiers prioritaires: un défi pour la politique de la ville », *Economie et Statistiques*, n° 294-295, 1996, pp.47-65.

Chardonnel S., *Emplois du temps et de l'espace. Pratiques des populations dans une station touristique de montagne*, Thèse de doctorat en géographie, Grenoble, Université Joseph Fourier, 1999, 230 pages.

Charmes E., « Les Périurbains sont-ils anti-urbains ? », *Les Annales de la recherche urbaine*, juillet, n° 102, 2007, pp. 7-18.

Chauviré C., « Aux sources de la théorie de l'enquête. La logique de l'abduction chez Peirce », in in Karsenti B., Quéré L. (dir), *La croyance et l'enquête. Aux sources du pragmatisme*, Paris, Raisons Pratiques, 2004, pp. 55-84.

Chauviré C., Chevallier S., *Dictionnaire Bourdieu*, Paris, Ellipses, 2010, 175 pages.

Choffel P., « les conditions de vie dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville », in Godard F., Pumain D. (dir), *Données Urbaines*, Paris, Anthropos, 1996, pp. 123-133.

Choffel P., Delattre E., « Habiter un quartier défavorisé : quels effets sur la durée de chômage ? », *Premières Synthèses*, 43.1, DARES, 2003.

Cicourel A., « Habitus revisited conceptually and empirically. The emergence of social structure in children and its demise among the aged», 17ème Congrès de l'Association Internationale de Sociologie, Göteborg, 12 Juillet 2010.

Clair I., *Les jeunes et l'amour dans les cités*, Paris, Armand Colin, 2008, 304 pages.

Clair I., Descoutures V., « Filles et garçons d'un quartier populaire parisien », Rapport pour la Délégation à la Politique de la Ville de la Mairie de Paris, 2009, 96 pages.

Clark L., *Wassup Rockers*, film sorti en salles le 5 Avril 2006.

Clifton K., « Independent Mobility Among Teenagers. Exploration of Travel to After-School Activities », *Transportation Research Record*, n°1854, 2003, pp. 74-80.

Clot-Goudard R., Tillous M., « L'espace du réseau : du flux au territoire. Le tournant pragmatiste engagé par Isaac Joseph », *Tracés*, n°15, 2008, pp.107-126.

Cloutier M-S., Torres J., « L'enfant et la ville : notes introductoires », *Enfances, Familles, Générations*, n° 12, 2010, pp. 1-15.

Collectif, *En marge de la ville, au cœur de la société: ces quartiers dont on parle*, La Tour d'Aigues, Éditions de l'Aube, 1997, 349 pages.

Coenen-Huther J., « Le type idéal comme instrument de la recherche sociologique », *Revue française de sociologie*, vol 44, n°3, 2003, pp. 531-547.

Costes L, *L'étranger sous terre : commerçants et vendeurs à la sauvette du métro parisien*, Paris, L'Harmattan, 1994, 186 pages.

Costes L, *Immobilités, inégalités et management de la mobilité des étudiants en Île-de-France*, Rapport pour la RATP, 2002, 86 pages.

Coutard O., Dupuy G., Fol S., « La pauvreté périurbaine : dépendance locale ou dépendance automobile », *Espaces et Sociétés*, Paris, n° 108-109, 2002, pp. 155-176.

Corcuff P., « Théorie de la pratique et sociologies de l'action : anciens problèmes et nouveaux horizons à partir de Bourdieu », *Actuel Marx* n°20, 1996, pp. 27-38.

Corcuff P., « Figures de l'individualité, de Marx aux sociologies contemporaines », *EspacesTemps.net*, Textuel, 12.07.2005.

Corcuff P., *Les nouvelles sociologies. Entre le collectif et l'individuel*, Paris, Nathan, 2007, 128 pages.

Costa-Lacoux J., *L'Humiliation. Les jeunes dans la crise politique*, Paris, Éditions de l'Atelier, 2008, 232 pages.

C.R.E.D.O.C., *Étude sur l'offre des zones d'emploi pour les publics des zones urbaines sensibles du même territoire : Typologie des ZUS franciliennes selon les déséquilibres rencontrés sur le marché de l'emploi*, Rapport de l'étude réalisée pour La Mission pour l'Egalité des Chances de la Préfecture de la Région d'Ile-de-France, 2008.

Cressey P., *The Taxi Dance Hall: a Sociological Study in Commercialized Recreation and City Life*, Chicago, Chicago University Press, 1932, 334 pages.

Cuny C., « Die Fotografie als ethnographische Forschungsmethode : das Beispiel des Porträts », *Berliner Blätter. Ethnographische und ethnologische Beiträge*, Heft 46, 2008, pp. 53-60.

Dahlgren P., « À la recherche d'un public parlant. Les médias et la démocratie délibérative », in Cefaï D., Pasquier D. (dir.), *Les sens du public. Publics politiques, publics médiatiques*, Paris, PUF, 2003, pp. 291-312.

Danic I., « La culture des 12-15 ans : les lascars pour modèle », in Sirota R.(dir), *Eléments pour une sociologie de l'enfance,* Rennes, PUR, 2006, pp.275-283.

Danic I., Delalande J., Rayou P., *Enquêter auprès d'enfants et de jeunes. Objets, méthodes et terrains de recherche en sciences sociales*, Rennes, PUR, 2006, 216 pages.

Danic I., David O., Depeau S. (dir), *Les enfants et les jeunes dans les espaces du quotidien*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2010.

Darmon M., *La socialisation*, Paris, Armand Colin, 2010, 128 pages.

Davis F., « The Cabdriver and his Fare: Facets of a Fleeting Relationship», *American Journal of Sociology*, vol 65, n°2, 1959, pp. 158-165.

Davis M., *City of Quartz, Los Angeles, capitale du futur*, Paris, La découverte, 1997, 392 pages.

De Coninck F., Godard F., « L'approche biographique à l'épreuve de l'interprétation. Les formes temporelles de la causalité », *Revue Française de Sociologie*, vol 31, n°1, pp.23-54.

De Coninck F., Massot M-H., « La mobilité, variable d'ajustement du quotidien des actifs. Approche qualitative et quantitative : quelles complémentarités ? », 77e Congrès de l'Acfas, Ottawa, 13 Mai 2009.

Delage M., « Identifier des centralités commerciales dans l'unité urbaine de Paris » in *Données urbaines*, 2011, à paraître.

Denave S., « Les ruptures professionnelles : analyser les évènements au croisement des dispositions individuelles et des contextes », in Bessin M., Bidart C., Grossetti M.(dir.), *Les sciences sociales face aux ruptures et à l'événement*, Paris, La Découverte, 2010, pp. 168-174.

Demaziere D., Dubar C., *Analyser les entretiens biographiques - L'exemple de récits d'insertion*, Paris, Nathan, 1997, 335 pages.

Depeau S., « Radioscopie des territoires de la mobilité des enfants en milieu urbain. Comparaison entre Paris intra-muros et banlieue parisienne », *Enfances, Familles, Générations*, 2008, 8.

Desrosieres A., « Entre réalisme métrologique et conventions d'équivalence : les ambiguïtés de la sociologie quantitative », *Genèses*, n°43, 2001, pp. 112-127.

Desrosieres A., Thévenot L., *Les catégories socioprofessionnelles*, Paris, La découverte « Repères », 2002, 104 pages.

Desrosieres A., « L'opposition entre deux formes d'enquête : monographie et statistique », *L'argument statistique. Gouverner par les nombres*, Paris, Mines ParisTech, 2008, pp. 143-152.

Devaux J., « Mobilités quotidiennes, avancée en âge et différenciation des trajectoires de jeunes ruraux franciliens », Colloque de l'ASF, 6 Juillet 2011, Grenoble.

Deville J., « Investir de nouveaux territoires à l'adolescence », *Sociétés et jeunesses en difficulté*, n°4, 2007.

Dewey, John, *Le public et ses problèmes*, Pau, Editions Farrago, 2003 [1927], 207 pages.

Di Méo G., « Composantes spatiales, formes et processus géographiques des identités », .*Annales de géographie*, vol 113, n°638-639, 2004, pp. 339-362.

DIV, « Désenclavement, mobilité, transports : un enjeu prioritaire pour les quartiers », Les rencontres de la DIV, 28 Mai 2008.

Donzelot J. « La nouvelle question urbaine », *Esprit*, 1999, n°258, pp.87-114.

Donzelot J., M-C. Jaillet, « La nouvelle question urbaine », *Actes du séminaire*, PUCA, 2001.

Donzelot J., Mével C., Wyvekens A., *Faire société. La politique de la ville aux Etats-Unis et en France*, Paris, Seuil, 2003, 363 pages.

Donzelot J., « La ville à trois vitesses : relégation, périurbanisation, gentrification », *Esprit*, 2004, n°303, pp.14-39.

Donzelot J., *Quand la ville se défait. Quelle politique face à la crise des banlieues*, Paris, Seuil, *2006*, 186 pages.

Dris N., *La Ville mouvementée. Espace public, centralité et mémoire urbaine à Alger*, Paris, L'Harmattan, 2002, 435 pages.

Dubar C., *La socialisation. Construction des identités sociales et professionnelles*, Paris, Armand Colin, 1991, 278 pages.

Dubet F., *La Galère. Jeunes en survie*, Paris, Fayard, 1987, 497 pages.

Dubet F., Lapeyronnie D., *Les quartiers d'exil*, Paris, Seuil, 1992, 245 pages.

Dubet F., *Sociologie de l'expérience*, Paris, Seuil, 1994, 271 pages.

Dubet F., Martucelli D., « Théories de la socialisation et définitions sociologiques de l'école », *Revue française de Sociologie*, n°37/4, 1996, pp. 511-535.

Dubet F., Martucelli D., *A l'école. Sociologie de l'expérience scolaire*, Paris, Seuil, 1996, 362 pages.

Dubet F., « Pour une conception dialogique de l'individu », *EspacesTemps.net*, Textuel, 21.06.2005.

Dubet F., *L'expérience sociologique*, paris, La Découverte, 2007, 120 pages.

Duncan D., Duncan B., *The Negro Population of Chicago: A Study of Residential Succession*, University of Chicago Press, Chicago, 1957.

Duneier M., *Sidewalk*, New York, Farrar, Strauss and Giroux, 1999, 416 pages.

Dupâquier, J., « Sédentarité et mobilité dans l'ancienne société rurale », *Histoire & Sociétés Rurales*, vol 18, 2002, pp. 121-135.

Duprez D., Leclerc-Olive, M. « Sociabilités et usages du quartier », in Collectif, *En marge de la ville, au cœur de la société: ces quartiers dont on parle*, La Tour d'Aigues, Éd. de l'Aube, 1997.

Dupuy G., *La fracture numérique*, Ellipses, Paris, 2007, 158 pages.

Durkheim E., *L'éducation morale*, Paris, Presses Universitaires de France, 1992 [1925].

Duru-Bellat M., *Les inégalités sociales à l'école. Genèse et mythes*, Paris, PUF, 2002, 250 pages.

Enaux C., « Mise en œuvre de la mobilité quotidienne : quelles logiques cognitives sous-jacentes ? »**,** in Ramadier T. (dir), « Les mobilités quotidiennes : représentations et pratiques. Vers l'identité de déplacement », Rapport de recherche, CNRS, Strasbourg, 2007, pp. 85-106.

Enaux C., Legendre A., « Méthode d'identification des lieux investis par des enfants de six à onze ans dans leur espace de vie urbain quotidien », in Danic I., David O., Depeau S. (dir), *Les enfants et les jeunes dans les espaces du quotidien*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2010, pp. 89-99.

Epstein R., « La mixité sociale dans les politiques territoriales post-contractuelles », in Jaillet M-C., Perrin E., Menard F. (dir.), *Diversité sociale, ségrégation urbaine, mixité*, La Défense : éditions Recherche du PUCA, 2008.

Epstein R., *Gouverner à distance. La rénovation urbaine, démolition-reconstruction de l'appareil d'Etat*, Thèse de doctorat**,** Ecole Normale Supérieure de Cachan, 2008, 472 pages.

Erikson E.., *Adolescence et Crise : La quête de l'identité*, Flammarion, Paris, 1972, 348 pages.

Estèbe P., « Recension de Maurin, Éric. 2004. Le ghetto français. Enquête sur le séparatisme social », *Lien social et politiques*, 52, 2004, pp. 162-167.

Fassin D., « L'éthique au-delà de la règle. Réflexions autour d'une enquête sur les soins en Afrique du Sud », *Sociétés contemporaines*, n°71, pp. 117-136.

Felouzis G., « La ségrégation ethnique au collège et ses conséquences », *Revue française de sociologie*, vol 44/3, 2003, pp 413-447.

Felouzis G., Perroton J., « Grandir entre pairs à l'école. Ségrégation ethnique et reproduction sociale dans le système éducatif français », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, n° 180, 2009, pp. 92-101.

Ferry J-M., *De la civilisation. Civilité, légalité, publicité*, Paris, Cerf, 2001, 194 pages.

Fine M., Freudenberg N., Payne A., Perkins T., Smith K., Wanzer, K., « Anything Can Happen with Police Around: Urban Youth Evaluate Strategies of Surveillance in Public Places», *Journal of Social Issues*, n°59, 2003, pp. 141-158.

Firdion J-M., Marpsat M., Bozon M. « Est-il légitime de mener des enquêtes statistiques auprès des sans-domicile ? Une question éthique et scientifique », *Revue française des affaires sociales*, n° 2-3, 1995, pp. 29-51.

Fitoussi J-P., Laurent E., Maurice J. (dir), *Ségrégation Urbaine et Intégration Sociale*, Rapport du Conseil d'Analyse Economique N°45, Paris, La Documentation Française, 2004.

Fize M., *Les Adolescents*, Paris, Le Cavalier Bleu, 2009, 128 pages.

Fluckiger C., « La sociabilité juvénile instrumentée. L'appropriation des blogs dans un groupe de collégiens », *Réseaux*, n°138, 2006, pp. 111-138.

Fluckiger C., «Les collégiens et la transmission familiale d'un capital informatique », *Agora Débat Jeunesse*, Vol.46, 2007, pp. 32-42.

Fol S., *Mobilité des pauvres et rapports au territoire*, Mémoire d'Habilitation à Diriger des Recherches, Université Paris I – Panthéon – Sorbonne, 2005, 246 pages.

Fol S., Dupuy G., Coutard O., « Transport Policy and the Car Divide in the UK, the US and France: Beyond the Environmental Debate », *International Journal of Urban and Regional Research*, volume 31, 2007, pp. 802–818.

Fontar B., Kredens E., « Comprendre le comportement des enfants et adolescents sur Internet pour les protéger des dangers », Rapport de recherche pour la Fondation pour l'Enfance et Fréquence Ecole, 128 pages, 2010.

Fort-Jacques T., *Mettre l'espace en commun. Recherche sur la coprésence dans les lieux-mouvement du métro*, Thèse de Géographie, Université de Pau et des Pays de l'Adour, Décembre 2010.

Fotel T., Thomsen T., « The Surveillance of Children's», *Mobility Surveillance & Society*, vol 1, n° 4, 2004, pp. 535-554.

Foucault M., *Histoire de la sexualité I, La volonté de savoir*, Paris, Gallimard, 1976, 248 pages.

Fourcaut A., *La ville divisée : les ségrégations urbaines en question, France XVIIIe-XXe siècles*, Grâne, Créaphis, 1996, 465 pages.

Fraser S. (dir), *Doing research with Children and Young People*, Londres, Sage, 2004, 295 pages.

Fumat Y., « La civilité peut-elle s'enseigner? », *Revue Française de pédagogie*, n°132, pp. 101-113.

Galland O., « Adolescence, post-adolescence, jeunesse: retour sur quelques interprétations », *Revue française de sociologie*, Vol. 42, n°4, 2001, pp. 611-640.

Galland O., *Sociologie de la jeunesse*, Paris, Armand Colin, 2007, 247 pages.

Gallez C., Kaufmann V., « Aux racines de la mobilité en sciences sociales : contribution au cadre d'analyse sociohistorique de la mobilité urbaine », in Flonneau M., Guigueno V. (dir), *De l'histoire des transports à l'histoire de la mobilité ?*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2009, pp 41-55.

Garfinkel H., *Studies in Ethnomethodology*, Cambridge, Polity Press, 1967.

Garnier J-P., « Recension de Éric Charmes. *La vie périurbaine face à la menace des gated communities », Espaces et sociétés*, n° 124-125, 2006, pp. 243-253.

Garreta G., « Une régularité sans répétition ? Dewey et l'habitude comme schème dynamique », in Chauviré C. ; Ogien A. (dir.) *La régularité. Habitude, disposition et savoir-faire dans l'explication de l'action*, 2002, pp. 137-160.

Gaspard F., Khosrokhavar F., *Le foulard et la République*, Paris, La Découverte, 1995.

Gaubert C., « Badauds, manifestants, casseurs. Formes de sociabilité, éthos de virilité et usages des manifestations », *Sociétés contemporaines*, n°21, 1995, pp. 103-118.

Gayet-Viaud C., « De l'innocuité sociale aux degrés d'humanité : les figures du "petit vieux" et du "bébé"», *Annales de la recherche urbaine*, n°100, 2006, pp.59-67.

Gayet-Viaud C., *L'égard et la règle. Déboires et bonheurs de la civilité urbaine*, Thèse de doctorat en sociologie, Paris, EHESS, 2008, 555 pages.

Gayet-Viaud C., « Les jeunes et les péripéties de la civilité dans les espaces urbains. Entre maladresse et forfanterie, la vigilance catégorielle », in Melliti I. (dir), *Jeunes, dynamique identitaire et frontières culturelles*, Paris, L'Harmattan, 2008, pp. 84-96.

Geremek B., *La potence ou la pitié. L'Europe des pauvres du Moyen-âge à nos jours*, Paris, Gallimard, 1987, 330 pages.

Gibson, J.J., *The ecological approach to visual perception*, Boston, Houghton Mifflin, 1979, 333 pages.

Giddens A., *Les conséquences de la modernité*, Paris, L'harmattan, 1994, 192 pages.

Goffman E., *La mise en scène de la vie quotidienne. La présentation de soi*, Paris, Les Editions de Minuit, 1973, 255 pages.

Goffman E., *Stigmate. Les usages sociaux des handicaps*, Paris, Les Editions de Minuit, 1975, 176 pages.

Goffman E., *Les cadres de l'expérience*, Paris, Les Editions de Minuit, 1991, 576 pages.

Gotman A., « Géographies familiales, migrations et générations », in Bonvalet C., Gotman A., Grafmeyer Y. (dir), *La famille et ses proches. L'aménagement des territoires*, Paris, Presses Universitaires de France – INED, pp. 69-133.

Goyon M., « Jeunesses périurbaines en Dombes : mobilité quotidienne, modèles parentaux et socialisation », Colloque ASRDLF, 7 Juillet 2009, Clermont-Ferrand.

Gould-Ellen I., Austin-Turner M., « Does neighborhood matter? Assessing recent evidence », *Housing Policy Debate*, vol. 8, issue 4, 1997, pp. 833-866.

Goux D., Maurin E., « Neighborhood Effects on Performances at School », *Working Paper*, CREST, 2004.

Grafmeyer Y., Authier J.Y., *Sociologie urbaine*, Paris, Armand Colin, 2008, 128 pages.

Graham, S., Marvin, S., *Splintering Urbanism: Networked Infrastructures, Technological Mobilities and the Urban Condition*, London, Routledge, 2001, 512 pages.

Granié M.-A., « Socialisation au risque et construction sociale des comportements de l'enfant piéton : éléments de réflexion pour l'éducation routière », *Enfances, Familles, Générations***,** n°12, 2010, p. 88-110.

Grémy J-P., Le Moan M-J., « Analyse de la démarche de construction de typologies dans les sciences sociales », *Informatique et sciences humaines*, n°35, 1977.

Grosjean M., Thibaud J-P. (dir), *L'espace urbain en méthodes*, Marseille, Parenthèse, 2001, 214 pages.

Guérin-Pace F., « Le quartier entre appartenance et attachement : une échelle identitaire ? », in Authier JY. ; Bacqué M-H. ; Guérin-Pace F. (dir). *Le quartier. Enjeux scientifiques, actions politiques et pratiques sociales*, Paris, La Découverte, 2007.

Guidez J-M., « Pratiques de mobilité quotidienne et quartiers DSQ. Des chiffres ? », in *Actes du séminaire Déplacements et liens sociaux*, CETUR, 1993.

Gumperz J., *Engager la conversation. Introduction à la sociolinguistique interactionnelle*, Paris, Minuit, 1989, 192 pages.

Hachimi Alaoui M., Jarvin M., « Les usages des cafés lycéens. Entre discussions intimes et exposition de soi », in Breviglieri M., Cicchelli V., *Adolescences méditerranéennes. L'espace public à petit pas*, L'Harmattan, Paris, 2007, pp. 77-94.

Hadjenberg M., « A Chanteloup, une désespérante « lutte des classes » passe par l'école », *Mediapart*, 2 Juillet 2008.

Hamel C., *L'intrication des rapports sociaux de sexe, de « race », d'âge et de classe : ses effets sur la gestion des risques d'infection par le VIH chez les Français descendant de migrants du Maghreb*, thèse de doctorat d'Anthropologie sociale et ethnologie, EHESS, 2003.

Hart R., *Children's Participation: from tokenism to citizenship,* Florence, UNICEF International Child Development Centre, 1992.

Hass C., Hérard M., *Jeunes métropolitains aux Halles*, Rapport de recherche pour la Ville de Paris, 2007, 68 pages.

Hass C., Hérard M., « Les Halles lieu d'une seule jeunesse », *Annales de la Recherche urbaine*, n°105, 2008, pp. 47-55.

Héran F., « L'assise statistique de la sociologie », *Economie et statistique*, n°168, 1984, pp. 23-35.

Héran F., « Des distances à vol d'oiseau aux distances réelles ou de l'origine des détours », *Flux*, n° 76-77, 2009, pp. 110-121.

Hermans H., « The construction and reconstruction of a dialogical self », *Journal of Constructivist Psychology*, n°16, 2003, pp. 89-30.

Hillman M. (dir), *Children, Transport and the Quality of Life*, Londres, Policy Studies Institute, 2003, 128 pages.

Holloway S., Valentine G. « Spatiality and the new social studies of childhood », *Sociology*, n°34, 2000, pp. 763-783.

Huerre P., « De l'adolescent à l'adolescence », in Bedin V. (dir), *Qu'est-ce que l'adolescence* ?, Paris, Editions Sciences humaines, 2009, 256 pages.

Jacquesson F., « Les zones urbaines sensibles franciliennes : des réalités diverses », *Insee Ile-de-France à la page*, n°271, 2006.

James A., Jenks C., Prout A., *Theorizing Childhood*, Cambridge, Polity Press, 1998, 256 pages.

Jarrigeon A., *Corps à corps urbains. Vers une anthropologie poétique de l'anonymat parisien*, Thèse de doctorat, Paris IV, 2007, 493 pages.

Jencks C., Mayer S., « The Social Consequences of Growing Up in a Poor Neighborhood », in Lynn L., McGeary M. (dir). *Inner-City Poverty in the United States*, National Academy Press, 1990, pp 111-186.

Joas H., *George Herbert Mead. Une réévaluation contemporaine de sa pensée*, Paris, Economica, 2007, 219 pages.

Jobard F., Lévy R., *Police et minorités visibles : les contrôles d'identité à Paris*, Open Society Institute, New York Justice, 2009.

Joseph I., « L'espace public comme lieu de l'action », *Annales de la recherche urbaine*, n°57-58, 1992. pp. 210-217.

Joseph I., « Les compétences de rassemblement : une ethnographie des lieux publics », *Enquête*, n°4, 1996, pp. 107-122.

Joseph I., *Erving Goffman et la microsociologie*, Paris, PUF, 1998, 126 pages.

Joseph I., « Tarde avec Park. A quoi servent les foules ? », *Multitudes*, n°7, 2001.

Joseph I., Grafmeyer Y., *L'école de Chicago*, Paris, Flammarion, 2005, 377 pages.

Joseph I., *L'athlète moral et l'enquêteur modeste*, Paris, Economica, 2007, 496 pages.

Häußermann H., Siebel W., *Stadtsoziologie. Eine Einführung*, Frankfurt/New York: Campus Verlag, 2004, 264 pages.

Karsenti B., « La sociologie à l'épreuve du pragmatisme. Réaction durkheimienne », in Karsenti B., Quéré L. (dir), *La croyance et l'enquête. Aux sources du pragmatisme*, Paris, Raisons Pratiques, 2004, pp. 319-349.

Karsten L., « Growing up in Amsterdam: differentiation and segregation in children's daily lives », *Urban Studies*, Vol. 35, n°3, 1998, pp. 565-58.

Katz J., *How emotions work*, Chicago, University of Chicago Press, 1999, 407 pages.

Katz J., « Du comment au pourquoi. Descriptions lumineuses et inférences causales en ethnographie » in Cefaï D. (dir), *L'engagement ethnographique*, Paris, Editions EHESS, 2010, pp. 43-105.

Kaufmann J-C., *L'invention de soi. Une théorie de l'identité*, Paris, Armand Colin, 2004, 352 pages.

Kaufmann J-C., « Individu et réflexivité », in Hirschorn M., *L'individu social*, Presses Universitaires de Laval, pp 57-68.

Kaufmann V., Flamm M., *Famille, temps et mobilité. Etat de l'art et tour d'horizon des innovations*, Paris, Rapport de recherche CNAF et Ville en mouvement, 2003, 62 pages.

Kaufmann V., Bergmann M., Joye D., « Motility: Mobility as capital », *International Journal of Urban and Regional Research*, n°28, 2004, pp. 745-756.

Kaufmann V., Jemelin C., « La motilité, une forme de capital permettant d'éviter les irréversibilités socio-spatiales? », Colloque de géographie sociale *Espaces et Sociétés aujourd'hui*, Rennes, 2004.

Kaufmann V., « Mobilités et réversibilités : vers des sociétés plus fluides ? », », *Les cahiers internationaux de la sociologie*, CXVIII, 2005, pp. 119-136.

Kaufmann V., Widmer E., « L'acquisition de la motilité au sein des familles. Etat de la question et hypothèses de recherche », *Espaces et Sociétés*, n°120-121, 2005, pp. 199-217.

Kaufmann V., « La motilité : une notion clé pour revisiter l'urbain ? », in Bassand M., Kaufmann V., Joye D. (dir.), *Enjeux de la sociologie urbaine*, Lausanne, Presses Polytechniques et Universitaires Romandes, 2007, pp.171-188.

Kaufmann V., Widmer E., Joye D., *Réseaux sociaux, mobilités spatiales et inégalités de genre: trois domaines pour une thématique*, non daté, disponible à l'URL suivante : www2.unil.ch/pavie/enseignement/ecole_doc/Kauffman_Widmer_Joye.pdf

Kirszbaum T., Synthèse des études sur le désenclavement sous le Xème Plan, IAURIF, 1997.

Kokoreff, M. «L'espace des jeunes, Territoires, identités et mobilités », *Annales de la recherche urbaine*, 1993, 59-60, pp.171-179.

Kokoreff M., « Mobilités et polarisations des jeunes dans la ville », in Haumont N. (dir.), *L'urbain dans tous ses états. Faire, vivre et dire la ville*, Paris, L'Harmattan, 1998, pp. 245-254.

Kokoreff M., *La force des quartiers. De la délinquance à l'engagement politique*, Paris, Payot-Rivages, 2003, 354 pages.

Kokoreff M., « La banalisation raciale. À propos du racisme « anti-blancs » », *Mouvements*, n°41, 2005, pp. 127-135.

Kokoreff M., « Du stigmate au ghetto. De la difficulté à nommer les quartiers », *Informations sociales*, n° 141, 2007, pp. 86-95.

Kokoreff M., « Pauvres quartiers ! Complexité de l'objet et ambivalence des phénomènes », in Authier JY. ; Bacqué M-H. ; Guérin-Pace F. (dir). *Le quartier. Enjeux scientifiques, actions politiques et pratiques sociales,* Paris, La Découverte, 2007.

Labov W., *Le parler ordinaire. La langue des ghettos noirs des États-Unis,* Paris, Éditions de Minuit, 1993, 520 pages.

Lacascade Y., « Mis à pied…Ethnographie du rapport à l'automobile, à l'espace et au déplacement chez les jeunes habitants d'une cité périphérique déshéritée d'une petite ville du nord de la France au milieu des années 90 », *Enfances, Familles, Générations*, 2008, 8.

Lagrange H., « Crime et conjoncture économique », *Revue française de sociologie*, vol. 42, n° 1, 2001, pp. 57-79.

Lagrange H., « "Ethnicité" et déséquilibres sociaux en Île-de-France », in Lagrange H. (dir.), *L'épreuve des inégalités*, Paris, PUF, coll. « Le Lien social », 2006, pp. 247-282.

Lagrange H., *Le déni des cultures*, Paris, Le Seuil, 2010, 350 pages.

Lahire B., *L'homme pluriel. Les ressorts de l'action*, Paris, Nathan, 1998, 271 pages.

Lahire B., *La Culture des individus,* Paris, La Découverte, 2004, 777 pages.

Lannoy P., « L'automobile comme objet de recherche, Chicago, 1915-1940 », Revue Française de Sociologie, Vol. 44/3, 2003, pp. 497-529.

Lannoy P., « Famille et automobile dans les travaux de l'Ecole de Chicago », *NETCOM,* n°19, 2005, pp. 141-155.

Lapeyronnie D., « L'académisme radical ou le monologue sociologique : avec qui parlent les sociologues ? », *Revue française de sociologie*, vol. 45, n°4, 2004, pp. 621-651

Lapeyronnie D., *Ghetto urbain*, Ségrégation, violence, pauvreté en France aujourd'hui, Robert Laffont, Paris, 2008, 624 pages.

Laporte A., Le mener E., Oppenchaim N., Pourette D., « Survivre ou faire l'amour ? La pluralité des expériences affectives et sexuelles des personnes sans domicile fixe », Rapport de l'Observatoire du Samu Social commandé par l'Institut National de Prévention et d'Education Sanitaire, 2007.

Largo-Poirier A., « Sociabilités urbaines » in Salvador J., Largo-Poirier A., Orain H., Poltorak J-F., *Les sentiers du quotidien. Rigidité, fluidité des espaces sociaux et trajets routiniers en ville*, Paris, L'Harmattan, 1997, pp. 121-149.

Le Bon G., *Psychologie des foules*, Paris, Presses universitaires de France, 2002 [1895].

Le Breton D., *Passions du risque*, Paris, Métailié, 1991, 189 pages.

Le Breton E., « Nouveaux problèmes de mobilité, nouveaux acteurs ? L'aide à la mobilité dans le secteur de l'insertion sociale et professionnelle », in Orfeuil J-P. (dir.), *Transports, pauvretés, exclusions*, éditions de L'Aube, Paris, 2004, pp. 115-147.

Le Breton E., *Bouger pour s'en sortir*, Paris, Armand Colin, 2004, 247 pages.

Le Goff J.,Schmitt J-C, *Le charivari*, Paris, Mouton, 1981, 446 pages.

Lefebvre H., *La production de l'espace*, Paris, Anthropos, 2000 [1974], 487 pages.

Legendre A., « Évolution de la connaissance et de l'utilisation des espaces publics extérieurs entre 6 et 11 ans : le cas d'Arpajon une petite ville de la banlieue parisienne », in Danic I., David O., Depeau S. (dir), *Les enfants et les jeunes dans les espaces du quotidien*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2010, pp. 75-88.

Lélevrier C., Rougier I., Rapport thématique « Désenclavement-aménagements urbains », Instance d'évaluation de la politique de la ville en Ile de France, 2006.

Lélevrier C., « Politique de la ville : gestion des territoires et mobilités », in Fraboulet D., Rivière D., *La ville sans bornes. La ville et ses bornes*, Paris, Nolin, 2006, 328 pages.

Lélevrier C., Noyé C., Observation des mobilités résidentielles des ménages liées aux opérations de rénovation urbaine en Île-de-France, DREIF, 2007.

Lélevrier C., « La mixité dans la rénovation urbaine : dispersion ou re-concentration », *Espaces et sociétés*, n° 140-141, 2010, pp. 59-74.

Lemieux C., *Le devoir et la grâce*, Paris, Economica, 2009, 256 pages.

Lennard H., Lennard, S., *The forgotten child: cities for the well-being of children*, International Making Cities Livable Council, Gondolier Press, 2001, 160 pages.

Lepoutre, D., *Cœur de banlieue : codes, rites et langages*, Paris, Odile Jacob, 2001a, 460 pages.

Lepoutre D., « La photo volée. Les pièges de l'ethnographie en cité de banlieue », *Ethnologie française*, 2001b, pp. 89-101.

Lepoutre D., Cannoodt I., *Souvenirs de familles immigrées*, Paris, Odile Jacob, 2005, 377 pages.

Lewis P., Torres J., « Les parents et les déplacements entre la maison et l'école primaire : quelle place pour l'enfant dans la ville? », *Enfances, Familles, Générations*, n°12, 2010, pp. 44-65.

Lieberg M., « Youth in their local environment » in Camstra R. (dir), *Growing up in a changing urban landscape*, Assen, van Gorum, 1997, pp. 90-111.

Liogier R., « La jeunesse n'est pas une classe sociale », *Sociétés*, n°90, 2005, pp. 25-41.

Livingstone S., *Young people and new media: childhood and the changing media environment*, Londres, Sage, 2002, 277 pages.

Lofland L., *A World of Strangers: Order and Action in Urban Public Space*, New York, Basic Books, 1973, 233 pages.

Lord S., Després C., «Vieillir en banlieue nord-américaine. Le rapport à la ville des personnes âgées », *Gérontologie et société*, n°136, 2011, pp. 189-204.

Louvet N., Jemelin C., Évaluation de la mobilité dans les projets de renouvellement urbain financés par l'ANRU, Rapport pour le CES de l'ANRU, 2007.

Lynch K., *Growing up in cities : Studies of the spatial environment of adolescence*, Cambridge, MIT Press, 1977, 177 pages.

Macher G., *L'adolescence, une chance pour la ville*, Paris, Les carnets de l'info, 2010, 264 pages.

Macleod J., *Ain't No Makin' It: Aspirations and Attainment in a Low-Income Neighborhood*, Oxford, Westview Press, 2004, 537 pages.

Manning R., Jago R., Fionda J., « La généralisation des sanctions, les jeunes et l'espace public », in Danic I., David O., Depeau S. (dir), *Les enfants et les jeunes dans les espaces du quotidien*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2010, pp. 191-204.

Marlière E., *Jeunes en cité : diversité des trajectoires ou destin commun ?*, L'Harmattan, Paris, 2005, 278 pages.

Marotel G., Davée M., *Travailler à Paris, vivre à 100 km*, Note d'information, IRT – INRETS, 1981, 76 pages.

Marpsat M., Laurent R., « Le chômage des jeunes est-il aggravé par l'appartenance à un quartier en difficulté », in Collectif, *En marge de la ville, au coeur de la société : ces quartiers dont on parle*, Paris, L'Aube, 1997, pp.231-251.

Marpsat M., « La modélisation des effets quartiers aux Etats-Unis. Une revue des travaux récents », *Populations*, 54/2, 1999, pp. 303-330.

Martin O., « La conquête des outils électroniques de l'individualisation chez les 12-22 ans », *Réseaux*, n° 145-146, 2007, pp. 335-366.

Martuccelli D., « Les trois voies de l'individu sociologique », *EspacesTemps.net*, Textuel, 08.06.2005.

Martuccelli D., *Forgé par l'épreuve. L'individu dans la France contemporaine*, Paris, Armand Colin, 2006, 478 pages.

Martuccelli D., Singly de F., *Les sociologies de l'individu*, Paris, Armand Colin, 2009, 128 pages.

Masclet O., « Mission impossible. Ethnographie d'un club de jeunes », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 136-137, 2001, pp. 62-69.

Maspero F., *Les passagers du Roissy-Express*, Paris, Éditions du Seuil, 1990, 328 pages.

Masson J. «The legal context», in Fraser S. et al., *Doing Research with Children and Young People*, Sage, Londres, 2004, pp. 43-58.

Massot M-H, JP Orfeuil., « La mobilité au quotidien, entre choix individuel et production sociale », *Les cahiers internationaux de la sociologie* CXVIII, 2005, pp. 81-100.

Massot M-H, Proulhac L., *Les mobilités urbaines des adolescents franciliens*, Rapport de recherche pour l'Institut pour la ville en mouvement, 2006.

Massot M-H., Zaffran J., « Auto-mobilité urbaine des adolescents franciliens », *Espaces, Populations, sociétés*, 2007, 2-3, pp. 227-241.

Massot M-H, JP Orfeuil., « Mobilité résultante et mobilité organisatrice : les paradigmes au service de la compréhension des transformations urbaines », in Chalas Y., Paulhiac F. (dir), *La mobilité qui fait la ville*, Lyon, Editions du CERTU, pp. 20-51.

Mauger G., *Les jeunes en France. Etat des recherches*, Paris, La Documentation Française, 1994, 295 pages.

Maurin E., Le ghetto français. Enquête sur le séparatisme social, Editions du Seuil, 2004, 95 pages.

McKenzie R., « Le voisinage. Une étude de la vie locale à Colombus, Ohio », in I. Joseph et Y. Grafmeyer, *L'école de Chicago*, Paris, Flammarion, 2005 [1921], pp. 213-254.

Mead G-H., *L'esprit, le soi et la société*, Paris, PUF, 2006, 434 pages.

Meissonnier J., *Provinciliens : les voyageurs du quotidien*, Paris, L'Harmattan, 2001, 320 pages.

Ménard F., Zucker E., « Parcourir les espaces du proche, de l'intime à la cité », *Sociétés et jeunesses en difficulté*, n°4, 2007.

Merklen D., « Paroles de pierre, images de feu. Sur les événements de novembre 2005 », *Mouvements*, n° 43, janvier-février 2006, pp. 131-137.

Merklen D., *Quartiers populaires, quartiers politiques*, Paris, La Dispute, 2009, 304 pages.

Merton R-K., *Eléments de théorie et de méthode sociologique*, Paris, Armand Colin, 1997, 514 pages.

Metton, C., *Les adolescents, leur téléphone et Internet, "Tu viens sur MSN ?"*, L'Harmattan, Débats Jeunesse, Paris, 2009, 202 pages.

Mitchell D., *The Right to the City: Social Justice and the Fight for Public Space*, New York, Guilford, 2003, 270 pages.

Mohammed M., Mucchielli L., « Des jeunes face à V.V.V. », in Didier Lapeyronnie (dir), *Quartiers en vacances. Des opérations Prévention Été à Ville Vie Vacances, 1982-2002*, Paris, Les Éditions de la DIV, 2003, pp. 165-184

Mohammed M., *La place des familles dans la formation des bandes de jeunes*, Thèse de doctorat, Université Saint Quentin, 2007.

Moreau G., « Jeunesse et espace public : une mise en perspective », in Danic I., David O., Depeau S. (dir), *Les enfants et les jeunes dans les espaces du quotidien*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2010, pp. 173-185.

Morin E., *L'esprit du temps. Essai sur la culture de masse*, Paris, Grasset, 1962, 280 pages.

Moro M.R., Bouche-Florin L., Skandrani S., « La construction identitaire chez l'adolescent de parents migrants. Analyse croisée du processus identitaire », *Santé mentale au Québec*, vol. 32, n° 1, 2007, p. 213-227.

Morrow V., « Ethical dilemmas in research with children and young people about their social environments », *Children's Geographies*, Vol. 6, No. 1, 2008, pp.49–61.

Mozère L., « Territoires entre territorialisation et déterritorialisation » in Mozère L., M. Péraldi M., Rey M. *L'Intelligence des banlieues*, Paris, Editions de l'Aube, 1999.

Neyrat F., Laurens S., *Enquêter : de quel droit ? Menaces sur l'enquête en sciences sociales*, Paris, Editions du Croquant, 2010, 320 pages.

Noin D., *Géographie de la population*, Paris, Masson, 1979, 328 pages.

Oberti M., *L'école dans la ville. Ségrégation - mixité - carte scolaire*, Paris, Presses de Sciences Po, 2007, 304 pages.

Observatoire Nationale des Zones Urbaines Sensibles (ONZUS), *Rapport 2005*, Editions de la Délégation Interministérielle à la Ville, 2005, 316 pages.

Observatoire Nationale des Zones Urbaines Sensibles (ONZUS), *Rapport 2009*, Editions de la Délégation Interministérielle à la Ville, 2009, 270 pages.

Offner J-M., « « L'expertise locale en transports urbains entre logiques professionnelles et organisationnelles », *Politiques et Management Public*, Vol. 6, n°1, mars 1988, pp.81-102.

Oppenchaim N., L'étude des mobilités quotidiennes des habitants de Zones Urbaines Sensibles à partir de l'enquête EGT, Université Paris-Est, Mémoire de Master 2, 2007, 122 pages.

Oppenchaim N., « Mobilités quotidiennes et ségrégation : le cas des adolescents de Zones Urbaines Sensibles franciliennes », *Espace populations sociétés*, n°2, 2009, pp. 215-226.

Oppenchaim N., « Foules, espaces publics urbains et apprentissage de la co-présence chez les adolescents des quartiers populaires de l'Île-de-France », *Conserveries mémorielles*, n°8, 2010.

Oppenchaim N., « Socialisation et mobilités quotidiennes des adolescents de zones urbaines sensibles », in Massot M-H. (dir), *Mobilités et modes de vie métropolitains*, Paris, L'œil d'Or, pp. 173-190.

Oppenchaim N., «Les adolescents de catégories populaires ont-ils des pratiques de mobilités quotidiennes spécifiques ? Le cas des zones urbaines sensibles franciliennes », *Recherche Transports et Sécurité*, vol 27, n°2, 2011, pp. 93-103.

Oppenchaim N., « Pratiques de mobilité urbaine et d'Internet chez les adolescents de Zones Urbaines Sensibles franciliennes », *Flux*, 2011, pp. 39-50.

Oppenchaim N., « La mobilité comme accessibilité, dispositions et épreuve : trois paradigmes expliquant le caractère éprouvant des déplacements à Paris », *Articulo-Journal of urban research*, n°7, 2011.

Oppenchaim N., « Pourquoi et comment favoriser la participation active d'adolescents de zones urbaines sensibles à une recherche sur leurs mobilités urbaines ? », *Les Carnets de géographes*, n°3, 2011.

Orfeuil J-P., Polacchini A., « Les dépenses des ménages franciliens pour le logement et les transports », *Recherches Transports Sécurité*, n° 63, 1999, pp. 31-46.

Orfeuil J-P., « Accessibilité, mobilité, inégalité : regards sur la question en France aujourd'hui », in J-P Orfeuil (dir.), *Transports, pauvretés, exclusions*, Paris, Éditions l'Aube, 2004, pp. 27-47.

Orfeuil J-P., « La mobilité, nouvelle question sociale ? », *SociologieS*, mis en ligne le 27 décembre 2010.

Ostrowetsky S., Bordreuil J-S., *L'émergence des pôles attractifs : les villes nouvelles françaises*, Rapport pour le secrétariat général aux villes nouvelles, Aix en Provence, 1989.

Padeiro M., *Le métro hors les murs : prolongements de lignes et évolution urbaine de la banlieue parisienne*, Thèse de doctorat, Université Paris-Est, 2009, 492 pages.

Pagès-El Karoui D., « Les cafés chichas en France ou comment sortir du « ghetto » », *Métropolitiques*, 4 mai 2011.

Pan Ke Shon JL., « Ségrégation ethnique et ségrégation sociale en quartiers sensibles. L'apport des mobilités résidentielles », *Revue française de sociologie*, vol 50/3, 2009a, pp. 451-487.

Pan Ke Shon JL., « L'émergence du sentiment d'insécurité en quartiers défavorisés », *Espace populations sociétés*, 2009b, pp. 105-117.

Paquot T., « Un sociologue à Paris », in « Paul-Henry Chombart de Lauwe et l'histoire des études urbaines en France », *Espaces et sociétés*, n°103, 2000, pp. 15-26.

Parazelli M., « Une gestion écosanitaire de l'urbanité ? Le cas des jeunes de la rue à Montréal », in Danic I., David O., Depeau S. (dir), *Les enfants et les jeunes dans les espaces du quotidien*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2010, pp. 205-220.

Park R., « La ville. Propositions de recherche sur le comportement humain en milieu urbain », in I. Joseph et Y. Grafmeyer, *L'école de Chicago*, Paris, Flammarion, 2005 [1925], p. 83-125.

Park R., « La communauté urbaine : un modèle spatial et un ordre moral », in I. Joseph et Y. Grafmeyer, *L'école de Chicago*, Paris, Flammarion, 2005 [1926], p. 197-212.

Pasquier D., *Cultures lycéennes. La tyrannie de la majorité*, Paris, Autrement, 2005, 180 pages.

Passeron J-C., « Biographies, flux, itinéraires, trajectoires », *Revue française de sociologie*, n° 31, vol 1, 1990, pp. 3-22.

Payet J-P., *Collèges de banlieue. Ethnographie d'un monde scolaire*, Paris, Méridiens Klinsieck, 1995, 206 pages.

Petonnet C., « L'anonymat comme pellicule protectrice », *Le temps de la réflexion*, n°7, Paris, Gallimard, 1987, pp. 247-261.

Petry H., « Pratiques numériques et mobilité spatiale chez les adolescents franciliens et cariocas », séminaire scientifique de l'OSC, 2010.

Peugny C., *Le Déclassement*, Paris, Grasset, 2009, 178 pages.

Pinçon M., Pinçon-Charlot M., *Dans les beaux quartiers*, Paris, Editions du Seuil, 1989, 256 pages.

Pinçon M., Pinçon-Charlot M., *Quartiers bourgeois, quartiers d'affaires*, Paris, Payot, 1992, 329 pages.

Pinol J-L, « Les historiens et les phénomènes de la ségrégation », in Brun et Rhein (dir.), *La ségrégation dans la ville*, Paris, L'Harmattan, 1993, pp. 59-72.

Pinol J-L, « La mobilité dans la ville, révélateur des sociétés urbaines », *Annales de démographie historique*, 1999, pp. 7-16.

Pollak M., « Paul F. Lazarsfeld fondateur d'une multinationale scientifique », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 25, 1979, pp.45-59.

Poupard J-M., *Les Centres commerciaux. De nouveaux lieux de socialité dans l'espace urbain*, Paris, L'Harmattan, 2005, 164 pages.

Preteceille E., « la ségrégation sociale a-t-elle augmenté ? La métropole parisienne entre polarisation et mixité », *Sociétés contemporaines*, n°62, 2006, pp 69-93.

Preteceille E., «La ségrégation ethno-raciale a-t-elle augmenté dans la métropole parisienne ?», *Revue française de sociologie*, 2009, 50/3, p. 489-519.

Quéré, L., « D'un modèle épistémologique de la communication à un modèle praxéologique », *Réseaux*, n° 46-47, 1991 pp. 69-90.

Rabault-Mazières I., « Chemin de fer, croissance suburbaine et migrations de travail : l'exemple parisien au XIXe siècle », *Histoire urbaine*, n°11, 2004, pp 9-30.

Ramadier T., Moser G., « Social legibility, the cognitive map and urban behavior », *Journal of Environmental Psychology*, 18 (3), 1998, pp. 307-319.

Ramadier T. (dir), « Les mobilités quotidiennes : représentations et pratiques. Vers l'identité de déplacement », Rapport de recherche, CNRS, Strasbourg, 2007, 254 pages.

Ramadier T.; Petropoulou C.; Bronner A-C. « Quelle mobilité quotidienne intra-urbaine sans la voiture? », *Enfances, Familles, Générations*, 2008, 8.

Ramadier T., Depeau S., « Approche méthodologique (JRS) et développementale de la représentation de l'espace urbain quotidien de l'enfant », in Danic I., David O., Depeau S. (dir), *Les enfants et les jeunes dans les espaces du quotidien*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2010, pp. 61-74.

Relieu M., Quéré L., *Modes de locomotion et inscription spatiale des inégalités. Les déplacements des personnes atteintes de handicaps visuels et moteurs dans l'espace public*, Paris, EHESS, 2001, 100 pages.

Relieu M., « Mobilité et coordination sociale. Note sur l'analyse ethnométhodologique des déplacements en situation naturelle », 8èmes journées francophones *Extraction et Gestion des Connaissances*, INRIA, Sophia Antipolis, 2008.

Remy J., Voyé L., *La ville : vers une nouvelle définition ?*, Paris, L'harmattan, 1992, 173 pages.

Rémy J., « Mobilités et ancrages : vers une autre définition de la ville », in Hirschorn M., Berthelot J-M., *Mobilités et ancrages. Vers un nouveau mode de spatialisation*, Paris, L'harmattan, 1996, pp. 135-153.

Rémy J., « Dédoublement des espaces sociaux et problématiques de l'habitat » in Bonnin P., De Villanova R.., *D'une maison l'autre. Parcours et mobilité résidentielles,* Grâne, Créaphis, 1999, pp. 315-345.

Remy J., « Culture de la mobilité et nouvelles formes de territorialité », in Vodoz L., Pfister B. et Jemelin C. (ed.) *Les territoires de la mobilité, l'aire du temps*, Lausanne, Presses polytechniques et universitaires romandes, 2004, pp. 13-42.

Renahy N. *Les Gars du coin. Enquête sur une jeunesse rurale*, Paris, La Découverte, 2005, 285 pages.

Retiere J-N., « Autour de « autochtonie. Réflexions sur la notion de capital social populaire », *Politix*, Vol. 16. n° 63, 2003, pp. 121-143.

Rinaudo C., *L'ethnicité dans la Cité. Jeux et enjeux de la catégorisation ethnique*, Paris, L'Harmattan, 1999, 206 pages.

Rivière C., « Les contextes de mixité socio-résidentielle comme terrains d'étude de la dimension stratégique du rapport à l'urbain », Colloque Actualités de la sociologie urbaine francophone, 23 Juin 2010, Lyon.

Rivière C., « Le rapport au téléphone portable dans l'encadrement parental des pratiques urbaines infantiles : essai de typologie comparée (Paris-Milan) », Colloque de l'ASF, 7 Juillet 2011, Grenoble.

Robin A., *Les filles de banlieue populaire : footballeuses et garçonnes de cité : mauvais genre ou nouveau genre ?* **,** Paris, L'Harmattan, 2008, 254 pages.

Roche D., *La culture équestre de l'occident, XVIe-XIXe siècle. L'ombre du cheval, Tome 1er : le cheval moteur*, Paris, Fayard, 2008, 479 pages.

Rochefort R., *Un commerce pour la ville*, Rapport pour le ministère du logement et de la ville, 2008, 84 pages.

Rose D., Séguin A-M., « Les débats sur les effets de quartier : que nous apprennent les approches centrées sur les réseaux sociaux et le capital social? », in Authier JY. ; Bacqué M-H. ; Guérin-Pace F. (dir). *Le quartier. Enjeux scientifiques, actions politiques et pratiques sociales*, Paris, La Découverte, 2007.

Rosenbaum J. E., « Changing the geography of opportunity by expanding residential choice: lessons from the Gautreaux program», *Housing Policy Debate*, vol. 6, issue 1, 1995, pp. 231-269.

Roulleau-Berger L., *La Ville-Intervalle: jeunes entre centre et banlieue*, Paris, Méridien Klincksieck, 1993, 212 pages.

Roulleau-Berger L., « Voir, "savoir-être avec", rendre public : pour une ethnographie de la reconnaissance », *Cahiers internationaux de sociologie*, vol. CXVII, 2004, pp 261-283.

Rubi S., *Les « crapuleuses », ces adolescentes déviantes*, Paris, PUF, 2005, 207 pages.

Rubio V., « Psychologie des foules, de Gustave le Bon. Un savoir d'arrière-plan », *Sociétés*, n°100, 2008, pp.79-89.

Safi M., « La dimension spatiale de l'intégration des populations immigrées (1968-1999) », *Revue française de sociologie*, 50/3, p. 521-552.

Saint Pierre C., *La fabrication plurielle de la ville : décideurs et citadins à Cergy Pontoise*, Paris, Créaphis, 2002, 311 pages.

Santelli E., *Grandir en banlieue. Parcours et devenir de jeunes français d'origine maghrébine*, CIEMI, collection Planète migrations, 2007, 300 pages.

Sassen S., *La ville globale : New York, Londres, Tokyo*, Paris, Descartes & Cie, 1996.

Sauvadet T., *Le capital guerrier*, Paris, Armand Colin, 2006, 306 pages.

Sauvadet T., « Folies de la vie de rue », *Enfances & Psy*, n° 46, 2010, pp. 176-183.

Scheller L., « Les bus ont-ils un sexe ? Les femmes machinistes », *Département du Développement prospective et de la recherche sociétale*, n°108, RATP, 1996.

Schiff C., « Les adolescents primo-arrivants au collège. Les contradictions de l'intégration dans un univers en tension », *Ville Ecole Intégration*, n°125, 2001, pp. 187-197.

Schiff C., Fouquet-Chauprade B., « Les parcours scolaires des primo-migrants en France : des réalités locales contrastées », *Actes du colloque Education et territoires*, Dignes les Bains, Novembre 2007.

Schnapper D., *La compréhension sociologique - Démarche de l'analyse typologique*, Paris, PUF, 1999, 120 pages.

Schwartz O., *Le monde privé des ouvriers. Hommes et femmes du Nord*, Paris, PUF, 1990, 544 pages.

Schwartz O., *La notion de « classes populaires »*, Habilitation à diriger des recherches, Université Saint-Quentin, 1998.

Selod H., « La mixité sociale et économique », *Villes et économie*, La documentation française, 2004.

Skelton T., « Research with children and young people: exploring the tensions between ethics, competence and participation », *Children's Geographies*, Vol. 6, No. 1, 2008, pp.21–36.

Sime D., «Ethical and methodological issues in engaging young people living in poverty with participatory research methods», *Children's Geography*, vol.6, 2008, pp.63-78.

Simmel G., *Le Conflit*, Dijon-Quetigny, Circé, 1995.

Simmel G., « Métropoles et mentalités », in Joseph I., Grafmeyer Y., *L'école de Chicago*, Paris, Flammarion, 2005 [1903], pp. 61-77.

Simon G., *Pratiques touristiques dans la métropole parisienne. Une analyse des mouvements intra-urbains*, Thèse de doctorat en sociologie, Université Paris Est, 2010.

Singly de F., *Les uns avec les autres. Quand l'individualisme crée du lien*, Paris, Armand Colin, 2003, 125 pages.

Singly de F., *Les adonaissants*, Paris, A. Colin, 2006, 399 pages.

Skelton T., Valentine G. (dir), *Cool places. Geographies of youth cultures*, Londres et New York, Routledge, 1998, 384 pages.

Skelton T., « Research with children and young people: exploring the tensions between ethics, competence and participation », *Children's Geographies*, n°6, 2008, pp. 21–36.

Steck B., *Contribution à une géographie du développement*, Habilitation à diriger des recherches, Université du Havre, 2000.

Sorkin M., *Variations on a theme park : the new american city and the end of public space*, New York, Hill and Wang, 1992, 272 pages.

Soulet M.H.., « Changer de vie, devenir autre : essai de formalisation des processus engagés », in Bessin M., Bidart C., Grosseti M. (dir), *Bifurcations. Les sciences sociales face aux ruptures et à l'événement*, Paris, La Découverte, 2010, pp. 212-224.

Stavo-Debauge J., Trom D., « Le pragmatisme et son public à l'épreuve du terrain. Penser avec Dewey contre Dewey », in Karsenti B., Quéré L. (dir.), *La croyance et l'enquête. Aux sources du pragmatisme,* Paris, Raisons Pratiques, 2004, pp. 195-226.

Stock M., « L'habiter comme pratique des lieux géographiques », *Espacestemps.net*, 2004, Textuel, 18.12.2004.

Strauss A., *La trame de la négociation. Sociologie qualitative et interactionnisme*, Paris, L'Harmattan, 1992, 311 pages.

Tanter A., Toubon J-C., « Mixité sociale et politiques de peuplement : genèse de l'ethnicisation des opérations de réhabilitation », *Sociétés contemporaines*, n° 33-34, 1999, pp. 59-86.

Tarde G., *L'opinion et la foule*, Paris, PUF, 1989 [1901].

Tarrius A., « Nouvelles formes migratoires, nouveaux cosmopolitismes », in Bassand M., Kaufmann V., Joye D. (dir.), *Enjeux de la sociologie urbaine*, Lausanne, Presses Polytechniques et Universitaires Romandes, 2007, pp. 135-169.

Tellier T., *Le temps des HLM, 1945-1975*, Paris, Autrement, 2007, 209 pages.

Thiercé A., *Histoire de l'adolescence (1850- 1914)*, Paris, Belin, 1999, 334 pages.

Thierry X., « Évolution récente de l'immigration en France et éléments de comparaison avec le Royaume-Uni », *Population*, vol 59, 2004, pp. 725-764.

Thomas M., « Girls, consumption space and the contradictions of hanging out in the city», *Social & Cultural Geography*, vol 6, n°4, 2005, pp. 587-605.

Tillous M., *Le voyageur au sein des espaces de mobilité : un individu face à une machine ou un être socialisé en interaction avec un territoire ?*, Thèse de Doctorat, Université Paris I, 2009, 410 pages.

Tissot S., *L'État et les quartiers. Genèse d'une catégorie de l'action publique*, Paris, Seuil, 2007, 300 pages.

Tissot S., « Quand la mixité sociale mobilise des gentrifieurs. Enquête sur un mot d'ordre militant à Boston », *Espaces et sociétés*, n° 140-141, 2010, pp. 127-142.

Tonnelat S., Jolé M., Kornblum W., « Vers une ethnographie participative » in Cefaï D., Saturno C. (dir), *Isaac Joseph. Itinéraire d'un pragmatiste,* Paris, Economica, 2007, pp. 277-291.

Tonnelat S., « Confiance et émotions dans le métro de New York » in Millon A., Le Mouel E. (dir) *Lieux et Liens*, Presses Universitaires de Nanterre, à paraître.

Torres J., *La recherche par le projet d'aménagement : Comprendre le vélo chez les enfants à travers les projets Grandir en ville de Montréal et de Guadalajara*, Thèse de doctorat, Faculté de l'aménagement, Université de Montréal, 2007.

Trasher F., *The gang: A study of 1313 gangs in Chicago*, Chicago, The University of Chicago Press, 1927.

Urry J., *Sociologie des mobilités. Une nouvelle frontière de la sociologie ?*, Paris, Armand Colin, 2005, 253 pages.

Urry J., « Les systèmes de la mobilité », *Les cahiers internationaux de la sociologie* CXVIII, 2005b, pp. 23-35.

Urry J., « Social inequalities in network capital », *Revue Suisse de Sociologie* 33, 2007, pp.9-26.

Valentine G., « Children should be seen and not heard: the production and transgression of adults' public space », *Urban Geography*, 17, 1996, pp. 205–220.

Valentine G., McKendrick J., « Children's outdoor play: exploring parental concerns about children's safety and the changing nature of childhood », *Geoforum*, 28, 2, 1997, pp.219-235.

Vallet L-A., « La mesure des effets de quartier/voisinage : un objet important et difficile à la croisée des sciences sociales », *Revue économique*, vol 56, 2005.

Van de Velde C., *Devenir adulte. Sociologie comparée de la jeunesse en Europe*, Paris, Presses Universitaires de France, « Le Lien Social », 2008, 278 pages.

Vanderbeck R.., Johnson J. H., « “That's the only place where you can hang out” : Urban young people and the space of the mall ». *Urban Geography, 21*(1), 2000, pp. 5-25.

Vandermissen, MH. « Modes de transport et territoires pratiqués en solo par les adolescents de la région urbaine de Québec », *Enfances, Familles, Générations*, 2008, 8.

Vassy C., Keller R., « Faut-il contrôler les aspects éthiques de la recherche en sciences sociales, et comment ? », *Mouvements*, n°55-56, 2008, pp. 128-141.

Vassort J., *Une société provinciale face à son devenir: le Vendômois aux XVIIIe et XIXe siècles*, Paris, Presses de la Sorbonne, 1995, 560 pages.

Vieillard-Baron H., « Les quartiers sensibles : de la globalisation à la distinction », *Rencontres de la DIV : Désenclavement, mobilités, transports. Un enjeu prioritaire pour les quartiers*, 28 Mai 2008.

Vignal C., *Ancrages et mobilités de salariés de l’industrie à l’épreuve de la délocalisation de l’emploi. Configurations résidentielles, logiques familiales et logiques professionnelles*, Thèse de doctorat en Urbanisme, aménagement et politiques urbaines, Paris XII, 2003.

Vignal C., « Les transformations du rapport au logement suite à un licenciement », Actes de la journée d’études *Le logement et l’habitât comme objet de recherche*, 20 Mai 2005.

Vigour C., *La comparaison dans les sciences sociales*, Paris, La Découverte, 2005, 336 pages.

Villechaise A. « La banlieue sans qualités. Absence d'identité collective dans les grands ensembles », *Revue française de sociologie*, vol.38, n.2, 1997, pp. 351-374.

Wacquant L., Parias urbains. Ghetto, banlieues, Etat. Une sociologie comparée de la marginalité sociale, Paris, La Découverte, 2006, 332 pages.

Weber M., *Économie* et *Société. Volume 1*, Paris, Plon, 1995, 410 pages.

Weber F., « L’ethnographie armée par les statistiques », *Enquête*, n°1, 1995, pp. 153-165.

Welzer-Lang D., Kebaza H., « Jeunes filles et garçons des quartiers. Une approche des injonctions de genre », *Rapport GIP Justice et Délégation interministérielle à la ville*, 2003.

Wenglenski S., « Regards sur la mobilité au travail des classes populaires », *Cahiers Scientifiques du Transport* n°49, 2006, pp.103-127.

Wilson J.W., *Les oubliés de l’Amérique*, Paris, Desclée de Brouwer, 1994, 254 pages.

Wirth L., *Le ghetto*, PUG, 2006 [1928], 252 pages.

Wirth L., « Le phénomène urbain comme mode de vie », in I. Joseph et Y. Grafmeyer, *L'école de Chicago*, Paris, Flammarion, 2005 [1938], p. 255-281.

Young M., Willmott P., *Le village dans la ville. Famille et parenté dans l'Est londonien*, Paris, PUF, 2010[1957], 188 pages.

Young L., Barrett H., « Adapting visual methods: action research with Kampala street children», *Area*, vol 33, 2001, pp.141-152

Zaffran J., *Les collégiens, l'école et temps libre*, Paris, Éditions Syros La Découverte, 2000, 152 pages.

Zaffran J., « Monter en âge, descendre en ville » in Montulet B. et al., *Mobilités et temporalités*. Bruxelles, Presses Universitaires de Bruxelles, 2005, pp. 53-64.

Zaffran J., *Le temps de l'adolescence - Entre contrainte et liberté*, Rennes, PUR, 2010, 185 pages.

Zask J., « La politique comme expérimentation », Introduction à Dewey J., *Le public et ses problèmes*, Farrago, Léo Scheer, 2003.

Zorbaugh H., *The Gold Coast and the Slum: A Sociological Study of Chicago's Near North Side*, Chicago, University of Chicago, 1929, 287 pages.

Liste des figures

FIGURE 1: LE CARROYAGE EGT ET LA RESIDENCE EN ZUS 155
FIGURE 2: UN CARREAU EGT COMPRENANT DE L'HABITAT ZUS ET NON ZUS 156
FIGURE 3: ISOCHRONES DE LA DISTANCE A PIED AUX AXES LOURDS DE TRANSPORTS 162
FIGURE 4: PROPORTION D'ADOLESCENTS DANS LA POPULATION PAR COMMUNE 211
FIGURE 5 : ELOIGNEMENT EN TRANSPORTS EN COMMUN DU CENTRE DE L'AGGLOMERATION PAR TRANCHES DE QUINZE MINUTES (ZUS EN FONCE) 212
FIGURE 6: POSSESSION DE LA CARTE IMAGIN'R EN FONCTION DE L'AGE 216
FIGURE 7: ACTIVITES EXTRASCOLAIRES ACCOMPAGNEES PAR LES PARENTS (EN %) 219
FIGURE 8: ADOLESCENTS ACCOMPAGNES PAR LEURS PARENTS EN VOITURE POUR REALISER UNE ACTIVITE EXTRASCOLAIRE, EN FONCTION DE L'ORIGINE SOCIALE (EN %) 246
FIGURE 9: ADOLESCENTS ACCOMPAGNES PAR LEURS PARENTS EN VOITURE POUR REALISER UNE ACTIVITE EXTRASCOLAIRE, EN FONCTION DE L'ELOIGNEMENT DU CENTRE DE L'AGGLOMERATION (EN %) 246
FIGURE 10: ADOLESCENTS ACCOMPAGNES PAR LEURS PARENTS EN VOITURE POUR REALISER UNE ACTIVITE EXTRASCOLAIRE EN FONCTION DU SEXE (EN %) 247
FIGURE 11: ADOLESCENTS AYANT UTILISE LES TRANSPORTS EN COMMUN SANS LEURS PARENTS POUR REALISER UNE ACTIVITE EXTRASCOLAIRE (EN %) 249
FIGURE 12: ADOLESCENTS AYANT UTILISE LES TRANSPORTS EN COMMUN SANS LEURS PARENTS POUR REALISER UNE ACTIVITE EXTRASCOLAIRE (EN %) 250

Liste des tableaux

TABLEAU 1 : LES DIFFERENTES FORMES DE MOBILITE SPATIALE 89
TABLEAU 2: LES PARADIGMES DE DESCRIPTION ET D'EXPLICATION DE LA MOBILITE 120
TABLEAU 3: LES METHODES TRADITIONNELLES D'ETUDE DE LA MOBILITE 133
TABLEAU 4: L'ACCES AUX TRANSPORTS EN COMMUN DES ADOLESCENTS FRANCILIENS 210
TABLEAU 5: LES ADOLESCENTS FRANCILIENS TITULAIRES DE LA CARTE IMAGIN'R 213
TABLEAU 6: RAPPORT DES RISQUES RELATIFS POUR LA POSSESSION DE LA CARTE IMAGIN'R 214
TABLEAU 7: ADOLESCENTS SE RENDANT A PIED A LEUR ETABLISSEMENT SCOLAIRE 215
TABLEAU 8: ADOLESCENTS DONT L'ETABLISSEMENT SCOLAIRE EST SITUE A MOINS D'UN KILOMETRE DU DOMICILE 215
TABLEAU 9: ADOLESCENTS RESIDANT DANS UN MENAGE BI-MOTORISE (HORS PARIS INTRA-MUROS) 216
TABLEAU 10: ADOLESCENTS DONT LE MENAGE EST SITUE DANS LE PREMIER ET LE SECOND DECILE DE REVENU PAR UNITE DE CONSOMMATION DE NOTRE ECHANTILLON 217
TABLEAU 11: STRUCTURE FAMILIALE DES ADOLESCENTS FRANCILIENS 217
TABLEAU 12: HORAIRES DE TRAVAIL ET TAUX D'ACTIVITE DES PARENTS 218
TABLEAU 13 : RAPPORT DES RISQUES RELATIFS SIGNIFICATIFS POUR LA PROBABILITE D'AVOIR ETE ACCOMPAGNE PAR UN DE SES PARENTS POUR UNE ACTIVITE EXTRASCOLAIRE DURANT LE WEEK-END 220
TABLEAU 14: ADOLESCENTS ACCOMPAGNES EN VOITURE PAR LEURS PARENTS EN SEMAINE POUR SE RENDRE EN COURS 221
TABLEAU 15: DEPLACEMENTS DES ADOLESCENTS POUR REALISER UNE ACTIVITE EXTRASCOLAIRE LE WEEK-END QUI ONT ETE ACCOMPAGNES PAR LES PARENTS 222
TABLEAU 16: ADOLESCENTS ACCOMPAGNES AU MOINS UNE FOIS PAR UN DE LEURS PARENTS EN VOITURE LE WEEK-END AFIN DE REALISER DES ACTIVITES EXTRASCOLAIRES 222
TABLEAU 17: ADOLESCENTS ACCOMPAGNES AU MOINS UNE FOIS PAR UN DE LEURS PARENTS A PIED LE WEEK-END AFIN DE REALISER DES ACTIVITES EXTRASCOLAIRES 222
TABLEAU 18: ADOLESCENTS ACCOMPAGNES DURANT LE WEEK-END AFIN DE REALISER DES ACTIVITES EXTRASCOLAIRES PAR UN MEMBRE PLUS AGE DU MENAGE AUTRE QUE LEURS PARENTS 223
TABLEAU 19: ADOLESCENTS AYANT ETE VEHICULES LE WEEK-END AFIN DE REALISER DES ACTIVITES EXTRASCOLAIRES 223
TABLEAU 20: GARÇONS AYANT ETE VEHICULES LE WEEK-END AFIN DE REALISER DES ACTIVITES EXTRASCOLAIRES PAR 224
TABLEAU 21: FILLES AYANT ETE VEHICULEES LE WEEK-END AFIN DE REALISER DES ACTIVITES EXTRASCOLAIRES PAR 225
TABLEAU 22: ADOLESCENTS AYANT UTILISE LES TRANSPORTS EN COMMUN SANS LEURS PARENTS AFIN DE REALISER DES ACTIVITES EXTRASCOLAIRES 225
TABLEAU 23: RAPPORT DES RISQUES RELATIFS SIGNIFICATIFS POUR L'USAGE DES TRANSPORTS EN COMMUN SANS LES PARENTS AFIN DE REALISER DES ACTIVITES EXTRASCOLAIRES 226
TABLEAU 24: ADOLESCENTS AYANT UTILISE LES TRANSPORTS EN COMMUN SANS LEURS PARENTS AFIN DE REALISER DES ACTIVITES EXTRASCOLAIRES, SELON QUE.... 227
TABLEAU 25: ADOLESCENTS DONT UN DES PARENTS A UTILISE LES TRANSPORTS EN COMMUN.... 227
TABLEAU 26: ENFANTS AGES DE 6 A 11 ANS, QUI POUR REALISER DES ACTIVITES EXTRASCOLAIRES LE WEEK-END, ONT UTILISE.... 228

TABLEAU 27: TEMPS PASSE PAR LES ADOLESCENTS DANS LES TRANSPORTS EN COMMUN LE WEEK-END POUR REALISER DES ACTIVITES EXTRASCOLAIRES (EN MINUTES) 229
TABLEAU 28: DUREE MOYENNE DES DEPLACEMENTS SELON LE MODE DE TRANSPORT UTILISE (EN MINUTES) 229
TABLEAU 29: POSSESSION DU PERMIS DE CONDUIRE ET USAGES DES DIFFERENTS MODES DE TRANSPORTS EN SEMAINE PAR LES JEUNES ADULTES AGES DE 18 A 21 ANS 230
TABLEAU 30: ADOLESCENTS AYANT UTILISE LA MARCHE A PIED POUR REALISER UNE ACTIVITE EXTRASCOLAIRE LE WEEK-END 230
TABLEAU 31: ADOLESCENTS N'AYANT PAS EU D'ACTIVITES EXTRASCOLAIRES DURANT LE WEEK-END 232
TABLEAU 32: PROFIL D'ACTIVITES DES ADOLESCENTS SELON L'ACCOMPAGNEMENT DES PARENTS 233
TABLEAU 33: ADOLESCENTS AYANT REALISE UNE ACTIVITE APRES 19 HEURES, SELON LE SEXE 233
TABLEAU 34: ADOLESCENTS S'ETANT DEPLACES POUR UNE ACTIVITE DE.... 234
TABLEAU 35: PARENTS AYANT REALISE UNE ACTIVITE DE... 236
TABLEAU 36: EMPLOI DU TEMPS DES ADOLESCENTS LE WEEK-END (EN MINUTES) 237
TABLEAU 37: ADOLESCENTS AYANT REALISE DES ACTIVITES EXTRASCOLAIRES DANS LEUR COMMUNE DE RESIDENCE 238
TABLEAU 38: ADOLESCENTS AYANT EU UNE ACTIVITE EXTRASCOLAIRE EN DEHORS DE LEUR COMMUNE LE WEEK-END 240
TABLEAU 39: DISTANCE PARCOURUE PAR LES ADOLESCENTS LE WEEK-END POUR REALISER DES ACTIVITES EXTRASCOLAIRES (EN KILOMETRES) 240
TABLEAU 40: DISTANCE PARCOURUE PAR LES ADOLESCENTS SANS LEURS PARENTS LE WEEK-END 243
TABLEAU 41: ADOLESCENTS AYANT REALISE UNE ACTIVITE EXTRASCOLAIRE EN DEHORS DE LEUR COMMUNE SANS ETRE ACCOMPAGNES PAR LEURS PARENTS 244
TABLEAU 42 : ADOLESCENTS DE ZUS ACCOMPAGNES PAR LEURS PARENTS EN VOITURE POUR REALISER UNE ACTIVITE EXTRASCOLAIRE 247
TABLEAU 43: FILLES AYANT ETE VEHICULEES POUR REALISER UNE ACTIVITE EXTRASCOLAIRE EN FONCTION DE L'AGE 248
TABLEAU 44: GARÇONS AYANT ETE VEHICULES POUR REALISER UNE ACTIVITE EXTRASCOLAIRE EN FONCTION DE L'AGE 248
TABLEAU 45: ADOLESCENTS AYANT UTILISE LES TRANSPORTS EN COMMUN SANS LEURS PARENTS POUR REALISER UNE ACTIVITE EXTRASCOLAIRE 250
TABLEAU 46: ADOLESCENTS N'AYANT REALISE AUCUNE ACTIVITE EXTRASCOLAIRE DURANT LE WEEK-END 251
TABLEAU 47: FILLES N'AYANT REALISE AUCUNE ACTIVITE EXTRASCOLAIRE DURANT LE WEEK-END 252
TABLEAU 48: GARÇONS AYANT REALISE UNE ACTIVITE DE LOISIR DURANT LE WEEK-END 253
TABLEAU 49: LA TYPOLOGIE DES MANIERES D'HABITER 296
TABLEAU 50: CARACTERISATION DES ADOLESCENTS SELON LEUR MANIERE D'HABITER 296

Table des matières

REMERCIEMENTS 7
INTRODUCTION GENERALE 13
1. Généalogie d'une recherche 13
2. Problématiser le lien entre mobilité et socialisation à l'adolescence 15
3. Se focaliser sur les adolescents de ZUS pour compléter les approches traditionnelles de la ségrégation 17
4. Un cadre théorique ouvert et des méthodes diverses adaptées à la spécificité des adolescents 20
5. Plan du mémoire 22

PARTIE I – FONDEMENTS THEORIQUES, CONCEPTS ET METHODES 25

CHAPITRE 1 : LES LIENS DYNAMIQUES ENTRE MOBILITE ET SOCIALISATION A L'ADOLESCENCE 27
I. Le rôle des mobilités quotidiennes dans les processus d'individualisation et de subjectivation 30
II. Les mobilités quotidiennes comme support de l'expérimentation des espaces publics urbains 35
1. La socialisation comme découverte de nouvelles habitudes d'action 35
2. Anonymat et co-présence en ville : de la foule au public 40
3. S'affirmer dans les espaces publics urbains : un enjeu de la socialisation adolescente 42
4. Des espaces publics urbains sous la domination des adultes ? 43
5. Une épreuve exaltante et douloureuse qui suppose un apprentissage 45
III.Une socialisation à la mobilité 50

CHAPITRE 2 : MOBILITE ET SEGREGATION 53
I. Fragmentation urbaine et ségrégation 55
II. Les externalités négatives de la ségrégation résidentielle 58
III.Différenciations sociales, mobilités et manières d'habiter 65
1. Un assignement à résidence ? 65
2. Une diversité géographique et sociale des ZUS 70
3. Les manières d'habiter : une articulation entre ancrage résidentiel et mobilité 73
IV.Mobilité et dé-ségrégation 76
1. Faut-il encourager les adolescents de ZUS à se déplacer en dehors de leur quartier ? 76
2. La politique de la ville a-t-elle négligé de s'intéresser à la mobilité quotidienne ? 80

CHAPITRE 3 : MOBILITE ET SOCIOLOGIE 87
I. Une sociologie des mobilités ? 89
1. L'évolution historique de la mobilité spatiale : migrations, mobilités résidentielles et quotidiennes 89
2. Les mobilités sont-elles l'objet central de la sociologie ? 93
3. La sociologie urbaine a-t-elle oublié les mobilités quotidiennes ? 94
II. La mobilité comme accessibilité 100
III Les dispositions à la mobilité 105
IV.La mobilité comme épreuve 113

CHAPITRE 4 : LES PRATIQUES DE MOBILITE DES ADOLESCENTS DE ZUS : QUESTIONS DE METHODES 123
I. Les méthodes habituellement employées pour étudier les mobilités quotidiennes 125
1. Les enquêtes ménages-déplacements 126
2. Les carnets de bord 128
3. Les entretiens semi-directifs 129
4. Les récits de ville 130
5. Les itinéraires commentés 130
6. L'observation ethnographique du déplacement 131
II. Travailler avec des adolescents nécessite-t-il une méthodologie spécifique ? 135
1. Comment accéder aux pratiques des adolescents ? 135
2. Le problème du consentement éclairé à participer à la recherche 138
3. Le cas spécifique des adolescents 140
4. Comment recueillir le consentement éclairé des adolescents ? 143
5. Quel sont les intérêts d'une participation active des adolescents à la recherche ? 145
III. Quatre matériaux de recherche 152
1. L'enquête globale transports 152
2. Des indicateurs d'accès en transports en commun aux centralités franciliennes 160
3. Une ethnographie dans une maison de quartier 163
4. Huit projets menés dans des établissements scolaires 178
IV. L'articulation de nos différents matériaux et la construction d'une typologie des manières d'habiter 191
1. Une fausse opposition entre méthodes quantitatives et qualitatives ? 191
2. Des démarches explicatives différentes 192
3. Deux conceptions différentes de la totalité 193
4. Comment et pourquoi élaborer une typologie ? 194
5. Comment comparer les pratiques de mobilité des adolescents ? 199
6. Comment combiner nos matériaux qualitatifs et quantitatifs sans les dénaturer ? 200
V. Des méthodes de recherche complémentaires négligées ? 203

PARTIE II – RESULTATS DE RECHERCHE 205

CHAPITRE 5 : CADRAGE STATISTIQUE DU POTENTIEL ET DES PRATIQUES DE MOBILITE DES ADOLESCENTS DE ZUS 207
I. L'environnement social et géographique des adolescents de ZUS : un moindre potentiel de mobilité ? 210
1. L'accès aux différents modes de transport 210
2. Une moindre disponibilité financière et en temps des parents 217
II. Peu de déplacements accompagnés en voiture, mais un usage précoce des transports en commun 219
1. Un moindre accompagnement des activités, notamment en voiture… 219
2. … mais un usage plus précoce des transports en commun 225
3. Un usage plus important de la marche à pied 230
III. Un programme d'activité spécifique 232
1. Une inactivité plus importante des filles 232
2. Moins de loisirs et de visites familiales, plus de visites amicales et de promenades 234
IV. Des activités concentrées autour du domicile 237
1. Une présence plus importante au domicile 237
2. Plus d'activités réalisées à proximité du domicile 238
3. Moins de sorties en dehors de la commune de résidence 239
V. Des sorties autonomes aussi fréquentes que les autres adolescents de catégories populaires et moyennes 243
VI. Un effet très différent de la montée en âge selon le sexe 245
1. Une diminution de l'accompagnement en voiture, exceptée pour les filles de ZUS 245

2. Des usages des modes de transport qui se rapprochent avec la montée en âge, à l'exception des filles de ZUS 247
3. Un programme d'activité qui reste spécifique, mais une augmentation des activités de loisirs chez les garçons et des visites amicales et familiales chez les filles 251

CHAPITRE 6 : SEPT DIMENSIONS QUI STRUCTURENT LES MANIERES D'HABITER DES ADOLESCENTS DE ZUS 257
I. L'ancrage dans le quartier de résidence 259
II. Les souhaits de mobilité résidentielle future 264
III. La mobilité en transports en commun, son apprentissage et son contrôle par les parents 266
IV. Le rapport aux différents transports en commun 272
V. Les lieux fréquentés et les représentations de l'espace urbain 277
VI. La cohabitation avec des inconnus d'une autre origine sociale et résidentielle 285
VII. La fréquentation des espaces d'interaction sociale sur Internet 290

CHAPITRE 7 : LES MANIERES D'HABITER CARACTERISEES PAR UNE FORTE IDENTITE TERRITORIALE 297
I. Les adolescents du quartier 299
1. Des parents en situation de précarité et une trajectoire scolaire chaotique 299
2. Un fort ancrage résidentiel 300
3. Un apprentissage de la mobilité en groupe et un faible contrôle des parents 306
4. De nombreux déplacements en groupe et à proximité du quartier de résidence 312
5. Un cas spécifique : les *adolescents du quartier* qui se contentent de mobilités locales 319
6. Des déplacements peu planifiés, motivés par la recherche d'animation en dehors du quartier 322
7. Une animation procurée par la provocation, le jeu, les moqueries et la séduction 325
8. Un rapport à la foule urbaine qui traduit cette recherche d'animation 329
9. Une recherche d'animation qui commence dans les transports en commun 331
10. Un sentiment de stigmatisation et d'opposition avec les autres citadins 337
11. Une vision d'un monde urbain clivé 342
12. Des pratiques de sociabilité sur Internet qui témoignent également du sentiment d'opposition avec les autres citadins 344
13. Une projection de mobilité résidentielle future ambivalente 345
14. Un sentiment d'opposition avec les autres citadins qui entraîne parfois un repli sur le quartier 346
II. Les filles de bonne famille 351
1. Des filles d'origine maghrébine avec un ancrage familial dans leur commune 351
2. Une forte identité locale 352
3. Les dispositions de leurs parents à l'égard de la mobilité 357
4. De fréquents déplacements entre amies dans les centralités commerciales du département 358
5. Des pratiques d'Internet en adéquation avec ces mobilités locales 359
6. Des déplacements plus occasionnels vers Paris 361
7. Un sentiment ambivalent vis-à-vis des « lumières de la ville » 362
8. Trouver peu à peu sa place dans ce monde étranger 365
III. Les guerrières 367
1. Des filles originaires d'Afrique subsaharienne ou des Antilles, vivant dans des familles monoparentales 367
2. Une présence dans l'espace public de résidence et des liens avec les garçons du quartier 368
3. Se faire une place dans un espace public de résidence sous le contrôle de garçons 371
4. De nombreux déplacements entre amies en dehors du quartier pour s'amuser aux dépens d'autres citadins… 375
5. … ou chercher à séduire des garçons de ZUS 378
6. Des mobilités improvisées et aléatoires, mais avec des lieux servant de repères 379
7. Des provocations et des affrontements avec d'autres filles de ZUS 381
8. Un usage des transports en commun transformés en lieu d'animation et de séduction 383
9. Une absence de repli sur le quartier 385

CHAPITRE 8 : LES MANIERES D'HABITER CARACTERISEES PAR UNE PRESENCE EPISODIQUE DANS LE QUARTIER DE RESIDENCE 387

I. Les flâneurs *389*

1. Des adolescents de ZUS issus des catégories populaires et moyennes 390
2. Une lassitude vis-à-vis de l'ambiance du quartier et une présence épisodique dans l'espace public de résidence 392
3. Une familiarisation précoce aux trajets en transports en commun 396
4. Des déplacements entre amis au début de l'adolescence et une maîtrise du réseau de transports en commun 399
5. Des déplacements planifiés jusqu'au lieu d'arrivée qui deviennent plus aléatoires ensuite 402
6. Profiter de la diversité et de l'anonymat de la foule urbaine 403
7. Châtelet-Les Halles, lieu emblématique de cette flânerie urbaine 407
8. Une flânerie qui se prolonge dans les quartiers touristiques de la capitale 410
9. Des qualités que les *flâneurs* trouvent également dans l'espace des transports en commun 413
10. Des pratiques d'Internet en adéquation avec la flânerie urbaine 415
11. Une capacité à passer des codes du quartier de résidence à ceux des lieux fréquentés dans la mobilité 417

II. Les passionnés *421*

1. Des garçons de ZUS, issus des catégories populaires et de famille monoparentale, dont les pratiques de mobilité se rapprochent de celles des jeunes vivant à proximité 421
2. Une passion qui structure le quotidien 422
3. Une lassitude ou un rejet de l'espace de résidence 425
4. Des mobilités fonctionnelles 429
5. Une vision de la mobilité qui structure leur rapport aux modes de transport et à Internet 431
6. Un cas spécifique : les *passionnées* de la famille 433

CHAPITRE 9 : LES MANIERES D'HABITER DES ADOLESCENTS QUI REJETTENT LEUR QUARTIER 437

I. Les flâneurs exclusifs *439*

1. Une majorité de filles issues de catégories populaires et moyennes, résidant fréquemment à proximité d'une ZUS 440
2. Un rejet de leur quartier et une invisibilité dans l'espace public de résidence 441
3. Un réseau amical majoritairement à l'extérieur du quartier 445
4. Une valorisation par les parents de la mobilité et de l'autonomie 446
5. Une maîtrise du réseau de transports en commun renforcée par l'accès à la carte Imagin'R 449
6. Des pratiques de mobilité qui se rapprochent de celles des flâneurs mais qui diffèrent sur trois points 450

II. Les encadrés à faible mobilité *456*

1. Une majorité d'adolescents résidant dans des quartiers situés à proximité d'une ZUS et mal desservis en transports en commun 457
2. Un même rejet de leur quartier que les *flâneurs exclusifs* 458
3. Une invisibilité dans l'espace public de résidence 460
4. Des dispositions vis-à-vis de la mobilité influencées par les craintes des parents 461
5. Un accompagnement des déplacements par les parents ou par des frères et sœurs plus âgés 465
6. Un possible repli au domicile… 467
7. … entrecoupées de rares sorties autonomes 470

CHAPITRE 10 : DYNAMIQUES DES SITUATIONS ET CHEMINEMENTS D'UNE MANIERE D'HABITER A UNE AUTRE 475

I. L'appartenance conjointe à deux types *477*

1. Les *blédards* 478
2. Malcom, à la fois adolescent du quartier et flâneur 493

II. Le passage d'un type à un autre *498*

1. Comment rendre intelligible l'évolution des manières d'habiter ? 500
2. Le cheminement de Nassim : les rencontres amoureuses et le début de l'insertion professionnelle 502
3. Le cheminement de Miguel : la familiarisation progressive à l'altérité 508
4. Le cheminement de Nabil : l'épreuve de l'injustice 515

CONCLUSION GENERALE 523
ANNEXES 535
BIBLIOGRAPHIE 557
TABLE DES MATIERES 591